

U d/of OTTAWA



39003001296077

am 3/70



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

CHARLOTTE DE CORDAY

ET

LES GIRONDINS

L'auteur et l'éditeur déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1872.

CHARLOTTE DE CORDAY

ET

LES GIRONDINS

PIÈCES CLASSÉES ET ANNOTÉES

PAR

M. CHARLES VATEL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

OUVRAGE ACCOMPAGNÉ D'UN ALBUM CONTENANT ONZE PORTRAITS
GRAVÉS D'APRÈS LES ORIGINAUX AUTHENTIQUES
DES VUES ET PLANS EXPLICATIFS DES LIEUX
ET DES FAC-SIMILE D'AUTOGRAPHES

TOME TROISIÈME



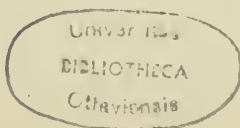
PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

10, RUE GARANCIÈRE

—
1864-1872

Tous droits réservés



DC
146
C8V3
1864
W.3

APPENDICE.

I.

*Opinion et système de M. J. Guadet et de M. Dauban
sur les manuscrits des Girondins retrouvés en 1863.*

M. J. Guadet a publié, dans la *Revue française* d'avril 1865, un article du plus haut intérêt, consacré à l'examen de la question qui nous occupe. Il a raconté comment, en 1822, étant encore fort jeune, il avait été mis en rapport avec Jullien, alors directeur de la *Revue encyclopédique*, et comment celui-ci s'était empressé d'accepter sa collaboration. Puis, l'ancien terroriste, cherchant à s'insinuer peu à peu dans sa confiance, lui dit, — ce qu'il a imprimé tant de fois, — qu'il avait été calomnié par Louvet; qu'il n'était pour rien, soit dans la capture des Girondins à Saint-Émilion, soit dans leur supplice à Bordeaux; qu'il n'avait ni le pouvoir ni la volonté de concourir à des actes de cette nature; qu'attaché à la cause de la liberté... il détestait les excès et les fureurs qui l'avaient déshonorée. « Jullien, au rapport de M. Guadet, s'exprimait sur le ton de la vérité et avec l'accent d'une conviction complète; il s'échauffait surtout lorsqu'il parlait des menées de Tallien pour faire retomber sur lui, Jullien, tout l'odieux des excès de Bordeaux pendant qu'on le retenait lui-même prisonnier et dans l'impuissance de confondre ses calomniateurs. »

Enfin il en vint à dire à M. J. Guadet qu'il possédait des manuscrits curieux, et notamment les Mémoires de Buzot. Il lui offrait en même temps de les lui donner pour les publier en y ajoutant des notes explicatives.

M. Guadet accepta. Jullien lui remit une copie des *Mémoires de Buzot*, certifiée et annotée de sa main. Ce sont les *Mémoires* qui ont paru en 1823 (Paris, Béchot aîné, 1 vol. in-8°). En préparant cette édition, M. J. Guadet avait fait des recherches qui lui avaient appris la vérité et l'avaient édifié sur le compte de Jullien. Il sut la part active qu'il avait prise à l'égoïsme de sa famille entière, et dès lors il rompit tous rapports avec lui, non, dit-il avec une convenance et une mesure parfaites, qu'il ne lui tint compte de sa grande jeunesse en 1794 et de ses regrets de 1822, mais parce qu'il lui semblait que leurs noms devaient mal cadrer ensemble.

Jullien semblait donc nanti des manuscrits des Girondins. La copie certifiée qu'il remettait à M. Guadet avait déjà été livrée par lui à Lecointre et à Bassal, qui en avaient fait usage dans la Convention pour appuyer l'accusation de royalisme qu'ils avaient portée rétrospectivement contre Buzot et ses amis. Conséquemment il possédait les originaux. Telle était la première conclusion à laquelle arrivait M. Guadet : La vérité est, dit-il, que les *Mémoires de Buzot* avaient été conservés par Jullien; puis il déduisait de ce fait une autre conséquence et il ajoutait : — « Mainte-
» nant il n'est pas douteux pour moi, il ne peut l'être,
» je crois, pour le lecteur, que les *Mémoires de Louvet*,
» les *Mémoires de Petion*, la tragédie de Salle et les obser-
» vations de Barbaroux sur cette tragédie ne sortent des
» mêmes mains que la copie certifiée de Buzot. »

M. Guadet examine ensuite si les lettres de madame Roland à Buzot, publiées par M. Dauban, proviennent de la même origine, et il conclut encore à l'affirmative.

« La seule supposition admissible, suivant lui, est celle-ci : Les lettres d'amour de madame Roland à Buzot, ainsi que les lettres de Buzot à Letellier, n'ayant pas trouvé sans doute un messenger dévoué qui pût les remettre sûrement

aux mains de l'ami de Buzot, furent mises dans la même boîte de fer-blanc avec la tragédie de Salle, la lettre critique de Barbaroux, les Mémoires de Petion, Buzot et Louvet, ce que Buzot, du reste, fait entendre lorsqu'il dit : « J'ai remis cet écrit à des personnes courageuses et fidèles. » Ces lettres seront donc venues par le même chemin que les autres manuscrits chez le libraire France. »

Ce chemin, nous le savons, c'est celui qu'avaient parcouru les Mémoires de Buzot, c'est-à-dire le sequestre de Jullien comme première étape, et plus tard la vente faite à M. France par un inconnu. M. Dauban a émis la même hypothèse dans son ouvrage intitulé *Étude sur madame Roland et son temps* (Paris, Henri Plon, 1864. 2 vol. in-8°), un des plus beaux livres qui aient été écrits sur la Révolution, a dit un juge compétent. (*A propos d'autographes*, par M. Léon de la Sicotière, p. 18.)

Le lecteur, se demande-t-il, voudra peut-être connaître notre opinion sur l'origine des documents que nous venons de publier; et il répond : « Ils ont été remis, avec les Mémoires de Petion et de Louvet, la tragédie de Salle, les observations de Barbaroux, trouvés dans les maisons Bouquey et Guadet; ils sont allés grossir cet amas de dépouilles des proscrits qui, des bureaux du commissaire du Comité de Salut Public, Jullien de Paris, devait passer un jour, poussé par la main d'acquéreurs obscurs, sur la table du commissaire priseur. » (2^e vol., p. 61.)

Telle était aussi l'opinion de M. France, celui qui avait été seul en contact avec les possesseurs obscurs dont parlait M. Dauban. Cette circonstance et la spécialité bien connue d'un des vétérans de la bibliographie révolutionnaire, donnaient une grande autorité à cette hypothèse; aussi nous-même nous l'avions adoptée, sur la foi de nos devanciers, comme un fait acquis et indiscutable ¹.

¹ Voy. *suprà*, pages 95 et 132, à la note.

C'est cette opinion, que nous avons dû abandonner après une étude plus approfondie, dont nous allons retracer ici les phases diverses.

Nous constaterons d'abord que c'est avec raison qu'on a demandé compte à Jullien des pièces qui ont réellement et officiellement passé par ses mains.

Il ressort en effet avec la dernière évidence des documents que nous publions, que c'est à lui que furent envoyés tous les papiers, armes, effets saisis à Saint-Émilion sur les Girondins ¹.

Autre point non moins constant : il reçut ces objets et annonça au Comité de Salut Public des papiers importants qu'il avait découverts ².

Enfin il est également hors de doute qu'il transmit effectivement à Paris les procès-verbaux d'information et d'arrestation dressés contre les proscrits et leurs prétendus complices, puisqu'on retrouve ces procès-verbaux dans les Archives de l'Empire et qu'ils sont accompagnés d'un certain nombre de pièces provenant de Saint-Émilion : la lettre de Petion et celle de Buzot sur la tragédie de Salle, la notice biographique sur Brissot, et la déclaration collective de Petion et Buzot avec tous ses doubles.

Ceci étant donné, Jullien a-t-il pu retenir le surplus des

¹ V. ci-dessus p. 132. Papiers saisis dans la *cache* de la maison Guadet pour être remis au citoyen Jullien.

P. 143. Le sabre, l'argenterie et les deux volumes ont été envoyés au citoyen Jullien.

P. 154. Nous avons expédié vers le citoyen Jullien les armes, montres, etc., trouvées sur lesdits cadavres.

² Lettre du 13 messidor, de Jullien au Comité de Salut Public.

compositions en vers et en prose trouvées sur les Girondins et garder pour lui les pièces les plus intéressantes?

Il faudrait d'abord se demander dans quel but il aurait voulu s'approprier ces manuscrits. Pour les publier? Il ne pouvait y songer; c'eût été se faire prendre en flagrant délit et se perdre. Pour les conserver comme documents curieux? Mais il lui était facile, sans se compromettre, de satisfaire ce goût, qui n'existe guère pour les contemporains, et qui, à cette époque surtout, n'était pas répandu comme aujourd'hui.

La plupart des pièces saisies étaient en double; il pouvait se réserver les copies et envoyer les originaux ou faire prendre des copies pour lui-même, pour le procès des accusés non jugés. Au lieu d'agir ainsi, ce qui eût été à l'abri de toute critique, Jullien a envoyé tous les duplicata sans aucune restriction, notamment ceux des pièces les plus importantes, par exemple, de la déclaration testamentaire de Petion et Buzot; il en avait été fait quatre minutes originales (V. ci-dessus, page 352): quoi de plus facile que d'en retenir une ou deux? Ce n'est pas ce que fait Jullien: il envoie les quatre doubles au Comité de Salut Public, d'où ils sont passés dans les Archives de l'Empire. Cette observation serait à elle seule un moyen de justification péremptoire en faveur de Jullien.

Mais allons plus loin; examinons comment il s'y serait pris pour opérer cette soustraction audacieuse sous les yeux du Comité. Lorsqu'on étudie l'intérieur des Comités de Salut Public et de Sûreté Générale, d'après les papiers énormes qui subsistent, on acquiert la certitude qu'il régnait dans cette gigantesque organisation un ordre rigoureux et une exacte discipline. Chaque Comité était divisé en cinq bureaux. Chaque bureau avait des attributions spéciales, auxquelles présidait un des représentants élus par la Convention. Ces bureaux se composaient d'un secrétaire

général, d'un sous-chef, d'enregistreurs, d'analyseurs (c'étaient les titres qu'ils prenaient) et de commis nombreux qui, pour le Comité de Sûreté Générale, s'élevaient à cent soixante-six, et à cent six pour le Comité de Salut Public, sans compter trente-six garçons de bureau.

Il y avait notamment un bureau central qui avait pour première attribution *l'enregistrement et la distribution des pièces* ¹.

On rencontre même, dans le tableau des subdivisions du Comité, un CABINET HISTORIQUE ET TOPOGRAPHIQUE. C'étaient, il faut le dire, de véritables ministères, avec leur personnel, leur comptabilité, leurs archives, organisés comme les anciens ministères, qu'ils remplacèrent effectivement.

Le chef des employés préposés à la réception et à la garde des pièces était le citoyen *Dracon* Julian. Au-dessus de toute cette administration planait le génie inquisitorial de Robespierre, qui en était l'organisateur. Le plan de l'organisation du Comité, tracé de sa main, existe aux Archives de l'Empire (AF II, carton 23, n° 16). C'est une pièce curieuse à joindre au dossier de son procès, toujours pendant devant le tribunal de l'histoire. Il faut, dit-il :

- 1° Un secrétaire général de grand mérite ;
- 2° Un bureau de secrétaires particuliers intelligents et patriotes ;
- 3° Des agents également sûrs pour transmettre les arrêts du Comité à ceux qui doivent les exécuter.

¹ Le mode d'ouverture des pièces était déterminé par un règlement en huit articles, portant entre autres :

« Le chef du bureau procède à l'ouverture des paquets en présence des membres (plus tard, de l'un des membres) de la commission. Là, il se fait une première distribution qui a l'effet et le résultat de faire l'examen de toutes les pièces afin de connaître la destination qu'elles doivent avoir. »

4° Il faut que dans les vingt-quatre heures ceux qui sont chargés de l'exécution en rendent compte au Comité ;

5° Il faut déterminer à qui seront confiés les ordres d'arrêter, et par qui ils seront transmis ;

6° Il faut des courriers très-sûrs attachés au Comité ;

7° Il faut que chaque membre du Comité ait une tâche particulière et qu'il soit entouré de secrétaires et d'agents dignes de sa confiance.

8° et 9°

10° Il faut que le Comité nomme des rapporteurs pour les affaires particulières ;

11° Il faut que le Comité soit fermé et inaccessible, hors les cas très-extraordinaires, et qu'il ait des agents pour maintenir cette partie de sa police ;

12° Que le Comité ne délibère jamais en présence d'aucun étranger ;

13° Que les heures des séances soient rigoureusement fixées ;

14° Que les noms de tous les agents du Comité soient remis à chacun de ses membres.

Il eût été bien osé celui qui se serait risqué à dissimuler des papiers politiques importants devant cette armée de secrétaires *intelligents et patriotes*, de courriers actifs transmettant les dépêches, d'agents *sûrs* exécutant les ordres sous l'œil infatigable de celui qu'on a nommé justement le sinistre Monarque de la Terreur ¹.

¹ V. Lady Morgan, *La France*, etc., t. II, p. 93 : « M. Denon lui raconta, dit-elle, qu'il fut mandé au Comité de Salut Public, qui s'assemblait aux Tuileries, à deux heures après minuit... Il se rendit au Palais à l'instant indiqué, il étoit sombre et silencieux. Une garde armée se promenoit dans ses spacieux appartements à demi éclairés ; l'anti-chambre de la salle du Conseil étoit remplie d'officiers républicains.

» Laisse seul dans un salon à peine éclairé, Denon s'aperçut qu'il se trouvoit dans un endroit qui avoit autrefois retenti des accents du plaisir et de la gaieté. C'étoit l'appartement de la belle Marie-Antoinette... Pendant qu'il « buvoit ainsi dans la coupe amère des souvenirs », une porte s'ouvrit et se ferma avec précaution. Un homme s'avança vers le milieu du salon ; y apercevant un étranger, il fit un mouvement en arrière. C'étoit Robespierre. A la lueur d'une lampe qui étoit sur la cheminée, Denon put observer la contenance sombre

Il y aurait eu folie à essayer de tromper de tels surveillants dûment prévenus. L'entreprise n'eût pas été seulement difficile, elle eût été impossible, spécialement pour la tragédie de Charlotte Corday.

L'existence d'une composition dramatique dans les manuscrits des Girondins était annoncée à l'avance par la communication que Dumas avait faite aux Jacobins dans la séance du 6 messidor : le *Journal de la Montagne* avait reproduit les paroles de Dumas, n° 60, p. 489. (V. notre Introduction, p. 4.)

Bien plus, son existence était attestée par les deux lettres de Petion et de Buzot renfermant des observations critiques sur l'œuvre de Salle.

Ces lettres ont incontestablement été envoyées par Jullien au Comité de Salut Public et reçues par ce Comité, puisqu'elles ont été retrouvées dans les salles qu'il occupait et inscrites sur le registre des secrétaires généraux (V. *infra*, p. 449). Elles n'étaient pas de nature à passer inaperçues, non-seulement parce que le nom de Charlotte de Corday

de ce monarque de la Terreur, qui mit la main dans son sein comme s'il eût voulu y saisir quelque arme cachée... Denon, voyant le danger de faire naître la moindre crainte... se retira à reculons jusque dans l'antichambre, les yeux fixés sur Robespierre, qui, de son côté, ne le perdoit pas de vue. Il entendit agiter avec violence une sonnette placée sur la table de l'appartement qu'il venoit de quitter... Au bout de quelques minutes, il fut introduit de nouveau et reçu par Robespierre avec une grande politesse... comme si ce dernier eût cherché à cacher le sentiment que lui avoit fait éprouver la présence inattendue d'un inconnu. »

Cette anecdote, qui doit être vraie puisqu'elle vient de Denon, nous a paru précieuse en ce qu'elle montre Robespierre mettant en action son curieux règlement sur l'organisation du Comité de Salut Public, et s'emportant non par un sentiment de terreur puérile, comme le croit à tort l'auteur, mais par l'indignation de voir un étranger s'introduire dans cette enceinte du Comité qu'il avait voulu rendre *fermée et inaccessible*. (V. une scène nocturne analogue dans les salles du Comité de Salut Public. *Le Château des Tuileries*, par Roussel, vol. II, p. 372.)

pouvait être un moyen d'incrimination contre les Girondins accusés de complicité, mais encore parce qu'elles renfermaient des attaques violentes contre les membres du Comité de Salut Public. Les accusations de poltronnerie, de perfidie, de jactance, les réflexions sur les projets attribués à Robespierre, Barere et Danton devaient inévitablement provoquer, chez ceux qui étaient ainsi pris à partie, le désir de connaître la pièce où ils étaient mis en scène.

Jullien ne pouvait donc envoyer au Comité de Salut Public ces pièces qui formaient le commentaire de la tragédie de Salle et soustraire la tragédie elle-même aux regards du Comité.

Déjà l'attention de Robespierre et de Barere était éveillée à tel point qu'ils avaient dépêché à Jullien un courrier extraordinaire et qu'ils lui avaient prescrit d'agir avec le plus grand secret en raison de l'importance des papiers saisis. Bien plus, ils avaient ordonné à Jullien d'envoyer ces papiers par un exprès, pour qu'ils ne fussent remis qu'à eux-mêmes et d'une manière sûre ¹.

Conformément à cette recommandation impérative, Jullien avait choisi pour messenger le citoyen Compain, excellent patriote, placé à la tête du Comité Révolutionnaire de Bordeaux, et il l'avait expédié à Paris.

Les pièces envoyées étaient assez considérables pour former *trois paquets* ² remplissant une petite caisse. Jullien, qui ne paraissait pas les bien connaître, les faisait

¹ Rapport de Jullien au Comité de Salut Public, en date du 24 thermidor, page 8. Collection du Louvre, n° 479. Il en appelle aux membres du Comité et leur dit : « Je fis partir un citoyen pour vous remettre, comme vous me l'avez écrit, les papiers de Guadet et de ses complices. »

² Correspondant sans doute aux lieux où ils avaient été trouvés :

1° La maison Guadet ;

2° La maison Bouquey ;

3° La maison Troquart.

accompagner de cet avertissement : « D'après ce que j'ai pu dire par ceux qui ont été découverts et parcourus, l'examen de ces papiers jettera un nouveau jour sur les trames ourdies par les chefs du fédéralisme. (V. ci-dessus, Lettre du 12 messidor, p. 416.)

Un procès-verbal mentionné dans la dernière lettre de Jullien au Comité accompagnait les pièces envoyées et en contenait probablement l'état.

Ce procès-verbal manque, nous dirons plus tard pour quelle raison.

Jullien ne s'en tint pas à ces précautions. Sur les adresses des dépêches dont les enveloppes ont été conservées (V. Archives de l'Empire, AF II, 45), à côté de ces mots : *Aux Représentants du Peuple*, mots tracés avec la régularité d'un expéditionnaire de bureau, Jullien a ajouté cet avertissement, en évidence et de son écriture belle et expressive :

LETTRE POUR L'ENVOI DES PAPIERS,

puis il a numéroté lui-même les trois premières lettres, et, sur la troisième, celle du 12 messidor, il a encore placé cette indication en tête de l'enveloppe :

POUR ACCOMPAGNER LES PAPIERS.

Enfin il a écrit en tête des lettres de Petion, de Buzot et de Barbaroux à Salle, lettres qui ne sont pas signées, les noms de ceux qui les avaient écrites, en ces termes : *De Petion, de Buzot, de Barbaroux*. (V. ci-dessus, pages 101, 108, 120.)

Ces précautions excluent l'intention aussi bien que la possibilité d'intercepter les papiers saisis et de se les approprier au lieu de les faire parvenir au Comité de Salut Public.

Qu'on suppose, en effet, la caisse apportée par l'express

Compain : si les membres du Comité de Salut Public n'y eussent trouvé que quelques procès-verbaux insignifiants, une correspondance purement littéraire et une apologie politique au lieu des écrits compromettants pour les Girondins qui leur étaient promis et qu'ils attendaient avec impatience, la fraude de Jullien aurait été découverte à l'instant même : il aurait été perdu, surtout dans ce temps de suspicions, de délations, et par-devant les redoutables inquisiteurs des Comités!

Son intérêt était, au contraire, de faire valoir la capture qu'il avait faite, les pièces à conviction qu'il avait trouvées, les armes morales qu'il avait découvertes contre les adversaires de la Montagne; c'était pour lui un véritable triomphe. En présence d'une telle perspective, que pouvaient signifier quelques manuscrits condamnés à ne jamais voir le jour, lorsque, au contraire, transmis à la Convention et publiés par elle, ils devenaient d'éclatants trophées pour l'auteur de cette saisie?

Faut-il ajouter qu'au moment où les premiers de ces documents furent produits publiquement, en germinal an III, Jullien, qui les aurait communiqués à Lecointre, était gardé à vue chez lui, et placé sous le coup d'accusations graves qui mettaient sa vie en péril? Lorsque la tête de Carrier venait de tomber (26 frimaire an III), que celle de Lebon était menacée, il eût été bien imprudent à Jullien d'intervenir dans des luttes rétrospectives où il n'était pas engagé, et d'attirer sur lui, gratuitement, les vengeances de la réaction thermidorienne, alors dans toute sa violence.

Nous ne pensions donc pas *à priori* que les pièces saisies à Saint-Émilion eussent pu être retenues à Bordeaux; il nous semblait qu'elles avaient dû nécessairement être envoyées à Paris; le raisonnement le démontrait, la correspondance en faisait foi, l'intérêt et la sécurité de Jullien en étaient de sûrs garants. Ce n'étaient, toutefois, que des

inductions; nous pouvons maintenant y substituer des preuves directes.

Ces preuves résultent de quatre documents contemporains également dignes de foi :

1° L'interrogatoire de Guadet père, du 30 prairial an II, subi par-devant Plenaud, membre du Comité Révolutionnaire de Bordeaux. On y lit ce passage :

« *Demande.* Qui faisoit leur chambre (celle de Salle et » Guadet)? »

» *Réponse.* Personne. Ils étoient dans un galetas où il » n'y avoit pas de jour.

» *Demande.* Cependant il leur falloit de la chandelle ou » un logis plus convenable, puisque, lorsqu'ils étoient chez » toi, *ils composoient des ouvrages* QUI ONT ÉTÉ APPOR- » TÉS ICI.

» *Réponse.* Ils me demandèrent de l'encre et du papier » que je leur fournis; le toit laissant entrer un peu de jour, » lorsque le soleil frappoit, ils en recevoient assez pour » écrire. »

Ils composaient des ouvrages qui ont été apportés *ici*.

Ici, c'est-à-dire au Comité révolutionnaire de surveillance de Bordeaux.

Plenaud constatait ainsi *de visu* l'existence des ouvrages composés par les Girondins, et le dépôt de ces écrits au siège du Comité, qui préparait les travaux de la Commission militaire.

La justification de Jullien, sa décharge, résultent donc en quelque sorte d'une pièce authentique, puisqu'il est établi judiciairement que les manuscrits de Saint-Émilion ont été apportés à Bordeaux.

2° La constatation de Plenaud est confirmée par une lettre de J. Guadet, le seul survivant de la famille, qui écrivait à Louvet le 21 ventôse an III (huit mois seulement après les événements) :

« Les Mémoires de Pétion, Buzot et Barbaroux, ont été portés à la Commission militaire, qui, vraisemblablement, aura pris des précautions pour que ceux-là ne voient pas le jour. »

Nouvelle justification, nouvelle décharge en faveur de Jullien.

3^e Lettre du citoyen Bosc au ministre de la police, du 2 nivôse an VII. (V. *infra* le texte de cette lettre.) Il s'agissait déjà de la recherche des manuscrits laissés par les Girondins.

On voit par la lettre de Bosc que Louvet, avant de mourir, s'était activement occupé de cette recherche; que sa veuve la continuait, et qu'elle affirmait deux choses :

1^o Que les manuscrits de Saint-Émilion avaient été envoyés par Jullien à Paris.

2^o Qu'ils avaient été *soustraits des bureaux du Comité de salut public*.

En même temps, Bosc désignait les auteurs de cette soustraction, et ce n'était pas Julien. Nous verrons plus tard que les indications données au nom de la veuve Louvet se sont trouvées vérifiées sur tous les points.

3^o Une relation de la fin tragique des cinq Girondins réfugiés à Saint-Émilion, adressée à Louvet, a été trouvée dans les papiers de ce dernier, et publiée récemment par M. Dauban¹. Cette relation est longue, circonstanciée, et du plus haut intérêt.

Après avoir rapporté l'aveu fait par la fille Bérard, qu'une cassette de fer-blanc avait été jetée par la dame Bouquey dans la fosse d'aisances, l'auteur ajoute :

Cet aveu ravit Oré. Il fit descendre un homme dans les latrines, qui lui rapporta la boîte pleine de *Mémoires* rédigés par chacun des proscrits.

¹ Dans le volume renfermant les Mémoires de Pétion, de Buzot, de Barbaroux, etc., p. 503.

Ceux de Louvet y étaient aussi.

Indépendamment de ces Mémoires, il y avait une tragédie de Salle intitulée *Satan cédant le fauteuil à MARAT*.

Un poème de Barbaroux sur sa *Maison des champs*, et *l'Art de la culture en Provence*, faisaient partie des pièces intéressantes contenues dans ladite cassette.

La correspondance de Buzot avec une femme d'esprit, et son *portrait*, enrichi de diamants, y étaient aussi renfermés.

Après cette énumération, la relation se termine ainsi :

« On prétend que le tout a été remis au Comité de Salut Public, AUX MAINS DE ROBESPIERRE, excepté pourtant les diamants par l'histriion COUPIN. »

Tous les détails donnés par cette relation sont de la plus grande exactitude; ils sont vérifiés de point en point. M. J. Guadet les avait déjà consignés dans une notice écrite d'après les souvenirs de Troquart. (Voy. p. 255 de son édition des *Mémoires de Buzot*.) Il les tenait de l'homme qui était descendu dans la fosse, un mulâtre nommé Achille. Les *Mémoires*, les *Poésies* de Salle et de Barbaroux, les *Lettres* de madame Roland à Buzot, tout, jusqu'au portrait qui existe aux Archives de l'Empire, s'est retrouvé et avait été apporté par l'histriion *Coupin*, dans lequel il est facile de reconnaître le patriote et l'artiste dramatique Compain, dont le nom aura été mal écrit ou mal lu.

Or, ce tout a été remis au Comité de Salut Public, aux mains de Robespierre; notamment ce portrait, qui n'est pas une des pièces les moins curieuses de celles qui nous occupent, puisque ce serait suivant nous le portrait de madame Roland. Et chose remarquable! le cadre est *desserti*. On voit qu'il a été entouré d'une bordure qui n'existe plus!

Il était renfermé dans le carton AF II, 45, c'est-à-dire avec les documents provenant de Saint-Émilion. Il est aujourd'hui placé dans le Musée des Archives avec les papiers des Girondins, salle de la République, vitrine 210. (V., in-

frà, les détails que nous avons donnés sur ce portrait; voyez aussi la gravure qui le reproduit).

Ces quatre documents coïncident entre eux, quoiqu'ils soient absolument indépendants les uns des autres.

Plenaud, membre de la commission de surveillance de Bordeaux, ne pouvait se tromper lorsqu'il affirmait comme un fait à sa connaissance personnelle, que les ouvrages par Salle et Guadet avaient été apportés au siège de la commission, et qu'il inscrivait spontanément cette déclaration dans un procès-verbal authentique, dans l'interrogatoire de Guadet père.

J. Guadet, en arrivant de Saint-Domingue, avait été naturellement appelé à faire des recherches pour savoir ce qu'étaient devenus les papiers de sa famille et ceux des Girondins, et il s'accorde avec Plenaud pour dire que c'était à la *Commission militaire* que les manuscrits avaient été déposés.

Enfin, la relation émanée d'un auteur inconnu, mais merveilleusement exacte publiée par M. Dauban, et la lettre non moins véridique de Bosc, signalent l'arrivée des papiers au Comité de Salut Public entre les mains de Robespierre, auquel ils sont remis par Compain.

On ne peut rien trouver de plus concordant ni de plus précis sur la transmission de ces manuscrits, du lieu d'où ils ont été envoyés, du lieu où ils devaient parvenir, et où ils sont effectivement parvenus.

Ces indications étaient donc décisives. Toutefois, elles n'étaient pas *officielles*. Pour que la recherche fût poussée jusqu'à son dernier terme, il fallait arriver à constater l'entrée des dépêches apportées par Compain dans les bureaux du Comité de *Salut Public*. C'est ce que nous avons pu faire, grâce à l'inépuisable complaisance de M. Dupont, sous-secrétaire des Archives de l'Empire, qui nous a permis de consulter les volumineux registres du Comité.

Dans le registre qui porte le n° 535, à la date du 28 messidor an II, et sous la rubrique *Représentants en mission*, nous avons trouvé l'enregistrement des pièces envoyées par Julien.

Nous reproduisons le titre du volume et la page même du registre dans leurs forme et teneur administratives, afin de leur conserver toute leur autorité.

COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

II^e.

REPRÉSENTANS EN MISSION.

SECTION I^{re}.

MATIÈRES DIVERSES.

N^o 9.535. (A F^o II. 147.)*Du mois de Floréal au II^e au mois de Thermidor suivant.*

DATES des pièces.	DATES de la remise des pièces au Comité.	NOMS des personnes qui ont remis ou envoyé les pièces.	DESIGNATION des pièces.	NUMÉRO de l'enregistrement.	OBSERVATIONS et dates des réponses.
13 messidor.	28 messidor.	Jullien, fils, C ^{re} du C ^{te} de S. P.	(Bordeaux) fait passer les pièces relatives à l'arrestation des traîtres Guadet, Barbaroux, Pétion et Buzot, et autres pièces relatives à Le Morel.	4132.	

La date du 13 messidor est bien celle du départ de Compain. C'est le 13 que Jullien écrit à Barere : « Tu recevras, mon bon ami, *le patriote Compain de Bordeaux*, auquel je te prie de procurer les réponses aux demandes que j'adressai hier au comité par le retour de son courrier extraordinaire. » V. ci-dessus p. 417.

C'est le 28 que Compain arriva à Paris, et fit le dépôt des pièces au Comité. Seulement son nom n'a pas été relaté sur le registre, où il n'est parlé que de Jullien, qui était l'expéditeur en titre.

Le numéro d'ordre de l'enregistrement, 4132, a été apposé sur les pièces d'information (*voyez* pages 127, 151, etc., ci-dessus), mais non sur les manuscrits des Girondins. On ne le trouve ni sur les papiers restés dans les cartons du Comité (lettres et écrits de Pétion, Buzot et Barbaroux), ni en tête de ceux qui en ont été détournés, tels que les lettres de madame Roland. Il ne faut pas s'en étonner : c'était l'usage général observé dans les bureaux du Comité de Salut public. On ne cotait que les pièces administratives, non les annexes jointes comme pièces à conviction ou pièces justificatives.

Les énonciations du registre n° 535 ont été reproduites dans le dossier correspondant, avec cette recommandation deux fois répétée : *à conserver*. Voici ces inscriptions, qui peuvent avoir leur valeur. On lit sur le dossier :

A CONSERVER.

*Correspondance de Jullien fils et pièces relatives à l'arrestation des traîtres Barbaroux, Pétion et Buzot.
Autres pièces relatives à Lemoël.*

BUREAU DES REPRÉSENTANS, OBJETS A SOUMETTRE.

Dans l'intérieur du dossier, sur la première cote :

Jullien fils, commissaire du Comité de Salut public, fait passer les pièces relatives à l'arrestation des TRAITRES Guadet, Barbaroux et Pétion, et autres pièces relatives à Lemoël.

R. (c'est-à-dire reçu) le 28 messidor.

R^d. (c'est-à-dire enregistré) n° 4132.

A CONSERVER.

La réception des manuscrits de Saint-Émilion par le Comité de Salut Public est donc un fait certain et officiellement prouvé par les registres mêmes du Comité.

Mais le registre des représentants en mission n'est pas le seul qui fasse mention de ces pièces. On en retrouve la trace dans un autre registre qui porte ce titre :

PIÈCES A CHARGE ET A DÉCHARGE, CORRESPONDANCE, EFFETS PRÉCIEUX ET AUTRES OBJETS IMPORTANS, DÉPOSÉS AU COMITÉ DE SALUT PUBLIC ET RECOMMANDÉS AUX SECRÉTAIRES PRINCIPAUX.

COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

N° (sic, laissé en blanc).

SECRÉTARIAT.

DÉPÔT PARTICULIER ¹.

N° 414. Réuni aux pièces du 31 may. [Ces mots sont écrits à la marge et au crayon.]	Un paquet de papiers relatifs à Petion et autres trouvés parmi des feuilles d'imprimés de la distribution enlevées lors du déménagement des salles du rez de chaussée ².
--	--

La réunion aux pièces du 31 mai a été opérée, comme l'indiquait l'annotation marginale au crayon, et c'est ainsi

¹ Les dépôts commencent au 9 thermidor an II et finissent au 13 vendémiaire an IV.

² On trouve dans le même registre une indication qui se rapporte à la correspondance de Barbaroux :

N° 37. Les *Pièces originales* de la correspondance de Réuni aux pièces Ch. Barbaroux, laquelle a été imprimée par ordre du 31 may. de la Convention; ensemble le procès-verbal de saisie et paraphe de ladite correspondance, dressé au Comité de Salut Public, le 2 juin 1793.

que les pièces que nous publions se sont trouvées, quoique provenant de la Gironde, dans les deux cartons du Calva-dos. (AF II, 45 et 46, décrits ci-dessus, p. 215.)

Une note de la main de M. Fain est écrite sur le dossier, et ainsi conçue :

« Papiers de Petion, Buzot, Salle et Barbaroux. Derniers adieux à leur famille et à la postérité.

» D'après diverses enveloppes qui renfermoient la plupart de ces pièces, elles n'étoient destinées à être envoyées que dans le cas où il arriveroit quelque malheur aux proscrits qui les écrivoient. La mort les aura surpris avant qu'ils eussent trouvé des moyens sûrs pour transmettre leurs paquets, ou l'envoi en aura été intercepté. Quoi qu'il en soit, ces papiers sont tombés entre les mains du Comité de Salut Public. On les a retrouvés parmi de vieilles feuilles de distribution enlevées lors du déménagement des salles du rez-de-chaussée. C'est alors qu'ils ont été inscrits sous le n° 114 du registre particulier des secrétaires généraux du Comité. »

Le commencement de la note prouve que celui qui l'écrivait n'était pas au courant des faits. La fin est la reproduction abrégée du registre du dépôt particulier du Comité de Salut Public, et clôt l'historique de la transmission de ces pièces de la Convention aux Archives de l'Empire.

Restaient les Archives du département de la Gironde. On pouvait espérer qu'il se trouverait, au point de départ des manuscrits, quelques traces analogues à celles qui attestent leur arrivée. Nous avons donc exploré avec le plus grand soin la période révolutionnaire dans les archives municipales et départementales de Bordeaux. Malheureusement on sait que les archives municipales ont été brûlées; les archives départementales subsistent, les registres de la commission extraordinaire s'y trouvent, mais le registre de l'an II manque; il a disparu, nous a-t-on assuré, depuis une vingtaine d'années. Tout espoir de ce côté paraît donc perdu,

ou tout au moins ajourné¹. Nous n'avons rien sur le départ de Compain, ni sur la consistance des pièces qu'il était chargé de porter à Paris.

La disparition de ce registre, qui était de nature à compromettre bien des noms, n'est peut-être pas tout à fait fortuite, car elle n'est pas sans analogues. Elle est d'autant plus regrettable pour nous, que, loin d'accuser, elle nous aurait fourni le complément d'une instruction à décharge. Mais cette lacune n'empêche pas la justification de Jullien d'être convaincante, et il reste trois points désormais acquis avec certitude :

1° Le transport des manuscrits de Saint-Émilion à Bordeaux ;

2° Leur dépôt à la Commission militaire de la Gironde ;

3° La transmission de ces papiers de Bordeaux à Paris, et leur entrée dans les bureaux du Comité de Salut Public.

II.

Il résulte de la démonstration qu'on vient de lire que Jullien n'a pas intercepté les papiers des Girondins saisis à Saint-Émilion et remis d'abord entre ses mains. Ces papiers sont parvenus à leur destination, c'est-à-dire au Comité de Salut Public.

Cependant une partie de ces papiers a été incontestablement détournée des bureaux du Comité. Quand, par qui, dans quelle mesure cette soustraction a-t-elle été opérée ? Comment certaines pièces ont-elles été enlevées ? Comment d'autres ont-elles été épargnées ? C'est un mystère que

¹ M. Henri Drechou, avoué près le tribunal de la Seine et originaire de Bordeaux, avait bien voulu se charger de visiter pour nous les quatre cents cartons des Archives de la Gironde. S'il n'a pu trouver un registre qui manque, il a du moins découvert d'autres pièces fort intéressantes que l'on trouvera ci-dessous.

nous ne pouvons nous flatter d'avoir pénétré d'une manière complète et absolue après un laps de tant d'années; nous croyons toutefois être parvenu très-près de la vérité, et si nous n'avons pas le dernier mot du problème, les éléments que nous avons réunis pour la solution de la difficulté laissent très-peu de place au champ des hypothèses. Seulement, nous n'avons pu arriver au résultat que nous annonçons qu'en suivant de longs détours, ceux que les documents eux-mêmes ont subis avant de reparaitre au grand jour de la publicité; on voudra donc bien nous pardonner des longueurs forcées, des circuits qui, au premier abord, semblent ne pas aller au but et qui finissent cependant par y conduire. Nous espérons d'ailleurs que les détails que nous rencontrerons sur notre route pourront faire oublier la lenteur forcée de notre marche.

LAURENT LECOINTRE ET LES MANUSCRITS DE SAINT-ÉMILION.

Laurent Lecointre est plus connu par ses motions d'ordre et ses perpétuelles dénonciations que par ses écrits. Cependant il a publié un nombre considérable de brochures, lettres, adresses, projets de toutes sortes. Enrichi dans le commerce des toiles, il appartenait, comme Legendre, à la catégorie des gros négociants devenus hommes politiques par l'effet de la Révolution. Il aimait donc à intervenir dans les discussions qui se rattachent aux finances et au négoce : les subsistances, les assignats, les fournitures d'armes et de munitions pour les troupes. Une de ses prétentions était de se montrer bien renseigné et d'apporter dans les affaires des documents neufs et décisifs. Ses pamphlets, illisibles ¹

¹ Voici un spécimen de son style :

« Le rameau de la paix qui nous fût offert, il y a quelques jours, doit être un rameau pur. Qu'il soit pur, chacun de nous le saisira d'une main ferme; hardie pour l'enter sur l'arbre des lois : c'est là seule-

en eux-mêmes, deviennent parfois intéressants par les pièces qu'ils renferment, et quand on a le courage de surmonter l'ennui du texte, on peut être récompensé par le contenu des notes et les révélations inattendues qui s'y rencontrent.

On ne sait que trop quels furent les écarts de Lecointre dans sa carrière politique; on ne peut oublier cependant qu'il fut un des premiers à attaquer Robespierre dans toute sa puissance et qu'il eut le courage de s'opposer à la loi du 22 prairial. Aussi était-il sur la liste des trente députés dont Robespierre demandait la proscription dans son discours du 8 thermidor ¹, et sans la catastrophe du 9 il eût

ment, citoyens, qu'il peut vivre. Que le bourgeois des vengeances en soit retranché; il ne doit plus porter que des fruits heureux... etc. »

Tel est le début d'un de ses discours publié en brochure sous ce titre : *L'Abolition du gouvernement révolutionnaire*, etc.

Lecointre parlait mieux le langage des affaires, mais il n'échappait point encore à la satire, et dans les notes de *la Laurentiade*, poème burlesque dont il était le héros, Belin de Balu, qui avait connu Lecointre à Versailles, rapporte de lui une phrase qui peint au naturel le ton gourmé du gros marchand devenu administrateur : « Le Directoire, Monsieur, prendra votre affaire en considération; en résultante de ce, comme elle est *ce qui s'appelle instante*, elle va être envoyée *instanti* au bureau qui en sera chargé et de là au district. Ainsi vertissez-vous vers le district et nous vous rendrons ce qui s'appelle *justice*. Car, Monsieur, soyez tranquille et ça ira. » *La Laurentiade*, chant iv^e, p. 19.

¹ L'existence d'une liste de proscription dressée contre certains membres de la Convention est attestée dans les *Mémoires politiques* de Seriyais, tome II. « On a trouvé, dit-il, dans les papiers de Dumas, président du tribunal révolutionnaire, la liste de vingt-trois représentants du peuple qui devaient quelques jours après le 9 thermidor périr sur l'échafaud. Quelle était cette liste? Vilate, confident de Barere, nous fait connaître seize de ces noms. V. Vilate, *Causes secrètes de la Révolution du 9 au 10 thermidor*, p. 40. « Ce Robespierre est insatiable, lui dit Barere, le 29 messidor *, parce qu'on ne fait pas tout ce qu'il voudroit, il faut qu'il rompe la glace avec nous. S'il nous

* Vilate place cette conversation le jour où Barere présidait la Société. On voit par le *Journal de la Montagne* du 2 thermidor que Barere présida le 29 messidor la Société des Jacobins.

infailliblement porté sa tête sur l'échafaud. Lecointre a prétendu qu'il avait formé le projet de poignarder le tyran en plein Sénat, et, dès le 11 thermidor, il publiait sa brochure intitulée *Conjuration formée par neuf Représentans du Peuple et l'Acte d'accusation* en vingt-trois articles qu'il avait préparé contre Robespierre. Il avait donc embrassé le parti des thermidoriens; mais bientôt, emporté par son exaltation naturelle, il attaqua les thermidoriens eux-mêmes, Barere, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, etc. On connaît sa dénonciation contre eux (11 fructidor) et son factum intitulé « LES CRIMES DES SEPT MEMBRES DES COMITÉS DE SALUT PUBLIC ET DE SURETÉ GÉNÉRALE. » Mais il ne tarda pas à s'apercevoir que le mouvement réactionnaire, qu'il avait d'abord favorisé, allait l'atteindre lui et son parti. Il se retourna alors, combattant tout à la fois les anciens terroristes et les Girondins rentrés. C'est contre ces derniers surtout qu'il se montra le plus ardent ¹. Le-

parloit de Thuriot, Guffroi, Rovere, LECOINTRE... et de toute la sequelle dantoniste... mais Duval, mais Audouin, etc.... il est impossible d'y consentir. Ce sont donc là, répliquai-je, les scélérats, les hommes corrompus de la Convention... Rentré dans ma chambre, j'écris les noms des victimes désignées, au milieu du trouble... »

Vilate cite seize noms, ¹ qui sont ceux de Thuriot, Guffroi, Rovere, Lecointre, Panis, Cambon, Monestier, Tallien, Bourdon de l'Oise, Legendre, Freron, Ch. Duval, Audouin, Léonard Bourdon, Vadier, Vouland.

D'après les lettres de Callier à Robespierre (V. *infra*), il faudrait ajouter à cette liste le nom de Bentabolle.

¹ « Quel que doive être le nom de ceux qui ont outragé, insulté, chassé de *vive force* les Représentants du Peuple dans la Manche et de ceux qui les ont arrêtés dans le Calvados, il n'y a pas du moins de comparaison à faire entre eux et les patriotes inébranlables... qui non-seulement ont respecté la Convention nationale, mais qui l'ont défendue dans la personne de ses membres exerçant leurs pouvoirs au nom de la loi.

» Du reste je n'ai pas voulu... fouiller ni analyser les cendres du fédéralisme... »

Et ceci dit, Lecointre commence l'attaque qu'il renouvellera bientôt contre Wimpffen, qu'il appelle le Dumouriez du Calvados, à raison de

cointre, avec Prieur de la Marne, était en mission dans le département de la Manche au moment où les Girondins proscrits au 2 juin s'étaient réfugiés à Caen et s'étaient associés à la résistance du Calvados. Il avait été expulsé, de vive force, de Coutances et près de subir le sort de Romme et de Prieur (de la Côte-d'Or), qui, après avoir été arrêtés à Bayeux, avaient été détenus dans le château de Caen. Il avait donc conservé de ces événements un vif ressentiment¹ et, tout en votant pour le retour des 73 dans la Convention, il s'était énergiquement opposé au rappel de ceux des proscrits qui avaient été mis hors la loi. « Ou je les tuerai tous, avait-il dit, ou ils me tueront. » Cependant Lecointre ne tua personne, et le 18 ventôse leur rappel fut décrété à la demande de Chénier, après un discours de Siéyes et sur un rapport conforme de Merlin de Douai. Le vote avait été unanime (sauf une voix, celle de Goujon). Lecointre était absent. Le lendemain, au milieu des applaudissements qui accueillaient la rentrée des proscrits, il ne craignit pas de monter à la tribune et de demander qu'on revînt sur le décret de la veille. — « Il parlait, suivant lui, pour l'hon-

ses intelligences avec l'Angleterre, contre Bougon-Longrais, passé aux Vendéens et guillotiné avec le prince de Talmont, contre Puisaye, etc. V. Motion d'ordre faite par Laurent Lecointre, député de Seine-et-Oise, sur la destitution du citoyen Lalande, administrateur du département de la Manche, avec des réflexions ultérieures. Séance du 21 nivôse an III. (Brochure de 42 pages in-8°.)

¹ L'opposition de Lecointre n'était pas isolée, elle trouvait de l'écho dans les rangs même les plus éloignés du parti montagnard, comme le prouve la pièce suivante :

« Douze acolites de la faction de la Gironde, détenus à Port-Libre, réclament leur élargissement pour publier les Oraisons funèbres de Guadet et du *Roi Buzot* et faire le procès au 31 mai. Fondateurs de la République, tenez-vous en garde contre leur tactique attentatoire aux droits du peuple. »

Adresse de la Société populaire de Toulouse à la Convention contre la pétition libéricide des Girondins reclus à Port-Libre, 8 brumaire an III, *Journal de la Montagne*, n° 15, p. 448.

neur des principes, pour l'honneur de la Convention nationale, pour l'honneur même des députés proscrits: il voulait qu'un rapport circonstancié fût fait sur chacun d'eux et qu'on distinguât entre ceux qui avaient fui pour leur sûreté personnelle et ceux qui avaient porté les armes contre la Convention, les premiers pouvant être excusés aux yeux de la *nature*, les seconds devant être repoussés au nom de la loi. »

Sa proposition ne fut même pas prise en considération (V. n° 170 du *Moniteur*, 22 ventôse an III), mais, suivant son habitude, il n'en fit pas moins imprimer son discours *avec pièces et notes à l'appui*¹.

Or, à la page 3, à propos des approvisionnements et des vivres interceptés, il accusait les Girondins d'avoir voulu affamer et détruire Paris, et à l'appui de cette accusation il mit la note suivante, qui n'avait pas trouvé place dans son discours :

« On connoit ce qu'ont dit Isnard et Mercier² dans son

¹ V. Discours et motion d'ordre de Laurent Lecointre, député, etc., relatifs à la rentrée des députés mis hors la loi, prononcé à la Convention nationale, à la séance du 19 ventôse an III, avec pièces et notes à l'appui. Une demi-feuille d'impression (8 pages). La citation de Buzot ne se trouve pas non plus dans le *Journal des décrets et des débats*.

² Ce qu'ont dit Isnard et Mercier. Allusion à la célèbre réponse faite par Isnard, alors président de la Convention (18 mai 1793), à une députation de la Commune qui demandait la mise en liberté d'Ilébert, arrêté en vertu des ordres de la commission des Douze. (V. *infra* le texte de cette réponse.)

Mercier fit paraître dès le mois de brumaire an III une imitation du *Timon* de Shakspeare. Le choix de ce sujet lui permettait d'adresser, sous le nom d'Athènes, des imprécations qui s'adressaient en réalité à Paris. (V. par exemple, p. 4: Quels désastres pourront jamais expier les longs forfaits des Athéniens? etc.; et plus loin, p. 107: Dieux; où sont vos tonnerres? Eh! pourquoi ne les voit-on plus lancer leurs flammes vengeresses contre les coupables? etc.) Mais c'est surtout dans la préface que Mercier exhale son indignation contre les Montagnards, qu'il appelle des hommes de sang et de ténèbres, et auxquels il souhaite

Timon sur la ruine de Paris; voici ce qu'en écrivait aussi *Buzot*, l'un des plus fameux mis hors la loi :

C'est une vérité incontestable que la ville de Paris, source intarissable de tous les malheurs de la France, a causé aussi la ruine de cette grande et sublime Révolution qui devoit en faire le bonheur. Si nous fussions restés à Versailles nous eussions évité bien des fautes et prévenu bien des maux. Le mouvement de la Révolution appartenoit à la *France entière*, il falloit l'y maintenir; mais en le centralisant dans Paris, on l'a *corrompu, énérvé* comme les *habitans* de cette ville. Que de sacrifices n'a-t-on pas été obligé de lui faire au détriment de les chose publique? Il sembloit que la liberté fût devenue son patrimoine *pour le dissiper à son gré*, et tout au contraire il falloit l'économiser pour toute la France, l'enrichir de tous ses bienfaits, et ne permettre jamais qu'elle se sentit obligée à des déférences qui devoient insensiblement réduire les provinces à un autre genre de servitude plus odieux et plus terrible, puisqu'il les faisait dépendre d'une ville d'hommes *nécessairement déprédateurs et corrompus*. Si cela étoit de toute vérité, même sous le gouvernement d'un roi, que ne devoit-on pas en conclure sous un régime républicain? La France républicaine avec une capitale! la France libre avec Paris, siège principal de ses établissemens nationaux! une république française avec une législation et son gouvernement à Paris! En vérité, il faut être en *délire* pour concevoir de telles absurdités! Paris a cru m'offenser beaucoup en m'honorant de sa haine, pour l'aversion que je lui ai constamment témoignée, Paris s'est trompé! c'est parce que j'aimois ma patrie, son honneur, sa liberté, que j'ai détesté une ville où toutes les passions les plus viles comme les plus funestes au bon ordre social sont et doivent être *naturalisées*.

C'est une chose bien hontense et bien misérable que vingt-quatre millions d'hommes aient mis ce qu'ils ont de plus cher et de plus respectable en dépôt dans les mains de quelques individus à qui chacun en particulier ne voudroit pas confier la plus modique portion de sa fortune!

Cependant il est ainsi : *la prise de Paris* détruit à jamais pour historien non pas un *Tacite*, mais un *Buffon*. Ces sarcasmes acérés avaient sans doute irrité Laurent Lecointre, qui, tout en devenant thermidorien, n'abjurait ni son passé ni son parti.

toute espérance de liberté (man. Ch. Duval) en France. Je vais plus loin : on a osé faire un crime à Rolland (*sic*) du projet qu'il avoit conçu lorsque Brunswick, à la tête des Prussiens, s'avancoit sur Paris, de sauver les débris de la liberté en la transportant au midi de la France. Eh ! qu'est-ce donc que Paris en comparaison de la France entière ? Parce que la multitude avilie de cette capitale rentreroit dans la *servitude* pour laquelle elle *est née*, faut-il donc que tous les François soient asservis ?

Eh bien, je le dis avec vérité : LA FRANCE NE PEUT ESPÉRER NI LIBERTÉ NI BONHEUR QUE DANS LA DESTRUCTION ENTIÈRE ET IRRÉPARABLE DE CETTE CAPITALE.

Cette citation est conforme au manuscrit de la Bibliothèque impériale. Elle ne renferme ni additions ni suppressions. Lecoindre a cité cette fois exactement, ce qu'il ne fera pas toujours dans la suite. (V. édit. Dauban, p. 24.)

Tout ce passage est emprunté textuellement aux écrits composés par Buzot pendant sa proscription.

Cette citation est donc fort remarquable, en ce qu'elle signale la première apparition des manuscrits de Saint-Émilion depuis leur saisie et leur envoi au Comité de Salut Public.

Lecoindre ne dit pas quel est l'écrit de Buzot qu'il cite ; il n'indique pas non plus comment il a pu se procurer cet écrit, ni de qui il le tient ; il se borne à ces mots vagues et laconiques : *Buzot écrivoit...*

La longueur de la citation, son identité avec le texte des Mémoires retrouvés et publiés ultérieurement, ne permettent pas de douter que Lecoindre ne fût en possession du manuscrit original ; et d'ailleurs, il dira lui-même expressément, dans une autre publication que nous retrouverons plus tard, que ce manuscrit était entre ses mains à l'époque dont nous parlons.

Ainsi, en ventôse an III, c'est-à-dire sept mois après

l'entrée des papiers des Girondins au Comité de Salut Public, l'un des plus importants de leurs manuscrits, les Mémoires de Buzot, était sorti de ce dépôt et se trouvait entre les mains de Lecoindre.

Pour les contemporains, la brochure de Lecoindre et sa citation passèrent probablement inaperçues. Pour nous, c'est un point de départ important que nous ne devons pas perdre de vue dans la suite de ces recherches.

Quelques jours étaient à peine écoulés, qu'une nouvelle occasion se présentait pour Lecoindre de faire usage des documents tombés entre ses mains.

Le 2 germinal an III, la Convention s'occupait du rapport fait par le représentant Saladin au nom de la commission des 21, chargée d'examiner la conduite de Billaud-Varennès, Collot-d'Herbois, Barère et Vadier.

Robert Lindet, quoique excepté de l'accusation qu'on faisait peser sur les anciens Comités, crut être attaqué lui-même, et présenta un long exposé rétrospectif des actes des Comités depuis l'époque où ils avaient été créés. Puis, passant de la justification à l'offensive, il représenta la résistance du fédéralisme dans les départements comme une manifestation en faveur de la royauté, comme un projet arrêté de détruire Paris, et de faire disparaître cette grande cité du sol de la France.

A ces mots, Henri Larivière, Isnard, Lehardy, se lèvent et protestent énergiquement contre une pareille apologie du 31 mai, acte d'usurpation d'une minorité factieuse, et contre l'accusation de royalisme qu'on veut faire peser sur eux.

Lindet soutient que les députés proscrits ont été les complices de Wimpffen pour négocier avec l'Angleterre et les

royalistes, et il invoque les Mémoires de Louvet qui venaient de paraître ¹.

Louvet repousse ce reproche et le renvoie à Lindet, qu'il accuse d'avoir envoyé des émissaires à Wimpffen.

C'est alors que Lecointre, intervenant dans le débat, prend fait et cause pour Robert Lindet, et s'écrie :

« Je prouverai que nos collègues, qui ont été justement mis hors la loi, se sont engagés dans l'armée royaliste, et qu'ils avaient fait le serment de se venger de Paris en le détruisant. J'EN AI LA PREUVE ÉCRITE DE LA MAIN DE BUZOT ².

« *Louvet du Loiret*. — Le fait que vient d'articuler Lecointre est une imposture, et je lui porte le solennel défi d'en administrer la preuve contre les députés rentrés. »

Voici la seconde allusion aux papiers de Buzot, cette fois en public et devant la Convention; elle émane encore de

¹ C'est bien à tort que Robert Lindet invoquait les Mémoires de Louvet pour justifier sa thèse. Ils disent précisément le contraire. Seulement il ne faut pas les tronquer, sous peine de manquer de bonne foi.

Voici d'abord ce que Louvet, p. 46 de la première édition de ses *Notices*, dit des propositions qui leur furent faites par Wimpffen : « ... Tenez, je vous parle franchement, nous dit le général, c'est-à-dire Wimpffen, je ne vois plus qu'un parti capable de nous procurer sûrement et promptement des hommes, des armes, des munitions, de l'argent, des secours de toute espèce : c'est de *négocier avec l'Angleterre*, et moi j'ai des moyens pour cela, mais il faut votre autorisation et votre engagement. »

» Je ne sais si l'on se peindra l'effet que ces paroles produisirent sur mes trop confians amis. Tous en même temps, saisis d'indignation, sans s'être un instant consultés, se levèrent. La conférence fut à l'instant rompue. quoique le général ne négligeât rien pour essayer de la renouer. » On voit qu'il y a la plus insigne déloyauté à isoler la proposition de Wimpffen de la réponse des Girondins, et d'argumenter de cette proposition comme si elle avait été acceptée, tandis qu'elle fut repoussée avec indignation et énergie.

² Version du *Journal des débats et des décrets*. Lecointre, de Versailles : « Je demande à prouver que nos collègues, justement mis hors la loi, ont signé leur engagement dans une armée royaliste, et j'en ai des preuves écrites, sur lesquelles le nom de Blondel, agent du gouvernement britannique, a signé également au nom de l'Angleterre.

Lecointre, et elle se réfère évidemment à l'écrit cité dans la brochure du 19 ventôse. Cependant les manuscrits de Saint-Émilion ne sont encore ni produits ni même cités. Lecointre se borne à dire qu'il possède « la preuve, écrite de la main de Buzot, que les députés mis hors la loi se seraient engagés dans l'armée royaliste, et auraient fait le serment de se venger de Paris en le détruisant. Il n'indique pas quelle est la nature des documents qu'il possède; il ne dit pas, et il n'a jamais dit de qui il tenait ces pièces. Si Louvet se fût borné au défi porté à son adversaire, celui-ci aurait sans doute été forcé de fournir ses preuves séance tenante et de s'expliquer sur leur provenance; mais, après cette sommation si précise, Louvet ajouta : « J'articule un nouveau fait à l'appui de celui que j'ai déjà cité. » Et il soutint que les intrigues royalistes de Wimpffen auraient eu lieu entre celui-ci et les membres du Comité de Salut Public.

La discussion dévia, se prolongea. Robert Lindet reprit son discours, qui ne dura pas moins de six heures. L'incident soulevé par les paroles de Lecointre fut noyé dans ce flux de paroles, et les choses n'allèrent pas plus loin à cette séance. Mais, le 5 germinal, les débats sur l'accusation contre les quatre membres des anciens Comités continuent.

On reproche à Collot-d'Herbois ces paroles atroces : « Il » ne faut rien déporter, il faut détruire et ensevelir dans la » terre de la liberté tous les conspirateurs... »

Collot ne désavoue pas ce langage; « mais, dit-il, c'était » une de ces *métaphores* que le sentiment inspire et qui ne » sont jamais des propositions exactes. »

Blanc (des Bouches-du-Rhône) déclare qu'il ne trouve pas cette phrase plus criminelle que celle de l'homme qui, assis sur le fauteuil de la représentation nationale, prophétisait la ruine de cette grande cité¹.

¹ Allusion à la fameuse phrase d'Isnard prononcée à la séance du 18 mai 1793.

Isnard s'élance à la tribune : Je ne viens point me disculper ; je m'honore de la conduite que j'ai tenue au fauteuil... Je m'honore surtout de ma réponse à la Commune conspiratrice de Paris. Si à cette époque elle n'eût pas trouvé des complices de ses forfaits, la France n'eût pas été baignée dans le sang... La souveraineté nationale n'aurait pas été usurpée, et les crimes affreux que nous avons à punir aujourd'hui n'auraient pas été commis. S'il est une ville qui ait dû s'applaudir de ce que j'ai dit, c'est celle-ci. Paris, j'ai mesuré de l'œil l'abîme où la perfidie voulait l'entraîner ; c'est moi qui ai voulu te sauver ; tu ne te rappelleras pas avec effroi l'idée de ces bandes de victimes traînées à l'échafaud ; la France n'eût pas été inondée de crimes, de sang et de larmes...

BASSAL. — Il est nécessaire d'apprendre à la France entière quels sont les projets que nous avons arrêtés.

Voici une pièce qu'il est bon de faire connaître à la République :

« Si Jean-Jacques Rousseau nous eût laissé ses idées sur le gouvernement fédératif, il est à croire qu'il n'aurait pas plus que nous favorisé la ville de Paris ; il aurait demandé son entière destruction. »

Ce passage est extrait des Mémoires de Buzot. Ce n'est pas Lecointre lui-même qui le produit, mais l'ancien curé de la paroisse Saint-Louis de Versailles était le concitoyen, le collègue de députation et le commensal habituel de Lecointre. Comme lui, il cite sans indiquer la source à laquelle il a puisé et il garde le même silence sur l'origine du document, quoiqu'il juge nécessaire de le faire connaître à la France. Ces réticences devaient provoquer les réclamations des Girondins rappelés. Aussi Louvet monte vivement à la tribune.

« Lorsqu'un trait empoisonné, s'écrie-t-il, a été lancé » dans cette enceinte, on ne me refusera sûrement pas » la faculté de le repousser. Je le savais, que les bour- » reaux des plus purs républicains, après les avoir pré-

» cipités dans la tombe, s'efforceraient de flétrir leur
» mémoire, etc....¹

» Voilà enfin la pièce qu'après deux ans d'efforts ils
» apportent pour légitimer le massacre des vingt et un mar-
» tyrs de la République, etc...

» Et cette pièce, si pourtant elle existe, on ne vous dit
» pas sa date, on ne vous dit pas à qui elle est écrite, on ne
» vous en cite qu'une phrase qu'on a soin d'isoler.

» Représentants du peuple, défions-nous de la calomnie. »

Louvet conclut ainsi :

« J'ai lieu de m'étonner que Bassal présente aujourd'hui
cette pièce et que depuis deux ans il n'en ait pas parlé, et

¹ Cette citation est bien réellement extraite des Mémoires de Buzot (Voy. édition Guadet, p. 432), mais elle n'est pas littérale.

Voici ce que dit Buzot :

« Il est fâcheux que J. J. Rousseau ne nous ait pas donné son ou-
vrage sur *les Confidérations*, ouvrage dans lequel il faisoit voir com-
ment on peut réunir la puissance extérieure d'un grand peuple avec la
police aisée et le bon ordre d'un petit État.

» L'Amérique nous offre le seul modèle qu'on puisse étudier et sui-
vre en cette partie. Le bonheur dont elle jouit, la liberté qui inspire
ses généreuses lois, le succès de ses premiers développements sous
l'influence de la paix et de la vertu, méritoient sans doute de fixer nos
regards et de nous servir d'exemple; mais l'Amérique s'étoit consti-
tuée sous des auspices plus favorables. Ses premiers législateurs n'eu-
rent pas la coupable pusillanimité de se laisser investir et dominer par
tous les vices d'une capitale corrompue.

» Au reste, si Jean-Jacques nous eût laissé ses idées sur la forme du
gouvernement républicain qui convenoit à la France, il est à croire
qu'il n'auroit pas plus favorisé que nous la ville de Paris, dont, plus
hardi et plus prévoyant sans doute, il eût demandé, pour le bonheur
de la France, l'entière destruction, car dans son *Contrat social* il
s'exprime ainsi (C. xiii) :

« Toutefois, si l'on ne peut réduire l'État à de justes bornes, il reste
» encore une ressource, c'est de n'y point souffrir de capitale, de faire
» siéger le gouvernement tour à tour dans chaque ville, et d'y rassembler
» aussi tour à tour les États du pays. Peuplez également le territoire,
» étendez-y partout les mêmes droits, portez-y l'abondance et la vie, c'est
» ainsi que l'État deviendra tout à la fois le plus fort et le mieux gou-
» verné possible. »

surtout qu'il ne l'ait pas produite aux trois Comités avant le rapport par lequel ils ont proclamé notre innocence...

« Je demande que la pièce de Bassal soit déposée, qu'elle soit cotée, paraphée et imprimée. »

Louvet ajoute : « Je fais la même demande pour *la pièce de Lecointre*. »

On se rappelle, en effet, que Lecointre avait annoncé, à la séance du 2 germinal, que les Girondins proscrits avaient signé dans le Calvados, entre les mains de Wimpffen, un serment à la royauté.

Lecointre se trouvait ainsi rappelé sur la scène par la citation de Bassal et la demande de Louvet.

Il répondit en ces termes :

« J'ai dit hier, et je le répète aujourd'hui, que j'ai eu communication des pièces écrites de la main de Buzot dans lesquelles on parlait de Louvet. (Violents murmures.) J'ai dit que ces pièces portaient un caractère marqué de *fédéralisme*, respiraient les plus affreux projets de vengeance et annonçaient la haine implacable de Buzot contre Paris. » (*Moniteur* du 5 germinal an III.)

Nous préférons le compte rendu du *Journal des Débats et des Décrets*, qui est beaucoup plus complet. C'était le journal officiel du temps, le *Moniteur* n'ayant acquis ce caractère que sous le Consulat. Voici sa version :

J'ai dit qu'il résulteroit de l'écrit de la main de Buzot, qui m'a été communiqué, qu'à l'article où il jure de se venger, les noms de Salle, de Louvet, de Lesage étoient insérés de la main de Buzot dans cet article, et que Buzot y dit : « Vos sermens sont les miens, les miens sont les vôtres, et ne restât-il qu'un seul d'entre nous, il nous vengera, et si nous succombons tous, il sortira de nos ossements un vengeur. » (*Brûts*.)

J'ai dit que la destruction entière de Paris étoit le vœu bien exprimé dans un des cahiers de Buzot écrits de sa main, et qu'il s'est exprimé en ces termes : « Eh bien, je dis avec vérité : la France ne peut espérer ni bonheur ni liberté que

dans la destruction entière et irréparable de cette capitale. »
(*Tumulte.*)

Ici Lecointre fait lecture de deux pièces : l'une est une Commission délivrée à Charles de la Haye par le comte Joseph Puisaye, au nom du Roi et en conseil des chefs de l'armée royaliste, datée du 26 juillet 1794, l'an II du règne de Louis XVII, scellée aux armes de France et de Navarre. Cette pièce porte entre autres signatures celles du chevalier Bancel, envoyé des princes français et du gouvernement britannique, de Blondel, officier de la Vendée, chef de division.

UNE VOIX. Cela ne prouve rien contre Louvet.

Lecointre lit alors une autre pièce émanée aussi de Puisaye, datée de la forêt du Pertre, l'an 1^{er} du règne de Louis XVII. C'est un certificat par lequel Puisaye atteste, comme ayant été commandant de l'armée départementale marchant sur Paris, qu'un citoyen Jean-François Leroi, qui faisait partie de l'armée républicaine, a déterminé les soldats et les officiers qu'il commandait à passer dans les rangs de l'armée départementale dont il *connaissait les intentions secrètes*. Et il renouvelle en outre son brevet de major général de l'armée royale, qu'il avait perdu dans une action. (*Journal des Débats et des Décrets* an III, n° 912, p. 97.)

Lecointre entre ici dans quelques nouveaux détails, qu'il n'avait pas donnés précédemment.

Il parle des *cahiers* de la main de Buzot ¹. Il dit que cet

¹ Le passage de Buzot est fort long et doit être lu dans son entier, si l'on veut en bien rendre le véritable sens.

Il commence ainsi : « Et toi. nation ingrate et volage, sors quelques instants du moins de ton aveuglement, dépose tes fureurs et cesse un moment d'être injuste et lâchement cruelle envers tes plus vertueux représentants... »

» Quand on voit une nation jadis si douce, si humaine, se plier à des mœurs si féroces, égorgé de sang-froid l'innocent et même ses plus dignes défenseurs, il n'y a plus qu'à se couvrir la tête de son manteau ou à prévenir ces poignards par une mort plus indépendante et plus honorable...

» Nous sommes prêts, tu ne peux plus nous faire ni douleur ni plaisir... Bientôt tu seras réduite à redemander tes honteuses chaînes, ainsi le veut l'auteur de la nature. On n'outrage pas impunément ses

écrit lui a été *communiqué*, toutefois il n'ajoute pas par qui. Il ne dit pas que ces cahiers et ces manuscrits viennent de Saint-Émilion.

Il cherche à donner le change sur l'article du serment en lisant des brevets émanés de Puisaye et délivrés à Charles Delahaye.

Mais il est bientôt ramené à la question. Ces brevets, lui objecte-t-on, sont étrangers à Louvet et aux Girondins. On le presse de produire les pièces qu'il a promises; Lecointre nie avoir pris cet engagement. Des épithètes très-vives sont échangées.

Pesnières demande que les scellés soient mis chez Lecointre; un autre, que les pièces de Bassal et de Lecointre soient déposées sur le bureau, paraphées et imprimées.

Bassal. — Ces pièces sont ma propriété.

Méaulle appuie cette observation, mais *Merlin de*

primitives lois, et les crimes des nations, comme ceux des particuliers, ont tôt ou tard leur châtiment nécessaire.

» Ah! ce n'est pas contre toi que j'implore la vengeance des Cieux, tu n'es déjà que trop punie, etc., etc...

» Je supporte tout avec courage jusqu'au moment où je pourrai me venger!

» Oui, me venger, venger mes amis, leur mémoire de *nos barbares oppresseurs*! C'est là tout l'objet de mes vœux et de mes espérances! il m'occupe tout entier, je le médite dans mes songes, et je ne vis plus que pour remplir cet unique et dernier devoir!...

» Vengeance, j'implore tes fiers et terribles accents! Soutiens les restes languissans d'une vie consacrée désormais à te servir! Que je puisse voir les tyrans de mon pays abattus; qu'ils expient leurs forfaits par un supplice digne d'eux! Que je puisse à forces égales les combattre et les faire punir par les lois... Puissé-je d'un fer mortel leur percer le sein!... Petion, Barbaroux, Guadet, Lesage, Louvet, et toi, Salle, et vous tous qui survivez à la persécution et à la tyrannie de nos persécuteurs, mes devoirs sont les vôtres, vos serments sont les miens! Le Ciel en est témoin, nous saurons les remplir. » (*Mémoires de Buzot*, édition Dauban, p. 98.) On voit la distinction capitale faite par Buzot entre la nation, contre laquelle il n'implore pas la vengeance des Cieux, et les *barbares oppresseurs* de son parti, les tyrans de son pays dont il veut se venger!

Douai la fait tomber en proposant à la Convention d'ordonner que les pièces soient déposées, cotées et paraphées, et qu'il en soit donné copie aux déposants.

L'assemblée rend un décret conforme à cette motion. Lecointre et Bassal montent au bureau et déposent les pièces.

Tel est le compte rendu le plus complet, celui du *Journal des Débats et des Décrets* (n° 912, p. 97); mais nous trouvons quelque chose de plus dans le *Courrier républicain*, rédigé par l'abbé Poncelin, et l'un des organes de l'opinion thermidorienne. Il va nous donner la physionomie morale de la discussion et des acteurs qui y prennent part, et nous peindre, notamment, l'embarras de Bassal au moment où il produisait à la tribune le manuscrit de Buzot. L'article mérite d'être cité tout entier.

Courrier républicain du 6 germinal an III (26 mars 1795), n° 507, p. 206. Titre de l'article : « Phrase remarquable d'une lettre de Buzot, et que le curé Bassal lit à la Convention nationale pour y exciter du trouble. »

..... Pendant le discours d'Isnard, l'ex-curé Bassal agitoit et montrait à ses collègues de la Crête un paquet de papiers. Ils l'invitent à monter à la tribune.

Il y monte, et, regardant autour de lui avec inquiétude, il soulève le coin d'un fenillet et dit : « Il faut ici que le peuple sache les projets que l'on trame en ce moment. Écoutez :

« Si Jean-Jacques Rousseau... » (Suit le passage cité ci-dessus, page 465.)

Bassal remet précieusement son papier en lieu sûr, et se rassied.

« On ne savait comment deviner cette énigme; Louvet en a donné le mot..... Ce qu'on appelle, a-t-il dit, la preuve des projets qui se trament en ce moment est une phrase d'une lettre de Buzot, l'un de ceux qu'on a égorgés. Il y a deux ans qu'elle a été écrite... »

Notons pour l'instant l'inquiétude manifestée par Bassal, les regards qu'il jette autour de lui, le soin qu'il prend de

ne soulever qu'un coin des feuillets et la hâte qu'il paraît avoir de les remettre à l'abri des regards aussitôt après avoir fini sa lecture.

Notons aussi que Louvet ignore la véritable nature de la pièce invoquée par Bassal. Il croit que c'est une lettre. Bassal s'est bien gardé de parler de *Mémoires*, ce qui aurait pu donner l'éveil et faire songer aux manuscrits de Saint-Émilion. Bassal craignait peut-être de s'être trop avancé : à ses amis de la Crête (de la Montagne) il montrait un *paquet de papiers*; au secrétariat de la Convention, il ne déposa qu'un petit cahier de papiers, ainsi que nous allons le voir par le procès-verbal de dépôt.

Les procès-verbaux des séances de la Convention ont été conservés en minutes dans des cartons qui forment partie de la Section législative aux Archives de l'Empire. Souvent des pièces importantes restées inconnues sont annexées à ces procès-verbaux. Nous devons donc consulter le procès-verbal de la séance du 5 germinal. Les documents déposés par Bassal et Lecointre auraient pu, auraient même dû y rester joints; ils ne se sont pas retrouvés, mais le procès-verbal nous a fourni un renseignement inattendu.

On avait cru jusqu'ici que Bassal avait déposé le manuscrit entier de Buzot; qu'en échange on lui en avait délivré une copie et que c'était cette copie qui avait été transmise par Bassal à Julien et par Julien à M. J. Guadet. Le procès-verbal que nous transcrivons prouve le contraire et montre que Bassal ne se dessaisit que d'un seul des cahiers de Buzot. Voici le texte de ce procès-verbal :

La séance est d'abord résumée en deux lignes et en ces termes :

« *Plusieurs membres de l'Assemblée prennent la parole, entre autres les Représentants Bassal et Lecointre, de Versailles, qui font lecture de PARTIE des pièces qu'ils ont entre les mains.* »

Puis le procès-verbal continue ainsi :

« Sur la proposition d'un membre, la Convention décrète que :

» LES PIÈCES ANNONCÉES ET PRÉSENTÉES PAR LES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE LECOINTRE ET BASSAL SERAIENT SIGNÉES PAR EUX, DÉPOSÉES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE ET PARAPHIÉES PAR LE PRÉSIDENT ET LES SECRÉTAIRES, ET QU'IL LEUR EN SERAIT DÉLIVRÉ DES COPIES COLLATIONNÉES. »

» Le représentant du peuple Bassal a remis sur le bureau un *cayer* (*sic*) dont les feuillets sont cottés, commençant fol. 41 et finissant fol. 64.

» Il a été signé de lui, du Président et des Secrétaires à tous les feuillets.

» Le représentant Lecointre a aussi déposé deux écrits, l'un d'une feuille et l'autre d'une demi-feuille de grand papier, qu'il a de même signés ainsi que le Président et les Secrétaires.

» La séance levée à 4 heures et demi (*sic*).

» Signé BALMAIN. »

Quelles furent les suites de cet incident ?

Le décret de la Convention reçut un commencement d'exécution.

Lecointre, suivant son usage, avait fait appel à la publicité ; il avait envoyé au *Journal des Hommes libres* la copie des deux pièces produites par lui avec prière de les insérer, pour que le peuple français *fût éclairé sur LES TRÂITRES*.

Ce journal, organe du parti de Lecointre, avait pour éditeur René Vatar et pour rédacteur en chef Charles Duval, membre de la Convention.

La lettre de Lecointre fut insérée le 7 germinal. (V. le n° 187 du *Journal des Hommes libres*¹.)

Le 8, les copies collationnées prescrites par le décret de la Convention furent délivrées à Bassal et Lecointre par Laignelot et Bodin, secrétaires de la Convention ; mais l'affaire paraît en être restée là. Si elle avait eu les conséquences naturelles qu'elle comportait, on aurait su comment les Mémoires de Buzot étaient parvenus à la connaissance de Lecointre et entre les mains de son ami Bassal. Malheureusement, on était au 8 germinal an III. Le 12 éclataient les événements qui amenèrent l'invasion de la Convention par les masses populaires et l'ostracisme des principaux membres de l'ancien parti montagnard. De ce nombre fut Lecointre, qui, sans avoir pris une participation ostensible à l'insurrection, fut cependant arrêté et envoyé au Mont-Saint-Michel, où il resta jusqu'à l'amnistie du 4 vendémaire an IV.

Il a toujours prétendu qu'il n'avait été proscrit que pour avoir attaqué les Girondins, et c'est aussi ce que l'on trouve dans les pièces du procès de Babœuf : « Il falloit pour faire » le procès à la Constitution de 1793, le faire également au 31 mai.

» Tel fut le vrai motif de l'arrestation de Thuriot, Cam-
» bon, *Lecointre de Versailles*, etc., etc., tous acharnés
» thermidoriens, mais qui se constituaient les champions *du*
» 31 mai et de la Constitution de 1793. » (Procès de Babœuf, I, p. 107.) Les munitions de guerre trouvées chez Lecointre étaient peut-être ce qui justifiait le mieux la

¹ Au rédacteur du *Journal des Hommes libres*, le 4 germinal an III de la République. V. le numéro du 7 germinal an III.

Je te prie, citoyen, de mettre dans ton journal les deux pièces dont je te remets copie, concernant le nommé Leroy, ancien membre de l'Assemblée législative, commandant le 6^e bataillon du Calvados, qui a trahi sa patrie pour passer, ainsi qu'une partie du bataillon qu'il commandoit, au service de l'armée catholique royale, et l'autre con-

mesure prise contre lui ¹, mais c'était toujours une arrestation sans jugement et Lecointre pouvait dire avec vérité qu'il avait été mis à *la Bastille du Mont-Michel*. On ne pouvait plus demander compte à un homme ainsi frappé dans sa liberté de simples paroles prononcées à la tribune, qu'il n'expiait que trop par une détention arbitraire.

Le dépôt des manuscrits de Buzot fut oublié, au milieu des préoccupations d'un ordre supérieur qui avaient succédé aux discussions rétrospectives sur le 31 mai; nous n'avons pu, du moins, en trouver aucune trace, ni dans les procès-verbaux, ni dans les papiers de la Convention. Le *cayer de vingt feuillets* remis par Bassal sur le bureau lui fut sans doute restitué, puisqu'il ne se trouve pas annexé aux procès-verbaux : nous sommes réduit sur ce point à de simples conjectures, en l'absence de tout document positif.

Nous avons espéré trouver quelque indice relatif aux manuscrits des Girondins dans les papiers de Lecointre, qui furent mis sous les scellés, le 17 germinal, au moment de son arrestation. Le procès-verbal de scellés constate bien l'existence de papiers au domicile de Lecointre, mais il n'en donne pas la description ni le contenu.

cernant Charles Delahaye *, membre de la Convention, passé également au service de la même armée royale et du *gouvernement britannique*; il faut que le peuple français soit éclairé sur les traitres.

Signé : L. LECOINTRE.

Bassal ne se joignit pas à Lecointre et n'écrivit pas au *Journal des hommes libres*, quoique, comme on le verra plus tard, il eût d'étroites relations avec les rédacteurs de ce journal.

* Lecointre se trompait. Il y avait eu en effet un officier du nom de Charles Delahaye qui avait été tué dans les rangs des Royalistes, mais ce n'était pas le membre de la Convention. V. *Réponse de Jacques-Charles-Gabriel DELAHAYE, député par le département de la Seine-Inférieure à la Convention nationale et mis hors la Loi, aux calomnies portées contre lui par Lecointre de Versailles et C^{ie}. Paris, Maret, l'an troisième républicain.* (Bibliothèque impériale, Lb⁴¹ 1611).

¹ Lecointre était signalé comme ayant dans son domicile des armes

Nous n'avons pas été plus heureux pour les archives du Mont-Saint-Michel, où il aurait été possible de rencontrer quelques renseignements sur nos manuscrits dans les élocubrations de Lecointre pendant sa captivité.

En l'an V Lecointre a terminé sa carrière politique, si pleine d'agitations et de vide, de contradictions et d'imprévu. En 1789, à propos du repas des gardes du corps, il avait déchainé les faubourgs de Paris sur la cour et amené, avec la chute du trône, la ruine de Versailles. Au 9 thermidor, il porte les premiers coups à Robespierre; mais, en exagérant la réaction thermidorienne, il réussit à se faire envoyer au Mont-Saint-Michel par les thermidoriens. Détenu au moment des élections de l'an IV, il ne put faire partie des nouvelles assemblées législatives créées par la Constitution de l'an III.

et un baril de trente ou quarante livres de poudre. (Lettre du Comité de Sûreté générale du 16 germinal an III.) Lorsqu'on se présenta chez lui, en vertu du mandat d'arrêt du Comité, il requit qu'il fût fait deux paquets de papiers qu'il déclara être destinés pour les Comités de Salut Public et de Sûreté Générale, et qu'il cacheta de six empreintes, trois au sceau de la section et trois à son propre chiffre. Il y joignit la protestation suivante :

« Que depuis le 12 du présent mois, où les droits de la représentation nationale avaient été violés, il ne reconnaissait plus de Convention, et qu'il a été depuis trois jours dans la position, l'état et la situation complète de remplir son serment de vivre libre ou mourir, mais que la prolongation de l'exécution du décret inique du jour d'hier ayant donné à sa femme le temps de se rendre auprès de lui, de son propre mouvement, sans y avoir été appelée et contre l'intention de lui, Lecointre, il a cédé à l'impulsion de la nature pour abandonner sa raison et sa conviction et leur faire place (*sic*); qu'en conséquence, il n'a point, aux termes des Droits de l'homme et de la Constitution, opposé la force à la force, comme *il le devait*, que les moyens qu'il avait dans les mains étaient forts, suffisants et connus, et que dix heures plus tôt ils étaient exécutés. » Allusion évidente au renseignement donné par le Comité de Sûreté générale.

Le 6 brumaire an IV, le même Comité ordonna par un arrêté que les papiers trouvés sous les scellés au domicile de Lecointre lui seraient rendus sur récépissé.

Il s'est retiré à Guignes-Libre, près Brie ¹, loin de Versailles, sa ville natale, où sans doute il a compris que son passé avait laissé bien des ressentiments. Il n'habite plus sa belle maison de l'avenue de Saint-Cloud, où il avait eu l'honneur de recevoir M. Marat en 1791 ². Il n'essaye point de recommencer le commerce auquel il avait dû son opulence d'autrefois ; il se fait et s'intitule cultivateur. Cependant il n'est pas corrigé de son habitude de pamphlétaire : il écrit et il fait imprimer tantôt des placards pour le public, tantôt des adresses qu'il envoie au Conseil des Cinq-Cents et où il déclame comme s'il était encore à la tribune. L'une de ces brochures, datée du 5 pluviôse an V ³, est dirigée contre l'amnistie accordée par un décret du 4 brumaire an IV et interprétée par une loi du 19 brumaire an V. Il repousse cette grâce comme une injure, il vent des juges ; « pour les Représentants du peuple, s'écrie-t-il en terminant, il ne peut y avoir d'amnistie : le *Panthéon* ou l'*échafaud*, tel est le sort qui nous est réservé. »

Après cette fière déclaration viennent des notes longues, diffuses, pleines de citations, dans lesquelles Lecoindre donne carrière à son érudition et à ses redites : il mêle Marius et Sylla à la proscription des Girondins et au mouvement du Calvados. Il revient sur la motion qu'il avait faite le 19 ventôse pour rejeter de la Convention les députés qui avaient, suivant lui, porté les armes contre la République ;

¹ Guignes, petite ville du ci-devant comté de Coubert, appelée anciennement Guignes-la-P... ou Rabutin, avait changé son vieux sobriquet contre le nom patriotique de Guignes-Libre.

² Cette maison existe toujours ; on voit encore aux balcons les deux L entrelacées au-dessus de la devise de L. Lecoindre : *Fidem fortuna coronat*. Au-dessous de l'entablement, on distingue un casque et une épée entre-croisés. Ce sont les insignes de Lecoindre quand il était lieutenant-colonel de la garde nationale de Versailles.

³ Brochure de 23 pages in-8°, à Paris, de l'Imprimerie de THOMAS-SIN, rue du Marché-Palu. Bibliothèque impériale.

il veut établir que Wimpffen agissait pour rétablir la royauté en France et que les Girondins s'étaient associés en connaissance de cause à ses projets. Il les accuse d'avoir fait partie d'un comité secret présidé par Petion, l'un d'eux, comité où Wimpffen leur proposa de traiter avec les Anglais. A l'appui de cette accusation, il cite d'abord les *Notices* de Louvet, p. 46. Le passage cité se trouve, en effet, à cette page. Puis il continue :

« Petion, dans le *Cahier de sa main* qui m'a été communiqué en germinal an III, entre dans plus de détails; page 16, ligne 10 du verso, on lit :

Wimpffen nous dit : « Il faut s'expliquer franchement : j'aime la République autant qu'un autre; mais il faut être » de bon compte, *elle ne peut pas tenir*; la France voudra un » roi; je pense qu'il est inévitable d'en avoir un : *autant vaut* » un Anglais qu'un Autrichien, et si l'on veut, j'ai des moyens, » des ressources auprès du gouvernement anglais, etc., etc. »

Petion ajoute : « Il étoit évident que Wimphen (*sic*) ne com- » battoit pas pour la République, pour une cause dont il désespé- » roit, et qu'il n'avoit jamais aimée; il n'est aucun des députés » qui ne reçut la proposition de Wimphen avec étonnement, dans » un morne silence. Wimphen voulut engager des explications; » mais en qualité de président je levai la séance, etc.¹. »

¹ Ici Lecointre retombe dans la faute qu'il avait déjà commise en citant les *Notices* de Louvet. Après ces mots : Il n'est aucun des députés qui ne reçut la proposition de Wimphen... dans un morne silence, voici la phrase que supprime Lecointre :

« Après un moment d'intervalle, plusieurs prirent la parole à la fois et dirent : « Nous avons juré la République, nous mourrons pour elle; jamais de notre gré, par notre consentement, un tyran ne régnera sur la France. Si la nation est assez lâche pour le souffrir, au moins nous ne participerons pas, ni directement ni indirectement, à ce déshonneur. » (Edition Dauban, p. 461.) — Une telle suppression constitue une grave déloyauté, puisqu'elle change absolument le sens du passage cité et lui fait dire le contraire de ce qu'il exprime quand on le prend dans son entier. C'est du reste le passage rapporté ci-dessus, p. 462.

Lecointre cite avec autant de mauvaise foi que Robert Lindet. Il parle bien de la proposition faite par Wimpffen de traiter avec l'An-

Les Mémoires de Petion n'étaient pas connus avant 1864, et l'on a regardé comme une découverte leur apparition chez M. France, leur publication chez M. Plon. Cependant ils avaient été signalés en l'an V (1797) par Laurent Lecointre; ils lui avaient été communiqués dès le mois de germinal an III; il en avait eu l'*original* entre les mains, et ces cahiers dont il parle provenaient de Saint-Émilion.

Lecointre dit que ces Mémoires lui furent communiqués en germinal an III. C'était le moment de sa polémique sur le 31 mai avec les Girondins rentrés. Cette communication devait avoir pour but de lui venir en aide et de compromettre le parti de la Gironde. Lecointre eût probablement fait usage de ces documents si la lutte engagée le 6 germinal avait continué. Nous avons dit comment elle fut interrompue. Lecointre, après deux ans de silence, voulut sans doute utiliser les armes qu'il s'était procurées, quoiqu'il n'eût plus d'adversaires devant lui. Nous allons le voir passer en revue les Mémoires des autres Girondins, Barbaroux, Buzot, etc., et se dédommager par la plume des discours qu'il ne peut plus faire à la tribune.

Il continue donc ses citations des Mémoires de Petion :

« Une femme que j'étois fâché de voir attachée à nos pas accompagnoit celui qu'elle aimoit (Barbaroux); elle nous compromettoit et donnoit lieu à des propos désagréables ¹. »

gleterre. Mais il se garde bien d'ajouter que les Girondins indignés rejetèrent cette idée.

Il commet une autre inexactitude en disant que Wimpffen proposa de faire accepter à la France le duc d'York pour roi. Louvet ne dit pas un mot de cela. C'est Petion seul qui en parle.

¹ Robespierre n'avait-il pas lu ce passage des Mémoires de Petion et les Mémoires mêmes de Barbaroux, lorsqu'il disait dans son discours sur *la vertu*, prononcé aux Jacobins le 24 messidor an II : « Sans examiner l'histoire scandaleuse de la vie même d'un Barbaroux... » V. le *Journal de la Montagne* du 27 messidor an II, n° 79,

Ceci est le texte de Petion, texte d'autant plus curieux pour nous qu'il ne se trouve pas dans le manuscrit de la Bibliothèque impériale, qui est incomplet et ne donne pas cette partie des Mémoires de Petion.

Lecointre reprend et dit à ce sujet :

« Les cahiers de Barbaroux qui m'ont été confiés m'ont appris quelle étoit cette femme (car tout importe à connoître quand il s'agit des fondateurs de la République *par excellence*). »

Barbaroux écrit : « Je ne me rappelle pas quel concours de circonstances me mit en relation, dans le temps où j'avois le plus à gémir sur les progrès de l'anarchie, avec trois femmes; je ne les nommerai pas, mais je les désignerai sous trois noms : Anna, Julia et Zélia. »

« Zélia (c'est celle dont il s'agit ici), reprend Petion, est une ci-devant *marquise*, mais *républicaine*; elle demeurait dans un hôtel où nous occupions une chambre, Buzot, Louvet et moi. Souvent, pour charmer nos peines, Louvet nous racontait quelques anecdotes aussi jolies que son *Faublas*. »

Là s'arrête la citation.

Lecointre continue :

« Le respect dû à la mémoire d'un citoyen malheureux » m'empêche de retracer le portrait de ces trois femmes tel » qu'il les peint lui-même.

» Par Zélia, Barbaroux avoit su que le projet, au 2 juin, » étoit de se débarrasser d'un seul coup de toute la Convention, sans distinction de Montagne ou de côté droit. »

La citation des Mémoires de Petion se complique d'une autre citation empruntée aux Mémoires de Barbaroux. Or

p. 642.) Il y aurait là un indice de nature à prouver que, conformément à la *Notice anonyme*, Robespierre avait eu la primeur des manuscrits de Saint-Émilion, et qu'avant d'être déposés au Comité de Salut Public ils lui avaient été communiqués.

cette page des Mémoires de Barbaroux était restée jusqu'ici complètement inconnue : elle dépendait sans doute de la quatrième partie de ces Mémoires, dont les dernières feuilles avaient été achevées à Saint-Émilion. (V. page 380 ci-dessus.) Elles ne se sont pas retrouvées avec les copies des Mémoires de Petion et de Buzot.

Déjà cependant deux des noms qui sont révélés par la citation de Lecoindre avaient été prononcés.

Dans les Mémoires publiés en 1822, Barbaroux parle d'une *Annette*, qui n'est évidemment que l'*Anna* du fragment cité par Lecoindre.

« Nous partîmes le 17 août (de Paris); nous arrivons à Marseille : je cours rendre mon premier hommage aux magistrats du peuple. Je vois, j'embrasse ma mère. La bonne mère ! elle m'annonce, au milieu de ses caresses, que j'ai le bonheur d'être père. A mon départ, *Annette* était enceinte; ma mère soigna mon amie, et depuis dix jours j'avais un fils.

» Une année presque entière s'est écoulée sans que j'aie pu savoir ce qu'il est devenu ! Vit-il encore ? la fatalité qui me poursuit l'aura-t-elle épargné ? » (*Mémoires de Barbaroux* publiés dans la collection Beaudouin, p. 85.)

Nous n'avons aucune notion sur Julia. Nous savons par M. Frédéric Vaultier, qui s'était lié avec Barbaroux pendant son séjour à Caen, en 1793, que *ce dernier était assez vivement occupé d'une femme*. (*Souvenirs du Fédéralisme*, p. 162.) M. Vaultier ne la nomme pas, mais ailleurs il raconte que, dans une promenade, Barbaroux lui communiqua une pièce de vers intitulée *Épître à Zélis* ou *Apologie de l'Inconstance*, commençant ainsi :

« Zélis, on se lasse de tout. »

et finissant par la gracieuse fiction de deux papillons « qui,

» dans leurs ébats, ont effeuillé une rose dépositaire d'un
» serment écrit d'amour sans fin :

« Et dans leurs débats ingénus,
» Les frippons effeuillent la rose,
» Et mes serments sont disparus. »

(*Souvenirs, etc., loc. cit.*)

Il est facile de reconnaître dans Barbaroux l'inconstant et dans la *Zélis* de l'épître en vers la *Zélia* des Mémoires. C'est évidemment la personne qui avait suivi Barbaroux à Caen et qui logeait avec lui dans un hôtel ¹, ce qui gênait Petion et inquiétait madame Roland, probablement tenue au courant par Buzot. « Et ce jeune Bx (Barbaroux), écrit-elle le 7 juillet 1793, ne fait-il pas des siennes dans cette terre hospitalière? C'est pourtant le cas d'oublier de s'amuser, à moins que de savoir, comme Alcibiade, suffire à tout également. » (*Lettres de madame Roland*, p. 48.)

Elle revient encore sur le même sujet dans les *Portraits et Anecdotes*, commencés le 8 août et terminés le 31 du même mois :

« Les succès modérés auroient soutenu Barbaroux dans
» la carrière, parce qu'il aime la réputation et qu'il a toutes
» les qualités pour s'en faire une; *mais l'amour du plaisir*
» *est à côté* : s'il prend une fois la place de la gloire, à la
» suite du dépit, des obstacles, ou des dégoûts des revers,
» il affaîssera une trempe excellente et lui fera trahir une

¹ Celui de l'Intendance, où les Girondins logeaient tous. Charlotte de Corday dit elle-même que tous les Girondins étaient logés à l'Intendance, c'est-à-dire dans l'hôtel de l'ancien Intendant de la généralité de Caen, situé rue des Carmes, rue qui s'ouvre en face de la maison alors occupée par madame de Bretheville et habitée par Charlotte de Corday. Petion dit aussi dans ses Mémoires :

« Quelques jours avant mon arrivée, l'administration avait destiné le
» ci-devant hôtel de l'Intendance pour loger les députés. Cette habitation
» étoit commode et elle offroit le grand avantage de nous réunir tous. »
(P. 143.)

» noble destination. » (*Mémoires de madame Roland*, édition Plon, page 320.)

L'amour du plaisir. L'explication de ces mots se trouve dans le passage des *Mémoires de Barbaroux* qui nous est révélé par Lecoindre, non sans quelque intention critique. S'il ne s'était agi que d'une passion sérieuse, il est probable que madame Roland eût été moins sévère que Petion lui-même; loin de blâmer, elle aurait applaudi, témoin ce qu'elle écrit à Buzot dans la lettre déjà citée : « Où donc » Louvet a-t-il laissé son amie? — Que je la plains! Ce- » pendant, *si j'étais à sa place*, tu ne serais pas *seul* aux » lieux qui t'ont reçu, et je m'estimerais heureuse de par- » tager tes dangers. » Mais les intrigues multiples avec Anna, Julia, sans préjudice de Zélis, voilà ce qui la préoccupe et lui fait craindre pour la carrière de Barbaroux, à moins qu'il ne joigne la facilité d'Alcibiade à la beauté d'Antinoüs. — Louvet dit aussi de son côté : « Je t'ai vu, » mon cher Barbaroux, au milieu des plaisirs variés dont » t'enivraient tour à tour mille enchanteresses attirées par » ta beauté, mais aussitôt délaissées par ton inconstance. » (*Quelques Notices*, p. 39.)

Notons la parfaite exactitude des détails donnés par madame Roland; ses assertions ont été contestées par les historiens qui ont écrit sur la Révolution dans un sens hostile à son parti. J'affirme au contraire que, toutes les fois que j'ai eu occasion de vérifier les faits allégués par madame Roland, j'ai trouvé des preuves matérielles à l'appui de ce qu'elle avait avancé. J'aurai l'occasion d'y revenir souvent dans le cours de cette publication, et je me propose même d'en faire un travail à part sous le titre de *la Véracité de madame Roland*.

Signalons en passant deux points historiques que ce court fragment des *Mémoires de Petion* peut éclairer d'une lumière utile.

Le 2 juin ! Projet de se débarrasser d'un seul coup de toute la Convention, sans distinction de Montagne ni de côté droit. — Voilà bien la pensée de Marat, auquel appartient la conception de cette journée. C'est là son cri habituel. C'est ce qu'il voulait faire au 10 mars et recommencer après le 2 juin ! Il y a là un témoignage important à recueillir, surtout de la part d'un Montagnard et d'un partisan déclaré du 2 juin !

Autre observation. — L'amour prétendu de Charlotte de Corday pour Barbaroux trouve ici une dernière réfutation. Déjà M. F. Vaultier avait dit : « Il ne pouvait songer à mademoiselle de Corday, étant alors préoccupé d'une autre personne. » On pouvait croire à quelque intrigue plus ou moins passagère née à Caen, au milieu d'une vie d'aventures, mais c'est tout autre chose : c'est une liaison antérieure, une femme attachée à Barbaroux et le suivant dans les péripéties de sa proscription. Faut-il ajouter que deux autres bonnes fortunes formaient, avec celle de Zélis, une trilogie qui, malgré l'hyperbole de Louvet, ne laissait guère de place à un quatrième sentiment ?

Toutefois la présence d'une femme auprès de Barbaroux, vivant avec lui, à Caen, n'est pas un fait insignifiant pour la biographie de Charlotte de Corday. Cette circonstance a pu avoir une influence sur la légende de leurs prétendues amours ; ainsi je possède un dessin qui représente Barbaroux se promenant, avec une jeune femme à son bras, dans le jardin de l'Intendance. (V. ci-dessus, p. 396.) Ce souvenir pouvait être exact. La marquise devenue républicaine qui s'attachait à l'homme qu'elle aimait a dû être vue avec lui à Caen, et lorsque, plus tard, la lettre de Charlotte à Barbaroux a reçu, par suite du procès devant le tribunal révolutionnaire, une immense publicité, lorsqu'on a su qu'elle avait été à l'Intendance, l'imagination populaire a bien vite conclu de cette donnée que la femme qui fréquentait Barba-

roux n'était autre que mademoiselle de Corday. Aussi a-t-on écrit derrière le dessin dont je parle : *Marie de Corday et Barbaroux dans les jardins de l'Intendance à Caen. Juillet 1793.*—T. B. fecit. — *A Caen 1793.* — COLLECTION SAINT-ALBIN, 1825. N° 107. — Ainsi s'explique la persistance avec laquelle une opinion aussi fausse s'est maintenue malgré les réfutations les plus décisives, les impossibilités les mieux démontrées. Il y a dans presque toutes les erreurs de la tradition une part à faire aux causes mêmes de l'erreur. Le prénom de Marie donné à mademoiselle de Corday prouve que le dessin provenait de Caen, de la ville où la confusion avec la Zélis de Barbaroux avait pu avoir lieu, et devenir le foyer de cette légende, traduite tantôt par la plume et tantôt par le pinceau.

Des Mémoires de Petion et de Barbaroux, Lecoindre passe à ceux de Buzot, et d'abord il se livre à de longs développements sur sa thèse favorite, la culpabilité des proscrits, qui, dit-il, ont allumé le feu de la guerre civile dans toute la France, à Bordeaux, Marseille, Toulon, etc. « Si c'est un crime d'avoir dit qu'un jugement seul peut les laver de tant de forfaits, que Bourdon l'ajoute à mon acte d'accusation! »

Il est ainsi conduit à revenir sur cette fameuse séance où il a cité à la tribune les Mémoires de Buzot.

« A la séance du 6 germinal an III, la séance ayant été vive au sujet de ce que Bassal avait avancé, « Nous appren- » drons aussi à la France quels complots nous avons arrê- » tés... » (V. ci-dessus, p. 464.) Bourdon de l'Oise m'inculpant... me força à parler.

» Je pris donc la parole, et, ajoutant à ce qu'avait dit Bassal, je dis que les manuscrits de Buzot qui m'avaient été communiqués contenaient, entre autres choses, ces mots remarquables :

« La France ne peut espérer ni liberté ni bonheur *que dans la destruction entière et irréparable de cette capitale.* »

» J'ajoutai encore à ce qu'avoit dit Bassal qu'un des manuscrits de ce même Buzot existoit où, à l'exemple des Marius et des Sylla, il peignoit toute l'atrocité de son âme, qui ne respiroit que vengeances; on y lit, folio 25 du trentième cahier, cette phrase :

« Oui, me venger, venger mes amis, leur mémoire, etc.¹. »

» J'ajoutai que ce même Buzot tournoit la République et » les armées en dérision, qu'il rappeloit la royauté et la » superstition; je citai en preuves qu'on lisoit dans l'un de » ses cahiers intitulés *Notes sur le premier cahier* » n° 27² :

« Les bonnes gens croient à la République comme ils croyoient jadis aux plus inexplicables mystères du papisme; comme ils reviendront à la religion de leurs pères, *ils reviendront de même à la royauté.* »

Ces notes ne se trouvent pas dans le manuscrit de la Bibliothèque Impériale, mais elles sont à la suite du ma-

¹ C'est le passage cité ci-dessus, V. p. 468.

Nous avons vu que cette phrase, que Lecointre isole toujours, a un sens tout différent lorsqu'on la replace dans les lignes précédentes qui l'encadrent et lui donnent sa véritable interprétation. D'ailleurs il est certain que Buzot, réduit au désespoir, ne craint pas d'exhaler hautement ses ressentiments, et il les justifie. « La vengeance, a dit Bacon, est une espèce de justice sauvage. Voilà celle qui nous reste, si celle de la loi ne vient à notre aide. » (Page 180, édition Guadet.)

En d'autres moments, il exprime des idées très-différentes. « Français, vous m'avez fait bien du mal, et le mal que vous m'avez fait, il n'est pas en votre pouvoir de le réparer. Cependant je ne vous hais pas; les outrages, les persécutions, la mort même, je vous pardonne tout; en vous voyant de près, vous m'avez fait plus de pitié que d'horreur, etc..... » (Manuscrit Guadet, note 32.)

² Nous verrons ultérieurement que les manuscrits de Buzot sont divisés en huit cahiers, quatre de texte et quatre de notes, correspondant entre eux par des numéros de renvoi.

manuscrit Guadet. La citation de Lecoindre est exacte ; le passage qu'il transcrit se retrouve sous le n° 27. (V. *Mémoires de Buzot*, édition Guadet, p. 168.) Lecoindre a donc eu à sa disposition les Mémoires de Buzot, aussi bien que ceux de Petion et de Barbaroux.

Il continue ainsi : « Le cahier d'où est tirée cette note a » échappé au naufrage de ma proscription, s'étant trouvé » *admiré* lorsque je remis les autres, ainsi que ceux de Petion, » Barbaroux, etc., aux citoyens qui me les avaient confiés ; » je l'ai fait voir à plusieurs députés. Prévenu huit jours » d'avance, je le tirerai de son réduit ; je le ferai voir à » quiconque le voudra. On y reconnaîtra facilement la main » et le style de Buzot. »

Lecoindre fait ici deux aveux qu'il est important de recueillir.

On lui a confié, dit-il, les cahiers de Petion, de Barbaroux et de Buzot : il ne fait pas connaître *les citoyens* auxquels il doit cette communication. Il semble indiquer qu'ils étaient plusieurs ; il n'ajoute pas quels étaient leurs noms, et sur ce point il n'a pas cessé de garder le même silence.

Lecoindre reconnaît qu'il cite d'après le manuscrit original, et il en donne une explication assez embarrassée. Ce cahier, suivant lui, est resté entre ses mains parce qu'il était *admiré*¹, c'est-à-dire égaré au moment où il a rendu les autres manuscrits.

Il a, en outre, échappé au naufrage de sa proscription. Lecoindre, si proluxe et si prodigue de détails, ne dit pas comment.

¹ Furetière, au dix-septième siècle, disait déjà : « Adirer, *ancien terme de Palais*, égarer quelque titre ou papier, ne le pouvoir retrouver. Il vaut mieux se servir d'égarer ». C'est cette vieille locution que Lecoindre va chercher, comme pour masquer une vérité embarrassante par une expression inusitée et obscure.

Enfin il est prêt à le montrer à quiconque le voudra, comme il l'avait fait voir à plusieurs députés; mais le manuscrit est dans un réduit, et il faudra près de huit jours pour l'en exhumier.

Tout ceci paraît très-étrange, très-mystérieux; mais, avant d'en tirer aucune induction et de conclure, poursuivons nos constatations :

Lecointre cite un nouvel extrait de Buzot :

« Dans le quatrième cahier, n° 13, p. 7, Buzot écrit :
« Vers la fin de l'Assemblée Constituante, etc. »

Cette note se retrouve dans le manuscrit de la Bibliothèque, sous le n° 13. Dans les annotations mises sur le troisième cahier et renfermées nécessairement dans le quatrième (V. édition Dauban, p. 44, à la note), on reconnaît les membres de phrases copiés çà et là par Lecointre, et coupés, il faut le dire, avec la plus cynique mauvaise foi, de manière à faire dire à Buzot, par des suppressions calculées, le contraire de sa pensée.

Une dernière citation mérite d'être rapportée dans son entier, parce qu'elle nous apprend l'existence d'une partie des manuscrits de Buzot, restée inconnue jusqu'ici, et qu'elle nous en fait connaître un fragment malheureusement trop court.

Lecointre reprend.

Page 37 du 7^{me} cahier, on lit : « Si dans l'origine on a dû désespérer d'établir en France le gouvernement républicain, quel homme insensé ou stupide pourroit en conserver aujourd'hui l'espérance? J'ai peine à croire que le régime de la constitution de 1791 pût convenir encore à la France : IL LUI FAUT LE GOUVERNEMENT D'UN SEUL qui, par des moyens plus doux, plus en son pouvoir, rattache à lui toutes les parties éparses de ce grand peuple tombé en dissolution. Dans tous les cas, j'ose le dire, pour l'honneur du nom français, pour sa tranquillité même, il faut rappeler dans son sein ceux que des préjugés déraisonnables ou la crainte de la persécution ont exilés dans des terres étrangères. »

Le manuscrit de la Bibliothèque ne s'étend que jusqu'au quatrième cahier.

Le manuscrit Guadet, qui n'a pas le quatrième, a les deux suivants, c'est-à-dire le cinquième, qui paraît s'être composé de deux parties, le texte et les notes, et le sixième.

Voici le septième qui apparaît; nous en retrouverons plus tard un autre fragment resté aussi inconnu jusqu'à présent et qui précédait le passage cité par Lecoindre.

Suivant toute probabilité, il devait y avoir un huitième cahier de notes, formant l'appendice du septième, qui est un cahier de texte.

Nous ne pouvons nous fier aux citations de Lecoindre, mais, tel qu'il est, ce passage, loin d'accuser Buzot, fait le plus grand honneur à sa perspicacité, qui va ici jusqu'au don de seconde vue. Il est impossible de prédire d'une manière plus clairvoyante ce qui est arrivé. Buzot semble décrire en 1794 les événements du Consulat et de l'Empire, le retour pressé des masses vers un pouvoir unique, auquel elles reviennent instinctivement, comme elles revinrent à la religion de leurs pères, le rappel des émigrés, le Concordat, en un mot la reconstitution du pays, arrivé, sous le Directoire, au dernier degré de la dissolution et de la lassitude.

Buzot ne dit nullement qu'il soit heureux de cette ruine de la forme républicaine; il constate seulement qu'à l'origine il était déjà très-difficile d'implanter la République sur un sol profondément monarchique, et que cette noble tentative, qu'il appelait de tous ses vœux, est devenue impraticable par les excès qui l'ont déshonorée et dépopularisée. C'est ce qui se trouve très-clairement expliqué dans la déclaration collective avec Petion et dans une note du quatrième cahier. (V. édit. Dauban, p. 92.) C'est ce que jusqu'à ce jour l'histoire du dix-neuvième siècle n'a que

trop justifié pour la civilisation du monde et le repos de la France.

Lecointre a terminé ses citations, mais non ses confidences, et il achève sa longue digression par la plus curieuse de toutes. (P. 21.)

« Si avoir voulu mettre à nud et en évidence les sentiments vrais et écrits de la main même de ces hommes »
 » auxquels on dresse aujourd'hui des autels, comme à des »
 » républicains d'un patriotisme pur, éclairé et digne des »
 » plus beaux jours de Rome,

» Si c'est un crime, je suis un grand criminel;

» *Moi qui, pour l'instruction de l'Assemblée dont j'étois membre, pour celle de la postérité, avois ce jour-là (6 germinal) chez moi, au moment même où Pénitères vouloit que les scellés fussent apposés sur mes papiers, cinq écrivains copiant les manuscrits de Petion, de Buzot, de Barbaroux, etc., etc., etc. (sic), pour les livrer successivement à l'impression et faire connoître au vrai de quel masque ces hommes trop fameux savoient se couvrir.* »

Lecointre aurait voulu écrire une page de ses propres Mémoires qu'il ne nous aurait pas donné des détails plus intéressants, qui complètent mieux l'épisode des 2 et 5 germinal et l'éclairent d'un jour tout nouveau. On n'y voyait au premier abord qu'un incident de tribune, une de ces récriminations qui se produisaient à chaque instant entre d'anciens adversaires remis en présence; mais Lecointre nous apprend qu'il y avait un tout autre projet : c'était une affaire de parti. On voulait livrer à l'impression les Mémoires des Girondins pour les démasquer et les combattre.

C'est dans ce but que des copies en étaient faites par cinq copistes travaillant ensemble chez Lecointre, le 6 *germinal*, le lendemain du jour où la Convention avait

ordonné le dépôt des pièces sur son bureau. (Décret du 5 germinal. V. ci-dessus, p. 471.)

Lecointre ne dit pas de quelle main il tenait ces manuscrits. Nous croyons avoir démontré que ce ne pouvait être de Jullien.

Quels étaient *ces citoyens* qui avaient confié à Lecointre les papiers de ses ennemis? Lecointre ne les nomme pas, il ne les désigne pas, mais on voit, d'après les expressions qu'il emploie, que la communication lui avait été faite par plusieurs personnes agissant en quelque sorte collectivement.

On voit aussi que les manuscrits ne se bornent pas aux Mémoires de Petion, Buzot et Barbaroux. Lecointre laisse entendre qu'il y avait d'autres pièces par les nombreux *et cætera* qu'il emploie, non sans dessein.

Il ne dit pas non plus pourquoi les cinq copistes. Est-ce parce qu'il était obligé de rendre promptement les originaux ou parce qu'il craignait l'apposition de scellés imminente, appelée sur lui par Penières¹? C'est encore un point que Lecointre laisse dans l'ombre. A défaut d'explication de la part de Lecointre, dont les réticences sont manifestes, il se présentait une conjecture qui a été modifiée pour nous par des recherches subséquentes, mais dont la vraisemblance subsiste et dont la possibilité reste entière.

Lecointre fut un des douze membres² composant la

¹ Penières, député de la Corrèze à la Convention, ami particulier de Dulaure, lequel était lui-même fort lié avec madame Roland. (V. l'avis mis par Bosc en tête de la première partie des *Mémoires de madame Roland* et les *Mémoires de Dulaure*.)

² Séance du 23 thermidor an II, n° 324 du *Moniteur*.

La Convention nationale décrète que les représentants du peuple Lecointre de Versailles, Bourdon de l'Oise, Charlier, Guffroy, Calès, Beaupré, Perrin des Vosges, Massieu, Clauzel, Gauthier, Ch. Duval, Audouin, sont chargés de lever les scellés apposés sur les papiers de Robespierre, Couthon, Saint-Just, Lebas, etc., les membres du Conseil général de la Commune, qui ont pris part à la conspiration, et sur ceux de Dumas, Coffinhal, Héron, Batiste, Hanriot et autres com-

Commission chargée de l'examen des papiers de Robespierre. Il eut donc ces papiers à sa disposition, et s'il est vrai que, suivant la note anonyme, les manuscrits de Saint-Émilion eussent été remis à Robespierre, Le-

plices de la conspiration, de les examiner et en faire un rapport à la Convention nationale. (Page 446, édition Plon.) V. aussi dans la brochure de Lecointre, adressée au Peuple français, à l'Univers et à la postérité, 20 vendémiaire, l'an III, etc., p. 491, la copie de la lettre de CALLIER A ROBESPIERRE, dont l'original existe dans les cartons de Robespierre :

« Les ennemis de Robespierre sont nécessairement ceux de la République... De ce nombre sont Legendre, Thuriot, Bentabole, LECOINTRE. Quant à ce dernier, j'ai ouï dire qu'il doit être porteur d'un manuscrit intitulé : *Robespierre opposé à lui-même*, dans lequel, ayant dépecé les discours de Robespierre, Lecointre cherche à prouver aux hommes qui ont la patience de l'entendre et la scélératesse de se taire, que Robespierre n'a pas toujours été d'accord avec lui-même... Il faudrait voir (l'écrit) de Lecointre pour juger de son audacieux mensonge et de sa perfidie... Signé Callier, ancien commis des postes, commissaire de la comptabilité nationale. »

Cette lettre est tirée par Lecointre des *cartons* de Robespierre. Il la publie le 20 vendémiaire (an III). Or, le rapport de Courtois sur les papiers de Robespierre est du 46 nivôse, postérieur conséquemment de trois mois à l'écrit de Lecointre, et il ne contient pas la dénonciation de Callier. Lecointre avait donc eu ces papiers à sa disposition, il avait pu en faire des copies et même les emporter chez lui.

Plus loin, dans la même brochure, il dit encore : « Les efforts réunis des Bernard de Sainte, des Fayau, des Bourdon de l'Oise, des Duhem, qui avoient choisi le moment où je n'étois point à l'Assemblée (occupé alors de l'examen des papiers de Robespierre) pour faire adopter cette proposition scandaleuse..... »

Cette proposition était de forcer Lecointre à donner sa démission de Secrétaire de l'Assemblée, parce que sa dénonciation contre les membres des Comités avait été reconnue calomnieuse. La proposition de Duhem est du 46 fructidor an II, c'est donc à ce moment que Lecointre était occupé à dépouiller les papiers de Robespierre... Il donne aussi une liste des hommes *de tête et de cœur* trouvée chez Robespierre, p. 204. Toutes choses qui prouvent qu'il avait examiné de près les papiers sur lesquels les scellés avaient été apposés.

Une chose très-remarquable, c'est que cette liste des hommes de tête et de cœur ne se trouve ni dans les pièces justificatives annexées au Rapport de Courtois, ni dans les trois volumes des papiers inédits de Robespierre, publiés dans la collection Barrière et Berville.

cointre, fouillant dans les archives du tribun devenu dictateur, a bien pu y trouver ces Mémoires et les prendre, comme tant d'autres documents qui ont été détournés par Courtois ou avant lui. On demandera peut-être comment les papiers de Saint-Émilion ont pu se trouver dans les papiers particuliers de Robespierre, puisque nous avons établi nous-même qu'ils avaient été apportés par Compain dans les bureaux du Comité de Salut Public. La réponse est dans le règlement intérieur du Comité, qui est ainsi conçu : « Toutes les dépêches arrivant par des courriers extraordinaires ou par des ordonnances, sont entrées de suite au Comité, sans s'arrêter dans le Bureau du Secrétariat. » L'envoi de Jullien étant parvenu par un exprès, dut être remis directement au Comité, sauf régularisation ultérieure. Il est donc possible que Robespierre, qui attendait avec impatience ces pièces annoncées depuis longtemps, les ait prises en communication, et qu'elles se soient ainsi trouvées dans ses papiers lorsqu'ils furent mis sous les scellés huit jours plus tard. Quoi qu'il en soit, il est certain que Lecoindre a publié des lettres, des listes, etc., qui ne se retrouvent ni dans le Rapport de Courtois, ni dans l'Inventaire dressé par la Commission des Douze, ni dans les *Papiers inédits de Robespierre*.

On peut donc admettre qu'il se soit cru autorisé, en sa qualité de membre de la Commission, à prendre des pièces qui n'avaient pas d'importance pour l'affaire de Robespierre, et qu'il ait conçu plus tard la pensée de les publier.

La publication projetée n'eut pas lieu; nous en avons déjà indiqué la raison. Les événements de germinal et la détention longue et lointaine de Lecoindre suffisent pour en rendre compte.

Mais pourquoi Lecoindre, redevenu libre, n'a-t-il pas donné suite à cette pensée?

Voulait-il, par sa brochure de l'an V, rappeler l'attention

sur les Mémoires des Girondins et en provoquer l'impression ?

Serait-ce là l'intention qui se cache derrière ces citations multipliées, et cette affectation de montrer qu'il possède les copies des Mémoires, alors inédits, des Girondins ?

On serait tenté d'admettre cette hypothèse lorsqu'on voit Lecointre adresser sa brochure aux Cinq-Cents sous forme de pétition.

Mais le Conseil passa à l'ordre du jour, et la brochure tomba dans l'oubli. C'est ainsi que l'histoire a été privée longtemps de ces documents précieux, et qu'aujourd'hui même elle ne les connaît que par fragments. Il reste cependant ce fait capital qui subsiste : à savoir, que Lecointre a fait exécuter des copies complètes des Mémoires des Girondins, qu'il a même possédé les originaux. Que sont devenues ces copies ?

Elles avaient échappé aux perquisitions qui furent pratiquées chez Lecointre en l'an III, mais il les possédait certainement en l'an V, lorsqu'il faisait les nombreuses citations que nous venons d'énumérer et qui n'étaient possibles qu'à la condition d'avoir le texte sous les yeux.

Huit ans après cette publication, Laurent Lecointre mourut, à Guignes, le 16 thermidor an XIII (1805). Il avait conservé toutes ses convictions républicaines : on dit même qu'il avait été interné à Guignes parce qu'il aurait été le seul des habitants de Versailles qui eût osé voter contre l'acceptation de la Constitution consulaire. Il est donc très-présumable que les copies exécutées en l'an III par ses soins devaient se trouver dans sa succession. Lecointre laissait deux enfants : Robert-Gabriel-Urbain Lecointre, ancien capitaine d'infanterie, et une fille mariée à Pierre Loyvet. Nous nous sommes adressé à leurs descendants qui existent encore aujourd'hui à Guignes et à Melun. Nous nous sommes enquis d'eux s'ils n'auraient pas

conservé les archives de leur grand-père, qui devaient être considérables, et si les copies exécutées en l'an III ne se retrouveraient pas dans ce dépôt. Il nous a été répondu négativement. Il serait à craindre que les papiers de Lecointre n'eussent été brûlés en 1814, lors de l'invasion des armées étrangères en France. Nous avons fait des recherches exactes dans tous les notariats où nous avons l'espoir de retrouver l'inventaire : nos efforts sont restés infructueux jusqu'à ce jour. (V. toutefois au supplément de l'Appendice.)

BOSC ET LA VEUVE DE LOUVET.

LAURENT LECOINTRE ET RENÉ VATAR.

Nous savons déjà que dès l'an III des recherches actives étaient dirigées par les familles des Girondins pour rassembler les derniers écrits qu'ils avaient pu laisser. (V. la Lettre de Petion père rapportée ci-dessus, p. 277.)

Le père de Petion annonçait dans cette lettre, en termes touchants, qu'il s'occupait de réunir les papiers de son fils et tout ce qui pouvait concerner une mémoire si chère pour lui.

Louvet, rappelé dans la Convention, entra au Comité de Salut public le 15 messidor an III. Son premier soin était de faire personnellement et de diriger des investigations dans tous les bureaux des Comités. Il était partie intéressée à cette recherche pour ses amis et pour lui-même, car il s'agissait non-seulement de leurs ouvrages, mais encore d'une partie de ses propres Mémoires. Il ne cessa pas d'être membre du Comité jusqu'à la fin de la Convention (15 vendémiaire an IV). Il eut donc tout le temps, tous les pouvoirs et toutes les facilités nécessaires pour faire réussir les perquisitions : elles restèrent impuissantes.

L'année suivante, en 1796, M. Bosc, l'ami de madame

Roland et par elle des Girondins, se rendit à Saint-Émilion en personne. Il put consulter M. Julien Guadet, le seul survivant de la famille. Il se mit en rapport avec M. de Meynot, oncle de Robert Bouquey et témoin direct des événements récents encore¹.

Ses démarches n'obtinent aucun résultat, et nous en savons la raison. Les manuscrits étaient à Paris; on ne pouvait donc, à Saint-Émilion, que s'épuiser en vaines recherches.

Sous le Directoire, la famille de Buzot renouvelle ses efforts : nous en avons trouvé la preuve dans une note écrite sur une feuille volante et oubliée dans le registre du Comité de Salut public portant le n° 552. C'est précisément ce registre qui contient l'entrée des papiers arrivant de Saint-Émilion. On voit qu'on s'y est reporté pour répondre à la

¹ Le voyage de Bosc à Bordeaux et à Saint-Émilion nous a été attesté par M. J. Guadet, et confirmé par M. Faugère, qui possède les Mémoires de Bosc.

Louis-Augustin-Guillaume Bosc, fils de Bosc d'Antic, l'un des médecins du Roi, né à Paris le 29 janvier 1759. Il avait connu M. et madame Roland au cours de botanique fait par M. de Jussieu au Jardin des Plantes. Cette rencontre était devenue la source d'une vive amitié. (V. Recueil de Lettres adressées par la citoyenne Roland à l'éditeur (Bosc), alors secrétaire de l'Intendance des postes de 1782 à 1794, à la suite de l'*Appel à l'impartiale postérité*, chez Louvet, Paris, an III, in-8°.) Ce fut lui qui sauva les Mémoires de madame Roland, et publia la première édition qui parut en l'an III en quatre parties. Quoique proscrit, il avait trouvé moyen de donner asile à la Revellière-Lépeaux, et lorsque celui-ci devint membre du Directoire, il fit nommer Bosc vice-consul à Wilmington (État de Delaware), et ensuite consul à New-York.

Bosc a composé sur la botanique et l'agriculture de nombreux écrits qui le firent entrer, en 1806, à l'Institut, et qui lui ont valu une réputation considérable dans les sciences naturelles. (V. Rabbe et Sainte-Preuve, *Dictionnaire des Contemporains*.) Son dévouement pour madame Roland et pour Roland fut admirable. Madame Roland le représente comme sensible et franc..., d'un caractère vrai, d'un esprit éclairé (*Notices historiques*), et Louvet, dans ses Mémoires encore inédits, cite le bon Dubosc (pour Bosc) « digne de l'amitié des Roland ».

demande qui était adressée par les héritiers de Buzot. Cette note est ainsi conçue :

« Inviter l'Archiviste du Directoire de vouloir bien chercher
 » les lettres écrites par les Représentans du peuple en mission
 » et Julien de Toulouse¹ fils, commissaire du Comité de S. P.
 » dans le département du Bec-d'Ambès (depuis la Gironde),
 » les Administrateurs de département, de District, Sociétés
 » populaires et Municipalités, tant de Bordeaux, Libourne
 » que de Castillon, où les citoyens Buzot et Petion se sont
 » tués. La famille du premier a le plus grand intérêt à con-
 » stater ce malheureux événement pour honorer sa mémoire. »

Louvet mourut le 8 fructidor an V (V. le supplément de l'Appendice); avec lui paraissait s'éteindre le dernier espoir de retrouver les manuscrits des Girondins. L'opinion s'était accréditée que ces papiers avaient été supprimés et détruits par leurs adversaires politiques. Mais en l'an VII une révélation inattendue vient réveiller ces souvenirs et ouvrir aux recherches une voie nouvelle, leur imprimer une direction plus juste que celle suivie jusqu'alors.

A cette époque des difficultés survenues dans le Consulat de New-York avaient ramené Bosc en Europe. Il avait débarqué à la Corogne, sans doute à cause des croisières anglaises, et après avoir traversé le nord de l'Espagne, il était rentré en France. Son itinéraire le conduisit à Bordeaux, il y passa cinq jours et se dirigea ensuite sur Paris. Mais arrivé à Cubzac il quitta la voiture, et se rendit à cheval à Saint-Émilion. La distance est de plus de cinq lieues à vol d'oiseau. Il revint le soir du même jour à Cubzac et continua sa route vers Paris. Il avait fait ce détour et il s'était imposé cette fatigue dans le but manifeste de s'entendre avec la veuve de Guadet, alors en résidence à Saint-

¹ Il faut lire *Jullien de Paris*. Marc-Antoine Jullien, l'agent du Comité de Salut public à Bordeaux, était fils de *Jullien* de la Drôme et non de *Julien* de Toulouse.

Émilion, pour reprendre les recherches commencées par lui quatre ans auparavant et interrompues par son départ pour l'Amérique. Il vit, en outre, M. de Meynot, qui mieux que personne connaissait toutes les circonstances de la fin des Girondins ¹.

M. Berthomieu de Meynot était l'oncle de Robert Bouquey. Avant la Révolution il avait été conseiller à la Cour des Aides de Bordeaux ²; après 1789 il avait été élu juge de paix à Saint-Émilion. Quoique gravement compromis dans le procès fait devant la Commission militaire aux familles

¹ Nous devons ces détails à M. Faugère, le savant auteur des *Recherches sur Pascal* et de tant d'autres travaux de premier ordre, aujourd'hui directeur des Archives au ministère des affaires étrangères. M. Faugère a épousé la petite-fille de Bosc, il possède tous ses papiers, et il a bien voulu nous donner sur le point qui nous intéresse la note que voici :

« Bosc se rendit à Bordeaux une première fois en thermidor de l'an IV : il venait s'y embarquer pour les États-Unis. Il resta dans cette ville environ un mois, et il dut certainement visiter alors la famille Guadet, bien que son Journal n'en dise rien.

» A son retour des États-Unis, Bosc repassa par Bordeaux et y demeura sept jours à la fin de brumaire et au commencement de frimaire an VII. En quittant Bordeaux le 5 frimaire pour rentrer à Paris, il se rendit d'abord à Cubzac; là il prit un cheval, alla à Saint-Émilion, et revint le soir du même jour à Cubzac, après avoir passé quelques heures auprès de la veuve Guadet; il en fait mention dans son Journal, où il parle aussi du citoyen Menault (*sic*), qu'il rencontra alors à Saint-Émilion, comme de quelqu'un qu'il aurait déjà vu *.

² On lit dans l'Almanach de Bordeaux de 1787, p. 43, sous le titre : Cour des Aides; CONSEILLERS, 1783. Pierre Berthoumieu de Meynot, dem^t Fossés des Tanneurs.

* La veuve de Guadet demeurait à cette époque à Bordeaux, rue des *Trois-Conils*. Elle avait en outre une petite habitation rurale auprès de Saint-Émilion, une sorte de tour appelée Sansonnet, et qui avait échappé on ne sait comment à la confiscation des biens de la famille. C'est ainsi que Bosc n'ayant pas trouvé madame Guadet à Bordeaux, dut se détourner de sa route pour aller la chercher à sa maison de campagne. Là, il la vit ainsi que M. de Meynot. Les souvenirs de cette excursion de Bosc à Saint-Émilion ont été conservés par mademoiselle Guadet (la fille propre de Guadet), qui existe encore et se rappelle parfaitement et le voyage de Bosc à Saint-Émilion et sa visite tant à sa mère qu'à M. de Meynot.

Guadet, Bouquet et Dupeyrat, il avait échappé et conservé jusqu'en l'an VI ses fonctions judiciaires. Il était donc naturel que Bosc s'adressât à l'homme qui était le mieux en situation de lui donner les renseignements nécessaires au but qu'il poursuivait avec tant de persévérance et de dévouement. Pourquoi n'admettrait-on pas que M. de Meynot serait l'auteur, l'inspirateur ou tout au moins l'un des collaborateurs de la relation anonyme, et que cette relation, qui se termine par l'énumération des manuscrits des Girondins, aurait été emportée de Saint-Émilion par Bosc, puis transmise par lui à la veuve de Louvet, dans les papiers de qui elle s'est retrouvée ? Ceci n'est qu'une hypothèse ; mais ce qui reste constant, c'est que Bosc, à peine arrivé à Paris (vers le 10 frimaire an VII, 30 novembre 1798), se concertait avec la veuve de Louvet pour soumettre au Ministre de la Police, à douze jours d'intervalle (le 2 nivôse suivant), une demande qui atteste l'espèce d'alliance qu'ils paraissent avoir formée pour la recherche et la publication des Mémoires des Girondins.

Dans les premiers jours de pluviôse ¹ an III, Louvet avait ouvert la série de ces publications par l'ouvrage intitulé *Récit de mes périls*.

Deux mois plus tard, Bosc éditait chez Louvet l'*Appel à l'impartiale postérité* ², de la citoyenne Roland, et il annonçait l'intention de réunir les autres écrits qu'elle avait laissés, et ceux de Roland lui-même, pour les offrir au public (20 germinal ³).

¹ Cette date est fixée par les annonces et les comptes rendus qui parurent dans les journaux. V. notamment le *Spectateur français*.

² *Appel à l'impartiale postérité*, par la citoyenne Roland, femme du ministre de l'intérieur, ou Recueil des écrits qu'elle a rédigés pendant sa détention, etc..., imprimé au profit de sa fille unique, privée de la fortune de ses père et mère dont les biens sont toujours séquestrés. A Paris, chez Louvet, libraire, maison Égalité, an III.

³ L'avertissement mis par Bosc en tête de la première partie est

C'était là, disait-il, l'unique domaine d'Eudora, la fille chérie de Roland ! Pour l'aider dans cette généreuse revendication, « il faisait appel aux Républicains sincères victimes de la tyrannie, persécutés pour leurs talents ou leurs vertus, comme Roland et sa femme ». Aussi n'était-ce pas sans intention qu'il avait associé à son entreprise le nom de Louvet, proscrit lui aussi, et à peine réintégré dans ses droits. Ils poursuivaient donc une œuvre commune qui s'étendait au delà des Mémoires déjà publiés, et ils recherchaient les ouvrages dont ils connaissaient vaguement l'existence, sans pouvoir en ressaisir la trace.

Louvet s'était adressé dans le pays par lettres. (V. sa correspondance avec Julien Guadet, 3^e vol., p. 48, de la troisième édition de ses *Notices pour le récit de mes périls*.)

Bosc fait plus, il se rend de sa personne à Saint-Émilion, il interroge les témoins les plus sûrs, et quand tous les préliminaires sont épuisés, il se joint à celle qui remplace Louvet pour frapper un coup décisif et solliciter l'intervention du Ministre de la Police. Sa lettre a servi de point de départ à toutes nos recherches, elle est aussi le centre auquel elles viennent aboutir. C'est pour nous une pièce capitale; en voici le texte entier et exact :

F.

Au Ministre de la Police.

« Le citoyen Bosc, cy-devant Administrateur des Postes

signé et daté du 20 germinal. « Je réunirai, dit-il, les correspondances qui ont pu être conservées, et je me propose de les publier à la suite de plusieurs productions littéraires de la citoyenne Roland qui sont dignes de voir le jour. »

Il ajoute : « Roland pendant sa retraite avait aussi composé des Mémoires historiques. Ils ont été dévorés par les flammes. Il avait publié à la suite de son premier ministère un recueil de pièces... Mon intention est de le continuer en rassemblant ce qui regarde son second ministère... mais il faut que je puisse fouiller dans les papiers qui sont sous les scellés à Villefranche et ceux de la maison de Paris. »

et actuellement Consul de la République à Newyork, a été chargé il y a quatre ans par les veuves des Représentans Guadet et Pethion et par la mère de Barbaroux de faire des démarches pour retrouver les manuscrits composés par ces estimables Républicains dans les caves de Saint-Émilion et envoyés à Paris par Julien fils.

» Louvet, alors membre du Comité de Salut public et personnellement intéressé à cette affaire, fit et fit faire des recherches dans les papiers des Comités de l'Assemblée Constituante ¹, où ils auroient dû être déposés, mais on n'y trouva rien, de sorte qu'il parut certain qu'ils avoient été soustraits par les ennemis des victimes du 31 mai.

» Aujourd'hui la Veuve de Louvet a des données qui font présumer que *tous* les manuscrits des réfugiés des caves de Saint-Émilion sont entre les mains des C^{as} Vatar et le Cointre de Versailles, et elle a chargé le citoyen Bosc de réclamer l'intervention du Ministre de la Police générale pour en acquérir la preuve.

» En conséquence, le citoyen Bosc demande que le Ministre veuille bien l'adjoindre, ou tout autre qu'il jugera convenable, aux Officiers de justice qui doivent être employés à la visite des papiers du C^a Vattard, actuellement sous les scellés, pour reconnoître les dits manuscrits, et pouvoir ensuite en demander la remise conformément à la loi au nom des veuves et de la mère de leurs auteurs.

» A Paris, le 2 nivose an 7^e de la République.

» *Signé : Bosc.* »

¹ *Lapsus calami* évident. On a voulu dire la Convention. Du reste, cette expression se retrouve quelquefois chez les contemporains; par exemple Buzot, dans ses Mémoires, donne à différentes reprises à la Convention le nom d'Assemblée constituante, et en effet la Convention n'avait pas d'autre mission à l'origine que de faire une Constitution. C'est même pour cela qu'on lui avait donné le nom de *Convention*, en empruntant ce mot au langage des Américains.

La lettre *f* inscrite en tête et en travers de la requête de Bose est d'une encre autre que le corps d'écriture principal. Nous pensons que c'est l'initiale et l'abréviation du mot *Fait*, indiquant, en style de bureau, qu'il a été fait droit à la demande, ou tout au moins que l'affaire a été expédiée. Cette pièce est écrite sur une feuille de papier timbré in-4°; Nous relevons cette petite particularité pour montrer qu'on a voulu lui donner un caractère officiel. Mais disons d'abord comment elle se trouve entre nos mains.

En l'an VII le Ministre de la Police était *Jean-Pierre Duval*, ancien député à la Convention et membre des Cinq-Cents. Il avait pris pour secrétaire particulier *Louis Caille-Desfontaines* de Caen.

Caille avait été un Girondin du Calvados par son talent, son éloquence, son enthousiasme pour les idées de liberté et pour la République. D'abord avocat à Caen, puis Procureur Syndic du District, membre actif de l'Assemblée de résistance, soldat de l'armée fédéraliste à Brécourt, il avait eu le périlleux honneur d'être mis hors la loi par le décret de la Convention qui proscrivit les députés fugitifs; il avait échappé miraculeusement à la Terreur et avait été nommé, après le 9 thermidor, Procureur Syndic près le Directoire du département du Calvados; mais emporté par la réaction thermidorienne, il était venu à Paris reprendre ses fonctions d'avocat, sous le titre de défenseur officieux. Il avait connu les Girondins réfugiés à Caen et partagé leurs dangers; son cabinet devint le refuge de leurs malheureuses familles, des veuves qui leur avaient survécu. Madame Buzot, madame Petion, et surtout la veuve de Louvet¹, eurent souvent recours à ses conseils. Il a composé pour cette der-

¹ M. Caille possédait un buste de marbre de Louvet, exécuté par Jullien en 1798. Ce buste est désigné dans l'inventaire qui fut fait après le décès de M. Caille et dans le catalogue de sa vente qui eut lieu le 48 décembre 1850 par le ministère de M. Riedel, commissaire-priseur; il fut acheté par le comte de Geloës moyennant 450 francs.

nière des consultations, des Mémoires qui font partie des curieuses archives qu'il a laissées. C'est là que s'est retrouvée la pétition de Bosc que nous venons de transcrire : elle était jointe à deux lettres qui lui avaient été adressées au nom de la veuve de Petion. M. Caille avait formé de ces trois pièces un petit dossier à part conservé avec un soin qui annonce l'importance particulière qu'il y attachait. J'en dois la communication à la gracieuse obligeance de madame d'Argence, belle-fille de M. Caille ¹.

Au mois de brumaire an VII Caille était devenu momentanément le secrétaire de Jean-Pierre Duval, son ami et son compatriote. Duval avait en quelque sorte exigé qu'il acceptât ce poste de confiance pour l'aider dans le ministère difficile auquel il avait été appelé par le Directoire.

C'est ce moment que choisissent Bosc et la veuve de Louvet pour adresser une demande qui devait naturellement trouver dans le secrétaire du ministre un accueil favorable et un appui dévoué.

Marguerite Denuelle ², celle que Louvet a rendue célèbre

¹ Je me propose de publier prochainement une *Notice biographique de Charlotte de Corday*, par M. Caille-Desfontaines, qui fut son premier historien, et une biographie de M. Caille lui-même.

² Mariée en premières noccs à un sieur Chollet ou Cholet, de Nemours. Après avoir fait prononcer le divorce, elle épousa Louvet. On dit même qu'elle se maria religieusement, et que l'union fut bénie dans la chambre d'un prêtre insermenté. (V. *les Brigands démasqués*, par Danican, p. 68.) Madame Roland parle plusieurs fois avec estime de la compagne de Louvet (V. *suprà*, p. 480), et dans ses Mémoires, seconde arrestation : « Une femme dont on ne vantera pas l'esprit, les connaissances, mais qui unit aux grâces de son sexe la sensibilité d'âme qui en fait le premier mérite et le plus grand charme... Je la pris pour un ange, c'en était un aussi, car elle est bonne et jolie. »

Villiers, dans une pièce satirique contre Louvet, donne de sa Lodoïska une idée qui s'accorde assez avec le portrait tracé par Madame Roland :

..... Chaque jour son aimable miroir,
Pour rassurer ses naïves alarmes,
Vient tendrement lui rendre tous ses charmes,
Que réfléchit son minois enfantin.

(*Le Chiffonnier*, p. 95.)

et en même temps ridicule sous le nom de *Lodoïska*, était une femme intelligente. C'est elle, dit-on, qui avait fait prospérer la maison de librairie ouverte par Louvet au retour de sa proscription, et lorsqu'il fut mort (8 fructidor an V, 25 août 1797), elle soutint cet établissement avec habileté et succès. Nul ne pouvait être mieux renseigné sur une question qui touchait tout à la fois au souvenir des martyrs de la Gironde et à la publication de leurs œuvres. Les traditions qu'elle pouvait tenir de son mari et les relations qu'elle avait conservées avec le parti girondin lui avaient sans doute permis de suivre la trace des manuscrits cherchés. Lors donc que Bosc disait dans sa lettre au Ministre de la Police qu'il agissait d'après les données de la citoyenne Louvet, il ne pouvait pas indiquer une meilleure source d'informations, et il signalait comme détenteurs des manuscrits de Saint-Émilion, qui?

Vatar et Lecointre !

Ces deux noms avaient par eux-mêmes une grande signification.

Lecointre ! nous le savons à l'avance : la désignation était juste ! il y avait avoué de sa part. Il avait possédé les manuscrits des Girondins ; il en avait fait prendre des copies, et il avait conservé le second cahier des Mémoires de Buzot. C'est lui-même qui l'avait déclaré dans sa brochure du 15 ventôse an V. Le renseignement transmis par Bosc était donc déjà vérifié sur ce point.

Lecointre était enfin pris à partie, et si quelque chose doit étonner, c'est qu'il ne lui eût pas été demandé compte plus tôt des déclarations réitérées dans ses discours et dans ses écrits. Il suffisait de se reporter aux journaux de germinal an III ou d'ouvrir sa brochure de l'an V pour se convaincre qu'il était ou avait été détenteur des manuscrits des Girondins.

Il n'en est pas de même du nom de Vatar ; il n'avait pas

encore été prononcé dans tout le cours de ces recherches, et on va voir quelle est son importance, quelle est sa portée toute spéciale.

Vatar, aujourd'hui fort oublié, a joué un rôle considérable dans la presse militante de la Révolution. Comme Momoro, Gorsas, Louvet et tant d'autres, il était tout à la fois imprimeur et homme de lettres, libraire et homme politique; il était l'éditeur et le propriétaire du *JOURNAL DES HOMMES LIBRES*, qu'il avait fondé en 1792 avec Charles Duval, son compatriote, député d'Ille-et-Vilaine à la Convention.

Né à Rennes, en 1761¹, René-François-Charles Vatar, était issu d'une famille ancienne et notable dans les fastes de l'imprimerie.

Pierre Vatar (c'était l'ancienne orthographe) imprimait, en 1598, une édition de la Coutume du Comté et Bailliage d'Auxerre, in-8°.

Jean Vatar était établi à Tours en 1617; on voit à la Bibliothèque impériale des éditions sorties de ses presses². Un autre Jean Vatar, reçu imprimeur à Rennes en 1632, fut nommé peu après imprimeur des États et du Parlement, et ce titre a été conservé par ses descendants jusqu'à la Révolution. Plusieurs imprimeries ont été fondées sous le même nom à Paris, à Lyon, à Nantes³. Il existe encore à

¹ Extrait des registres de naissance de la paroisse Saint-Germain de Rennes, année 1761, f° 27, v°.

René-François-Charles, fils de Noble Homme Julien-Charles VATAR, imprimeur-libraire à Rennes, et de Dame Marie-Julie-Françoise Eon, son épouse, né de ce jour, deuxième de juin 1761, a été baptisé par le recteur de Saint-Georges.

² *La Réunion du Roy autour de ses lieutenans de guerre*. Tours, Jean Vatar, 1617, pièce. (Biblioth. imp., L^b 4033, B.)

L'Accueil des Français sur la liberté donnée par le Roy à M. le Prince. Tours, Jean Vatar, 1619, in-8°.

Déclaration publique à la Reyne, mère du Roy. Tours, Vatar, 1620, in-8°.

³ M. Charles Renard (de Caen) possède dans sa riche collection

Rennes une imprimerie dirigée par l'un des membres de la famille, l'honorable M. Hippolyte Vatar, parent en ligne collatérale de René Vatar, dont nous nous occupons.

Les Vatar de Rennes avaient pour devise ces mots : *Curvata resurgo*, inscrits sur une banderole autour d'un palmier. C'était un jeu de mots, une allitération sur les deux dernières syllabes de leur nom.

Nicolas-Paul Vatar fut incarcéré et vit son imprimerie vendue à l'encan pour avoir imprimé le *Mémoire* de M. de la Chalotais. Une Notice sur les Vatar a été écrite par Mgr Brûlé, évêque de Vincennes (États-Unis, Indiana).

Les Vatar méritent en effet d'avoir une place dans l'histoire de la typographie, comme étant une de ces vieilles maisons qui, avec moins d'éclat sans doute, mais avec autant de dévouement à leur art que les Alde, les Elzevir, les Gryphe, les Barbou, transmettaient de siècle en siècle leur nom, leur devise, le souvenir des services rendus par eux aux lettres, et quelquefois la mémoire des persécutions endurées pour l'indépendance de la pensée.

René Vatar était un de ces esprits ardents que les grandes scènes des premiers jours de la Révolution avaient transportés d'enthousiasme. Après avoir sacrifié une partie de son patrimoine au soutien de la cause qu'il avait embrassée, il était venu créer à Paris une imprimerie et un journal : *le Républicain*, plus connu sous le nom de *Journal des Hommes Libres*. C'était l'organe des patriotes les plus énergiques; son surnom en fait foi : les royalistes l'appelaient le *Journal des hommes tigres*, et par abréviation *Journal des tigres*. (V. le *Dictionnaire des Jacobins vivans*, v^o *Vatar*.) En 1793, le triomphe de la Montagne assura à ses partisans les faveurs du pouvoir. On avait fait un crime à Roland d'avoir dépensé trente mille francs pour son

révolutionnaire un grand nombre de pièces imprimées par les Vatar de Lyon, etc.

fameux *Bureau d'esprit public*; cinquante millions furent mis à la disposition du Comité de Salut public par le décret du 2 août 1793, rendu sur la motion de Danton et sur le rapport d'Hérault de Séchelles. « Une immense prodigalité, disait Danton, pour la cause de la liberté est un placement à usure. » Sa recommandation ne fut pas oubliée, et la presse militante participa largement à ce placement soi-disant usuraire ¹. En conséquence, le Comité de Salut public, voulant récompenser et encourager les efforts du *Journal des Hommes Libres*, décréta qu'il serait pris six cents exemplaires de cette feuille pour être distribués aux Sociétés populaires (arrêté du Comité de Salut public du 13 brumaire an II), et qu'elle serait en outre envoyée aux armées. (Archives de l'Empire, AF II, 437.)

Bientôt Vatar, dont le patriotisme marchait toujours à l'avant-garde des hommes les plus avancés, fut nommé Imprimeur du Comité de Salut public par arrêté du 9 nivôse an II ². Peu de temps avant le 9 thermidor, il était

¹ Il faut étudier dans les Archives du Comité de Salut public les vastes moyens de propagande qu'il a mis en usage : création de journaux nouveaux, subvention aux journaux anciens, pamphlets, gravures, caricatures, etc., il y a tout un arsenal de publications, payées sur les cinquante millions livrés à son pouvoir discrétionnaire.

Nous publierons ailleurs ces documents d'une haute importance pour l'histoire. Nous ne citerons, comme exemple, que l'arrêté suivant, qui résume l'esprit de toutes ces mesures :

« Du 3 août 1793. Le Comité de Salut public arrête qu'il sera rédigé un journal, lequel aura pour objet de développer et de répandre les principes des mœurs républicaines et de la liberté, d'exciter le courage des Français contre l'ennemi extérieur, de le prémunir contre la politique et l'intrigue des gouvernements étrangers et de démasquer les conspirateurs.

» Présens : Couthon, Barere, Thuriot, Robespierre, Saint-Just, Prieur. »

Quant au Comité de Sûreté générale, il avait un bureau spécial sous le titre de *Surveillance de l'esprit public*, et dès le 27 vendémiaire an II, il demandait un million pour ses dépenses! V. l'arrêté, AF II, 286, à la fin du volume, Supp. de l'Appendice.

² ARRÊTÉ DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC DU 9 NIVÔSE AN II (*Archives*

en pleine faveur auprès du Comité, ainsi que le prouvent les Arrêtés qui suivent et qui se succèdent à quelques jours d'intervalle.

Arrêté du 28 floréal au II :

« La Commission du commerce et des approvisionnements » donne des ordres pour que les citoyens Audouin et Vatar » puissent s'approvisionner du papier nécessaire à leur entre- » prise, d'après les déclarations préalables qu'ils lui feront. »

Arrêté du 6 messidor au II :

Le Comité de Salut Public autorise le C. René Vatar, *son Imprimeur*, à se faire remettre de suite deux presses d'imprimerie qui sont en dépôt chez le C. Prévost, menuisier, rue Zacharie, lesquelles ne sont destinées à aucune administration, à la charge par led^t C. Vatar d'en payer le prix à l'instant de la livraison. (Reg. 436, sect. 3, p. 215.)

Même séance, p. 216 :

Le Comité de Salut Public arrête que le C. Jouannet Vatar, imprimeur, travaillant aux ci-devant Capucins, Chaussée-d'Antin, sera employé des à présent à l'imprimerie du Comité de Salut Public pour y remplir une place de prôte (*sic*).

Présents : BARERE, CARNOT, COLLOT-D'HERBOIS,
C. A. PRIEUR, BILLAUD-VARENNES,
ROBESPIERRE, COUTHON et ROBERT
LINDET ¹.

de l'Empire, AF II, carton 33, pièce 4). « Considérant qu'il importe à la célérité de ses travaux d'avoir près de ses bureaux une imprimerie destinée à l'expédition des affaires multipliées autant qu'urgentes, arrête :

» 1^o Qu'il sera établi dans un local près du lieu de ses séances une imprimerie composée comme il suit (3 presses, etc.);

» 2^o Que cette imprimerie sera fournie par le C. René VATAR, et associé, qui en conserveront la propriété, etc.

» Signé : Couthon, Carnot, Barere, Billaud-Varennès. »

¹ Le Comité de Salut public se servait même du journal de Vatar pour faire des annonces importantes :

C'est moins d'un mois après (28 messidor) que les manuscrits de Saint-Émilion sont enregistrés au Comité.

Quelle fut sa décision en cette circonstance? Nous ne l'avons pas trouvée écrite dans la correspondance ni formulée par un arrêté; mais il nous semble facile de pressentir ce qu'elle dut être par ce qui s'était déjà pratiqué en pareille circonstance.

Lorsque, le 2 juin 1793, on avait saisi les lettres adressées à Barbaroux par ses commettants de Marseille, la Convention en avait ordonné l'impression (V. ci-dessus, p. 451), quoiqu'elles fussent à coup sûr fort insignifiantes, surtout à côté des écrits des Girondins. (V. cette Correspondance imprimée, Archives de l'Empire, carton A F., II, 47.)

Le Comité de Salut public, quand il publiait une pièce importante, faisait tirer à cent et deux cent mille exemplaires. La publicité était une arme dont il aimait à faire usage. La première pensée des membres du Comité en recevant les manuscrits des Girondins devait être de les livrer à l'impression, et dans ce but rien n'était plus naturel que de les remettre à l'imprimeur en titre du Comité de Salut public, c'est-à-dire à Vatar. Il est donc probable que sans les événements qui survinrent les ouvrages des Girondins auraient été publiés et répandus à grand nombre par les soins mêmes du Comité. Mais huit jours après la réception

N° 58 du *Journal des Hommes Libres*, 28 pluviôse an II :

« Paris, 25 pluviôse, l'an II de la République.

» Le Comité de Salut public au rédacteur du journal intitulé *Journal des hommes libres* :

» Le Comité de Salut public te charge, citoyen, d'insérer le contenu de cette affiche dans ton plus prochain numéro.

» *Les membres du Comité de Salut public* :

» CARNOT, C. A. PRIEUR, COLLOT-D'HERBOIS,
BILLAUD-VARENNES. »

de ces papiers, le 9 thermidor amenait, avec la chute d'un parti, une véritable révolution dans la marche du gouvernement usurpé par les Comités. Robespierre, Saint-Just et Couthon étaient mis hors la loi; Barere, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, gravement menacés, avaient trop d'intérêt à faire oublier leur passé pour réveiller la mémoire de la Gironde ¹. On ne songea plus aux papiers confiés à Vatar jusqu'au jour où le rappel des Girondins dans la Convention amena les orageux débats que nous avons rapportés.

Les liens entre Lecointre et Vatar étaient nombreux et étroits; ils appartenaient au même parti et en quelque sorte à la même secte, formant au sein de ce parti un groupe à part qu'on appelait *la Crête*, sans doute de la Montagne.

Lecointre faisait imprimer ses brochures chez Vatar ².

Vatar ouvrait les colonnes de son journal à Lecointre ³.

Rapprochés par les croyances politiques, ils étaient en outre voisins, habitants du même quartier. On comprend donc très-bien que Lecointre ait eu connaissance et communication des papiers des Girondins par Vatar, son ami, et on s'explique aussi parfaitement l'union de ces deux noms, Vatar et Lecointre, dans la dénonciation de la veuve de Louvet. Ajoutons que Bassal, que nous avons vu jouer un rôle dans les luttes suscitées en germinal an V par la pre-

¹ Prieur de la Côte-d'Or et Carnot ne s'occupaient que de la guerre, Robert Lindet des subsistances; Jean-Bon Saint-André avait pour spécialité la marine; Prieur de la Marne était en mission dans les départements maritimes. V. Prudhomme, *Crimes de la Révolution*, tome VI, page 527.

² *L'Abolition du gouvernement révolutionnaire ou Discours de Laurent Lecointre*, etc., prononcé le 29 ventôse an III^e de la République démocratique, une et indivisible.

A Paris, chez *Vatard*, rue de l'Université, 439, et chez l'auteur, rue du Bacq, n^o 402.

³ V. *suprà*, p. 412.

V. aussi *Journal des Hommes Libres*, passim.

mière apparition des Mémoires de Buzot, Bassal qui avait été amené à produire ce manuscrit et obligé de le déposer au secrétariat de la Convention, était tout à la fois le commensal de Lecointre ¹, le familier de Vatar, l'habitué de ses bureaux, probablement même l'un des rédacteurs du *Journal des Hommes Libres* ².

¹ V. *la Laurentiade*, poème burlesque sur Laurent Lecointre (p. 7) :

Près de dame Laurent Bassal * s'étoit rangé.

.....
Cependant sur la table on pose le potage,

Derrière lui s'avance en superbe étalage

La rotonde moitié du fortuné Laurent.

.....
D'un fidèle miroir infidèle interprète,

L'agréable Bassal avoit à sa toilette

Mis sans prétention le goût qu'on lui connoît;

Il offroit une main, de l'autre il soutenoit

Celle pour qui l'amour en secret le dévore.

² V. *le Censeur des journaux* du 16 germinal an IV :

« Le citoyen Bergoing, non moins ennemi des calomnieux que
» les administrateurs du département de Vannes, alla ces jours der-
» niers trouver les auteurs du *Journal des Hommes Libres*. Bassal,
» fameux curé de Versailles, se chauffait à côté de deux personnages
» inconnus, mais dont la figure décelait des conspirateurs. »

Ce passage établit des rapports particuliers entre Bassal et *le Journal des Hommes Libres*, et ces rapports se comprennent par l'intimité de Bassal avec Lecointre.

* L'abbé Bassal, missionnaire lazariste et confesseur de madame et de mademoiselle Lecointre. Il est l'ami de la maison. L'abbé Bassal est un des plus fervents adorateurs de mademoiselle Lecointre. Il est par conséquent un des plus ardents à solliciter à l'Assemblée nationale pour obtenir le mariage des prêtres. (Note de l'auteur de *la Laurentiade*.)

Bassal (Jean), né à Béziers le 16 septembre 1752, reçu au séminaire de Paris le 29 septembre 1768, y avait fait ses vœux le 30 septembre 1770. Il était prêtre de la mission de Saint-Louis de Versailles. Il fut élu curé de Saint-Louis le 14 avril 1791, et bientôt après membre de l'Assemblée législative, où il siégea avec Lecointre. (Mémoire présenté par Bassal au Directoire du département de Seine-et-Oise pour faire liquider l'indemnité qui lui était due comme ayant vécu pendant vingt-quatre ans dans la congrégation de la Mission.)

Ces renseignements nous ont été communiqués par M. Parent de Rosan, membre de la Société de l'Histoire de France, un des chercheurs de documents les plus infatigables de ce temps de recherches, et dont l'obligeance est aussi inépuisable que l'érudition. Sa collection de Notes inédites renferme les révélations les plus

Qu'on se rappelle en outre que les débris des papiers de Saint-Émilion ont été retrouvés dans une des salles basses des lieux occupés par le Comité de Salut public, conséquemment aux Tuileries, où Vatar avait une partie de ses presses; qu'enfin ils étaient *pêle-mêle* avec des *feuilles d'impression*, et on pourra considérer notre démonstration comme acquérant un degré de plus de probabilité. (V. ci-dessus, p. 452.)

Nous aurions voulu plus encore : nous aurions désiré connaître le sort de la requête adressée par Bosc au Ministre de la Police. Le signe indiquant qu'il avait été fait droit à sa réclamation était déjà de bon augure, mais cet indice était trop léger pour nous suffire. Bosc demandait l'autorisation de faire la visite des papiers de Vatar', mis sous les scellés : nous avons donc fait effort pour savoir si cette visite avait été autorisée et si elle avait amené un résultat, si, en d'autres termes, l'on avait saisi les manuscrits de Saint-Émilion en la possession de Vatar.

Que l'autorisation ait été accordée, il est difficile d'en douter, d'abord parce que la mesure demandée n'avait rien que de juste en elle-même, et parce qu'elle était appuyée par Caille, le secrétaire intime du Ministre. Il y avait d'ailleurs guerre déclarée entre le Directoire et Vatar, Merlin (de Douai), qui était alors directeur et qui avait été pris spécialement à partie par le *Journal des Hommes Libres*, apportait dans cette lutte toute la fougue et l'âpreté de son caractère : il ne pouvait qu'applaudir aux démarches tentées pour prendre en faute un homme qui s'était posé comme son antagoniste personnel. Nous avons donc scruté, autant que cela est possible d'après les réglemens, les innombrables cartons du Ministère de la Police; nous avons passé en revue les registres du Directoire.

curieuses sur le Masque de fer, le Parc aux Cerfs, et en général sur les questions les plus ardues de notre histoire.

Nous n'avons trouvé ni décision du Ministre ni délibération du Directoire qui concernât cette affaire. Restait le dossier personnel de Vatar. Il s'y est rencontré un grand nombre de procès-verbaux d'apposition de scellés :

Le 3 prairial an IV,

Le 21 nivôse an VI,

Les 28 nivôse et 12 prairial an VII.

Mais il nous a été impossible de découvrir quant à présent la trace des scellés signalés dans la lettre de Bosc du 2 nivôse an VII. Toutefois nous avons rencontré sur nos pas une nouvelle preuve des relations étroites qui existaient entre Vatar et Lecointre. A la date du 18 prairial an VII, sous le titre de *Surveillances ordonnées par le Ministre*, on voit qu'un rapport a été fait sur un dîner donné par Vatar à ses amis, et qu'on signale comme assistant à ce dîner « Scipion Duroure, *Lecointre de Versailles*, Antonelle » et Dumouchy, Italien ». Ainsi ce n'était pas à tort que la veuve de Louvet avait associé dans sa dénonciation Lecointre et Vatar : nous les trouvons assis à la même table, ils étaient donc rapprochés par l'intimité de la vie privée aussi bien que par la communauté des opinions politiques. Mais à défaut de la preuve directe, qui aurait été ici le procès-verbal de levée de scellés apposés chez Vatar, nous possédons un témoignage presque équivalent.

En 1822, les Mémoires de Barbaroux ont été publiés par M. Ogé Barbaroux, son fils, dans la collection Berville et Barrière. 1 vol. in-8°. Paris, Baudouin frères.

Nous avons dit que ces Mémoires se divisaient en quatre parties.

La seconde, la seule qui doive nous occuper en ce moment, a été écrite dans le Bordelais ¹. C'est celle même qui fut publiée, en 1822, par le fils de Barbaroux.

¹ V. *infra*, le complément de ce qui concerne les Mémoires de Barbaroux et la rectification de ce que nous avons dit p. 382.

Or, de qui tenait-il cette seconde partie des Mémoires de son père? Il va nous le dire dans la Notice qu'il a écrite et signée, et qui sert de préface à l'ouvrage, p. xxx.

« La partie que je publie avait été remise à *M. Bosc, de l'Institut*; c'est par lui qu'elle m'a été *conservée et rendue*, et j'aime à lui témoigner ici publiquement ma vive reconnaissance.

» *Signé : OGÉ BARBAROUX.* »

Ainsi les Mémoires de Barbaroux avaient été *remis* à BOSC, DE L'INSTITUT, et c'est de lui que M. Barbaroux fils les avait reçus!

Or M. Bosc, de l'Institut, était précisément ce même citoyen Bosc qui, en l'an VII, avait demandé à profiter de l'apposition de scellés pratiquée sur les papiers de Vatar pour se faire restituer les ouvrages des Girondins, au nom de leurs familles, et spécialement *au nom de la mère de Barbaroux*. (V. ci-dessus, p. 499.)

Il faut donc conclure de ce fait que la démarche tentée à l'instigation de la veuve de Louvet avait réussi et que Vatar avait été obligé de rendre à Bosc les manuscrits des Girondins.

Il serait difficile d'expliquer autrement comment ce serait tout à la fois par Bosc que la requête fut présentée en l'an VII au ministère de la police et par lui que les manuscrits de Barbaroux furent remis à son fils vers 1810; au contraire, rien n'est plus naturel que de trouver les Mémoires de Barbaroux entre les mains de celui qui en avait poursuivi la restitution. Mais alors cette restitution avait donc été obtenue, Bosc avait donc réussi dans sa tentative, Vatar avait dû être trouvé nanti des manuscrits cherchés!

La concordance est frappante, et la déduction qui en résulte nous paraît être de la plus grande vraisemblance; toutefois il faut la limiter aux Mémoires proprement dits des

Girondins. On verra ultérieurement que le sort de leurs autres écrits a été différent et que ce n'est peut-être pas à Vatar ou à Vatar seul qu'on doit en demander compte.

Ce qui s'est trouvé si exact pour les Mémoires de Barbaroux est-il également vrai pour les papiers des autres proscrits? Nous n'avons pas la même certitude, mais de fortes présomptions nous portent à penser que la restitution a dû s'étendre aux familles de Petion, Buzot et Guadet. Nous verrons plus loin que les originaux de leurs ouvrages ne se sont pas trouvés avec le surplus des papiers des Girondins découverts en 1863, et de là on peut déjà inférer qu'ils avaient été restitués antérieurement par Vatar au moyen de l'espèce de saisie-arrêt formée par Bosc. Au contraire, les lettres de madame Roland, qui n'étaient pas connues faute de signature, et les écrits de Salle, qui n'étaient pas réclamés par sa veuve, étrangère à la pétition de Bosc, sont restés entre les mains de Vatar ou de ses amis et ont été retrouvés, en 1863, dans les circonstances que nous indiquerons bientôt.

Le manuscrit des Mémoires de Petion est retourné en la possession de son fils ¹; un fragment de ces Mémoires a été vendu le 2 décembre 1864, par Charavay, sous le n° 92 d'une collection d'Autographes sur la Révolution française.

¹ *Louis-Étienne*, né en 1782, mort le 24 décembre 1847, chef d'escadron en retraite, officier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Il n'eut, comme son père, qu'un seul enfant :

François-Xavier-Marie-Étienne-Hippolyte, mort en novembre 1865, à Ajaccio, sous-lieutenant en retraite. La descendance du maire de Paris se trouve donc éteinte.

La veuve était décédée à Paris en 1823 ou 1824. Elle possédait un portrait de son mari peint à l'huile, ses ouvrages, reliés ensemble avec les tranches aux trois couleurs, un manuscrit contenant la relation du voyage fait par Petion en Angleterre, d'autres papiers, probablement ceux qui avaient été réunis par le père de Petion, etc., etc. Ces détails nous sont donnés par M. le commandant Devere, qui avait connu très-particulièrement la famille Petion.

Nous tenons cette particularité de M. d'Yenne, très-versé dans la bibliographie révolutionnaire, et c'est lui-même qui avait cédé à M. Charavay ce fragment dont il connaissait l'origine.

Le manuscrit original des Mémoires de Buzot a aussi été retrouvé et divisé à une époque fort ancienne. M. de Trémont, amateur distingué d'autographes, en possédait un fragment. A sa vente, qui eut lieu en 1852, il fut acheté par M. de Sainte-Beuve, juge au tribunal de la Seine. Nous le reproduisons plus bas, grâce à l'obligeance du savant magistrat, qui a bien voulu nous le communiquer.

Enfin l'un des doubles de la tragédie de *Charlotte Corday* par Salle pourrait bien être parvenu par Bosc à M. Julien Guadet. Ce manuscrit, inconnu probablement de la veuve de Salle, se rattachait intimement à la maison Guadet, à Saint-Émilion. M. Julien Guadet avait été chargé par Louvet de faire des recherches pour retrouver les ouvrages des Girondins. (V. sa lettre à Louvet du 21 ventôse an III, citée p. 493 ci-dessus.) Il était donc naturel qu'au moment où ces ouvrages étaient retrouvés après tant d'efforts, un des exemplaires fût offert au seul représentant de la famille Guadet qui eût survécu à cette sanglante immolation. Ainsi s'expliquerait comment M. Jean Guadet, fils du précédent, aurait vu ce manuscrit depuis son enfance dans la maison paternelle.

En résumé, dans notre conviction, les manuscrits de Saint-Émilion ont passé entre les mains de Vatar en sortant des bureaux du Comité de Salut public. Seulement, deux hypothèses sont admissibles : ou bien ils ont été remis à l'imprimeur pour être publiés par ordre des membres du Comité qui périrent au 9 thermidor, et ils furent plus tard confiés par Vatar à Lecointre et autres; ou bien ils auraient été pris par Lecointre dans les papiers de Robespierre. Il était membre de la commission chargée de procéder à l'examen

de ces papiers, et ils auraient alors été livrés par Lecointre à Vatar.

Dans les deux cas, l'indication donnée par la veuve de Louvet était vraie et se trouvait justifiée :

Pour Lecointre, par son aveu et ses publications ; pour Vatar, par son titre d'imprimeur particulier du Comité de Salut public et les autres circonstances que nous avons relevées. Toutefois le lien entre eux et le dernier possesseur n'était pas encore trouvé, et ce possesseur lui-même n'était pas connu. Nous devons donc faire effort pour ressaisir sa trace, afin de savoir si, en remontant de main en main, on arriverait jusqu'aux personnages signalés par la lettre de Bosc au Ministre de la Police. C'est de ces dernières recherches qu'il nous reste à rendre compte.

CHARLES DUVAL.

De l'an VII à 1863, les manuscrits de Saint-Émilien semblent perdus à jamais. A part la publication de M. Guadet en 1823, le silence s'est fait sur eux ; plus il s'est écoulé d'années, moins il semble qu'il y ait de chances de les retrouver, et le souvenir de leur existence avait même disparu, lorsque tout d'un coup, « semblables à une évocation, ils sortent à la fois de l'oubli et du tombeau ». (*A propos d'autographes*, par M. Léon de la Sicotière, p. 9.)

C'était en effet une véritable apparition, et lorsqu'on voyait surgir ensemble les Mémoires de Petion, de Buzot, de Louvet, la tragédie de Salle et la correspondance intime de Buzot avec madame Roland, on aurait pu croire que l'on assistait à l'ouverture de la cassette confiée par les Girondins à la fidélité de madame Bouquey.

Cette découverte causa une sensation facile à comprendre dans le monde littéraire : elle fut discutée, commentée, mais non expliquée. Voici comment elle fut racontée par

M. Dauban, qui publia ceux de ces documents qui furent achetés par la Bibliothèque impériale :

« Vers les derniers jours de novembre 1863, un jeune homme se présenta chez un libraire du quai Voltaire¹ qui lui avait été désigné comme pouvant lui acheter des autographes et des manuscrits. Il avait sous le bras une liasse de vieux papiers trouvés dans le fond d'une caisse où son père, grand amateur de bouquins, les avait laissés. Le jeune homme revint avec d'autres liasses; on fit un bloc du tout, qui fut payé cinquante francs.

» Un mois après paraissait le catalogue d'une vente d'autographes mentionnant cinq lettres de madame Roland à Buzot, etc.

» C'étaient les papiers du jeune homme.

» Son père n'avait jamais parlé de l'intérêt qu'ils pouvaient offrir. Où les avait-il acquis? Sur ce point, il nous a été impossible d'obtenir aucune lumière, aucun renseignement. C'est donc dans les lettres mêmes, dans l'ensemble des documents, qui viennent évidemment tous de la même source, que nous avons dû chercher ces indications que la tradition nous refusait en les couvrant d'une impénétrable obscurité. » (*Lettres inédites de madame Roland*, p. 2; *Études sur madame Roland*, par C. A. Dauban, 1864.)

M. Dauban ajoutait : « Nous croyons que ces papiers ont été remis primitivement à Jullien »; et en publiant les Mémoires de Pétion en 1866, il émit de nouveau cette opinion (p. 514), qui fut aussi adoptée par M. J. Guadet, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

A cette époque et depuis lors, M. Moreau-Chaslon a publié la tragédie de *Charlotte Corday* par Salle (1864)

¹ Catalogue d'un choix de livres et de documents manuscrits sur la Révolution française, provenant du cabinet de M. G... de L..., dont la vente aura lieu les 42 et 43 février 1864. France, libraire, quai Voltaire, 9. 1864.

et le conte satirique du même auteur : *l'Entrée de Danton aux enfers* (1865). Leur habile éditeur ne donna aucun renseignement sur leur provenance.

Il y avait donc en quelque sorte une notoriété établie, de laquelle il résultait que, suivant l'expression de M. Dauban, une impénétrable obscurité couvrait de son voile l'exhumation des manuscrits de la Gironde.

Dès lors il pouvait paraître téméraire de chercher une solution à laquelle avaient renoncé ceux qui étaient le mieux placés pour la donner, puisqu'ils étaient le plus près de la source. Nous avons espéré cependant que cette obscurité pouvait être dissipée, et que le seul moyen d'y parvenir était de remonter du dernier des possesseurs aux plus anciens. Mais là était la difficulté. Quel était ce dernier anneau de la chaîne? ou, en d'autres termes, quel était l'individu qui avait vendu les papiers des Girondins à un libraire du quai Voltaire?

On affirmait que c'était un simple ouvrier, qui avait disparu et dont il était impossible de suivre la trace, les uns disant qu'il avait quitté Paris, d'autres qu'il était mort.

M. France, qui avait traité avec lui, avait quitté le commerce, et n'avait pas conservé les livres sur lesquels il avait dû inscrire le nom de son vendeur.

Heureusement l'un des deux manuscrits publiés par M. Georges Moreau-Chaslon lui avait été vendu par l'intermédiaire de M. Miard, libraire-éditeur, rue de Rivoli, n° 170. Celui-ci n'avait pas non plus gardé l'adresse de la personne avec laquelle il avait traité, mais il eut l'obligeance de nous dire que M. Lécureux pourrait nous donner cette adresse. M. Lécureux est aussi un des doyens de la librairie, chez lequel on trouve les connaissances et les manières polies du temps passé. Nous étions d'ailleurs pour lui un ancien client. Il s'empressa de nous donner toutes les indications qui pouvaient nous conduire à notre but. Il en

résulta que le vendeur des papiers de Saint-Émilion était M. Alexandre Chauliac, demeurant cité Gaillard, n° 10 bis, avenue Montaigne, dans une petite maison à lui appartenant : il était constructeur d'instruments d'optique et de physique à l'usage des sciences, élève de la maison Breton, ami particulier de M. Lécureux, qui l'avait adressé à M. France. Ce n'était donc pas l'ouvrier nomade et anonyme qu'on nous avait longtemps dépeint. Il n'avait pas quitté Paris; il avait un domicile facile à trouver, et nous nous empressâmes de nous rendre auprès de lui.

Il nous dit tout d'abord qu'il ne possédait aucuns renseignements autres que ceux qui avaient été donnés par lui à son acquéreur, et qui avaient déjà été publiés; en un mot, il reproduisit le récit très-exact fait par M. Dauban. (V. ci-dessus, p. 516.)

Nous dûmes insister. Nous lui demandâmes s'il n'aurait pas conservé quelques papiers, ne fût-ce que des enveloppes propres à nous éclairer sur l'origine des manuscrits qu'il avait vendus.

Il se décida alors à nous communiquer plusieurs feuillets d'écritures diverses et des imprimés, des numéros d'anciens journaux, etc., restés en sa possession, mais n'ayant pas de caractère déterminé. Il ajouta qu'il possédait en outre quelques médailles et cartes de députés du temps de la Révolution, ayant la même origine que les papiers vendus précédemment, et n'offrant, suivant lui, aucun intérêt. Toutefois il ne consentit point à nous les montrer; il était fort souffrant, et il était resté péniblement affecté de la première vente qu'il avait faite dans des conditions si mauvaises¹.

¹ Nous devons dire à ce sujet que nous ne saurions souscrire aux critiques qui ont été adressées au premier acquéreur des manuscrits. On lui a reproché d'avoir acheté à vil prix; mais il faut remarquer que les Lettres de madame Roland et la lettre de Barbaroux n'étaient pas signées, que les autres pièces n'étaient que des copies. Ce n'est que par l'étude ultérieure des écritures que la valeur véritable de cette

Il voulut avant tout prendre l'avis de M. Lécureux. Nous dûmes nous résigner à attendre plusieurs mois, non sans une vive impatience.

A une seconde visite, nous fûmes plus heureux : M. Chau-liac nous fit voir ces médailles et cartes dont il nous avait parlé, et qu'il avait placées sous verre dans une sorte de petit cadre.

A la première inspection, il nous fut facile de reconnaître que nos prévisions étaient pleinement réalisées !

Ces médailles et cartes portaient un nom, celui de Charles Duval, et ce nom était le couronnement de toutes nos recherches. Charles Duval, député de Rennes à l'Assemblée législative, à la Convention et aux Cinq-Cents, était le rédacteur en chef du *Journal des Hommes Libres*, le compatriote de Vatar, son collaborateur et son ami le plus intime, très-probablement son parent¹, et de plus il avait fait partie de la Commission chargée de faire lever les scellés mis sur les papiers de Robespierre, et de procéder au dépouillement de ces papiers. (V. ci-dessus, p. 489.) Il avait

découverte a été connue. Le lot de papiers acheté par M. France pouvait donc très-bien ne pas valoir même les cinquante francs qu'il déboursait. Le marché étant fort aléatoire, le prix nous paraît échapper à toute critique. M. France devait-il ensuite partager le bénéfice avec son vendeur ? C'est là une tout autre question qu'il ne nous appartient pas de juger. Ce que nous pouvons dire, c'est que M. Chau-liac ne se plaignait nullement d'avoir été trompé. Il disait seulement qu'étant revenu chez M. France quelques jours après, celui-ci lui avait demandé *s'il n'aurait pas encore des pièces de même nature*, ce qui lui faisait supposer que le libraire avait acheté les premières en connaissance de cause, mais c'était à tort suivant nous. On voit par notre travail même quelles difficultés présentait cette vérification.

¹ On a vu par l'acte de naissance de Vatar (ci-dessus, p. 503) qu'il était fils de Marie-Julie-Françoise Eon. Il appartenait donc par sa mère à la famille des Eon de Rennes. Or, parmi les jurés qui siégèrent dans le procès des assassins du général Hoche, en 1796, figure un sieur Eon-Duval, pharmacien à Rennes. Il est donc probable qu'il y avait parenté ou alliance entre les deux familles.

done pu, soit seul, soit conjointement avec Lecointre, disposer de ceux de ces papiers qui étaient à sa convenance.

Ainsi les indications de la veuve Louvet étaient vérifiées sur tous les points, et les papiers des Girondins se retrouvaient à la place qu'elle avait marquée du doigt dès l'an VII. Elle avait signalé Lecointre ou Vatar comme devant être les détenteurs de ces papiers : le premier était déjà convaincu par son aven. A l'égard du second, nous n'avions encore que des présomptions ; elles devenaient une certitude par la découverte des objets appartenant à Charles Duval, car Charles Duval c'était Vatar sous un autre nom. La provenance restait la même, et notre conclusion alternative subsistait entière, à savoir : la transmission des manuscrits de Saint-Émilion à l'imprimeur du Comité de Salut public, et la communication de ces ouvrages par lui à ses amis politiques, Lecointre, Bassal, Charles Duval, ou la soustraction directe des manuscrits opérée dans les papiers de Robespierre par les membres de la Commission des Douze, chargée de les examiner. Nous avons nommé Lecointre, parce qu'il s'était nommé lui-même : Charles Duval étant membre de cette Commission, le raisonnement ne changeait pas. Il résultait seulement de cette nouvelle révélation que les manuscrits avaient été partagés entre eux ou transmis de l'un à l'autre.

M. Chauliac consentit à nous céder les objets qu'il possédait. Nous n'en donnerons la liste que plus bas, afin de la joindre à la description des manuscrits achetés par la Bibliothèque impériale, et dont ces pièces sont le complément et la clef; disons seulement, quant à présent, que les pièces portant le nom de Charles Duval étaient au nombre de trois :

1^o Une médaille en fer à lui offerte par le patriote Palloy, avec dédicace gravée sur la tranche de la médaille (1794);

2^o Une carte d'entrée à la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité, an III;

3° La médaille de C. Duval comme membre du Conseil des Cinq-Cents, en argent.

Le problème que nous nous étions posé était résolu à nos yeux, mais il restait bien des questions accessoires à résoudre. La première qui se présentait était celle de savoir comment les papiers de Charles Duval se trouvaient en la possession de la famille Chauliac.

M. Chauliac père, vérificateur de travaux d'architecture, était décédé depuis quelques années. Sa veuve voulut bien recueillir ses souvenirs et nous dit que son mari tenait ces papiers et objets d'un M. Rosier, qui les lui avait donnés vers 1835. D'après madame Chauliac, M. Rosier les avait reçus lui-même de son oncle, M. Raveau, anciennement architecte vérificateur des travaux de la ville de Paris, et attaché spécialement aux hospices. (V. ci-dessous la déclaration détaillée de madame Chauliac.)

Malheureusement, M. Raveau était mort en 1848, M. Rosier en 1858. La veuve de ce dernier seule vivait encore. Elle avait déjà été consultée, et en vain, par M. Chauliac fils. Nous eûmes de nouveau recours à elle. Nous lui fîmes l'exhibition des objets qui nous avaient été transmis comme ayant été donnés par son mari et provenant de son oncle M. Raveau. Cette dame nous affirma qu'elle ne savait ce dont on voulait parler. Elle ne connaissait ni le nom de Charles Duval, ni ses médailles, ni ses papiers. Elle n'avait jamais rien vu, rien entendu dire : elle se renfermait dans un système de dénégation impénétrable, dans un silence absolu.

Nous ne pouvions donc compter sur la tradition orale pour franchir ce second degré : il nous restait la ressource des actes de l'état civil, qui contiennent dans leurs simples énonciations tant de renseignements biographiques. L'acte de décès de M. Raveau devait nous apprendre quels étaient ses parents, ses relations, etc. Mais il n'était pas mort à Paris !

Nous ne pûmes réussir que difficilement à savoir qu'il était décédé à Cueilley, hameau dépendant de Champigny-sur-Marne (Seine). L'acte de décès nous fut communiqué obligeamment au greffe du tribunal de la Seine.

Cet acte nous apprit que M. Raveau, veuf plusieurs fois, avait été marié en dernières noces avec une demoiselle *Caroline Duval*.

Ce nom et ce prénom étaient calqués sur ceux de *Charles Duval* : ils semblaient annoncer une filiation ou une étroite parenté, et l'induction n'était pas trompeuse. Caroline Duval était en effet la propre fille de Charles Duval.

La possession des papiers de Charles Duval par le mari de sa fille, M. Raveau, se trouvait donc parfaitement expliquée et justifiée, mais nous devions arriver à des détails plus précis et plus intimes.

Nous avions appris, au cours de ces recherches, que M. Raveau (Antoine-Remy) avait laissé un neveu, M. Firmin Raveau, architecte de la ville de Paris. L'honorable M. Firmin Raveau, plus confiant que madame Rosier, voulut bien nous donner des détails très-circonstanciés sur les rapports qui avaient existé entre son oncle et Charles Duval. Ces rapports étaient ceux de l'amitié la plus ancienne et la plus étroite. Ils étaient à quelques années près du même âge. Ils avaient partagé les mêmes opinions politiques, le même culte pour les dogmes et les pratiques de la franc-maçonnerie.

Lorsque Charles Duval fut obligé de sortir de France en 1816 par suite de son vote de mort contre Louis XVI et de l'acceptation de l'acte additionnel, M. Raveau resta fidèle à son ami proscrit. Il allait le voir en Belgique, où il s'était retiré à Huy, près de Liège. On nous a même affirmé qu'il lui servait une pension.

En 1829 Charles Duval mourut, laissant deux filles, Julie

Duval, mariée à un M. Lacaze-Sarta, demeurant à Avesnes, et Caroline Duval, née le 10 août 1793, non mariée. Celle-ci, n'ayant plus rien qui la retint en Belgique, revint en France vers 1830, et quelques années après, le 18 septembre 1834, elle épousait M. Raveau; il avait soixante-neuf ans. C'était donc une adoption déguisée plutôt qu'un mariage. M. Raveau scellait ainsi son long attachement pour Charles Duval.

M. Raveau étant décédé en 1848, ainsi que nous l'avons déjà dit, Caroline Duval, sa veuve, ne lui survécut que fort peu de temps. Elle mourut l'année suivante, instituant pour légataire universel M. Nicolas Dugeon, avocat. C'est donc entre les mains de ce dernier qu'il fallait rechercher le surplus des papiers de Charles Duval.

Cette recherche avait un grand intérêt pour nous. Les papiers achetés par la Bibliothèque impériale, par M. Moreau-Chaslou et par nous-même se composent de deux catégories fort distinctes :

1° De pièces originales autographes, les lettres de madame Roland, la lettre de Barbaroux à Salle, de Buzot à Letellier, le brouillon minute de la tragédie de Salle, etc.;

2° De *copies*, mais de copies d'une nature toute particulière et d'un aspect saisissant, soignées, uniformes, d'une même main intelligente et magistrale, précédées d'avertissements émanés évidemment d'un contemporain bien informé; rien d'un copiste vulgaire.

Qui donc avait pu se livrer à ce travail long et fatigant, et dans quel but ?

Nous avons vainement cherché à qui appartenait cette écriture, et nous avons constaté avec certitude qu'elle n'était ni de Jullien, ni de Lecointre, ni de Vatar; toutefois ce n'était là qu'un résultat négatif. Serait-elle de Charles Duval? voilà ce que nous nous demandions, ou plutôt ce que nous avons demandé aux plus riches collections d'auto-

graphes sur la Révolution, à celles de M. Léon de la Sicoitière d'Alençon, de M. Charles Renard de Caen, et de MM. Fenillet de Conches, Chambry, Sensier à Paris. Il nous avait été impossible de nous procurer une ligne émanée de Charles Duval.

Nous pensions donc trouver dans la succession de madame Raveau des écrits provenant de son père et dans la personne du légataire un dépositaire des traditions de la famille. Cet espoir ne fut pas trompé, mais nous devions en attendre longtemps la réalisation.

M. Dugeon avait changé plusieurs fois de domicile, et son adresse n'était plus connue à son ancienne demeure. Pendant plus de six mois nous ne pûmes découvrir sa nouvelle retraite, et à peine y étions-nous parvenu, dans les premiers jours de septembre 1868, qu'il était atteint par une mort presque foudroyante. Les quelques instants qu'il nous avait consacrés avec une extrême bienveillance avaient suffi pour qu'il eût pu nous transmettre les renseignements les plus précieux sur Charles Duval, et nous donner le mot du secret que nous cherchions depuis si longtemps. « Je n'ai pas sous la main, nous dit-il, les écritures que vous désirez connaître, mais il existe dans mes papiers une série de petits cahiers, écrits par M. Charles Duval, sur les rites de la franc-maçonnerie. Ces cahiers, je vous demande deux jours pour les chercher, et je me ferai un plaisir de vous les communiquer pour opérer la comparaison qui vous est nécessaire. » Lorsque nous nous présentâmes deux jours après chez M. Dugeon, il n'était plus, et pourtant, dans le court intervalle de temps que la mort lui avait laissé, il avait tenu sa parole. Sa veuve nous remit un des petits cahiers de Charles Duval, qu'il avait mis à part à notre intention. Il n'y avait ni doute, ni hésitation possible : cette main était bien celle qui avait tracé les copies des manuscrits de la Gironde. Un fac-simile des deux pièces en dira plus que

tous les commentaires. On le trouvera ci-joint. Nous nous bornerons à indiquer les principaux caractères de similitude : ils sont de deux sortes.

Les copies provenant de M. Chauliac sont reconnaissables, au premier coup d'œil, à la configuration des titres et des sous-titres écrits en ronde, avec des traits régulièrement tirés au-dessous.

Il y a en outre l'originalité de la main.

Le petit cahier de la franc-maçonnerie qui nous a été communiqué est soigneusement attaché, rogné sur les tranches, protégé par une couverture.

Il a :

0^m11^c de hauteur
sur 0^m 6^c de largeur.

Il se compose de trente-six pages foliotées par première et dernière. En tête de chaque article, se trouve un titre, et, quand il y a lieu, un sous-titre, écrits en ronde majuscule et espacés du texte par un trait, qui est reproduit invariablement à la fin de l'article.

Par exemple, page 1 :

APPRENTIF M^{on}

1^{er} GRADE.

Le signe est le guttural qui rappelle, etc.

.....

Il travaille à dégrossir la pierre brute.

Cette disposition méthodique, qui ne se dément pas un seul instant, est exactement celle des copies manuscrites des Mémoires provenant de Saint-Émilien.

L'écriture du petit registre maçonnique est, comme celle des copies, très-belle et très-soignée. Leur identité apparaît tant par la physionomie générale que par les habitudes de

plume particulières, qui sont des témoins muets, mais irrécusables. Une des lettres les plus caractéristiques de l'écriture de Charles Duval est le P majuscule. La forme en est originale et constante : elle rend son écriture très-facile à reconnaître, elle se rencontre souvent et toujours la même dans les copies des manuscrits et dans le petit cahier. (V. p. 5 v°, p. 11 v°, p. 16 v°, p. 20 v°, p. 31 v° du cahier maçonnique, et comparez avec le cahier portant pour titre : *l'Entrée de Danton aux enfers*, par Salle, appartenant à M. Moreau Chaslon.)

Mais Charles Duval n'écrit pas toujours de la même manière.

Outre son écriture moulée, il a une écriture cursive très-belle, mais très-différente de la première. Nous avons pu nous en procurer plusieurs spécimens dans les papiers provenant de la succession de madame Lacaze, la fille aînée de Charles Duval.

Nous devons cette communication à l'obligeance de M. Meunier, avocat distingué du barreau de Paris, légataire de madame Esnault, fille de madame Lacaze.

Ces pièces, rapprochées des manuscrits de la Bibliothèque impériale, ne laissent aucun doute; elles sont les unes et les autres de la même main, de la main de Charles Duval.

Les copies sont aussi de plusieurs écritures très-différentes les unes des autres.

On dirait voir à l'œuvre les cinq copistes de Lecointre.

Charles Duval n'intervient en général que pour commencer et régulariser leur travail.

Les cahiers sont tous composés d'un papier uniforme, à teinte bleue, de 0 m. 23 c. de hauteur sur 0 m. 16 c. de largeur.

Les marges sont de même dimension, larges et régulières, de 3 centim. par le haut et le bas, et de 3 centim. et demi par le côté de la tranche.

Les feuillets sont paginés par première et dernière : ils sont écrits au recto et au verso, ce qui semble exclure la pensée d'une publication, surtout pour des hommes familiarisés avec les habitudes typographiques. C'est Charles Duval qui s'est chargé d'écrire les notices descriptives placées en tête de chaque manuscrit.

Quelquefois il a écrit la première page du texte, parfois aussi il a continué, ou l'écriture de sa femme a succédé à la sienne.

Nous l'avons déjà dit, les sommaires sont rédigés et libellés avec autant de précision que de méthode. On sent que celui qui tient la plume est tout à la fois un contemporain, personnellement informé de ce qu'il avance, un homme de goût qui connaît le prix d'un manuscrit, et un homme d'affaires sachant procéder à la description technique d'une minute. On a vu que Charles Duval avait été longtemps magistrat. Il a donc opéré régulièrement et constaté l'état des pièces et leur authenticité, comme s'il s'était agi de l'ouverture d'un testament ou de la saisie d'une pièce à conviction, et c'était bien en effet une espèce de testament qu'il ouvrait, de procès criminel qu'il intentait aux Girondins.

Ainsi les œuvres des Girondins devaient nous parvenir par leurs adversaires, copiées ou certifiées de leur main ; ce sont les hommes du 31 mai qui ont sauvé involontairement les archives de Saint-Émilion. Étrange destinée des partis ! Ils se proscrivent, et de l'échafaud naît l'immortalité des victimes ; ils se poursuivent jusque dans leurs derniers écrits, et ces papiers conservés dans une pensée de haine sont recueillis pieusement par la postérité, qui en fait des titres de gloire. Mais rarement, il faut le dire, plus de péripéties ne se sont succédé dans la transmission de documents historiques : c'est pour cela que nous avons suivi avec une sorte d'intérêt passionné cette lutte de quelques lambeaux de papier contre les éléments de destruction qui semblaient

conjurés pour leur perte, et qui n'ont pu cependant empêcher leur conservation.

Le voile qui paraissait impénétrable est donc levé, et nous savons par quelles phases les manuscrits des Girondins ont passé pour venir de main en main depuis le Comité de Salut public jusqu'à nous.

Il nous reste à donner sur chacun des possesseurs des manuscrits les détails auxquels nous n'aurions pu nous arrêter sans rompre le fil du récit.

Ces possesseurs ont été successivement, outre L. Leconte :

Vatar,
Charles Duval,
M. Raveau,
Caroline Duval,
M. Rosier,
M. Chauliac,
M. France.

Les propriétaires actuels sont :

Les Archives de l'Empire,
La Bibliothèque impériale,
M. J. Guadet,
M. Moreau Chaslon.

Après cette revue des personnes, on trouvera plus bas des tables qui contiennent la classification des pièces dont nous venons de rechercher l'origine et de suivre la filiation, manuscrits des Girondins, copies des Montagnards, cartes, médailles, portraits. Ce sera pour nous le bilan des résultats obtenus, et pour nos lecteurs l'index propre à les guider au milieu de ces longues pérégrinations.

VATAR. (*Suite*). — Nous devons reprendre l'esquisse biographique de Vatar au point où nous l'avions laissée : son rôle changea avec les événements.

A la date du 9 thermidor il lui était dû par le Comité de Salut public des sommes considérables, qui s'étaient élevées à 420,000 francs, réduites par des à-compte à 180,000 francs. Le 19 frimaire an III, il présenta une note de 240,000 francs, y compris *les impressions commencées*. « Toute ma fortune, disait-il au Comité, et celle de mes prêteurs est entre vos mains. » Le Comité répondit en supprimant l'imprimerie particulière dont Vatar était le chef par arrêté du 19 nivôse an III. Un procès s'engagea et fut soumis à l'arbitrage de *Guyot*, homme de loi, celui qui avait été nommé défenseur d'office de Charlotte de Corday. (V. *Dossier de C. de Corday*, p. 53.) Il n'accorda à Vatar qu'une somme insignifiante de 12,000 francs. On comprend dès lors que si Vatar était détenteur de quelques manuscrits intéressants, il se soit cru autorisé à les conserver comme une faible compensation de ce qu'il réclamait, et comme gage de ces *impressions commencées*, dont il n'avait pu obtenir le paiement.

Son journal, qui avait été jusque-là un organe de gouvernement appuyé et subventionné par les hommes alors au pouvoir, devint au contraire un journal d'opposition, et d'opposition violente. Antonelle, Félix le Pelletier, J. Lavallée et tous les hommes restés fidèles au drapeau de la Montagne, concouraient à sa rédaction. Leurs articles, rédigés avec talent et signés, donnaient un caractère de gravité particulière aux coups portés par eux contre le Directoire. De là une lutte acharnée qui se prolongea pendant huit années. Le journal de Vatar fut supprimé douze fois¹, et douze fois il reparut sous une dénomination nou-

¹ Dans une adresse de Vatar à ses concitoyens (12 frim. an VIII),

velle. Appositions de scellés, arrestations, mise en surveillance, rien ne put triompher de l'opiniâtreté bretonne de Vatar.

Sous le Consulat, Vatar fut compris dans les proscriptions qui suivirent l'explosion de la machine infernale.

Les premières rigueurs du gouvernement s'étaient appesanties sur les anciens Montagnards que l'on appelait : *la queue de Robespierre*. Vatar fut porté sur la liste pour *opinions et manœuvres séditieuses*. Son crime était d'être l'ancien propriétaire du *Journal des Hommes Libres*, écrit souvent avec plus d'esprit que de sagesse, disent les notes du dossier (Archives de la marine). Il se cacha et sut se soustraire aux recherches de la police pendant près d'une année. On peut supposer que ce fut à cette époque que Vatar dut confier à ses amis ce qu'il avait de plus

il fait lui-même l'énumération des titres divers sous lesquels son journal a paru :

- 1° *Le Journal des Hommes Libres de tous les pays*;
- 2° *Le Persévérant*;
- 3° *Le Républicain*;
- 4° *Le Journal de France*;
- 5° *La Correspondance des Représentants du peuple*;
- 6° *La Tribune nationale*;
- 7° *La Lumière*;
- 8° *Le Consolateur*;
- 9° *Reprise du Journal des Hommes Libres de tous les pays*;
- 10° *L'Ennemi des oppresseurs de tous les temps*;
- 11° *Le Journal des Hommes*;
- 12° *Le Journal des Républicains*.

« Tels sont, dit-il, les efforts que j'ai dû faire pour conserver à chacune des suppressions de ma feuille un journal véridique, courageux, hors de toute influence, digne enfin de la cause républicaine. »

M. Deschiens lui rend cet hommage qu'il n'a jamais cessé de manifester les mêmes opinions, qu'il résista à toutes les séductions du pouvoir, et qu'il fut toujours le même, ce qui, dit-il, dans l'espace de temps qu'il a parcouru, mérite de fixer un instant l'attention. (*Bibliographie des journaux*, p. 501.)

précieux, et qu'il remit ce dépôt à Charles Duval, entre les mains duquel nous en retrouverons une partie.

Au bout d'un an, les véritables auteurs de la machine infernale avaient été découverts, jugés et exécutés (18 germinal an IX, 8 avril 1801). Saint-Régent et Carbon, en avouant leur crime, avaient disculpé le parti montagnard d'un attentat qui était l'œuvre de royalistes ayant appartenu à la chouannerie. Vatar crut pouvoir se montrer de nouveau sans danger ; on l'arrêta néanmoins, malgré son innocence reconnue ¹. On l'envoya d'abord à l'île d'Oléron, où il resta une année avant d'être expédié pour Cayenne.

Éon, son proche parent et son collaborateur au *Journal des Hommes Libres*, fut compris dans cette persécution et envoyé aux Séchelles. L'animosité manifestée contre les rédacteurs du *Journal des Hommes Libres* provenait sans doute des attaques violentes qu'ils avaient dirigées contre la famille Bonaparte (V. *Moniteur* du 1^{er} fructidor an VII), car Vatar était admirateur de la personne même du Premier Consul, et il ne se montra nullement hostile au 18 Brumaire. (V. n^o du 8 nivôse an VIII ².)

Vatar ne reparut plus ³.

¹ Dans le rapport de Fouché qui précède l'arrêté des Consuls du 14 nivôse an IX, on lit : « Tous n'ont pas été pris le poignard à la main, mais tous sont universellement connus pour être capables de l'aiguiser et de le prendre. »

Nous ne connaissons rien de plus monstrueux qu'une pareille doctrine, si ce n'est l'application qui en a été faite au malheureux Vatar. On comprend qu'après l'explosion du 3 nivôse an IX il ait pu être pris des mesures *ab irato*, les vrais coupables n'étaient pas connus ; mais en l'an XII, transporter à Cayenne un homme dont l'innocence est matériellement constatée depuis un an, et lui infliger sciemment un supplice immérité, c'est le *nec plus ultra* de la barbarie dans l'iniquité !

² Il se borna à demander le rappel des déportés de fructidor qui lui avaient fait, dit-il, une guerre injuste et sanglante. Bientôt il devait partager leur sort et les retrouver à Cayenne !

³ *Vatar-Jouannet* (François-Bénit) n'échappa qu'en se réfugiant à

Toutes les biographies le font mourir avant 1815. On pouvait, en effet, supposer que, s'il n'était pas rentré en Europe lorsque les proscrits de l'Empire devinrent pour la Restauration des victimes qu'il fallait secourir et dédommager de leurs souffrances, c'était parce qu'il avait succombé au climat meurtrier de la Guyane. Il n'en était rien cependant, Vatar avait résisté à cette température si difficile à supporter pour les Européens, comme Pichegru, qui sut aussi se soustraire au danger en cultivant son jardin à la bêche et en allant chaque jour à la chasse. Vatar, lui, se livra à la vie active du commerce, et il parvint à s'acclimater sous le ciel du tropique. Il aurait pu quitter la colonie lorsqu'elle fut prise par la flotte anglo-portugaise en 1807, ou revenir plus tard en France. Il préféra rester sur la terre d'exil qu'il avait su dompter par son invincible énergie; il ne mourut que le 24 juin 1835.

Il était âgé de soixante-quatorze ans et juge auditeur au Tribunal de première instance de Cayenne¹!

Périgueux, où il continua d'abord à se livrer à sa profession de typographe; mais il l'abandonna plus tard pour s'ouvrir une autre voie. Des études suivies et de grands travaux sur l'histoire, l'archéologie, la géologie, en firent un savant distingué, et lorsqu'il mourut, le 18 avril 1845, l'ancien prote du Comité de Salut public était devenu, sous le nom de Jouannet, bibliothécaire de la ville de Bordeaux et membre correspondant de l'Institut de France. Sa vie a été écrite par M. Lapouyade, président du tribunal de la Réole, 1848, et par M. L. Lamothe, secrétaire général de l'Académie de Bordeaux.

¹ L'opinion que Vatar est mort à Cayenne pendant l'Empire est si généralement répandue, que, quand nous avons avancé le contraire, nous avons rencontré une incrédulité partagée même par les membres de la famille Vatar. Pour lever tous les doutes, nous transcrivons ici son acte de décès, que nous devons à M. Pierre Margry, conservateur adjoint des Archives de la marine, connu par ses savantes publications sur la marine française : *Belain d'Esnebuc et les Normands aux Antilles; la Révolution maritime du quatorzième au seizième siècle*, etc., et surtout : les Mémoires inédits pour servir à l'histoire des Français dans les pays d'outre-mer.

« Aujourd'hui mercredi 24 juin 1835, à sept heures de la matinée,

L'ancien propriétaire du *Journal des Tigres* était devenu magistrat : étrange contraste avec Baudrais, un autre proscrit de nivôse, qui avait été inscrit sur la liste des déportés quoiqu'il fût depuis cinq ans juge à la Guadeloupe ! Là c'était le magistrat *des* colonies qui était déporté *aux* colonies, tandis que Vatar, au contraire, de déporté, était devenu magistrat dans le lieu même de la déportation !

Y aurait-il quelque espoir de retrouver les papiers de Vatar, et dans ces papiers des traces des manuscrits de Saint-Émilien ou des notes sur les rapports du Comité de Salut public avec son imprimeur, et de celui-ci avec Lecointre et Charles Duval ? Nous n'avons osé tenter la recherche, et cependant les hasards sont tels en pareille matière, qu'on ne doit jamais reculer devant un essai, quelque désespéré qu'il puisse paraître.

Ainsi, causant avec le vénérable M. Caille-Desmares, ancien Aumônier de Sainte-Pélagie, aujourd'hui Chanoine de l'Archevêché de Paris, il vint à me dire fortuite-

par-devant nous sont comparus MM. Hyacinthe Jérôme, curateur aux successions vacantes..., et Étienne-Désiré Martin, commis à la curatelle... lesquels nous ont déclaré que M. René-François-Charles Vatar, juge auditeur du Tribunal de 1^{re} instance, ancien négociant en cette colonie, né à Rennes (Ille-et-Vilaine) le 2 juin 1761, fils de feux (*sic*) S^r Julien-Charles Vatar et de dame Marie-Françoise-Julie Eon, est décédé hier à cinq heures du soir dans la maison des héritiers Favard, sise rue Francklin. D'après cette déclaration et nous être assuré du décès dud. S^r René-François-Charles Vatar, nous avons dressé le présent acte par triplicata, etc.... Signé : Martin fils, Jérôme, Merlet, lieutenant commissaire, commandant de la ville, officier de l'état civil. » Archives de la marine.

27 juin 1835.

« Monsieur le ministre,

» J'ai l'honneur de vous informer que M. Vatar, juge auditeur près le Tribunal de 1^{re} instance, est décédé le 24 de ce mois. Ce magistrat était fort âgé et depuis longtemps atteint d'une maladie grave.

» Signé : Jubelin, Gouverneur de la Guyane française. »

ment qu'il avait été élevé à Cayenne, et qu'il y était resté jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

Mais, lui dis-je, vous avez dû connaître Vatar, qui avait été déporté dans cette colonie ?

Le père Vatar, me répondit-il, oh ! certainement ; il demeurait dans la maison appartenant à une dame Allaire.

Il était négociant. Je le voyais tous les jours en passant devant son magasin. Il tenait une espèce de bazar pour des marchandises de toutes sortes, comme c'est l'usage dans la colonie. Mais il s'occupait beaucoup de politique ; il était très-lié avec le fameux Victor Hugues ¹ et autres hommes de la même opinion ; il se tenait des conciliabules chez lui.

Nous avons souvent des discussions à propos de la religion.

C'était un homme petit, gras, le teint cuivré par le soleil de la Guyane ; il portait perruque ².

¹ Victor Hugues, connu par la violence de ses opinions, avait été successivement accusateur public près les tribunaux révolutionnaires de Rochefort et de Brest, commissaire de la Convention dans les îles du Vent, gouverneur de la Guyane, etc. Jusqu'en 1809 il continua, dit sa biographie, après avoir cessé ces fonctions, de vivre comme simple planteur dans la colonie qu'il avait si longtemps administrée comme commandant en chef. Il ne revint en France qu'en 1822, pour se faire soigner d'une maladie d'yeux qui le menaçait de cécité. Le récit de M. l'abbé Caille est en parfaite harmonie avec ces faits.

² Extrait d'un état des individus compris dans le sénatus-consulte du 15 nivôse an IX :

René Vatar.	Agé de 41 ans, de Rennes.
Signalement.	Taille. 1 mètre 63 c.
	Cheveux et sourcils bruns.
	Front haut.
	Nez long.
	Yeux gris.
	Bouche petite.
	Menton rond.
	Visage carré.
Profession.	Imprimeur.

Chose étrange, c'est par les papiers de *Caille-Desfontaines* (V. *supra*, p. 500) que j'avais été conduit à cette longue digression sur René Vatar, et c'est par les renseignements de M. Caille-Desmares, son cousin, que cette même digression se trouvait close après bien des détours, et non sans avoir passé d'un continent sur l'autre et d'un siècle à un autre siècle.

CHARLES DUVAL (*suite*), originaire d'une famille de protestants qui avait fait abjuration en 1619, était né à Rennes le 2 février 1750¹. Son père était Conseiller au Présidial de cette ville.

De 1780 à 1790, Charles Duval porta le titre et remplit les fonctions de Conseiller du Roi, assesseur de la Maréchaussée², à la résidence de Rennes. En 1794, il fut élu

Décision.	Compris au S.-C. du 15 nivôse an IX.
Renseignements sur sa conduite av ^t sa détention.	Opinions et manœuvres séditieuses.
Depuis.	Très-tranquille.
Observation.	Ancien propriétaire du <i>Journal des Hommes Libres</i> , écrit souvent avec plus d'esprit que de sagesse.

¹ Extrait du registre de la paroisse de Saint-Germain de Rennes, année 1750. *Charles-François-Marie*, fils de maître Étienne-Julien DUVAL, Conseiller du Roi et son Juge Magistral en la Sénéchaussée et Siège Présidial de Rennes, et de Dame Rigadou, son épouse, a été Baptisé le 2 février mil sept cent cinquante. Le perein, *Charles Duval*, Françoise Rigadou, marraine.

² Les *Maréchaussées* ou *Connétablies* étaient des tribunaux qui étaient chargés de faire sommairement le procès des soldats en marche quand ils s'éloignaient du quartier pour piller, aux voleurs de grand chemin, aux faux monnayeurs, aux vagabonds. Les prévôts des maréchaux jugeaient avec l'assistance de sept officiers tirés du présidial le plus voisin. (V. CHERUEL, *Dictionnaire des institutions de la France*, vol. II, p. 734.)

Avant d'être reçu en titre d'office, on faisait une enquête et information des vie et mœurs du candidat. Cette enquête s'est retrouvée dans les papiers de Charles Duval : les témoins déposent « connaître

membre du Tribunal de District de la Guerche, et appelé au bout de neuf mois à l'Assemblée législative par le département d'Ille-et-Vilaine. Dans une lettre à Carra, adressée au *Moniteur*, il se présente comme « professant dans toute leur pureté les bons et grands principes qui constituent le vrai patriotisme ». Il se plaint d'avoir été confondu avec les ministériels, et de voir son nom associé à celui des ennemis du peuple.

En même temps il combattait Bertrand de Molleville, ancien Intendant de Bretagne et alors Ministre de la marine, et il proposait à l'Assemblée de déclarer qu'il avait perdu sa confiance. (Séance du 23 février 1792.) Ses actes, d'accord avec ses paroles, montrent ainsi dès son début dans la carrière politique quel était le parti auquel il appartenait et auquel il resta constamment fidèle pendant l'existence de la République. Il n'existe qu'un discours de lui à l'Assemblée nationale, mais il est fort beau. Il fut prononcé au moment des premières hostilités qui suivirent la déclaration de guerre de 1792. Charles Duval saisit cette occasion pour signaler une lacune qui existait et qui existe encore dans notre législation.

« C'est surtout dans nos Lois que les différents peuples » doivent trouver des preuves de l'affection fraternelle qui » doit un jour lier tous les hommes. Mais nos Lois se » sont-elles assez occupées des étrangers?... La loi sur les » Jurés ne dit pas un mot des étrangers; la loi sur la Police » municipale et la Police correctionnelle n'en parle pas davantage. Nulle part on ne s'est occupé d'eux; nulle part on » ne dit comment les étrangers seront jugés en France... » — Après avoir peint éloquentement la position intéressante de

» ledit s^r Duval pour être de la religion cath., apost. et rom., l'avoir » vu différentes fois entendre la s^{te} messe, se confesser et recevoir le » s^t sacrement d'eucharistie, qu'il a satisfait à son devoir paschal pour » la présente année, et qu'il est fort zélé pour le service du Roy et du » public ».

l'étranger accusé qui n'a personne pour répondre de lui, personne pour l'éclairer, personne pour le comprendre, il demande que la Loi lui donne *plusieurs interprètes*, afin qu'il ne soit pas à la merci d'un seul homme; il veut en outre que les Jurys d'accusation ou de jugement soient composés par moitié de ses compatriotes ou d'étrangers comme lui, à l'imitation de ce qui se passe en Angleterre; il demande enfin qu'on emprunte aussi au peuple anglais l'institution du Jury en matière civile. L'Assemblée prononça le renvoi au Comité de législation. (V. *Moniteur* du 2 mai 1792.)

Il fut appelé à siéger à la Convention : sa notoriété était telle qu'il aurait été nommé par plusieurs départements; on dit même par sept départements à la fois, tant sa probité, ses talents et son patriotisme étaient connus. Nous n'osons nous porter garant de ce fait, que nous trouvons dans une lettre sans signature adressée au *Courrier universel*, et datée du 26 août 1829, Huy (Belgique).

Après le discours que nous avons rapporté et qui est inspiré par les sentiments les plus élevés des droits de la défense, on est douloureusement surpris en voyant Charles Duval se montrer en pleine contradiction avec lui-même dans le procès de Louis XVI. « *Comme organe de la loi*, dit-il, je prononce la mort », et il repoussa l'appel au peuple et le sursis. L'esprit de parti l'emporta sur les convictions humaines du légiste.

Organe de la loi ! Le Code criminel de 1791 exigeait qu'avant de condamner le juge lût le texte de la loi sur lequel la condamnation était fondée (titre VIII, art. 12). Charles Duval, avocat, ancien magistrat au criminel, ancien *Conseiller du Roy*, aurait bien dû se souvenir de cette disposition lorsqu'il condamnait Louis XVI, en se prétendant organe de la loi. Nous demandons laquelle ?

La Déclaration des droits portait : que nul ne pouvait être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit. Cette loi antérieure ne pouvait être

que le Code pénal de 1791. Or, Louis XVI a été condamné : 1^o pour conspiration contre la liberté publique; 2^o pour attentat contre la sûreté générale de l'État¹. Mais on chercherait vainement dans le Code de 1791 un texte qui ait défini et puni, puni de mort, *la conspiration contre la liberté publique ou l'attentat contre la sûreté générale de l'État*.

Il n'existe pas de cas de ce genre prévu par un article déterminé de la législation d'alors; tout au plus trouverait-on un chapitre III : des Crimes contre la sûreté *intérieure*² de l'État. C'est l'intitulé de la Section II, du Titre I^{er}, de la deuxième partie : Section qui renferme les incriminations les plus diverses et les plus contradictoires. Condamner en vertu d'une *rubrique*, c'est le *nec plus ultra* de la dérision; autant vaudrait aujourd'hui déclarer quelqu'un coupable : de CRIME CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE, titre de notre Code pénal qui contient trois chapitres, dix sections et plus de cent articles, depuis la haute trahison jusqu'au vagabondage. Ce n'est pas assurément le lieu de traiter une pareille question; mais nous n'avons pas voulu laisser passer sans protestation cette prétention de couvrir du nom de la loi un

¹ Nous citons le texte du procès-verbal de la séance du 45 janvier 1793, reproduit dans le procès-verbal de la Convention, de l'imprimerie nationale, p. 223. C'est le seul texte officiel conforme aux procès-verbaux manuscrits.

Le *Moniteur* notamment est fort inexact. On y lit (n^o 48 de 1793, p. 161, édition Plon) : « La Convention nationale déclare Louis Capet coupable d'*attentat* contre la liberté et de *conspiration* contre la sûreté générale de l'État. » C'est précisément l'inverse de la vérité. Au reste, la Convention elle-même s'est montrée fort peu rigoureuse dans son langage; ainsi elle décrète que Louis sera accusé de conspiration contre la liberté de la *nation*; puis la question posée est celle de savoir s'il a conspiré contre la *liberté publique*, etc., etc.

² Il existe une première section « des crimes contre la sûreté extérieure de l'État. » C'est probablement pour réunir ces deux incriminations en une seule qu'on a imaginé le mot d'*attentat* contre la *sûreté générale*, qui comprenait ainsi toutes les variétés du genre!

acte contraire à toutes les lois¹. Qu'on soutienne avec Robespierre « qu'on devait condamner Louis XVI sur-le-champ à mort, sans autre forme de procès et en vertu de l'insurrection », ou qu'on dise avec Saint-Just « qu'un roi n'était pas un citoyen et qu'il fallait le tuer comme un ennemi, comme un barbare placé en dehors du droit des gens » : soit, mieux vaut le cynisme de l'atrocité que l'hypocrisie d'une légalité mensongère.

Duval a-t-il coopéré au 31 mai ? On l'a dit ; nous n'avons pas trouvé de trace matérielle de sa participation au complot de la Commune insurrectionnelle ; mais on ne peut douter qu'il ait accepté le fait accompli, et il est facile de se rendre compte de ses sentiments en cette circonstance par les accusations qu'il porta contre Gilbert, suppléant de Lanjuinais, uniquement parce qu'il avait donné sa démission après le 2 juin. (V. séance du 27 juillet 1793.)

Charles Duval monta très-rarement à la tribune, sans doute à cause de la faiblesse de sa constitution physique ; c'est en invoquant cette raison qu'il refusa la direction du *Journal de la Montagne*, qui lui était offerte par la Société des Jacobins sur la proposition d'Hébert. (V. *Moniteur* des 19 et 21 brumaire an II.) Il fut élu secrétaire de cette Société le 29 nivôse, et Président le 18 ventôse an II². Il succédait dans ce poste à Lavicomterie, et il eut pour

¹ C'est ce que Lecointre a du moins la bonne foi de reconnaître. Tout en condamnant par des motifs politiques, il proclame « qu'il n'existoit pas de Loix pour juger Louis... et qu'il n'étoit pas coupable aux termes de la Constitution... (V. *Opinion de L. Lecointre sur le jugé de Louis Capet*, imprimé par o. de la C. n.)

² Voici une de ses allocutions en réponse à une députation de la Société populaire de Melun : « C.C., il en est de la République comme de l'enfance de l'homme, ce n'est qu'à travers les dangers qu'elle parvient à la maturité ; mais enfin elle y arrive, elle deviendra homme, n'en doutez pas. Nos efforts réunis l'y feront parvenir, et les Jacobins à cet effet ne feront jamais qu'un avec les vrais Sans-culottes de la République. » (*Journal de la Montagne* du 29 ventôse an II.)

successeur Legendre, le 6 germinal. Il présida ainsi la Société pendant les séances émouvantes où Robespierre attaqua les Hébertistes, préludant au guet-apens qu'il préparait à Danton.

Peut-être Charles Duval ne parut-il pas au dictateur à la hauteur de ses fonctions ou assez favorable à ses vues, toujours est-il qu'il fut porté sur les dernières listes de proscription qui circulaient avant le 9 thermidor. (V. p. 455, à la note.) Aussi, dans cette journée, il se déclara avec énergie contre Robespierre. « Président, s'écria-t-il, au moment où l'arrestation de celui-ci n'était pas encore décrétée, est-ce qu'un homme sera le maître de la Convention ? » Plus tard il fit un compte rendu spécial de cette mémorable séance du 9 thermidor, et dans une brochure qu'il publia ultérieurement pour sa défense il dit :

« L'on ne m'a jamais vu flagorner ni caresser personne, et » Robespierre, auquel Courtois, dans son rapport, prétend que » j'étais dévoué, ne m'a jamais vu chez lui, ni dans aucune de » ses sociétés; je ne lui ai peut-être pas parlé trois fois dans » ma vie, et certes son ton seul et ses manières en fesaient, » pour moi, l'homme de la Convention que j'aurois le moins » recherché. Je le haïssois bien avant que son ambition se manifestât, par cela seul que je le trouvois tyran de l'opinion. » (Charles Duval à ses collègues, 25 niv. an III, p. 9.)

Charles Duval fut nommé membre de la commission chargée de l'examen des papiers de Robespierre. (V. ci-dessus, p. 489.) C'est ainsi qu'il aurait pu trouver le moyen de se procurer les manuscrits des Girondins, s'ils ne lui ont pas été remis par Vatar.

Nous devons dire à sa décharge qu'il ne remplit pas longtemps ces fonctions, et qu'il se fit remplacer au bout de quelques jours sur la motion de Lecointre (V. *Journal de la Montagne* du 29 thermidor an II¹), par la raison ou

¹ V. *Moniteur* du même jour, séance de la Convention du 28. « Les

sous le prétexte qu'il était surchargé de travaux. Suivant Courtois, la composition de la première commission, datée du 12, aurait été modifiée parce qu'elle n'aurait pas répondu, par esprit de parti, à la confiance de l'Assemblée. Courtois fit partie de la seconde, composée de vingt et un membres, et il fut chargé du rapport sur les papiers de Robespierre. Ses détournements sont notoires, ils ont été avoués par lui. Déjà nous en avons trouvé la preuve dans la lettre de Salle à Saint-Just. (V. ci-dessus, préface, § III.)

Il ne faudrait pas conclure de cet exemple que les papiers des Girondins aient suivi la même voie. Ce qui paraît avoir tenté Courtois, ce fut plutôt l'appât des papiers politiques, des reliques royales, la lettre de la Reine à Madame Élisabeth, la boucle de cheveux de son fils et les gants qui l'accompagnaient, la correspondance du comte de Provence avec Favras et même avec Robespierre (?). Courtois a prétendu qu'il « ne s'était emparé secrètement de ces monuments historiques et qu'il ne les avait tenus cachés avec le plus grand soin que pour les soustraire à la brûlure qui les menaçait ». (Lettre au préfet de la Meurthe, de mars 1816, v. la *Gazette des Tribunaux* du 13 janvier 1833.) Il reconnaît ainsi avoir conservé des papiers concernant Robespierre et autres conspirateurs, pour terminer la deuxième partie de son rapport. Un état trouvé chez lui après sa mort et publié par son fils ¹ détermine

représentants du peuple Bourdon (de l'Oise), Charles Duval, Audouin et Perrin (des Vosges), actuellement en mission, surchargés d'occupations, ne peuvent se livrer aux travaux de la commission chargée de la levée des scellés apposés sur les papiers des conspirateurs et de leurs complices. La Convention nationale, sur la proposition du bureau, nomme pour les remplacer les représentants du peuple Legaux, Letourneur de la Sarthe, Espert de l'Ariège et Dizès. »

¹ Papiers de Courtois, Bibl. imp., Lb⁵⁵ 4803, brochure de 36 pages. Cette espèce d'inventaire contient, p. 28, vingt-six numéros énonçant

exactement quelle était la nature de ces pièces. Aucune n'a trait aux proscrits de Saint-Émilion. Courtois présentait sa conduite comme inspirée par le respect pour des souvenirs royalistes, ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était agi des derniers écrits de la Gironde. Il est allé jusqu'à dire dans sa lettre au préfet de la Meurthe : « C'est une bonne action de plus dans ma vie, destinée à voiler quelques erreurs trop graves pour que je les oublie moi-même. » Quoi qu'il dise, cette bonne action n'a pas toujours été appréciée avec la même indulgence. De justes et sévères paroles ont été prononcées par l'illustre Philippe Dupin dans le procès que Courtois fils eut le singulier courage d'intenter contre M. le duc Decazes en 1832.

« Chez tous les peuples, dit-il, et dans tous les temps, ces vœux des mourants ont été respectés ; ces dépôts testamentaires ont toujours été chose sainte et sacrée. Au milieu même de la guerre, au sein des discordes civiles, la tombe eut le privilège de désarmer un ennemi et de consacrer les dernières prières des victimes. En présence d'une haute et touchante infortune, ces sentiments, ces idées semblaient devoir acquiescer encore un plus puissant empire.

» Cependant Courtois n'en fut point touché ; il garda le testament de la Reine, au lieu de l'envoyer à *sa destination*. Il conserva ces sortes de reliques de famille destinées à des parents malheureux par une parente plus malheureuse encore. »

Ces reproches, il faut le reconnaître, pèsent en partie sur Charles Duval. Sans doute il ignorait quel était l'auteur des lettres à Buzot, mais la lettre de Barbaroux portait le nom de son auteur écrit par Jullien. Les manuscrits de Salle étaient signés. Il était facile de renvoyer à qui de droit cette

les pièces que Courtois père aurait possédées et qui, suivant Courtois fils, auraient été soustraites par M. Decazes. A en juger par les titres, ces pièces auraient été du plus haut intérêt, non pour l'épisode des Girondins, mais pour l'histoire générale de la Révolution.

propriété rendue doublement sacrée par le malheur et par la mort.

C'est surtout comme publiciste que Charles Duval s'était fait connaître. Le journal qu'il dirigeait et rédigeait sous des titres divers mériterait une monographie spéciale, omise, nous ne savons pourquoi, par MM. Cauchois-Lemaire et Hatin, dans les consciencieux ouvrages qu'ils ont consacrés à l'histoire du journalisme révolutionnaire. Duval s'était entouré pour collaborateurs d'hommes distingués. Nous avons déjà cité Antonelle, Félix Lepelletier, il y avait aussi Éon, de Rennes, et Littré, le père du savant membre de l'Institut; il signait sous l'anagramme de *Tirtel*¹.

Il a rendu compte de la manière suivante de l'esprit qui l'avait dirigé dans la rédaction du *Journal des Hommes Libres*.

« Quant aux principes du journal qu'on a aussi attaqué » dans le rapport sur la conspiration de Robespierre, j'en fais

¹ Nous tenons ce détail de M. Littré lui-même, qui a bien voulu nous faire part des souvenirs qu'il avait conservés de Charles Duval. Son père et Charles Duval s'étaient liés d'abord comme collaborateurs au *Journal des Hommes Libres*, puis comme collègues dans l'administration des droits réunis sous l'Empire. M. Littré se rappelle avoir entendu dire à Charles Duval en frappant sur l'épaule de son père : « Si tu n'étais pas athée, je ne te croirais pas un honnête homme. »

Après la mort de C. Duval, sa fille Caroline revint en France et céda à M. Littré divers objets, notamment un Voltaire, édition de Kehl, provenant de C. Duval et portant son nom imprimé sur le dos. M. Littré le possède encore aujourd'hui.

Cependant Charles Duval, qui avant la Révolution était un catholique pratiquant (V. ci-dessus p. 535, à la note), était revenu à la fin de sa vie à ses premiers sentiments. On lit dans l'épithaphe de sa femme, morte avant lui :

Ad memoriam... sponsarum optimæ...

Breviter super terram descensus

Ad cælos rediit hic angelus.

.

Vos omnes qui eam cognovistis.

. intendite

Voces sponsi et filiorum.

» juges tous ceux de mes collègues qui l'ont constamment
 » suivi, et ils sont en grand nombre. Qu'ils disent si jamais
 » ils l'ont trouvé servile, rempant, désorganisateur; non, il
 » a été entrepris pour la liberté et adressé aux hommes libres;
 » il en a toujours été digne, j'ose le dire; je n'ai jamais écrit
 » que ce que j'ai cru être le bien, que ce que j'ai cru utile à
 » la liberté, à la patrie. J'ai pu me tromper quelquefois, mais
 » toujours j'ai pensé, agi, écrit d'après ma manière d'envisa-
 » ger les objets, et non d'après telle ou telle impulsion, tel ou
 » tel intérêt, telle ou telle passion, telle ou telle cabale, faction,
 » parti ou opinion régnante... » (*Loc. cit.*, p. 8.)

Charles Duval fut élu membre du Conseil des Cinq-Cents. Il continuait à s'occuper de son journal, nous en trouvons la preuve dans une lettre qui lui est adressée par Ginguené le 6 frimaire de l'an IV, contenant la demande d'un compte rendu ¹.

Ginguené, natif de Rennes, était ainsi le compatriote de Charles Duval et le parent de sa femme; il avait été l'un des témoins de son mariage. Il avait couru la même carrière, en rédigeant avec Cerutti *la Feuille villageoise*. Il n'est donc pas surprenant qu'une grande intimité régnât

¹ Au citoyen Charles Duval, membre du Conseil des Cinq Cents, rue St Roch.

« Je t'envoie, mon cher ami, un exemplaire de l'édition de notre Chamfort. Je n'ai pas besoin de te prier de l'annoncer avec bienveillance. Je recommande seulement à ton indulgence et à ton amitié la notice biographique. Elle est d'un auteur qui t'aime et qui ne sait comment il a pu réussir à l'achever, malgré son imperfection, au milieu des occupations dont il est surchargé depuis plus d'un an. Je te salue et t'embrasse, Julie et les jolis enfants.

» Signé : GINGUENÉ. »

Ce 6 frimaire an IV.

Des lettres de la femme de Ginguené à Charles Duval semblent attester une parenté rapprochée, puisqu'elle le tutoie. Cette correspondance donne des détails intéressants sur l'ambassade de Ginguené à Turin. On y lit cette curieuse phrase : « Croirais-tu qu'il nous a été impossible de trouver à Genève ni *les Confessions* ni *la Nouvelle Héloïse*? Oh! honte pour les Genevois! »

entre eux. Ils avaient d'ailleurs les mêmes goûts littéraires, la même inflexibilité qu'ils tenaient du pays natal.

Gohier-Duplessis, autre Breton, était au nombre des amis les plus intimes de Charles Duval.

On verra plus bas que Gohier, devenu membre du Directoire, avait donné à Charles Duval une carte de passe pour lui assurer ses entrées chez lui à toute heure. (V. *infra*, p. 574.) Il lui envoyait ses ouvrages ; nous avons retrouvé l'exemplaire de ses Mémoires portant l'*ex dono* de sa main. La fille de Gohier avait épousé le fils de Merlin de Douai ; elle entretenait avec Caroline Duval (madame Raveau) une correspondance qui s'est retrouvée en partie dans les papiers de M. Dugeon. Français, de Nantes, et M. de Château-Giron faisaient encore partie de la pléiade bretonne dont Charles Duval était membre.

Carnot était aussi lié particulièrement avec Charles Duval.

Charles-Duval avait non-seulement le goût de la littérature, mais la passion des livres. Il possédait une nombreuse et belle bibliothèque. Les quelques livres portant son nom échappés à la dispersion de sa bibliothèque prouvent qu'il était amateur de bonnes éditions, de raretés bibliographiques, de reliures de choix.

Il n'aimait pas moins les arts : Bounieu et sa fille, Sergent Marceau, Isabey étaient de sa société. Il avait demandé à leur talent son portrait, celui de sa femme, de ses filles. Le portrait de sa femme par Sergent a seul été conservé¹, c'est un dessin aux crayons de couleur et à la gouache. Il est signé et daté de l'an VI. La citoyenne

¹ Extrait de l'inventaire fait par Caroline Duval après le décès de ses parents :

Portrait de ma mère, par Isabé ;
de mon père, par le même ;
de ma nièce, par Sergent ;
de ma sœur en grand, par mademoiselle Bounieu.

Charles Duval est richement vêtue à la mode du temps, c'est à-dire drapée à la grecque, des bandelettes dans les cheveux, un péplum blanc sur les épaules, un collier de perles au cou et un camée antique servant d'agrafe à sa robe. Ce dessin, intéressant par la signature seule de son auteur, le devient plus encore par l'espèce de lumière qu'il répand sur l'intérieur de Charles Duval, sur ses goûts artistiques qui touchent de près à notre sujet. Si, en effet, Charles Duval aimait les beaux livres, les dessins de prix, on comprend qu'il ait recherché aussi les manuscrits précieux, les documents originaux, les mémoires historiques; de là à la possession des papiers de Saint-Émilion, à leur copie faite ou dirigée avec tant de soin, il y a un lien facile à saisir et un enchaînement que sauront comprendre tous ceux qui partagent ces goûts.

Il faisait des vers : on dit qu'il en a publié en l'honneur de François, de Nantes. On ajoute même qu'ils seraient fort mauvais. Nous ne connaissons de lui qu'une chanson de table assez gaie, mais sans aucune valeur poétique.

Charles Duval était un adepte fervent de la franc-maçonnerie. Nous avons retrouvé ses insignes, ses cahiers, ses livres maçonniques. Était-ce un tribut payé à l'entraînement alors général vers les idées mystiques¹, ou le résultat de

¹ V. le curieux chapitre de M. Louis Blanc dans son *Histoire de la Révolution française*, t. II, c. III, *les Révolutionnaires mystiques*. Il résume en quelques lignes le but et le rôle de la franc-maçonnerie :

« Une association composée d'hommes de tout pays, de toute religion, de tout rang, liés entre eux par des conventions symboliques, engagés sous la foi du serment à garder d'une manière inviolable le secret de leur existence intérieure, soumis à des épreuves lugubres, s'occupant de fantastiques cérémonies, mais pratiquant d'ailleurs la bienfaisance et se tenant pour égaux, bien que répartis en trois classes : *apprentis, compagnons et maîtres*, c'est en cela que consiste la franc-maçonnerie, mystique institution que les uns rattachent aux anciennes initiations d'Égypte, et que les autres font descendre d'une confrérie d'architectes déjà formée au troisième siècle. » M. L. Blanc dit encore : « Croire en Dieu était l'unique devoir religieux exigé du récipiendaire. » Et en effet les francs-maçons sont essentiellement déistes. Ch. Duval n'était donc pas athée comme le croit M. Littré.

complots politiques d'associations secrètes? Était-il franc-maçon comme Bailly et Guillotin, par humanité, ou par un sentiment contraire, comme Amar et Marat¹? C'est ce que nous ne saurions décider. Nous pensons toutefois qu'il avait une certaine tendance naturelle au mysticisme : ainsi on le voit, longtemps après qu'il a cessé d'être homme de parti, initier sa fille Caroline aux pratiques de la franc-maçonnerie et la faire admettre en 1812 dans la loge des Dames Écossaises de France. Au reste, son entourage se composait d'affiliés plus ou moins avancés dans les grades maçonniques, Desilles-Peslherbe, son beau-frère, Ginguené, son parent, Raveau, son ami, étaient tous dignitaires à divers degrés dans la hiérarchie du Grand Orient.

Charles Duval était donc tout à fait l'homme de son temps. Il en partageait les croyances, les opinions, les préjugés. C'est une figure sans éclat, mais non sans intérêt pour l'histoire, et qui sous plus d'un rapport peut être étudiée avec fruit.

Il sortit du Conseil des Anciens vers la fin de l'an VI (1797).

Il fut employé pendant quatorze mois à la Comptabilité intermédiaire, et deux ans comme inspecteur des fourrages ou caissier des fonds extraordinaires à l'armée gallo-batave, commandée par Augereau.

Nous avons dit qu'il était resté fidèle aux principes de la liberté tant que la République avait duré. Il faut reconnaître qu'il fut un de ceux qui se rattachèrent à l'Empire, ainsi qu'un grand nombre de membres du parti montagnard.

La reine Hortense avait des relations fréquentes et intimes avec la famille de Charles Duval. Nous ne pour-

¹ Pour Bailly, V. Mounier, *De l'influence attribuée aux philosophes, franc-maçons, etc., sur la Rév. de Fr.*, p. 165; Guillotin, V. *le Thé* du 23 juillet 1799. Amar, V. Mounier, p. 460. Marat, son brevet fait partie de la précieuse collection sur la Révolution réunie par feu Charavay aîné. Il est à la date du 23 juillet 1774.

riens dire à quel titre : nous savons seulement qu'elle aimait à prendre le thé dans un service de Sèvres, qui, grâce à cette circonstance, a échappé à la dispersion du mobilier de Charles Duval, et a été conservé religieusement dans la famille.

En 1804, Français, de Nantes, l'appela aux fonctions de Chef de bureau de l'Administration des Contributions indirectes, aux appointements de six mille francs. Il resta à ce poste jusqu'au 1^{er} juillet 1814, époque à laquelle l'emploi fut supprimé. Sa pension de retraite allait être liquidée, lorsque survinrent les événements des cent jours.

Charles Duval vota pour l'acte additionnel, qui, en vertu d'un décret du 22 avril 1815, fut soumis à l'acceptation du peuple français et des armées de terre et de mer. Ce vote, joint à celui qu'il avait porté contre Louis XVI, devint plus tard un arrêt de bannissement contre lui ¹. Il dut quitter la France, et il se réfugia en Belgique.

Suivant la lettre que nous avons déjà citée (v. p. 537, ci-dessus), sa fermeté et son patriotisme firent tellement ombrager au gouvernement français, qu'il lui fut ordonné de quitter la province et de s'établir à Huy. Alors il se fit in-

¹ Cette loi, du 12 janvier 1816, qui était en réalité une mesure de proscription, porte le titre singulier de *loi d'amnistie*, aussi fut-elle appelée par dérision la *loi de clémence et d'amour*. L'article 7 était ainsi conçu :

« Ceux des *régicides* qui, au mépris d'une clémence presque sans bornes, ont voté pour l'acte additionnel ou accepté des fonctions ou emplois de l'usurpateur, et qui par là se sont déclarés ennemis irréconciliables de la France et du gouvernement légitime, sont exclus à perpétuité du royaume, et sont tenus d'en sortir dans le délai d'un mois, sous la peine portée par l'art. 33 du Code pénal. Ils ne pourront y jouir d'aucun droit civil, y posséder aucun bien, titre ni pension à eux concédés à titre gratuit.

Cette loi, si contraire au testament de Louis XVI, tomba avec le gouvernement de la Restauration, et fut abrogée, le 11 septembre 1830, par une autre loi qui rappela les bannis de 1816 et les réintégra dans tous leurs droits civils et politiques.

scrire au barreau de Liège pour obtenir, disait-il, une tranquillité que son âge exigeait.

Cette lettre continue ainsi : « Ami des enfants, les éclairant de ses sages conseils, partageant même leurs jeux, son affabilité lui avait acquis un attachement d'autant plus mérité, qu'il n'était commandé que par ses rares vertus. Sa grande vénération pour le roi des Pays-Bas, son respect pour la loi fondamentale, l'ont quelquefois fait soupçonner d'avoir changé les principes purs qui l'ont dirigé pendant le cours de sa longue vie, et qui cependant ont toujours été invariables. Ami de son pays, ses derniers vœux ont été pour lui. »

Charles Duval avait donc supporté assez stoïquement les douleurs de l'exil, jusqu'au jour où il perdit sa femme (17 juin 1829); il ne put survivre à cette perte et mourut deux mois après (25 août même année).

Sa fille aînée, mariée à un sieur Lacaze-Sarta, et Caroline, qui avait renoncé au mariage pour se dévouer à ses parents, firent ériger un monument sur lequel on lisait cette inscription, composée par madame Lacaze et traduite en latin :

CAROLUS FRANCISCUS MARIA DUVAL
COGNOMINE DE LA BREHONNIÈRE
RHEDONES NATUS ANNO 1750, POST ORBITUM
CARISSIME SUE SPONSE, NON IDONEUS VITÆ, EAM
CONSECUTUS FUIT IN EODEM TUMULO 25 AUG. 1829.

—
ALIAM APPETIVIT NUNQUAM NISI PROBI VIRI
FELICITATEM
CONTRA POLITICAS TEMPESTATES REFUGIUM INVENIT
AC SOLATIUM IN URBE HUY
APUD CIVES OPTIMOS ET IN CORDE CLARISSIMI AC VIRTUTE PREDITI
PRETORIS DELCHAMERE
NOVIS AMICIS ET NOVÆ FAMILIÆ AD ULTIMUM VITÆ SUSPIRIUM
CUMULATISSIMÈ ET ARDENTER GRATIAM RETULIT AC TESTAMENTO LEGAVIT
DUOBUS SUIS FILIABUS J. L. ET C. D.
EUM COMMENDANT PRECIBUS ET MEMORIÆ AMICORUM
ILLIUS.

ANTOINI-REMY RAVEAU. — Quoique M. Raveau soit un personnage parfaitement inconnu, il serait intéressant à étudier pour l'histoire intérieure de la Révolution, parce qu'il présente le type complet du patriote, orateur de Section en 1792, volontaire en 1793, et, à son retour de l'armée, persécuté par la réaction thermidorienne. Il avait écrit des Mémoires qui malheureusement ont été détruits. Écrivain infatigable, philosophe, poète à ses heures, franc-maçon, il devait s'entendre avec Charles Duval, qui professait les mêmes doctrines et partageait les mêmes goûts. Ils fréquentaient l'un et l'autre les artistes, et c'est ainsi qu'ils se connurent, par l'intermédiaire de la famille Bounieu, qui servit entre eux de trait d'union.

Michel-Honoré Bounieu, né à Marseille en 1740, était membre de l'ancienne Académie de peinture et professeur de dessin à l'École royale des ponts et chaussées. Ses tableaux d'histoire ont eu une grande réputation et le placent au meilleur rang parmi les peintres français de second ordre qui ont vécu au dix-huitième siècle. Il devint, en 1792, conservateur du Cabinet des estampes. On connaît de lui une série de portraits, Diderot, Washington, etc., et un tableau allégorique sur la Révolution¹, qui indiquent quelle pouvait être la tendance politique de Bounieu et expliquent ses relations avec Charles Duval. Sa nomination, en 1792, à une fonction publique indique d'ailleurs suffisamment à quel parti il devait appartenir.

¹ Il fut offert à l'Assemblée constituante, comme don patriotique, le 44 juillet 1791, jour anniversaire de la prise de la Bastille.

Séance du 14 juillet 1791. — La demoiselle Bounieux est venue offrir un tableau peint par son père. C'était un spectacle touchant de voir une jeune citoyenne, aussi connue par ses talents que par son amour pour la Liberté, offrir l'hommage des travaux de son père. « Sa fortune, disait-elle, ne lui permettant pas de vous offrir un précieux hommage, il a employé le talent que la nature lui a donné pour peindre sous des traits allégoriques les bienfaits dont votre sainte Constitution a comblé la France.... » Suit la description du tableau,

Sa fille et son élève, Émilie Bounieu, était elle-même une artiste distinguée. La Biographie de Rabbe et Sainte-Preuve lui a consacré un article élogieux. Elle était cousine par sa mère d'Antoine Vestier, le célèbre portraitiste auquel nous devons le pastel de Charlotte de Corday, dont nous donnons la gravure en tête de notre livre.

M. Raveau, veuf et divorcé, épousa Émilie Bounieu, et ce mariage resserra encore les liens qui l'unissaient déjà à Charles Duval. Lorsque celui-ci dut sortir de France, en 1816, sa femme et ses filles, obligées de venir souvent à Paris, recevaient l'hospitalité chez M. Raveau, et de son côté M. Raveau allait en Belgique visiter son ami frappé d'ostracisme. On dit même qu'il lui servait une pension de dix-huit cents francs.

Devenu veuf pour la seconde fois par la mort d'Émilie Bounieu, arrivée le 11 avril 1831, il donna sa fortune (elle était considérable) et sa main à la fille de l'homme qu'il regardait comme un grand citoyen et comme une victime des ressentiments de la Restauration (1834).

C'est par ce mariage qu'il devint possesseur des manuscrits restés entre les mains de Charles Duval, et des médailles, portraits et autres objets lui ayant appartenu. Ceux qui l'ont connu affirment que jamais il n'aurait consenti à se défaire de pareils souvenirs, à se séparer volontairement de ce qui devait être pour lui un dépôt sacré. Aussi, M. Rosier ne disait pas que les effets qu'il transmettait à M. Chauliac

qui représente le lieu des séances comme le temple de la Raison.... « L'époque mémorable, dit en terminant mademoiselle Bounieux, à laquelle les Français se couvrirent de gloire est marquée dans ce tableau par les foudres vengeurs qui détruisent la Bastille et le joug de la tyrannie. Tel est le sujet de ce tableau; s'il est digne de vous, acceptez-le, et le vœu de son auteur sera rempli. » On applaudit au discours du jeune orateur, dont les grâces naïves ajoutaient un grand prix aux travaux paternels. Ce tableau est accepté, et l'Assemblée décide qu'il sera placé dans la salle de ses séances. (V. *le Point du jour*, 1791, n° 736, p. 247, à la date du 16 juillet.)

lui eussent été donnés par son oncle. Il prétendait qu'ils s'étaient trouvés pêle-mêle parmi les papiers qui lui avaient été transmis avec le cabinet de M. Raveau, et comme ils étaient à ses yeux aussi inutiles que gênants, il voulait brûler ce *tas de fouillis*.

Il semble que dans ce cas c'est à M. Raveau qu'ils auraient dû être rendus. Un procès, qui divisait en ce moment l'oncle et le neveu et qui avait amené un échange de Mémoires fort irritants entre eux, explique très-bien pourquoi les pièces furent transmises à un tiers et fait comprendre le secret qui a été si longtemps observé sur ce dépôt. Il est évident que le mariage de l'oncle sexagénaire n'avait pas été vu avec plaisir par ses héritiers présomptifs. Il y avait un vif mécontentement contre la famille Duval, et par suite fort peu d'attachement pour ce qui provenait de cette source. C'est probablement par suite de cette arrière-pensée que les papiers et médailles portant le nom de Duval auraient été jetés au feu si M. Chauliac ne s'était trouvé là très-à propos pour les recueillir et les sauver d'une destruction imminente ; il est probable aussi qu'ayant plus ou moins conscience de leur origine, il crut devoir garder le silence pendant sa vie et laisser à son fils le soin d'en faire usage lorsqu'un temps suffisant aurait passé sur ce mystère de famille : c'est ce qui résulte des déclarations que l'on trouvera plus loin. (V. *infra*, p. 557.) Ajoutons que nos observations ne s'appliquent nullement à M. Firmin Raveau, qui resta toujours très-attaché à son oncle, et que de la part de M. Rosier lui-même il n'y aurait eu qu'une sorte de petite rancune expliquée par les circonstances que l'on connaît.

M. Raveau mourut le 9 avril 1848 à Cueilly, âgé de quatre-vingts ans. Il put voir la réalisation des événements qu'il avait prédits plusieurs années auparavant dans son testament, le triomphe de la forme de gouvernement à laquelle il était resté dévoué.

CAROLINE DUVAL. — Nous avons son acte de naissance ¹ portant la date du 10 *aoust* 1793 (Charles Duval a ajouté de sa main : ou 23 thermidor, style libre), à Paris, rue Neuve-Saint-Roch. Les témoins sont : ÉON et VATAR :

Indice de la parenté qu'il y aurait eue entre les Duval et les Vatar par l'intermédiaire des Éon. (V. ci-dessus, page 519.)

En 1812, Caroline Duval, âgée de dix-neuf ans, est déjà engagée dans la franc-maçonnerie. On trouve à son nom quatre petits livrets portant ce titre : *Statuts et règlements généraux du sour. chap. métrop. des Dames Écossaises en France, Colline du Mont-Thabor* ; Paris, de l'imp. d'Ant. Bailleul, adepte adjoint, rue Helvétius, 76, 1812, E : D. .

« L'institution connue à Paris sous le nom de Dames Écossaises de l'hospice du Mont-Thabor doit son introduction en France aux troubles de la Révolution. »

« Trois dames françaises ayant obtenu un asile hospitalier chez un peuple voisin y furent admises dans l'ordre des *Dames Écossaises*, qui y était en grande considération. De retour dans leur patrie, elles rapportèrent, avec le sentiment de la reconnaissance, le désir d'y former un établissement du même genre. Munies d'instructions, elles réunirent quelques dames de distinction et formèrent le noyau de leur chapitre (1809). Leurs statuts furent divisés en capitulaires, et les capitulaires en articles. (Ce sont précisément ces capi-

¹ N° 4052, reg. 44°. Naissance de Caroline Duval, 10 aoust 1793 ou 23 thermidor, style libre.

Acte de naissance de Caroline, née le dix de ce mois, six heures du matin, rue Neuve-Saint-Roch, section de la butte des Moulins, fille de Charles-François-Marie Duval et de Julie-Marie Sainte-Pesherbe, même demeure, mariés à Rennes, département de Lisle-et-Vilaine.

Sur la déclaration faite à la maison commune en présence des témoins dénommés audit acte.

Signé : ÉON, VATAR, Duval, et Béchard-Chenolay, officier public.

tulaires inscrits au nom de Caroline Duval qui se sont retrouvés dans ses papiers.) L'objet principal de cette institution était « de donner du pain et du travail aux personnes de bonne conduite du sexe féminin qui en manquent, de les aider d'abord, de les consoler ensuite, et de les préserver par les bienfaits et l'espérance de l'abandon des principes et du supplice du désespoir ¹. »

La grande maîtresse était madame de Richepanse, née de Dammis, la grande maîtresse adjointe madame de Carondelet, née de Turpin-Crissé, etc., de même qu'avant la Révolution on avait vu les plus grandes dames de la Cour affiliées à la franc-maçonnerie : la princesse de Lamballe, la comtesse Charlotte de Polignac, etc. ².

Le 1^{er} septembre 1820, Caroline Duval reçoit le brevet de Maîtresse Moraliste Écossaise ³.

Cependant à cette époque la famille Duval était exilée : mais le culte de la franc-maçonnerie avait survécu à la proscription ; le document que nous citons ici en est la preuve. Une autre pièce qui s'y trouve jointe montre que cette éducation, ces associations qui aujourd'hui nous paraissent un peu ridicules, avaient du moins porté leurs fruits, en ce que Caroline Duval sut pratiquer, même dans la gêne, les dogmes

¹ *Histoire de la fondation du Grand Orient de France*, etc., avec un appendice contenant entre autres un fragment sur les réunions secrètes des femmes. Paris, Dufart, 1812, 1 vol. in-8°, p. 378.

² La loge de *la Candeur* fut fondée en 1775 par la comtesse de Polignac, la comtesse de Choiseul-Gouffier, la vicomtesse de Faudoas, etc. La loge du *Contrat social* eut aussi des réunions de dames dans le genre de celles de *la Candeur*. En 1780, elle fut présidée par la princesse de Lamballe; on y reçut la vicomtesse d'Affry, la vicomtesse de Narbonne, la comtesse de Mailly et autres dames de ce rang, p. 373 et 375, *loc. cit.*

³ Nous, GÉNÉRAL CHEF D'ORDRE ET MARÉCHAUX-LIEUTENANS sous-signés, certifions et attestons, que Madame Sœur Caroline (Duval) est membre dudit chapitre, initiée aux Mystères d'*adoption à tout degré* et MAÎTRESSE MORALISTE ÉCOTSAISE de la Colline du Thabor (loge des Commandeurs).

charitables qui formaient la base de la loge des Dames Écossaises.

« Sensible à l'infortune qu'elle savait soulager par habitude, elle fut un parfait modèle de piété filiale, et particulièrement par les soins pour ainsi dire inouïs qu'elle rendit à sa mère pendant sa très-longue maladie dont cette dame fut victime, etc. » (Brevet des Bourguemestre et Échevin de la ville d'Huy, province de Liège, délivré le 1^{er} octobre 1829.)

Après la mort de madame et de M. Duval, décédés à six semaines d'intervalle, Caroline Duval revint en France; elle dut rapporter les papiers et autres objets précieux de son père, à moins qu'on ne suppose qu'ils étaient restés en dépôt chez M. Raveau.

L'inventaire et les comptes faits entre les deux sœurs prouvent que ces souvenirs de famille étaient tombés en majeure partie dans le lot de Caroline.

Nous savons déjà que Caroline Duval épousa M. Raveau en 1834, qu'elle devint veuve en 1848 et qu'elle mourut elle-même en 1849. Elle avait institué, par un testament olographe du 18 septembre 1847, pour son légataire universel Nicolas-Antoine Dugeon, avocat, demeurant rue de Sèvres, 47, à Paris.

Elle mourut le 8 octobre 1849. Le testament fut déposé chez M^e Oagnier, notaire à Paris, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de la Seine du 10 octobre de la même année.

Par ce testament, Caroline Duval léguait à Nicolas Dugeon « l'universalité des biens qui se trouveraient composer sa succession sous quelque titre que ce fût ¹ ».

C'est ainsi que M. Dugeon s'est trouvé investi médiate-

¹ Nous copions sur l'expédition notariée du testament qui est entre nos mains. Nous mentionnons cette circonstance pour établir la parfaite authenticité des documents sur lesquels nous nous appuyons.

ment et pour moitié des papiers provenant de Charles Duval.

Ces papiers se sont réduits au petit cahier sur la franc-maçonnerie et à quelques autres copies sans importance qui paraissent être de la main de Charles Duval.

Les objets ayant une valeur intrinsèque ou historique avaient depuis longtemps disparu, et ils avaient passé par la filière que nous avons indiquée de M. Raveau à M. Chauliac, en attendant qu'ils parvinssent de M. Chauliac fils à la Bibliothèque impériale et aux autres acquéreurs subséquents.

JULIE DUVAL, femme LACAZE-SARTA. — Julie-Marie-Françoise-Louise Duval, née le 27 février 1784, était la fille aînée de Charles Duval. Elle avait épousé M. Lacaze-Sarta : elle est décédée à Nogent-le-Rotrou le 22 février 1859. Le seul enfant issu de ce mariage fut une fille (Julie-Césarine-Joséphine-Pascale Lacaze-Sarta) mariée à un sieur Esnaut, notaire à Thiron-Gardais. Elle mourut le 20 juin 1866 sans laisser d'enfant, et instituant pour son légataire universel M. Meunier, avocat à la Cour impériale de Paris. M. Meunier a bien voulu compiler tous les papiers qui provenaient à madame Énaut de son grand-père, et il nous a remis une collection de pièces fort intéressantes sur Charles Duval. Nous y avons trouvé notamment un grand nombre de pièces qui sont de l'écriture *cursive* de Charles Duval, et qui, en complétant le petit cahier maçonnique, serviront à authentifier les copies achetées par la Bibliothèque impériale. Que notre excellent confrère veuille donc bien agréer ici nos remerciements publics.

MADAME CHAULIAC ET M. CHAULIAC FILS. LEUR DÉCLARATION.

Madame Chauliac nous a dit :

« M. Raveau était architecte vérificateur de la ville de Paris, attaché plus spécialement aux travaux des hospices. »

« Il avait une position importante. »

« Je ne l'ai jamais connu. Il est mort il y a fort longtemps. »

« N'ayant pas d'enfants, il avait marié sa nièce à M. Rosier, qui travaillait dans ses bureaux avec M. Chauliac, mon mari. »

« M. Rosier et mon mari étaient devenus amis intimes. »

« Vers 1835, M. Rosier prit le cabinet de son oncle et vint habiter rue de Lille. »

« A cette occasion, il dit à M. Chauliac : J'ai trouvé dans le cabinet de mon oncle, M. Raveau, une quantité de papiers qui me gênent. Vous qui aimez les fouillis, prenez-les. »

« M. Chauliac était grand amateur de livres. Il avait une bibliothèque de trois ou quatre mille volumes. Il aimait collectionner ce qui se rapportait aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles. Ayant dû se faire prêtre, il avait reçu une bonne éducation, et s'occupait beaucoup de littérature ancienne à ses moments de loisir. »

« Il prit donc les papiers qui lui étaient offerts par M. Rosier, et quoiqu'il ne s'occupât pas de la Révolution, il les a toujours gardés. Ils étaient placés au grenier dans un carton *placé au fond d'un tonneau*. M. Chauliac, sur la fin de sa vie, a brûlé beaucoup de paperasses inutiles, mais il n'a jamais touché à ce carton. Il disait : Peut-être mon fils en tirera-t-il quelque chose. Il avait remarqué la correspondance qui se trouve parmi ces papiers, comme étant l'œuvre d'une femme de talent ; mais les lettres n'étant pas signées, il ne soupçonnait pas qui pouvait en être l'auteur. »

« M. Chauliac fils ne connaissait aucun détail sur l'origine des papiers, qu'il regrettait amèrement d'avoir vendus. Il disait seulement qu'il croyait se rappeler que M. Rosier voulait brûler tout le paquet, qu'il appelait *un tas de fouillis*, et que ce fut le sieur Chauliac qui l'en empêcha. Telle est l'unique variante qu'il y eut entre sa version et celle de madame sa mère. »

« Il mourut quelques jours après m'avoir cédé le reste de ses papiers, le 17 janvier 1868, à l'âge de quarante ans. »

RÉSUMÉ GÉNÉRAL.

Deux faits sont acquis désormais sans discussion possible :

I. La possession successive des manuscrits des Girondins par Lecointre et Bassal et par Charles Duval;

II. La circonstance que Lecointre et Charles Duval ont été l'un et l'autre membres de la Commission des Douze, qui a eu à sa disposition les papiers provenant du Comité de Salut Public trouvés sous les scellés de Robespierre.

Ce qui n'est pas moins indiscutable, ce sont leurs étroites relations avec Vatar. Mais quel a été le rôle de celui-ci? Voilà ce qui reste, quant à présent, à l'état d'indétermination.

S'il a reçu les manuscrits du Comité de Salut Public en sa qualité d'imprimeur particulier du Comité, c'est lui qui les aurait communiqués à Lecointre, Bassal et Duval, ses amis politiques.

Si au contraire les manuscrits ont été pris par Lecointre et Duval avec la pensée de les publier, c'est d'eux que Vatar les aurait tenus pour les livrer à l'impression.

Nous croyons faire ainsi la part exacte aux points démontrés avec certitude et à ceux que nous laissons dans le domaine des conjectures. Des révélations ultérieures pourront dissiper les obscurités qui subsistent encore. Ainsi Jullien avait annoncé des Mémoires où, disait-il, il espérait se produire tout entier. Ces Mémoires, qui devaient avoir, d'après lui, un caractère historique et national, n'ont pas encore paru. (V. *Notice biographique sur M. A. Jullien*, Paris, 1831, in-8°, p. xiii et 40, et *Mémoires de Louvet*, édition Berville et Barrière, p. 398.) Les papiers de Lecointre peuvent surgir de Guignes, ceux de Charles Duval et de Vatar peuvent nous arriver de Belgique ou de Cayenne. Il faut donc attendre et nous confier dans l'avenir, qui prononcera le dernier mot du problème dont nous n'avons trouvé que les premiers éléments.

CLASSIFICATION DES MANUSCRITS.

Nous arrivons à la classification que nous avons annoncée page 528.

Cette classification est simple, nous divisons nos documents en trois catégories :

Les manuscrits de Saint-Émilion.

Les copies de ces manuscrits.

Les papiers et objets provenant de Charles Duval.

On trouvera dans la première :

La liste générale des manuscrits de Saint-Émilion (lettre A);

Le *décompte* de ceux qui ont été retrouvés et de ceux qui manquent (B);

La répartition qui s'est faite entre les possesseurs actuels (C);

Dans la seconde (D) :

Le catalogue des copies qui ont été exécutées par ou pour Lecointre (§ 1),

Charles Duval (§ 2),

et M. A. Jullien (§ 3).

La troisième catégorie (E) contient l'énumération des papiers et objets provenant de Charles Duval et leur subdivision entre la Bibliothèque impériale (§ 1) et l'auteur de ce livre (§ 2).

I.

LISTE GÉNÉRALE DES MANUSCRITS
DE SAINT-ÉMILION (A.)

PIÈCES QUI ONT DU ÊTRE TROUVÉES DANS LA CACHE DE LA MAISON
GUADET, OCCUPÉE PAR GUADET ET SALLE.

- 1^o La tragédie de *Charlotte Cordai*, par Salle. Manuscrit original; premier jet de l'auteur.
- 2^o Mise au net de la même tragédie. Manuscrit signé SALLE.
- 3^o Lettre de Petion à Salle sur la tragédie de *Charlotte Cordai*.
- 4^o Lettre de Barbaroux à Salle, sur le même sujet.
- 5^o Lettre de Buzot à Salle, sur le même sujet.
- 6^o Conte satirique par Salle, intitulé : *la Descente de Danton aux Enfers*, ou Satan cédant le fauteuil à Marat.

PIÈCES TROUVÉES DANS LA CASSETTE DE FER-BLANC SAISIE CHEZ
MADAME BOUQUEY.

- 7^o Testament collectif de Petion et Buzot.
- 8^o Adresse de Petion aux Parisiens.
- 9^o Epître de Petion à son fils.
- 10^o Notice de Petion sur Brissot.
- 11^o Mémoires de Petion.
- 12^o Mémoires de Barbaroux : 2^e et 4^e parties.
- 13^o Poème de Barbaroux sur *sa Maison des champs*.
- 14^o Autre poème du même sur *l'art de la culture en Provence* (?).
- 15^o Lettre du même à madame Bouquey.
- 16^o Autre lettre du même à Salle, Guadet et Saint-Brice Guadet.
- 17^o Mémoires de Buzot (huit cahiers).
- 18^o Lettres de madame Roland à Buzot (non signées).
- 19^o Lettres de Buzot à Jérôme Letellier, à Évreux.
- 20^o Mémoires de Louvet (1^{re} partie de 16 pages), sous ce titre : *Notices pour servir à mes Mémoires*.

- 21° Papiers divers, passe-ports, certificats, cartes de section, de sociétés populaires, etc.
 22° Portrait de femme joint aux papiers du carton AF II, 45. Archives de l'Empire.

LETTRES PROVENANT DE LA MAISON TROQUART, OU ÉTAIENT CACHÉS
 PETION, BUZOT ET BARBAROUX.

- 23° Lettre de Petion à sa femme.
 24° Lettre de Buzot à sa femme.
 25° Lettre de Barbaroux à sa mère.

MANUSCRITS DE SAINT-ÉMILION
 QUI SONT RETROUVÉS AUJOURD'HUI (B.)

Ont été conservés aux Archives de l'Empire :

Le Testament collectif de Petion et Buzot (n° 7).

L'Adresse de Petion aux Parisiens (n° 8).

L'Épître de Petion à son fils (n° 9).

La Notice de Petion sur Brissot (n° 10).

La lettre de Petion à Salle sur la tragédie de *Charlotte Cordai* (n° 3).

La lettre de Buzot au même, sur le même objet (n° 5).

Les papiers divers, passe-ports, etc. (n° 21).

Les trois lettres d'adieux (nos 23, 24, 25).

Dans la famille Guadet : la tragédie de *Charlotte Cordai* mise au net de la main de Salle (n° 2).

Ont été retrouvés dans les papiers de Charles Duval :

La tragédie de *Charlotte Cordai*, par Salle. (Liste A, n° 1.)

La lettre de Barbaroux à Salle sur la tragédie de *Charlotte Cordai* (n° 4).

Le conte satirique de Salle : *Descente de Danton aux Enfers* (n° 6).

Cinq lettres de madame Roland à Buzot (n° 18).

Ont été restitués aux familles (?) :

Les manuscrits originaux des *Mémoires* de Petion, Barbaroux, Buzot.

Manquent :

Le poème de Barbaroux sur *sa Maison des champs*.

Le poème sur *la Provence*, du même.

Les *Mémoires* de Louvet (1^{re} partie).

RÉPARTITION DES MANUSCRITS TROUVÉS (C.)

PIÈCES ACHETÉES PAR LA BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE :

Les cinq lettres de madame Roland à Buzot. (Département des manuscrits. Mss fr. nouv. acq., n° 1730.)

La lettre de Buzot à Letellier. (*Ibid.*)

PIÈCES ACHETÉES PAR M. GUSTAVE MOREAU-CHASLON :

La tragédie de *Charlotte Cordai*. Mss. (Liste A, n° 1.)

La lettre de Barbaroux à Salle. (Liste A, n° 2.)

Le manuscrit du conte : *Descente de Danton aux Enfers*, par Salle. (Liste A, n° 6.)

Le manuscrit de la tragédie de *Charlotte Cordai*. Mise au net n° 2. Appartient à M. J. Guadet.

M. d'Yenne posséderait le manuscrit des *Mémoires de Petion*.

M. de Sainte-Beuve, ancien magistrat, avait un fragment des *Mémoires de Buzot*, qu'il a bien voulu nous donner.

M. Dauban possède un autre fragment des mêmes *Mémoires*.

Dans les papiers de M. de Lamartine doit être le manuscrit du livre II des *Mémoires de Barbaroux*.

Les deux lettres de Petion et Buzot à leurs femmes et de Barbaroux à sa mère sont aux Archives de l'Empire. Musée des Archives, salle de la République, vitrine 210.

D'après le décret du 21 messidor an IV, ces trois lettres devraient être déposées parmi les manuscrits de la Bibliothèque nationale : elles sont aux Archives, et réciproquement les

lettres de madame Roland, qui devraient être aux Archives comme pièces à conviction saisies judiciairement, ou comme papiers de condamnés frappés de confiscation, sont à la Bibliothèque impériale. Peut-être serait-il à désirer que tous les manuscrits provenant de Saint-Émilion pussent être réunis dans l'un ou l'autre de ces Dépôts publics.

II.

COPIES DES MANUSCRITS DE SAINT-ÉMILION (D.)

§ 1.

COPIES EXÉCUTÉES PAR CHARLES DUVAL, OU SOUS SA DIRECTION (D.)

Copie des *Mémoires* de Petion.

Copie des *Mémoires* de Buzot.

Copie des *Mémoires* de Louvet.

Copie des *Mémoires* de Barbaroux (commencée seulement).

Copie de la tragédie de *Charlotte Cordai*, par Salle.

Copie du conte : la *Descente de Danton aux Enfers*, par le même.

NOTA. — Aucun des *Mémoires* copiés par Charles Duval ne s'est retrouvé en original dans ses papiers. Ce qui peut faire supposer que ces *Mémoires*, réclamés par les familles, leur ont été rendus.

Au contraire, il avait conservé le manuscrit de la tragédie et celui du conte satirique de Salle, qui n'étaient pas revendiqués par la veuve.

Les copies des *Mémoires* de Petion, Buzot et Louvet, appartiennent à la Bibliothèque impériale. (Acq. nouv. fr., n° 1730.)

M. Vatel possède la copie commencée des *Mémoires* de Barbaroux.

M. Moreau-Chaslou a acheté les copies de la tragédie et de la *Descente de Danton aux Enfers*.

§ 2.

COPIES EXÉCUTÉES SOUS LA DIRECTION DE LECOINTRE.

On ignore ce qu'elles sont devenues.

§ 3.

COPIE D'UNE PARTIE DES MÉMOIRES DE BUZOT, EXÉCUTÉE POUR
MARC-ANTOINE JULLIEN.

Cette copie appartient à M. J. Guadet.

III.

PIÈCES PROVENANT DE CHARLES DUVAL (E.)

MANUSCRITS. — MÉDAILLES. — CARTES.

§ 1.

PIÈCES ACHETÉES PAR LA BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE
DE MM. FRANCE ET CHAULIAC.

(Département des Mss., acq. nouv., fonds français, n° 323.)

- I. Serment de Robespierre comme homme de fief et gradué du siège de la salle épiscopale d'Arras, pour y juger de tous les procès, causes et instances tant civils que criminels, appendances et dépendances. 9 mars 1782.
- II. *Observations* d'un commissaire du Comité de Sûreté générale de la Convention. Mss. in-fol. de 35 pages écrites à mi-marge, sans signature.

On sait ce que c'était que ces *observations* en style de police : rien autre chose que des dénonciations. Celles-ci sont dirigées contre divers personnages : Chauvelin, Beaumarchais, etc., etc., mais plus particulièrement contre l'entourage de madame du Barry. C'est ce qui nous a permis de trouver le nom de l'auteur de cet écrit, qui, on le comprend, n'avait pas jugé à pro-

pos de le signer. En effet, il dit être parvenu à faire mettre la du Barry en état d'arrestation, et, en terminant, il ajoute : « Que le Comité n'a-t-il député quel- » qu'un de ses membres lors des débats du procès de la » célèbre du Barry : ils n'*auroient vu* avec la hardiesse » de l'homme libre arraché le voile qui couvroit la face » de tous les scélérats qui ont secondé cette sibarite ! » En nous reportant au procès de madame du Barry, nous avons vu qu'un commissaire du Comité de Sûreté générale avait été effectivement entendu comme témoin, et que ce commissaire était *Jean-Baptiste Blache*, âgé de quarante et un ans, demeurant à Paris, rue du Temple, n° 109. (L'auteur de plusieurs ballets connus, tels que *Mars et Vénus*, etc., Jean-Baptiste Blache, né à Berlin en 1766, mort à Toulouse le 27 janvier 1834, ne doit pas, malgré l'identité des nom et prénom, être confondu avec l'agent du Comité.)

III. Mémoire présenté au Directoire par un ancien secrétaire du Comité de Sûreté générale. Vingt-deux feuillets in-fol., sans signature.

Ce rapport n'est ni daté ni signé; mais nous nous sommes assuré que comme le précédent il est l'œuvre de J. B. Blache, Agent Secrétaire du Comité de Sûreté générale; il doit être placé à la date du 15 pluviôse an IV. Nous renvoyons au supplément le détail de nos preuves, dont le développement serait ici un peu long. Cette espèce de Mémoire est d'un grand intérêt pour nous, en ce qu'il établit des relations entre Blache, qui appartenait au parti des Montagnards post-thermidoriens, et Charles Duval et L. Lecointre, qui étaient aussi membres de ce parti. (V. le supplément de l'Appendice, à la fin du volume.)

IV. Recueil de vingt-deux biographies de personnages de la Révolution, composées au commencement du dix-neuvième siècle.

Ces biographies sont de deux écritures : l'une grosse, lâchée, négligée, assez semblable à l'écriture de Barrère; l'autre fine, serrée, soignée, rappelant l'écriture de Vatar.

On ne sait de qui sont ces biographies : elles étaient

destinées à former un ouvrage, que sans doute Vatar était chargé d'imprimer, et qui sera passé et resté entre les mains de Charles Duval. Nous en donnons plus loin la nomenclature, pour les personnes qui voudraient consulter ces notices inédites et intéressantes. (V. *infra*, p. 573.)

V. ÉTAT des Français mis en surveillance aux Seychelle (*sic*) par arrêté du 14 messidor an IX. Un feuillet recto et verso.

On comprend l'intérêt qu'une pareille pièce pouvait avoir pour Charles Duval, qui comptait de nombreux amis parmi les déportés.

La pièce n'est pas entièrement de sa main : il paraît avoir écrit un seul nom sous la rubrique : à l'Isle de France, celui de son cousin germain Eon.

On remarque aussi cette note :

« Morts à Pisle d'Anjouan, côte d'Afrique.

» On dit qu'ils ont été la plupart empoisonnés. »

VI. Rapport fait au Roi sur la situation de la France
Et (*sic*)

sur les relations avec les puissances étrangères (15 août 1815). Trente-neuf pages in-4°.

Ces deux rapports sont attribués à Fouché, duc d'Otrante. Ils parurent d'abord clandestinement. Charles Duval les a copiés tout entiers de sa main. Il a donné à cette copie la même forme et les mêmes soins qu'aux copies des manuscrits de Saint-Émilion.

§ 2.

PIÈCES ACHETÉES DE M. CHAULIAC PAR M. C. VATEL (F).

MÉDAILLES ¹.

1° Médaille ronde, diam. 0^m032^{mill}.

« SUR LES RUINES DU DESPOTISME s'est élevée la liberté » : une

¹ Toutes ces médailles se trouvent décrites dans l'ouvrage de M. Hennin. Nous lui empruntons, sauf quelques légers changements,

colonne surmontée de la statue de la liberté au milieu d'une place; elle est supportée par un double piédestal orné de quatre statues : un factionnaire est devant.

Exergue : A LA GLOIRE DE LA NATION FRANÇAISE, L'AN III DE LA LIBERTÉ.

Dans le champ :

LÉGISLATEURS,
N'OUBLIEZ JAMAIS
LE SERMENT QUE VOUS
PRONONÇATES DE MAIN-
TENIR DE TOUT VOTRE POUVOIR
LA CONSTITUTION LE 4^{er}
OCTOBRE 1791. CETTE ÉPOQUE
VOUS EST RÉITÉRÉE PAR
PALLOY, PATRIOTE.

Sans types. Cette médaille est formée par deux plaques de fer minces, et réunies par un cercle de cuivre auquel tient une belière. (37^{mill.})

La médaille ci-dessus est celle qui fut offerte aux députés dans la séance du 4 mars 1792. La colonne que l'on voit d'un côté indique le projet de M. P. F. Palloy pour l'emplacement de la Bastille. La légende du revers rappelle le serment prêté par les membres de l'Assemblée législative à leur installation les 2 et 4 octobre 1791.

M. P. F. Palloy fit frapper cette pièce par un nommé Ferandine, au nombre de huit cents épreuves.

Le cercle en cuivre qui formait la tranche de notre médaille a été brisé : mais sur les fragments subsistants on peut encore lire ces mots gravés en creux : CHARLES DUVAL EN 1791. Il y avait probablement : Offert par le patriote Palloy à Charles Duval en 1791.

2^e Médaille en cuivre sur la face et en fer au revers, diam. 50 mill.

Hommage fait par P. F. P. A. à chaque représentant du peuple.

La France, représentée par une femme assise à terre et ayant

la description qu'il en a donnée. (V. *Histoire numismatique de la Révolution*. Paris, 1826, in-4^o, vol. I^{er}, p. 236, et vol. II, n^o 349.) Nous avons en outre reproduit, dans une planche spéciale, celles de ces médailles qui nous ont paru offrir de l'intérêt.

près d'elle le livre des lois, répand des pleurs sur une urne qui porte cette inscription : Aux mânes de Fer. (*sic*) (aux mânes de Ferraud). Devant cette figure est une pyramide entourée de cyprès, sur laquelle on lit : AUX VICTIMES DE L'ANARCHIE. Sa base porte l'attribut de la république; à droite on voit un édifice sur le péristyle duquel on lit : Convention.

Exergue : EN THERMIDOR, L'AN III DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Dans une couronne de laurier, au-dessus d'un bonnet de la Liberté placé entre deux branches du même arbre en sautoir, on lit : LES 9 ET 10 THERMIDOR.

Sous cette couronne on lit :

CE FER VIENT DES BARREAUX DE LA MAISON DE FORCE
OU L'ARBITRAIRE L'AVAIT PRÉCIPITÉ
AVEC LES 73 DÉPUTÉS ÉCHAPPÉS AUX FUREURS DE L'ANARCHIE.

Ce côté de la médaille est frappé sur une lame de fer mince.

L'avvers est frappé sur une lame de cuivre qui se réunit au revers et qui forme le bord.

La date de thermidor an III qui est placée dans l'exergue, indique l'époque à laquelle Palloy fit hommage de cette médaille à chaque représentant du peuple (17 août 1795).

On voit par la légende du revers de cette médaille que le patriote Palloy la fit faire avec le fer des barreaux de la prison où il avait été renfermé, ainsi que les membres de la Convention proscrits. Le côté qui est en cuivre provenait des ustensiles de cuisine de la même prison.

Cette médaille fut frappée au nombre de 1200 épreuves et gravée par Jean-Louis Thevenon.

Palloy fit graver deux estampes différentes qui représentent cette médaille avec des explications qui y sont relatives. (Hennin, n° 669, pl. 67.)

3° Médaille en plomb et étain, 0,42^m.

IL SE DONNA LA MORT POUR ÉVITER UN CRIME.

Buste de Tellier à gauche. Dessous : A. C. LETELLIER¹.

¹ Armant-Constant Tellier, né à Laon le 24 janvier 1755 *, avocat

* V. dans l'*Almanach historique de Seine-et-Marne* de 1865 une notice intéressante sur Tellier, due à M. Th. Lhuillier, de Melun, et écrite d'après

On lit dans le champ :

QUE CETTE
MÉDAILLE FORMÉE
DES BALLES DIRIGÉES
CONTRE LE SÉNAT FRANÇAIS
ÉTERNIS A LA FOIS SA
VICTOIRE SUR LES ROYALIS-
TES ET CONSACRE LA MÉMOIRE
DU DÉPUTÉ DONT LA MORT
FUT LE PRÉLUDE DES JOURNÉES
DES 12, 13 ET 14 VENDÉMAIRE,
L'AN 4^e DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE.

au Parlement de Paris, puis avocat du Roi au bailliage de Melun, député du Tiers État pour Melun, et Moret, membre de la Convention. Envoyé en mission à Chartres, il s'y tua d'un coup de pistolet le premier jour complémentaire de l'an III (17 sept. 1795), de désespoir de n'avoir pu arrêter une émeute causée par la cherté du pain. On dit qu'il aurait en outre été obligé de signer une taxe sur les blés et de crier : *Vive le Roi!* après avoir été promené sur un âne par la populace. (V. *Biographie de Leipsick* de 1806.)

Les procès-verbaux qui retracent cet événement constatent bien que les insurgés ont crié : *Vive le Roi!* mais ils ne disent pas que Tellier ait poussé ce cri, ni qu'il ait été promené sur un âne. (V. *Moniteur* du sixième jour complémentaire de l'an III, n° 366.) M. Th. Lhuillier considère cette anecdote comme apocryphe. Voici la dernière lettre écrite par le malheureux Tellier :

« Tellier, Représentant du Peuple, aux autorités constituées à Chartres.

» Chartres, le 1^{er} jour compl. de l'an III de la Rép. fr., une, etc.

» J'étais venu pour vous servir de tout mon pouvoir; j'espérais quelque
» succès d'une mission où je mettais du dévouement et de la franchise,
» ma récompense a été l'ignominie. Je ne veux pas y survivre; mais j'ai
» mieux aimé mourir de ma propre main que de laisser commettre un
» crime par l'ignorance et l'aveuglement. Je n'aurais jamais consenti un
» arrêté illégal, si je n'avais senti d'un côté l'impossibilité de l'exécution,
» et de l'autre le danger de faire répandre beaucoup d'autre sang que le
» mien; ce soir je le rétracte formellement.

» Je sors de la vie avec un héritage de probité que je transmets à mes
» enfants, aussi pur que je l'avais reçu de mon respectable père.

» Signé : A. TELLIER. »

les documents authentiques. On voit, par l'acte de baptême, que les prénoms de Tellier sont Armant-Constant et non *Adrien*, ainsi que toutes les biographies et le *Moniteur* l'indiquent par erreur. Adrien était le nom de son père.

Sous cette inscription, deux branches de chêne en sautoir, et au-dessous : par Palloy, patriote (42^e), plomb et étain.

Il y a une variété de cette pièce dans laquelle on voit les balles au nombre de sept figurées au-dessus de la tête de Tellier.

4^e Médaille octogone en argent, 0,50^{mill.}

Dans une couronne de chêne : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le faisceau surmonté du bonnet de la Liberté, entouré de deux cornes d'abondance et d'une branche de chêne.

Exergue : Représ. du peuple, l'an V.

CONSEIL DES CINQ-CENTS. Dans un cercle formé par le serpent se mordant la queue sont le niveau et des tables sur lesquelles on lit : Constitution de l'an III.

Exergue : CHARLES DUVAL.

Cette médaille est de M. Nicolas-Marie Gatteau.

CARTES.

CARTE RONDE, PAPIER JAUNE.

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉGALITÉ ¹.

Trimestre de vendémiaire à frimaire an III.

Paris.

Figure allégorique représentant la Liberté et l'Égalité.

N^o 65.

Pour le cit^e DUVAL, député.

HOUTX,
vice-président.

DUBOSCQ,
secrétaire.

Autour :

BILLET PERSONNEL QUI PERDRA SES ENTRÉES
DANS LE CAS OU IL LE PRÊTERA.

¹ La Société des Jacobins portait ce titre depuis le 23 septembre 1792.

Il y avait en outre une Société particulière des Amis de la Liberté et de l'Égalité. Cette Société avait son siège rue de Sèvres, n^o 4085, à Paris. Elle présente une adresse aux Jacobins le 18 fructidor an II, et elle demande l'affiliation et la correspondance. (V. *Moniteur* du 23 fructidor an II.)

CARTE OCTOGONE OBLONGUE.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

ÉGALITÉ. LIBERTÉ.

LAISSER PASSER

le C^r (nom effacé).

Le Député.

N^o 74. Signé : Fregeville,
membre de la Commission d'Inspection.

CARTE RONDE, PAPIER BLEU.

D'un côté :

Directoire exécutif (figure allégorique).

De l'autre :

Laissez passer le porteur chez le soussigné.
Signé à la main : Gohier.

CARTE RONDE, COULEUR ROSE.

D'un côté :

Réunion de Députés à l'Assemblée nationale.
Trimestre de juillet, août et septembre 1792.

N^o 116.

De l'autre :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, INCORRUPTIBILITÉ.
CONSTITUTION.

Petion,
député.

Calon,
P^r.

PIÈCES MANUSCRITES.

Commencement des *Mémoires* de Barbaroux. Copie. L'en-
tête est de la main de Charles Duval. (V. ci-dessus p. 563.)
Feuilles de la tragédie de *Charlotte Cordai* par Salle. Copie.

Notices biographiques de David, Olympe de Gouges, Dufrainse, Lally-Tollendal, Théophile Mandar.

Rapport d'un officier allemand sur la campagne de 1800 (se rattachant probablement à l'armée gallo-batave).

Chanson contre le Consulat.

Épître d'un journaliste à l'empereur Napoléon I^{er}. Satire contre Geoffroy (le critique) et contre le gouvernement impérial.

JOURNAUX.

NUMÉROS DÉTACHÉS.

Numéro du *Journal des Lois de la République française*, du 30 germinal an III.

Le premier article contient une violente attaque contre les terroristes : on demande la tête de Charles Duval. Ce passage est souligné à la plume.

Cinq numéros du *Bulletin de la Convention Nationale*.

Trois sont relatifs à l'insurrection de prairial; deux à la mort de Ferraud. Rapports de Chénier et de Dussault.

Numéro de la *Sentinelle*, par J.-B. Louvet, du 16 brumaire an IV.

Numéro de l'*Ami de la Patrie*, ou *Journal de la Liberté française*, du 1^{er} germinal an IV.

On lit dans le sommaire : Grande réclamation des veuves des Représentants du Peuple périés victimes du 31 mai.

Cette motion est de Louvet.

Charles Duval avait conservé exceptionnellement ce numéro, renfermant la *grande réclamation* faite au nom des veuves des députés proscrits. On peut supposer que, possédant les manuscrits des Girondins, il se préoccupait de tout ce qui ramenait l'attention sur eux; de même qu'il avait conservé le numéro du *Journal des Lois*, où sa tête est demandée.

Numéro du *Citoyen français*, du 9 vendémiaire an IX.

Numéro du *Journal de Francfort*, du 13 décembre 1800.

On y lit une proclamation d'Augereau, général en chef de l'armée

gallo-batave, datée du quartier général de Würsbourg (17 frimaire-8 décembre 1800).

Charles Duval avait été inspecteur des fourrages dans cette armée ou payeur de l'extraordinaire.

Il s'est encore trouvé parmi les objets provenant de Charles Duval la planche d'un portrait gravé pour le physionotrace de Chrétien. Ce portrait est-il celui de Charles Duval? C'est ce que la description et la reproduction que nous publions ici nous apprendront peut-être.

Planche en cuivre, hauteur 0,075^m.

largeur 0,75^c.

Portrait rond de 0,055^m de diamètre.

Légende circulaire : Dess. par Fouquet, gr. par Chrétien, inventeur du physionotrace, cour St-Honoré, à Paris.

Il n'y a ni nom, ni chiffre¹.

Le portrait est celui d'un homme de la fin du dix-huitième siècle portant la queue, l'habit et le gilet à larges revers, la cravate haute et lâche à bouffettes.

Biographies de personnages de la Révolution, composées au commencement du dix-neuvième siècle. Bibl. imp., nouv. acq., 323.

Antonelle.	Cloutz.
Abattucci.	Dampierre.
Bastide (abbé de la).	Dougados.
Benezech.	Duchatelet.
Brienne (Loménie de).	Gauthier.
Cambacères, second consul ² .	Giraud (de l'Ain, Conv ^{cl}).
Cange.	Girey-Dupré.
Charrette.	Lavalette (J. B.).
Clinchamp (André).	Luckner.

¹ Les chiffres qui se trouvent souvent sur les épreuves du physionotrace renvoient à des listes générales à l'aide desquelles on peut connaître les personnages représentés. M. Soliman-Lieutaud, si connu par ses publications sur l'iconographie des portraits et ses vastes collections, possède les listes de Chrétien. Malheureusement le chiffre de renvoi manque dans notre planche.

² « Place qu'il occupe encore aujourd'hui. » Ceci montre que ces biographies ont été écrites sous le Consulat. An VIII-an XII.

Marbot.	Romme (Gilbert).
Momoro.	Ronsin.
Nicolas (Impr. Juré au T. R.).	Joseph Servan.
Noailles-Monchy.	Tallien.
Pethion de Villeneuve.	Trouvé (C.-J., né en 1767).
Pie VI (Jean-Angé Braschi).	Vadier.
Poultier d'Elmotte.	

*Biographies, faisant suite aux précédentes, cédées à M. Vatet
par M. Chauliac.*

David.	Lally-Tollendal.
Degouges (Marie-Olympe).	Mandar (Théophile).
Dufraisse.	

Nous donnons comme spécimen l'article d'Olympe Degouges et celui de Dufraisse :

« DEGOUTES (Marie-Olympe), femme auteur. Cette femme, possédée du démon de la poésie et de la politique, composa plusieurs brochures relatives à la Révolution, et quelques pièces patriotiques qui n'obtinrent aucun succès. *L'Esclavage des Nègres* et *Dumouriez à Bruxelles* furent impitoyablement sifflés.

» A l'époque du procès de Louis XVI, elle écrivit à la Convention une lettre où elle s'offrait pour défendre le Roi, et publia un écrit dans lequel elle demandait la convocation des Assemblées primaires, pour que le peuple pût exprimer son vœu sur le gouvernement monarchique qu'on venait d'abolir, sur le système fédératif ou sur la République une et indivisible.

» Olympe Degouges, qu'on aurait dû regarder simplement comme une femme ridicule, fut traitée comme une conspiratrice dangereuse; elle fut traduite au Tribunal Révolutionnaire, condamnée à mort et exécutée à Paris le 12 brumaire an II^e. »

« DUFRAISSE... était, au commencement de la Révolution, acteur au théâtre de mademoiselle Montansier. Il quitta le théâtre pour se lancer dans la carrière politique et militaire; il parvint au grade de général de l'armée révolutionnaire à Lille. On prétend qu'il avait fait graver une guillotine sur son cachet... Traduit au Tribunal Révolutionnaire après le 9 thermidor... il fut acquitté... »

PORTRAIT (PRÉSUMÉ) DE MADAME ROLAND.

(V. planche 6.)

Les Archives de l'Empire ne possèdent en général que des pièces manuscrites : peu d'imprimés (à l'exception de la collection Rondonneau), pas de tableaux, autres que ceux de l'hôtel Soubise. A cette règle absolue il n'existe guère qu'une exception. Dans le carton AF II, 45, qui provient du Comité de Salut Public et renferme les papiers des proscrits réfugiés dans la Gironde, se trouve un petit portrait de femme dont le nom n'est pas connu. Ce portrait, rond, de sept centimètres de diamètre, est ce qu'on appelait jadis un *fixé*, c'est-à-dire une peinture collée sur verre. Autour est un cercle en or d'un centimètre environ de large. On voit que ce portrait a dû faire partie d'un médaillon ou d'une boîte, et qu'il en a été séparé à l'aide de pesées encore apparentes sur le poli de l'or. Le verre est cassé par la moitié.

Il n'y a ni le nom du peintre ni celui de la personne représentée. Quel était ce portrait ? Il était impossible de le deviner, et pour le savoir il a fallu deux découvertes successives qui, insuffisantes par elles-mêmes, se complètent et s'éclairent l'une par l'autre :

Les lettres de madame Roland. (Vente France, 1864.)

La relation anonyme trouvée par M. Dauban dans les papiers de Louvet (publiée en 1866, avec les Mémoires de Petion, Buzot et Barbaroux. H. Plon, Paris, in-8°) :

Par les premières, on a connu la correspondance de madame Roland avec Buzot,

Par la seconde, on a su que les lettres adressées à Buzot se trouvaient au nombre des papiers que les Girondins réfugiés à Saint-Émilion avaient confiés à madame Bouquoy. (V. ci-dessus lettre A, n° 18, p. 560.)

Mais une autre révélation se trouve dans cette note ano-

nyme, et après avoir fait l'énumération des papiers contenus dans la cassette de fer-blanc de madame Bouquey, y compris la correspondance de Buzot *avec une femme pleine d'esprit*, la note ajoute, par un renvoi à la marge, « et son portrait, enrichi de d. » (Les mots de d. ont été rayés.)

Quelle était cette femme d'esprit que l'auteur de la relation définissait si bien sans la connaître ? Nous le savons aujourd'hui : c'était madame Roland.

Donc le portrait joint à la correspondance avec Buzot était le portrait de madame Roland. La conséquence est forcée...

Avant d'aller plus loin, constatons que l'auteur de la note ne pouvait se tromper et qu'il parlait *de visu*. Ce qui nous permet de l'affirmer, c'est qu'il avait nécessairement lu les lettres, puisqu'il avait reconnu qu'elles étaient remarquables par l'esprit de celle qui les avait écrites, sans savoir son nom.

Constatons encore deux particularités signalées par la note :

Le portrait avait été enrichi d'une bordure, seulement il y a eu hésitation sur cette bordure. Était-elle bien en diamants ? Dans le doute, le narrateur s'est arrêté, il n'a voulu affirmer que ce qui paraît vrai : c'est que les diamants avaient été enlevés avant que le paquet fût remis à Robespierre. « On prétend que le tout a été remis au Comité de Salut public, ès mains de Robespierre, excepté pourtant les diamants, par l'histriion Coupin. »

Voilà donc ce qu'on savait à Saint-Émilion à une époque contemporaine des événements. Celui qui écrivait cette relation était-il bien informé ? Oui, pour la remise au Comité de Salut Public, par l'histriion Coupin, c'est-à-dire l'acteur Compain, l'express de Jullien. Oui également pour le contenu de la cassette, puisque l'énumération qu'il donne des papiers qu'elle renferme est confirmée, article par article, par

les découvertes postérieures. (V. brochures de Lecointre, le carton des Archives AF II, 45, et catalogue de France, des 12 et 13 février 1864.)

Au risque de nous répéter, qu'on nous permette de donner ici les deux listes comparatives.

LISTE DES ÉCRITS DES GIRONDINS ANNONCÉS PAR LA RELATION ANONYME.	LISTE DES MANUSCRITS RETROUVÉS À CE JOUR.
Mémoires de Petion.	Retrouvés (copie).
— de Buzot.	Retrouvés (copie).
— de Barbaroux.	Retrouvés (original).
— de Louvet.	Inconnus jusqu'à la découverte des papiers de Ch. Duval. Co- piés par lui.
Tragédie de <i>C. Cordai</i> , par Salle.	C'est celle que nous publions.
<i>Satan cédant le fauteuil à Marat</i> .	Conte publié par M. Moreau-Chas- lon sous le titre d' <i>Entrée de Danton aux Enfers</i> .
Poème de Barbaroux.	Non encore retrouvé, mais attesté par une lettre de Barbaroux. (V. ci-dessus, p. 380.)
Autre poème du même sur la <i>Culture en Provence</i> .	Resté inconnu.
Lettres à Buzot par une femme d'esprit.	<i>Lettres de Madame Roland à Bu- zot</i> , publiées par M. Dauban.

Il est impossible de douter, après cette épreuve, de la parfaite exactitude des renseignements donnés par l'auteur de la relation anonyme. La confiance qu'il inspire devient bien plus grande lorsque l'on étend à chacun des points consignés dans cette note l'examen que nous venons de faire de la composition de la cassette de madame Bonquey¹.

¹ Ainsi la relation anonyme dit que, lors de l'arrivée de Guadet et de Salle à Bordeaux, Jullien voulut les interroger.

On voit par le rapport de Jullien lui-même au Comité de Salut Public que ce fait était vrai. (V. Ma mission à Bordeaux, p. 7.)

La relation porte que les papiers des Girondins furent remis *ès mains* de Robespierre. Et nous apprenons encore par la correspondance de Jullien que Robespierre et Barere avaient recommandé à l'avance que ces écrits leur fussent remis en mains propres. (V. ci-dess., p. 413 et 415.)

Il est évident que celui qui a composé cette relation était un homme consciencieux, on pourrait dire minutieux, et que tout ce qu'il a consigné dans cet écrit est le résultat d'une sorte d'enquête qui a embrassé Saint-Émilion, Libourne, Bordeaux, et s'est prolongée même jusqu'à Paris. Eh bien, ce témoin si scrupuleux et si bien instruit, il savait que la miniature placée dans la cassette de Saint-Émilion avec les lettres de Buzot était le portrait de la femme qui avait écrit ces lettres. Son affirmation à elle seule serait déjà d'un grand poids, mais elle n'est pas isolée, et elle peut être corroborée par de nombreux indices qui la confirment, et surtout par l'étude du portrait lui-même.

La personne représentée dans le portrait des Archives a la tête nue, les cheveux coupés carrément sur le front, *en vergette*¹, et tombant par derrière et sur les épaules².

La base du front large, les sourcils arqués et espacés, l'œil de couleur brune, le nez un peu empâté et retroussé, et les narines légèrement échancrées, la bouche bien dessinée mais assez grande, le menton arrondi et proéminent, le

¹ C'était le terme technique employé pour désigner ce genre de coiffure.

² Je possède trois dessins originaux représentant madame Roland, et signés de peintres contemporains.

Ces dessins ne sont pas bons, mais ils sont très-certainement du temps et de la main de gens qui avaient vu madame Roland.

Le premier est de J.-B. Harriet, élève de David, l'auteur d'une grande composition sur le 2 juin.

Le second de Labadye, le portraitiste si connu des Constituants.

Le troisième d'un nommé Joblin, qui a représenté madame Roland dans sa prison.

Ces trois dessins n'ont pas été copiés les uns sur les autres. Ils diffèrent du tout au tout, mais ils s'accordent pour représenter madame Roland avec les cheveux flottants sur les épaules, et c'est ainsi que Riouffe la vit à la Conciergerie.

« Le jour où elle fut condamnée, elle s'était habillée en blanc et avec soin : ses longs cheveux noirs tombaient épars jusques à sa ceinture. » (*Mémoires d'un détenu*, 4^{re} édit., in-12, p. 72.)

teint d'une grande fraîcheur, la physionomie fine, enjouée et expressive.

Elle porte un fichu qui est entré dans le corsage, une robe plate, froncée, de couleur blanche, retenue par une large ceinture bleue, montante. Ce costume doit être de 1792. Une miniature de Marie-Antoinette, envoyée par elle à la comtesse d'Artois entre le 20 juin et le 10 août, présente exactement la même toilette : robe blanche, petit fichu en sautoir, large ceinture bleue.

Si nous ne nous abusons, le portrait se rapporte à celui que madame Roland a donné d'elle-même dans ses Mémoires, au signalement de son écrou à Sainte-Pélagie, aux portraits gravés ou aux appréciations des contemporains. Nous allons rapprocher ces éléments de comparaison, chacun pourra se décider d'après son impression personnelle.

Madame Roland dit en parlant d'elle-même (Mémoires) :

« L'œil n'est pas fort grand, son iris est d'un gris châtain, mais placé à fleur de tête, le regard ouvert; franc, »
 » vif et doux, couronné d'un sourcil brun comme les cheveux¹ et bien dessiné; il varie dans son expression comme »
 » l'âme affectueuse dont il peint les mouvements; sérieux »
 » et fier, il étonne quelquefois; mais il caresse bien davantage et réveille toujours. »

Cette jolie description s'applique très-exactement avec toutes ses nuances au portrait des Archives.

L'œil est, en effet, à fleur de tête et châtain (il ne faut pas demander à un fixé, à l'échelle du dixième, la teinte grise de l'iris), le regard ouvert, franc, vif et doux.

Un sourcil brun le couronne : chacun de ces mots semble inspiré par notre miniature. Un dernier coup de pinceau va achever la ressemblance : « Le front large, soutenu par

¹ Le signalement de la prison dit : cheveux et sourcils châtain foncé.

l'orbite très-élevé de l'œil ¹. » Le signalement dit aussi *front large*. L'orbite veut évidemment dire le sourcil, qui est effectivement relevé d'une manière sensible.

« Le nez, continue madame Roland, me faisait quelque peine, je le trouvais un peu gros par le bout; cependant, considéré dans l'ensemble et surtout de profil, il ne gâtait rien au reste. »

Nous avouons que cette forme du nez qui déplaisait à madame Roland n'est pas très-sensible dans le portrait des Archives; mais elle peut avoir été dissimulée par le peintre comme dans le portrait de Bonneville, qui passe pour fort ressemblant. Madame Roland avait le nez retroussé : les profils de Bonneville et de Gaucher l'attestent. La miniature des Archives est d'accord avec ces portraits et avec le dessin de Wille fils, récemment publié par Blaizot.

« La bouche est un peu grande, dit madame Roland, on en voit mille de plus jolies; pas une n'a le sourire plus tendre et plus séducteur. »

Nous retrouvons encore dans le portrait des Archives la dimension de la bouche, rachetée par la grâce d'un imperceptible sourire. Quant au menton, assez retroussé, l'identité est complète.

Madame Roland ajoute :

« Le teint vif plutôt que très-blanc, des couleurs éclatantes, fréquemment renforcées de la subite rougeur d'un sang bouillant, excitée par les nerfs les plus sensibles. »

Cet incarnat du teint, si remarquable dans notre miniature, concorde merveilleusement avec les *couleurs éclatantes* dont parle madame Roland; c'est peut-être ce qui nous donnerait le plus de foi dans le portrait des Archives. C'était un des traits caractéristiques de sa physionomie,

¹ Elle ajoute : « nu, peu couvert à cet âge », toujours en parlant de son front, parce qu'elle place sa description à l'époque où elle n'avait que quatorze ans.

c'est le premier qu'elle signale dans l'esquisse d'ensemble qu'elle trace de son portrait :

« Ma figure n'avoit rien de frappant qu'une *grande fraîcheur*, beaucoup de douceur et d'expression. A détailler chacun des traits, on peut se demander où donc est la beauté ? aucun n'est régulier, tous plaisent. »

Et Dumouriez, qui la connaissait bien, puisqu'il avait été le collègue de Roland au ministère, se rencontre avec elle sur cette impression : « C'est une femme de trente à quarante ans, *très-fraîche*, d'une figure très-intéressante, toujours mise élégamment. » (*Mém.*, III, p. 374.)

Le trait qui le frappe tout d'abord, c'est cette grande fraîcheur qu'elle indique elle-même au premier plan de son portrait.

De son côté Lemontey, qui, en sa double qualité de Lyonnais et de membre de l'Assemblée législative, avait pu connaître madame Roland, insiste sur l'éclat de son teint :

« J'ai vu quelquefois, dit-il, madame Roland avant 1789 : » ses yeux, sa taille et sa chevelure étaient d'une beauté » remarquable, et son teint délicat avait *une fraîcheur et un* » *coloris* qui, joints à son air de réserve et de candeur, la » rajennissaient singulièrement. »

Et plus loin :

« Dans le cours de la Révolution, je n'ai revu qu'une seule » fois madame Roland, c'était au commencement du premier » ministère de son mari (24 mars 1792); elle n'avait rien » perdu de son air de *fraîcheur*, d'adolescence et de simpli- » cité. » (*Notice sur madame Roland*, par Marie Roger.)

Ainsi, tous les témoignages s'accordent pour signaler la *fraîcheur* de madame Roland comme la particularité la plus remarquable de son visage. (V. aussi Tissot, t. V, p. 24.)

Malheureusement la gravure simple est impuissante à rendre ce cachet du *coloris*, et nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs à la vitrine 210 du Musée des Archives.

Ce qui manque le plus dans le portrait des Archives, c'est l'élévation. Madame Roland, transfigurée par la grandeur de sa mort, nous apparaît à travers un idéal qu'on ne retrouve pas dans cette peinture fine, mais un peu vulgaire. Il en est de même du portrait de madame Roland au physionotrace dont M. Soliman-Lientaud possède le seul exemplaire connu ; le physionotrace est la photographie du temps ; c'est donc la vérité absolue, et là aussi l'élévation fait défaut. C'est qu'en 1792 madame Roland n'est encore qu'une femme d'esprit, et que plus tard elle devient un grand homme, suivant l'expression d'Antonelle, qui l'eût condamnée à mort comme il condamna les Girondins, et qui s'écrie ensuite : « O Roland, la plus séduisante des femmes et le plus grand des hommes ¹ ! » Mais si la beauté idéale est absente, il y a néanmoins dans ces traits, dans ces yeux surtout, une ardeur, une flamme qui ne peuvent appartenir à une femme ordinaire. Et de qui donc serait ce portrait, *s'il n'était* celui de madame Roland ?

De madame Petion ? Voici son signalement conservé dans le registre d'érou de Sainte-Pélagie. (V. ci-dessus, p. 278.)

Cheveux et sourcils bruns,
Yeux bruns,
Nez *gros*,
Bouche grande,
Visage et menton longs,
Front découvert.

Il n'y a pas d'hésitation possible ! Ce signalement ne peut convenir à la personne représentée dans la miniature de Saint-Émilion.

Madame Buzot ? — Nous avons longtemps cherché à nous procurer son portrait. Nous sommes même allé dans

¹ Cet hommage si étonnant est d'un ennemi, d'Antonelle. Il est consigné dans ses papiers encore inédits.

ce but à Évreux, sans pouvoir rencontrer les membres de la famille. M. Lemrez père, de cette ville, a bien voulu transmettre notre demande à madame Lecointre, petite-nièce de Buzot. Il lui a été affirmé qu'il n'existait pas de portrait de madame Buzot, que celle-ci, n'étant pas belle, n'avait jamais voulu, par coquetterie, que l'on fit son portrait ¹.

Madame Brissot n'a pas été incarcérée, elle a été seulement mise en surveillance à l'hôtel Necker, rue Richelieu. (Arrêté du Comité de Sûreté générale du 9 août 1793. Arch. de l'Empire, AF II, 286.)

Serait-ce le portrait d'une des trois maîtresses de Barbaroux, Anna, Julia ou Zélia ? Mais Barbaroux, isolé dans la maison Troquart, ne pouvait communiquer verbalement avec madame Bouquey : il lui a donc écrit, sa lettre a été conservée, nous l'avons reproduite ci-dessus, page 381. Cette lettre est longue, intime, expansive. Barbaroux parle de ses Mémoires, de ses écrits, du prix qu'il y attache ; il fait à madame Bouquey les recommandations les plus pressantes, les plus solennelles ! il ne parle pas de portrait. Il ne lui dit pas : Je vous confie une image qui m'est précieuse, gardez-la avec autant de soin que les papiers que je dépose entre vos mains. Évidemment, il ne pouvait remettre un portrait de femme à une autre femme sans une explication qu'exigeaient les convenances les plus vulgaires.

Buzot, au contraire, a parlé plusieurs fois dans ses derniers

¹ « Madame Lecointre (petite-nièce de Buzot et étrangère à la famille de L. Lecointre) n'a pas de portrait de madame Buzot, qui n'avait jamais voulu se faire peindre par la raison toute féminine qu'elle était très-laide, contrefaite, et avait un nez camard qui complétait sa laideur.

» Évreux, 40 janvier 1869.

» Signé : LEMREZ. »

écrits de portraits qui ne peuvent être que ceux de madame Roland ¹.

Il en légua *un* à Letellier d'Évreux ², son ami. Il y en avait donc un autre ! Et, en effet, nous savons par M. J. Guadet que Buzot avait à Saint-Émilion un petit portrait de femme qu'il contemplait souvent. M. Guadet tenait cette circonstance de M. de Meynot, l'oncle de Robert Bouquey. C'est aussi par M. de Meynot qu'il avait appris que Buzot, à la nouvelle du supplice de madame Roland, était devenu comme fou pendant plusieurs jours ³.

¹ V. *Appel aux Amis de la Vérité*, manuscrit Guadet, 3^e cahier, p. 38 v^o.

Buzot dit :

« Un bon ami que j'ai à Évreux a dans les mains un manuscrit précieux que je le prie de remettre dans deux ou trois ans à la jeune fille de la personne qui en étoit l'auteur, *si moi je ne suis plus*. Les lettres qu'il possède encore, il faudra les jeter aux flammes *dans ce cas seulement*, et je lui fais présent du portrait comme gage éternel de mon amitié pour lui ! »

² Dans la lettre à Letellier on lit :

« Elle n'est plus ! elle n'est plus, mon ami ! Les scélérats l'ont assassinée ! Jugez s'il me reste quelque chose à regretter sur la terre ! Quand vous apprendrez ma mort, vous brûlerez ses lettres. Je ne sais pourquoi je désire que vous gardiez *pour vous seul un portrait*. Vous nous étiez également cher à tous les deux. »

³ M. Guadet cite d'abord le passage des *Notices de Louvet*, p. 123 : « Pauvre Buzot ! il emportait au fond du cœur des chagrins bien amers que je connaissais seul et que je ne dois jamais révéler. » Puis il ajoute : « J'AI APPRIS SUR LES LIEUX D'UN TÉMOIN OCULAIRE DIGNE DE TOUTE CONFIANCE, M. MEYNOT, QUE BUZOT CONSERVAIT RELIGIEUSEMENT UN PETIT PORTRAIT DE FEMME, ET QUE LA MORT DE MADAME ROLAND LUI TROUBLA COMPLÈTEMENT L'ESPRIT. Je donne le fait tel qu'il m'a été transmis, et sans y chercher un argument à l'appui de cette opinion qu'il y eut entre madame Roland et Buzot autre chose qu'un sentiment d'affection fondé sur une estime mutuelle. » (*Saint-Émilion, son histoire et ses monuments*, par J. GUADET, édit. de 1863, p. 174.) Qu'on veuille bien remarquer que ces lignes sont écrites avant la découverte des lettres de madame Roland à Buzot et antérieurement à la publication de la relation anonyme !

Le petit portrait des Archives n'était pas non plus connu de M. Guadet, et cependant déjà à cette date de 1863 on trouve constaté

M. de Meynot était resté à Saint-Émilion après la disparition des familles Guadet et Bouquey. C'était un homme intelligent, éclairé, lettré; tous les renseignements qui pouvaient être réunis sur ces tragiques événements se sont naturellement concentrés dans ses mains : aussi avons-nous vu que c'était à lui que Bose, faisant des recherches sur les Girondins, s'était adressé par deux fois. Son témoignage doit donc inspirer la plus grande confiance. Nous n'avons pas besoin de dire que tout ce qui émane de M. J. Guadet est marqué au coin de la plus scrupuleuse exactitude. Buzot avait donc à Saint-Émilion un portrait de madame Roland, comme on sait que madame Roland avait à l'Abbaye le portrait de Buzot.

Une année environ avant la découverte de M. France, le hasard me faisait trouver le portrait de Buzot en miniature avec sa biographie écrite de la main de madame Roland, et placée par elle entre la toile et le cadre.

Le portrait que nous reproduisons ici est celui que madame Roland portait sur elle dans sa prison; c'est la peinture chérie, *dear picture*, qu'elle arrose de ses larmes (V. troisième lettre de madame Roland à Buzot, du 6 juillet 1793. Dauban, *Étude sur madame Roland*. Édit. Plon, page 35.)

Ce portrait, de forme ronde, a un diamètre de sept centimètres.

Le portrait des Archives a exactement le même diamètre. Les deux circonférences coïncident *mathématiquement*.

Les figures, de trois quarts, sont disposées de manière à se former pendant l'une à l'autre.

le fait que Buzot conservait religieusement à Saint-Émilion un petit portrait de femme. N'en résulte-t-il pas une preuve très-forte à l'appui de l'indication donnée par la relation anonyme et des conséquences que nous en avons tirées?

Madame Roland est tournée de gauche à droite.

Buzot de droite à gauche.

Ces indices, très-légers, sont-ils de nature à confirmer l'assertion de la relation anonyme ? Nous les soumettons à la ratification des connaisseurs; avant tout, notre autorité, c'est cette relation même. S'il y avait une erreur, on nous pardonnerait d'avoir suivi un guide dont l'exactitude se serait démentie pour la première fois.

Nous ne saurions trop engager les personnes qui voudront reprendre la question à bien se pénétrer de la valeur de cette pièce. Ce n'est pas seulement la ligne finale sur le portrait qu'il faut lire, c'est l'ensemble qu'il faut étudier, et alors on sera convaincu que celui ou ceux qui ont écrit ce récit, très-remarquable malgré son apparente simplicité, méritent d'être crus jusqu'à preuve contraire.

Nous avons indiqué M. de Meynot,

1° Parce que ce document nous paraît émaner d'un légiste, on y trouve souvent des expressions de pratique : *consorts*, *ès mains*, etc. Or, M. de Meynot était magistrat.

2° Parce que, tout en conservant quelques traces du langage judiciaire, le style est celui d'un homme du monde écrivant avec facilité et correction, caractères que présentent les lettres de M. de Meynot qui nous ont été communiquées.

3° Parce que c'est par M. de Meynot seul qu'on a su que Buzot portait sur lui à Saint-Émilion un portrait de femme qu'il contemplait souvent, et que cette particularité se retrouve implicitement dans la relation anonyme.

Toutefois nous devons dire que telle n'est pas l'opinion de M. J. Guadet, qui a connu M. de Meynot et qui ne reconnaît pas dans cette relation sa *manière* de parler ou d'écrire.

L'écriture n'est pas non plus celle de M. de Meynot,

mais la pièce étant visiblement écrite à la dictée (V. M. Dauban, *loc. cit.*, p. 494), cette dernière objection s'efface.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons qu'appeler l'attention des hommes compétents, MM. Dauban, Faugère, J. Guadet, Védie, de Bordeaux, de la Sicotière, et tous ceux qui se sont occupés des événements de Saint-Émilion. Nul doute qu'ils ne parviennent à résoudre la question dont nous n'avons pu qu'esquisser imparfaitement la solution.

MANUSCRITS DES GIRONDINS.

COPIES DE CHARLES DUVAL.

Les Mémoires des Girondins ne sont plus à publier; mais il reste un vaste champ à la critique, aux nouvelles recherches, aux découvertes de l'avenir. Nous croyons donc remplir une tâche utile en décrivant au point de vue bibliographique les copies qui proviennent de Charles Duval et de Jullien. Ces constatations minutieuses peuvent servir aux personnes qui n'ont pas la possibilité de consulter les manuscrits eux-mêmes. Espérons qu'elles deviendront le point de départ d'études complémentaires sur les Mémoires des Girondins, et serviront un jour aux éditeurs de leurs œuvres.

Nous avons tenu surtout à faire connaître intégralement les sommaires mis en tête de chacune des copies; on y trouvera la preuve directe de la possession que Charles Duval a eue des manuscrits qu'il décrit. Nous les faisons imprimer en caractères italiques pour les distinguer de nos propres observations.

NOTICES

POUR SERVIR A MES MÉMOIRES.

Copiées d'après un manuscrit en entier de la main de Louvet.

Il est in-4° sur papier commun, deux pages et demie. La suite aussi in-4° et sur papier commun, commençant à la page 3, finissant à la page 16.

D'une écriture très-serrée, avec beaucoup de ratures et de renvois.

En marge de la troisième page est la signature de Louvet, et au haut est écrit :

*Suite des Notices, etc., dont les deux ou trois premières pages sont à P*****res.*

Observations. — Cette copie se compose de cinquante pages foliotées par première et dernière et d'un appendice de deux pages non foliotées. Elle commence par ces lignes, qui sont écrites sur la première page au-dessous du titre :

« Qu'on ne s'attende pas à trouver ici de la concision, »
 » de la méthode ni aucun agrément de style, pas même un »
 » récit détaillé. Ce que je promets, ce sont de simples »
 » notes rapides et fidèles; je ne dirai pas tout, mais ce que »
 » je dirai sera de la vérité la plus exacte... »

Et finit par celles-ci :

« ... Mais en faisant accepter la Constitution par Louis XVI, »
 » les Feuillans gagnoient du temps pour la détruire. La con- »
 » spiration pour les deux Chambres ne fut pas un instant »
 » abandonnée. On la poursuivit constamment sous l'Assem- »
 » blée législative. »

Ces Mémoires sont distincts de ceux de Louvet, déjà connus sous le nom de Notices pour servir à l'histoire de mes périls. Ils sont encore inédits, ils seront publiés par M. Dauban.

P.....s. Quelle est la localité que désignent ces lettres ? Louvet dans ses Notices dit que Lodoïska lui avait trouvé, près de Quimper, une jolie petite maison avec un assez grand jardin (première édit., p. 89), et il ajoute qu'elle lui avait construit là une retraite impénétrable aux assassins. Il

décrit les jours rapides qu'ils passent ensemble dans cette campagne, puis il s'écrie : « O Penars ! lieux à jamais présens à mon souvenir, devenez chers aux vrais amans !... » (P. 90). Et à la page suivante : « Le bonheur de Penars étoit trop grand, il fut court, à peine il commençoit quand il fallut y renoncer. »

Or, on lit dans le nouveau *Dictionnaire de Bretagne* par Ogée, au mot *Quimper* : « Après la journée du 31 mai, beaucoup de Girondins avaient trouvé un refuge dans la commune de *Penhars*, située à une demi-lieue (S.-O.) de Quimper ; on montre encore une cachette appelée *le trou de Louvet*, dans laquelle, dit-on, ce Girondin vécut plusieurs semaines. » Et M. du Châtellier, qui demeure à Kernus, non loin de là, nous écrit que la retraite de Louvet à Penhars se composait d'une petite maison et d'un jardin muré, ayant formé l'ancien presbytère de la paroisse. M. du Châtellier tient le fait de son père, qui avait marché sous les drapeaux fédéralistes jusqu'à Vernon. L'honorable membre de l'Institut dont l'autorité est si grande dans ce qui touche à la Bretagne ¹, n'hésite pas à penser que les lettres P.....s désignent Penhars, mal orthographié par Louvet ou mal lu par Charles Duval.

MÉMOIRES

DE

JÉRÔME PETION

DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

ENSUITE MAIRE DE PARIS ET ENFIN

DÉPUTÉ A LA CONVENTION

NATIONALE.

Copiés d'après le manuscrit original in-4° de diffé-

¹ V. son bel ouvrage : *Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne*, Nantes, 1836.

rens papiers, contenant cent-quarante-trois pages, recto et verso, écrites à mi-marge, toutes de la main de Petion, excepté les quatre premières, cependant la quatrième est de sa main depuis la dixième ligne inclusive-ment, commençant par à la maison de...

NORA (sic). *Plusieurs nous sont effacés sans que je sache si c'est lui ou d'autres qui ont pris cette précaution.*

Ces Mémoires ont été composés après le 31 may 1793.

Observations. — Le manuscrit commence en ces termes : « Je suis un des exemples les plus frappans de l'inconstance des faveurs populaires. »

Le texte se compose de trente-deux pages, et se termine par ces mots :

« La conduite qu'il a tenue à notre égard est au-dessus de tout éloge. »

Les Mémoires de Petion ont été publiés par M. Dauban, chez H. Plon, 1866, un vol. in-8°.

L'habitude invariable de Petion était de n'écrire qu'à mi-marge. Cette circonstance, signalée par Charles Duval, prouve qu'il a eu sous les yeux le manuscrit original de Petion. Il paraissait d'ailleurs très-bien connaître son écriture, et les distinctions minutieuses dans lesquelles il ne craint pas d'entrer montrent quels soins il apportait dans la description des manuscrits dont il prenait les copies.

Lui ou d'autres. Charles Duval admettait ainsi qu'entre lui, détenteur actuel du manuscrit, et Petion, qui en était le rédacteur originaire, il avait existé des intermédiaires.

Nous l'avons déjà dit, le manuscrit des Mémoires de Petion est retourné en la possession de son fils, et a été vendu par fragments. L'un de ces fragments a été acheté et doit être possédé par M. Deniard de Montélimart.

MÉMOIRES

DE

CHARLES BARBAROUX

DÉPUTÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES

BOUCHES-DU-RHÔNE

A LA

CONVENTION NATIONALE.

Copies d'après le manuscrit original, dont je n'ai pu me procurer que la deuxième et la quatrième partie. Barbaroux nous indique où est la première, sans nommer cependant ceux à qui il l'a confiée. Il donne aussi dans une note les raisons qui l'ont empêché de composer la troisième.

La deuxième est intitulée : Suite des Mémoires de Charles.... Deuxième partie.

Elle est écrite de sa main sur du papier coupé in-folio, et contient trente-huit feuillets ou soixante-seize pages à mi-marge.

La quatrième est aussi de sa main sur papier à lettre ordinaire in-quarto, et contient dix-neuf feuillets pleins.

MÉMOIRES

DE

CHARLES BARBAROUX

SECONDE PARTIE

AVERTISSEMENT

La première partie de ces Mémoires et le premier chapitre de la seconde ont été composés en Bretagne, et y sont déposés dans des mains sûres. Je vais donc continuer la seconde partie, observant que n'ayant pas la

première sous les yeux, il est possible que je tombe dans quelques répétitions, c'est aux amis qui publieront ces Mémoires à les faire disparaître.

CHAPITRE II.

M. Greling, commandant la garde nationale, avait donné sa démission. Sa place. (Viennent ensuite plusieurs feuillets blancs.)

Observations. — Charles Duval n'a fait que transcrire le titre des Mémoires de Barbaroux ; il n'a pas achevé sa copie, ou plutôt il ne l'a pas commencée.

Nous ne savons ce qui a pu arrêter sa main. Nous devons d'autant plus regretter cette interruption inexplicquée, que la quatrième partie, à en juger par les indiscretions de Lecointre, contenait des révélations piquantes sur l'existence intime de Barbaroux. Peut-être est-ce à cette circonstance qu'il faut attribuer la perte de cette portion du manuscrit. On sait quelles suppressions discrètes Bosc avait fait subir aux Mémoires de madame Roland, et comme les papiers de Barbaroux ont passé par lui, il est possible qu'il n'ait pas voulu communiquer au fils encore jeune les pages qui retraçaient les succès trop nombreux de son père. Peut-être aussi le récit de ces aventures a-t-il tenté quelques-uns des possesseurs intermédiaires ou des lecteurs qui succédèrent à Charles Duval.

Quoi qu'il en soit, tout semble s'être conjuré pour la perte de cette quatrième partie des Mémoires de Barbaroux. L'original manque, le copiste s'arrête, il n'y a d'espoir que dans la découverte qui pourrait être faite des papiers de Lecointre.

Mais l'intitulé de Charles Duval, quoique resté sans suite, n'en a pas moins son importance, son intérêt, qui est très-grand pour nous. Il prouve d'une manière matérielle

que la deuxième partie des Mémoires de Barbaroux a été composée à Bordeaux ou dans ses environs, et par là se trouvent justifiées les inductions que nous avons tirées de la remise du manuscrit faite par Bosc au fils de Barbaroux. Nous y trouvons aussi la rectification de ce que nous avons avancé page 382, sur la foi du premier éditeur. Nous allons donc essayer de classer d'une manière définitive, d'après ces nouveaux documents, les différentes parties des Mémoires de Barbaroux, dont l'historique n'était pas bien connu jusqu'ici.

Les Mémoires de Barbaroux sont divisés en quatre parties, lesquelles se subdivisent elles-mêmes en chapitres.

La première partie et le premier chapitre de la seconde ont été composés et laissés par Barbaroux en Bretagne, d'août à septembre 1793 ¹; ils étaient sans doute consacrés aux premières années de l'auteur.

La seconde partie, moins le premier chapitre, a été commencée vers la fin de septembre, et terminée avant le 30 octobre dans le Bordelais; elle va de 1794 à 1792.

La troisième partie n'a été que projetée, et ne doit être comptée que pour ordre ². Elle devait traiter de la Convention.

¹ C'est Barbaroux qui le dit lui-même dans un avertissement placé en tête de ses Mémoires. V. p. 4.

« *N. B.* La première partie de ces Mémoires et le premier chapitre de la seconde partie ont été composés en Bretagne et sont déposés en mains sûres. » Ces mains sûres étaient celles de M. de la Hubaudière, de Quimper. V. Notice sur Barbaroux, p. 33.

² C'est encore Barbaroux qui est ici notre autorité : p. 98, on lit ce nota qui est de lui : « La troisième partie de ces Mémoires doit renfermer l'histoire extrêmement curieuse de la Convention; mais pour la rédiger il me faudrait avoir le journal de ses séances.

» Je suis donc forcé de renvoyer ce travail à un autre temps, maintenant je vais passer de suite à la quatrième partie. »

La quatrième partie a été composée à Saint-Émilion¹. Elle comprenait la proscription de Barbaroux.

La seconde partie seule n'est pas datée; mais la date résulte des énonciations qu'elle renferme. Ainsi, Barbaroux déclare en commençant que la première partie et le premier chapitre de la seconde ont été composés *en Bretagne*, et y sont déposés en mains sûres. Il indique par là même que la suite n'a pas été composée en Bretagne, et comme il s'est embarqué à Brest pour Bordeaux, il faut en conclure que le second chapitre de la seconde partie a été écrit dans le Bordelais, après qu'il eut débarqué au Bec-d'Ambès, vers le 25 septembre 1793. Cette date peut encore être fixée avec plus de précision d'une autre manière.

Barbaroux dit, chapitre III, page 17 :

« Je viens de lire que les dominateurs ont fait enfermer François de Neufchâteau à l'Abbaye avec Champfort et Barthélemy. »

François de Neufchâteau ne fut pas incarcéré, il fut seulement consigné chez lui sous la garde d'un gendarme. (Arrêté du Comité de Sûreté générale du 6 septembre 1793.) Il n'a donc été inscrit sur le registre d'aucune prison. Mais nous avons trouvé aux Archives de la Préfecture de Police les écrous de Champfort et de Barthélemy aux Madelonnettes.

« 2 septembre 1793. Sébastien-Roch-Nicolas Champfort, prévenu d'incivisme; taille de cinq pieds quatre pouces, cheveux et sourcils châains, front découvert, yeux bleus, nez court, bouche moyenne, menton ordinaire, visage ovale. »

« Même date. Jean-Jacques Barthélemy, âgé de soixante-dix-huit ans, etc., prévenu d'incivisme; taille de cinq

¹ V. Lettre de Barbaroux à madame Bouquey, ci-dessus, p. 380. « Voici, femme aimable et sensible, quelques nouvelles feuilles de mes Mémoires, que je *vais très-rapidement achever*... », et p. 593, note 2, *in fine*.

pieds huit pouces, cheveux et sourcils blancs, front large, yeux noirs, nez long, bouche moyenne, menton long, visage idem. »

M. Dauban fait remarquer que l'arrestation de François de Neufchâteau fut annoncée dans la séance de la Convention du 3 septembre 1793. Les nouvelles ne devaient parvenir aux proscrits que difficilement et lentement. Barbaroux n'a pu être informé des arrestations dont il parle qu'au moment où il quittait la Bretagne (du 15 au 20 septembre) ou à son arrivée à Bordeaux (25 septembre 1793). C'est donc entre le 25 et le 30 qu'on peut placer la date initiale de la seconde partie de ses Mémoires.

Nous ajoutons qu'elle a dû être terminée avant le 20 octobre, et voici notre raison. Vers la fin de cette seconde partie, Barbaroux passe en revue les choix faits en 1792 par le corps électoral du département des Bouches-du-Rhône et les députés élus à la Convention. Il cite De Perret, Carra, Mainvielle, et il s'exprime en parlant d'eux comme on le fait lorsqu'il s'agit de personnes vivantes; il dit notamment :

Deperret, républicain ardent, honnête homme, etc., il a toutes les qualités qui doivent concilier l'estime publique, et il est décrété d'accusation.

Carra, c'est un homme qui *veut* le bien, mais qui n'ose pas le faire.

Mainvielle, ... peu d'hommes ont aussi courageusement combattu contre la liberté, mais dans une rixe il a donné un coup de poing au Jacobin Duprat, il *est* en conséquence décrété d'accusation.

De Perret, Carra et Mainvielle ont été condamnés à mort le 29 octobre 1793 et exécutés le 30. Barbaroux n'aurait pas parlé au présent de leur mise en accusation, si déjà la condamnation à mort avait été prononcée et exécutée. Il écrivait donc ces lignes avant le 30 octobre, date

de l'assassinat juridique des Girondins, ou avant que la nouvelle de cet événement lui fût parvenue. Il fallait alors quatre jours pour aller de Paris à Bordeaux. (V. *Almanach du Commerce de Bordeaux*, déjà cité p. 496.)

Mais ici se présente une objection. Dans cette même partie, chapitre 6, page 82-83, Barbaroux raconte son retour à Marseille après le 40 août, il apprend que depuis dix jours il était père d'un fils, et il ajoute : « Une année *presque entière* s'est écoulée sans que j'aie pu savoir ce qu'il est devenu. Vit-il encore ? etc. » Il avait pu recevoir des nouvelles de son fils jusqu'au 2 juin 1793, jour où il fut proscrit avec tout son parti. Si donc au moment où il écrivait il n'avait pas entendu parler de son fils depuis près d'un an, c'est qu'il écrivait en juin 1794 et non en octobre 1793. Comment faire coïncider cette date avec celle que nous avons précédemment fixée ?

Cette difficulté a été signalée par M. Dauban, qui se demande si le deuxième chapitre n'aurait pas été écrit en octobre ou novembre 1793, et le sixième en avril 1794. Toutefois cette solution ne le satisfait pas, parce qu'il pense que toute la seconde partie des Mémoires de Barbaroux a été écrite d'un seul jet. (V. Mém. de Barbaroux, édit. Plon, p. 320.)

La remarque de M. Dauban est exacte, et nous l'adoptons entièrement ; mais notre interprétation est différente de la sienne.

Suivant nous, le passage qui renferme l'invocation de Barbaroux à son fils a été ajouté après coup. Barbaroux avait écrit cette invocation, soit en marge, soit sur une feuille postérieure jointe au manuscrit, et l'éditeur a intercalé cette addition dans la note de la rédaction primitive ¹.

¹ Le passage est fort long : nous en donnons quelques extraits qui feront bien comprendre notre pensée :

« Nous arrivons à Marseille : je cours rendre mon premier hommage

Ce qui nous autorise à être aussi affirmatif, c'est le contenu de cet alinéa; d'abord il forme une sorte de hors-d'œuvre au milieu du récit des événements qui suivirent le 10 août, puis il se termine par ces mots : « Dresse un autel à la Liberté dans ta maison, sois homme de bien, etc., et partage ton pain avec les enfans de *mes malheureux amis égorgés par les nouveaux tyrans.* » (P. 84, édition Barrière et Berville.)

Ces mots ne peuvent avoir été écrits qu'après le 30 octobre, jour de l'exécution des vingt et un, et c'est dix pages plus loin (p. 94) qu'il est parlé de De Perret, Carra et Mainvielle comme existant encore. Il faut donc admettre qu'il y a eu là une de ces intercalations que Barbaroux avait prévues et qu'il avait prescrites lui-même à ses amis. (J'écrirai quelques chapitres qui seront intercalés à leur place, p. 98.)

aux magistrats du peuple. Je vois, j'embrasse ma mère... Depuis dix jours j'avais un fils. »

« Une année presque entière s'est écoulée sans que j'aie pu savoir ce qu'il est devenu ! Vit-il encore ? La fatalité qui me poursuit l'aura-t-elle épargné ? Mes cruels persécuteurs n'auront-ils pas assouvi la soif de mon sang dans le sang de mon fils ? De quels crimes en effet ne sont-ils pas capables ? Quelle tête innocente ont-ils respectée ? Qu'y a-t-il de sacré pour eux sur la terre ? O mon fils ! si tu peux échapper aux dévorantes calamités de ton pays, écoute : ne venge pas ton père, venge la liberté ! » Suit une série de recommandations qui se termine par les lignes que nous avons déjà rapportées, auxquelles il faut ajouter cet adieu final : « Voilà tous mes préceptes. Mon fils, si tu vis, reçois les tendres embrassements de ton père. »

Puis le texte reprend en ces termes le fil du récit interrompu : « La nouvelle de mon arrivée s'étant répandue, les meilleurs patriotes accoururent m'embrasser. » Suit la relation des fêtes et des massacres qui se succèdent à Marseille, après le 10 août, jusqu'aux élections de la Convention.

On voit très-clairement que Barbaroux passe de 1792 à 1794, qu'il revient ensuite de 1794 à 1792. C'est ce qui ne peut s'expliquer que par l'interpolation que nous avons admise, parce que toujours Barbaroux suit l'ordre rigoureux des événements, et qu'il n'aurait pas commis une pareille interversion, dont aucun exemple ne se retrouve dans le surplus de ses Mémoires.

Il est alors facile de comprendre que Barbaroux ait pu dire, dans cette page additionnelle, que près d'une année s'était écoulée sans qu'il eût entendu parler de son fils, parce qu'en effet c'est vers le mois de mai 1794 qu'il écrivit et confia à madame Bouquey les derniers feuillets de ses Mémoires.

La chronologie des différentes parties des Mémoires de Barbaroux étant ainsi établie, l'erreur de M. Ogé Barbaroux se rectifie d'elle-même.

D'après la Biographie de Rabbe et de Sainte-Preuve, « Bosc se retira dans la forêt de Montmorency à l'époque de la mort de madame Roland (10 novembre 1793), et il resta au milieu des roches, toujours proscrit, toujours errant dans les solitudes de Sainte-Radegonde, dix mois encore après le décès de sa malheureuse amie ».

Bosc ne pouvait donc avoir caché les Mémoires de Barbaroux dans la forêt de Montmorency :

1° Parce qu'à ce moment il n'y avait aucune communication possible entre Barbaroux et lui, entre la Gironde et les environs de Paris. On le voit par la lettre de Buzot à Letellier, qui est restée toute cachetée dans les papiers de Saint-Émilion, n'ayant pu être envoyée à son adresse. (V. Dauban, Étude sur madame Roland, II^e partie, p. 56.)

2° Parce que le manuscrit s'est retrouvé dans la cassette de fer-blanc de madame Bouquey à Saint-Émilion, ce qui prouve surabondamment qu'il n'avait point été caché avec les papiers de madame Roland.

3° Parce qu'enfin Bosc possédait si peu ces Mémoires, qu'il les demandait en l'an VII au Ministre de la Police.

Dès lors nous devons prier nos lecteurs de considérer comme non avenu ce que nous avons dit des Mémoires de Barbaroux, page 382. Mais nous maintenons pleinement et *a fortiori* ce que nous avons avancé sur la possibilité d'une restitution opérée de Vatar à Bosc, pages 511-512 ci-dessus. Nous aurions désiré consulter le manuscrit de ces

Mémoires, mais il avait été remis par M. Ogé Barbaroux à M. de Lamartine, à l'époque où l'illustre écrivain travaillait à son *Histoire des Girondins*. Quoique la demande eût été adressée par M. Charles Barbaroux, juge au tribunal de la Seine, à madame la comtesse de Lamartine-Sessiat, et malgré les recherches qu'elle a bien voulu autoriser, on n'a pu encore remettre la main sur ce manuscrit, au milieu des papiers innombrables laissés par le défunt. C'est là qu'un jour ils pourront être retrouvés, si M. de Lamartine n'en avait pas disposé avant de mourir, et c'est une découverte qui ne serait pas sans importance, car il ne faut point oublier que les Mémoires de Barbaroux sont les seuls dont le manuscrit original ait reparu. Les Mémoires des autres Girondins ne sont encore connus que par des copies ou par de courts fragments.

En l'absence du manuscrit qui nous fait défaut, M. Charles Barbaroux a eu l'obligeance de nous communiquer un cahier de la main de son grand-père destiné à être intercalé dans la seconde partie de ses Mémoires, après le chapitre III. Il se compose de dix feuillets, petit in-4°, écrits à mi-marge et très-raturés. Mais ces pages ne paraissent avoir passé ni par la Commission militaire à Bordeaux ni par le Comité de Salut Public à Paris. Elles présentent plutôt l'aspect des trois lettres d'adieu sauvées par Troquart. (V. liste A, nos 23 à 25, p. 561.) Elles ont été maculées comme elles et rongées sur leurs bords par l'humidité. Peut-être furent-elles enfouies avec ces pièces et transmises plus tard à la famille par le perruquier de Saint-Émilion. Elles traitent des événements qui précèdent la réunion d'Avignon à la France, et elles ont été composées après le 30 octobre 1793. Elles sont remarquables par le style et par les documents qu'elles renferment, et nous devons être reconnaissant à M. Dauban d'avoir exhumé ces pages oubliées dans les papiers de Barbaroux et de les avoir publiées à la suite de ses Mémoires sous le titre de *Fragments inédits*. (V. p. 386-398.)

MÉMOIRES
DE
FRANÇOIS-NICOLAS-LOUIS BUZOT
MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE
ET
DÉPUTÉ A LA CONVENTION NATIONALE
PAR LE
DÉPARTEMENT DE L'EURE

Copiés d'après le manuscrit original écrit tout entier de la main de Buzot sur cahiers de papier commun et à lettres in-4°, dont en papier commun et en papier à lettres, avec plusieurs ratures et renvois à la marge.

Le premier cahier contient six feuillets à grande marge, dont le dernier finit aux trois quarts de la page recto, et est signé F. N. L. B..... (paraphe).

Ce cahier est intitulé Avant-propos.

Au haut de la marge de la première page on lit le mot Buzot d'une main étrangère à l'écriture du cahier.

OBSERVATIONS. — Buzot n'a jamais donné le titre de Mémoires à ses écrits. Lecointre ne s'est pas non plus servi de ce terme, il appartient donc à Charles Duval.

Louis Buzot. C'est une erreur, Buzot avait pour prénom : *Léonard*. L'auteur de la notice a été trompé par l'initiale L.

A la page suivante, qui est la page cotée (1), on lit :

AVANT-PROPOS.

1^{er} CAHIER.

Il débute ainsi : *Cet écrit commencé, etc., et finit par*

ces mots : *ou tout principe de morale est anéanti sur la terre.*

F. N. L. B.

C'est-à-dire François-Nicolas-Léonard Buzot. (Initiales des prénoms et nom de Buzot.)

Le deuxième cahier, contenant les notes sur l'avant-propos, manque, sans que le copiste fasse remarquer cette lacune, ni qu'il paraisse s'en apercevoir. Il continue de la manière suivante (p. 26) :

(14)

ANNÉE 1793

AUX AMIS DE LA VÉRITÉ

F. N. L. B.... (mêmes initiales).

Suum cuique decus posteritas rependit.

TACITE.

Ce cahier, qui devrait être intitulé troisième cahier, commence par ces mots :

Ils ne sont plus ! talents, patriotisme, vertu, le crime a dévoré tout ; et finit par ceux-ci : Je lui fais présent du portrait, comme gage éternel de mon amitié pour lui.

Il a quarante-quatre pages.

Ensuite vient (p. 70 du manuscrit total) une dernière partie intitulée :

NOTES

SUR

LE TROISIÈME CAHIER.

Ce cahier se compose de vingt-quatre notes remplissant dix pages, qui commencent par ces mots :

Pour concevoir un peu l'inconcevable mobilité de ces têtes françaises ; et finit par ceux-ci : Pour nous, nous ne pouvons rien faire, parce que toute tentative nous

est impossible ; si nous pourrions aborder Paris... Fix.

Ainsi, la copie de Charles Duval se compose de trois cahiers du manuscrit de Buzot, savoir :

1^o Le premier cahier, contenant l'*Avant-propos* ;

2^o Le troisième cahier qui, renferme l'*Appel aux Amis de la Vérité* ;

3^o Les notes sur ce troisième cahier.

L'appendice du premier cahier manque.

On comprend dès lors l'embarras qu'a éprouvé Charles Duval, esprit exact et méticuleux. Il n'a pu trouver le compte des cahiers, et il a laissé en blanc le nombre à fixer.

Indépendamment de ces copies des Mémoires de Buzot, il existe un fragment original, qui a été conservé dans la collection d'un amateur d'autographes, M. de Trémont. Nous en devons la connaissance à M. de Sainte-Beuve, juge au tribunal de la Seine, qui s'en était rendu acquéreur lors de la vente faite après le décès de M. de Trémont en décembre 1852, et qui a bien voulu nous donner cette pièce précieuse.

Ce passage des Mémoires de Buzot ne se trouve ni dans la copie de Charles Duval, ni dans celle transmise par Julien à M. J. Guadet. Lecoindre ne le comprend pas non plus dans ses citations. C'est une page entièrement inédite, et elle est du plus haut intérêt pour l'histoire de la Gironde.

C'est là, en effet, qu'on trouve l'explication catégorique de l'attitude prise par les Girondins dans le procès de Louis XVI. — « Ils voulaient, dit Buzot, sauver Louis XVI par l'appel au peuple d'abord, plus tard par le sursis à l'exécution. »

« Penses-vous que je fusse asses stupide, dit ailleurs Buzot, pour imaginer jamais que Louis XVI eût l'intention de favoriser les institutions nouvelles? Non, cela n'étoit pas naturel; j'excuse même, autant qu'il est en moi, les dispositions contraires. Mille autres à sa place auroient fait pis

encore. Les scélérats qui ont inhumainement égorgé le monarque infortuné auroient été, à sa place, et plus audacieusement criminels et plus heureux peut-être par de plus grands crimes. » — (Mém. de Buzot, édition Plon, note de la page 44).

La mort de Louis XVI, selon Buzot, est la cause de la guerre qui désola la France, surtout de la guerre civile, et il entre dans des détails sur la Vendée qui sont nouveaux de la part d'un Girondin. La Montagne a toujours accusé le parti de la Gironde d'avoir pactisé avec les Vendéens. On voit nettement par ces confidences le point de partage qui existait entre les Girondins et les Royalistes. « Peuple infortuné, mais grand et sublime dans vos malheurs, en plaignant *vos erreurs*, j'admire votre *courage*. » Voilà la ligne de démarcation. Buzot reste fidèle à ses convictions, tout en payant un juste tribut d'éloges à un héroïsme qui représentait sans doute pour lui la résistance à la dictature de Paris sur la France.

Voici ce fragment :

« [Il n'est pas]... une Ville, un Bourg, un village, qui n'ait des récits à faire de détails aussi douloureux où l'on n'ait à pleurer un Parent, un Père, un Frère, une Épouse, un Ami, un Consolateur ! A ces monceaux de morts égorgés pour ainsi dire avec règle, de sang-froid sous l'appareil judiciaire, joignez ceux que la misère et le desespoir tuent chaque jour, et cette immense quantité d'hommes que la guerre moissonne dans les camps et dans les hôpitaux, guerre sanglante, terrible, née de l'ambition et des fureurs de Barere, de Robespierre et de leurs Partisans, guerre qu'il faut évidemment attribuer à la mort de Louis Seize et que nous voulions éviter, soit par l'appel au Peuple ou le sursis à son Jugement ¹.

¹ C'est ce qu'atteste Mercier en ces termes :

« Les Girondins vouloient sauver le Roy; ils imaginèrent l'appel au

» Maintenant jetez les yeux sur les champs incultes, les masures abandonnées, les chaumières incendiées des cinq Départements en proie à la guerre de la Vendée ; tous les chemins, les bois, les villages sont teints de sang, jonchés de cadavres ; les villes pillées, brûlées, désertes, ils ont juré d'anéantir tout ce qui vit, tout ce qui respire dans ces malheureuses contrées ! On égorge tout, vieillards, femmes, enfans à la mamelle, tout sans distinction de sexe ny d'âge ! J'ai vu la lettre d'un soldat qui racontoit ces exécrables détails avec un sang-froid digne d'un Cannibale. Peuple infortuné, mais grand, sublime dans vos malheurs, en plaignant vos Erreurs, j'admire votre constance et votre courage. Une telle histoire mériteroit bien aussi un écrivain qui sçût vous plaindre et vous admirer ! Dans les premiers temps vous fûtes généreux ; vous renvoyez vos Prisonniers en leur coupant les cheveux et vous contentant d'exiger d'eux qu'ils ne servissent plus contre vous ¹ ; mais on a lassé votre patience ;

Peuple, comptant bien qu'en prenant cette route, l'issue du procès auroit une foule de chances favorables, mais ils se trompèrent, et je fis de vains efforts pour les dissuader.... » (Mercier, *Nouveau tableau de Paris*, t. I^{er}, p. 252.)

¹ Une preuve curieuse à l'appui de cette assertion de Buzot se trouve dans les Archives de la Préfecture de Police. On voit par le procès-verbal d'un commissaire de police qu'un jeune volontaire est arrêté dans les rues de Paris.

On lui demande pourquoi il a quitté son corps, et il répond qu'ayant été fait prisonnier par les Vendéens, ceux-ci lui ont coupé les cheveux et l'ont renvoyé avec la promesse de ne plus servir contre eux.

Section de la Fontaine de Grenelle, Comité de surveillance, l'an 1793, II^e de la République fr., etc., le 21 juin.

Deux citoyens amènent devant le Comité un volontaire enrôlé pour la Vendée qu'ils ont rencontré dans la rue de l'Université. On l'interroge, « il répond se nommer Guillaume la Pierre, etc... ; qu'il avoit été fait prisonnier à Saumur par les Brigands, lesquels lui avoient coupé les cheveux ; que ce motif qui lui faisoit craindre d'être reconnu a été un de ceux qui l'a engagé à revenir, etc.... » Puis il produit le passe-port qui lui a été délivré par les Royalistes ; il est ainsi conçu :

« DE PAR LE ROI, Nous, Commandans des armées Catholiques et Royales, avons accordé le présent passeport à Lapierre, de Paris : prison-

ils ont abusé de votre générosité contre vous-même; on vous a forcé, dit-on, d'être cruels à votre tour. — Grâce au ciel, je n'ai point à m'accuser d'avoir trempé mes mains dans votre sang; ma conscience ne me reprochera le massacre d'aucun de mes Frères!

» Je suis las de fixer continuellement ma vue sur des objets aussi déchirans.

» L'aveuglement du Peuple et sa Patience dans l'asservissement, et ces flots du sang le plus pur répandus pour le crime et la Tyrannie, au nom de la Liberté même, fatiguent mon âme et l'abbattent de douleur. Mais qu'on me pardonne l'intérêt que je prends à des citoyens avec lesquels j'avois uni le bonheur de ma vie. Si d'aussi atroces forfaits sont l'opprobre de mes contemporains, il est bon que la Postérité en garde le souvenir et pour sa propre instruction et pour la gloire des hommes illustres qui ont scellé de leur sang leur amour pour la Justice et la Liberté.

» Je m'arrêterai donc encore aux sanglantes exécutions commandées sous la direction et la volonté plus immédiate du... »

Vente de M. de Trémont 9 décembre 1852, n° 229. Laverdet. — Aujourd'h. Gabriel Charavay.

nier de guerre, renvoyé, après avoir eu les cheveux coupés, audit lieu de Paris, lequel a promis et juré sur son honneur et serment de ne jamais reprendre et porter les armes contre Sa Majesté Très-Chrétienne Louis Dix-sept qu'il reconnoît pour son unique et légitime souverain, ni contre la Religion catholique, apostolique et romaine. — Donné à Saumur, ce 15 juin 1793, l'an 1^{er} du Règne de Louis XVII. *Signé : DE LA VILLE-BAUGÉ.* »

Le Comité reproche au malheureux Lapierre d'avoir signé un serment diamétralement opposé à celui qu'il avoit prêté lors de son départ, qui est de *vivre Libre ou mourir*. Lapierre s'excuse en disant qu'il ne sait pas lire et qu'il persistoit à vouloir vivre Libre ou mourir, ce qui n'empêche qu'il ne soit envoyé à l'Abbaye. (Sections diverses, V. n° 47.) Il existe d'autres pièces analogues, quelquefois pour quarante prisonniers. (V. Archives de la Préfect. de police, Sections de Paris, AB, n° 96.)

Il existe un autre fragment fort intéressant des Mémoires de Buzot. M. Dauban en a fait la découverte dans les papiers de Louvet, possédés aujourd'hui par M. Legrand, son petit-fils. C'est encore une variante de l'Avant-propos, mais différente et indépendante des deux copies déjà connues. Malheureusement le manuscrit s'arrête à la page 7. Il nous a semblé, à une rapide lecture, que c'était le premier jet d'une étude préparatoire que l'auteur a ensuite revue et développée.

La présence d'une partie des Mémoires de Buzot dans les papiers de Louvet nous a paru, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, une nouvelle preuve en faveur de notre système sur la restitution probable des manuscrits des Girondins que Bosc dut obtenir en l'an VII. Louvet, dit Bosc, avait échoué dans la recherche qu'il avait tentée pour retrouver les manuscrits des Girondins (V. ci-dessus, p. 498.) Ce n'est donc pas Louvet lui-même qui a pu les posséder, ce n'est que sa veuve, à laquelle ils ont dû être remis par Bosc, à la suite de la perquisition faite chez Vatar.

Nous avons montré ci-dessus (p. 498) quelle avait été l'alliance formée entre la veuve Louvet et Bosc pour la recherche et la publication des manuscrits des Girondins. Au moment de mettre sous presse, nous recevions un catalogue d'une vente d'autographes dans lequel se trouve signalée une pièce qui vient à l'appui de ce que nous avons avancé sur l'étroite amitié qui unissait Bosc à la veuve de Louvet. C'est une lettre de cette dernière qui offre sa maison et ses soins au frère de Bosc, dangereusement malade. La lettre est adressée au C. Bosc, administrateur des hôpitaux, rue des Maçons-Sorbonne, à Paris. Elle est datée de Montargis, 1^{er} fructidor, sans indication de l'année et sans signature. (Paris, Étienne Charavay, vente du 22 décembre 1869.)

On a dit que les Mémoires de Buzot n'offraient pas d'intérêt. (V. Sainte-Beuve, *Nouv. Lundis*, t. VIII, p. 233.) Nous ne saurions souscrire à cette appréciation. Buzot n'a pas laissé des mémoires biographiques : il écrivit pour lui et ses amis un mémoire justificatif¹. Ce mémoire est remarquable à tous les points de vue par la force et la justesse des pensées, par la vigueur de l'expression, par l'importance des révélations historiques qui s'y trouvent en foule. Si Buzot ne fut pas le plus brillant des Girondins à la tribune, il fut certainement l'esprit le plus politique et le caractère le plus ferme de son parti : ses discours méritent d'être recueillis². Son apologie est digne d'être publiée dans son ensemble. Il y aurait donc à compléter l'un par l'autre les manuscrits de M. Guadet et celui de la Bibliothèque en leur donnant le seul titre qui leur appartienne : *Aux Amis de la Vérité*, titre qui correspond si bien à celui choisi par madame Roland : *Appel à l'Impartiale Postérité*.

Il faudrait, selon nous, ne rien changer à l'ordre suivi par Buzot dans l'arrangement de ses fascicules, et placer à côté de chaque cahier de texte le cahier de notes qui y correspond.

Les passages cités par Lecointre et les deux fragments retrouvés par MM. de Sainte-Beuve (ancien magistrat) et Dauban termineraient l'œuvre écrite de Buzot; jointe au recueil de ses discours, elle formerait un tout qui pourrait figurer au premier rang dans la vaste bibliographie de la Révolution.

¹ Il le dit lui-même (v. édit. Dauban, p. 64) : « J'ai fini cette partie d'un *Mémoire* qui ne doit être livré à l'impression que dans le cas où je ne survivrais pas à ces temps de persécution et de barbarie. »

² « Il avait une sorte d'éloquence pénétrante et persuasive. » (Ét. Du-mont, cité par M. Dauban, *Souvenirs de Mirabeau*, p. 390.)

LES MÉMOIRES DE BUZOT.

COPIE DE JULLIEN.

Jullien, comme tant d'autres, s'est mépris sur le sens du mouvement du 9 thermidor. Il a pensé que l'on n'avait voulu que se délivrer de la tyrannie de Robespierre, devenue intolérable même pour ses amis; mais il n'entrevoyait pas et ne pouvait deviner que le triomphe des Thermidoriens allait bientôt se changer en représailles exercées contre eux par les Girondins d'abord, par le parti royaliste ensuite : en sorte qu'ils auraient en réalité travaillé pour autrui. Il fut dupe de cette journée, qu'on peut appeler la Journée des Dupes, de la Révolution.

Absent de Paris depuis longtemps, ne connaissant bien ni le fond ni l'état des choses, il était à la Rochelle lorsqu'il apprit, le 15 thermidor, la nouvelle de la chute de Robespierre. Aussitôt il adresse un discours à la Société populaire de cette ville :

« Une grande crise politique a éclaté, dit-il; la voix de la liberté crie : Ne vous attachez pas aux hommes !

» Un homme existoit... qu'on eût dit l'Idole de la France. Un Idole (*sic*) peut-il donc être dans une République? et l'infâme idolâtrie n'est-elle pas l'avant-coureur de l'esclavage ?

» Un homme existoit cependant dont l'autorité pressuroit la Convention nationale elle-même.

» On n'osoit plus ni parler ni écrire.

» Il falloit se taire, une généreuse et stérile audace eût conduit sur l'échafaud.

» La Liberté, l'Égalité n'existoient donc pas; elles vont reparaître... quand tous ceux qui vouloient... les opprimer n'aurent d'autre partage que le glaive des Loix ou le fer de Brutus. »

Après ce début déjà si violent contre *cet* idole qu'il encensait quelques jours auparavant, il continue ainsi :

« Que sont-ils ces êtres qui d'un signe de tête sembloient » commander à la mer et diriger le vaisseau de l'État? Où est » leur pouvoir, leur Esprit de domination et leur impérieux » langage? Ils ont passé.

» Leur *tronc inanimé est confondu* avec le cadavre d'autres » scélérats plus ou moins fameux; mais le corps vivant de la » République est debout.....

» Un grand nom rend plus grand le supplice¹..... »

Tel est le langage de Jullien envers l'homme qu'il *embrassait* naguère si affectueusement : il traîne aux gémonies le tronc décapité de celui qu'il appelait son bon ami par estafette, et qu'au retour du courrier il traite de scélérat. Il semble que, malgré la faveur dont il jouissait auprès de Robespierre, il ait eu à souffrir de son *esprit de domination et de son impérieux langage*. Il dit encore ailleurs : « Malgré l'illusion que m'avaient faite *ses fausses vertus*, je n'en craignais pas moins son grand pouvoir, son ton insolent et despotique, et j'avais parlé en secret à quelques patriotes bordelais de la nécessité où nous serions peut-être de *le poignarder*². » (*Rapport de ma mission à Bor-*

¹ Discours lu à la Société populaire d'Orléans en la séance du 19 thermidor an II^e de la Rép. fr. une et indivisible, imprimé par l'ordre de ladite Société. Bibliothèque du Louvre. Collection sur la Révol. fr., vol. 526, in-8°, pièce 30.

² Ainsi Jullien ne craint pas d'imprimer qu'il a songé à poignarder Robespierre, et qu'il a parlé de ce projet à des Bordelais! Or c'était pendant son séjour à Bordeaux qu'il écrivait à Robespierre les lettres les plus affectueuses, les plus dévouées, qui se terminent habituellement par cette formule : *Je t'embrasse*. (V. à la suite du Rapport de Courtois, n° CVI, p. 336, Lettre de Jullien à Robespierre. — Autre du même au même, p. 353. — *Id.*, p. 358. — V. aussi ci-dessus, p. 410.) Jullien poignarder Robespierre! nous ne saurions trop le répéter, c'est cet oubli de toute dignité, de toute vérité, qui inspire

deux, in-4°, p. 11. Biblioth. du Louvre, vol. 479 *ter*, pièce 24.) Il y a là un témoignage à recueillir pour l'appréciation du caractère de Robespierre, dans les rapports du dictateur avec ses agents les plus familiers et les plus intimes, du maître avec les disciples qu'il avait formés.

Jullien avait prononcé ce discours à la Rochelle. Il le fit imprimer à Rochefort, et il en donna une autre lecture devant la Société populaire d'Orléans lorsqu'il passa dans cette ville, le 19 thermidor.

Le 24, il présente un Mémoire au Comité de Salut Public sur sa mission à Bordeaux.

Il dit :

« J'avais eu quelques soupçons de la retraite peu éloignée des conspirateurs mis hors la loi, et j'envoyai les républicains Laye et Oré pour les chercher et les poursuivre.

» Le 29 prairial, j'appris la capture de Salle et de Gaudet, qu'on avoit découverts dans l'*endroit* QUE J'AVOIS INDICUÉ.

» Le 2 messidor on m'apprit l'arrestation de Barbaroux, et le 8 du même mois j'appris que Petion et Buzot se sont donné la mort.

» Je vous transmis successivement *ces heureuses nouvelles*, et deux de vos lettres m'en témoignent votre satisfaction¹..... » (*Rapport de ma mission à Bordeaux*, p. 6.)

envers Jullien une sévérité qu'on aurait épargnée à son âge, aux circonstances qui l'ont dominé, qui l'auraient excusé, s'il avait eu la pudeur du repentir ou tout au moins du silence.

¹ Jullien osera imprimer plus tard :

« La mort des Girondins n'est pas mon fait... j'étais instrument passif, et je pourrais faire contraster mon silence à cette époque avec l'empressement de plusieurs députés en mission de s'approprier la découverte de quelques-uns de leurs collègues mis hors la loi. » (*Prétendue défense de Jullien devant le Comité de Salut Public*, insérée dans la *Biographie des hommes du jour*, t. VI, 1^{re} part., p. 326-366.) Son silence!... et il venait de publier ce rapport où il disait au Comité :

Puis, dans sa *Réponse aux inculpations* de Tallien, il s'écrie :

« Le *juste supplice* de Guadet, Salle et Barbaroux, qui fut couvert des applaudissements unanimes du peuple, révolutionna encore Bordeaux.....

» Cependant alors la réputation usurpatrice du tyran que vous avez détruit pesoit sur la France et sembloit vouloir éclipser le soleil naissant de la liberté (p. 4).

» Tel étoit le commun engouement, qu'on eût presque été suspect en élevant des soupçons publics.

» Si le fantôme de César paroît, que Brutus s'apprête et se lève. »

« La France entière et la Convention nationale paroissent trompées sur le Tyran ; il parloit de la liberté et de l'égalité qu'il opprimoit sous un joug dictatorial et atroce. »

« Jamais je n'ai fait l'éloge du Tyran ; je n'ai parlé que de la Patrie. » (*Adresse en réponse aux inculpations*, etc...., par M. A. Jullien.)

Il revient ensuite à son thème favori : la mort des derniers Girondins, *dont il a découvert la retraite, dont il a fait tomber la tête*. Il se vante de ce glorieux exploit, qui doit marquer l'époque de sa vie où il a le mieux mérité de la patrie. Mais il faut l'entendre lui-même applaudir au *juste supplice* de ses victimes, et noter les expressions froidement cruelles qu'il trouve pour célébrer son triomphe et leur mort :

« A Bordeaux j'avois découvert la retraite et fait tomber la tête de Salle, Guadet, Petion, Buzot, Barbaroux, qui, réfugiés peu loin des bords de la Gironde, espérèrent y soulever de nouveaux orages et venger, comme ils me l'ont dit eux-mêmes, leurs amis inmolés.

« Je vous ai transmis successivement ces heureuses nouvelles. » (Voir ses Lettres, p. 408-417.) Il ne s'est pas approprié la découverte des proscrits..., et il a bien soin de dire que Salle et Guadet ont été découverts dans l'endroit qu'il *avait indiqué!!!*

» J'ai vu le peuple se presser autour de trois de ces conspirateurs conduits sur l'échafaud, couvrir leur *juste* supplice des cris mille fois répétés de : « Vive la République ! » et se préparer à bénir ainsi la mort de tous les ennemis de la patrie.

» Cette époque de ma vie n'a pas été la moins utile pour mon pays. » (V. Biblioth. impér., Lb. 1175.)

Enfin il réédite une adresse du Club national de Bordeaux aux Sociétés populaires ¹, adresse qui était son œuvre et qui avait paru le 21 germinal an II (cinq jours après le supplice des Dantonistes), puis il glisse en tête de cette brochure l'avis suivant :

AVIS.

Ceux qui auroient pu soupçonner, d'après la dénonciation faite à la Convention nationale contre le jeune Jullien, que ce dernier étoit un agent secret ou un instrument aveugle de l'exécration Robespierre pour fomenter l'idolâtrie que ce monstre avoit déjà commencé à inspirer pour ses fausses vertus — sont invités à lire avec la plus grande attention ce petit écrit de Jullien. Ils y verront que ce jeune Républicain ne redoutoit rien tant pour le Peuple que son idolâtrie pour les individus, et qu'il le ramenoit sans cesse aux vertus du républicanisme le plus pur.

Le jeune républicain ne disoit pas que dans son petit écrit c'étoit de Danton qu'il avait parlé en ces termes :

« Il faut que la liberté, comme on l'a dit, bouillonne dans le vase jusqu'à ce que toute l'écume soit sortie. L'écume, c'est la classe des modérés hypocrites, des ambitieux en bonnet rouge, des intrigans patriotiquement révolutionnaires... » (P. 7.)

¹ Adresse du Club national de Bordeaux aux Sociétés populaires affiliées des différentes communes de la République, proposée et rédigée le 21 germinal l'an deuxième de la République par M. A. Jullien fils, agent du Comité de Salut Public de la Convention nationale.

Signé : YSABEAU, Président ; CASTERAN, Vice-Président. (Biblioth. du Louvre. Collection sur la Révolution française, vol. 479 *ter*, pièce 25.)

« Tout se réduit pour le Peuple à ne voir dans ces hommes qui le servent que des instrumens bons aujourd'hui, dont il doit faire usage, qu'il doit briser demain, s'ils deviennent mauvais. Point d'idolâtrie, point d'enthousiasme pour les individus. La Liberté, la Patrie, sont nos seules idoles... »

Il ne disait pas qu'il avait désigné Robespierre d'une manière non moins claire par ces paroles (p. 7) :

« La vertu, la probité, les mœurs, sont au grand ordre du jour... Nous ne voulons que des hommes vertueux pour la cause de la vertu... »

Ces tristes apostasies, ces apologies imprudentes allaient contre leur but.

Un arrêté du Comité de Salut Public du 23 thermidor ¹ destitua Jullien de ses fonctions d'adjoint à la Commission d'Instruction publique, et ordonna qu'il fût mis en état d'arrestation.

Le 24 cet arrêté reçut son exécution, Jullien fut arrêté par les soins du Comité révolutionnaire de la section Mucius Scævola, et envoyé à la caserne des Carmes ².

¹ « Le Comité de Salut Public arrête que le citoyen Jullien fils, » adjoint à la Commission d'instruction publique, et précédemment » agent du Comité de Salut Public, est destitué de ses fonctions, » qu'il sera mis en arrestation, et que les scellés seront apposés sur » ses papiers, etc.

» Du 23 thermidor. Présens, Eschassériaux, B. Barere, R. Lindet, » Thuriot, C. A. Prieur, Tallien, Carnot, Laloy, Billaud-Varennes, » Bréard, Collot-d'Herbois et Treillard. » 5^e volume des Arrêtés du Comité. (Archives de l'Empire, AF II, 49.)

² Archives de la Préfecture de police.

Jullien a prétendu qu'il était resté deux mois au secret dans la prison des Carmes. C'est une erreur. Il fut seulement déposé à la *caserne des Carmes*, puis conduit aux Madelonnettes, et de là transféré, le 45 vendémiaire an III, au Luxembourg. Il fut ensuite mis dans la maison de santé dite de Desnos, puis placé chez lui sous la garde d'un gendarme (47 ventôse an III). L'arrêté qui lui avait accordé cette faveur fut rapporté après le 42 germinal, sous le coup des mesures de cir-

En même temps, les dénonciations s'accroissent de tous les côtés contre Jullien.

Dès le 10 thermidor, Tallien l'avait dénoncé à la tribune.

Lecointre l'avait compris dans l'un de ses chefs d'accusation contre Robespierre. (V. *suprà*, p. 423, à la note.)

Enfin, arrive de Bordeaux une inculpation plus précise et plus grave.

Elle émane de Garnier (de Saintes), le député de la Convention envoyé en mission dans le département du Bec-d'Ambès, en remplacement de Tallien. En voici l'extrait tel qu'on le trouve sur les registres de correspondance du Comité de Salut Public :

L'horrible triumvirat formé contre la liberté avait conçu le projet de s'assurer de Bordeaux, où la terreur la plus sanginaire était à l'ordre du jour, et le courage si épuisé que, sous un mois, les citoyens auraient appartenu à qui on aurait voulu les donner. GARNIER [*de Xanthes*¹] dénonce le nommé Jullien comme agent des infâmes Robespierre et Couthon; *preuves par des correspondances*. (On lit à la marge : Baudot; Autun, 18 thermidor. Voir le n° 1778.) Cet individu avait déclaré que les représentants Billaud-Varennes, Vadier, Tallien et quelques autres députés seraient guillotins. Autres indices sur la conduite infâme de Jullien; *joint deux déclarations qui le prouvent*². (Archives de l'Empire, AF II, 544. — Registres de Correspondance du Comité de Salut Public.)

Cette lettre fut insérée au Bulletin de la Convention et reproduite par les journaux (notamment par le *Journal de la Montagne*, 7 fructidor, n° 495).

constance qui suivirent cette déplorable journée. Écroué le 28 germinal au Plessis, il fut mis en liberté provisoire le 21 vendémiaire an IV, et en liberté définitive le 3 brumaire suivant.

¹ Garnier (de Saintes) se faisait appeler Garnier de *Xanthes*, sans doute parce que le mot de *sainte* était proscrit. Nous ne savons si la ville de Saintes avait changé son nom.

² Nous avons recherché avec soin, mais sans succès, ces deux déclarations.

A la même époque, un homme qui avait joué un rôle important à Bordeaux comme agent national, etc., Dutasta fait paraître une série de Mémoires sous ce titre :

LES HOMMES DE SANG démasqués ou les Meneurs du Club de Bordeaux dénoncés à la Convention nationale.

Le nom de Jullien figure au premier rang.

Dans le temps que *Lacombe* et *JULLIEN* faisaient immoler les citoyens par douzaines, en foulant aux pieds toutes les règles de la justice, nous formions contre eux une sainte coalition pour arrêter leur fureur sanguinaire.....

Représentants du peuple, citoyens de Bordeaux, voilà vos ennemis; nous allons les signaler d'après les preuves écrites, sans préjudice des preuves testimoniales. Voici leurs noms :

Lacombe et ses complices;

JULLIEN fils;

Compain, comédien, etc.;

Oré aîné;

Batut;

Plénaud, Jay, Gallineau.

Et ailleurs :

Les Représentants du Peuple délégués dans le département du Bec-d'Ambès venoient de faire justice d'un Comité de surveillance dont quelques membres s'étoient permis les vexations les plus atroces.

Ils furent dénoncés d'être Modérés et l'on chercha à les noircir auprès du Comité de Salut Public.....

Un jeune homme fut envoyé à Bordeaux pour espionner

¹ *Les Hommes de Sang démasqués* se composent de trois numéros qui se trouvent à la Bibliothèque impériale, Lb⁴⁵. 4635. Dutasta était médecin militaire dans l'armée des Pyrénées-Orientales. Il avait été Agent National à Bordeaux. Tallien et Ysabeau l'avaient nommé membre d'une commission qu'ils avaient substituée au Comité de surveillance cassé par eux pour ses actes arbitraires.

Le Comité de Salut Public cassa à son tour l'arrêté de Tallien et d'Ysabeau sur le rapport de Jullien, et ce dernier eut mission de constituer un nouveau Comité de Surveillance.

leur conduite et recueillir des faits contre eux. Il s'entoura des hommes connus pour être les amis de Peyreud d'Hervat et de tous ceux qu'il trouvoit disposés à servir ses vues perfides et sanguinaires.....

Les amis de Jullien et Lacombe est la formule accusatrice qui revient sans cesse comme un refrain funèbre à propos de toutes les exécutions sanglantes relevées par Dutasta.

Ici Tallien reprend de nouveau la parole dans son *Collot-mitrailé* (Biblioth. impér., Lb⁴¹, 1676), et il dirige ses premiers coups contre Jullien :

« Aussitôt après mon retour à Paris, vous vous empressâtes (vous, c'est-à-dire le Comité de Salut Public) d'envoyer à Bordeaux un jeune homme de dix-huit ans (Jullien fils)..... avec la mission expresse de rétablir la Commission militaire supprimée par Ysabeau, et vous écrivîtes à ce nouveau tribunal : « La Commission qui vous a précédés s'est conduite d'une manière contre-révolutionnaire (celle créée par nous). C'est avec du sang et non avec de l'argent qu'on fait Justice au Peuple. »

» Fidelle à vos principes, en moins de cinq décades, cette commission envoya à l'échafaud trois cent vingt-huit individus.

» Que l'on compare maintenant la conduite de votre agent intime avec la nôtre... » (P. 10).

Ces accusations réitérées étaient accablantes pour Jullien; le péril était grand pendant les premiers temps qui suivirent le 9 thermidor, les Terroristes furent poursuivis avec un acharnement qui allait jusqu'à la fureur¹.

¹ C'est surtout dans les Registres des Sections qu'on peut apprécier quelle fut l'intensité de la réaction à Paris. Elle fut moins immédiate peut-être dans les provinces, encore sous le coup du joug stupéfiant de la Terreur, mais on ne sait que trop les excès qui suivirent.

Les prisons étaient souvent menacées¹, Jullien, alors détenu, pouvait être massacré ou subir le sort de Lacombe ou de Fouquier-Tinville. Il avait conscience du danger qu'il courait, il le dit lui-même dans sa déclaration devant le Tribunal révolutionnaire, lorsqu'il fut entendu comme témoin contre Carrier (4 nivôse an III). « J'ai le malheur d'être regardé comme un homme de sang². »

« Je suis accusé d'avoir correspondu avec Robespierre, » mais je désire être traduit au Tribunal révolutionnaire » pour prouver mon innocence et recouvrer la liberté et » l'estime des patriotes. »

En répondant d'avance au reproche d'avoir correspondu avec Robespierre, Jullien présentait vraisemblablement le rapport de Courtois, qui fut présenté à la Convention le 16 nivôse, et dont l'impression fut votée. Tout en traitant Jullien comme le fils d'un collègue, c'est-à-dire avec indulgence, le député de l'Aube retraça les actes du jeune proconsul, il produisit ses lettres à Robespierre. Les journaux thermidorien s'emparèrent des révélations que contenait la correspondance de Jullien, et ils l'accablèrent sous le

¹ « Projets de massacre dans les prisons. »

« Une des suites de la journée du 4^{er} prairial fut l'incarcération des représentants du peuple qui avaient été membres du Comité de Salut Public et de Sûreté Générale avant le 9 thermidor. Il régnait à Paris une fermentation alarmante qui faisait craindre le supplément des journées de septembre. Déjà le bruit s'était répandu dans la prison des Quatre-Nations que de jeunes chouans, rassemblés à Paris des différents départements, réunis à de jeunes émigrés rentrés en France, devaient se porter le 25 prairial aux prisons et y massacrer les représentants du peuple et tous les autres citoyens qui s'y trouvaient détenus sous prétexte de terrorisme. »

« On s'était barricadé dans les chambres le mieux qu'il avait été possible, en entassant à chaque porte les bancs, les tables, les lits, les chaises. « Voilà ma défense, » dit Dubarran, ancien membre du Comité de Sûreté Générale, à David, son collègue, et à J. Bon Saint-André, en leur montrant la lame d'un canif, » etc. (Serieys, *Mémoires politiques*, vol. II, p. 442.)

² Allusion probable à l'écrit de Dutasta.

poids de ses propres aveux. Voyez le Perlet, l'Orateur du peuple, le *Spectateur* du 5 ventôse an III, etc.

Jullien échappa cependant ; mais pour lui devait commencer un autre supplice.

Tous les hommes qu'il avait persécutés, traqués, allaient reparaître et se trouver face à face avec lui.

C'est d'abord Louvet qui sort des cavernes du Jura, où il a préparé ses Mémoires vengeurs.

On connaît la lettre du 20 frimaire an III qu'il adresse à la Convention, et qui commence ainsi :

« A la voix des libérateurs du 9 thermidor, les Républicains entr'ouvrent leur tombe, je demande que vous me rendiez le feu et l'eau.....

» Amar et Barère sont au milieu de vous... réduisez-les à regarder pour la première fois leurs victimes en face, contraignez-les enfin à m'accuser moi présent, non devant la troupe d'assassins qu'ils appelaient un tribunal, mais devant des juges, etc. »

Puis c'est la voix grave de Lanjuinais qui se fait entendre :

« Robespierre et ses complices me proscrivirent en votre nom, et me dévouèrent au massacre. J'y ai heureusement échapée (*sic*) jusqu'icy, garantissez-moi que je ne périrai pas sans avoir été entendu et jugé.....

» C'est la justice uniquement que je réclame, la justice la plus impartiale.....

» Je fus proscrit à la voix de Saint-Just et de Barère pour des délits chimériques, déclarés postérieurs à mon arrestation, sans autre preuve, sinon que j'avais fui les juges assassins auxquels on voulait me livrer, et qui ont immolé vos collègues.....

» La plus exécrable des tyrannies qui ait jamais désolé la terre a trop justifié mes cris d'alarmes, elle a justifié

trop déplorablement ma prédiction du 2 juin... » (Archives imp., F 1, 4436, et Œuvres de Lanjuinais, t. 1, p. 248.)

Enfin, c'est Isnard avec son éloquence grandiose et ses mouvements hardis, où le mauvais goût est racheté par l'originalité :

« Citoyens collègues, le tyran n'est plus... et celui qui dès 1792 osa le premier l'attaquer languit encore sous l'oppression. Voici quinze mois que j'erre de souterrain en souterrain, presque sans communication avec les hommes ou la nature, répandant autour de moi la contagion du supplice, vivant pour ainsi dire dans la fosse de la mort comme enchaîné au pied de l'échafaud... »

Ils sont d'abord repoussés, mais bientôt ils rentrent dans la Convention par le décret du 18 ventôse an III, rendu sur le rapport de Merlin, de Thionville. Le 24 ventôse, un grand nombre de sections viennent féliciter la Convention sur la rentrée des proscrits. Louvet se lève, et dans une éloquente improvisation il demande que la Convention déclare que tous les Représentants, tous les Républicains des départements et de Paris qui se sont armés après le 2 juin ont bien mérité de la patrie.

Désormais Louvet, rentré en scène, allait devenir un redoutable adversaire pour Jullien, lui qui avait aussi habité les souterrains de Saint-Émilien et qui n'avait échappé que par miracle au sort de ses compagnons d'infortune.

Au commencement de pluviôse (janvier 1795) il avait publié la première édition de son ouvrage intitulé *Quelques notices pour l'histoire et le récit de mes périls depuis le 31 mai 1793*; Paris, chez Louvet, libraire, palais Égalité, et la veuve Gorsas, etc., in-8^o¹. L'annonce qui en est

¹ Jullien dit dans sa défense : « On m'impute la mort des députés » proscrits et de ceux qui les avaient cachés. »

» *Mémoires de Louvet*.

» *Journal décadaire*.

faite dans le *Spectateur français* est du sextidi 6 ventôse an III (24 mars 1795).

Au bas de la page 59 se trouve une note sur madame Bouquey, qui amène naturellement le nom de Jullien. Nous en avons déjà cité une partie, la voici tout entière :

« Hélas ! cette généreuse femme, c'était la belle-sœur de » Guadet, c'était la citoyenne Bouquet... Elle est morte » sur l'échafaud ; on l'a assassinée avec son mari, son beau- » frère et le père de Guadet. Elle est morte ! et Julien fils, » son assassin, respire ! Dieu de justice, où donc es-tu ? »

Il y avait là, il faut le dire, plus qu'une apostrophe oratoire, il y avait une dénonciation qui pouvait être mortelle dans les circonstances présentes, et qui, le péril passé, restait infamante, surtout si le cri accusateur échappé à Louvet trouvait de l'écho dans la conscience publique. Jullien ne s'y est pas trompé, et nous allons le voir lutter toute sa vie contre cette simple note jetée au bas d'une page, comme un stigmate indélébile de son passé !

Le livre de Louvet eut un succès immense ainsi que les *Mémoires d'un Détenu*, de Riouffe, ainsi que les *Almanachs des prisons*, ainsi que tous les écrits qui contenaient des révélations sur les victimes de la terreur, et donnaient satisfaction à la curiosité et aux passions du moment.

» Rapport à la Convention sur les derniers écrits de Petion, Buzot et Barbaroux.

» C'est, dit-il, le fait de la Convention et non le mien, ainsi que la loi sur le recel des personnes mises hors la loi. » Jullien prononce ici sa propre condamnation. Envoyé pour *observer* l'esprit public, il n'avait aucune qualité pour faire procéder à des perquisitions et à des arrestations. Il l'a fait cependant, et on sait avec quel acharnement. Voyez ses lettres du 5 messidor (p. 407), du 11 messidor (p. 408), etc. Voir surtout la lettre où il propose à Robespierre de transférer la Commission militaire à Saint-Émilion pour y juger et faire périr sur place les auteurs ou complices du recèlement des conspirateurs (p. 410). Ceci est bien son œuvre personnelle, et avant d'en répudier la responsabilité, il en a revendiqué le mérite et accepté la récompense. (V. p. 407.)

Une seconde édition fut publiée dans le cours de l'an III.

Une troisième édition succéda à la seconde, avant que le cours de l'année fût expiré. Dans cette troisième édition Louvet a ajouté une note qui ne se trouvait pas dans la première, une nouvelle attaque contre Jullien, plus vive encore que la précédente, et plus poignante pour celui qui en était l'objet.

Louvet décrit l'instant où il se sépare de ses compagnons d'infortune, qu'il laisse dans la Gironde, pour se rendre à Paris : « Si je m'étais retourné, dit-il, c'en était fait, je » n'y tenais plus, je revenais avec eux, j'aurais fini par » monter sur cet *échafaud que l'INFAME JULLIEN...* » ô mes amis ! » Troisième édition in-12, t. II, p. 142, à la note, *in fine*.

En même temps Louvet publiait une édition des *Mémoires d'un Détenu*, de Riouffe, dans laquelle il insérait une lettre éloquente de la veuve de Guadet à une de ses amies (madame Ginguené), et le nom de Jullien s'y trouvait encore associé et rappelé, pages 191-192, etc.

Tous mes malheurs ne se sont pas bornés à perdre le plus cheri des maris.

Ces monstres altérés de sang ont aussi entraîné dans sa chute mon respectable père, ma sœur Bonquey et son mari, mon beau-père, un frère à mon mari et une de ses tantes, n'ayant d'autres crimes que leurs vertus. Je n'aurais même pas échappé à ces cannibales, à ces assassins : la petite vérole m'avait mise à deux doigts de la mort *lorsque ces monstres de Lacombe et de JULLIEN* m'envoyèrent chercher par deux cavaliers de la troupe révolutionnaire. Ces malheureux cavaliers eurent pitié de moi : ils rendirent compte de mon état à Lacombe, qui leur dit : « Ce sera pour une autre fois. »

Une chose que vous aurez peine à croire, et qui fait tort à l'humanité, c'est que mon médecin et mon chirurgien m'a-

bandonnèrent, tant la terreur était dans toutes les âmes¹.
(Pages 191-192.)

Madame Guadet avait été profondément affectée par suite de ces tragiques événements, et sa raison paraissait en être restée ébranlée. Tous les jours elle parlait à haute voix à son mari comme s'il eût été encore vivant. Souvent elle disait à ses enfants : Parlez bas, ils vous entendraient, etc. Elle est morte dans une sorte d'affaiblissement intellectuel provenant des secousses terribles qu'elle avait éprouvées.

Ces détails nous ont été donnés par madame Lacombe-Guadet, sa petite-fille, laquelle les tenait elle-même de son père.

Puis, à côté de la veuve de Guadet, survient son frère, le dernier survivant de la famille, qui n'avait dû son salut qu'à son éloignement. Il servait à Saint-Domingue comme chef de bataillon au 16^e régiment.

Le 5 nivôse, il adresse une pétition à la Convention pour être réintégré dans les biens de sa famille et faire tomber les jugements qui l'ont frappée.

La réclamation faite par Julien Guadet apprend à Louvet qu'il existe encore un membre de la famille, qu'il est à Saint-Émilion, et aussitôt il conçoit l'idée de lui demander ce que sont devenus les Mémoires des proscrits. La réponse

¹ Jullien a compris ce passage dans la récapitulation des accusations produites contre lui. « On me reproche d'avoir envoyé des gens d'armes chez la citoyenne Guadet. » (Lettre de la citoyenne Guadet, à la suite des *Mémoires d'un Détenu*, par Riouffe.) Il répond que c'est Lacombe qui les a envoyés à son insu, et que pour lui il a empêché que les moindres violences fussent commises sur cette citoyenne. Il faut comparer à cette allégation la lettre de Jullien, dans laquelle il signale la femme Guadet au Comité de Salut Public comme *convaincue* d'avoir apporté des passe-ports sous des noms supposés pour Guadet, Buzot et Salle. (V. ci-dessus p. 410). Ceci était tout simplement un arrêt de mort pour la malheureuse madame Guadet si elle n'avait pas été malade.

de J. Guadet est belle, éloquente; elle est accablante pour les meurtriers des siens. Louvet se hâte de l'insérer tout entière dans la troisième édition de ses notices. (V. t. III, p. 48.) La lettre se termine ainsi :

« Ils ont tué mes deux frères... ils ont tué mon père et ma mère [lisez ma tante], âgés de soixante-dix ans, coupables d'avoir recueilli leur fils innocent... De toute mon infortunée famille je reste seul !

« Signé : GUADET, chef de bataillon au 16^e régiment.

» Paris, 21 ventôse an III. »

Le 22 germinal, Saladin présente un rapport énergique en faveur de la pétition.

Citoyens collègues, dit-il, l'assassinat juridique de notre collègue Guadet a entraîné celui de *treize autres* personnes qui ont successivement péri sur l'échafaud à Bordeaux, les 27 messidor et 3 thermidor de l'an second. Son père, âgé de soixante-dix ans, sa tante, âgée de soixante-cinq ans, un de ses frères, âgé de trente ans... ses amis, tous ont été condamnés.

Il ne reste plus qu'*un seul individu* de cette infortunée famille.

Après avoir peint la situation de Julien Guadet rentrant chez lui et ne retrouvant plus ni parents ni patrimoine, Saladin conclut au rapport des décrets sur la mise hors la loi, du 27 mars 1793, et sur le recel des proscrits, du 23 ventôse an II.

La Convention, ...

Considérant que la pétition du dernier et unique survivant de la famille GUADET, *immolée par la fineste application des décrets ci-dessus*, mérite de la part de la Convention nationale une attention particulière...

Les deux décrets sont rapportés.

Tous les individus qui sont poursuivis ou les héritiers de ceux qui ont péri sont réintégrés dans leurs biens.

Application est faite de ces dispositions au citoyen Guadet fils, aux enfants de Guadet survivant. (Décret du 22 germinal an III.)

Proclamer que la condamnation de la famille Guadet était un assassinat juridique, que ces fameux mots dont on avait tant abusé, *le glaive de la loi*, n'étaient qu'un vain palliatif de massacres mal déguisés, qu'enfin l'exécution en masse prescrite par la Commission militaire de Bordeaux n'était qu'un meurtre collectif contre lequel les survivants de la famille étaient admis à protester et à réclamer, c'était chose grave; il y avait de quoi faire trembler ceux qui avaient pris à cette sanglante hécatombe une part moins directe que Jullien, surtout alors que déjà la tête de Lacombe, le président de la Commission, avait roulé sur l'échafaud.

On trouve fréquemment dans les journaux du temps des exécutions de Terroristes. Ainsi, on lit dans les *Nouvelles politiques* du 3 thermidor an III (20 juillet 1795) :

« Département des Ardennes, 28 messidor.

» Le 27 ont été condamnés à la peine de mort et exécutés Mogue, Varaquier, Orin, Delecole, Bourchet, Durège et Sorlet le jeune, terroristes fameux, membres du Comité révolutionnaire de Rheims, Mézières, Sedan, Givet, qui ont assassiné juridiquement la municipalité de Sedan, sous la tyrannie.

» Durège et Varaquier, qui a envoyé son père à l'échafaud, ont voulu se suicider. »

Le danger dut être grand surtout après la journée du 4^{er} prairial, alors qu'à l'invasion de la Convention succédaient les mesures de vengeance et de colère inspirées par le sang de Ferraud et les attentats si graves consommés contre la représentation nationale. On sait jusqu'où alla l'exaspération de l'Assemblée contre les vaincus et leurs

adhérents¹. Les uns furent renvoyés devant une Commission militaire à Paris, les autres devant le Tribunal criminel d'Eure-et-Loir. Billaud, Collot-d'Herbois et Barere, quoique déjà condamnés par mesure de sûreté générale à la déportation, furent traduits devant le Tribunal criminel de la Charente-Inférieure. Les membres des anciens comités furent tous mis en état d'arrestation, à très-peu d'exceptions près (Carnot, Prieur, de la Côte-d'Or, Louis, du Bas-Rhin). Un décret du 5 prairial ordonna qu'un rapport serait fait contre les représentants du peuple dénoncés pour avoir fait couler le sang ou commis des dilapidations dans les missions à eux confiées dans les départements. On se préparait, dit M. Thiers, à passer successivement en revue tous ceux qui auraient été chargés de missions quelconques, et qu'on appelait les proconsuls... (*Histoire de la Révolution française*, t. VII, c. ix, p. 475.)

Ceci touchait de près à Jullien, non pour les dilapidations, nous lui avons rendu justice sous ce rapport, mais pour le sang versé.

Quelques jours plus tard, dans une cérémonie célébrée tout à la fois en l'honneur de Ferraud et en mémoire des victimes du 31 mai, Louvet prononçait un discours où l'on remarque ces paroles : « Quel souvenir m'a saisi ! l'anniversaire du 2 juin, c'est aujourd'hui... nos amis, qui nous les rendra ? qui pourra rendre à la République la plupart de ses fondateurs ? qui consolera cette tribune veuve de ses plus grands orateurs, cette tribune qu'ils honoraient de tant de vertus, de tant de talents, de tant de savoir, et d'où ils

¹ Grégoire (séance du 4 prairial) : « En révolution, frapper vite et frapper fort est un moyen de salut. Rappelez-vous le moment où les poignards étaient levés sur vous. Ici sont les balles destinées à la tête de votre président ; là, les banes où vous êtes assis sont marqués de coups de sabre ; à cette tribune, sur cet escalier, je vois encore le sang de votre collègue. » (*Moniteur* du 9 prairial, n° 249.)

sont descendus pour monter sur l'échafaud, sur l'échafaud de Barneveldt et Sidney ! »

Ces circonstances menaçantes furent conjurées par les péripéties rapides des événements. Tout n'était pas fini cependant pour Jullien.

Voici que surgissent de la terre sous laquelle elles étaient enfouies les lettres d'adieu de Petion, de Buzot à leurs femmes, de Barbaroux à sa mère. C'est Troquart qui, sorti de prison bien tardivement, s'adresse à Louvet et lui envoie ces lettres en lambeaux, que l'on peut voir aujourd'hui au Musée des Archives de l'Empire, maculées par l'humidité.

Louvet, toujours sur la brèche quand il s'agit de ses camarades de proscription, porte ces lettres à la tribune de la Convention, il les lit, il les produit avec les taches qui les couvrent, puis il ajoute qu'elles furent écrites par Petion, Buzot et Barbaroux, au moment où Salle et Guadet venaient de TOMBER AUX MAINS DE JULLIEN FILS. Il les publie ensuite dans son journal *la Sentinelle* (N° XVII, 22 messidor an III, 10 juillet 1795).

La presse entière s'en empare et les commente.

La Convention ordonne le dépôt à la Bibliothèque nationale.

Nouvelles transes pour ceux qui savent quel lien fatal les rattache à ces exhumations, à ces assassinats judiciaires ! On ne remue pas impunément de pareilles reliques. Les souvenirs compromettants peuvent se réveiller, et ils se réveillent en effet.

La pétition de Troquart est du 12 messidor an III (30 juin 1795).

Elle est présentée par Louvet à la Convention le 24 messidor an III (12 juillet 1795). Le 27 messidor (15 juillet) suivant il est nommé membre du Comité de Salut public, et alors il profite de cette situation pour diri-

ger des perquisitions dans les bureaux du Comité. (V. ci-dessus, lettre de Bosc au Ministre de la police, p. 498.)

Le 14 floréal, arrêté du Comité de législation rendu en interprétation du décret du 22 germinal :

« Considérant que la Convention a voulu, par son décret du 22 germinal dernier, rendre une justice complète, en anéantissant les jugements et les condamnations prononcées contre cette infortunée famille...

» Que l'on n'a pu sous aucun prétexte comprendre dans la confiscation et dans les baux faits au nom de la nation les biens qui appartenaient personnellement au pétitionnaire, lequel combattait en Amérique les ennemis du peuple français, *tandis qu'on massacrait tous ses parents à Bordeaux* ;

» Arrête que tous les baux, tant des biens de la famille Guadet qui a péri que de ceux du pétitionnaire, sont résiliés, etc. » (Archives de l'Empire, D III, n° 99.)

Nous avons voulu, par cette longue énumération, montrer quelle était la véritable situation de Jullien en l'an III et en l'an IV.

Il était poursuivi par le réveil de la Gironde, le retour des proscrits, la réhabilitation des victimes du 2 juin. Ce n'était pas, comme il le dit, le fantôme de César qui se dressait devant lui, c'était le spectre de la famille Guadet !

Ne pouvant nier, en présence des faits et de ses aveux tout récents, il n'avait d'autre ressource pour se justifier que d'accuser les Girondins et d'essayer de prouver qu'ils avaient péri justement.

C'est par suite de ce système de contre-attaque qu'il se procurait les écrits de Buzot, qui par leur franchise prétaient plus que les autres à l'incrimination,

Qu'il les annotait,

Et qu'il cherchait à réaliser la pensée de Lecointre.

Il était naturel en effet que Lecointre, qui voulait tirer parti de ces écrits pour combattre et démasquer, disait-il, les Girondins, s'adressât à l'homme qui pouvait le mieux manier une pareille arme, c'est-à-dire à leur persécuteur et à leur bourreau. Jullien connaissait seul des détails que sa position officielle à Bordeaux lui avait révélés.

N'était-ce pas lui qui avait traqué les députés mis hors la loi, qui les avait fait prendre, qui les avait interrogés ¹? Poursuivi à raison de ces faits, il devait trouver dans son ressentiment un redoublement d'excitation et un moyen de satisfaire sa vengeance.

On pourrait donc admettre que Lecointre et Jullien se seraient concertés pour la publication des manuscrits de Saint-Émilion.

Il y a deux indices matériels qui confirment cette conjecture.

La copie de Jullien a été prise sur celle qui fut remise à Lecointre par le secrétariat de la Convention.

Donc c'est de Lecointre que Jullien tenait ce fragment, il ne peut y avoir aucun doute sur ce point.

L'autre trace de collaboration, quoique moins certaine, n'est peut-être que plus piquante.

On se rappelle que Lecointre dit dans son adresse aux Cinq-Cents du 15 pluviôse an V que le 6 germinal il avait *cinq écrivains* copiant chez lui les manuscrits des Girondins. (V. *supra*, p. 488.)

Or, la copie de M. Guadet, celle qu'il tient de Jullien lui-même, est de cinq écritures très-différentes.

¹ « Je me félicitais d'autant plus de la découverte des cinq députés conspirateurs, qu'ils ne s'étaient retirés sur les bords de la Gironde que pour attendre l'occasion de soulever de nouveaux orages et *venger, comme ils me l'ont dit*, leurs amis immolés. » — *Ma mission à Bordeaux*, p. 7, et la *Relation anonyme*, publiée par M. Dauban à la suite des *Mémoires de Buzot, Petion et Barbaroux*. H. Plon, 1864, p. 501. — On y lit : « Jullien vint les voir, » c'est-à-dire Salle et Guadet.

Elle proviendrait donc de Lecointre, et là est probablement le point de contact entre lui et Jullien.

Ils étaient tous les deux les ennemis irréconciliables des Girondins, l'un par esprit de parti, l'autre par remords. Tous les deux venaient d'être mis en liberté par suite de l'amnistie de ventôse an IV.

Lecointre, qui méditait une publication des écrits de la Gironde, avait besoin de celui qui pouvait le mieux certifier l'origine de ces manuscrits, qu'il avait saisis, et donner le plus de détails sur leurs auteurs, qu'il avait fait arrêter, dont il avait recueilli les suprêmes confidences ou les dernières imprécations.

Jullien, attaqué au nom des victimes qu'il avait faites, voulait puiser dans leurs propres plaintes des moyens de justification pour sa défense personnelle.

Ils se sont concertés, et dans cette alliance ce n'est pas Jullien qui a fourni à Lecointre les manuscrits de Saint-Émilien, c'est au contraire Lecointre qui en a transmis la copie à Jullien.

Cette proposition peut sembler paradoxale, rien cependant n'est plus vrai, plus facile à démontrer.

Nous avons dit, d'après M. J. Guadet, qu'en 1822 Jullien lui avait confié qu'il possédait des Mémoires de Buzot et lui avait proposé de les publier, en lui fournissant des notes explicatives. (V. ci-dessus, p. 433.)

C'est d'après ce manuscrit que M. Guadet a exécuté sa publication de 1823.

Il a bien voulu nous le communiquer.

Nous allons le décrire, et la démonstration que nous avons annoncée sera faite.

Le manuscrit remis à M. J. Guadet par Jullien se compose de quatre cahiers.

Le premier porte en tête ces mots :

« COPIE EXACTE *des Mémoires de BUZOT.* »

Ainsi, d'après cet avertissement général, il s'agit, non d'un manuscrit original, mais seulement d'une *copie*.

Mais ce n'est pas tout.

Les deux premiers cahiers sont revêtus de cette mention :

Copié p^r M. A. J.

C'est-à-dire : copié pour Marc-Antoine Jullien.

Sur le troisième cahier on lit :

à M. A. J., copié par Germain, Henin, etc.

Sur le quatrième :

Pour copie, J.

L'écriture de Jullien est très-reconnaissable, parce qu'elle est fort caractéristique par elle-même, et par l'habitude qu'il avait de *ponctuer* le J. majuscule. (Voir la gravure qui représente son cachet, planche 48.)

Les copies des cahiers de Buzot ont donc été exécutées pour *Jullien*, et il a pris soin de les revêtir de ses initiales, il a même nommé sur ce troisième cahier deux des copistes dont il s'est servi.

Le quatrième est très-remarquable.

C'est une copie exécutée d'après le cahier de vingt feuillets, déposé au secrétariat de la Convention, en vertu du décret du 5 germinal an III. (V. ci-dessus, p. 474.)

Mais ce n'est pas là l'ampliation officielle même qui a été délivrée à Bassal.

C'est une simple copie de cette ampliation.

En effet, après vingt-quatre pages de texte, se terminant par ces mots : « *Jusqu'au dernier soupir, Petion, Barbaroux et Buzot seront libres jusqu'à la mort,* » on lit ce qui suit :

« Pour copie conforme à l'original déposé aux procès-verbaux, en conformité du décret du 5 germinal l'an III, et dont extrait est joint à la présente copie. »

« Le Représentant du Peuple inspecteur aux procès-verbaux, signé : VIGNY. »

Suivent l'extrait du procès-verbal de la séance du 5 germinal et le décret rendu par la Convention.

« Visé par le Représentant du Peuple inspecteur aux procès-verbaux, signé : VIGNY. »

« Collationné à l'original par nous, Représentant du Peuple, secrétaire de la Convention nationale, à Paris, le 8 germinal de l'an susdit, *signés* : LAIGNELOT, secrétaire, et BODIN, secrétaire. — Pour copie, J. »

Le mot *signé*, répété trois fois, est l'indice le plus certain d'une *copie*. Évidemment, la copie collationnée qui a dû être délivrée à Bassal portait les signatures originales de Vigny, Laignelot et Bodin. Or, non-seulement ces signatures ne se trouvent pas sur le manuscrit, mais elles sont remplacées par la mention : *signé*, et les noms sont écrits dans le milieu des lignes, de la même main et du même caractère que le corps entier de la pièce.

C'est donc une copie que Jullien a fait prendre sur celle qui fut délivrée à Bassal (ou Lecointre, nous ne séparons pas ces deux noms), et c'est ce qu'il constate lui-même par ces mots décisifs :

Pour copie, Jullien.

Que se proposait-il en faisant exécuter ce travail ? Était-ce une simple affaire de curiosité sans but déterminé ?

Ou voulait-il publier ces manuscrits encore inédits, soit seul, soit avec le concours de Lecointre ?

Deux circonstances nous font penser que Jullien avait en vue une publication politique.

1° Les quatre cahiers qui composent la copie de Jullien sont couverts de notes marginales écrites de sa main et renfermant des observations sur le texte des Mémoires de Buzot.

Ces annotations sont faites avec soin, avec continuité ; elles nous paraissent indiquer le travail préparatoire qui précède l'édition d'un livre.

2° Jullien ne s'est pas contenté d'annoter le texte de Buzot, il l'a corrigé, perfectionné à sa manière, malgré l'antagonisme des opinions entre l'homme de lettres et l'homme de parti : il a arrondi les périodes quelquefois peu euphoniques du texte original. Pourquoi¹, s'il ne voulait pas les publier ? Rien ne trahit mieux, suivant moi, la préoccupation de l'éditeur, et finalement Jullien a fait paraître les Mémoires de Buzot en 1823, réalisant ainsi l'idée conçue depuis 1795.

Examinées en elles-mêmes, les notes marginales confirment pleinement cet aperçu.

Écrites en ventôse an IV², elles sont pleines d'allusions à la position du parti démagogique après ses défaites de germinal et de prairial. Jullien s'empare des plaintes de Buzot persécuté par la Montagne pour les appliquer aux patriotes poursuivis par la réaction thermidorienne.

Ainsi, en regard de la première phrase, écrite pour les 24 : « Ils ne sont plus; talents, patriotisme, vertu, le crime a dévoré tout, etc. »

Jullien écrit : « Applicable à bien d'autres victimes... à celles de prairial... »

A côté des accents douloureux qui échappent à Buzot, Julien met :

« Plaintes d'un patriote enfermé en prairial an III, dans un cachot. »

Plus loin, en face de ces mots de Buzot : « Tant de forfaits n'ont pu être commis qu'après notre destruction, »

¹ Par exemple, Buzot avait écrit : « L'homme juste secoure l'indigence » (5^e cahier, p. 47), Jullien a mis au-dessus : *Aime à secourir l'indigence*. Il a trouvé sans doute que le mot *secoure* employé seul était malsonnant, et il a rendu la phrase plus harmonieuse, etc. Jullien a, du reste, la plume facile et élégante.

² V. 5^e cahier, p. 47, en marge, note de Jullien : « Moment actuel, ventôse an IV. »

Jullien s'écrie : « Depuis votre retour, combien d'autres crimes ! »

Ces attaques indirectes donnaient à la mise au jour des Mémoires de Buzot avec le commentaire passionné de Jullien, un à-propos de circonstance.

Nous croyons donc qu'il y a eu là une publication projetée, et nous regrettons qu'elle n'ait pas eu lieu. Elle eût été pleine d'intérêt, si l'on en juge par l'ébauche que nous possédons et les révélations qu'elle renferme. Jullien reproduit sans doute les injures banales que son parti jetait à la Gironde, sans y croire : le vol du garde-meuble, le 2 septembre, la phrase d'Isnard. Mais sur d'autres points il est obligé de rendre hommage à la justesse des prédictions de Buzot, presque toutes vérifiées par l'événement.

Ainsi, lorsque Buzot dit :

« Le pouvoir de nos oppresseurs tient à de si frêles appuis ! La peur qui a fondé leur empire peut le détruire à son tour, etc..... »

Jullien met en marge :

Prédiction justifiée par l'événement.

Lorsque Buzot décrit les inconvénients de la fausse fécondité législative qui, suivant lui, a désolé la France depuis trois ans,

Jullien approuve encore par ces mots : *Passage très-juste.*

Buzot, après avoir parlé de J. J. Rousseau, ajoute : « Quelque vénération que j'aie pour les écrits de ce grand homme, je pense que de tous les écrivains politiques il n'en est point qui aient approfondi le système des gouvernements fédératifs et représentatifs avec autant de sagacité et de sagesse que les Américains. On peut voir dans leurs ouvrages sur le fédéralisme et autres de ce genre combien ils avaient médité cette forme de gouvernement moderne, etc..... » Jullien dit :

Gouvernement fédératif ! il lâche ici le grand mot ; non que je lui fusse un crime de cette opinion isolée, mais pour montrer au vieux Dussault que le fédéralisme n'était pas un prétexte vain qu'on avait inventé pour faire proscrire ses amis.

Il ne lui fait pas un crime de son *fédéralisme*. L'aveu est précieux à constater, et pourquoi donc a-t-il fait monter sur l'échafaud Guadet, Salle et Barbaroux ? Pourquoi a-t-il réduit Buzot et Petion à se soustraire au même sort par le suicide ?

C'est lui-même qui va nous l'apprendre :

« J'avois organisé un Comité de surveillance dont l'activité infatigable a livré successivement au glaive des lois et les prêtres cachés qui fomentoient le fanatisme et les CHEFS DE LA CONSPIRATION FÉDÉRATIVE, qui avoient trouvé d'impénétrables asiles et jouissoient d'une *longue impunité*. »

Et pour qu'il n'y ait pas de doute, il précise encore davantage :

« A Bordeaux, j'avois découvert la retraite et fait TOMBER LA TÊTE de Salles, Guadet, Petion, Buzot et Barbaroux. »

(Adresse de Marc-Antoine Jullien fils, en réponse aux inculpations dirigées contre lui dans la séance du 14 thermidor an II de la République.)

Jullien était avec Fourcade et Payan le fondateur d'un journal publié sous le titre de *l'Antifédéraliste*.

On voit qu'il joignait la pratique à la théorie, et qu'après avoir combattu le fédéralisme comme une hérésie, il le punissait de mort comme un cas de haute trahison, sauf à reconnaître, en faisant son examen de conscience, qu'après tout ce n'était pas un crime capital.

Vicissitude étrange qui nous montre le bourreau s'appropriant la justification de sa victime, proclamant la vérité des opinions qu'il a prosrites et forcé par la loi suprême du

talion d'emprunter jusqu'aux plaintes qu'il a lui-même arrachées ! Expiation que les vaincus n'auraient pu rêver et qui dépasse la vengeance si ardemment appelée par Buzot sur la tête ou sur la mémoire de ses persécuteurs ! L'histoire de la Révolution seule présente de tels contrastes et de pareils enseignements !

La publication projetée n'eut pas lieu ; on peut en deviner la cause lorsqu'on voit le nom de Jullien figurer dans les pièces de la conspiration de Babœuf : il était désigné comme devant être *agent pour les armes et poudres*. (V. pièce treizième écrite de la main de Darthé. 1^{er} vol. des pièces saisies chez Babœuf, p. 88.) Cette conspiration se tramait en l'an IV, précisément à l'époque où Jullien avait commencé son commentaire sur les Mémoires de Buzot. Il fut compromis dans cette affaire. Inquiété, on dit même arrêté, ou tout au moins obligé de disparaître pour échapper à une arrestation imminente, on comprend que l'ouvrage entrepris soit resté suspendu. Jullien s'engagea plus tard dans une carrière politique où nous ne pouvons le suivre.

Nous terminerons toutefois cette digression en signalant dans ses faits et gestes quelques points qui se rattachent à notre sujet, et peuvent avoir quelque utilité pour l'éclairer sous toutes les faces.

En l'an VII, le 7 floréal, Jullien, devenu commissaire des guerres, est mis en état d'arrestation. (*Moniteur* du 7 floréal an VII.)

Le 16 floréal, conformément à l'arrêté du Directoire exécutif, le citoyen Championnet, général de division, ex-commandant de l'armée de Naples, est traduit devant un Conseil de guerre.

« Les généraux de division Duhem et Rey et l'ex-commissaire des guerres Jullien et Bassal seront également traduits au Conseil de guerre, dont le siège est fixé à Milan,

pour connaître des vols, exactions et dilapidations commis en Italie. »

La poursuite n'eut pas lieu, et Jullien fut remis en activité. (*Moniteur* du 30 fructidor an VII.)

Notons ici le rapprochement entre Jullien et Bassal, que nous trouvons ensemble employés dans l'armée d'Italie, et un instant considérés comme complices de certaines malversations commises en commun.

Nous nous hâtons d'ajouter que cette accusation paraît n'avoir point été sérieuse, et qu'elle n'eut de suite pour aucun des accusés. Nous avons voulu seulement montrer le lien qui a toujours rapproché Jullien, Bassal et Lecointre. A une époque postérieure, le petit-fils de Lecointre épousa une personne de la famille de Jullien.

Cette honorable alliance, une grande situation dans la presse, de vastes travaux auraient pu obtenir pour Jullien la réhabilitation qu'il s'efforçait de mériter; il avoue lui-même, par la bouche d'un de ses biographes, que ses efforts furent impuissants, qu'à chaque pas de sa carrière il s'est vu arrêté par ce qu'il appelle « les crimes de ses ennemis ». L'opinion publique resta ferme et inexorable envers Jullien, et elle ne pardonna pas même à ses cheveux blancs l'erreur de sa jeunesse. M. de la Sicotière a cité à ce sujet une curieuse anecdote :

« Jullien, dit-il, était fort assidu à toutes les réunions scientifiques de Paris et de la province. Je le vois encore petit, propre, longs cheveux blancs, habit vert pomme, voix flûtée et mielleuse, grand diseur de madrigaux et de petits vers, parlant toujours d'humanité, jamais de la Révolution... Au congrès scientifique du Mans, dont il était un des présidents lors de la séance d'inauguration où chaque membre devait se faire inscrire dans les sections dont il désirait faire partie, la confusion était grande, et M. Jullien demandait que l'on mît un *en-tête* à chaque liste. « Messieurs, dit une voix, » entendez-vous M. Jullien qui demande des *têtes*? » Le mot

me glaça. Je ne sais si le vieillard l'entendit, mais *il resta impassible*. (A propos d'autographes, p. 16.)

C'était la note de Louvet, c'était le vers sanglant de Despaze qui se réveillaient après cinquante ans d'intervalle et d'oubli ! (V. ci-dessus, p. 424¹.)

Les deux documents que nous joignons ici par forme de *post-scriptum*, parce que nous les recevons tardivement, nous semblent consacrer et au delà nos appréciations précédentes.

*Lettre de la citoyenne Ginguené à la citoyenne Guudet,
du 20 thermidor an III.*

« Le petit Julien est toujours en prison. Sa mère... vint il y a quelque temps trouver mon mari pour lui reprocher d'aggraver les maux de son fils en faisant voir une lettre qu'il a trouvée à la Commission. Cette lettre adressée à PAYAN, chef sous les tyrans de ce qu'ils nommoient l'Instruction publique, lui annonçoit que les scélérats de fédéralistes, un tel et un tel *venoient grâce à ses soins d'être decouverts dans leurs tanières*, et qu'aujourd'hui même *justice en seroit faite*. Cette lettre m'a donné une horreur telle de ce jeune homme que je craindrois de le rencontrer... Il prétend que si l'on vous interrogeoit, vous lui rendriez justice, et qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour adoucir les derniers moments de ces malheureux, pourquoi les livrois-tu. Barbare? » (V. *infra* la lettre entière.)

(*Journal du Club national*, Bordeaux, t. II, n° 77, p. 6. Séance du 17 frimaire an III.) Un membre :

« Je déclare à la société que Julien ne fut pas pendant sa mission le partisan de Robespierre; que bien des jours avant le 9 thermidor, il dit à plusieurs membres du Comité de surveillance que Robespierre était un tyran *qu'il faudroit assassiner*. »

¹

....., et des têtes coupées
A cet enfant cruel tiennent lieu de poupées.

EXCURSION A SAINT-ÉMILION.

(Octobre 1867.)

Ce volume était imprimé et allait être livré au public : un scrupule nous a arrêté. Il nous a semblé que notre tâche de cicerone resterait imparfaite tant que nous n'aurions pas vu par nous-même les lieux où les victimes du 2 juin ont tracé leurs derniers écrits ; l'intérêt de la tragédie de Salle, notamment, est tout entier dans l'aspect des souterrains où il a commencé son œuvre, du grenier où il l'a terminée. Nous nous sommes donc proposé de visiter, de décrire et de reproduire par le dessin et la gravure les localités qui marquent les diverses stations du martyrologe de la Gironde.

Nous avons en outre l'espoir de compléter notre publication par les pièces qui nous manquaient encore. Nous voulions enfin dissiper, s'il se pouvait, l'obscurité qui planait toujours sur la fin de Buzot et de Petion, et retrouver la place même où ils avaient été inhumés, ce *champ des Émigrés*, signalé comme étant le lieu de leur sépulture¹.

L'itinéraire que nous avons à suivre se trouvait tout tracé devant nous : Saint-Émilion, Castillon, Sainte-Foy, puis Libourne et Bordeaux, étaient les étapes indiquées à l'avance.

Nous commençons d'ailleurs cette excursion sous les auspices les plus favorables.

M. Guadet [de Paris] voulait bien nous adresser à sa famille de Saint-Émilion, et joindre à cette recommandation

¹ V. J. GUADET, *Histoire de Saint-Emilion*, p. 183, et GUINODIE, *Histoire de Libourne*, 1845, p. 62.

des instructions et des plans propres à nous guider dans l'étude des localités.

Mademoiselle Guadet, la fille même de Guadet, existe encore : son frère, le fils aîné de Guadet, n'est décédé que depuis peu d'années. Il est représenté par sa veuve, et sa fille, madame Lacombe-Guadet, femme d'une haute supériorité intellectuelle et d'un grand cœur; les souvenirs de la Gironde ne pouvaient trouver une gardienne plus digne d'un tel dépôt.

Tous les membres de cette famille habitent la maison où leur père et grand-père fut si longtemps caché et si fatalement découvert.

Les bâtiments, légèrement modifiés en quelques détails, subsistent dans leur ensemble; les parties historiques ont été respectées avec soin. Il est possible pour le spectateur d'assister au drame dont ces murs ont été les témoins, et d'en faire revivre par la pensée les scènes émouvantes. Un plan et une vue extérieure que nous publions donneront aux personnes qui ne connaissent pas Saint-Émilion le moyen de se faire une idée exacte du théâtre des événements, et de suivre ainsi les descriptions des procès-verbaux ou des interrogatoires que nous avons réunis dans ce livre. Au dedans, plusieurs portraits de famille, religieusement conservés, et des archives précieuses permettent de compléter l'évocation du passé. Madame Lacombe-Guadet a bien voulu nous initier pas à pas aux traditions locales de Saint-Émilion, tandis que M. Lacombe-Guadet nous conduisait dans les campagnes voisines pour rechercher les dernières traces des Girondins; c'est le résultat de ces recherches et de ces excursions que nous consignons ici : s'il offre quelque intérêt, c'est à leur gracieuse hospitalité et à leur intelligence direction que nous en serons redevable.

LA MAISON BOUQUEY.

PUITS DES GIRONDINS. — GROTTES OU ILS FURENT CACHÉS.
PORTRAIT DE MADAME BOUQUEY.

Lorsque les proscrits arrivèrent à Saint-Émilion, en septembre 1793, la maison du chef de la famille Guadet avait été mise préventivement en surveillance : elle était occupée jour et nuit par deux gardiens que, par surcroît de vexation, Guadet père était obligé de payer. C'est dans l'habitation de madame Bouquey que les Girondins trouvèrent le premier asile qui leur fut donné à Saint-Émilion.

Cette habitation subsiste encore dans la ville haute, seulement elle est sortie des mains des héritiers Bouquey, elle appartient aujourd'hui aux Frères de la Doctrine chrétienne.

Robert Bouquey était, avant la Révolution, procureur syndic ou procureur du Roi en la juridiction de Saint-Émilion¹. Sa femme, Thérèse Dupeyrat (sœur de madame Guadet), était fille d'un banquier de Bordeaux. Les deux époux réunissant une certaine fortune, leur demeure était en rapport avec l'aisance dont ils jouissaient. Elle se composait d'une maison spacieuse par elle-même et entourée de larges dépendances, une cour et deux jardins. Elle donnait d'un côté sur la rue des Grands-Bancs, et de l'autre sur la rue du Chapitre.

Le style de l'édifice extérieur appartient au dix-septième

¹ V. *Saint-Émilion, son histoire*, etc., par M. J. Guadet. « Au-dessous du maire et des jurats, il y avait un procureur syndic... il participait à peu près à tous les actes municipaux; c'était presque tous les jours à sa diligence qu'étaient pris les arrêtés de police et tous les actes d'administration; c'était sur son réquisitoire qu'étaient rendus les jugements. » P. 138. « Il portait le chaperon sur l'épaule gauche et prêtait le même serment que les jurats. » P. 131 et 132.

siècle ou au commencement du dix-huitième. A l'intérieur, quelques vestiges de décoration annoncent que les appartements ont dû être ornés avec luxe. On voit encore dans l'ancien salon une belle cheminée de marbre blanc : au milieu du manteau se trouve un écusson sur lequel figurent les initiales de Robert Bouquey, un R et un B entrelacés et entourés de branches de feuillage délicatement sculptées.

Rien de plus riant que l'aspect de cette maison, rien de plus paisible que l'existence de ses heureux habitants jusqu'au jour où l'héroïsme de madame Bouquey appela sur eux la proscription et la mort. Elle résidait à Paris lorsqu'elle apprit que Guadet, son beau-frère, était errant autour de Saint-Émilion sans pouvoir trouver un toit pour abriter sa tête¹. Aussitôt elle quitta la grande ville où elle n'était ni connue ni inquiétée, et elle vint mettre au service des députés fugitifs sa maison, ses soins, sa vigilance² (octobre 1793). Sa demeure, par des dispositions particulières, offrait un refuge secret et tout préparé pour Guadet et ses amis.

¹ Guadet dit dans son interrogatoire : « ...J'ai passé cinq à six semaines dans divers lieux, sans logement, mon père étant en arrestation et ayant des gardes chez lui. » V. p. 171 ci-dessus.

² Nous avons vu que R. Bouquey avait été dénoncé par Freron (V. ci-dessus p. 384); mais cette dénonciation, qui remontait au 3 juin 1793, était enfouie dans les cartons du Comité de Surveillance du département de la Seine. Bouquey était resté tranquillement à Paris avec sa femme, soit qu'il eût ou non conservé son poste d'administrateur des domaines nationaux à Fontainebleau. Madame Bouquey ne revint à Saint-Émilion qu'en octobre, lorsqu'elle connut les dangers que courait son beau-frère. C'est ce qu'atteste d'abord Buzot (V. ci-dessus p. 382) : « Une femme, ai-je dit? Oh! non. C'est un ange accouru de cent lieues pour nous offrir ses soins, sa maison, tout ce qu'elle possède enfin... » Puis M. Guinodie place aussi le retour de madame Bouquey en octobre 1793. (*Histoire de Libourne*, t. II, p. 38.) Elle partit seule : son mari n'arriva à Saint-Émilion qu'au mois de décembre.

Saint-Émilion, cité gallo-romaine à son origine, place forte importante pendant le moyen âge, n'est plus depuis longtemps qu'une sorte de nécropole sous laquelle règnent de vastes catacombes. L'extraction des pierres nécessitées pour les édifices considérables qui ont existé dans cette ville (on dit aussi pour les monuments de Bordeaux) a formé des excavations profondes et donné naissance à des souterrains fort étendus, dont le labyrinthe s'entre-croise autour et parfois au-dessous des habitations. (V. Jouanne, *Itinéraire de Paris à Bordeaux*, p. 384.) Le jardin de la maison Bouquey a été fouillé très-anciennement, et la superficie du sol recouvre de véritables cryptes dans lesquelles il est possible de descendre et de se tenir caché.

Cet asile eût été excellent, au point de vue de la sécurité, si l'entrée et la sortie n'eussent été également difficiles.

Pour y pénétrer, il fallait choisir entre deux moyens qui avaient l'un et l'autre leurs dangers :

Une descente aujourd'hui comblée ;

Un puits existant encore, et qui servait alors, comme aujourd'hui, à fournir de l'eau pour les usages domestiques.

La descente, située près de la maison, recevait autrefois les eaux pluviales. Elle était couverte par de larges dalles qui n'ont été détruites que depuis quelques années. C'est manifestement cette entrée que désignait Anne Bérard, la domestique de madame Bouquey, lorsqu'elle disait dans son interrogatoire : « Deux des Députés furent dans un sous-terrain qui est dans le jardin, et ils sortirent ensuite en levant les pierres d'un trou qui devait être pratiqué pour recevoir les eaux pluviales. » (V. p. 138, *supra*.)

Au point correspondant à cette ancienne entrée, les Frères de la Doctrine chrétienne ont fait construire un escalier par lequel on descend aujourd'hui facilement dans les grottes. Cet escalier a vingt-trois marches, de chacune vingt

centimètres de hauteur, ce qui correspond à peu près aux trente pieds énoncés par Louvet.

L'autre orifice était le puits communiquant avec les souterrains. Anne Bérard dit avoir vu y entrer deux des plus grands députés, probablement Petion et Buzot. (V. ci-dessus, p. 123.)

Le puits a une profondeur de vingt mètres et une largeur de un mètre et quelques centimètres : il est carré et creusé à plein dans le roc. Il est alimenté par des sources vives, qui maintiennent l'eau à une hauteur considérable, deux ou trois mètres, peut-être plus.

A dix mètres au-dessous du sol, une ouverture de un mètre cinquante centimètres de hauteur sur une largeur de soixante-quinze centimètres, est pratiquée dans le côté droit du puits, et par là on peut pénétrer dans l'intérieur des souterrains. Le dessin que nous publions permet d'entrevoir cette baie, qui apparaît entre les piliers du premier plan comme une fenêtre éclairée par un rayon de lumière. (V. planche 13.)

La difficulté est de descendre ou de remonter, sans échelle, avec un précipice au-dessous de soi. Les parois du puits sont bien percées de trous, superposés à la distance de soixante centimètres les uns des autres : on a pris la précaution de disposer ces trous tantôt à droite, tantôt à gauche, alternativement, de manière à faciliter la descente ou l'ascension à l'aide des pieds et des mains. Une telle gymnastique nous a paru effrayante. En vain nous a-t-on affirmé que les gens du métier descendaient journellement, cela est possible : nous n'avons pas voulu nous donner ce spectacle, malgré l'offre qui nous en était faite. Quoi qu'on puisse dire, il faut rester suspendu au-dessus du vide, sans autre soutien que les mains, sans autre point d'appui que les entailles humides où le pied peut glisser. « J'ai hésité bien souvent avant de me décider à y descendre, nous écrit

M. Drouhaut, mécanicien à Saint-Émilion ; mais comme mon devoir m'y obligeait, je fixais à la poulie une corde qui allait jusqu'au fond du puits, et je descendais en me cramponnant des mains à la corde et en plaçant les pieds dans les trous ; seulement ce moyen est encore plus dangereux que l'autre, attendu que la corde vacille et qu'on se trouve par instants suspendu à la force des poignets, avant de pouvoir remettre les pieds dans les cavités des parois du puits. » Les Girondins n'avaient pas à leur disposition de cordage de dix mètres de longueur ; ils étaient donc réduits à descendre et à remonter en pratiquant la périlleuse manœuvre que nous avons décrite. Louvet avait raison de dire « que l'entrée du sous-terrein était fort dangereuse ». (*Quelques notices*, etc., p. 123.)

Qu'était donc ce dur escalier de l'exil, l'*altrui scale* dont le Dante parle avec tant d'amertume, à côté de ces degrés que les bannis de la Gironde étaient condamnés à gravir au risque de leur vie ? L'imagination populaire, frappée de cet épisode dramatique, a donné au puits de la maison Bouquey le surnom de Puits des Girondins. C'est, à notre connaissance, le seul lieu auquel ce nom historique soit resté attaché ; nous en donnons la vue d'après une restitution que nous devons à M. Drouhaut ¹. (V. planche 12.)

Ainsi les proscrits n'avaient le choix qu'entre deux moyens pour gagner leur asile : ou s'enfoncer sous terre par la descente des eaux pluviales, à l'aide d'échelles,

¹ La partie extérieure du puits primitif a été démolie depuis plus de trente ans. Une seconde réédification a elle-même disparu. Le dessin que nous avons suivi a été exécuté d'après les souvenirs des anciens du pays et en s'aidant des puits contemporains qui sont restés intacts.

Disons pour les touristes qu'attirent les merveilles de Saint-Émilion, que c'est à M. Drouhaut que les Frères ont remis le soin de montrer aux étrangers les grottes de la maison Bouquey. C'est grâce à son infatigable complaisance que nous avons pu descendre vingt fois dans ces souterrains, les dessiner et recueillir les divers renseignements que nous publions ici.

mais avec la chance d'être aperçus par les voisins, ou s'introduire par le puits sans être vus, mais avec la possibilité d'être précipités dans un gouffre sans fond.

Lorsqu'une fois on est descendu à dix mètres sous terre, on trouve, comme le dit le procès-verbal de Laye et Oré (p. 439 ci-dessus), un très-vaste local creusé dans le rocher. Ce sont ces fameuses grottes de Saint-Émilion, d'où Louvet a daté ses *Mémoires*¹; elles sont de deux sortes et comprennent des excavations de nature très-distincte :

1° Des galeries provenant d'anciennes carrières ;

2° Des refuges ménagés à des époques fort reculées pour mettre les habitants à l'abri, lorsque Saint-Émilion était une ville forte soumise à des sièges fréquents et à des pillages en quelque sorte périodiques².

Il est facile de reconnaître les premières à la régularité du travail et aux taches de fumée qui constellent les plafonds taillés à pied droit dans les masses calcaires; elles proviennent des flambeaux employés par les ouvriers carriers.

Les secondes sont en forme de voûtes et d'un travail grossier qui atteste qu'elles ne sont pas le résultat d'une extraction méthodique. Ces indications nous ont été fournies par M. Dugos, ancien maître carrier, qui avait bien voulu nous servir de guide dans ces longues explorations. Son âge, il avait alors soixante-dix ans, lui permettait de nous donner non-seulement l'explication, mais l'historique des diverses exploitations qui se sont succédé dans ces lieux.

Lorsqu'on pénètre par l'escalier moderne, la pente du sol est d'abord assez rapide et la voûte fort basse (V. plan-

¹ V. QUELQUES NOTICES POUR L'HISTOIRE DE MES PÉRILS, etc. On lit en épigraphe :

Des grottes de Saint-Émilion dans la Gironde, aux premiers jours de Novembre 1790.

² V. *Saint-Émilion, son histoire et ses monuments*, par J. Guadet, p. 90 à 445.

che 12, figure 2), puis on arrive dans une espèce de carrefour spacieux.

A gauche se trouvent deux salles carrées, séparées par un étroit passage qui donne accès au puits.

Le dessin que nous avons esquissé sur place et qui a été transcrit sur pierre par M. E. Battaille, conservateur adjoint du Musée de Versailles, représente l'une de ces salles. (V. planche 13.)

A droite sont les parties creusées pour former des refuges. Ces caches, fréquentes dans les grottes de Saint-Émilion, se composent en général d'une galerie souterraine avec deux conduits ménagés dans les directions opposées, en sorte que si l'une des entrées était découverte, on pouvait fuir par l'autre. Le caveau où les proscrits se retireraient pendant la nuit et où ils couchaient (v. ci-dessus, p. 139, 140, 141) était-il placé dans des conditions semblables ?

Ce caveau est aujourd'hui comblé, par conséquent nous n'avons pu savoir s'il existait dans le sous-sol une issue de dégagement qui manque à l'étage supérieur; pour s'en assurer, il faudrait faire déblayer le caveau, ce qui ne nous était pas possible. Mais nous avons pu reconnaître les marques faites au rocher avec des instruments tranchants, dont parle le procès-verbal de Laye, et Oré (V. ci-dessus, p. 139). Le temps ne les a pas effacées.

La communication entre les grottes et ce second caveau était si bien dissimulée, que Laye et Oré ne purent la retrouver, malgré des recherches prolongées pendant deux heures entières. (V. ci-dessus, p. 140.)

Les traces du séjour récent des Girondins dans ce lieu furent constatées dans le rapport du juge de paix de Saint-Émilion; il y trouva :

Un lit et le moyen de le chauffer,

Une petite table à manger et une lanterne,

Des livres et des armes.

Indépendamment des salles qui se trouvent dans la partie antérieure des grottes, il y a d'autres galeries qui vont en s'enfonçant sous le sol, et des espèces de rotondes coniques ou cheminées qui remontent au contraire vers la surface en forme de coupoles. Toutefois, pour que la position fût sûre, il aurait encore fallu que les souterrains fussent reliés, soit avec les caves de la maison, soit avec les galeries des carrières situées extra-muros, parce qu'en cas d'alerte il aurait été possible aux réfugiés de prendre la fuite et de se sauver dans la ville ou de gagner la campagne¹. Mais l'absence d'issues doubles était fort dangereuse pour les Girondins, s'ils venaient à être découverts; ils pouvaient être cernés sans espoir de salut. M. Louis Lussaud, dans son remarquable travail sur Guadet (*Éloge historique de Guadet*, 1861), dit, sur la foi d'O'Reilly (*Histoire de Bordeaux*, t. I, p. 423²), que le souterrain communiquait avec la cave de la maison. Nous avons demandé aux propriétaires actuels, c'est-à-dire aux Frères de la Doctrine chrétienne, s'il existait des traces d'un passage conduisant aux caves de leur habitation. Le supérieur, qui était alors le frère Leonorius, nous a fait une réponse péremptoire : il nous a affirmé qu'il n'y avait jamais eu de caves sous la maison Bouquey !

Louvet parle dans ses Mémoires d'une seconde forteresse

¹ C'est une précaution que ne négligeaient pas les Girondins, ainsi que le prouve le passage suivant des Mémoires de Louvet :

« Nous n'acceptâmes qu'après que nous sûmes que de son grenier où nous allions nous enfouir, nous pourrions aisément au moyen d'une corde fixée à la lucarne nous glisser du haut en bas dans une arrièrecour, et par-dessus un petit mur gagner les champs au premier objet menaçant que l'un de nous, toujours en sentinelle, verrait s'approcher de la maison. » (*Quelques notices*, p. 421.)

² « Madame Robert Bouquey ...avait fait pratiquer dans la cave de sa maison un passage souterrain qui correspondait avec un puits. » (T. I^{er}, p. 423.) L'absence de caves sous la maison Bouquey prouve qu'il y a là une erreur matérielle.

qui aurait été plus saine, presque aussi sûre, presque aussi difficile à découvrir que la retraite des grottes (*Notices*, p. 123). Mais ce n'est pas dans les souterrains qu'il faut la chercher. Louvet indique bien que cette autre cachette avait été pratiquée *dans la maison*, et l'exactitude de son récit est confirmée par le procès-verbal de perquisition :

« Ayant fait visite dans les greniers, il s'y est trouvé dans l'angle de la charpente une espèce de cache que les charpentiers ont déclaré être récemment fermée. » (V. ci-dessus, p. 132, procès-verbal de la visite de la maison Bouquey.)

Il est probable que les proscrits alternaient entre eux et résidaient à tour de rôle, tantôt dans le souterrain, tantôt dans le refuge plus supportable de la maison.

Les grottes de Saint-Émilion, sans être glaciales, sont malsaines : lorsqu'on y a séjourné pendant un certain temps, on se sent pénétré par l'humidité d'une atmosphère méphitique¹; on éprouve le besoin d'air et de chaleur. Louvet dit que les Girondins eurent en effet à souffrir du défaut d'aération, et quant au feu, il leur était impossible d'en allumer, ils eussent été trahis par la fumée. Les *dux patriotes à toute épreuve*, de Sainte-Foy, pour avoir parcouru ces *froides* carrières pendant quelques instants, en sortirent tout glacés et pouvant à peine parler. « Si la Providence n'eût veillé à leur conservation, disent-ils dans leur lettre, rapportée ci-dessus, p. 163, ils seraient tous morts ! » Les Girondins durent y passer une partie de l'hiver !

Les grottes ont, en outre, un autre défaut. Elles ont une sonorité extrême; un mot dit à l'intérieur à demi-voix

¹ « J'ai vu cet humide cachot; j'ai vu le puits fameux qui y donnait entrée, et j'ai frémi en pensant que des hommes furent réduits à s'enterrer dans ce séjour de mort, plus affreux encore pour eux par l'idée qu'il ne se passait pas un seul jour que leur bienfaitrice ne fût menacée de visites domiciliaires. » (V. *Mémoires de Buzot*, publiés par M. J. Guadet, 1823, p. 46.)

est entendu facilement au dehors par l'effet de l'écho se répercutant dans les vastes dômes que nous avons décrits.

Un séjour prolongé dans ces régions souterraines pourrait avoir les plus graves inconvénients pour la santé, la vue, et les proscrits durent supporter une captivité aussi douloureuse pendant six semaines¹, dans ces mêmes lieux où leurs persécuteurs n'avaient pu rester que quelques instants.

Ils ne purent y parvenir que grâce au dévouement admirable de madame Bouquey, aux soins incessants qu'elle leur prodigua pour les cacher et les faire vivre, dans un temps de disette et de suspicion, lorsque chacun était à la ration et soumis à des visites domiciliaires continuelles.

Buzot, Barbaroux et Louvet ont payé tour à tour à madame Bouquey un juste tribut d'éloges et de reconnaissance. Nous avons déjà rapporté les pages de Buzot et les lettres de Barbaroux qui lui sont adressées. (V. ci-dessus, p. 380 et 382.) Louvet, par la nature de son ouvrage et de son esprit, est entré dans des détails plus intimes, plus vulgaires, mais qui n'ôtent rien à son enthousiasme, à l'intérêt qu'il avait conçu et qu'il inspire pour le noble caractère qu'il nous fait connaître. « Guadet et Salles, dit-il, avaient trouvé toute espèce de secours et de sûreté chez une femme compatissante, généreuse, intrépide autant que s'étaient montrés inhumains, égoïstes et lâches tous ces êtres qui portaient néanmoins le nom d'hommes. D'après le portrait qu'on nous avait fait de cet ange du ciel, il n'était pas besoin de lui demander asile, il suffisait de l'avertir de notre situation... » Et ailleurs :

« C'était bien une autre fée que celle chez qui nous arrivâmes à minuit. Nous devions y trouver, avec mille soins

¹ Louvet dit p. 425 de ses *Notices* : « Nos deux amis (Buzot et Petion) vinrent donc et s'en allèrent au caveau. Ainsi nous étions sept... Nous restâmes ainsi pendant un mois *tout entier*. »

non moins attendrissants, une constance, un courage, un dévouement sans bornes, » p. 123.

Puis il précise, il chiffre, il fait toucher du doigt les difficultés créées par le maximum. Il dit le menu de la table, et de ces peintures un peu familières sort finalement une scène touchante, c'est madame Bouquey réunissant autour d'elle, au repas du soir, les infortunés qui pendant le jour s'étaient dispersés dans leurs repaires.

« Les denrées étaient rares dans ce département, on ne lui fournissait pour sa part qu'une livre de pain par jour, mais il y avait des pommes de terre et des haricots au grenier.

» Pour ne pas déjeuner on ne se levait qu'à midi.

» Une soupe aux légumes faisait tout le dîner. A l'entrée de la nuit, nous quitions doucement nos demeures, nous nous rassemblions auprès d'elle. Tantôt un morceau de bœuf à grand'peine obtenu à la boucherie, tantôt une pièce de la basse-cour bientôt épuisée, quelques œufs, quelques légumes, un peu de lait, composaient le souper dont elle s'obstinait à ne prendre qu'un peu pour nous en laisser davantage. Elle était comme une mère au milieu de ses enfants pour lesquels elle se sacrifie ¹. »

Ceux qui ont connu Thérèse Dupeyrat s'accordent à dire que c'était une *charmante femme, aimable et gaie*, nullement préparée par la nature de son caractère ou par son éducation au rôle politique qu'elle remplit avec tant d'intrépidité et d'abnégation.

Cependant au milieu des supplices qui se multipliaient, de l'épouvante qui grandissait de moment en moment au dehors, elle conservait dans son intérieur son sang-froid et même son sourire. Elle n'exprimait qu'une crainte, c'était

¹ C'était bien en effet encore le mot d'une mère, que celui qu'elle prononça plus tard lors du départ des Girondins : « Si l'un de vous périt, je ne me consolerai pas. » V. *Quelques notices*, p. 173. V. aussi une variante du même mot, p. 126.

si elle venait à être arrêtée de ne pouvoir accomplir jusqu'au bout le grand devoir qu'elle s'était imposé.

« Il ne se passait pas un jour, continue Louvet, qu'elle ne fût menacée d'une visite domiciliaire, que la guillotine n'abattît quelque tête, et que les brigands ne commissent des horreurs. On les entendait jurer qu'ils feraient brûler vifs avec nous, dans leurs propres maisons, les gens chez lesquels nous serions trouvés. On parlait même d'incendier les villes. « Mon Dieu! qu'ils viennent les inquisiteurs, nous » disait-elle avec calme et gaieté. Je suis tranquille, pourvu » que ce ne soit pas vous qui vous chargiez de les recevoir! » Seulement je craindrais qu'ils ne m'arrêtassent, et que » deviendriez-vous! »

Ce dernier mot touche au sublime : au moment où il était prononcé, la commission militaire, présidée par Lacombe, était venue s'installer à Libourne, à une lieue de Saint-Émilion. L'échafaud était en permanence, quatre têtes avaient été abattues, ainsi que le dit Louvet avec exactitude ¹.

¹ « Le 13 brumaire (3 novembre 1793) on vit arriver à Libourne le tribunal révolutionnaire (erreur : c'était la commission militaire, mais on pouvait s'y tromper), présidé par Lacombe, suivi d'un détachement de gens à moustaches, et précédé de tout l'attirail de la guillotine. Le jour de cette funeste expédition, l'exécuteur s'occupa à établir sur la voie publique son instrument de supplice.

» Le lendemain, 4 novembre, la générale battue, la garde nationale sous les armes, et la commission en séance, assistée du comité révolutionnaire en guise de partie publique, d'accusateur et de témoins, on fit traduire les infortunés Chaperon (Paul-Romain), homme de loi, et Haddouin-Tranchère, avocat, domiciliés l'un et l'autre à Libourne, qui furent condamnés à mort, le premier comme membre de la commission populaire du département, le second comme conspirateur.

» Sont ensuite condamnés à la même peine :

» Baugirard, ancien major au régiment de Picardie, maire de la commune de Verac, près Libourne, 17 brumaire-7 novembre.

» J. B. Rougeol ou Roujolle, employé aux douanes nationales, domicilié à Libourne, 14 frimaire-4 décembre, comme contre-révolutionnaire. »

Madame Bouquey ne tremble point : elle ne redoute pas d'être arrêtée, elle est tranquille pour elle-même, mais eux, *que deviendront-ils !* Le mot méritait d'être recueilli, et Louvet n'y a pas manqué ; on ne peut qu'applaudir au soin qu'il a pris de nous transmettre ainsi les éléments du portrait moral de madame Bouquey.

Mais ses traits étaient restés inconnus jusqu'ici.

Nous sommes heureux de pouvoir faire connaître par la gravure une figure qui doit prendre place dans la galerie des femmes héroïques de la Révolution.

Le portrait de madame Bouquey avait été transmis à M. Berthomieu de Meynot, dont nous avons parlé ci-dessus, qui était l'oncle de Bouquey et qui devint l'un de ses héritiers. Il se trouve aujourd'hui chez M. de Meynot, de Saint-Émilien, le fils du précédent. M. de Meynot a bien voulu nous le montrer d'abord, nous promettre d'en faire tirer une photographie, et ensuite nous confier le tableau lui-même pour que la reproduction héliographique pût recevoir toute la perfection possible. (V. planche 11.)

La peinture originale est signée, au bas à droite, du nom de Yvon ¹.

Cet artiste resté inconnu était Breton.

Il avait une sœur Ursuline à Saint-Émilien, et ses voyages dans cette ville l'avaient mis en relation d'affaires avec M. Guadet père.

L'œuvre d'Yvon est, il faut bien le reconnaître, sans talent, mais non sans une certaine naïveté originale. Le peintre a représenté madame Bouquey avec un petit cha-

D'autres condamnations furent encore prononcées, aux fers, à la prison, à l'amende pour des sommes énormes. (Souffrain, *Hist. de Libourne*, vol. IV, p. 512-524.)

¹ Son nom ne se trouve pas dans la Biographie bretonne de Levot (1852-1857). Notre grand peintre, M. Yvon, a bien voulu nous faire savoir qu'il n'existait entre lui et son obscur homonyme aucune parenté.

peau de mode plutôt espagnole que française, et sous un costume qui rappelle plus le règne de Louis XV que le goût de Louis XVI. On ne reconnaît cette dernière époque qu'aux cheveux demi poudrés et flottants qui encadrent le visage et affleurent les épaules. C'était bien la coiffure de 1784, date approximative du portrait. Madame Bouquey s'était mariée en 1781 (le 4 septembre), trois années auparavant. Sa parure de noces devait être bien modeste, s'il faut en juger par le seul ornement qu'elle porte : une croix d'or suspendue sur sa poitrine par un simple ruban de soie.

Ses traits sont fins, réguliers, mais sa physionomie est tout entière dans son regard, dans ses yeux noirs où respirent tout à la fois l'intelligence et la bonté.

Ce portrait est en plein accord avec celui qu'avait tracé Buzot :

« Imaginez une femme jeune encore.

» Une figure plus agréable que belle, qu'on voit sans surprise, mais qu'on quitte avec regret.

» La douce sensibilité brille dans tous ses traits, dans sa voix et plus encore dans ses yeux. »

C'est bien là, en style du dix-huitième siècle, ce que nous appellerions aujourd'hui l'impression sympathique produite par une femme. L'image de madame Bouquey est de celles que l'on aime à interroger et dont on se détache difficilement. Le mot de Buzot est vrai, on sent qu'il a été écrit d'après nature.

Yvon avait peint également le portrait du mari. La physionomie du pauvre Robert Bouquey est aussi l'emblème de son caractère, c'est-à-dire qu'elle n'a rien d'héroïque, elle n'a rien d'historique non plus; nous n'avons pas dès lors à la reproduire. Citons toutefois un détail curieux à relever pour l'appréciation de l'époque.

Bouquey avait fait peindre au bas de son portrait son

blason, et il avait pris pour armes les attributs de la franc-maçonnerie, alors si fort en vogue.

Il porte donc d'azur, au chef de gueules, chargé de trois truelles d'or, au compas et à l'équerre du même posés en abîme; deux branches d'olivier s'entre-croisent au-dessous de l'écu et servent de support.

Telle était en 1784 la coquetterie féodale du *Procureur du Tyran* à Saint-Émilion, c'est le titre que Bouquey prend dans ses interrogatoires. Disons à sa décharge que si le premier de ces interrogatoires est faux et timide, le second l'honore par sa franchise. On lui dit :

« Tu devois être instruit, comme ta femme, du séjour des conspirateurs? »

Et il répond : « Oui, c'est vrai, mais je n'ai pas eu le courage de les dénoncer. »

Il aurait pu dire au contraire qu'il avait eu le courage de ne pas se souiller par cette dénonciation. Cet aveu lui coûta la tête, et il doit racheter les faiblesses qu'on lui a reprochées.

« La faiblesse de caractère de Bouquey était chose bien » avérée dans la famille, nous écrit madame Lacombe-Guadet. Madame Bouquey, se rendant compte de cette infériorité morale de son mari, voulut sur l'échafaud, avec » un courage égal à celui qu'avait montré madame Roland » dans une circonstance analogue, éviter à son compagnon » l'horreur de l'épouvantable spectacle... Une déclaration » de l'exécuteur des hautes œuvres de Bordeaux atteste » que, pour épargner à son mari la douleur de la voir périr, » madame Bouquey avait tenu à passer la dernière. »

Elle aurait donc conservé jusque sous le couteau cette liberté d'esprit dont elle avait fait preuve pendant une lutte de huit mois, et elle aurait revendiqué l'honneur qui lui appartenait si bien d'être traitée comme la plus coupable de tous ses compagnons, coupable du crime d'humanité!

M. Louis Jourdan, dans son ouvrage intitulé *les Femmes*

devant l'échafaud (Paris, 1862), a compris madame Bouquey parmi les *Inconnues de la Révolution*, et en effet elle a échappé aux vers de Delille et de Legouvé; Dubroca n'a fait que paraphraser Desessarts¹, M. Laittullier la nomme à peine²; M. Michelet³ l'a passée sous silence, ainsi que M. de Lamartine⁴.

Ses véritables biographes sont Buzot, Louvet et Barba-roux, qui lui ont consacré les pages mémorables que nous avons citées, et M. J. Guadet, qui a mis en lumière son admirable dévouement.

Thérèse Dupeyrat ne doit plus être une inconnue de la Révolution, elle doit prendre place, et la première, dans cette pléiade de femmes sublimes qui se sont immortalisées en luttant contre la Terreur pour lui arracher, au péril de leur vie, quelques-unes de ses victimes : mademoiselle de Sombreuil, mademoiselle Cazote, madame Vernet, née ..., l'héroïque gardienne de Condorcet⁵. Nous disons *la pre-*

¹ *Les Femmes célèbres de la Révolution*, par Dubroca. Paris, an X. V. ch. vi. *Hospitalité*, p. 189.

² *Les Femmes célèbres de 1789 à 1795*. Paris, 1840, t. II, p. 407.

³ *Les Femmes de la Révolution*, par J. Michelet. Paris, 1854.

⁴ *Histoire des Girondins* (vol. VII, liv. 52).

Les Biographies générales n'ont parlé de madame Bouquey que de manière à défigurer son caractère (V. *Biographie dite de Leipzig*), ou sans connaître les faits (V. par exemple la *Biographie nouvelle* de Firmin Didot, 1853). L'article commence ainsi : « *Angélique* Bouquey, victime politique française, morte après le 31 mai 1793 » !

⁵ V. *Biographie de Condorcet*, par Arago, 1849, in-4°, p. 403. Arago rapporte cette réponse si connue de madame Vernet à Condorcet, qui lui disait : « Je ne puis plus rester chez vous, je suis hors la loi. — La Convention, monsieur, a le droit de mettre hors la loi, elle n'a pas le pouvoir de mettre hors de l'humanité. » Décrété d'arrestation le 8 juillet 1793 par la Convention, sur la motion de Chabot, compris le 3 octobre même année dans l'acte d'accusation dressé contre les Girondins, Condorcet fut atteint par la disposition générale du décret du 23 ventôse an II, qui déclarait *hors la loi* tous les conspirateurs poursuivis comme tels qui se seraient soustraits à la justice, et punissait de mort ceux qui leur donneraient asile. Condorcet se trouvait dans ce cas ainsi que madame Vernet. Le mot attribué à cette dernière peut donc très-bien avoir été prononcé.

mière, car elle a sur elles un triste avantage : celui du martyr qui leur fut épargné et qu'elle a subi.

Suivant nous, son portrait devrait être placé au Musée de Versailles, ou tout au moins dans celui de Bordeaux.

On cite encore d'autres femmes qui s'exposèrent à la mort pour secourir des proscrits. Dubroca, dans son ouvrage sur les femmes célèbres de la Révolution, a formé un groupe spécial de celles qui bravèrent la guillotine pour exercer l'hospitalité au mépris des lois cruelles qui la défendaient. C'est l'objet de son chapitre VI. Il indique, probablement d'après Legouvé, une dame Peyssac, qui avait donné asile à Rabaut Saint-Étienne, et qui fut condamnée à mort le 7 messidor an II. Mais madame Peyssac ne fut pas condamnée seule, elle fut considérée comme complice de son mari. On ne sait dès lors si elle a joué le rôle principal; elle l'a nié, et elle a même ajouté dans son interrogatoire : « Que » c'étoit elle qui avoit découvert l'endroit où ils (Rabaut » Saint-Étienne et Rabaut-Pommier) étoient cachés. » (Archives de l'Emp., carton W, dossier 918, pièce 4.) Voilà pourquoi nous ne l'avons pas placée à côté de madame Bouquey.

Legouvé et Dubroca ont signalé aussi la servante de Lanjuinais, mais sans la nommer. Il est vrai qu'elle servit son maître avec dévouement et ne voulut pas l'abandonner, même lorsqu'elle eut été prévenue du danger par madame Lanjuinais. Son nom mérite d'être cité avec honneur, et nous saisissons l'occasion de réparer l'oubli de nos devanciers. Elle se nommait Julie Poirier. (V. *Œuvres de Lanjuinais*, 1^{er} vol., p. 40.) Mais Lanjuinais était caché chez lui et non chez elle; ce n'est pas par l'initiative de cette généreuse fille qu'il a été sauvé, c'est avant tout grâce à la justesse de son calcul, à son sang-froid et à la fermeté de sa femme. On sait que pour faire croire qu'il avait émigré, il avait déterminé celle-ci à demander le divorce, qui fut en

effet prononcé le 12 novembre 1793. Lanjuinais avait rédigé lui-même les pièces de la procédure.

Bergoeing, caché dans les grottes de Sainte-Présentine, près la Réolle, dut son salut à une femme de service qui lui portait de la nourriture. Le souvenir de ce fait est resté encore vivant dans le pays. (Voir le *Mémorial bordelais*, fondu dans le *Journal bordelais*.) Nous ne pouvons que reproduire cette vague indication telle qu'elle nous a été donnée.

Nous regrettons de ne pouvoir faire connaître le nom de cette femme.

Enfin nous avons vu, dans un autre camp, Wimpffen payer un tribut de reconnaissance à un sieur *Anfrye* et à sa sœur, qui se dévouèrent pour le cacher à Bayeux pendant tout le temps de la Terreur. (V. ci-dessus p. 172, à la note.)

Tel est le cadre dans lequel il faut placer le portrait de Thérèse Dupeyrat. (Add. ci-dessous, en note, p. 664.)

Avant de quitter la maison Bouquey, nous devons nous expliquer sur un passage de Louvet qui s'y rapporte et qui a donné lieu à des interprétations diverses.

Il dit p. 124 de ses *Notices* :

Nous restâmes ainsi (chez madame Bouquey) pendant un mois tout entier, malgré les persécutions d'un intime ami de Guadet, qui, nous y sachant, n'oublia rien pour nous en chasser, et à qui sa lâche peur finit par troubler tellement l'esprit que, de crainte de mourir, il voulait se brûler la cervelle. Je ne puis, sans risquer de compromettre notre étonnante amie, faire le récit au reste trop dégoûtant des mensonges, des intrigues, des menaces, des lâches manœuvres de toute espèce par lesquels il parvint enfin à son but.

Nous avions d'abord pensé que ces mots désignaient Robert Bouquey; mais il était beau-frère de Guadet, et on ne dit pas du beau-frère de quelqu'un qu'il est *son ami intime*; puis l'examen attentif du dossier de Bordeaux nous

a fait découvrir la preuve que Bouquey n'était revenu de Paris à Saint-Émilion qu'en décembre 1793 ¹. Or Louvet et ses amis avaient quitté la maison Bouquey dès avant le 15 novembre ². Ce n'est donc pas Bouquey qu'il avait voulu désigner. On a parlé de M. de Meynot. Il était bien en effet ami, et ami très-intime de Guadet; mais il y a en sa faveur un alibi tout aussi formel que pour Bouquey.

Le 6 octobre, M. de Meynot a été destitué de ses fonctions de juge de paix et arrêté par les ordres de Tallien. Il a été traduit devant la Commission militaire, présidée par Lacombe, et condamné le 16 brumaire an II (6 novembre 1793) à deux mille livres d'amende au profit des pères et mères des sans-culottes du canton de Saint-Émilion. On ne sait au juste quand il a été rendu à la liberté.

Louvet est resté chez madame Bouquey des premiers jours d'octobre au 12 novembre environ. Ce n'est donc pas M. de Meynot qui a pu pendant tout ce temps exercer des persécutions envers les Girondins réfugiés.

Mais il y a encore une preuve plus décisive. Nous la trouvons dans la *Relation anonyme*, p. 497 :

Petion, Buzot et Barbaroux... étaient aussi à Saint-Émilion... Comme ils ne connaissaient pas le chemin, ils furent contraints de revenir à leur ancien gîte. Ils arrivèrent, non

¹ Interrogatoire de Bouquey du 30 prairial. « ...Ce n'est qu'au mois de décembre que je suis revenu à Saint-Émilion. Je ne pouvais pas dénoncer Guadet, puisque je ne suis rentré dans le pays que longtemps après qu'il y était passé, et il n'était plus question de lui... »

On voit aussi par l'interrogatoire de Saint-Brice Guadet qu'au moment où R. Bouquey fit entrer Petion, Buzot et Barbaroux chez Troquart, ceux-ci étaient déjà cachés chez Paris, le curé constitutionnel, et ils y sont restés en décembre et janvier. Tout porte à croire que la déclaration de Bouquey était vraie, et qu'il ne revint à Saint-Émilion qu'en décembre 1793, comme il l'a affirmé.

² *Quelques notices*, p. 128. « Nous partîmes, c'était la nuit du 14 au 15 novembre. » Et il y avait déjà un ou deux jours qu'ils avaient quitté la maison Bouquey.

pas chez madame Bouquey, mais chez celui qui les avait obligés d'en partir, et bien leur en prit, car le 18 novembre, à midi, les commissaires du pouvoir exécutif, escortés d'un fort détachement de l'armée révolutionnaire, investirent la maison de cette généreuse femme et la fouillèrent à diverses fois de la cave au grenier.

Ainsi Petion, Buzot et Barbaroux vont loger chez *celui qui les avait obligés de sortir de chez madame Bouquey!*

Ce n'est donc pas très-certainement Bouquey, et ce ne peut être davantage M. de Meynot, car on n'a jamais prétendu qu'il ait reçu les Girondins dans sa maison. Il était arrêté avant leur arrivée à Saint-Émilion, et après sa mise en liberté il restait tellement suspect, qu'il y aurait eu folie à se cacher chez lui!

Que conclure de ces observations? 1^o Qu'il y a eu très-certainement un individu qui a forcé les Girondins à sortir de chez madame Bouquey, et que, sous ce rapport, Louvet n'a rien dit que d'exact; 2^o qu'on ne sait quel était ce personnage, aussi lâche que ridicule, qui voulait se brûler la cervelle de crainte de mourir. Nous devons nous féliciter de ne pas le connaître, puisque le nommer serait le vouer à l'infamie. Nous nous applaudissons au contraire d'avoir justifié deux hommes injustement accusés du soupçon qui planait sur eux.

Quelques années après les événements de Saint-Émilion, le nom de madame Bouquey retentit encore dans un procès qu'on nous pardonnera de retracer ici avec quelques détails, parce qu'il peint un des côtés curieux des mœurs de la Révolution et qu'il donne une idée des complications étranges qui en furent la conséquence : après le grand drame vinrent les scènes de la vie privée, les anecdotes après l'histoire.

Les époux Bouquey jouissaient, avons-nous dit, d'une aisance qu'on pouvait alors appeler de la fortune. Ils n'avaient pas d'enfants, et en cas de mort sans postérité une donation

réciproque et universelle était faite au profit du survivant par leur contrat de mariage. Mais la hache révolutionnaire les avait frappés le même jour et pour ainsi dire du même coup. La question de savoir auquel des deux appartenait le gain de survie aurait donc pu s'élever, si le jugement qui les avait condamnés à la peine capitale n'avait en même temps prononcé la confiscation de tous leurs biens. La nation, seule héritière de ces dépouilles, n'avait pas à en discuter l'origine. La nécessité d'une distinction entre les deux successions ne surgit qu'au moment où des lois réparatrices rendirent aux familles les biens confisqués qui n'avaient pas encore été vendus. (Décret du 21 prairial an III.) Il fallut alors rechercher qui, de Bouquey ou de sa femme, avait été exécuté le dernier, car c'était celui-là qui, ayant survécu, avait recueilli, hélas ! pour bien peu d'instant, la donation contractuelle et en avait transmis le bénéfice à ses héritiers. A cette époque, les héritiers de Bouquey et ceux de Thérèse Dupeyrat vivaient en parfaite intelligence ; ils eurent le bon esprit de s'entendre à l'amiable et de « confondre les droits et les héritages de ceux dont la vie et la mort avaient été communes ». Les biens furent divisés en deux lots par un traité du 15 thermidor an IV, comme s'il s'était agi de les partager entre les deux branches d'une même famille.

Douze années s'étaient écoulées depuis cet arrangement, lorsqu'on découvrit un testament mystique fait par Bouquey en faveur de sa femme le 4 août 1790. Bouquey lui léguait la maison de Saint-Émilion, un autre domaine rural, et en outre « tous les meubles, or, argent et créances qu'il laisserait à son décès ».

Les héritiers Dupeyrat, revenant alors sur l'acte de partage de l'an IV comme entaché d'erreur, réclamèrent l'exécution du testament... De là naquit un procès qui a pris rang parmi les causes célèbres de Bordeaux. (V. *Annales du barreau français*, t. XVI, p. 287.)

Pour recueillir le legs, il fallait établir que la légataire Thérèse Dupeyrat avait survécu au testateur ou, en d'autres termes, qu'elle avait été exécutée après son mari. Mais comment savoir exactement ce qui s'était passé dans cette sanglante boucherie? quel ordre avait été observé? quelle tête était tombée la première ou la dernière?

Les héritiers Dupeyrat invoquaient une loi du 20 prairial an IV qui, dans le cas d'exécutions simultanées, établissait une présomption de survie en faveur du plus jeune des condamnés. Madame Bouquey, étant indubitablement la moins âgée, devait être présumée de droit avoir survécu. Ils ajoutaient que de fait son nom était inscrit et numéroté *après* celui de son mari dans le jugement de la Commission, et que ce classement par numéros se retrouvait dans l'acte mortuaire dressé le lendemain de l'exécution. Ils en concluaient qu'il y avait eu là un arrangement préparé à dessein, observé par deux fois, et que le bourreau avait dû suivre tout aussi bien que le tribunal et le greffier; c'était pour eux une liste officielle, un écho de l'appel des condamnés.

Les héritiers Bouquey répondaient que la loi du 24 prairial an IV ne s'appliquait qu'entre héritiers du sang réciproquement successibles, et qu'elle ne pouvait profiter à de simples légataires; que le procès-verbal d'exécution n'était pas reproduit, que cette pièce seule aurait pu faire foi de l'ordre des décès, et qu'il était impossible d'y suppléer par les registres de l'état civil, écrits au hasard des déclarations, entachés d'inexactitudes sans nombre. Suivant eux, les juges ne devaient se décider que d'après les circonstances du fait telles qu'elles seraient révélées par la preuve testimoniale; et au soutien de leur système, ils offraient de prouver par témoins que madame Bouquey avait été mise à mort avant son mari.

Le Tribunal de Libourne, par un jugement du 13 février 1810, très-longuement motivé, se prononça pour une en-

quête préalable, tous droits des parties réservés; toutefois, tenant compte des présomptions déjà acquises aux héritiers Dupeyrat, il imposa aux héritiers Bouquey la charge de la preuve qui régulièrement aurait dû incomber aux représentants du légataire.

Les héritiers Dupeyrat mal conseillés, selon nous, interjetèrent appel d'une décision qui, sainement interprétée, leur était plutôt favorable que contraire.

Nous ne savons quel fut l'avocat des appelants devant la cour de Bordeaux; ils eurent pour adversaire Lainé, dont la plaidoirie a été publiée dans le *Barreau français*. Le jugement de Libourne était une véritable dissertation sur la matière. Lainé n'a fait qu'y puiser les moyens qu'il a animés par sa parole correcte et éloquente. Il a ajouté toutefois une circonstance qui n'était pas relevée par les premiers juges. A l'entendre, « Bouquey, voyant son épouse s'avancer vers la planche fatale, aurait dit à l'un des assistants : *Ah! donnez donc la main à madame!* »

Cette parole magnanime était-elle bien vraisemblable dans la bouche du malheureux Robert Bouquey? N'était-elle pas démentie par son caractère notoire et par les habitudes brutales des guillotineurs¹ sans-culottes, qui ne laissaient guère aux condamnés la liberté *de marcher seuls à la planche fatale*, où ils les traînaient violemment de leurs mains impatientes? Mais il y avait plus que des invraisemblances. Au moment où le procès s'agitait, celui qui avait présidé à l'exécution, qui avait fait tomber les têtes, vivait encore : c'était un témoin irrécusable celui-là! Eh bien, il affirmait que madame Bouquey avait péri la dernière, et ce

¹ C'était le mot consacré par le néologisme montagnard. (V. *Moniteur* du 14 novembre 1793, Lettre de Lequinio et Laiguelot à la Convention, datée de Rochefort. « Nous avons proclamé le citoyen Ance guillotineur... » Passage cité dans *la Justice révolutionnaire à Bordeaux*, par M. Fabre de la Benodière, p. 32.)

à sa demande expresse, parce qu'elle voulait épargner à son mari la douleur de voir répandre sous ses yeux le sang de sa femme ¹. Telle était la source du certificat dont nous avons parlé, de ce singulier autographe revêtu de la signature du bourreau, une de ces pièces qu'il est rare de rencontrer dans un dossier, même dans les archives de l'histoire!

Madame Guadet, qui était une des héritières Dupeyrat, tenait donc en son pouvoir le gain du procès. Elle préféra une transaction désavantageuse, qui fut signée le 10 mai 1811. L'apaisement, le silence, l'oubli, étaient le vœu de tous ceux qui avaient souffert de la Révolution, et on ne peut que louer la veuve de Guadet d'avoir cédé à cette honorable tendance.

¹ Peut-être objectera-t-on que, si les exécutions avaient lieu dans l'ordre indiqué par la sentence, madame Bouquey n'avait pas à demander comme une faveur de passer après son mari, puisqu'il était porté avant elle sur la liste. Mais il résulte de la plaidoirie de Lainé qu'à Bordeaux l'usage était d'exécuter les femmes les premières pour abréger leur supplice (*loc. cit.*, p. 290). On comprend alors que, pour se désister de ce cruel privilège, madame Bouquey ait dû solliciter du bourreau l'honneur de survivre à ses compagnons d'infortune.

(Addition à la p. 658.) Legouvé, et d'après lui Dubroca, ont aussi parlé de madame Ruvilly, de Brest. N'ayant pu vérifier l'exactitude de cette citation, nous nous étions abstenu de la reproduire. Au moment de mettre sous presse, nous trouvons dans l'ouvrage de M. du Chastelier, *Brest et le Finistère sous la Terreur*, la relation vraie de faits défigurés jusqu'ici :

« Le 12 thermidor (les événements du 9 n'étaient pas encore connus), un même acte d'accusation amenait quatre dames de Morlaix avec un pauvre capucin, âgé de soixante-cinq ans, Yves Mevel, qu'elles étaient accusées d'avoir caché pour le soustraire aux recherches des Comités : Barbe Jago, âgée de cinquante et un ans; Julie Démaret, veuve Rovily le Saulx, soixante-six ans, originaire de Saint-Malo; Perrine-Eugénie Démaret Lecoat née à Port-Louis, âgée de soixante-trois ans, et Modeste Émilie de Forsan, née à Montauban, à peine âgée de vingt-sept ans, d'une beauté ravissante... Un même réquisitoire et une même condamnation frappèrent ces cinq malheureuses victimes de la peine de mort » (P. 132 et suiv.)

LA MAISON GUADET.

(V. planche 11.)

GRENIER OU SALLE ET GUADET ÉTAIENT CACHÉS.

PORTRAITS.

AUTOGRAPHES. — ARCHIVES DE LA FAMILLE.

La maison occupée par la famille Guadet est située hors des murs de Saint-Émilion, au nord, sur la route de Lussac à Montagne, à peu de distance de la porte Bourgeoise, qui est la principale entrée de la ville. En venant de Libourne on passe devant cette maison; un des pignons du corps de logis donne sur le grand chemin, ainsi que les communs et les chais ou celliers ¹.

Les bâtiments forment un quadrilatère : ils étaient séparés du jardin par une cour longue et étroite, qui a été supprimée, et par une jolie bordure de tilleuls, qui subsiste toujours. La maison d'habitation avait sa façade sur cette cour aujourd'hui incorporée à un élégant jardin à l'anglaise. Elle se composait et ne se compose encore que d'un rez-de-chaussée simple de six fenêtres de face, assez élevé et surmonté de mansardes. L'entrée est au milieu; d'un côté, à droite, le salon et la salle à manger; de l'autre, deux chambres à coucher. Telle était la consistance de l'habitation primitive.

En dehors des murs du jardin se trouvait un petit bâtiment en forme d'appentis, adossé au pignon ouest du grand bâtiment principal. (V. le plan, figure 2, A, B, C, D.)

Le toit était moins élevé que celui du corps de logis; il formait un réduit auquel il était impossible d'accéder, et qui ne pouvait servir à aucun usage (même planche, figure 3,

¹ V. le plan général de Saint-Émilion, dans l'ouvrage de M. J. Guadet sur cette ville.

coupe E, F, G), n'étant ni aéré ni éclairé et n'ayant aucune communication avec le grenier qui règne sur la maison. C'était, dans toute la vérité du mot, un grenier perdu.

Le plafond de ce petit bâtiment était à solives apparentes assez écartées les unes des autres, et l'espace entre les solives était rempli par des planches transversales que ne recouvrait aucune couche de plâtre ni de peinture.

On eut l'idée de mettre ces dispositions à profit pour organiser un refuge où se tiendraient Salle et Guadet. Dans ce but on décloua deux des planches existant entre les poutres du plafond, en sorte qu'à l'aide d'une échelle on pouvait monter dans ce grenier perdu en passant entre deux solives par une sorte de trappe. (V. *ibid.*, G, H.) Une fois dans le grenier, les traverses étaient remises à leur place par les personnes montées dans la cachette, l'échelle était retirée par celles qui étaient restées en bas. Les fugitifs se trouvaient dans un asile impénétrable. Ils pouvaient du moins le croire : plusieurs fois des recherches avaient été tentées dans la maison; le Comité de surveillance de Bordeaux avait dirigé une perquisition sans pouvoir les découvrir. Leur retraite était donc réputée inaccessible; mais le séjour en était-il supportable? Il est facile de s'en rendre compte : les lieux n'ont pas changé, ils sont tels aujourd'hui qu'ils étaient en 1794.

La hauteur du grenier perdu est d'un mètre¹ au point le plus élevé. (Figure 3, E, G.)

Sa largeur est celle de la maison ou de six mètres.

Salle et Guadet ne pouvaient donc se tenir debout ni même assis, ils étaient obligés de rester couchés.

Il n'y a pas de lucarne au toit.

¹. « Le planché de haut n'étoit distant du toyt que de trois pieds; on ne pouvoit aller dessus qu'en en declouant les planche. Ils en enlevèrent deux, et sy artistement que lorsqu'ils les replaçoit il étoit impossible de les reconnoître. » (Relation des derniers moments des Girondins. Mém. de Buzot, Petion, etc., p. 497.)

Ils ne recevaient de jour et d'air que par les interstices des tuiles.

Pour écrire, il fallait attendre que le soleil se montrât¹.

L'esprit se refuse à croire que deux hommes aient pu vivre pendant huit mois (de novembre 1793 à juin 1794 environ) dans cette situation : sans feu l'hiver, sans air pendant l'été ! Et cependant non-seulement ils ont vécu, mais Salle a composé dans ce lieu la plus grande partie de sa tragédie de *Charlotte Cordai* et son conte satirique L'ENTRÉE DE DANTON AUX ENFERS.

Guadet, dont la vue était faible, ne pouvait pas écrire. Saint-Brice Guadet, interpellé sur les ouvrages que son frère aurait composés, répond qu'il n'en a composé aucun, que même il lui a souvent dit qu'il ne pouvait écrire dans le lieu où il se tenait. (Interrogatoire déjà cité.) Cette circonstance explique comment il est le seul des Girondins réfugiés à Saint-Émilion qui n'ait laissé ni Mémoires ni écrits d'aucune sorte, pas même de testament.

Les autographes de Guadet sont rares. L'isographie a donné le *fac-simile* d'un billet écrit par Guadet, comme Président de l'Assemblée législative, pendant la nuit du 10 au 11 août 1792.

Le Manuel de l'amateur d'autographes, de Charavay, constate que trois lettres seulement de Guadet sont passées dans les ventes à des prix variant de quinze à trente francs. (V. 6^e année, p. 293.) La famille elle-même n'en possède pas. La lettre suivante, que nous avons pu nous procurer, met en scène plusieurs des personnes qui figurent à divers titres dans cet ouvrage : Guadet père, madame Bouquey, M. de Meynot. Elle est adressée par Guadet à son père :

¹ V. ci-dessus Interrogatoire de Guadet. « D. Qui faisait leur chambre? — R. Personne. Ils étoient dans un galetas où il n'y avoit pas de jour... » Et ailleurs : « Le toit laissant entrer un peu de jour, lorsque le soleil frappoit ils en recevoient assez pour écrire. »

Mon tres cher et tres honoré papa,

C'est aux circonstances et non a mon cœur qu'il faut attribuer le silence que vous me Reprochez. J'avais au moment même de la naissance de mon Enfant Résolu d'écrire plusieurs Lettres, et celle de Maynot fut celle par laquelle je commençai et par laquelle je finis, car le commissionnaire arriva avant que je l'eusse achevée et ne me permit que de la signer.

Depuis ce moment j'ai été tellement surchargé, tellement accablé qu'a peine ai je pu écrire a St Brice et a madame Bonquey, parreïn et marreïne de mon fils. Je fis part à St Brice de ma situation, et le priai de vous dire le motif qui m'empêchait de vous instruire directement de l'augmentation de ma famille, je dois croire qu'il ne l'a pas fait. Car alors vous ne m'auriez certainement pas écrit la lettre que j'ai reçue et que j'ai eu besoin de lire plus d'une fois pour m'assurer que c'était à moi qu'elle Etait adressée. Au reste, un oubli même, quoique très coupable, n'aurait peut être pas dû me mériter d'Etre traité ainsi, car Enfin vous connaissez mon Cœur, et vous savez si je vous Respecte et vous aime.

Ma femme est bien sensible à votre souvenir, Elle vous remercie de votre attention, et vous prie d'Etre bien persuade qu'Elle partage les Sentiments de Respect avec lesquels je suis et serai toute ma vie,

Mon tres cher et tres honoré papa,

Votre tres humble, tres obéissant et tres soumis fils,

GUADET.

Il n'y a pas d'adresse ni de date. Le fils de Guadet étant né en 1790, la lettre doit être de cette même année.

M. J. Guadet a dit dans son ouvrage sur les Girondins : « Guadet père était en 1794 un vieillard de soixante-dix ans, au maintien grave, peut-être même un peu sévère; son port, ses manières, son langage, annonçaient un homme habitué à parler avec autorité; ses fils avaient pour lui un profond respect et une soumission absolue. » (T. II, p. 376.)

Il est impossible de mieux s'accorder avec la lettre que nous publions : preuve nouvelle que, comme nous l'avons

dit, les renseignements donnés par M. J. Guadet sur les hommes et les choses de Saint-Émilion sont toujours de la plus scrupuleuse exactitude.

A quoi donc s'occupait le proscrit pendant ces longues heures de sa captivité? « Il méditoit, dit encore Saint-Brice, sur le bonheur de la patrie. » Et lorsqu'on le presse de questions, lorsqu'on lui demande quelles étaient les opinions de son frère et celles de Salle sur le nouveau gouvernement, l'interrogateur imprudent lui arrache cette fière réponse :

- « Qu'ils croyoient que là où l'opinion est un crime, il n'y
- » a plus de liberté;
- » Qu'ils étoient ennemis des Rois, amis du Peuple;
- » Qu'ils trouvoient la Révolution souillée par trop d'ef-
- » fusion de sang, et qu'ils étoient républicains dans l'âme;
- » Que c'étoit là toute la connoissance qu'il avoit pu avoir de leurs opinions. »

C'étoit là en effet tout le *Credo* des Girondins : la haine du despotisme sous toutes ses formes, l'horreur du sang et l'amour de la liberté, c'est-à-dire la tradition des grands révolutionnaires du dix-huitième siècle, qui n'avaient pas d'autre symbole.

Saint-Brice, qui tenait ce langage et qui jetait sur le procès-verbal d'un greffier un rellet d'éloquence, étoit donc, lui aussi, digne du nom qu'il portait : les fragments de sa défense que nous avons rapportés (p. 207) en sont du reste une preuve éclatante.

Nous n'avons trouvé à Saint-Émilion d'autres traces de Guadet que son nom écrit d'ancienne date sur quelques livres conservés pieusement par sa petite-fille, madame Lacombe. Ces livres ont en eux-mêmes leur signification qui nous engage à les citer. Ce sont :

1° LES PROVINCIALES, 2 vol. in-18. Amsterdam, 1741.

Sur la garde on lit :

De la bibliothèque de M. Guadet aîné.

C'est une édition portative — de poche — que peut-être Guadet avait communiquée à Salle lorsque celui-ci écrivait à Caen sa réfutation du rapport de Saint-Just, pamphlet inspiré évidemment, quant à la forme, par les *Provinciales*.

2° TÉLÉMAQUE.

Même inscription.

3° LE CONTRAT SOCIAL, *id.*

4° VOLTAIRE.

Ici le nom de GUADET est imprimé sur le dos des volumes.

La famille possède trois portraits de Guadet, un de face et deux de profil.

Le premier, de Boze, a été gravé par Vérité et publié en 1792 tant chez Vérité, à Paris, que chez Jogan, à Bordeaux.

Le second est une miniature ovale sur ivoire de quatre centimètres de hauteur sur trois de diamètre, non signée ni datée.

Guadet porte un habit rayé; ses cheveux forment un double rouleau. Il nous semble résulter de la coiffure et du costume que ce portrait serait antérieur de plusieurs années aux deux autres, conséquemment il représenterait Guadet à une époque où il était encore jeune, peut-être à l'époque de son mariage, qui eut lieu en 1781. Cette miniature ne porte pas de nom d'auteur. (V. planche 8, fig. 1.)

Le troisième portrait, aussi de profil, a été gravé d'après

un dessin de Fouquet exécuté à l'aide du physionotrace de Chrétien. C'était, pour le profil, la photographie du temps. Ce portrait peut donc être considéré comme étant d'une exactitude absolue.

Chrétien reproduisait ses dessins par la gravure, mais ses planches en *fer-blanc*, suivant M. Renouvier (*Histoire de l'art pendant la Révolution*, t. I, p. 367), ou sur cuivre, ne supportaient le tirage que d'un très-petit nombre d'épreuves; aussi n'avons-nous jamais vu le portrait au physionotrace de Guadet. Il n'existe point à la Bibliothèque impériale, et ne se trouvait pas non plus dans la célèbre collection Hennin ¹.

C'est une raison pour nous de le reproduire par l'héliographie, de manière à en assurer la conservation et à le propager. C'est en effet un portrait important : c'est celui qui peint le mieux la physionomie si intelligente de Guadet et correspond par l'ardeur de l'expression à cette énergie incisive qui brille dans les improvisations du grand orateur de la Gironde. (V. planche 8, fig. 2.)

Le premier portrait, quoique déjà publié, est rare. Nous n'hésitons pas à l'éditer de nouveau : d'abord parce qu'il est de Boze, artiste éminent, l'ami des Girondins et leur intermédiaire auprès de Louis XVI; et puis en multipliant les représentations graphiques des personnages célèbres, nous avons un but, c'est de faciliter aux peintres, statuaires, graveurs qui voudraient placer ces grandes figures dans leurs compositions, les moyens de se procurer les types vrais. Or c'est là une tâche qui n'est pas toujours facile et qui ne peut jamais être celle des artistes préoccupés d'autres études et d'autres soins. Déjà plusieurs fois des statues ont dû être érigées aux martyrs de la Gironde. Ce projet s'exécutera certainement tôt ou tard, et alors peut-être notre prévision sera justifiée. (V. planche 9.)

¹ M. Soliman-Lieutaud nous apprend qu'il le possède.

A côté et au nombre des portraits les plus véridiques de Guadet il faut placer le signalement de son passe-port, qui concorde parfaitement avec eux. Ce passe-port, trouvé et saisi dans son portefeuille, est censé lui avoir été délivré à Falaise, le 8 juillet 1793, sous le nom d'Héliès (c'était son prénom *Élie*, dont il avait fait un nom propre) : il déclare être âgé de trente-quatre ans, et c'est bien l'âge qu'il croyait avoir. (V. ci-dessus, p. 187.)

Taille : cinq pieds cinq pouces.	Bouche moyenne.
Cheveux et sourcils noirs.	Menton ordinaire.
Yeux bleus.	Front grand.
Nez relevé.	Visage maigre.

Nous avons vu Salle déclarer dans son interrogatoire (p. 181) que ces passe-ports étaient supposés, en ce sens qu'ils avaient été rédigés par les Girondins eux-mêmes sur des feuilles portant les en-tête officiels des municipalités. La ressemblance devait être parfaite, puisqu'ils avaient le plus grand intérêt à ce qu'au moment où ils produiraient ces pièces aucun doute ne s'élevât sur leur sincérité. Nous avons donc là un portrait de Guadet tracé par lui même : propre par conséquent à servir de contrôle, même au physionotrace.

La famille Guadet possède non-seulement le portrait d'Élie Guadet, mais encore celui de son père en grand costume de maire de Saint-Émilion. Nous l'avons fait reproduire par la gravure. (V. planche 40.) Nous n'avons pas voulu séparer ces deux figures, qui se complètent l'une l'autre; d'ailleurs Guadet père, mourant à la tête de tous les siens par l'application barbare d'une loi impie, appartient à l'histoire judiciaire de la Révolution.

C'est peut-être le seul exemple d'un père condamné, et condamné à mort ! pour avoir donné asile à son enfant. Sans doute le décret du 23 ventôse an II réputait complices ceux qui auraient récelé des individus mis hors la loi. Mais il y

avait à ces dispositions déjà atroces par elles-mêmes une exception écrite dans tous les codes et dans le premier de tous, celui du droit naturel. Jamais les proches parents (ascendants, enfants, frères et sœurs) ni les époux n'ont été assujettis aux peines portées contre le recel de coupables ou contre la réticence en matière de complots¹. Et chose étrange ! les mêmes hommes qui se montraient si impitoyables envers le père admettaient en faveur d'une servante l'excuse qu'ils refusaient au chef de la famille. C'est ainsi que Marie Guittard, cuisinière de Pàris, curé constitutionnel de Saint-Émilion, interpellée de dire pourquoi elle n'avait pas dénoncé les ennemis de la patrie cachés chez son maître, répond :

« Qu'entièrement attachée à ses devoirs, elle devait la » discrétion sur l'intérieur du ménage de Pàris; que lui » ayant loué ses services, elle aurait cru manquer à la vertu » de les déceler. » Et une note mise au bas de l'interrogatoire fait pressentir que cette belle réponse trouvera grâce devant le Comité de surveillance. Il n'en fut pas de même de Guadet père, et cependant ses paroles n'étaient pas moins touchantes, la nécessité qu'il invoquait n'était pas moins impérieuse.

Il peint d'abord, dans l'instruction, son fils réduit au désespoir, venant à minuit se jeter à ses pieds en le priant de lui donner asile, et lui déclarant qu'en cas de refus il se poignarderait. Puis il ajoute : « J'avoue que mes entrailles s'émurent, et je ne scus pas le renvoyer. » Et à l'audience, c'est encore là toute sa défense devant la Commission militaire, c'est sa réponse à Lacombe, qui lui rappelait Brutus immolant ses fils : « Le mouvement paternel ! il est impossible d'étouffer ces sentiments ! » Et quand on lui objecte

¹ Les lois romaines, Dig., *De recept.*, II; l'ancien droit criminel, si dur : Muyart de Vouglans, *Lois crim.*, p. 345. Le Code pénal de 1810, tout draconien qu'il était, admettait cette exception dans son article 407.

que Salle n'était pas son fils, il ne répond plus qu'en joignant ses mains et en les élevant vers le ciel.

Nous le verrons plus loin, Guadet père sut mourir avec un calme inaltérable, une dignité pleine de grandeur.

Il y a dans sa physionomie, telle qu'elle nous est révélée par son portrait, tout à la fois de la bienveillance et de la force. On comprend son zèle pour sauver les proscrits et sa fermeté pour assumer sur lui seul les conséquences de son dévouement à ses devoirs de père. Le sourire qui effleure les lèvres du maire de Saint-Émilion n'abandonna pas le condamné sur la charrette, soit qu'il vît arriver la mort comme une délivrance, soit qu'il défiât du haut de sa conscience l'iniquité de ses juges. (V. *infra*, p. 702.) Le vieillard de soixante-dix ans, honoré de vingt années de magistrature municipale, marcha impassible au supplice, comme s'il avait accompli un acte de ses fonctions ou présidé le corps des jurats dans une cérémonie publique. C'était ce que Jullien appelait dans son langage *satisfaire à la loi*. La mort n'était plus en effet qu'une simple formalité : et le bureau de Lacombe était expéditif... O'Reilly a publié dans son *Histoire de Bordeaux* le portrait de Lacombe ¹.

¹ Ce Lacombe, qui opposait vertueusement à Guadet père l'exemple de Brutus, fut convaincu d'avoir trafiqué sans pudeur de la justice, d'avoir reçu dans l'exercice de ses fonctions des sommes considérables s'élevant parfois à 450,000 livres. Il fut condamné à mort comme Exacteur, Concussionnaire, Prévaricateur, Corrupteur des mœurs et de l'esprit public, et comme TEL TRAITRE A LA PATRIE. Jugement de la Commission spéciale de Bordeaux du 27 thermidor an II. (Bibl. imp., Lb⁴¹. 4204.) Que les jugements précipités de Lacombe fussent de véritables assassinats juridiques, nous concevons qu'on eût pu le prétendre et lui en demander compte à ce titre; mais faire de prévarications pécuniaires un cas de haute trahison, c'est ce qu'en légiste, peut-être rigoriste, nous ne pouvons admettre, quelque horrible que nous inspirent les actes exécrables de Lacombe. Il aurait fallu lui appliquer la loi du 22 prairial, et ce n'eût été que justice; mais cette loi était abrogée depuis le 44 thermidor. C'est ici le lieu de rappeler les dernières paroles de Petion à son fils :

« Si des tribunaux s'emparent de ces cannibales, laisse agir la loi... que

N'était-il pas juste de placer en regard du bourreau l'image de ses victimes ?

Nous avons parlé des archives de famille conservées dans la maison Guadet. Elles se composent de nombreux papiers, qui comprennent entre autres une collection des lettres écrites à madame Guadet après la mort de son mari et postérieurement à la délivrance de thermidor. Les plus remarquables sont :

Une lettre de Pénière du 9 pluviôse an III.

Une autre de Baudin (des Ardennes) du 20 frimaire an IV.

Divers billets de Bosc de l'an IV.

Des lettres de madame Petion de l'an IV.

Des lettres de la veuve de Gorsas du 13 ventôse an III.

Des lettres de madame Ginguené de l'an III.

On les trouvera classées parmi les pièces provenant de Saint-Émilion. Nous ne voulons pas les analyser. Nous indiquerons seulement quelques observations générales qui nous semblent s'en déduire.

Ce qui frappe en premier lieu dans cette correspondance, c'est l'espèce de résurrection à laquelle on assiste en la lisant ¹. On dirait être au lendemain d'une grande bataille.

ce ne soit point par des commissions militaires que ces monstres soient jugés... qu'on n'imité pas l'horrible exemple qu'ils ont donné en faisant égorgé tant d'innocens au gré de leurs caprices par des juges de sang qui leur étoient vendus. » (V. p. 257 ci-dessus.)

¹ C'est l'expression consacrée par les contemporains ; dans une relation de mademoiselle de Pons sur son incarcération au *Plessis*, publiée sous ce titre : « LE BONHEUR S'OUBLIE, MAIS LE MALHEUR JAMAIS NE S'EFFACE », p. 34, on lit par exemple : « Enfin, au moment où nous avions perdu tout espoir, la Révolution du 10 thermidor nous fit *ressusciter* et sortir de la tombe où nous étions à moitié descendus. V. dans les *Considérations sur la Révolution française*, la page que madame de Staël a consacrée au 9 thermidor, et qui se ter-

Les amis ignorent le destin de leurs plus intimes amis. Ils s'écrivent sans savoir ce qu'ils sont devenus. « Parqués comme des moutons depuis le décret du 22 prairial, ils n'attendaient que le jour d'être égorgés en temps et lieux, etc., les uns en fuite, les autres en prison, tous sous le coup de la foudre qui gronde au-dessus de leurs têtes... Mais l'heureuse révolution de thermidor est arrivée... » Ils regardent alors autour d'eux, et ils s'enquièreent anxieusement des pertes qu'ils ont faites, quels sont les survivants ?

Buzot et Petion ont disparu.

Est-il vrai qu'ils aient péri ? Et l'aimable madame Bouquey, va-t-elle bien ? La mort de la pauvre femme n'était pas connue, pas même soupçonnée, tant il venait peu à l'esprit que cette innocente créature dût être jamais une victime politique.

A côté de ces détails qui peuvent servir à la peinture de l'un des moments les plus pathétiques de la Révolution, il y a un autre sentiment qui se dégage des lettres adressées à madame Guadet. C'est à qui lui viendra en aide et lui prodiguera des offres de secours et des consolations : « Nos bourses pures et républicaines, dit l'un, lui seront toujours ouvertes... Qu'elle m'envoie son fils, je me ferai un plaisir de me charger de sa première éducation. » « Pourquoi, dit une autre, ne m'avez-vous pas laissé votre chère petite Lodoïska ? je l'aurais élevée avec tendresse ; tous les jours je lui aurais parlé de sa mère, de son infortuné père ; elle aurait chéri sa mémoire, elle se serait honorée d'être sa fille. » Puis c'est Bosc qui réclame comme un honneur « la préférence pour soutenir à Paris les intérêts de la famille »...

On voit aussi que madame Guadet, qui demeurerait avec la

mine ainsi : « Un jour dont le nom nouveau déguise peut-être la date aux étrangers, le 9 thermidor, porta dans le cœur des Français une joie inexprimable. La pauvre nature humaine n'a jamais pu devoir une jouissance si vive qu'à la cessation de la douleur. » (Vol. II, p. 438.)

veuve de Gensonné, s'était liée avec les veuves de Ducos et de Fonfrède. « Vos communs malheurs, lui écrit-on, ont dû vous rapprocher, et d'ailleurs elles sont personnellement aimables et intéressantes. »

On aime cette étroite et chaleureuse solidarité qui unit les débris de la Gironde et se reflète si bien dans ces paroles, qui seront notre dernière citation : « Madame Talma a été du très-petit nombre des femmes qui ont secouru leurs amis sous le règne des proscriptions; elle m'a chargée de vous dire mille bonnes amitiés. Nous sommes toujours fidèles Girondines, et ne souffrons jamais qu'on parle mal d'aucun de nos malheureux amis. »

Mais ce qui est plus intéressant à notre point de vue particulier et comme confirmation de notre travail (V. p. 493 et suiv.), c'est la pensée formellement exprimée par tous ceux qui prennent part à cette correspondance de recueillir les écrits des Girondins et d'élever un monument littéraire à leur mémoire en attendant qu'on puisse ériger *des colonnes et des bustes à leur vertu*.

Pénière écrit à madame Guadet : « Tâchez de voir les familles de Gensonné, Ducos, Fonfrède, Guadet, Vergniau, Lacaze; invités-les au nom des amis de la liberté et de la justice à nous fournir les renseignements précieux que nous révélerons et *publierons* avec empressement. »

Et madame Gorsas; il faut lire sa lettre entière; en voici seulement le début :

« Comme il est fort important que les principes qui guidèrent votre époux et les autres victimes de la tyrannie, qui a désolé notre patrie et l'a privée de ses plus zélés défenseurs, soient connus du public, je réimprime en ce moment plusieurs des écrits lumineux de ces martyrs de la patrie... » Et l'on voit par la continuation de la lettre que ce plan comprenait la réponse de Guadet à Robespierre, celle de Vergniaud, etc.

C'est précisément ce que nous avons soupçonné et indi-

qué (p. 497), sans en avoir une preuve aussi directe. Nous n'avions parlé que de l'association formée entre Bose et la femme de Louvet pour la publication des Mémoires des Girondins. On voit que d'autres membres du même parti entraient dans cette alliance, notamment Pénière et la veuve de Gorsas. On s'explique ainsi comment le nom de Louvet et celui de la veuve Gorsas se trouvent souvent réunis, l'un comme libraire, l'autre comme imprimeur, sur les mêmes publications : les *Notices* de Louvet, les Mémoires de Rioulle, et une brochure qui porte ce titre caractéristique : L'OMBRE DE LA GIRONDE A LA CONVENTION NATIONALE ¹.

Enfin il y a dans cette correspondance des témoignages utiles à recueillir pour Guadet en particulier, et sur l'homme du foyer domestique et sur l'homme de la tribune.

« Vous avez perdu le meilleur père et le meilleur mari qui ait jamais existé... » écrit madame Ginguené.

« Zilia, que son père aimait tant et qui lui ressemble, aimante et bonne *comme lui*. »

Ces traits ont leur valeur : Guadet à ses débuts dans sa carrière politique montra une impétuosité qui a été qualifiée de violence. (Desgenettes, t. II, p. 249.) Il est bon de montrer que c'était au fond une nature tendre et aimante. Nous aurons à insister sur le côté humain de son caractère dans l'épisode qui se rattache à Charlotte Corday.

Pénière, l'ami de Dulaure et de madame Roland, écrit en parlant de Guadet : « Mon meilleur et plus illustre ami... » Et ailleurs, à propos du fils de Guadet : « Il aura les vertus, les talents et le courage de son père qui fut mon ami, et que je n'oublierai jamais ; il fut de tous les hommes celui que j'estimai et que j'admirai le plus, et je me plais à

¹ A Paris, chez la veuve d'Ant. Jos. GORSAS, imprimeur-libraire, rue Neuve-des-Petits-Champs, au coin de celle de la Loi, n° 744 ; J. B. Louvet, libraire, Paris, Égalité, galerie Neuve, n° 24.

publier son rare mérite. (7 mai 1807.) » Y a-t-il exagération ? Mais Bosc va plus loin : « Recevez mes hommages, veuve d'un des plus grands hommes dont la France s'honore. » Et cet éloge si délicat de Baudin des Ardennes, un littérateur distingué, en adressant à madame Guadet un de ses ouvrages qui renferme une sorte d'invocation aux mânes des Girondins :

« Si vous y trouvez l'accent de l'admiration, du regret » et de la douleur, personne n'en est plus vivement pénétré » que moi. C'était un déchirement pour mon cœur que de » me trouver appelé à prononcer l'éloge de ceux devant qui » j'avais appris à me taire et de rompre pour parler d'eux » un silence que j'aurais toujours voulu garder en les écou- » tant. »

Peut-être, dira-t-on, c'est le langage de l'amitié. Voici le jugement d'un censeur rigoureux, qui, nous l'avons vu, fait ses réserves, et ne flatte jamais :

« Beaucoup plus courageux et même plus éloquent que Vergniaux, lorsqu'il improvisait, Guadet peut être considéré comme le chef de la députation de la Gironde. Dans la société, il avait des manières polies et distinguées. » (*Souvenirs de la fin du dix-huitième siècle*, par Desgenettes, t. II, p. 249.)

Plus éloquent que Vergniaud, ... n'est-ce pas encore beaucoup dire ; et cependant cette appréciation d'un critique sévère va être encore dépassée par un juge compétent.

C'est Charles Nodier qui a écrit les lignes suivantes en parlant de Guadet :

« Quelques-uns de ses mouvements oratoires l'emportent » même en véhémence tribunitienne sur tout ce qui s'est » conservé de plus remarquable dans ce genre chez les » anciens et les modernes. » (*Souvenirs de la Révolution*, t. I, p. 249.)

Enfin on lit dans la statistique du département de la

Gironde, sous le titre ¹ : Notices biographiques des personnages célèbres nés dans ce département : « GUADET... dé-
» puté avec Vergniaud et Gensonné à l'Assemblée légis-
» lative et à la Convention, il y partagea leurs travaux,
» leur ardent civisme, leur gloire comme orateurs, leurs dan-
» gers comme adversaires de la plus hideuse des tyrannies.
» Sa fin plus tardive que la leur n'en fût que plus malheu-
» reuse. »

La main qui a tracé cet éloge sculptural, dont on pourrait faire une inscription, est celle de F. Vatar Jouannet, le frère de René Vatar, auquel nous avons consacré tant de pages dans ce livre (p. 499-534), le prote de l'imprimerie particulière du Comité de Salut Public, l'ancien serviteur de la Montagne devenu bibliothécaire de la ville de Bordeaux ! (V. ci-dessus, p. 506 et 532.) C'est aussi un témoignage important, car nul ne pouvait mieux parler de la tyrannie des comités que celui qui l'avait vue de si près et pouvait l'apprécier en pleine connaissance de cause.

Les lettres intimes que nous avons rapportées ne peuvent donc être accusées d'exagération, puisqu'elles ont été ratifiées et même dépassées par des voix impartiales qui ne sont pas suspectes de flatterie. Elles sont pour la famille Guadet des titres précieux, pour l'histoire des documents intéressants, et pour nous le complément inespéré de nos études.

¹ Paris. Dupont. 1837. 2 vol. in-4°. I, 313.

LA MAISON TROQUART.

(V. planche 13.)

La maison de J. B. Troquart a été habitée par Petion, Buzot et Barbaroux depuis le 20 janvier 1794 (1^{er} pluviôse an II¹) jusqu'au 18 juin (30 prairial) suivant. C'est à cette circonstance qu'elle a dû sa célébrité. Elle était située à l'intersection de deux rues, dont l'une, la rue du Portail-Brunet, se dirige vers le haut de la ville, tandis que l'autre, la rue de la Cadène, descend à pic dans la ville basse. Elle se trouvait ainsi isolée et sans aucun contact sur trois faces avec les habitations voisines. Elle se composait d'un rez-de-chaussée en pierre et d'un premier étage en colombage à traverses apparentes. Cet étage, bâti en encorbellement, avait un comble en saillie couvert en tuiles rondes.

L'entrée de la boutique donnait sur la rue qui se dirige vers la place appelée Cap-du-Pont (Caput pontis de Braveto. GUADET, *Histoire de Saint-Émilien*, p. 67, édit. de 1841). Les fenêtres, peu nombreuses, étaient à croisillons et à petits carreaux ou munies de volets. Les pros-crits se tenaient au premier étage, dans une grande chambre, qui n'était dominée d'aucun côté. Ils ne pouvaient donc être aperçus du dehors. Au dedans, Troquart, placé en bas, veillait sur eux comme une sentinelle attentive².

Le dévouement de Troquart pour les Girondins fut reconnu par eux-mêmes dans leurs dernières lettres, pro-

¹ V. ci-dessous la pièce qui nous permet de fixer cette date précise, après la correspondance de madame veuve Guadet.

² ... Leur constante bienfaitrice [madame Bouquey] les logea chez son perruquier, garçon sûr et fidèle, et dont la maison netoit ouverte à personne. (*Relation anonyme*. Mém. de Petion, etc., p. 498.)

clamé à la tribune par Louvet, glorifié par la Convention qui, en ordonnant le remboursement des avances, chargea le Comité d'instruction publique de faire un rapport « sur la récompense qu'il convenait d'accorder à quiconque aux jours de la tyrannie décenvirale avait donné asile à l'innocence persécutée ». (Décret du 12 messidor an III. 30 juin 1795.)

Nous ne voulons pas diminuer son mérite, qui fut très-réel, mais il importe de le préciser et de ne pas l'exagérer, rien n'étant plus regrettable que le faux héroïsme. Troquart était un homme simple, un pauvre barbier de campagne, faisant un peu tous les métiers. Avant de servir les Girondins, il avait été garnisaire, à deux livres par jour, de la maison Guadet ! (V. ci-dessous, p. 739.)

Déjà nous avons dû faire des réserves sur l'attitude prise par lui dans l'interrogatoire qu'il subit après la fuite de ses hôtes. Mis en présence de l'échafaud sur lequel Guadet et Salle étaient montés la veille, il fit des révélations qui auraient amené l'arrestation des fugitifs, si déjà ils ne s'étaient dérobés par le suicide au dernier supplice¹. Son excuse est dans ce sentiment de la conservation qui existe chez tous les êtres, dans cette terreur qui était alors dans toutes les âmes. (Expression de madame Guadet. V. ci-dessus, p. 122.)

Nous devons dire aussi que son dévouement ne fut pas complètement désintéressé. Pour se charger de cacher les trois proscrits, il avait reçu de Robert Bouquey une somme de cinq cents livres. Les époux Bouquey devaient, en outre, subvenir à la nourriture de leurs amis, et notamment

¹ C'est Jullien qui le dit lui-même dans une lettre au Comité de salut public :

« On avait par celui qui les avait recelés (Petion et Buzot) la connaissance exacte de leur signalement, de leur costume, et il a été facile d'acquérir la certitude qu'ils s'étaient réellement détruits. » (V. ci-dessus, p. 410.)

fournir le pain. Il s'est bien gardé de parler de ces détails dans la relation qui a été écrite par M. J. Guadet, en quelque sorte sous sa dictée, et publiée à la suite des Mémoires de Buzot, p. 252-261. Mais ils résultent de l'aveu même de Troquart, et sont constatés dans son interrogatoire du 5 messidor. (V. ci-dessus, p. 144.) Seulement il a cherché à en atténuer la portée, en disant « que les cinq cents livres lui ont été payées par Petion, Buzot et Barbaroux, en assignats, et qu'elles ont été employées à *leur besoin* et même au delà de ses avances ». Le fait est donc certain, il faut en outre le contrôler par la déclaration de Saint-Brice Guadet qui, interrogé le 3 messidor, avait dit : « Robert Bouquey me suggéra de parler à Baptiste Troquart pour l'engager à recevoir Petion, Buzot et Barbaroux, ajoutant qu'il compterait à cet effet cinq cents livres : m'étant rendu aux instances dudit Robert Bouquey, la proposition fut acceptée. » (V. interrogatoire de Saint-Brice Guadet, du 2 messidor an II, au greffe de la Cour de Bordeaux.) On voit qu'il y a là une variante notable. Suivant la version de Saint-Brice, qui ne peut-être suspecte puisqu'elle est parfaitement désintéressée, la somme n'aurait pas été remise par les proscrits à Troquart pour leurs besoins, elle lui aurait au contraire été comptée par Robert Bouquey, pour le décider à les recevoir, et sans préjudice des frais de leur entretien. C'est ce que confirment les lettres d'adieux¹ qui ne parlent que de *récompense* à accorder à Troquart pour ses services, et non de remboursement de ce qui lui serait dû pour ses avances. Saint-Brice ne dit pas non plus que le paiement ait eu lieu en assignats, et d'ailleurs à ce moment le papier monnaie n'était pas encore totalement discrédité : l'assignat de cent livres valait quarante francs. (V. tableaux de dépréciation du papier monnaie, p. 7.)

¹ V. ci-dessus pages 258, 348 et 388.

Ces restrictions faites dans l'intérêt de la vérité historique, il est juste de reconnaître que Troquart s'acquitta de la mission qu'il avait assumée avec un zèle qui ne se paye pas à prix d'argent. Il sut pourvoir à la sûreté des proscrits, et tout en ouvrant sa boutique à ses clients, il trouva le moyen de fermer le surplus de sa maison aux regards du public. Il réussit à garder intact jusqu'au bout le dépôt qui lui avait été confié.

Mais il fallait en outre subvenir aux premières nécessités de la vie, et la plus redoutable dans ces temps de famine chronique, la plus difficile à vaincre, c'était la nourriture, que les époux Bouquey payaient sans doute, mais qu'il fallait néanmoins se procurer. Troquart avait beaucoup de relations avec les gens de la campagne qu'il rasait. Il mit à profit cette circonstance pour organiser une espèce de système d'échange en nature. « De celui-ci, dit M. Guadet, il recevait des œufs au lieu d'argent; un autre le payait avec de la farine et du pain; ici des légumes, là du porc salé venaient alimenter ses provisions. C'est ainsi qu'il rentrait chaque soir, apportant les vivres du lendemain. » (*Les Girondins*, tome II, page 168). Il servait, en outre, d'intermédiaire entre les captifs et leurs amis. Il leur portait les lettres, les journaux et les autres envois qu'il allait prendre dans les maisons Guadet et Bouquey. Confident discret, gardien vigilant, courrier infatigable, il mérita les témoignages de gratitude que les trois proscrits ont exprimés à l'envi dans leurs lettres d'adieux, en recommandant à leurs familles le brave homme, l'homme généreux qui leur avait été si utile. Troquart n'est donc pas un héros de désintéressement : c'est un homme de service qui a dignement rempli son devoir, et sous ce rapport son nom peut être rapproché de celui de Joseph Cange, cet autre commissionnaire qui fut la providence de Saint-Lazare, que Sedaine a chanté, et dont

Bonneville nous a transmis le portrait ¹. Mais le pauvre perruquier de village était célibataire, point de femme qui tint son ménage; aussi le plus grand désordre régnait-il dans son logis; c'était un réduit affreux (Lettre de J. Guadet à Louvet, *infra*, p. 746), et le procès-verbal de perquisition va même jusqu'à dire que cette demeure était *infecte*. On devine ce que devaient souffrir là des hommes habitués aux recherches non pas seulement de la propreté, mais de l'élégance. Cependant ils ne se plaignent pas, dans les écrits qu'ils ont laissés, de l'état de leur demeure; Buzot se contente de dire : « dans l'*azyle du pauvre que j'habite* », et ailleurs il remercie madame Bouquey « d'avoir par son industrieuse et touchante amitié paré de quelques fleurs nouvelles *leur pauvre et sombre azyle*. Vous nous avez rappelé, ajoute-t-il, le doux souvenir de notre liberté passée. Hélas! ces roses du printemps, leur tendre et vert feuillage, nous ne songions plus à les revoir... »

Madame Bouquey, que nous retrouvons ici et toujours et partout, ne se bornait pas à ces attentions touchantes. Elle envoyait aux hôtes de la maison Troquart des vivres pour compléter leur maigre ordinaire : tantôt un quartier de mouton, tantôt d'autres aliments (v. ci-dessus, p. 204), du bois pour passer l'hiver, du linge, des habits faits de ses mains. (Interrogatoire de Troquart, p. 144.) Elle leur procure des livres, elle leur fait parvenir des nouvelles. En un mot, elle met tous ses soins à rendre leur triste sort aussi supportable que possible. (*Relation anonyme*, p. 498.)

¹ V. *Portraits des hommes de la Révolution*, t. II, n° 40, et la notice qui suit. Marsollier a mis le trait de Joseph Cange au théâtre avec succès *. Il pourrait bien en être de même un jour de Troquart, qui serait un personnage autrement favorable au drame que l'honnête Cange. Les détails un peu minutieux dans lesquels nous sommes entré trouvaient alors une utilité pratique.

* Sous ce titre : *Cange ou le commissionnaire*. Théâtre des Variétés, an III.

Au rapport de Troquart, « Buzot et Barbaroux écri-
» vaient des mémoires ¹; ils ouvraient à peine les volets,
» afin d'échapper aux regards extérieurs; ils osaient à peine
» parler, de peur d'être entendus des passants, faire du feu
» en l'absence de leur hôte, car la fumée les eût dénoncés.
» Là, me disait Troquart, en me montrant la cheminée,
» nous faisons ensemble notre cuisine; là couchaient Buzot
» et Petion, ils occupaient mon lit; ici sur des matelas
» dormait Barbaroux. » Il conservait religieusement un
vieux fauteuil sur lequel Petion avait coutume de s'asseoir.
(Notice à la suite des Mémoires de Buzot, p. 252.)

C'est pendant leur séjour chez Troquart que Petion et Buzot prirent la résolution de se donner la mort, et qu'ils écrivirent le manifeste collectif qu'on a lu plus haut (p. 360). On voit par cette confession suprême que le découragement ne provient pas chez eux de leur détresse, de leur situation matérielle, qui à la rigueur était tolérable. Ils avaient subi de plus rudes épreuves; c'est un sentiment purement politique qui les inspire. « Ils sortent de la vie parce qu'il n'y a plus à choisir qu'entre deux despotismes, celui des brigands qui déchirent le sein de la France, et celui des puissances étrangères qui la menacent. Ils ne veulent pas être témoins de l'esclavage qui va désoler leur malheureuse patrie. » (V. ci-dessus, p. 370.)

Nous nous étions demandé pourquoi Petion et Buzot n'avaient pas mis leur projet à exécution, quelle cause avait arrêté leur main? et à cette question nous avons répondu, sous forme d'hypothèse, que s'ils avaient ajourné le suicide prémédité par eux en commun, c'était dans l'espoir de comparaître un jour devant un tribunal national qui

¹ Il disait n'avoir jamais vu écrire Petion; cependant Petion écrivait très-certainement chez Troquart: sa lettre à Salle, sa notice sur Brissot (V. p. 220 à la note), son testament politique et l'épître dédicatoire à son fils ne peuvent avoir été écrits ailleurs.

jugerait solennellement les accusations dont ils étaient victimes, et devant lequel ils pourraient faire entendre leur défense. (V. ci-dessus, p. 355 et 358.)

Cette conjecture s'est trouvée confirmée par la relation anonyme dont la publication (1866) est postérieure de deux ans au commencement de notre impression (1864).

On y lit ce qui suit, p. 498 (V. Mém. inédits de Petion, etc.) :

« Madame Bouquey étoit parvenue à force de soin à leur procurer des pas-ports, ils alloit en faire usage pour passer en Suisse, lorsqu'ils apprirent par la voix des journaux la querelle suscitée à Talien par Robespierre. Cette nouvelle les fit changé de dessin, ils résonnaient ainsi... Si Robespierre est culbuté, sa mort doit sans suivre, et avec lui tombera le Gouvernement Révolutionnaire, auquel succédera le Règne de la justice. Alors *notre innocence sera reconnu*, nous pourrons encore servir notre pays. Attendons cet événement. »

Les Girondins étaient donc bien plus préoccupés de leur justification que de leur sûreté personnelle. Faire reconnaître leur innocence, c'était là leur idée fixe. Cette noble pensée, qui les sauva pour un moment, ne put malheureusement que retarder leur suicide. Mais la maison Troquart ne fut pas le théâtre de leur mort, et c'est ailleurs que nous aurons à rechercher et que nous retrouverons leurs cadavres.

La maison de Troquart n'existe plus depuis longtemps. Elle a été démolie vers 1845. Elle n'a pas été reconstruite, et son emplacement, encore reconnaissable, montre quelle était son étroite surface (cent cinquante mètres environ). Malgré son exiguité, la pauvre mesure était déjà passée à l'état de monument historique, et grâce au patriotisme local, son image a été conservée par des artistes éminents de Bordeaux.

Le premier qui l'ait dessinée est M. Ch. Quinsac, actuellement professeur de dessin à l'École des beaux-arts à Toulouse.

Son dessin, exécuté en 1832, a été lithographié par Legé et publié dans *la Gironde*, revue de Bordeaux. Teycheney, Bordeaux, 1833. In-quarto, p. 598. (Bibl. imp., Z. 2284.)

M. Quinsac a eu l'extrême bonté de nous envoyer de Toulouse son dessin original. Rien n'est plus fin et plus élégant que cette mine de plomb, dont la lithographie de Legé, quoique strictement exacte, ne reproduit pas la touche expressive, nous dirions presque éloquente. La lithographie ne nous montre qu'un chalet avec figures, là où le crayon de l'artiste a su rendre les souvenirs qui se rattachent à cette demeure solitaire, restée veuve de ses hôtes d'autrefois, et marquée du cachet de leur tragique destinée.

Cette publication, déjà si intéressante par elle-même, est accompagnée d'un article de Henri Fonfrède qui en rehausse encore le prix : nous le reproduisons ci-dessous par extrait.

En 1838, la *Mosaïque du Midi* (Paya, éditeur, Toulouse et Paris) a fait paraître un article intitulé : *le Dernier asile des Girondins*, signé M. C., avec une gravure sur bois, sans nom d'auteur, représentant la maison Troquart. L'article n'a pas de caractère historique, et la gravure, très-mal venue, est à peine intelligible.

Enfin, en 1844, le *Journal des Artistes* (ne pas confondre avec *l'Artiste*) a publié une vue de la maison Troquart, dessinée par M. Léo Dupré et gravée sur cuivre par M. Ransonnette. (Nouvelle collection in-4°, vol. I. Bibl. imp., V. 2654.) Nous avons vainement cherché le texte qui s'y rapporte dans les quarante volumes qui forment la collection du *Journal des Artistes*. Cette pièce, que nous ne connaissions pas, nous a été signalée par M. Parent de

Rosan, qui avait été frappé de la finesse du dessin et de la beauté de la gravure sur cuivre. Le nom de M. Léo Dupré, si connu par ses magnifiques eaux-fortes, dit assez qu'il s'agit là non-seulement d'une page d'histoire, mais d'une œuvre d'art.

Pierre-Nicolas Ransonnette (né à Paris en 1753), le père probablement de l'artiste dont nous avons parlé, a consacré son pinceau et son burin à des compositions sur la Révolution française. On connaît de lui *l'Inauguration du buste de Marat dans le monument funèbre de Lazowski*, très-belle et très-curieuse estampe, que Renouvier n'a pas appréciée, suivant nous, à sa véritable valeur. Nous possédons un dessin au lavis signé de lui, et représentant le club des femmes de la Halle en 1794. En traduisant par la gravure une vue qui a sa place dans les fastes de la Révolution, M. Ransonnette fils n'a donc fait que suivre une tradition héréditaire.

Nous n'avons reproduit servilement aucun de ces dessins, quoique MM. Quinsac et Léo Dupré nous y eussent autorisé avec la plus grande obligeance. Nous avons suivi surtout un croquis que M. J. Guadet a bien voulu tracer pour nous de souvenir. Il diffère en un point essentiel des précédents, qui ont placé une porte là où il existait autrefois un puits tourné en dedans, et dont on n'apercevait extérieurement que la rotonde. Le bâtiment n'avait pas d'ouverture de ce côté; la boutique donnait, comme nous l'avons déjà expliqué, sur la rue du Portail-Brunet, qui monte au Cap-du-Pont. La forme de cette maison, avancée comme un promontoire, a pu contribuer à isoler les Girondins, et avait peut-être inspiré à Saint-Brice Guadet le choix qu'il avait fait de cette demeure pour servir de refuge à ses amis. Ce détail avait donc son importance relative. (V. planche 15.)

Après de ces détails techniques plaçons les réflexions inspirées à Henri Fonfrède par une vue qui résumait pour

lui les destinées d'un parti auquel il ne pouvait être étranger. Il les a publiées sous ce titre : *la Maison de Saint-Émilion*.

« Voici une maison rustique, mesquine, solitaire; cependant c'est un monument historique pour le département de la Gironde surtout. Je cède au plaisir de vous en dire deux mots.

» Il y a quelques siècles de cela, en 1793, je crois. . . .

» Dans l'Assemblée générale des députés de la France, Bordeaux avait envoyé quelques jeunes orateurs qui dès le premier jour se mirent à la tête des événements et des hommes divers de caractère, de position sociale, de talent. Depuis la bonhomie insouciance jusqu'à l'indomptable exaltation; depuis l'indépendance de la pauvreté âpre et courageuse jusqu'à la puissance des richesses; depuis les formes oratoires, élégantes et classiques de l'antiquité jusqu'à la parole pleine, rude, ironique et forte du plébicien moderne, tous les extrêmes du bien et du beau se trouvaient en eux. Une seule qualité leur était commune à tous et devait tout perdre, c'était la virginité politique de cœurs confiants qui comptaient, aveuglément crédules qu'ils étaient! sur l'éternel pouvoir de la raison, de la justice, de l'éloquence, et qui dans la lice orageuse des factions ne croyaient pas avoir besoin d'autres armes!

» Elles ne leur manquaient pas, ces armes; mais elles étaient plus brillantes que fortes. Toujours victorieuses à la tribune, que pouvaient-elles contre les canons d'Henriot et contre les piques de Santerre?

» Écrasés sous cette dictature terrible, oh! qu'ils faisaient encore un beau rêve!

» Ils croyaient donc, les insensés, que la France se lèverait elle-même pour défendre sa représentation proscrite et décimée. Dans leur stoïque imprudence, ils restaient paisiblement au pouvoir des proscripteurs. La liberté, disaient-ils, ne peut périr; c'est la liberté, c'est la France qu'on proscriit en nous; c'est elle qui nous enverra des hommes pour défendre en nous sa souveraineté outragée. . . Des hommes? pauvres dupes! . . . La France leur envoya une femme! — Et ce n'était pas assez, quoique l'histoire s'incline devant le nom de Charlotte Corday¹. »

¹ Cette notice a été reproduite sans changement dans les œuvres

C'est une bonne fortune pour nous d'avoir recueilli cette belle pensée d'un brillant écrivain qui rappelle doublement les Girondins par le sang et par le talent littéraire ¹. Le lien entre Charlotte de Corday et la Gironde ne pouvait être mieux exprimé, et ce lien est la meilleure excuse des digressions apparentes qui nous ramènent toujours à notre sujet primitif.

complètes de Henri Fonfrède, réunies par Ch. Campan, son collaborateur. Bordeaux et Paris, 1846, vol. IX, 43^e esquisse.

¹ Jean-Étienne-Henri Boyer Fonfrède, fils de Jean-Baptiste Fonfrède, membre de la Convention, et de Justine Ducos, sœur du conventionnel, né à Bordeaux le 21 février 1788, mort le 23 juillet 1841.

Henri Fonfrède était donc deux fois Girondin, et par son père et par sa mère, sœur de Ducos.

DERNIERS MOMENTS DES GIRONDINS.

Huit mois s'écoulèrent paisiblement : on touchait au mois de messidor : encore quelques jours, et thermidor venait rendre aux captifs de Saint-Émilion la vie et la liberté !

Comment leur asile, si longtemps respecté, fut-il découvert ? Comment leur perte fut-elle précipitée ?

Suivant l'opinion générale du pays, des contemporains et de la famille Guadet, gardienne fidèle de la tradition, la présence des proscrits à Saint-Émilion était connue, mais nul ne songeait à les dénoncer ; le sentiment qu'ils inspiraient à la majorité de la population était celui d'une haute estime et d'une pitié profonde. On affirme même que Tallien, qui s'était rendu de sa personne à Saint-Émilion dans le cours d'octobre 1793, avait su vaguement ou, suivant d'autres, par des confidences directes que les Girondins étaient cachés dans la ville souterraine, et qu'il n'avait rien fait pour les surprendre ¹.

Cependant la mission de Tallien avait pris fin vers le mois de pluviôse an II (janvier-février 1794). Il avait été rappelé par le Comité de Salut public : déjà Robespierre l'avait porté sur ses listes fatales et marqué pour l'échafaud. Il le faisait surveiller suivant sa méthode, et il l'enveloppait de ces trames qu'il savait ourdir de longue main autour de ses victimes. Dans ces prévisions, il avait envoyé à Bordeaux, sous le prétexte d'une mission relative à l'instruction publi-

¹ « Nous avons la certitude que Guadet, Petion, Buzot, Louvet, Grangeneuve, Girey-Dupré, Félix Wimpffen et plusieurs autres conspirateurs sont encore en ce moment soit à Bordeaux, soit dans les environs ; et la municipalité et les autorités constituées ne font rien pour les faire arrêter. » (V. Lettre insérée dans le *Journal de Paris* le 16 octobre 1793, n° 289.)

que, un de ses agents de confiance, Marc-Antoine Jullien. (V. ci-dessus, p. 614, et les interrogatoires de Guadet, p. 173, et de Salle, p. 182.)

Jullien, très-intelligent, très-ardent, avait compris que le plus sûr moyen de perdre Tallien était de montrer qu'il avait épargné sciemment les derniers survivants de la Gironde; mais pour cela il fallait d'abord les saisir, et, en les produisant au grand jour, prouver qu'il eût été possible de les arrêter six mois plus tôt.

Jullien était d'ailleurs excité par un motif qui lui était propre. Il avait voué une haine particulière au fédéralisme, et de concert avec deux autres affidés de Robespierre, Payan et Fourcade, il avait publié un journal appelé L'ANTI-FÉDÉRALISTE.

Dans cette feuille, il avait poursuivi avec acharnement le parti de la Gironde : il ne faisait donc que continuer son œuvre, et y mettait le dernier sceau par une telle capture. Compléter l'hécatombe du 30 octobre 1793 devait être pour lui le triomphe de ses opinions personnelles et le meilleur moyen de bien mériter de son patron.

Avec son incontestable habileté, Jullien comprit que ce n'était pas à Saint-Émilion qu'il fallait s'adresser pour obtenir des renseignements contre les Girondins protégés par la sympathie qui s'attachait au nom de Guadet; il étendit ses investigations au delà du pays natal de l'illustre député de la Gironde, depuis Libourne jusqu'à Sainte-Foy, de manière à enfermer Saint-Émilion dans un cercle infranchissable et à pouvoir dire avec Saint-Just : *Ils sont cernés!*

Il fut secondé dans cette entreprise par une circonstance singulière. Sainte-Foy, petite ville située à cinq lieues de Castillon, à sept de Saint-Émilion, est restée presque tout entière protestante : les catholiques y sont en minorité¹.

¹ Voyez le chapitre consacré à Sainte-Foy par Guinodie dans son *Histoire de Libourne*, notamment le supplice de Lavoya, prédicateur

Pendant la Révolution, les protestants, soit par une suite naturelle de doctrines rigoristes, soit plutôt par ressentiment des persécutions encore récentes dont ils avaient gardé le souvenir, s'étaient montrés partisans des mesures extrêmes, à outrance¹. Les députés de Sainte-Foy, Jay et

protestant en 1542. Voyez aussi *La France ou Histoire nationale des départements*, par Alex. Ducourneau et Alex. Monteil, Gironde, Paris, 1844, in-4°, pages 494 à 495.

Sainte-Foy fut de bonne heure et resta toujours attachée à la religion réformée; les célèbres prédications de Mascaron n'y purent rien, l'esprit de protestantisme était trop enraciné, il devait reparaître. Il reparut en effet dans le siècle suivant, malgré les persécutions dont les religionnaires furent l'objet. En 1756, un protestant fut condamné à 250 livres d'amende, somme énorme dans ce temps-là, pour avoir fait baptiser son fils au prêche. Ne pouvant plus se réunir dans la ville, ils s'assemblèrent en dehors, dans les bois, au milieu des champs : c'est ce qu'on appelait *le désert*. Voici la description d'un de ces lieux de rassemblement, extraite du procès-verbal fait par un cavalier de la maréchaussée, en compagnie d'un habitant de la paroisse catholique.

« Le local est enfoncé dans le centre et vers l'extrémité, élevé en forme d'amphithéâtre, et ayant mesuré l'espace de cet endroit, nous aurions trouvé qu'il avait quatre-vingts pas en carré pouvant contenir deux mille personnes, nous avons remarqué au milieu du local un arbre châtaignier de la grosseur d'une demi-barrique; et au pied d'icelui, deux trous en rond de la largeur de huit pouces, distant l'un de l'autre de quatre pieds, où étoit placée la chaire du ministre; à côté de cet arbre, au couchant et au levant, il y avoit plusieurs empreintes de souliers d'homme et de femme, et le nommé Balon, qui nous accompagnoit, nous a dit en outre que parmi les personnes qui composaient cette assemblée il y avoit plusieurs messieurs et demoiselles et beaucoup de porte-épées, et ayant des chapeaux bordés et des cocardes à leurs chapeaux. » (Archives de la Gironde, liasse 775 bis.)

Nous avons à peine besoin de dire qu'en recueillant ce que l'histoire et la tradition locale déposent sur l'attitude du parti protestant dans la Révolution, nous n'entendons nullement formuler une accusation ni un blâme contre un culte si longuement, si horriblement persécuté; nous constatons des faits : l'explication et l'excuse se trouvent dans les documents que nous citons. Sous Louis XV, en 1756, un protestant ne pouvait encore faire baptiser son enfant sans encourir une amende! La gloire de Louis XVI est d'avoir fait justice de ces lois intolérantes, malgré l'empire de ses convictions religieuses. (V. Édit de nov. 1787.)

¹ V. LE CALENDRIER HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE,

Garrau¹ (protestants l'un et l'autre) appartenaient à la Montagne ou du moins étaient hostiles à la Gironde. Lacombe, le Fouquier-Tinville de Bordeaux, avait été instituteur à Sainte-Foy. (V. Souffrain, *Essais sur Libourne*, t. IV, p. 513.)

C'est de là que partirent les coups les plus redoutables contre les réfugiés de Saint-Émilion. Ce qui est certain, c'est que le premier commissaire nommé par Jullien est un nommé Laye, de Sainte-Foy, et que Lagarde, l'Agent National de Libourne, qui fut chargé de le seconder, était également de Sainte-Foy. (Souffrain, *loc. cit.*, p. 532.) Battu était aussi du même pays, ainsi que les Nadal. (Guinodie, t. II, p. 48 et 82.) Laye se rendit non pas à Saint-Émilion ni même à Castillon, mais à Sainte-Foy, afin d'y prendre dix patriotes décidés et à toute épreuve. (V. *suprà*, p. 128.) Au nombre de ces patriotes d'élite figurent les citoyens Marcon et Favereau. La plupart, et notamment Marcon, Favereau, Larreau, Bertrand, Laffargue, étaient protestants.

Favereau était entrepreneur de bâtiments (d'autres disent meunier).

Marcon (Simon) était boucher.

Son frère, François Marcon, était aussi boucher à Sainte-Foy. Par suite des nécessités de sa profession, il élevait des chiens de grande taille, et, par goût, il les avait dressés au combat. Sa meute était fameuse dans toute la contrée pour la conduite des bestiaux et pour la lutte des chiens entre eux. C'était, nous a dit le fils de François Marcon, une

Paris, 1792, p. 25. On lit sous la date du jeudi 4^{er} novembre 1791 ce qui suit : « A Sainte Foy, sur la Dordogne, les protestans forcent les catholiques à chasser leurs prêtres non-sermentaires, et plusieurs citoyens sont jetés dans les prisons. »

¹ « Garrau se jeta dans le parti de la Montagne, comme les citoyens de Sainte-Foy... c'était le contraire à Bordeaux... le *Fédéralisme* n'eut pas de partisans bien déclarés à Sainte-Foy. » (Guinodie, *Histoire de Libourne*, t. III, p. 51.)

race de dogues énormes et terribles : il n'y a que deux ans qu'elle n'existe plus.

L'accès des grottes de Saint-Émilion passait pour très-dangereux. On disait que les Girondins s'étaient ménagé des retraites impénétrables dans ces antres profonds auxquels ils devaient une trop longue impunité, mais on n'osait s'y aventurer, même avec des flambeaux. On eut l'idée de lancer à leur poursuite des chiens qui, guidés par leur instinct, ne seraient pas arrêtés par les ténèbres des carrières, tandis que l'on garderait les issues afin que les proscrits ne pussent échapper. La meute de Marcon fut donc conduite ou transportée de Sainte-Foy à Libourne, c'est-à-dire à une distance d'environ dix lieues anciennes ¹.

On fouilla les carrières, mais en vain; on lâcha dans toutes les directions la meute amenée de Sainte-Foy sans plus de succès. Le seul résultat qu'on obtint fut de révolter l'opinion publique. Cette chasse aux hommes, émigrés, prêtres, proscrits quelconques, à l'aide de chiens a eu lieu dans plus d'un endroit. A Caen, notamment, on eut recours à ce moyen pour découvrir la retraite du curé de Saint-Gilles, et là, comme à Saint-Émilion, une telle barbarie a laissé dans les populations une horreur qui s'est prolongée jusqu'à nos jours.

Après avoir exploré les carrières, on concentra les perquisitions sur la maison Guadet. Les recherches restèrent longtemps infructueuses. On était près de sortir. Guadet et Salle allaient être sauvés. Marcon et Favereau revinrent à la charge. Quel était le secret de cette persistance? Les uns disent qu'ils étaient prévenus et savaient que les fugitifs étaient cachés dans un grenier de la maison, d'autres attri-

¹ Nous disons Libourne, parce que c'est là qu'eut lieu le rendez-vous général de ceux qui devaient prendre part à l'expédition, Mergier, Laye et Oré, les commissaires de Sainte-Foy, parmi lesquels figure Marcon. V. ci-dessus p. 428 et 429.

buent à leur sagacité et à leur haine le triste honneur de cette découverte. Suivant la relation anonyme, le boucher de Sainte Foy s'avisait de toiser le rez-de-chaussée, et trouvant qu'il était plus long que le grenier, il en conclut qu'une partie du grenier était dissimulée et qu'il devait y avoir à l'extrémité du toit un retranchement dans lequel étaient Salle et Guadet.

Mais la vue des lieux et, à défaut, le plan (V. planche 14, figures 2 et 3) que nous donnons suffisent pour faire tomber cette légende. Il n'est pas besoin d'une opération d'arpentage pour voir que le grenier de l'appentis ABCD est situé au-dessous du grenier général et ne peut avoir aucune communication avec lui. Il suffisait donc aux agents de la perquisition de demander à visiter le local qui était resté inexploré. Il est probable que ceux-ci ne voulaient pas paraître si bien instruits, et que le mesurage fut un moyen de dissimuler la trahison qui avait révélé la présence des malheureux Girondins chez Guadet père. Ce qui suivit est raconté dans les procès-verbaux officiels avec des détails plus éloquents que tout commentaire. (V. p. 131.) Nous y renvoyons le lecteur.

La relation anonyme nous apprend que Salle et Guadet chargés de fers furent déposés dans la chambre d'un cabaret de Saint-Émilion.

Guadet père, sa sœur et deux de ses domestiques furent remis à la garde du commandant de la force armée.

Saint-Brice Guadet, le frère du représentant, parvint à s'évader momentanément.

Robert Bouquey, madame Bouquey, son père, François-Xavier Dupeyrat, âgé de soixante-dix-sept ans¹, et leur

¹ Il demeurait à Bordeaux, rue Paul, n° 27, et se trouvait depuis quatre jours seulement chez sa fille, qu'il avait accompagnée à Saint-Émilion. C'est ce qui résulte de son interrogatoire devant le Comité révolutionnaire.

servante Anne Bérard furent arrêtés comme complices *des conspirateurs et des traîtres*.

Vers deux heures et demie les prisonniers furent réunis sur une même charrette pour être conduits à Libourne. Guadet père était assis de côté, son fils était debout auprès de lui ; il était désolé et s'écriait avec force : « Ah ! mon père, mon père, nous allons mourir. C'est moi qui suis cause de votre mort ! — Eh bien, moi ami, répondait Guadet père, si nous mourons ce sera pour la bonne cause ! » La foule était émue, et quoiqu'elle restât muette, ses sympathies étaient visiblement pour les victimes. Cette scène déchirante fit une impression qui n'est pas encore oubliée dans le pays. Nous avons pu en recueillir les derniers échos dans les trois déclarations suivantes, dont nous reproduisons scrupuleusement les termes :

MADAME LACOMBE, née GUADET.

M. ET MADAME DUKERS, amis de la famille Guadet, demeuraient près de l'habitation que cette famille occupait à Saint-Émilion. Lorsque l'arrestation eut lieu, M. Dukers dit à sa femme : Il faut nous montrer et y aller, quoique cela nous répugne horriblement, sans quoi nous serions suspects. Madame Dukers dut suivre son mari et assister au départ du lugubre cortège. Elle a raconté souvent à madame Lacombe la scène déchirante dont elle fut témoin.

Guadet demandait pardon à son père d'être la cause de sa mort. Guadet père répondait avec beaucoup de calme et de dignité.

La foule était émue, et quoiqu'elle restât muette, ses sympathies étaient évidemment pour les victimes.

Madame Dukers disait avoir connu beaucoup madame Bouquey. « C'était, disait-elle, une charmante femme, bonne, aimable, gaie, du caractère le plus franc et le plus ouvert. »

Madame Lacombe-Guadet a ajouté :

« Madame Bouquey était la plus jeune des sœurs Dupeyrat. On la nommait familièrement Marinette. »

Puis, passant à un autre sujet et aux traditions conservées dans la famille sur l'exécution de Guadet, elle nous a dit :

« Mon père, qui n'avait pourtant que quatre ans alors, avait gardé le souvenir du dernier baiser que lui avait donné son père, et ensuite l'impression d'une journée sinistre, de visages consternés autour de lui, des tambours qui battaient dans le voisinage, et des gens qui disaient tout bas : « Les » voilà qui passent ! » C'était le jour de l'exécution. »

JEAN CAGNARD, âgé de quatre-vingt-cinq ans en 1867,
demeurant à Castillon, avait douze ans en 1794 :

Les députés se sont longtemps cachés à Castillon. C'était tantôt M. Coste aîné qui leur donnait asile, tantôt le vieux Mouret, de l'autre côté de la rivière.

M. Coste fut arrêté à cause de cela et en grand péril.

Il y en eut un qui se blessa. On le passa dans la rue. La canaille le tirait par les cheveux. Ce n'était pas les braves gens qui agissaient ainsi, c'était des mauvaises racines, de la lie.

Il y en avait d'autres qui étaient dans un souterrain au fond d'un puits. On faisait semblant d'aller chercher de l'eau et on leur descendait des vivres. A la fin ils s'ennuyèrent, ils souffraient trop de la grande humidité. Ils se cachèrent dans un grenier, mais un soir ils passèrent la tête par la lucarne, ils furent vus du dehors, on les dénonça, et ils furent perdus¹. On vint les arrêter, eux et toute la famille Guadet.

Mon frère aîné était alors engagé dans les volontaires : il était depuis six mois aux casernes à Libourne. Il fut commandé pour aller chercher les prisonniers.

Il m'a souvent raconté qu'il se passa une scène terrible au moment où ils furent placés sur la charrette. Le père était assis de côté, son fils était debout près de lui. Il était désolé. Il s'écriait avec force : « Ah ! mon père, mon père, nous allons mourir, et c'est moi qui en suis cause ! — Eh bien, mon ami,

¹ Il y a là une inexactitude qui se comprend. Jean Cagnard n'est pas de Saint-Émilion, et il ne fait que répéter ce qu'il a entendu dire à Castillon.

répondait M. Guadet le père, si nous mourons, ce sera pour la bonne cause. »

Mon frère me disait : J'ai pleuré de voir le fils qui allait à son père, qui le suppliait, qui lui demandait pardon. C'était touchant en effet, et il pleurait encore en nous racontant cette scène comme si elle se passait sous ses yeux.

Cependant mon frère était un vieux soldat qui avait fait toutes les guerres de Prusse, et que pour cela on surnommait *le Prussien*. Il avait vu bien des carnages et il n'était pas facile à attendrir. Il disait que ce qui lui avait fendu l'âme, c'était d'entendre Guadet s'écrier : « Ah ! mon père, mon père, c'est moi qui vous tue ! » Il y avait quelque chose de déchirant dans sa voix.

Quoique le sieur Cagnard ne parlât que par ouï-dire, il y avait dans son récit un accent si pénétrant lorsqu'il reproduisait les paroles de son frère, que nous ne pouvions nous empêcher de partager son émotion.

MADAME ADIRAN, née *Fonfrède*, âgée de quatre-vingts ans (en 1867), demeurant à Bordeaux :

J'ai vu quand on a emmené la famille Guadet.

J'étais bien jeune (7 ans) quand ce moment fatal est arrivé. Je me vois encore en fourreau rouge. J'étais née à Saint-Émilion, et mes parents y demeuraient. J'étais donc là. Il y avait beaucoup de monde.

Les prisonniers étaient sur une charrette. On a emmené avec eux une femme de chambre qui était bossue.

La populace n'était pas méchante à Saint-Émilion. Ce n'était pas elle qui faisait le mal, je ne saurais vous dire quelle était son attitude. Ce que je sais, c'est que dans ma famille il y avait beaucoup de peine. On les regrettait beaucoup. Je me souviens quand on a fait l'encan de leur maison. Quand on a vendu leur linge et leurs meubles, c'était une pitié...

On parlait souvent des grottes où les Girondins avaient été cachés. Ils y mouraient de faim et de froid. Plus tard ils sont allés dans un grenier. C'est là que Guadet a été découvert.

On a désigné comme les ayant dénoncés un nommé Noël

Nadal : c'était un gros homme. Il était aubergiste, et je crois que c'était lui qui leur avait porté à manger. C'est ainsi qu'il avait été initié dans le secret de la famille Guadet.

Il quitta Saint-Émilion parce que personne ne le regardait plus; il alla ensuite à Libourne. Il y mourut dix ans après ces événements.

M. Coste jeune n'était pas bien vu non plus, mais je ne sais pas s'il a dénoncé aussi Guadet.

Deux des Girondins qui étaient cachés chez Troquart ont été se tuer dans une pièce de blé du côté de Sainte-Foy.

Tout le monde y courut, tout le monde voulait les voir. J. B. Troquart mourut longtemps après. Il était devenu fou sur la fin de sa vie.

Nous compléterons ces déclarations par un témoignage que nous n'avons pas recueilli nous-même, mais qui nous est transmis par un contemporain, Desessarts, auteur d'un recueil intitulé *Procès fameux jugés avant et après la Révolution* (t. XII).

Il ne cite que trop rarement les sources auxquelles il puisait, mais ici il a indiqué, par exception, l'origine des renseignements qui lui étaient parvenus sur les derniers instants de la famille Guadet :

« Un témoin digne de foi, dit-il p. 87, qu'un huissier du tribunal avait conduit dans la chambre destinée aux apprêts du supplice et qui ne put en sortir lorsque les condamnés y passèrent, nous a transmis les circonstances de ce moment terrible :

Le père de Guadet, calme et tranquille, ne sembloit occupé qu'à consoler sa famille. « Hé quoi, mes enfans, leur disoit-il, ne vaut-il pas mieux descendre dans la tombe que d'exister avec des monstres pareils!... Que faire dans un pays où il n'est plus permis d'être père, où les sentimens les plus sacrés de la nature deviennent des crimes!... »

Et plus loin :

Ceux qui ont vu la famille Guadet marchant à la mort ont

remarqué dans les traits du père... un calme et une sérénité qui semblaient tenir du sentiment du bonheur même; peu de vociférations se firent entendre dans leur marche; les émissaires du tribunal ne purent commander en cette occasion les clameurs du délire et de la fureur; le spectacle de toute une famille traînée à la mort et d'un vieillard courbé sous le poids de ses ans, qui n'avoit d'autre crime que sa vertu, faisoit taire toutes les préventions de l'esprit de parti et parloit plus haut que tous les prétextes de la tyrannie. (*Ibid.*, p. 88.)

Tandis que les prisonniers étaient dirigés sur Bordeaux, qu'étaient devenus Petion, Buzot et Barbaroux?

Ils étaient cachés à Saint-Émilion dans la maison de Troquart. On ne comprend pas que les murs en pan de bois de cette fragile demeure les eussent seuls garantis jusque-là contre tous les soupçons. Si donc leur présence était connue, la population tout entière fut leur complice et les protégea de son silence. Pendant cette journée, le péril avait redoublé. Le bas de la maison était occupé par les soldats. Oré avait attaché son cheval à la boutique du pauvre perruquier. Un mot aurait suffi pour tout perdre, ce mot ne fut pas prononcé! C'est que, comme nous disait la dame Adiran, dont on vient de lire le témoignage, le peuple n'était pas méchant à Saint-Émilion. Ce n'est pas lui qui faisait le mal. Il resta fidèle au malheur, et l'incendie récent de Bedouin prouve que cette fidélité n'était pas sans courage.

Petion, Buzot et Barbaroux ne purent ignorer l'arrestation de leurs amis ni se faire illusion sur le sort qui les attendait eux-mêmes. Suivant la relation anonyme, ils en ressentirent tant de peine, qu'ils se seraient à l'instant même donné la mort, s'ils n'eussent craint de compromettre leur hôte. Ils se préparèrent donc à le quitter dès qu'il leur serait possible de partir sans danger pour lui ni pour eux-mêmes. Il fallait attendre la nuit. Les malheureux réfugiés firent leurs

dernières dispositions. Ils écrivirent, Petion et Buzot à leurs femmes, Barbaroux à sa mère, et ils chargèrent Troquart de faire parvenir ces lettres à leurs adresses respectives. (V. ci-dessus, p. 277, 348, 388.) Ils se pourvurent de quelques munitions de bouche, et apprêtèrent leurs armes. Ils avaient chacun plusieurs pistolets, Barbaroux portait en outre à son côté un couteau de chasse. Ces derniers préparatifs terminés, les trois proscrits durent attendre de longues heures le moment de sortir de Saint-Émilion dans une anxiété facile à comprendre, pouvant voir et entendre leurs persécuteurs dont ils n'étaient séparés que par de minces cloisons. Puis, une fois sortis de Saint-Émilion, qu'allaient-ils devenir ? Marcher sur Paris, comme avait fait Louvet ? Mais ils ne pouvaient se flatter de renouveler le miracle de son évasion, et ils avaient plutôt à redouter le sort de Valady, qui n'avait pu aller au delà de Périgueux sans être arrêté. Gagner les côtes de l'Océan ? Il fallait passer par Libourne, que le général Mergier occupait militairement. Traverser la France pour se rendre en Suisse ? Leurs passe-ports étaient enfermés dans la cassette de madame Bouquey ! La frontière la plus proche était celle d'Espagne, et telle paraît avoir été leur direction, si tant est qu'ils aient eu la pensée de sauver leurs têtes. Ils sortirent en effet par la porte Brunet, qui est au levant. (V. planche 16, lettre A.) Et ils descendirent les coteaux de Saint-Émilion, en suivant une ligne diagonale par Mondot (B), Saint-Laurent (C), Saint-Hippolyte (D) et la commune de Saint-Pey-d'Armens, sur un point appelé les *MORAU*X (E). On montre encore l'endroit où leur passage à travers les vignes avait été constaté. Ils ne pouvaient franchir la Dordogne au pont de Castillon (G), qu'ils devaient supposer gardé et qui eût offert pour eux trop de dangers. Mais il existe au port de Civrac (H) ¹, vil-

¹ Le bourg de Civrac est situé sur la rive gauche de la Dordogne, à deux lieues et demie de Castillon (V. Expilly), mais le *port* est sur

lage situé, sur la Dordogne, au-dessous de Castillon, un bac à l'aide duquel ils pouvaient espérer de passer inaperçus. Il est donc permis de conjecturer que c'est là qu'ils se dirigeaient. Ils n'en étaient plus qu'à une faible distance, lorsqu'un événement resté obscur vint précipiter leur fin tragique.

Au point du jour les fugitifs avaient parcouru environ deux lieues depuis qu'ils étaient partis de Saint-Émilion; la nuit, leur ignorance des localités, les précautions qu'ils étaient obligés de prendre, expliquent suffisamment la lenteur de leur marche. Ils étaient parvenus sur le territoire de la commune de Saint-Magne-de-Castillon, avaient traversé la grande route de Bordeaux à Bergerac, et se trouvaient près d'une métairie appelée German. (V. pl. 17, lettre A'.) A deux cents mètres de la route, il existait un bois de pins (C), dans le langage du pays une pinada, qui subsiste encore aujourd'hui. L'espace entre le bois de pins et la route était occupé par des pièces de terre labourables, alors cultivées en blé¹. Au milieu de ces pièces se trouvent deux mûriers séculaires dont les branches rasent le sol, tandis que le faite s'élève à une grande hauteur. Ce serait au pied d'un de ces arbres que Pétion, Buzot et Barbaroux auraient fait une halte et pris un frugal et dernier repas. La place de

la rive droite (V. planche 16); la Dordogne est en outre divisée en cet endroit par une île considérable, en sorte qu'ils auraient pu traverser à la nage les deux bras, qui offrent beaucoup moins de largeur que le fleuve lui-même.

« Le bac de Civrac est installé en face du chemin de Larot, traversant » du midi au nord la plaine de Saint-Magne en amont de l'île de Civrac » d'environ trois cents mètres.

» Le bras de la rive droite a environ cent quarante mètres de largeur et » celui de gauche environ quatre-vingts mètres.

» Aux eaux maigres (juillet et août), on peut parfaitement traverser » cette rivière à la nage. » (Lettre de M. Chatonnet, instituteur communal de Saint-Magne.)

¹ Aujourd'hui portées au cadastre sous les nos 108-114 de la section D, commune de Saint-Magne.

chacun d'eux s'est trouvée marquée par un mouchoir et un morceau de pain. (V. planche 47, lettre A.)

Jusque-là tout le monde est d'accord, témoignages et documents; mais ici les relations vont se diviser sur ce qui se passa ultérieurement.

Suivant J. Guadet (le frère du représentant), dans sa lettre à Louvet,

« Barbaroux, croyant qu'il était désormais impossible » d'échapper, voulut terminer sa vie; il se donna un coup » de pistolet dans la tête, mais Petion et Buzot firent » tous leurs efforts pour l'empêcher de tirer, et la balle fut » assez détournée pour que le coup ne fût pas mortel encore, » bien que Barbaroux tombât grièvement blessé. » (V. *infra*, p. 746, cette lettre rapportée textuellement dans son entier.)

Écoutons maintenant la relation anonyme :

« Au point du jour les Girondins, se trouvant dans la » plaine de Castillon, se cachèrent dans un bois de pins. Un » enfant qui étoit sur un arbre les vit s'asseoir, boire et » manger. Il vit aussy Barbaroux, après avoir embrassé ses » deux compagnons d'infortune, sortir de sa poche un pistolet » à deux coups et se le tirer dans la teste.

» Petion et Buzot, croyant que leur amy n'existoit plus, allèrent se mettre dans une pièce de blé très-fourrée et peu éloignée... »

Nous ne pouvons admettre complètement aucune de ces deux versions.

Il ne nous semble pas croyable que Petion et Buzot, qui avaient la pensée arrêtée du suicide, aient voulu empêcher Barbaroux d'exécuter une résolution qu'ils allaient bientôt accomplir eux-mêmes, et s'ils avaient retenu son bras, s'ils avaient détourné l'arme, s'ils étaient devenus ainsi la cause que leur malheureux ami s'était manqué, l'auraient-ils aban-

donné au risque de le voir tomber vivant entre les mains de leurs cruels persécuteurs ?

Nous n'admettons pas non plus, avec la relation anonyme, que Barbaroux se soit donné la mort après avoir embrassé ses compagnons d'infortune. S'il eût été aussi près d'exécuter ce funeste dessein, pourquoi aurait-il bu et mangé quelques instants auparavant ? Et comment lui, à son tour, aurait-il séparé son sort de celui de ses deux amis, alors qu'ils avaient dû arrêter cette résolution en commun¹ ?

Suivant nous, ce repas, authentiquement constaté, exclut l'idée d'une pensée de mort immédiate. Ils étaient préparés à mourir, nul doute : l'événement l'a bien prouvé ; mais le moment ne leur semblait pas encore venu, puisqu'ils repa-raient leurs forces pour continuer leur route, comme des voyageurs qui ont un long chemin à parcourir. Une cause étrangère est venue hâter leur perte.

Déjà la tradition l'affirmait : nous en avons trouvé la preuve directe dans une pièce officielle dont nous devons la connaissance à M. Aymen, maire de Castillon, membre du Conseil général de la Gironde, et la communication à M. le vicomte de Briolle, son neveu.

Cette pièce est une lettre des administrateurs du district de Libourne aux municipaux de Saint-Magne. (V. le texte complet, *infra*, p. 743.)

« Nous venons d'être informés, disent-ils, que trois in-

¹ Tels furent les sentiments exprimés par Barbaroux dans une circonstance analogue. Les proscrits, au nombre de cinq, étaient alors au Bec-d'Ambès. Ils ne trouvaient d'asile que pour deux : il s'agissait de savoir quels seraient les élus. Barbaroux, toujours digne de lui-même, fut le premier qui prit la parole. « Nous ne doutons pas, s'écria-t-il, que le péril ne soit imminent. Lequel d'entre nous pourrait songer à n'y dérober que lui, et ne serait pas arrêté par cette pensée que demain peut-être ceux qu'il va laisser ici ne seront plus ? Quant à moi, je n'abandonne pas les compagnons de mes travaux et de ma gloire ! N'y a-t-il asyle que pour deux ? Restons tous, mourons ensemble ! » (Louvet, *Quelques notices*, p. 413.)

» divisus ayant été aperçus sur le territoire de votre commune et suspectés, sur l'approche de quelques citoyens » pour les remarquer, un de ces trois s'était brûlé la cervelle d'un coup de pistolet, et que les autres avaient pris la fuite, laissant sur les lieux où ils étaient des armes et des munitions avec du pain et chacun un mouchoir. »

Cette lettre est du 30 prairial, jour même de l'événement. Elle est claire et fait très-bien comprendre la scène qui va se passer.

Les fugitifs ont été aperçus, ils ont inspiré de la curiosité ou des soupçons, on s'approche d'eux pour les épier, ils prennent l'alarme et s'enfuient. C'est bien là une alerte. Ils laissent leur pain, leurs munitions, une partie de leurs armes. (V. pl. 47, lettre A.)

Petion et Buzot, plus agiles, gagnent le bord de la pinada, et disparaissent dans le fourré du bois. (*Ibid.*, C.)

Barbaroux, appesanti par une obésité précoce ou retardé par toute autre cause ignorée, veut se tuer et se manque. Il tombe au milieu de la pièce de blé. (*Ibid.*, B.)

C'est ici que se place le récit des volontaires de Castillon, lu par Jay de Sainte-Foy à la Convention, dans la séance du 7 messidor.

« Avant-hier matin, dit cette relation, plusieurs volontaires, qui passaient près d'une pièce de blé à demi-lieu de Castillon, entendirent un coup de pistolet et virent deux hommes qui s'échappaient dans une pièce de pins très-fourrée : ils se rendirent sur le coup et trouvèrent un homme baigné dans son sang. »

C'est bien notre scène.

La tradition ajoute que ces volontaires marchaient précédés d'un tambour : ce détail, qui n'a rien par lui-même que de très-vraisemblable, expliquerait parfaitement comment Petion, Buzot et Barbaroux, qui s'étaient vus cernés à Saint-Émilion par l'armée de Mergier, purent croire qu'ils

étaient poursuivis par un corps de troupes; on se rendrait compte ainsi de la fuite des deux premiers, du suicide du troisième.

La lettre lue par Jay ajoute, en parlant de Barbaroux : « Les volontaires le prirent et le portèrent à Castillon »; mais en ceci ils ne sont pas dans le vrai, car il résulte de la lettre des municipaux de Saint-Magne au juge de paix du canton de Castillon (V. *infra*, p. 741) :

« 1° Que vers trois heures et demie de l'après-midi ils ont été prévenus de l'événement du matin ;

» 2° Qu'étant sortis *de suite* avec douze hommes de garde nationale, ils ont trouvé dans le lieu indiqué *un homme étendu au milieu d'une pièce de froment.* »

Barbaroux ne fut donc pas transporté immédiatement à Castillon, et la raison en est remarquable, elle caractérise le temps où régnait « la grande épouvante ».

Personne n'osait toucher à un homme qui paraissait être un proscrit politique, dans la crainte d'être compromis. Ce pouvait être un émigré ou *un conspirateur*, et mal serait advenu à ceux qui auraient tenté de le secourir.

Aussi, non-seulement personne ne le releva avant l'arrivée des autorités, mais lors même que les officiers municipaux, accourus sur les lieux, prescrivirent le transport du blessé à l'habitation la plus prochaine, et c'était la métairie de German (V. pl. 47, A'), on ne voulut pas le recevoir, pas même donner un peu d'eau pour le panser, de paille pour l'étendre.

Vainement l'agent municipal s'engageait-il à prendre tout sous sa responsabilité; les habitants de cette métairie ne se fièrent point à sa parole, ils ne voulurent à aucun prix admettre le malheureux paria, suspect d'émigration. Tel était l'état des esprits sous un régime qui, dit Buzot, avait dégradé toutes les âmes. Il fallut chercher une autre métairie plus hospitalière. On traversa la grande route de Bordeaux

et on transporta Barbaroux à la métairie dite de l'Allée ou de l'Avenue¹; mais là encore on éprouva le même refus invincible. A grand'peine put-on obtenir une chaise pour asseoir le blessé, à la condition expresse qu'il ne serait pas introduit dans l'intérieur, et il fut placé en face de la porte de la grange. Il resta de longues heures dans cette situation, exposé à l'ardeur du soleil et à l'avidité curieuse des populations, qui accouraient de deux lieues à la ronde, même de Saint-Émilion.

Il reçut les premiers soins des hommes de l'art de Castillon, et il fut transféré dans cette ville, où il arriva à demi mort vers six heures du soir. (V. planche 16, lettre G.)

Tous les détails qui précèdent étaient restés inconnus jusqu'à ce jour. Ils nous ont été racontés par une série de personnes dont nous avons recueilli et dont nous reproduisons plus bas les déclarations. (V. p. 719-737.) La plupart sont des témoins oculaires; leur âge très-avancé a rendu possible une enquête bien tardive, qui dans quelques années serait devenue impraticable.

Nous avons laissé Petion et Buzot s'enfonçant dans le bois de pins situé le long du champ de froment dans lequel Barbaroux s'était manqué.

Ils marchèrent droit devant eux, du nord au sud, toujours dans la direction de Civrac. (Comp. les plans de la planche 16 et 17.) Ils touchaient donc au port de salut, ils pouvaient franchir un grand fleuve et le placer, pour un moment du moins, entre eux et ceux qui les poursuivaient. Mais ils avaient perdu leur ami, leur compagnon de pro-

¹ Cette métairie était ainsi appelée parce qu'elle était située à l'extrémité d'une avenue conduisant de Saint-Magne à la grande route. Cette avenue a été supprimée, mais la métairie subsiste toujours, presque en face de la borne de distance 41 k. 4, route impériale de Bordeaux, n° 436. (V. planche 17.)

scription et de souffrances. Sans doute ils ne voulurent pas lui survivre : ils s'arrêtèrent à un demi-kilomètre environ de German, dans un petit bois situé non loin d'un hameau appelé Cafol. (Pl. 17, D.) Ils y restèrent jusqu'au soir. Lorsque la nuit vint, on entendit deux coups de feu, sans savoir d'abord ce que ce pouvait être; ce ne fut que huit jours après que l'on découvrit les cadavres. Dans cet intervalle de temps, Salle et Guadet furent guillotines à Bordeaux, le 4^{er} messidor an II. Barbaroux subit le même sort le 7 messidor suivant. A peu près à la même époque (8 messidor), on découvrait les restes de Petion et de Buzot dans un champ qui porte aujourd'hui le numéro 208, section D, du cadastre de Saint-Magne.

Les deux corps étaient à environ douze pas l'un de l'autre. Ils étaient renversés sur le dos, dans le sens des sillons, qui aboutissaient au bois.

Déjà la putréfaction les avait envahis.

On avait toujours dit qu'ils avaient été dévorés par les loups. Il y a peu de loups dans cette riche contrée, mais les chiens du village voisin avaient commencé à leur arracher les entrailles. Ils se disputaient entre eux cette proie. Ce fut un sieur Pierre Bechaud qui entendit leurs aboiements; il s'avança dans l'intérieur de la pièce plantée en seigle, et constata la présence de deux corps morts. Le lendemain on reconnut Petion et Buzot, le premier à ses cheveux devenus gris avant l'âge, le second à un reste d'élégance encore empreint sur sa personne. (V. p. 153 et 154, les procès-verbaux de reconnaissance et d'inhumation.)

Ils furent enterrés sur place, dans le champ même où ils avaient été trouvés. C'est ce qui lui a fait donner le nom de CHAMP DES ÉMIGRÉS. Cette pièce de terre dépendait de la métairie de Fompeyre, relevant du tènement noble de MM. de Guilmanson, ci-devant seigneurs du château voisin. (V. planche 17, lettres E et F, et planche 16, lettre J.)

Le petit bois dans lequel Petion et Buzot s'étaient tenus cachés pendant le jour appartenait alors et appartient toujours à M. Devalz, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-dix-sept ans. Ce bois a une superficie de 10^h 16^a 60^c. (V. p. 737.)

Pendant longtemps on ne laboura pas l'endroit de leur sépulture, mais lorsque la propriété changea de maître, le terrain fut livré à la culture sans que rien indiquât l'endroit où reposait la dépouille des Girondins. Aujourd'hui de longues années se sont écoulées, il serait fort difficile de retrouver les ossements épars dans la terre.

Nous avons cherché cependant à déterminer, avec le plus de précision possible, l'emplacement désigné par la tradition, en prévision de recherches qui complèteraient un jour les nôtres. Il serait situé, d'après les renseignements que nous avons recueillis, à quinze pas de l'angle nord-ouest du bois de M. Devalz, à l'endroit figuré au plan par une croix. (V. planche 47, lettre F.) Nous devons dire toutefois que, si telle est l'indication déterminée par la majorité des témoignages, il y a néanmoins des dissidences.

Ainsi, M. Devalz, qui n'a pas cessé d'être propriétaire du bois, pense que c'est à la hauteur du milieu de ce bois, au point E, qu'il faudrait chercher les restes de Petion et Buzot, si l'on voulait tenter une fouille.

Mais ce n'est pas tout. Un vieillard, natif de Cafol, Pierre Galineau, affirme que la sépulture aurait eu lieu à l'angle opposé, c'est-à-dire au point G.

Il est seul de son avis; toutefois il paraît très-sûr de ce qu'il avance, et il y a une telle exactitude dans le surplus de ses déclarations, que son dire doit être pris dans une sérieuse considération.

Pierre Bechaud était adjoint municipal de la commune de Saint-Étienne de Lisse. Il avait une certaine instruction relative, et il tenait un *grand registre* où il écrivait ce qui se passait de remarquable dans le pays. La découverte qu'il

avait faite était pour lui un événement mémorable. Il composa sur ce sujet une sorte de complainte rimée.

Malheureusement, nous n'avons pu en recueillir que quelques lambeaux ; le surplus n'a pas été retrouvé, malgré tous nos efforts. Ces rimes informes n'auraient pas été sans intérêt : d'abord elles nous eussent appris un grand nombre de détails intimes qui nous manquent sur la fin des malheureux Girondins. Puis elles nous eussent montré, à sa naissance, une de ces légendes qu'on ne connaît en général qu'à leur état de développement, c'est-à-dire bien souvent d'altération, et c'est une bonne fortune rare que d'assister à l'enfantement de ces productions populaires, qui, la plupart du temps, n'ont ni date ni origine connues.

Ces traditions, quoique mêlées de fables, méritent toujours d'être étudiées avec soin, parce que, à côté d'erreurs grossières, elles renferment parfois la révélation de faits inconnus dont l'existence n'était pas soupçonnée. C'est ainsi que l'idée de transformer les Girondins en émigrés a pu faire sourire ; le refus de recevoir Barbaroux blessé à mort a pu faire naître l'indignation. Les gens du pays ne se trompaient pas cependant autant qu'on aurait pu le penser.

Nous avons recherché sur la liste des émigrés les noms des proscrits, et nous y avons trouvé d'abord celui de Petion ¹,

Puis celui de la mère de Barbaroux ².

¹⁻² LISTE GÉNÉRALE par ordre alphabétique des émigrés de toute la République, dressée en exécution de la loi du 28 mars 1792 et de l'art. 4^{er} de celle du 2 juillet même année, vol. IV, p. 48.

PETION (Jérôme, maire de la ville de P. Dernier domicile : Paris. *Situation des biens* . Dourdan, Hermeray, Mittainvilliers. *Date de l'arrêt* qui a constaté l'émigration : 24 septembre 1793.

BARBAROUX, P^e Chalvet, Bouches-du-Rhône, Marseille, 29 germinal an II.

Petion fut donc porté sur la liste des Émigrés, quoiqu'il n'ait jamais quitté la France. V. à cet égard ce que dit Lanjuinais de l'assimilation qui fut faite à cette époque entre les *mis hors la loi* et les Émigrés. *Première adresse à la Convention*, 48 brumaire an III; œuvres de Lanjuinais, 1^{er} vol., p. 242.

Nous n'avons pas retrouvé les noms des autres Girondins fugitifs, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'aient pas été portés sur ces listes. Celles qui ont été imprimées successivement sont très-confuses, très-imparfaites, il y a des lacunes et des doubles emplois étranges. Il est donc fort possible que les listes originales contiennent des énonciations omises dans les tables livrées à l'impression sous forme alphabétique.

Il se peut aussi que l'honneur de cette persécution n'ait été décerné qu'à Petion. Sa qualité d'ancien maire de Paris avait déchaîné plus particulièrement la rage de ses ennemis et de la multitude. Jullien, s'il avait pu le prendre vif, c'est ce qu'il dit lui-même, ne l'aurait pas traduit devant l'obs-cure Commission de Lacombe, il le réservait pour la scène plus grandiose du premier Tribunal révolutionnaire de la République et pour le supplice raffiné de Bailly. « Petion vivant devait être conduit à Paris pour y venger par sa mort le peuple qu'il avait lâchement trahi. » (V. ci-dessus p. 410, lettre de Jullien au Comité de Salut Public.)

La marche à travers la France aurait remplacé pour cet autre maire de Paris l'agonie du Champ de Mars, que souffrit le premier.

Buzot, décoré du surnom ironique de Roi d'Évreux, n'avait pas moins à craindre les outrages de ses ennemis, s'il était tombé entre leurs mains. La couronne d'épines aurait été ajoutée, avant l'échafaud, à celle qui lui avait été décernée par la calomnie.

Petion et Buzot avaient le pressentiment de ces dispositions de leurs adversaires envers eux, et sans connaître les projets de Jullien, ils les avaient devinés. Ils n'avaient donc pris la fuite que pour mieux assurer leur suicide : enfouis dans les blés, environnés d'armes trouvées auprès d'eux et préparées sans doute pour le cas où un premier coup aurait manqué, ils mirent fin à leurs jours et à leurs longues souffrances.

Ils moururent stoïquement, librement, de la mort volontaire qu'ils avaient délibérée, de la mort de Valazé et de Roland, de Clavière et de Condorcet.

Jullien, toujours théâtral, aurait voulu « que sur la place où Petion et Buzot s'étaient tués on plaçât une pierre avec une inscription qui transmettrait à la postérité leur crime et leur mort ».

Il ne fut pas donné suite à ce projet.

La révolution du 9 thermidor, qui survint un mois après, épargna à Jullien la mise en œuvre de cette idée, qui n'aurait transmis à la postérité que la honte de son auteur.

Aucune pierre expiatoire ne fut érigée, aucune inscription infamante ne fut placée dans le champ des Émigrés, il ne fut rien fait ni contre les proscrits ni en leur honneur. On put appliquer aux deux tribuns de la République française les paroles mélancoliques du tribun de Rome, vraies pour eux comme pour lui : « Les bêtes féroces ont un antre où elles peuvent se réfugier, ils n'eurent ni un antre, ni un asile, ni même un tombeau ¹ ! » Et cependant un hommage touchant fut rendu à leur mémoire. Leurs fosses, nous ont dit les vieillards du pays, furent respectées, et pendant bien des années la terre du lieu où ils reposent *ne travailla pas*. Tel fut le seul culte funéraire rendu à leurs restes, et ils le durent au sentiment spontané des habitants de la campagne. On se demandera peut-être comment il se fait qu'un tel abandon se soit prolongé après la rentrée des Girondins dans la Convention et la réhabilitation de ceux qui avaient péri victimes du 2 juin.

¹ Ces paroles adressées par Tiberius Gracchus aux Romains ont été mises dans la bouche de Caius Gracchus par J. M. Chénier :

Les monstres des forêts ont un antre sauvage.
 ...Maîtres de l'univers, quittez ce nom si beau,
 Vous n'avez pas un antre et pas même un tombeau.

Caius Gracchus, acte II, scène 2.

La capture de Salle et de Guadet avait été publiée par la presse, ainsi que la mort de Barbaroux. (V. ci-dessus, p. 4, le *Journal de la Montagne*, le *Journal de Paris*, du 9 messidor, du 21 messidor an II.)

Il n'en avait pas été de même de la mort de Petion et de Buzot. Les journaux avaient au contraire annoncé qu'ils étaient en Suisse¹. Une profonde obscurité régnait sur leur fin.

Louvet, si ardent à poursuivre la réhabilitation de ses compagnons de proscription, ne savait pas ce qu'ils étaient devenus.

En l'an IV et en l'an V, la même incertitude régnait encore. Madame Petion écrivait à la veuve de Guadet : « Vous qui êtes sur les lieux, apprenez-moi définitivement mon sort; il est encore des moments où on me donne des espérances... Troquart était-il là lorsqu'on a trouvé les deux corps dans les blés, a-t-il reconnu vêtements et figures? » (V. ci-dessus, p. 263.) Ce n'est qu'en l'an VII que la veuve de Petion fut mise sur la trace du lieu où avait été faite l'inhumation de son mari.

L'éloignement, la détresse dans laquelle étaient toujours plongées les veuves des Girondins, la difficulté des voyages, expliquent l'inaction dans laquelle on resta à l'époque où une exhumation aurait été facile. Mais aujourd'hui le temps

¹ A Bremgarten, avec le fils du duc d'Orléans, madame de Silvery, etc., etc. (Mém. de Dulaure, édit. Poulet-Malassis, p. 390.)

On lit dans un autre recueil périodique :

« D'après une des mille et une nouvelles dont on nous berçait alors, nous fûmes forcés de croire, ou plutôt de feindre de croire à la fin tragique de Petion, mort, ainsi que Buzot, dans la plus extrême misère et laissant les landes dépositaires de leurs pitoyables reliques. A l'instant où je rapporte ces faits, on le prétend encore en Suisse, faisant des dépenses énormes, et par conséquent oubliant ses crimes et le mépris qu'ils doivent inspirer. »

La Révolution en vaudevilles, chez Champin; l'an III de la Rép. fr., p. 44.

est venu de réparer cette longue injustice, c'est le moment marqué par un homme qui de poète médiocre devint, en traversant la Révolution, un orateur parfois inspiré. Laharpe, dans un discours qui est resté comme un trait de courage, parce qu'il fut prononcé dès le 31 décembre 1794 (20 nivôse an III), décrivant la tâche qu'aurait un jour à remplir l'historien de la terreur, a fait entendre cette prophétie éloquente :

« Il faudra que le génie de l'histoire se place à sa hauteur accoutumée, au-dessus des générations ensevelies ;

» Qu'il interroge toutes les tombes ;

» Qu'il entende toutes les révélations de la mort, toutes les confidences de l'infortune, pour en composer un récit qui doit effrayer et instruire les âges suivants. »

Ces paroles nous ont paru s'appliquer avec un singulier à-propos aux recherches tumultueuses auxquelles nous avons été conduit : non que nous ayons l'ambition d'écrire l'histoire : nous en préparons seulement les matériaux. Nous laissons à d'autres plus autorisés le soin d'évoquer les générations ensevelies et d'instruire les âges futurs. Nous n'avons même pas voulu interroger ces tombes, ni les entr'ouvrir. Nous nous sommes contenté d'en marquer la place. Là se borne notre rôle. Puisse maintenant la métaphore de Laharpe devenir une vérité ! Puissions-nous avoir contribué, en recueillant ces révélations de la mort dont il parle, à hâter le jour d'une juste réparation ! Notre siècle a une dette à acquitter envers ces deux soldats de la Révolution oubliés dans le champ où ils tombèrent sous le coup de la persécution et de la calomnie. Nous ne demandons pas un monument, une simple pierre suffirait, et pour épitaphe le décret de la Convention que nous avons rapporté ; il dit tout sur Petion, Buzot et Barbaroux :

« Considérant qu'après avoir coopéré à établir la Liberté et à fonder la République, ils l'ont scellée de leur sang et

sont morts victimes de leur dévouement à la patrie et de leur respect pour les droits de la Nation. » (P. 271 ci-dessus.) C'est l'oraison funèbre de la Gironde, écrite dans la loi avec le style lapidaire qui convient à un tombeau.

Si l'on veut bien se reporter au tableau d'ensemble que nous avons présenté p. 431-432, on verra que nous devions publier, après l'Excursion de Saint-Émilion : 1° les pièces justificatives inédites ; 2° l'enquête ; 3° l'épilogue. Nous croyons devoir prévenir que nous intervertissons légèrement cet ordre : nous plaçons l'enquête avant les pièces, afin de rapprocher les déclarations des témoins du texte auquel elles se rapportent, et dont elles auraient été trop éloignées par l'adjonction des lettres girondines (V. p. 675). Cette correspondance elle-même nous a paru former un tout indivisible avec les souvenirs de la maison Guadet, et c'est pour cette raison que nous ne l'avons pas séparée des autres documents, quoiqu'elle rejette sur un plan peut-être un peu lointain ce que nous avons appelé l'Épilogue, c'est-à-dire la conclusion de nos recherches.

DÉCLARATIONS DE TÉMOINS

RECUEILLIES DANS LES COMMUNES DE SAINT-MAGNE
ET CASTILLON (GIRONDE).

*PEYRAT, cultivateur, demeurant à Cafol, âgé de
cinquante-quatre ans :*

J'ai toujours connu la pièce qui longe le bois de M. Devalz au couchant sous le nom de *Champ des Émigrés*.

La mère de ma femme, qui se nommait Anne Galineau, m'a dit bien des fois qu'elle avait entendu les coups de pistolet.

Il y en a un qui ne s'est pas tué.

Les deux autres ne s'étaient pas manqués. Ils furent inhumés dans la pièce qui tient au bois de M. Devalz du côté du couchant.

Ma belle-mère me disait avoir vu les corps ; c'étaient des hommes terribles, magnifiques : triste affaire que cette révolution où on a guillotiné tant de gens qui étaient bons ! C'est grand dommage. A quoi cela a-t-il servi¹ ?

Femme PEYRAT, née GALINEAU :

La pièce de terre dite *le Champ des Émigrés* est celle qui appartient à madame veuve Marcandier.

Ma mère demeurait à la métairie de Pille-Bois. Elle m'a dit

¹ Ceci rappelle une note des Mémoires de Buzot (p. 52, édit. Dau-ban). « Un jour je fus accueilli très-hospitalièrement chés un bon-homme de ce pays [le Bordelais], qui passoit pour un des coryphées de la Société populaire. Nous causions tranquillement au coin de son feu sur les affaires du temps. « Citoyens, me dit-il, je hais les fédé-ralistes, mais je n'aime pas qu'on tue comme ça les hommes sans les entendre... » C'est l'opinion que l'on trouve généralement dans cette population douce et intelligente. L'impression de la plupart est celle de l'étonnement. La génération actuelle, comme celle d'autrefois, ne comprend pas les excès de la Révolution. Le mot du sieur Peyrat est caractéristique, et c'est pour cela que nous l'avons reproduit. « Tuer des gens sans les entendre... à quoi cela a-t-il servi ? »

souvent avoir entendu les coups de pistolet ; mais sur le moment on n'en fit pas cas. Plus tard les corps furent retrouvés et enterrés à dix raiges du bois et dix pas en commençant du coin de ce bois.

JEANNE LAFAYE, *soixante-six ans, cultivatrice,*
à Cafol :

Ma grand'mère demeurait à la métairie de Pille-Bois.

Elle avait entendu les coups de feu.

Elle montrait l'endroit où les *émigrés* avaient été enterrés, près de la corne du bois, au couchant. C'est bien là qu'ils sont encore, *auterat aquí.*

Madame BRUN, *demeurant à Cafol :*

Mon beau-père m'a raconté que Petion, le maire de Paris, et deux autres s'étaient réfugiés dans le bois à M. Devalz.

L'un d'eux fut pris vivant et envoyé à Bordeaux, où il fut guillotiné.

Les deux qui restaient se sont fait, dit-on, mourir l'un l'autre.

Ils ont été enterrés dans la terre qui tient au bois à M. Devalz, à dix raiges de la lisière et à dix pas du coin du bois. *C'était mon beau-père qui avait fait la fosse.*

Quel malheur ! trois jours après il vint une loi qui leur fit grâce. Je veux dire qu'on n'aurait pas pu leur rien faire, si cette loi eût été rendue plus tôt.

LAVIGNAC, *cultivateur à Cafol :*

J'ai entendu dire à mon grand-père que c'était un de ses parents, le nommé Vincendeau, de Saint-Magne, qui avait trouvé les deux cadavres, avec Barraba. Leur attention fut appelée par les chiens qui aboyaient. Ils s'approchèrent et virent que deux hommes morts étaient étendus dans les blés.

Femme NOËL BIÈS, âgée de quatre-vingt-quatre ans, demeurant à Cafol :

J'étais là quand les cadavres ont été retrouvés (elle avait onze ans); mais je n'ai voulu rien voir, j'avais trop peur¹.

Je sais seulement que c'est un nommé Barraba, maire de Saint-Estèphe, qui a trouvé les cadavres en revenant de chez son beau-frère. Les blés étaient hauts; mais son attention fut appelée par les chiens qui leur mangeaient les entrailles.

La terre où ils ont été enterrés est à M. Marcaudier.

Il y en eut un autre qui se manqua, et fut porté à Castillon. Je ne sais rien de plus.

DARTIGUE aîné, dit PETION², demeurant à Cafol :

Mon oncle m'a dit qu'il était présent lorsqu'on transporta le corps de Barbaroux à la métairie de Fompeyre; les métayers refusèrent de le recevoir dans leur maison: on le mit sur de la paille, au devant de la grange, en attendant que le procès-verbal fût dressé.

Pendant longtemps on n'a pas cultivé l'endroit où étaient les fosses de Buzot et de Petion.

PIERRE GALINEAU, âgé de quatre-vingt-deux ans, demeurant aujourd'hui à Tourans, commune de Saint-Étienne de Lisse, avait neuf ans en 1794. — Première déclaration faite et recueillie à Tourans :

Je suis originaire du hameau de Cafol, et j'y habitai pendant toute ma jeunesse.

Je connais très-bien ce qui s'est passé au sujet des émigrés.

¹ La dame Bintenat, qui demeure au hameau du *Parc*, à deux lieues de Cafol, nous a dit : « J'ai entendu dire que la vieille Noël ne s'était pas approchée de la fosse parce que ses parents ne le voulaient pas. Elle n'a vu que de loin. » C'est ce qu'elle nous avait déclaré elle-même.

² Ce brave homme doit son surnom à l'histoire même qu'il a l'habitude de raconter.

Il n'y a peut-être que moi qui puisse dire les avoir vus. Voici ce que je sais :

Dans le moment de la Saint-Barnabé (1^{er} juin), quand on faisait les foins, un homme inconnu se tira un coup de pistolet au bout de *l'Allée de M. de Trapeau*. Il se manqua ; on le porta à la métairie de *l'Allée*. Je l'y ai vu assis sur une chaise, mourant, plein de sang ; ses yeux étaient fixes : il regardait les gens qui l'entouraient sans pouvoir parler. Je le vois encore : il avait un pantalon de coutil sur lequel le sang paraissait beaucoup.

Je n'arrivai que sur la fin du jour, mais l'événement était du matin¹.

C'était dans le temps de Lacombe, on le mena à Bordeaux ; quoique mourant, il fut guillotiné la même chose².

Au moment où il s'était frappé, deux autres qui étaient avec lui s'étaient échappés du côté du bois de M. Devalz. On entendit tirer deux coups de feu, pan, pan. On n'y fit pas attention pour l'instant.

Huit jours après³, on les a trouvés dans un champ de seigle, renversés sur le dos. Ils étaient noirs comme cette plaque de cheminée et tout gonflés.

On a pensé qu'ils s'étaient donné les coups dans le corps.

Autour d'eux il y avait beaucoup de pistolets, une pile, peut-être cinq ou six, sept ou huit.

On a fait venir douze hommes de garde nationale, je ne sais pas pourquoi, c'était bien inutile⁴.

Pour les enterrer, on s'y est pris d'une manière bien simple :

¹ Ceci est rigoureusement vrai, Barbaroux s'était frappé le matin ; à trois heures, il était encore étendu dans le champ de blé. V. la lettre adressée par les officiers municipaux de Saint-Magne au citoyen Serezac, juge de paix de Castillon, p. 740 ci-dessous.

² Nous conservons cette locution très-incorrecte, mais facile à comprendre. On voit la pensée de Galineau ; il s'étonne que Barbaroux ait été livré au supplice quoique mourant, mais c'était dans le temps de Lacombe ! Dans le pays, ces mots disent tout.

³ V. p. 453. Il s'est en effet écoulé huit jours entre le 30 prairial, moment présumé du suicide des deux proscrits, et le 8 messidor, moment où furent découverts les cadavres.

⁴ V. même lettre au citoyen Serezac. Les officiers municipaux se firent en effet accompagner de douze hommes de garde nationale. mais ce fut lors de la levée du corps de Barbaroux.

il n'y a pas eu de bière, on les a mis en terre au fond de deux trous qu'on avait creusés¹.

Depuis lors on a toujours appelé cette pièce *le Champ des Émigrés*, parce qu'ils étaient fugitifs. Pourtant c'étaient de braves gens; mais dans ce temps-là!...

*Deuxième déclaration de PIERRE GALINEAU recueillie
à Tourans, comme la précédente.*

La déclaration de Pierre Galineau, quoique très-précise et très-affirmative, nous avait fort étonné; nous ne pouvions comprendre qu'il eût vu Barbaroux au bout de l'Allée Trapeau (V. planche 17, lettre H du plan), en deçà de la route de Bergerac à Bordeaux, alors que les cadavres de Petion et de Buzot avaient été trouvés près de Fompeyre (V. lettre I, même planche), à une distance de près d'un kilomètre au delà de la grande route. Les circonstances qu'il signalait étaient d'ailleurs inconnues, son récit était entièrement nouveau. Nous lui fîmes une seconde visite, lui soumettant nos doutes et les difficultés que nous trouvions à son dire; il persista dans sa déclaration: Barbaroux s'était frappé près de German, au pied d'un mûrier (il prononçait *mourier*); il avait été porté d'abord à la métairie la plus voisine, puis de là à la métairie dite de l'Allée, et il était resté exposé sur une chaise à la porte de cette métairie, où l'on refusait de le recevoir.

Ses explications n'étaient pas moins positives relativement à Petion et à Buzot, et elles ne nous semblaient pas d'accord avec celles des autres habitants du pays.

Nous lui demandâmes alors s'il consentirait à nous faire

¹ V. p. 158: «... avons fait faire deux fosses de la profondeur de six pieds, dans l'une desquelles a été déposé le cadavre de Buzot et dans l'autre celui de Petion, que nous avons recouvert de terre.»

On voit que la déclaration est exacte sur tous les points où il est possible de la contrôler.

sur place la démonstration de ce qu'il nous indiquait de souvenir.

Il y consentit avec empressement, et voulait partir sur-le-champ à pied, malgré son grand âge et malgré la distance, qui est de plus d'une lieue.

Nous dûmes remettre à un autre jour l'exécution de notre projet, afin d'avoir le temps de prévenir les témoins de Cafol.

Le 3 novembre 1867, l'excursion put avoir lieu, et nous parvîmes à réunir dans le Champ des Émigrés, M. Devalz, le vénérable doyen du pays, Pierre Galineau, la femme Biès, M. et madame Marcandier, les propriétaires de la pièce de terre appelée *le Champ des Émigrés*, et un grand nombre d'habitants de Cafol, qui s'intéressaient vivement à ces recherches, s'étaient adjoints spontanément à nous.

La dame veuve NOEL, née BIÈS.

Deuxième déclaration.

Je n'ai jamais vu les deux corps. Je n'en ai vu que la place.

Les deux fosses furent *créusées* près l'une de l'autre; elles ne formaient presque qu'un seul monticule, tant elles étaient rapprochées.

La terre resta là pendant longtemps sans travailler; on la respecta tant que la propriété n'a pas changé de maître, c'est-à-dire tant qu'elle a appartenu à M. de Guilmanson.

Barbaroux ne fut pas enterré là.

Il s'est frappé près de German, à peu de distance de la route de Libourne à Castillon. J'ai entendu dire qu'il fut porté à la métairie de l'Allée et qu'on refusa de le recevoir.

Nota. La dame Noël place le lieu où les cadavres furent trouvés à quinze pas de l'angle nord-ouest du bois de M. Devalz, en diagonale. (V. pl. 17, la croix placée au-dessous de la lettre F.)

PIERRE GALINEAU. *Troisième déclaration, faite sur place, le 3 novembre 1867.*

Les deux corps étaient environ à six pas l'un de l'autre, étendus dans le sens des rayons, qui venaient aboutir au bois.

Autour de chacun d'eux se trouvaient plusieurs pistolets, indépendamment de l'arme qui leur avait servi¹.

Ils paraissaient n'être pas morts sur le coup, parce que autour d'eux le seigle était versé comme s'ils s'étaient débattus.

Leurs figures étaient noires, mais intactes; c'était le ventre qui était dévoré: les entrailles étaient arrachées. Je ne crois pas que ce soit par le loup: il aurait fait de bien plus grands ravages; d'ailleurs il y en avait peu dans le pays².

Buzot a été reconnu à une ceinture de fer qu'il portait autour de lui³.

Quand on trouva ces cadavres, on se rappela que huit jours auparavant on avait entendu deux coups de feu successifs, et on ne douta pas que ce ne fût à ce moment qu'ils s'étaient tués. Nous demeurions à Cafol, dans une métairie située très-près de la pièce en question.

Pierre Galineau nous a ensuite désigné l'endroit où, suivant lui, les ossements de Petion et de Buzot doivent se retrouver. Après s'être recueilli comme pour rappeler ses souvenirs, et s'être orienté avec soin, il a indiqué un emplacement situé à l'opposé de celui qui est signalé par la

¹ Le procès-verbal de Laye et Oré constate que des armes furent trouvées à côté des deux cadavres. V. p. 434 ci-dessus.

² Le procès-verbal de Laye et Oré porte aussi que les deux cadavres étaient rongés par les vers et les chiens. C'est dans la lettre de la Société populaire de Castillon à la Convention qu'il est dit « que leurs cœurs sanguinaires étaient devenus la pâture des bêtes féroces ». Mais cette lettre, émanée des *sans-culottes* de Castillon, n'est qu'une déclamation, œuvre, dit-on, de Lawaich; il est probable que le rédacteur aura voulu faire une sorte d'antithèse et de mot à effet.

³ Le procès-verbal ne parle pas de cette particularité; il ne dit pas non plus à quoi on reconnut Buzot de Petion; il constate seulement avec surprise qu'ils n'avaient sur eux aucun papier ni argent.

dame Biès et par la tradition générale du pays. Cet endroit se trouve au point G, à l'extrémité sud-ouest du bois de M. Devalz, dans une pièce de terre cultivée aujourd'hui en vignes.

La dame Noël Biès présente a persisté dans son dire, et, en frappant le sol du pied, elle indiquait l'emplacement des fosses. M. Devalz a émis l'opinion que les deux cadavres auraient été inhumés au milieu du Champ des Émigrés.

Des fouilles seules pourraient prononcer entre ces diverses affirmations et trancher la question, que nous avons dû laisser en suspens.

Pierre Galineau nous a ensuite conduits à l'endroit où Barbaroux se serait frappé.

Dans ce but, il est remonté au nord-ouest, presque jusqu'à la grande route de Castillon, traversant une contrée composée de terrains de diverses natures, bois, prés, vignes ou terres labourables ; après avoir parcouru un espace d'environ six à sept cents mètres, il s'est arrêté à la hauteur de la métairie de German, et il a dit : « Ce doit être ici ou dans les environs. » Il n'avait pas remarqué deux arbres qui se trouvaient dans cette pièce, et étaient à cette époque (3 novembre) dépouillés de leurs feuilles. En les examinant fortuitement, nous nous aperçûmes que c'étaient deux mûriers gigantesques qui devaient avoir plusieurs siècles : l'un, penché, offrait par ses branches s'étendant parallèlement au sol des échelons qu'un enfant pouvait facilement franchir. C'était évidemment l'arbre indiqué par la relation anonyme et signalé à l'avance par Pierre Galineau comme devant être un *mourier*.

Mais ce n'est pas tout : à cent mètres du mûrier, règne un bois encore planté de pins ; c'est la *pinada* mentionnée dans la relation envoyée à Jay et lue par lui à la Convention.

Ainsi les lieux n'ont pas changé, ils sont encore tels qu'ils étaient au jour de la catastrophe :

Au nord, la grande route de Bordeaux à Bergerac ;

Au milieu de la pièce, le mûrier ;

Au fond au sud, le bois de pins ;

Et derrière, à un kilomètre en ligne droite, les champs de Fompeyre.

En marchant devant eux, Petion et Buzot devaient se retrouver là où l'on découvrit en effet leurs cadavres.

La difficulté que nous avons signalée (p. 164, à la note) a donc été levée, comme nous l'avions pressenti, par l'étude ou plutôt par l'aspect seul des localités.

Nous ne pouvions comprendre comment Petion et Buzot se seraient suicidés près de l'endroit où Barbaroux était tombé, sans avoir été découverts soit par l'explosion des armes, soit par les recherches qui durent être multipliées aux alentours.

Mais entre le lieu du suicide de Barbaroux et celui où furent trouvés Petion et Buzot, il existe une distance d'au moins six à sept cents mètres. Il y a des obstacles naturels, des différences de niveau, des bouquets de bois, la *pinada* d'abord, et plus loin le bois de M. Devalz, dans lesquels Petion et Buzot purent trouver un asile momentané avant d'exécuter leur dernière résolution.

C'est ce que ne faisait pas pressentir le procès-verbal, qui porte que « les deux cadavres ont été trouvés dans une pièce de blé, à peu de distance de l'endroit où Barbaroux se tira le coup de pistolet. »

Il n'y a pas sans doute une distance considérable, mais il n'y a pas non plus contiguïté, et il y a surtout différence de région.

Nous avons dit que la métairie de German était à droite (en regardant vers le nord) du lieu où Barbaroux se manqua. Suivant Pierre Galineau, le blessé aurait été porté à cette

métairie comme étant le lieu habité le plus voisin ; mais les lois contre le recel des proscrits avaient répandu une telle terreur qu'on n'osa pas laisser entrer Barbaroux dans l'intérieur de l'habitation, et ce même en présence et sur l'ordre des autorités, auxquelles on ne se fiait pas. On dut alors transporter Barbaroux plus loin et traverser la grande route. La métairie la plus rapprochée était celle dite de l'Allée, parce qu'elle était plus à l'entrée d'une avenue qui conduisait à Saint-Magne. Cette métairie, dépendant d'un château de M. de Guilmanson, était occupée par son beau-fils (ou son beau-frère), M. de Trapeau. Les métayers de l'Allée ne furent ni plus hospitaliers ni plus confiants que ceux de German.

FRANÇOIS LAPRADE, *âgé de quatre-vingt-sept ans en 1867, anciennement employé aux Corderies nationales, demeurant à Castillon, âgé de treize ans en 1794 :*

Voici ce que je sais sur Barbaroux.

J'étais monté sur un arbre, sur un des ormeaux qui se trouvaient alors à l'entrée de Castillon. J'ai vu le monde courir en toute hâte ; je suis descendu pour savoir de quoi il s'agissait : j'ai entendu dire qu'on allait voir un homme qui venait de se tirer un coup de pistolet et qui vivait encore ; j'ai couru avec les autres. . .

Arrivés à la métairie de l'Allée, nous avons aperçu au devant de la porte un malheureux qui était assis sur une chaise, la tête pendante et comme inanimé.

Il avait une blessure au-dessous et en arrière de l'oreille droite : il s'en écoulait beaucoup de sang.

On lui parlait, il ne répondait pas ;

On le touchait, il ne donnait pas signe de vie ;

On sonda sa blessure, on ne trouva pas la balle.

M. Lawaich, qui avait été maire de Castillon, l'interrogea, mais en vain : il ne put ou ne voulut pas parler.

C'était un homme brun, je veux dire qui avait la peau brunnâtre, les cheveux et la barbe noirs, la figure allongée, vêtu d'une grande lévite.

Les uns disaient : « C'est un traître de Paris. » Les autres prétendaient que c'était Petion ou Buzot. Plus tard on a su que c'était Barbaroux.

On ne lui donnait aucuns soins, ni eau, ni vin, ni autre chose. Les esprits étaient si animés alors !

Je suis sûr qu'il n'y avait qu'une seule blessure au-dessous de l'oreille ; j'y ai moi-même porté la main. A ce moment il n'y avait encore qu'une vingtaine de personnes ; plus tard toute la ville de Castillon y est accourue.

Il pouvait être alors deux ou trois heures. On l'emporta vers le soir.

La chaise était au devant du portail. Barbaroux était renversé sur le dossier à demi mort.

Il est resté quelques jours à Castillon. On l'a ensuite emporté dans un bateau ; je ne l'ai plus revu.

Trois ou quatre jours après, on a trouvé Petion et Buzot tout décomposés. Je ne les ai pas vus. Ils ont été enterrés près des pins de M. Devalz.

SYLVESTRE GROS, âgé de quatre-vingt-dix ans en 1867, dix-sept ans en 1794, ancien tailleur, demeurant à Castillon :

Il y a soixante-dix-sept ans que les faits dont vous me parlez se sont passés. De ces messieurs, je n'en ai vu qu'un : pauvre malheureux ! les autres deux, je ne les ai pas vus ; leurs cadavres ont été dévorés par les chiens. . .

Barbaroux s'était frappé d'un coup de pistolet du côté de Fompeyre. On le transporta à Castillon. Je l'ai vu tandis qu'on le conduisait à la commune : il était sur un fauteuil porté par deux hommes. Il resta là quelques jours, puis on l'emmena à Bordeaux, où on le . . . Vous me comprenez ? (*Le déclarant fait un geste expressif*). On le tua, pauvre malheureux ! pour la peine qu'il avait tant souffert !

Barbaroux était blessé à la tête : il avait l'oreille droite emportée ; du reste il avait toute sa connaissance.

C'était un beau jeune homme,

Lawaich, qui était petit et qui ne manquait pas de moyens, voulait interpeller Barbaroux ; celui-ci fut longtemps sans lui répondre. Enfin, impatienté, il lui dit qu'il se mêlait de choses qui ne le regardaient pas, et qu'il n'était pas de taille à l'interroger. . .

On disait dans le public que c'était des *émigrés*, mais qu'ils ne s'étaient enfuis que pour le bien du pays ; aussi à Castillon on avait aidé à les cacher. MM. Coste, Penaud, Mouret, n'avaient pas craint de les recevoir chez eux ; ils ont été longtemps dans les greniers, au-dessus des écuries de M. Coste. Ces écuries donnent dans la rue Plante-Rose.

M. Coste fut inquiété, arrêté, il n'échappa que par miracle.

Voici une anecdote que je peux vous garantir exacte, parce qu'elle m'est personnelle.

Un soir, j'avais fait le réveillon de Noël avec mes camarades ; il était trop tard pour rentrer chez nous. Nous avons voulu aller coucher dans les écuries de M. Coste ; mais en montant dans le grenier, je sentis trois têtes, et je me sauvai. Mon camarade me dit : « Ne crie pas, ne parle pas de ce que tu as vu : ce sont les trois émigrés. » On savait qu'ils étaient dans ce pays, mais tout le monde était bien disposé pour eux. On les plaignait ; et comment ne les aurait-on pas plaints, des gens qui ne voulaient que le bien ? Mais les partis ! Il y en avait deux qui se mangeaient, qui s'entre-détruisaient. . .

M. ESPÉRON, ancien maire de Saint-Magne, quatre-vingt-huit ans, demeurant à Castillon, né en 1779, âgé de quinze ans en 1794, aujourd'hui aveugle et sourd :

Vous m'interrogez sur les derniers moments des Girondins et sur les circonstances de leur mort ? Je me rappelle tous ces faits comme s'ils s'étaient passés aujourd'hui ; personne ne peut en faire un récit plus exact. Quoique gamin, — j'avais à peine quinze ans, — j'étais curieux, je voulais tout voir.

Petion, Barbaroux et les autres se réfugièrent d'abord à Castillon. Coste et Penaud — ils étaient très-liés — les reçurent tour à tour : Coste les logeait dans un grenier dépendant de l'ancien couvent des Moines. Ils y restèrent quelque temps ;

Guépin leur portait des vivres, mais ils s'ennuyaient beaucoup; ils sortirent de là, ils allèrent à Saint-Émilion: on les logea dans les grottes; ils ne purent y rester à cause de l'humidité. Enfin ils se divisèrent et se logèrent partie dans la famille de Guadet, partie chez Troquart. . . .

Vint le jour où il fallut sortir de ces asiles. Les pauvres malheureux! ils ne savaient où aller. Ils descendirent dans la plaine de Saint-Magne, par les côtes de Saint-Émilion. Ils arrivèrent derrière une grange qui s'appelle German. Ne sachant quel parti prendre, ils se dirent sans doute: Il faut en finir. Ils résolurent de se tuer. Barbaroux fut le premier à se tirer un coup de pistolet.

Une femme de la métairie crut que l'on tirait sur sa basse-cour. Elle appela: on arriva de tous les côtés; on ramassa le blessé et on le transporta à une métairie appartenant à M. de Guillemanson, de l'autre côté de la grande route.

Il était devant le grand portail du midi. Il était sur un fauteuil.

M. Graillon¹ sonda la blessure pour s'assurer si la balle était dans la tête: je l'ai vu tirer de sa trousse une sonde; il ne trouva rien.

Un nommé Lavache, qui était dans le système opposé aux Girondins, voulut faire subir un interrogatoire à Barbaroux, souffrant comme il était! Il lui adressa de nombreuses questions, auxquelles Barbaroux ne daigna pas répondre.

Le pauvre Barbaroux! On le transporta à Bordeaux, à bord d'un bateau; aussitôt son arrivée, on lui trancha la tête, moitié mort! . . .

Quand Barbaroux se fut donné le coup de pistolet, les deux autres s'enfuirent à deux ou trois portées de fusil, à travers les blés, et ils se donnèrent la mort à leur tour.

On savait qu'ils étaient errants dans la campagne; ils souffraient de la faim et de la soif, n'osant se fier à personne, de crainte d'être dénoncés. Il ne leur restait plus qu'un moyen d'échapper au couteau révolutionnaire; ils ne reculèrent pas devant ce moyen. . . .

Les malheureux! Je les ai vus étendus chacun sur une raie de terre, à dix ou douze pas l'un de l'autre.

C'était à vingt-cinq ou trente pas au nord des pins de M. De-

¹ M. Graillon était pharmacien à Castillon.

valz, et à même distance d'un chemin de traverse, qu'on les enterra. (V. planche 17, la croix placée sous la lettre F).

Depuis cette époque, on appela cette pièce *le Champ des Émigrés*.

Le procès-verbal fut rédigé par Lasaffe et Boyer.

Il est faux qu'ils se soient empoisonnés.

Ils étaient armés de pistolets.

Ils se sont tiré les coups dans la tête, c'était évident.

C'était une chose qui m'a tellement frappé que j'y ai pensé plus de mille fois.

Il faut que je vous raconte un trait de barbarie dont j'ai été témoin :

Un habitant du bourg de Saint-Magne, nommé Blanc, leur brisa la mâchoire à coups de pioche en disant : « Coquins d'émigrés ! »

On a dit qu'il mourut quinze jours après... Je n'en sais rien, je ne puis l'affirmer; mais les autres faits que j'ai rapportés, je les ai vus moi-même, et je vous les ai dits tels que je les ai vus. Dieu m'a ôté les deux principales facultés de l'homme, l'ouïe et la vue, mais il m'a laissé la mémoire et l'intelligence; c'est donc en pleine connaissance de cause que je déclare tout ce que j'ai vu et dit, moi Jean Espéron, âgé de quatre-vingt-neuf ans, ancien maire de Saint-Magne.

ANTOINE ROY, âgé de quatre-vingt-neuf ans, marin à Castillon, né à Libourne, venu à Castillon à cinq ou six ans, avait quatorze ans en 1794 :

Il y a eu un homme qui a voulu se tuer dans les blés de Fompeyre; j'y allai : il avait le coup à droite sous l'oreille, j'ai vu le sang qui coulait...

Quand on a voulu l'emmener à Bordeaux, on l'a amarré à bord d'un bateau. C'est Goryes qui a été chargé de l'embarquer; je l'ai vu emporter sur un cadre par l'escalier qu'on nomme *la Cargouille à la Calle* (l'Escalier en Escargot).

Il était dans son habillement; il était jeune. C'était un émigré de la Chambre qui avait guillotiné Louis XVI; personne n'était contre lui. C'était le temps du mauvais papier.

Quant aux deux autres, ils ont été trouvés dans un champ appartenant à M. de Guilmanson, à Cafol : c'est le métayer de

M. de Guilmanson qui a entendu les coups de feu ; on ne les a retrouvés que plusieurs jours après, à une distance de trois pas l'un de l'autre ; leurs pistolets étaient à côté d'eux. Les seigles étaient roulés tout autour. C'est l'odeur qui les a fait découvrir. Déjà les chiens leur avaient mangé le corps.

On leur a fait un trou, et chacun a été enterré sur sa place.

On disait que les deux coups n'auraient pas été tirés tout à fait ensemble ; ensuite qu'ils ne se seraient pas tués en même temps. Mais personne n'y était¹.

M. PASQUERÉE, *demeurant à Castillon* ² :

J'ai entendu dire à l'un des adjoints de Castillon, décédé vers 1860, qu'il avait vu Barbaroux porté sur un matelas. Il se rappelait avoir remarqué ses cheveux noirs qui étaient superbes.

Pétion et Buzot se tuèrent avec des armes à feu : c'est la tradition constante du pays, jamais il n'a été question de poison.

On a écrit que mon père les avait cachés et avait voulu les sauver. . . Il n'était pas ici à cette époque.

J'ai entendu dire que la scène du dernier repas avait eu pour témoin un homme qui était monté dans un arbre ; Barbaroux l'aperçut, et, se croyant découvert, il se tira un coup de pistolet.

¹ A côté de ce langage si net et si judicieux du vieux marin, il y a les traditions légendaires que nous ne mentionnons que pour mémoire. Ainsi une belle fille de Fonbonne, faubourg de Castillon, nommée Maria, ayant été chargée de donner des soins à Barbaroux, aurait été touchée de sa beauté, de ses malheurs, elle serait devenue amoureuse du pauvre girondin. Là se place tout un petit roman. La jeune fille jure à Barbaroux qu'il ne mourra pas et qu'elle trouvera moyen d'assurer sa fuite. Cependant le jour fatal arrive, et en montant sur l'échafaud Barbaroux s'écrie : Et toi aussi, Maria, tu m'as trompé ! etc.... Il y a encore d'autres récits avec des variantes, que nous n'avons pu recueillir faute de les avoir bien compris.

² M. Pasquerée, homme très-éclairé, très-versé dans l'histoire de son pays, a bien voulu m'aider dans les recherches que j'ai faites à Castillon et m'assister dans cette espèce d'enquête ; c'est lui qui a su trouver les anciens du pays, les interroger dans leur langage, provoquer leurs confidences, je n'ai fait que tenir la plume et servir de greffier,

M. JEAN QUENTIN, *adjoint de Saint-Pey d'Armens* :

J'ai toujours entendu dire que le premier qui s'était tué s'était frappé près des pins de M. Cagnard.

Celui qui découvrit les cadavres était un nommé Barraba, de Saint-Étienne de Lisse; il avait composé une sorte de récit de l'événement, rimé en mauvais patois. Voici ce que j'en ai retenu :

En benant de Cafô,
Passant au quin des pins
De monsieur Devô,
J'entendis trois gros kins
Qui rognai¹ent deux corps morts !...

Il paraît que Barraba avait fait cette découverte en revenant de Cafol, où il allait voir sa femme ou sa fiancée. On s'amusa à lui faire raconter cette histoire, et on l'en plaisantait.

La tradition est que les émigrés, en venant de Saint-Émilion, ont passé par les vignobles dits *les fonds Morau*.

JEAN FRUITIER, *demeurant à Saint-Pard, hameau de la commune de Saint-Magne, ancien tailleur* :

J'ai beaucoup connu un nommé Bechaud, surnommé Barraba; c'était un propriétaire demeurant à Pey-Blanquey, il avait été maire de Saint-Estèphe (ou Saint-Étienne).

Du temps que je travaillais pour lui, le vieux me racontait des histoires de son temps qu'il avait écrites sur un grand cahier; il me dit un jour qu'il allait me lire tout ce qu'il avait recueilli au sujet des émigrés qui s'étaient tués dans la commune de Saint-Magne. Il commença par les quatre vers que vous savez; arrivé au cinquième, j'eus le malheur de rire du mot *rognai¹ent*, car le vieux écrivait comme il parlait; il se fâcha et ferma le livre. Je n'en ai pas su davantage.

¹ En venant de Cafol,
Passant au coin des pins
De Monsieur Devalz,
J'entendis trois gros chiens
Qui rongeaient deux corps morts.

Il me disait : « Ton grand-père s'est moqué de moi, ton père aussi ; tu veux en faire de même, tu ne sauras plus rien. » Il a malheureusement tenu parole.

Il avait des enfants, et il existe encore deux de ses petites-filles : la veuve Fort, demeurant au hameau de Bontisse, et la veuve Laporte, qui demeure au hameau de Roche-Yvon¹.

¹ Nous avons eu recours à madame Fort et à madame Laporte : elles nous ont permis, avec la plus grande obligeance, de consulter tous les papiers provenant de leur père, Pierre Bechaud ; nous n'y avons trouvé ni la complainte des Girondins, ni ce grand cahier sur lequel il avait écrit *les histoires* de son temps. Nous avons seulement pris copie de la pièce suivante, qui montre comment les habitants des campagnes comprenaient alors le dogme de la souveraineté du peuple :

« Aujourd'hui Trente Ventose an sept de la Republique française une et indivisible.

» Nous agent Et adjoint de la commune de St Etienne de Lisse Nous Etant assemblés à Neuf du matin avec la Troupe Nationale Et assistés de quinze Vieillards qui ont assisté à la Fete dix huit jeune gens qui ont assisté à la Fete dans le lieu ordinaire de la Commune ou

» Nous avons lu la Souveraineté Reside dans L'université des Citoyens des Droit de l'homme Et du Citoyen L'universalité de Citoyens Français Et le Souverain du Code Constitutionnel

» Nous avons chanté le chant de la Souveraineté avec des grands cris Vive la Republique haine à la Royauté à la narchie fidélité Et attachement à la Constitution de Lan trois fait à St Etienne de Lisse

» Le 30 Ventose fete de la Souveraineté du peuple dont nous avons signé

» CHEMINADE, Capitene

PRADE, Lientenant

LAVAU, Sargeant

GARDE, Carporale

FOURNIER, Ageant municipal

BECHAUD, Ag^t muni Cipal (*sic*) »

Une note de Buzot servira encore de commentaire à ce procès-verbal et excusera les pauvres gens d'avoir si mal parlé de cette souveraineté qu'ils connaissaient si peu : « On n'a pas même permis au peuple qu'on appelle risiblement *souverain* de manifester sa volonté sur la question de la royauté. La *souveraineté* étoit enfouie dans les assemblées sectionnaires de Paris, composées de quelques individus imbécilles ou scélérats qui s'étoient emparés audacieusement de la volonté de tous les Parisiens ; et des sections ainsi réduites au petit nombre de factieux ou d'ignorans, la *souveraineté* venoit se perdre

Madame BREVET, *demeurant à Castillon :*

Une vieille femme, qui avait servi les Girondins pendant qu'ils étaient réfugiés à Castillon, m'a dit qu'ils écrivaient constamment, surtout l'un d'eux.

Ils étaient à ce moment-là chez M. Paris, architecte, dans un grenier à foin.

Mon père leur passait des vivres.

MARIE BARBEYRON, *veuve LAVAL, âgée de quatre-vingt-six ans, née en 1781, treize ans au moment des événements :*

Je ne sais rien. J'ai entendu parler des hommes qu'on a trouvés morts; je ne sais pas comment on les appelait, mais je me rappelle bien le règne de *la grande épouvante*, c'est-à-dire quand l'épouvante était générale. Le monde avait bien *pao* (peur). Les cloches sonnaient toutes les nuits; il n'y avait de repos pour personne ¹.

M. MARCON, *boucher à Sainte-Foy la Grande :*

François Marcon, mon père, boucher à Sainte-Foy, était grand amateur de chiens; il avait une renommée qui s'étendait à plus de vingt lieues à la ronde, d'avoir les chiens les plus terribles pour la lutte et pour dompter les animaux. C'étaient de gros dogues de forte race, des chiens énormes qui ne craignaient rien. On venait de Libourne et même de Bordeaux pour les faire battre. L'un de ces chiens, qui n'avait

dans le gouffre pestilentiel des Jacobins, comme un antre du méphitisme et de la corruption.

» Les départements, plus soumis à ces fantaisies jacobites qu'aux décrets de la Convention, *répétoient naïvement* ce qui leur étoit dicté par la ville de Paris, et d'un bout de la France à l'autre la stupidité portoit sur ses ailes blafardes les opinions et les vœux qu'il falloit vouloir et former sous peine d'incivisme et de mort. » (*Loc. cit.*, p. 30.)

¹ Nous avons recueilli cette déclaration, quoique la dame Laval déclarât ne rien savoir, à cause de cette expression qui nous a paru mériter d'être retenue : *le règne de la grande épouvante*.

que trois pattes, était nommé *Letors*; c'était le plus redoutable de tous: on citait de lui des faits extraordinaires.

Je suis amateur comme mon père; j'ai longtemps conservé la race de ces dogues français. Il n'y a que deux ans qu'elle n'existe plus; j'ai maintenant des bull-dogs.

Simon Marcon, le frère de mon père, était aussi boucher à Sainte-Foy; c'est à lui que j'ai succédé, et vous pouvez voir son nom encore écrit dans notre boutique. (L'enseigne, portant en grosses lettres le nom de SIMON MARCON, BOUCHER, a en effet été conservée et placée dans l'intérieur de l'étal.)

Je sais qu'il a fait partie de ceux qui firent des recherches à Saint-Émilion; il avait emprunté pour cela les chiens de mon père.

Laye était un entrepreneur de maisons; sa femme était sage-femme à Sainte-Foy.

Favereau était un menuisier (ou mennier) de Sainte-Foy.

Mon père était cousin du Représentant Garrau: il l'a suivi en Espagne, etc. . .

(Renvoi de la page 742.) — M. Devalz avait alors près de quatre-vingt-quinze ans. Il est aujourd'hui dans sa quatre-vingt-dix-septième année, et porte vaillamment ce grand âge. Il a fait comme officier les guerres d'Italie sous Masséna, Serurier et Suchet. Il ne nous connaissait nullement, mais il tenait à honneur de remplir ce qu'il appelait un devoir envers la vérité historique, et c'est avec une cordialité toute militaire qu'il s'est associé à nos recherches. Qu'il nous soit permis de rapporter l'extrait d'une lettre qu'il nous écrivait de la main la plus ferme le 34 octobre 1867:

« Monsieur, j'ai appris que vous étiez encore dans ce pays, poursuivant la découverte du lieu où a été enterré l'un des émigrés. Je vous engage à venir me voir demain matin dès votre arrivée. Ne doutez pas, Monsieur, du plaisir que j'aurai à vous aider dans vos renseignements, c'est un *devoir que je croirai remplir*... Venez en voiture, vous serez moins fatigué; nous avons tout ce qu'il faut pour votre cheval, bonne écurie, bon foin, et pour vous, bonne mine d'hôte, le tout sans compliments... Nous vous attendons, et pensons que vous accepterez une invitation toute de cœur. Recevez, etc. Signé: Devalz père. »

Nous ne pouvions mieux nous acquitter de l'hospitalité antique que l'on trouve chez M. et madame Devalz, presque aussi âgée que son mari, qu'en citant une lettre qui peint si bien cette maison patriarcale. M. Devalz fils, ancien élève de l'École polytechnique, commandant d'artillerie en retraite, est l'un des rédacteurs du journal *l'Illustration militaire*.

PIÈCES TROUVÉES A SAINT-ÉMILION,
CASTILLON, ETC.

*Pièces tirées des Archives municipales
et Registres de Saint-Émilion.*

ARRÊTÉ DE TALLIEN DU 7 OCTOBRE 1793.

Le Représentant du Peuple, délégué par la Convention nationale dans les départements de Lot-et-Garonne, de la Gironde et autres circonvoisins,

Sur les réclamations qui nous ont été faites par le peu de bons citoyens qui se trouvent dans la commune de Saint-Émilion, en exécution du décret de la Convention nationale des 14, 23 août et 17 septembre derniers, avons arrêté les destitutions et remplacements suivants, etc. Sont nommés :

Lescure aîné, Maire ;

Coste jeune, notaire, Procureur de la commune ;

Coste-Costy, Caudelle, Nadal, G. Mondet, Officiers municipaux.

Le peu de bons citoyens.

Voici le commentaire de ces mots; nous le trouvons dans la LISTE DES GENS SUSPECTS *et susceptibles d'arrestation*, dressée officiellement à Saint-Émilion le 10 octobre 1793. C'est une pièce qui n'est pas seulement curieuse pour la localité, et qui peut donner une idée de l'esprit général du temps :

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER. — *Causes.* — Pour avoir manifesté à l'Assemblée primaire pour l'acceptation de l'acte constitutionnel, une opinion contraire et déclaré qu'il n'était pas versatile dans ses serments, qu'il avait juré l'acceptation de la

Constitution de 1791, qu'il ne voulait pas faire d'autre serment.

TAPAGE, *jeune vigneron, en compagnie de plusieurs autres.* — *Causes.* — Pour avoir dansé autour de l'arbre de la Liberté en criant : Vive le roy Louis XVII ! à bas la République ! et tenu d'autres propos contre-révolutionnaires.

LA CUISINIÈRE DE JOSEPH CARLE, DE CETTE VILLE. — *Causes.* — Pour avoir manifesté son désir que, lorsque le curé constitutionnel célèbre les offices, elle voudrait que la voûte de l'édifice s'écroula pour écraser les assistants aux offices.

BARRAU. — *Causes.* — Pour s'être déclaré moitié patriote, moitié aristocrate, etc., etc.

Du 15 octobre 1793. — Page 129 du Registre municipal.

Liste des volontaires qu'ils ont monté la garde chez le citoyen Guadet père depuis le 6 octobre au soir jusques au 13 au soir.

« Nous maire et officiers municipaux de Saint-Émilion et Saint-Martin réunis,

» Vu le Verbal de garde... qui constate une garde faite chez le Citoyen Guadet père, en vertu de l'arrêt du Représentant du Peuple Talien, la quelle garde a été effectuée depuis le 6 octobre, jusques et compris le treize à deux gardes, jour et nuit, lequel verbal sera annexé au Registre avec les présentes, avons taxé quarante sols par garde de jour et de nuit, lesquels sept jours s'élèvent à 28 livres au payement de laquelle somme le Citoyen Guadet sera contraint jusqu'au 16 du courant entre les mains du Citoyen Arrondeau qui en fera collecte et distribution des gardes, et ledit délai passé il sera procédé dans les formes prescrites par la Loy. »

Du 17 au 18 octobre, J. B. Troquart fut l'un des garnisaires de la maison Guadet.

Ainsi ce n'était pas assez pour M. Guadet père d'être captif dans sa maison et gardé à vue jour et nuit, il fallait encore qu'il payât le salaire de ses gardiens, et ce salaire était assez élevé : quatre livres par jour, somme considérable eu égard à la misère du temps.

Cet état de choses se prolongea jusqu'au 28 brumaire an II (18 novembre 1793).

28 octobre 1793. — Saint-Brice Guadet réclame un certificat de civisme pour son père, vu qu'il ne peut sortir à cause de son état d'arrestation.

2 novembre. — Délivrance à Guadet père du certificat demandé en son nom.

Même jour. — Les citoyens Coste, Nadal et Desportes, officiers municipaux, sont nommés commissaires aux fins de la vente des meubles et effets saisis au préjudice de *Élie Guadet*, mis hors la Loi, conformément aux affiches faites.

Le tout en exécution de l'arrêté du Citoyen Tallien, Représentant du peuple, du 6 octobre.

Le 28 brumaire (18 novembre), le Citoyen Nadal, Officier municipal, a Rapporté à la Commune, conjointement avec le Citoyen Coste jeune, qu'ils ont exposé au Citoyen Talien, Représentant du peuple, que Guadet père était dans l'impuissance absolue de payer la garde qu'il a chez lui ;

Qu'ils lui ont fait le tableau de ses revenus ;

Qu'en conséquence le C. Talien leur a dit qu'il avait affaire à un mauvais fils ; qu'il n'avait avec lui aucune correspondance, et que la municipalité pouvait lever sa garde.

Sur laquelle déclaration la municipalité a requis le commandant du bataillon de lever la garde (*sic*) dudit Gadet père, à la charge cependant par ce dernier de Demeurer à la surveillance de la Municipalité et sera invité de s'y rendre, pour lui faire part de ses obligations à cet égard.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

CASTILLON. — La pièce suivante, et les deux lettres de Garrau¹ au juge de paix Serezac, ont été trouvées par nous dans le greffe de la Justice de Paix de Castillon ; elles

¹ Garrau (A. P.), député suppléant de la Gironde à la Législative, membre de la Convention et des Cinq Cents, appartenait au parti montagnard. Est connu surtout par ses missions auprès des armées, à l'armée des Pyrénées-Occidentales, de l'Ouest, des Pyrénées-Orientales, d'Italie.

étaient totalement inconnues. Nous ne saurions trop remercier M. Lhoumeau, greffier, du concours qu'il a bien voulu nous prêter pour cette recherche et les autres investigations auxquelles nous avons dû nous livrer dans le pays.

I. *Au Citoyen*

*Serezac, Juge de Paix du canton de
Castillon,
A Belvès.*

St Magne, le 30 prairial, an II^e de la République
une et indivisible.

CITOYEN,

Vers le trois heures de l'après midi, on est venu à la Chambre commune de la municipalité, disant qu'il y avoit dans une pièce de froment à quelques distance du grand chemin, un pistolet à deux coups, quatre mouchoirs avec trois morceaux de pain, et qu'on avoit entendu tiré un coup de fusil ou pistolet *sans avoir vu le feu.*

De suite nous avons sorti de notre Séance ayant pris douze hommes de la garde nationale, et nous nous sommes transportés dans le lieu indiqué où nous avons trouvé :

1^o Un homme étendu au milieu d'une pièce de froment.

De plus nous avons parcouru la pièce de froment où nous avons trouvé le pistolet à deux coups, les quatre mouchoirs avec le pain tel qu'on nous avoit fait le narré, à cet effet nous vous Prions de vous rendre soudain la presente requête,

Tel que la nécessité l'exige; de plus nous nous sommes aperçus que ledit moribond a un couteau de chasse avec lui et deux pistolets à un coup chaque.

Et sommes avec fraternité,

BARREYRE, Officier municipal;

MONGET, Officier municipal;

P. BLANC, Agent national;

LAFFORGUE, S^{re} greffier.

(Greffes de la justice de paix de Castillon.)

II. *Adresse :*

*Au Citoyen Serezac,
Juge de Paix du canton de Castillon,
A Castillon.*

Ste-Foy le 1^{er} Messidor (*sic*).

LIBERTÉ,

ÉGALITÉ.

CITOYEN,

On vient de me dire que la personne dont il est question est un frère de Gadet. Des affaires indispensables m'obligeant d'aller à Bergerac aujourd'hui, je ne puis donc me rendre à Castillon. Cependant si ce qu'on me dit est faux, et qu'on ne puisse reconnaître ce personnage, faites-m'en part, et je ferai en sorte de m'y rendre avant qu'il soit inhumé. Dans tous les cas, je serai samedi à Castillon. Adieu.

Salut et fraternité.

Signé : GARRAU.

(*Greffe de la justice de paix de Castillon.*)

III. *Au Juge de Paix
De la Commune de Castillon.
A Castillon.
Le Rép^t du Peuple.
3 Messidor.*

LIBERTÉ,

ÉGALITÉ.

*Garran, Représentant du Peuple,
Au Juge de Paix de Castillon.*

L'arrivée dans cette commune du 5^e escadron du 12^e régiment d'hussards, la nécessité de pourvoir de suite à son habillement et équipement, et les préparatifs de mon voyage pour l'armée, m'empêchent de me rendre aujourd'hui à Castillon,

je n'y passerai que demain matin : c'est alors que j'aurai le plaisir de te voir et de visiter le personnage qui a été pris grièvement blessé à la tête. Par tous les rapports qu'on m'en a fait (*sic*), je pense que c'est Barbaroux.

Puissent ses pareils éprouver le même sort.

Adieu. Je t'embrasse.

Signé : GARBAU.

(*Greffe de la Justice de Paix de Castillon.*)

Libourne, le 30 prairial, l'an second de la République française, une et indivisible.

*Les Administrateurs du District de Libourne,
Aux Citoyens municipaux de la Commune de Saint-Magne¹.*

Nous venons d'être instruit que trois individus ayant été aperçus sur le territoire de votre Commune et suspectés que sur la proche de quelques citoyens pour les remarquer, un de ces trois s'était Brulé la cervelle d'un coup de pistolet et que les deux autres avait pris la fuite (six mots effacés), laissant sur le lieux où ils était, des armes et des munitions avec du pain et chacun un mouchoir, et comme cet homicide et cette fuite des deux autres nous fait presumer que c'était des conspirateurs mis hors la Loi, échapés de la commune d'Emilion, lamontagne où les traitres Guadet et Salles furent trouvés hier, nous vous requérons de prendre toutes les mesures possible et les plus actives pour faire arreter ces deux fuyards. Avertissez toutes les communes circonvoisines (trois mots effacés); faites veiller autour lesports public, metez tout en usage pour qu'ils soient arreétés et traduits ici sous bonne et sure garde, conservez tous les objets et papiers qu'il pourrait avoir sur eux ou laissé sur leur route, que rien ne chape a votre vigilence.

Conservez pareillem^t tous les objets et papier de celui qui s'est homicidé, assurez vous de son nom par les témoignages

¹ Cette pièce nous a été signalée par M. Aymen, maire de Castillon, membre du conseil général de la Gironde. Elle nous a été communiquée par M. le vicomte de Briolle.

des personnes qui le connaissent, faites tirer son signalement, faites-nous passer copie de tous les procès-verbaux qui seront dressés, et comme il pourrait y en avoir d'autre dans les environs, faites veiller pour les arrêter; et instruisez-nous de vos démarches, communiqué notre lettre au juge de paix. Energie et activité sont Des qualités qui distinguent les républicains.

Salut et fraternité.

HERICÉ^{ad}, DUBLAIX,
DESURELETANG P^e.

(Collection de M. le vicomte A. de Briolle.)

Libourne, le 4^{er} messidor, l'an II de la République française, une et indivisible.

*Le Comité de Surveillance du District de Libourne,
Au Comité Révolutionnaire de Bordeaux.*

FRÈRES ET AMIS,

Nous vous adressons le Citoyen Paris, ex-curé d'Émilien, que nous avons arrêté sur la réquisition des Commissaires chargés par Jullien, Agent du Comité de Salut Public, d'arrêter le traître Guadet et ses complices.

Vous trouverez ci-joint le Verbal de nos Commissaires avec les papiers qu'ils ont saisis dans la maison dudit Paris, qui consistent en sept pièces numérotées.

Les complices de Guadet ne sont pas encore tous arrêtés, il y en a un, qui a voulu se brûler la cervelle et qui s'est manqué, qui a été trouvé presque mort dans une pièce de seigle dans la plaine de Saint-Magne, près Castillon. Il a été porté dans la commune de Castillon et mis entre les mains des Officiers de Santé qui ne désespèrent point de son rétablissement.

Les uns croient que c'est Buzot, et les autres Barbaroux.

Les deux autres qui étaient avec lui ont pris la fuite et

errent dans les campagnes. Nous sommes à leur poursuite et nous espérons les avoir bientôt dans nos prisons.

Salut et fraternité.

Signé : LAFOSSE, B^{re} RABION fils,
 DESAGES, MOUQUET,
 BERTOT, DESCLOSE, S^{re}.

(Archives du département de la Gironde. — I. Correspondance de l'Administration départementale et du Comité de surveillance de Bordeaux.)

Le Club national de Bordeaux fait passer à la Convention la copie d'une adresse qu'il lui envoie.

« Le crime, dit-il, peut se dérober pendant quelque temps au glaive de la Loi; mais tôt ou tard elle l'atteint et le frappe.

» Telle a été la destinée des infâmes Guadet, Salles et Barbaroux.

» Les profondes carrières d'Émilion, à dix lieues de Bordeaux, dans lesquelles on ne peut pénétrer sans courir les plus grandes risques, receloient les scélérats; il paroît que par des souterrains ils se retiroient par intervalle dans la maison paternelle de Guadet. C'est là, c'est dans ces antres profonds que les patriotes bravant tous les dangers s'élancent; ils les y surprennent et les entraînent à Bordeaux, qui, ayant été témoin de leurs forfaits, l'a été aussi de leur supplice.

» On assure que Petion et Buzot étoient avec eux, et qu'ils se sont tapis dans un champ de blé. Les traîtres! ils n'échapperont pas aux habitants, qui ont déjà fait une battue générale. » (Société des Jacobins, séance du 18 messidor an II. — V. *Journal de la Montagne* du 20 messidor an II, n^o 72.)

PIÈCES DÉJÀ PUBLIÉES.

Lettre de J. Guadet à Louvet.

Dans la première édition de ses *Notices*, écrites avant le 9 Thermidor, Louvet paraît ignorer quel était le sort de Salle et de Guadet. Il suppose que Salle a été arrêté et a dû monter sur l'échafaud; que Guadet a péri volontairement dans les eaux de la Creuse. « Je n'ai pu, dit-il, rien apprendre de ce qui les touche. » Mais bientôt il se rectifie, et, dans la troisième édition, — nous ne connaissons pas la seconde, que nous n'avons pu trouver même à la Bibliothèque impériale, — il insère une note ainsi conçue (t. III, p. 48) :

Je ne le sais que trop maintenant : ce n'est pas sous les eaux de la Creuse qu'ils ont péri, mais dans Bordeaux même, dans cette ville que leur courage avait défendue, que leurs talents avaient illustrée. O cité malheureuse ! quand mettras-tu leurs statues où tu as vu leurs échafauds ?

J'ajoute ici une lettre du frère de mon cher Guadet.

Paris, ce 21 ventôse, troisième année républicaine.

Citoyen, vous m'avez demandé quelques détails sur les députés qui ont avec vous habité les grottes de Saint-Émilion. Je ne puis que bien imparfaitement satisfaire votre douloureuse impatience. J'étais loin de tous ces malheureux événements, à Saint-Domingue, où je combattais les ennemis de la République. Depuis mon retour en France, j'ai été passer quelques jours dans cette malheureuse contrée, où j'ai acquis la triste certitude que pas un d'eux n'est échappé aux poignards des assassins¹.

¹ Variante : *au fer*. Il est probable que les éditeurs subséquents auront substitué ce terme au mot *poignards*, qui est moins exact.

Mon frère et Salles furent trouvés, après plusieurs recherches, chez mon père. Ils furent saisis, amenés à Bordeaux, où ils ont péri avec toute ma famille.

Petion, Buzot et Barbaroux étaient cachés dans une maison. Les visites domiciliaires que l'on fit pour les découvrir les obligèrent de sortir de ce réduit affreux qui avait jusqu'alors conservé leur existence; l'obscurité les favorisa, ils eurent le bonheur d'échapper à trois mille espions. Ils gagnèrent ensemble les environs de Castillon, où ils furent poursuivis. Ils firent ensemble un frugal repas, qui fut le dernier. Barbaroux, croyant qu'il était désormais impossible d'échapper, voulut terminer sa vie : il se donna un coup de pistolet à la tête; la balle fut un peu détournée par les efforts que firent Petion et Buzot pour l'empêcher de se tuer.

Le coup le blessa grièvement et attira plusieurs personnes, qui le reconnurent et le transportèrent à Castillon.

Il fut traduit à Bordeaux, où il finit son existence.

Bientôt après Petion et Buzot, réduits aux dernières extrémités, se donnèrent la mort pour ne pas tomber vivants entre les mains des monstres avides de leur sang.

Tous ceux qui leur avaient donné asile à Saint-Émilion ont péri. On a même conduit au supplice tous ceux qui se trouvèrent chez mes parents au moment de leur arrestation. La citoyenne BOUQUET, *de laquelle vous parlez dans vos notices*, son mari, son malheureux père, tout a été sacrifié.

Les familles les plus estimables, celles qui s'enorgueillissent d'avoir fourni les premiers défenseurs à la République, sont celles de qui on ne retrouve plus que des cendres. Ils ont tué mes deux frères, dont l'un avait contribué à nos victoires dans l'armée du Rhin, et dont l'autre avait, par son éloquence, son énergie, sa sagesse, préparé, fondé la République, et qui, par ses vertus, devait l'affermir. Ils ont tué mon père et *ma mère*¹, âgés de soixante-dix ans, coupables d'avoir recueilli leur fils innocent, celui qui avait fait l'appui et qui aurait encore fait l'honneur de leur vieillesse. De toute mon infortunée famille, je reste seul !

Les Mémoires de Petion, Buzot et Barbaroux ont été portés à la Commission militaire, qui vraisemblablement aura pris

¹ C'est inexact, il fallait dire : *ma tante*.

des précautions pour que ceux-là ne voyent pas le jour.
Mais..... (*sic*).

Signé : GUADET,
Chef de bataillon au 16^e régiment¹.

On voit, par la réponse de Julien Guadet, que Louvet a dû lui demander ce qu'étaient devenus les Mémoires des Girondins, et nous savons déjà que cette recherche était une préoccupation constante de Louvet. (V. ci-dessus p. 493.)

Extraits de la Relation publiée par M. Dauban.

(*Mémoires de Buzot, Petion et Barbaroux.*
H. Plon, 1866, p. 499.)

La relation anonyme retrace de la manière suivante les derniers instants des Girondins à Saint-Émilion :

« Hélas ! ils ne les ont pas vus ces jours de gloire pour la Convention, ces jours de bonheur pour le peuple français ; Juillien, le plus féroce des agens du tirant, instruit par quelque dénonciateur secret (à la marge : Coste jeune, notaire, et Nadal, aubergiste, hommes féroces qui jouissent encore des

¹ « Julien Guadet était entré comme lieutenant dans le premier bataillon de la Gironde ; mais obligé par une maladie de se séparer de ses frères d'armes, il passa dans l'un des corps d'armée envoyés à Saint-Domingue en 1794 ; il revint en France avec le grade de lieutenant-colonel, chargé par le général Lavau, commandant de la colonie par intérim, de rendre compte de l'état de la colonie. » (*Mémoires de Buzot*, note de M. Jean Guadet, fils de celui dont il est ici question, p. 254.) On trouve dans les papiers du Comité de Salut Public, Archives de l'Empire, A.F. II. 423, les lettres écrites par Julien Guadet à sa famille. Elles furent interceptées, quoique les notes du Comité constatent qu'elles étaient *écrites dans les bons principes*. Elles renferment des détails intéressants sur l'incendie du Cap et les autres événements accomplis dans la colonie.

fruits de leurs forfaits) que ces Pères de la Patrie étoient à Saint-Émilion, envoya des membres des Comités de Bordeaux et de Sainte-Foix (*sic*) pour les prendre. Ceux-ci requirèrent en passants à Libourne un régiment dussard, deux régiments d'infanterie et un général. L'armée et le cortège arriva à Saint-Émilion la nuit du 1^{er} messidor. . . . Plus de vingt fois on étoit allé dans le cabinet andessus duquel étoit les députés reclus; la avec, le grenier, les appartements avoient été parcourus en vain; on étoit pret de sortir, lorsqu'un bouché de Sainte-Foix s'avisa de toiser le red de chausée et les grenier, et trouvant ceux cy moins long que le premier, dit qu'il falloit voir ce qu'il y avoit andesu du cabinet¹. En conséquence, on fit monter des ouvrier sur les combles de la maison avec ordre de la decouvrir à l'endroit indiqué. Quan ils virent qu'ils aloit etre pris, Guadet voulut se brûler la servelle, mais le pistolet fit fan-feu².

Bientôt ils feurent sèsis par trente scélérats qui les lièrent et les chargèrent de fer.

Le peuple, en les voyant, fut touché de leur sort.

Guadet³ voulut lui parler; le commandant de la force armée lui dit que s'il proféroit un seul mot, il alloit lui faire mettre un baillon. Ces menaces ne lui en imposèrent pas. Il revendiqua le respect dû aux Représentans du peuple, et comença l'histoire des causes de ses malheurs. On ne lui donna pas le temps d'achever. Ils furent menés tambour battant dans un cabaret, où on les enferma dans une chambre jusqu'à ce que les mesures de leur translation fussent prises, etc. Vers les deux heures de l'après-midi. . . arriva une voiture. . . On partit pour Libourne. . .

¹ La différence de hauteur entre les deux constructions est tellement apparente, qu'il n'était pas nécessaire de mesurer les planchers si la visite avait lieu en plein jour. S'il faisait encore nuit, Marcon a pu avoir besoin de recourir à un mesurage, mais il est difficile de croire qu'il en fut ainsi. La ville fut investie à quatre heures du matin; les perquisitions durèrent fort longtemps, et on était au mois de juin; le soleil était donc levé, et il était facile de voir la distance entre les deux toits.

² V. ci-dessus p. 130. Ce n'est pas Guadet, c'est Salle qui essaya par deux fois de se brûler la cervelle.

³ V. ci-dessus p. 131. Il est très-exact qu'un des représentants fut menacé du baillon, mais ce n'est pas Guadet, c'est Salle.

Petion, Buzot et Barbaroux furent témoins de la traduction de leurs collègues; ils en ressentirent tant de peine qu'ils se seroit à l'instant donné la mort, s'ils n'eussent crin de compromettre le C^{en} Troquard, chez qui ils étoit et dont le bas de la maison étoit plein de volontaires qui gardoit le cheval d'Oré attaché à la porte dudit Troquard depuis le matin jusqu'au soir.

A minuit ils quittèrent Saint-Émilien : Troquard les accompagna à quelque pas de la ville, les presa sur son cœur et leur fit ses dernier adieu. Ils avoit dans leurs poches du pain, du vin et des viandes froides.

Au poin du jour se trouvant dans la plaine de Castillon, ils se cachèrent dans un bois de pin; un enfant qui étoit sur un arbre les vit s'asseoir, boire et manger. Il vit ansy Barbaroux, après avoir embrassé ses deux compagnons d'infortune, sortir de sa poche un pistolet à deux coups et se le tirer dans la tette; l'enfant tomba de peur. Petion et Buzot, croyant que leur amy n'existoit plus, allèrent se mettre dans une pièce de bled très-fourrée et peu éloignée.

L'enfant revenu à lui courut prévenir ses parents de ce dont il venait d'être témoin. Ils allèrent en informer le Juge de Paix de Castillon, qui se transporta sur les lieu en compagnie d'un chirurgien. Barbaroux vivoit encore; on le fit porter à Castillon. On reconnut qui il étoit par les papier qu'on trouva sur lui; on dépêcha un courrier à Julien pour lui apprendre cette nouvelle.

Oré ariva le lendemain, il fit prendre le plus grand soin du malade, et lorsqu'il le crût anetat de pouvoir être transféré à Bordeaux, il le fit mettre dans un bateau, cette voiture étant plus douce que toutes autres,

Le Comité de Surveillance la tendoit sur le port.

Quand il parut, une foule immense sa sembla pour le voir; on le porta dans un hôtel.

Julien voulût l'interogé; il ne répondit pas, et il n'avoit garde. Les chirurgiens qu'on avoit appelé pour le pensé dirent qu'il étoit mort ou presque mort. Il étoit neuf heures du soir.

La Commission militaire s'assembla extraordinairement, déclara que le prévenu étoit le traître Barbaroux. Quoiqu'il n'y eût là personne qui le reconnût, elle le fit guillotiner de suite¹.

¹ Il est vrai que la Commission s'assembla extraordinairement au

« Oré, qui avoit resté à Castillon pour tûché de prandre Petion et Buzot, fut instruit qu'on avoit trouvé dans les bled deux hommes morts. Il acouru à l'endroit [où] qu'on lui avoit dit qu'il étoit. Malgré que les chiens ou les loups leur ensse mangé une partie du visage, il étoit encore si beau que quand il noroit pas en leur signalement, il n'eut peu douter que c'étoit eux. Il les fit donc couvrir d'un peu de terre, et vint à Saint-Émilion arrêter Troquard et le Curé constitutionnel de la Commune². »

lieu où était Barbaroux, et le condamna sur place parce qu'on ne pouvait le transporter.

Mais ceci ne se passa que le 7 messidor, et le 6, Barbaroux avait été interrogé. Il avait reconnu son identité. Il est donc inexact qu'il ait été guillotiné aussitôt après son arrivée et sans que personne eût pu le reconnaître.

L'auteur de la *Notice* ne pouvait savoir ce qui s'était passé à Bordeaux; aussi les détails qu'il donne sur cette phase de l'affaire ne pouvaient avoir l'exactitude de ceux qui se rapportent à Saint-Émilion; ce n'est pas Jullien qui a interrogé Barbaroux, c'est Plenaud. V. p. 491.

Barbaroux n'a pas gardé le silence; il a répondu avec beaucoup de précision, quoique le procès-verbal constate qu'il est en état de *démence*.

¹ L'arrestation de Troquart est du 4, même mois. (V. p. 141.)

Troquart fut donc arrêté quelques jours avant que les cadavres de Petion et de Buzot ne fussent trouvés dans le champ de Fompeyre. Si la même inexactitude existe pour le *Curé constitutionnel*, il faudrait en conclure que ce n'est pas lui qui est l'auteur de la Relation anonyme publiée par M. Dauban, car nul ne pouvait mieux savoir que lui à quelle époque il avait été arrêté; il ne pouvait commettre d'erreur sur un fait de cette nature, qui lui était tout personnel.

Récit de M. Granier de Cassagnac, d'après des documents recueillis par un membre de la Cour d'appel de Bordeaux.

Dans son ouvrage contre les Girondins, M. Granier de Cassagnac a publié une note sur la fin de Petion, Buzot et Barbaroux. (V. vol. I, p. 95.) Il dit :

« Nous devons à un magistrat attaché à la Cour de Bordeaux les détails suivants... Ces détails sont le résultat d'informations précises, recueillies sur les lieux mêmes, et dignes de toute confiance... »

Il suffit de jeter les yeux sur ce récit pour s'apercevoir que l'auteur ignorait le fond des événements dont il parle. Il suppose en effet que les Girondins, après avoir quitté le Calvados et le Finistère (qu'ils avaient essayé de soulever!), se réfugient à Saint-Émilion; que bientôt leur présence ayant été connue, ils se retirent à Castillon, d'où ils sont encore obligés de fuir, et que chassés de ce dernier asile, ils prennent la campagne et se divisent.

Petion et Buzot se donnent la mort dans une pièce de blé près de Saint-Magne, et leurs corps sont trouvés putréfiés. Barbaroux, plus jeune qu'eux, ne suivit point leur exemple, et plusieurs jours encore il erra dans les blés et les bois-taillis. M. Coste lui envoyait des vivres, etc...

L'auteur ne paraît connaître ni le séjour des Girondins à Saint-Émilion pendant près de huit mois, ni l'arrestation de Salle et de Guadet. Il fait partir les proscrits de Castillon; il suppose que Barbaroux survécut à Petion et à Buzot, etc... C'est exactement le contraire de la vérité; la réfutation d'erreurs aussi évidentes serait superflue : elle était déjà écrite dans les Mémoires de Louvet, ceux de Buzot, et les divers ouvrages de M. J. Guadet; elle résulte plus encore

des pièces authentiques que nous publions, et que l'auteur du récit suivi par M. Granier de Cassagnac déclare lui-même ne pas connaître. Nous préférons signaler dans les traditions locales qu'il a recueillies les points qui nous paraissent concorder avec nos propres recherches et les compléter. Ainsi l'auteur dit :

« On pense généralement qu'une troupe de jeunes gens ayant passé sur la grande route *avec un tambour*, quinze jours environ avant celui où l'on trouva les cadavres, le bruit qu'ils entendirent leur fit supposer qu'un corps de troupes était à leur recherche, ce qui hâta la détermination qu'ils avaient prise d'attenter à leurs jours. » (T. I, p. 96.)

Avec un tambour. Ce détail est le complément de la lettre lue par Jay à la Convention. (V. ci-dessus, p. 161-164.) « Avant-hier, plusieurs volontaires qui passaient près » d'une pièce de blé, à une demi-lieue de Castillon, enten- » dirent tirer un coup de pistolet et virent deux hommes » qui s'échappaient dans une pièce de bois de pins très- » fourré, etc. »

Autre détail :

Un jour enfin Barbaroux s'était assis sous un arbre et mangeait les provisions qu'il venait de recevoir. La faim l'avait empêché de prendre toutes les précautions que sa position exigeait; il n'avait pas achevé son repas, qu'un bruit qu'il entendit lui fit lever la tête, *et il vit un homme monté sur l'arbre qui le dominait; cet homme ramassait des feuilles pour le bétail.* Barbaroux se crut découvert, et aussitôt il se tira un coup de pistolet qui lui fit une légère blessure à la tête derrière l'oreille. Le témoin de cette scène attira par ses cris un grand nombre de personnes, et l'on transporta à Castillon Barbaroux, que la douleur avait fait évanouir.

Il est facile de reconnaître ici une partie de la scène racontée par la relation anonyme et Pierre Galineau. (V. ci-dessus, p. 749 et 722.)

« On déposa Barbaroux dans le local qui est aujourd'hui » encore l'hôtel de ville, dans l'appartement occupé actuellement par le concierge Guitard. . . »

M. Aymen, maire de Castillon, nous a montré cette pièce, qui est occupée maintenant par le secrétariat de la mairie.

J'ai causé avec un vieillard de Castillon qui se souvient d'avoir vu transporter Barbaroux sanglant dans l'hôtel de la mairie; il me parlait avec admiration de la beauté de ses traits et de sa haute stature.

Cette impression s'est conservée dans le pays, et on en trouvera la trace dans les déclarations que nous avons recueillies. (V. notamment p. 729.) Nous nous demandons ce que devient, en présence de ce témoignage, l'opinion de M. Granier de Cassagnac sur la beauté physique de Barbaroux? Il invoque (p. 95) un témoin qui l'affirme, et il cite (p. 237) un témoin qui la nie. Son vieillard de Castillon ne parle qu'avec admiration de la *haute* stature de Barbaroux. Son vieux Marseillais ne parle qu'avec mépris de la taille commune du prétendu Antinoüs et de sa stature, qui ne dépassait pas la moyenne. (V. ci-dessus, p. 392.) Ainsi Barbaroux est tout à la fois beau et laid, petit et grand.

M. Granier de Cassagnac s'inquiète fort peu de ces contradictions, parce qu'il sait très bien, quoiqu'en dise son titre, qu'il écrit un pamphlet contre la Révolution et non pas une histoire de la Gironde. Nous qui faisons non pas de la politique, mais seulement de la chronique, et qui n'avons d'autre but que de ramener la légende à la vérité, nous indiquerons les rectifications suivantes à faire dans la note citée par M. Granier de Cassagnac.

La note dit :

Le maire d'alors était M. Lawaich, homme d'une haute intelligence.

M. Lawaich n'était pas maire de Castillon : il l'avait été en 1782, mais en 1794, c'était un sieur Damade qui remplissait alors ces fonctions. Lawaich était juge de paix, nous ne savons de quel canton.

Il allait souvent visiter Barbaroux, et Barbaroux prenait beaucoup de plaisir à sa conversation. Douze jours s'écoulèrent ainsi.

« Pendant les quelques jours qu'il demeura à Castillon, il parlait souvent de sa mort prochaine, et ses appréhensions, qui avaient pour lui le caractère de la certitude, ne parurent pas lui inspirer le moindre sentiment de crainte. »

Barbaroux ne resta que trois jours à Castillon, et non douze ; sa présence s'y trouve constatée du 1^{er} messidor au 4 du même mois. (V. p. 134 et 135 ci-dessus.) Il est douteux qu'il pût soutenir une conversation : le coup tiré sous l'oreille droite avait porté dans la mâchoire, au dire de témoins oculaires ; il ne pouvait parler, puisqu'il se faisait comprendre par signes. (*Ibid.*) En arrivant à Bordeaux, son état était désespéré : on ne put lui faire subir qu'un interrogatoire très-court, et on crut même qu'il délirait. L'exécution fut précipitée, non pour abrégier son agonie, mais de crainte qu'il n'échappât par une mort naturelle *au glaive de la Loi*.

Quant à l'hypothèse du poison, nous l'avons déjà réfutée (p. 135 ci-dessus), et l'enquête que nous avons recueillie dépose tout entière contre cette erreur. La pièce suivante apporte une rectification encore plus péremptoire et plus précise, s'il est possible ; elle provient des papiers de M. Caille (V. ci-dessus p. 500), elle lui avait été adressée par un sieur Trémémont, homme d'affaires de madame Petion.

*Au citoyen Caille-Desfontaines, homme de loi,
rue des Pères, n° 1219, à Paris.*

« Paris, 28 pluviôse an VII (1799).

» Citoyen, je viens de faire un examen exact de tous les papiers, notes et renseignemens que la citoyenne Petion-Villeneuve m'a communiqués hier soir à cet effet ¹. Je vois que les Représentans du Peuple Petion-Villeneuve, Barbaroux et Buzot ont été cachés ensemble chez le c. Troquart, Baptiste, perruquier, à Saint-Émilion, depuis le 20 janvier 1794 jusqu'au 18 juin 1794 (30 prairial an II)... Alors prêts à tomber vivans entre les mains de leurs mortels ennemis, ils sortirent de leur retraite. Barbaroux se manqua d'un coup de pistolet et fut pris et décapité à Bordeaux... Petion et Buzot, enfoncés dans les bleds, *se tuèrent de chacun un coup de pistolet* dans la commune de Saint-Manne, canton de Castillon, proche Saint-Émilion et Bordeaux, district de Libourne, département de la Gironde.

» Le Procès-Verbal de reconnaissance des corps a été dressé, ou le jour même 18 juin 1794, ou très-peu de temps après, par le juge de paix du canton de Castillon, en présence des commissaires du gouvernement et de membres des autorités constituées.

» Tels sont les détails plus explicatifs et rectificatifs à ma note d'hier, que je crois devoir vous transmettre, citoyen, pour vous mettre plus à portée de rendre le service inappréciable que la citoyenne Petion-Villeneuve a réclamé de votre obligeance.

» Elle vous sera obligée de lui procurer : 1^o la copie authentique ou une expédition du PROCÈS-VERBAL de reconnaissance du corps;

» 2^o Et l'extrait de l'inhumation.

¹ Dans une première lettre, il disait : « Ma cliente et compatriote, la citoyenne Petion-Villeneuve, rue S^t Honoré, n^{os} 1424 et 253, même maison que le pharmacien Lunel. »

» Elle vous renouvelle l'expression de son attachement et de sa reconnaissance.

» Salut et civilité.

» TREMÉMONT, homme de loi,

» Rue des Fossés-Germain des Prés, n° 5. »

ARCHIVES DE LA FAMILLE GUADET.

Voici la correspondance que nous avons annoncée p. 675.

Lettres de madame Ginguené à madame Guadet.

Déjà, dans le cours de notre travail, nous avons rencontré madame Ginguené (p. 544 ci-dessus, à la note), et nous avons vu qu'elle était proche parente de Charles Duval. Mais si elle était unie par le sang avec le parti de la Montagne, elle n'en était pas moins, comme elle le dit elle-même, fidèle *Girondine*. Ses lettres retrouvées dans les papiers de Charles Duval nous avaient paru remarquables par le naturel et l'agrément du style. Sa correspondance avec madame Guadet a les mêmes caractères, le même mérite. Nulle prétention, un abandon sans négligence et des mots qui portent. Lady Morgan, qui avait connu madame Ginguené, l'a fort bien appréciée dans les lignes suivantes :

« Madame Ginguené, le modèle des femmes dévouées à leurs maris, est pleine de talents et de connoissances. Quoique simple dans sa personne et dans sa parure, et sans prétentions dans ses manières, du moment qu'elle entre en conversation, elle fait sur l'esprit une impression à laquelle on ne peut se méprendre. Une phrase, un mot quelquefois suffit pour la

faire apprécier. Il étoit pourtant impossible de reconnoître l'ambassadrice de France en Sardaigne dans la garde attentive et fatiguée d'un mari valétudinaire. » (*La France*, par lady Morgan, 1817, t. II, p. 276, 282.)

Cette ambassade a été l'occasion de critiques injustes contre madame Ginguéné.

On a cherché à la rendre ridicule en prétendant qu'elle avait paru à la cour de Sardaigne avec des bas de coton, à peu près comme Roland s'étoit montré aux Tuileries avec des souliers à cordons. On a ajouté que Ginguéné avait eu le mauvais goût de soutenir les prétentions de sa femme dans cette circonstance, et de demander son rappel plutôt que de céder aux exigences de l'étiquette piémontaise. (V. la *Biographie universelle*, v^o Ginguéné.)

Mais madame Ginguéné présente la chose tout différemment dans une lettre qu'on nous saura peut-être gré de transcrire, puisque cet incident a été élevé à la hauteur d'un fait historique :

« ... C'est le jour de Pâques que je suis présentée a Sa Majesté la Reine et a toute les princesse. Mais ce qui fait l'objet d'un scandale affreux et celui de toutes les conversations de la ville, c'est que mon mari a déclaré au maître des cérémonies (qui a pensé en mourir, c'est à la lettre,) et au ministre des relations extérieures que je ne serois pas *présenté en costume piémontais*, mais en costume français simple et décent. Il y a eu de grandes oppositions, mais il a dit et repété avec tant de fermeté que je n'avois aucune envie d'être présentée, que si la Reine desiroit que je le fusse, ce ne seroit pas en habit de Cour... Qu'il ne lui convenoit ni à lui ni à moi de porter d'autres habits que des habits françois. Enfin ils ont cédé. Cela paroît ridicule, cependant, ma bonne amie, ne croit pas que cela soit sans importance. »

Et elle peint la cour de Sardaigne remplie d'émigrés et de réfugiés fort hostiles à l'ambassadeur français et prêts à

l'accabler d'épigrammes, si la citoyenne Ginguené, femme du représentant d'une république, avait endossé la livrée royale.

Les lettres qu'on va lire sont signées NANCY; c'était le prénom de madame Ginguené, ainsi qu'on le voit par l'épithaphe que s'était faite son mari :

Celui dont la cendre est icy
Ne sût, dans le cours de sa vie,
Qu'aimer ses amis, sa patrie,
Les arts, l'étude et sa Nancy.

La citoyenne Ginguené à la citoyenne Guadet.

« 19 nivôse an III.

« Vous ressouvenez-vous encore, mon aimable amie, d'une femme qui vous a vue souvent dans vos malheurs, qui les a pleuré avec vous, qui auroit fait tout au monde pour vous éviter le dernier, le plus grand de tous ?

» Celle à qui vous écrivîtes pour la dernière fois au commencement de prairial et qui ne put vous répondre, la foudre grondoit alors sur sa tête. Un décret, celui du 22 de ce même mois ¹, la chassa de Paris avec une classe de gens que les tyrants trop tard connus avoient parqués comme des moutons pour les égorger en temps et lieux; elle se retira à trois lieues de [Paris], dans une humble retraite où elle et son mari ne faisoient d'autres vœux, après ceux que de bons citoyens font pour leur patrie, que d'y vivre ignoré et paisible. Sept jours après des hommes de figures atroces, armés de pied en cap, y vinrent chercher son mari pour le conduire dans une des trente bastilles élevées sous le règne de la liberté et y renfermer ses plus chauds amis. Il sembla qu'on

¹ L'épouvantable loi du 22 prairial an II (40 juin 1794), le *nec plus ultra* de la Terreur.

lui arracha la vie à cette cruelle séparation. C'est dans ce temps de douleur qu'elle apprit l'excès des vôtres. Combien elle s'en occupa ! qu'elle vous plaignit ! qu'elle désira dans ces moments être auprès de vous ! Qu'elle maudit dans son âme les brigands qui étoient allé découvrir dans sa retraite un citoyen qui aima et honora sa patrie, dont il fut un des plus chauds amis, et dont la mémoire restera honorée malgré le sort affreux qu'on lui a fait subir ! Que de larmes amères elle a répandues sur son sort, sur le vôtre ! que de vœux elle faisoit pour que la foudre écrasât des monstres qui avoient juré la mort à l'homme probe et honête, au meilleur citoyen ! Ce moment de vengeance est venu, mais trop tard pour vous et pour beaucoup d'autres. Ma chère Thérèse, servez-vous de votre courage ; il vous reste des gages intéressants de votre union avec le meilleur père et le meilleur mari qui ait existé ; conservez-vous pour eux, pour leur faire chérir la mémoire de leur père. Le Ciel a eu pitié de moi et m'a réunie à l'homme pour qui seul j'aimais la vie. Sa tête devoit tomber le 12 thermidore, le jour fatal étoit fixé¹. Depuis un mois

¹ Ginguéné fut en effet arrêté le 15 floréal an II. Voici son écou conservé sur les registres de Saint-Lazare. Archives de la Préfecture de police.

GINGUENÉ, *Pierre-Louis*, homme de lettres, quarante-six ans, entré à Saint-Lazare le 15 floréal an II. Mis en liberté le 22 thermidor suivant.

Natif de Rennes, département d'Isle-et-Vilaine, homme de lettres, demeurant rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83, section de la Montagne.

Taille de cinq pieds six pouces, cheveux et sourcils châains, front petit*, nez long, yeux gris, bouche petite, menton pointu, visage long et ovale.

Suspect : par mesure de sûreté générale.

Roucher et André Chénier étoient aussi à Saint-Lazare. On comprend donc que madame Ginguéné ait dit : « Plusieurs gens de lettres, ses amis, ses compagnons d'infortune, avoient péri... » Ce n'étoit que trop vrai, mais il est inexact que Ginguéné n'ait été arrêté qu'après le 22 prairial, car outre l'écrou qui est du 15 floréal, on lit dans la Correspondance de Roucher avec sa fille :

« P. S. Je viens d'embrasser tristement le citoyen *Ginguéné*. Il est notre

* On peut comparer le portrait de Ginguéné au physionotrace. Il se trouve à la Bibl. imp., Département des estampes, Collect. de l'hist. de France.

il n'existoit plus pour moi, toute communication ayant été interceptée, plusieurs gens de lettres de ses amis, ses compagnons d'infortune, avoient péri. Il attendoit avec une sorte d'impatience ce moment qui est le terme de tous nos maux. L'heureuse révolution du 9 arriva, elle nous a sauvés. Depuis l'horizon politique s'est éclairci, la justice n'est plus un vain mot. Hélas ! pourquoi ce jour est-il venu si tard ? Six semaines plus tôt, quelle différence pour vous !....

» Mais, mon amie, chassons ces idées funestes qui vous poursuivent sans doute beaucoup trop ; mon amitié doit chercher à vous consoler et non à vous les rappeler. Parlez de moi à Zilia, à Prospère : veut-il *toujours tuer* mon mari ? Baisé Lodoyska pour moi : ah ! cette pauvre petite, comme je me la rappelle ! Rappelé-moi au souvenir de vos nièces, de M^{de} Bouquet. Adieu, mon amie ! Donnémoi de vos nouvelles, et croyez à l'amitié sincère de NANCY GINGUENÉ. »

A la citoyenne Guadet, à Bordeaux.

« Primidi, ventôse.

« Je ne sais, mon aimable amie, si vous avez reçu une longue lettre de moi, partie dans le temps des grands froids¹. Je vous disois les raisons qui m'avoient empêché de vous écrire, de répondre à votre dernière lettre que je reçus en thermidore ; je vous instruisois de tout ce qui m'étoit arrivé. Depuis lors, vos malheurs m'ont arraché bien des larmes : je les avois appris dans ma retraite, et je maudis tous les

» compagnon d'infortune depuis quelques heures. Lettre CXXVI, du 15 floréal an II ; V. aussi Lettre CXXX, du 17 floréal... J'ai recours à la mémoire de M. Ginguéné, qui nous est arrivé depuis plusieurs jours et me vient voir quelquefois. » (Correspondance de Roucher, t. II, p. 150 et 175.)

¹ C'est la lettre précédente, qui est datée de *nivôse*.

jours l'infâme jeune homme qui est allé arracher de la sienne celui que vous aimiez ¹.

» Donnez-moi de vos nouvelles, j'en attends avec impatience. Un baiser à Zilia, à ma chère Lodoïska et à Prosper. Recevez tous les quatre mille souvenirs de mon mari et mille tendres amitiés de votre NANCY G.

» J'avois un ruban à faire netoyer à Zilia : il a été perdu dans ma fuite, je veux l'en dédomager ; dites-moi par quel moyen je puis le faire.

» M^{de} Tal... ² vous dit mille bonnes et douces choses. Nous allâmes hier ensemble voir Louvet et sa femme. Nous parlâmes bien de vous. Hélas ! que fais-je, que renouveler vos chagrins ? Il m'a rappelé toutes nos pertes ; il regrette ses malheureux amis.

» Si vous avez reçu ma longue lettre, vous avez mon adresse... ; si vous ne l'avez pas reçue, écrivez-moi par la C^{te} Tal... en donnant votre lettre à la C. Ducos.

» Parlez-moi de M^{me} Bouquet et de vos nièces. J'attends bien impatiemment de vos nouvelles. »

Lettre de la citoyenne Ginguéné à la citoyenne Guadet.

« 20 thermidore an III.

« Que je m'en veux, mon aimable amie, d'avoir tant tardé à vous écrire. Ne croyez jamais que je vous oublie. Je vous proteste qu'il est très-peu de jours où je ne songe

¹ Ces mots désignent Marc-Antoine Jullien.

² La suite de la correspondance démontre qu'il s'agit ici de madame Talma, la femme du célèbre tragédien. Talma était partisan déclaré des hommes de la Gironde. On sait qu'un jour, accueilli par les murmures injustes de la réaction thermidorienne, il adressa au public un petit discours qui se termine par ces mots : « ...Le règne de la Terreur m'a coûté bien des larmes, presque tous mes amis sont morts sur l'échafaud ! » La lettre de madame Ginguéné ci-dessous, p. 764, prouve que madame Talma partageait les opinions de son mari.

a vous. Vous vous retracez a moi dans toutes les positions ou je vous ai vues. Vous étiez si heureuse lorsque je vous ai connues!... Ah! les monstres qui ont détruit votre paisible existence en vous frappant dans ce que vous aviez de plus chers. Qu'ils soient à jamais maudits et en exécution a toute la nature. Que je vous ai plainte! que j'ai pleuré de vos pertes... de vos chagrins. Que je vous ai désirée auprès de moi. Votre dernière lettre m'accabla; je savais une partie des cruautés que vous aviez éprouvée; mais que j'étais loing de croire a toutes vos pertes. Ma chère petite Lodoyska! pourquoi aussi ne me la laissates-vous pas lors de votre départ? Je l'eusse élevée avec tendresse! tous les jours je lui aurois parlé de sa mere, de son infortuné pere; elle auroit chéri sa memoire, elle se seroit honorée d'être sa fille, elle vous eut aimée; je vous l'aurois rendue si vous l'aviez désiré; elle vivroit enfin, et je serois fière d'avoir conservé et élevé avec soin la fille d'une amie, d'un innocent proscrit et d'un vrai republicain. [*Insensée!*] que fais-je? j'augmente vos regrets, au lieu de chercher a les diminuer; mais vous savez que j'aimois cet enfant, qui sourioit toujours a mon approche. C'est du fond du cœur que je la regrette. Mais, ma chère Therese, parlons de ce qui vous reste, de Zilia, que son pere aimoit tant et qui lui ressemble. Elle sera aimante et bonne comme lui, elle vous consolera, vous aidera a supporter une existence qui vous seroit bien penible sans elle, sans Prosper. Vous retracerez a ce dernier les vertus de son pere; il voudra les imiter et être le digne fils du plus malheureux et du plus respectable des peres. Embrassés pour moi tendrement ces deux chers enfants et ditte-leurs que ce seroit aussi un grand plaisir pour moi de les voir. Mon mari est charmé que Prosper ne veuille plus le tuer; il se rappelle le jour ou cette fantaisie lui prit la première fois. Que vous étiez tous heureux alors! Ce bon et honête mari me charge de vous offrir son hommage et de vous dire tout l'intérêt que

vous lui inspiré. Il y aura un an à minuit qu'il m'est rendu ; il n'a échapé que de trois jours au plus affreux supplice. Il étoit sur la liste des premières charrettes qui devoient aller au tribunal l'onze thermidore. Le 9 arriva, heureusement pour moi, et beaucoup trop tard pour d'autres. C'est toujours avec un nouveau frémissement que je songe combien j'ai été près du plus grand malheurs.

» Je ne suis point étonnée de votre liaison avec M^{des} Fonfrede et Ducos¹, vos communs malheurs ont du vous rapprocher, et puis elles sont personnellement aimables et intéressantes. Parlez-leur de moi quelquefois, mon aimable amie ; je les ai pu rencontrer, mais personne, j'ose le dire, n'a pris une part plus sincère à leurs malheurs. Ces pauvres jeunes gens ! il me semblent les voir encore ! Quelle funeste année que 93 ! l'on voudroit oublier ce tems d'une tyrannie horrible où les brigands reignoient, et on ne le peut ; c'est le

¹ Nous donnons ici l'appréciation de Baudin (des Ardennes), qui va être mis en scène un peu plus bas, sur Ducos et Boyer-Fonfrède. C'est un tableau tracé par un pinceau délicat et peu connu. Nous le reproduisons comme sortant des éloges vulgaires dont les deux Girondins ont été l'objet, et comme les présentant sous un jour nouveau, du moins pour nous. (V. Discours à la Convention nationale prononcé le 10 vendémiaire an IV.)

« Ducos étonnait par sa facilité, qui tenait du prodige : c'était un don précieux de la nature, mais ce n'était pas de sa libéralité qu'il avait reçu la culture non moins étonnante qui le distinguait. Les langues anciennes et modernes, la littérature la plus variée, ornaient son esprit, enrichi d'auteurs de beaucoup de connaissances, auxquelles il avait encore ajouté par ses voyages. Son style était aussi formé qu'agréable, il s'en était fait un qui lui appartenait ; ce qui est bien plus rare, à vingt-six ans les principes de l'économie politique lui étaient familiers, et dans toutes les sciences de raisonnement, on trouvaît déjà chez lui, avec beaucoup de justesse d'esprit, la maturité de la réflexion. »

« BOYER-FONFRÈDE, son beau-frère et son ami, joignait à une grande pénétration un tact sûr pour connaître les hommes et juger les événements. Il saisissait avec une sagacité peu commune le moment de se présenter dans une discussion, avait l'art de la fixer et de s'en rendre maître, et souvent, au plus fort d'une lutte dont il était resté spectateur, il intervenait pour lui donner une direction qui ramenait tous les esprits au nouvel avis qu'il savait ouvrir à propos. »

sujet de toutes les conversations. Quoiqu'elle soit douloureuse, l'on y revient sans cesse.

» Le petit Julien (V. ci-dessus, p. 693 et aussi p. 687) est toujours en prison. Sa mere, qu'on dit être une méchante femme, viut il y a quelque tems trouver mon mari pour lui reprocher d'aggraver les maux de son fils en faisant voir une lettre quil a trouvée à la Commission. Cette lettre, adressée à *Payan*, chef sous les tyrans de ce qu'ils nommoient l'Instruction publique, lui annonçoit que *les scélérats de federalistes*, un tel et un tels, venoient, grâce a ses soins, d'être decouverts dans leurs tanières, et qu'aujourd'hui même justice en seroit faite. Cette lettre m'a donné une horreur telle de ce jeune homme que je craindrois de le rencontrer, et même sa mere; l'on dit son pere assez honête homme, quoique Montagnard. Des parents sont bien a plaindre d'avoir donné le jour a un Monstre aussi feroce. Il prétend que si l'on vous interrogeoit vous lui rendriez justice, et qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour adoucir les derniers moments de ces malheureux : pourquoi les livrois-tu, barbare ! Enfin sa mere a obtenu de la pitié de mon mari qu'il ne parleroit plus de cette lettre ; mais il reste toujours en prison, ou je désire qu'il fasse une longue pénitence.

» Êtes-vous rentrée dans votre fortune ? Faible dédommagement, mais c'étoit une justice, et je pense qu'on vous l'aura rendue. M^{de} Talma, que je ne vois pas aussi souvent que je le desirerois, car elle est aimable, et elle a été du très-petit nombre des femmes qui ont secouru leurs amis sous le raigne des proscriptions, m'a chargée de vous dire mille bonnes amitiés. Nous sommes toujours *fidèle Girondines*, et ne souffrons jamais qu'on parle mal d'aucuns de nos malheureux amis¹. Tout va assez bien, disons-nous

¹ V. sur Julie Talma les détails intéressants donnés dans les *Souvenirs d'une actrice* par madame Louise Fusil, née Fleury. Paris, Du-

quelquefois; mais tout iroit plus vite et mieux si une mort horrible ne nous avoit pas enlevé les talents les plus distingués de l'Assemblée. Que de gens font de bruits maintenant qui se sont tenus bien tranquille, qui n'ont été ni arrêté ni inquiété sous Marat et Robespierre, et qui même, au retour de la liberté, n'ont pas jetté une fleur sur la tombe de leurs collègue, dont ils sembloient partager les opinions. A vous dire vrai, je n'ai confiance que dans nos proscrits rentrés et dans les soixante-treize. Ces derniers manquèrent, au 31 mai, du vrai courage : il falloit qu'ils partissent tous; mais ils ont souffert pour la bonne cause, et ils meritent en cela l'intérêt et la confiances des patriotes. Tout le reste a été si lâche!...

» Mon mari a eu occasion de voir Jean de Brie : ils ont parlé de vous, mon aimable amie, et vous pouvez penser de quelle maniere. Il conserve bien cherement le portrait de votre ami¹. Hélas ! les gens qui arreterent mon mari nous l'enleverent avec des insultes pour lui et pour nous, dont on ne peut avoir d'idée. J'ai meprisé leurs sottises, mais j'ai

mont, 1844. « La société de Julie se composait en grande partie de ceux qu'on a depuis nommés les Girondins. Vergniaud, Louvet, Ducos, Roland, Condorcet, se rencontraient chez Julie. Elle eût été l'Aspasie de son siècle, si ce siècle eût ressemblé à celui de Périclès. Elle n'avait pas la beauté de cette femme célèbre, mais elle en possédait l'esprit et la grâce. » Julie (née Carreau) avait une fortune de quarante mille livres de rente; elle avait épousé Talma, entraînée de l'admiration à l'amour. Leur union ne fut cependant pas heureuse : ils divorcèrent, et elle mourut en 1805. L'auteur rend à Julie Talma le même témoignage que madame Ginguéné. « Une de ses qualités les plus précieuses, c'était son âme ardente pour ses amis. Elle s'exposait pour eux dans un temps où les vertus étaient des crimes. Combien de fois ne l'a-t-on pas vue, elle si indolente pour son propre compte, courir tout Paris pour servir des proscrits!... Souvent mal accueillie, elle ne se rebutait pas, et sa persévérance finissait par obtenir ce qu'elle avait sollicité. » (*Souvenirs d'une actrice*, t. 1^{er}, p. 27.)

¹ C'est-à-dire le portrait de Guadet. Il est probable qu'il y avait eu échange de leurs portraits, car le physionotrace de Jean Debry se trouve entre les mains de madame Lacombe-Guadet.

regretté ce petit médaillon, que j'avois tant pris soin de cacher; mais rien ne résistoit à leurs recherches.

» Les papiers publics vous apprendront, avec nos succès¹, l'épuration nouvelle de quatorze à quinze membres des ci-devants *Montagnards*. Lequinio, Massieu, Lefiot, du Pein, etc., tous noms célèbres dont je n'avois jamais ouï parler, excepté des deux premiers².

» Louvet conserve pour tous ses malheureux amis des souvenirs tendres, et il en parle dans toutes les occasions d'une manière touchante. Son *Mémoire* a été lu avec intérêt. Avez-vous lu ceux de Rioufe? Vous y aurez vu un petit extrait d'un passage de votre lettre du 24 pluviôse. (V. ci-dessus p. 620.) J'ai revu cet honête Saurine rendu à l'Assemblée avec bien du plaisir. Quelle bon et honête homme! M^{de} Condorcet, que je vis hier et qui me trouva à vous écrire, me pria de la rappeler à votre souvenir; elle est toujours belle malgré tous les chagrins quelle a éprouvés. Sa petite Élisabeth est aussi charmante.

» Voilà une longue lettre. J'avois encore mille choses à vous dire, mais l'heure du courrier me presse. Je n'ai plus le tems, mon aimable amie, que de vous embrasser de cœur et de vous assurer de ma tendre et sincère amitié. NANCY G. »

¹ Nos succès. Peut-être l'affaire de Quiberon, qui fut annoncée à la Convention par Tallien le 9 thermidor an III; le traité de paix avec l'Espagne, qui est du 44 du même mois; nos victoires dans les Antilles reconquises sur les Anglais (?).

² Après la journée du 4^{er} prairial, de nombreuses dénonciations avaient été portées contre les membres les plus compromis du parti montagnard. La Convention chargea son Comité de législation de lui présenter un rapport sur ces diverses dénonciations. Henri Larivière fut chargé du rapport. Le 21 thermidor, Lequinio, Lanot et Lefiot furent décrétés d'arrestation pour excès commis dans leurs missions. Le 22, ce fut le tour de Dupin, Bô, Piorry, Massieu, Chaudron-Rousseau, Laplanche, Fouché. V. *Moniteur*, t. XXV, édition Plon, p. 424 à 453. C'est ce que madame Ginguené appelle une épuration, suivant le langage alors usité. Sa lettre, en date au commencement du 20 thermidor, a dû être écrite en plusieurs jours, puisque Lequinio ne fut arrêté que le 21 et Dupin que le 22.

*Lettre de Pénrière à Lescure*¹.

« Paris, se 9 pluviôse, l'an III^e
République une et ind.

« J'ai lu avec tout l'intérêt possible ce que vous m'avez écrit sur ces malheureuses victimes de la tyrannie. Vous m'annoncez des papiers importants, je les recevrai comme des restes précieux de ces infortunés amis. Je ne cesserai de les révéler, et j'espère voir dans peu des Colonnes et des Bustes élevés à leur Mémoire et à leur Vertu. Faites, mon cher amy, toutes les recherches que vous pourrez pour me procurer tout ce qui peut intéresser les vrais amis de la patrie qui sont les leurs.

» Consolerez cette malheureuse nourrice de l'espoir de voir revivre son Époux dans la postérité.

» Si Elle est dans le Besoin, Ecrivez-nous-le, nos Bourses pures et républicaines lui seront toujours ouvertes.

» Donnez-moi quelques détails sur L'arrestation, La traduction et la Mort de ces illustres Martirs de la Liberté; faites-moi savoir s'il est très vrai que Buzot et Petion soient Morts; faites prier toutes les familles des infortunes de la Gironde de nous procurer des abrégés de l'histoire de ces immortels Républicains; tâchez de voir la famille de Gensonné, Ducos, Fonfrede, Guadet, Vergniau, Lacaze; invitez-les, au nom des amis de la Liberté et de la Justice, de nous fournir les renseignements précieux que nous Révélerons et publierons avec empressement. Dites de notre part à la malheureuse nourrice tout ce que peut inspirer à des cœurs sensibles (*sic*). Ma femme l'embrasse bien affectueusement, ainsi que son intéressante famille.

¹ Interrogatoire de Bouquoy :

D. Quels sont ceux des officiers municipaux qui sont le plus intimement liés avec Guadet père?

R. Le citoyen LESCUR, *son parent*, le voit quelquefois.

» Si Prosper vouloit venir avec Moy, je me ferois un grand plaisir de faire soigner ou de soigner moi-même sa première éducation.

» Mille choses respectueuses aux malheureuses V^{es} de Ducos, Fonfrede et Gensonné ¹. Je n'ai eu le plaisir de voir les deux premières qu'une seule fois dans le temps de la restation de Vergniau.

» Adieu, mon amy. Tout va bien, nous travaillons à redresser la statue de la Liberté.

» S. et a Mitié.

» PENIERE ². »

Lettre de la citoyenne Gorsas à la citoyenne Guadet.

« Paris, ce 43 ventose, l'an III^e

» CITOYENNE,

» Comme il est très-important que les principes qui guidoient votre époux et les autres victimes de la tyrannie qui a désolée notre patrie et qui l'a privée de ses plus zélés défenseurs soient connus du public, je reimprime en ce moment plusieurs des écrits lumineux de ces martyrs de la patrie.

» Sur le point d'imprimer la réponse de votre Époux à Robespierre ³, et sachant que vous résidez à Bordeaux, je

¹ « La profondeur caractérisait Gensonné; il avait le grand sens de Caton, il en avait aussi la vertu stoïque; il s'était résigné à périr, croyant sa mort nécessaire pour assouvir la rage de la tyrannie, et rien ne put ébranler sa résolution. On vint l'avertir que Guadet avait disparu. « Si le gendarme qui devait le garder, répondit-il, est jaloux d'être auprès d'un député de la Gironde, il peut rester ici, ma porte est ouverte, je ne suis point surveillé en ce moment, et cependant je ne sortirai point de chez moi. » (Baudin, des Ardennes, *ubi supra*.)

² Peniere était fort lettré et écrivait correctement l'orthographe. Cette lettre n'a donc été que dictée par lui. Il signait *J. A. Pénrière*.

³ RÉPONSE DE GUADET, Député de la Gironde, à Robespierre,

ne veux pas me permettre de les faire paroître sans vous en faire part et sans vous offrir le bénéfice auquel vous avez droit, si toutefois il y en a; mon intention n'étant autre que de justifier les collègues de mon mary, qui, comme lui, ont été victimes de leur dévouement à la cause sacrée de la liberté et de la justice, je me bornerai aux seules bénéfices légitimes de l'impression et compterai de tout autre vis-à-vis de vous ou de ceux qu'il vous plaira d'en charger, à moins que vous n'y renonciez et me permettiez par écrit de suivre cette opération à mes risques.

» Comme sûrement vous êtes à même de voir ou de connoître les héritiers du citoyens Vergniaux, je vous prie de leur faire part de ma lettre, parce que je suis sur le point de faire paroître sa réponse aux calomnies de Robespierre¹, ainsi que sa lettre à Barrère et à Lindet²; j'aurais désiré pouvoir y joindre un autre écrit qu'il a fait depuis son arrestation, mais je n'ai pu encore me le procurer; s'il étoit possible de me le faire passer, je me ferai un devoir d'y donner toute la publicité possible, et je compterai également du bénéfice envers eux s'ils l'exigent. J'attends de votre zèle la plus prompte réponse, et suis avec attachement

» Votre Concitoyenne,

» Veuve GORSAS.

» Mon adresse est rue Neuve des Petits-Champs, n° 74. »

Député de Paris, prononcée dans la séance du 12 avril 1793, de l'imprimerie d'ANT. GORSAS, rue Tiquetonne. La veuve de Gorsas ne faisait donc que réimprimer la Réponse de Guadet, qui était d'abord sortie des presses de son mari.

¹ Réponse de Vergniaud à Robespierre, séance de la Convention du 10 avril 1793, un des plus magnifiques morceaux d'éloquence dont puisse s'honorer la tribune française. (V. *infra* p. 777, l'appréciation de Baudin (des Ardennes) sur ce discours.)

² Vergniaud, député du département de la Gironde, à Barrère et à Robert Lindet, membres du Comité de Salut Public de la Convention nationale. Paris, ce 28 juin 1795, l'an second de la République française. A Paris, de l'impr. de Robert, rue des Boucheries, brochure de six pages in-8°. (Bibl. imp., Lb⁴¹ 714.)

Lettre de Bosc à la citoyenne Guadet.

« Paris, 25 pluviôse an III (43 février 1795).

» Elles ont été déçues, trop malheureuse amie, les espérances que nous formions la dernière fois que je vous ai vue ! Vous avez perdu ce que vous aviez de plus cher !... Recevez mes hommages, femme estimable, veuve infortunée d'un des plus grands hommes dont la France s'honore. Rappelez-vous de celui qui ne vous a connue qu'à l'heure de la tyrannie, mais qui a su vous apprécier, qui n'oubliera jamais et votre sensibilité et votre courage.

» J'ai pleuré sur vous, j'ai pleuré sur la perte que la patrie a faite, je pleure encore et vos maux particuliers et les maux publics. Je me trouve à même de sentir votre triste position, car je me trouve avoir survécu à presque tous nos amis, aux hommes éclairés et vertueux avec qui je me plaisais à entretenir de douces liaisons. Sans doute vos peines sont plus cuisantes que les miennes, elles ont pour objet des êtres dont ce cœur ne faisoit qu'un avec le vôtre, mais ma situation n'en est pas moins cruelle, ma vie entière comme la vôtre se ressentira des coups de la tyrannie.

» J'imagine que vous retrouvez actuellement dans vos concitoyens les consolations dues à la vertu malheureuse, et que vous trouvez toujours dans vos enfants, dans ces trois fruits de vos amours pour lesquels il est si intéressant que vous vous conserviez, les moyens d'alimenter votre cœur, et par là de soutenir votre santé. Bientôt sans doute l'opinion publique, qui s'améliore si rapidement, se prononcera généralement en faveur de nos infortunés amis, et quelque froide que soit cette consolation pour une épouse privée de l'objet de son amour, elle n'est pas à négliger.

» J'ai eu quelquefois de vos nouvelles par l'intermédiaire de Labrousche. Depuis longtemps je désire en avoir de

directes. Un grand nombre de nos amis et amies, victimes comme vous des événements, se demandent de vos nouvelles sans pouvoir se satisfaire. Je me suis chargé de provoquer une lettre collective de votre part. Je vous prie donc, chère et malheureuse amie, de me donner quelques détails sur votre situation actuelle, de me parler de vos enfants, de votre garçon surtout, qui annonce si visiblement sur son visage qu'il se rendra digne de son père, si son éducation ne contrarie pas la nature, et qu'il pourroit devenir son vengeur si la justice nationale lui laissoit ce devoir. Je vous en prie particulièrement au nom de Louvet, que j'ai vu verser des larmes sincères sur le sort de votre sœur Dubousquet (au lieu de Bouquey), sa courageuse bienfaitrice, au nom de la femme de Petion, etc...

» Adieu, triste objet de mon éternel attachement, recevez mes embrassements et communiquez-les à vos chers et malheureux enfants.

» Bosc,

» Rue des Prouvaires; au magasin de bougie. »

Lettre de Bosc à la citoyenne Guadet.

« Paris, 27 prairial an III (15 juin 1795).

» Je vous envoie, respectable et malheureuse amie, la suite des Mémoires de la citoyenne Roland¹. Je souhaite que la peinture de sa jeunesse studieuse vous fasse oublier un instant vos chagrins. Vous plaindrez sans doute mon

¹ C'est la troisième partie de *l'Appel à l'impartiale postérité*; elle porte le sous-titre de Mémoires particuliers, et traite en effet des premières années de madame Roland. (V. p. 3. Gatiien Philipon, mon père, étoit graveur de profession, etc., à la p. 34.) Elle fut publiée par Bosc le 4 floréal an III; la quatrième partie parut en prairial suivant. C'est alors probablement que Bosc envoya ces deux dernières parties à madame Guadet.

cœur de la perte qu'il a faite en voyant combien nous nous aimions, et votre haine pour les brigands qui ont causé vos peines et les miennes s'accroîtra s'il est possible.

» Je pars sous peu avec ma pupile pour la mettre en possession des biens de son père aux environs de Lyon¹. Je ne reviendrai probablement pas avant la récolte. Je vous prie cependant de me donner de vos nouvelles, de celles de votre intéressante famille. On me fera passer votre lettre. Il me sera toujours doux de recevoir les expressions de votre bon souvenir. Je n'oublierai jamais les moments où j'ai pleuré avec vous, et je ne pense pas une fois à vos vertus domestiques et à votre sensibilité touchante sans ressentir des larmes se présenter à ma paupière.

» Je vous embrasse. J'embrasse vos enfants et vous souhaite autant de bonheur que vous en pouvez goûter dans votre situation.

» Bosc. »

Bosc à la citoyenne Guadet.

« Bordeaux, 2 frimaire an VI.

« Il m'est très-pénible, estimable citoyenne, de me trouver à Bordeaux et de perdre l'espoir de vous embrasser. J'ai calculé mon temps et pris des renseignements sur ces moyens de vous aller renouveler les assurances de mon attachement depuis que la C^{ne} Gensonné m'a annoncé ce retard de votre arrivée, mais il n'en est rien résulté de satisfaisant pour mon cœur. Je pars après-demain pour Paris, où la nécessité de rendre des comptes politiques au gouvernement me rappellent plus promptement que je ne

¹ On trouve dans les Archives départementales de Seine-et-Oise, à la date du 24 frimaire an IV, un arrêté, rendu sur la Réclamation du C. Bosc, tuteur de la citoyenne Roland, fille de l'ex-ministre, relatif à une restitution à faire à ladite mineure.

l'aurois désiré. Je me vois donc réduit à penser à vous, à vos enfants et d'en parler (*sic*) à la C^{ne} Gensonné, et de faire des vœux pour que les circonstances me servent une autre fois plus favorablement. J'espère actuellement que vous voudrez bien me donner la préférence du soutien de vos intérêts à Paris si ces circonstances m'y fixent et m'y donnent quelques moyens de vous y être utile. La citoyenne Gensonné vous mettra au courant des causes qui m'ont chassé d'Amérique, et de celles qui ne me permettent pas de prolonger mon séjour ici au gré de mes désirs. Il seroit trop long de vous les détailler en ce moment.

» Je vous embrasse, j'embrasse Zelia et Prosper, et je vous renouvelle toutes les assurances de mon tendre attachement.

» Bosc.

» Je vous ai écrit une fois de Charleston, et on me dit que ma lettre n'est pas parvenue. Dans cette lettre il étoit question du C^a Menault, que je voulois rendre participant des plantes dont j'envoyois les grains au Jardin botanique. Je vous prie de me rappeler à son souvenir et de lui dire qu'il pourra toujours en réclamer, puisque je viens d'apprendre qu'il n'y a eu rien de semé l'année dernière ¹. »

La citoyenne Petion² à la citoyenne Guadet.

« Ma cher Dame,

» Je suis on ne peut plus sensible à votre souvenir j'ai

¹ Ces rapports affectueux avec M. de Meynot prouvent péremptoirement que ce n'étoit pas lui que Louvet avoit en vue lorsqu'il dénonçoit comme un lâche le personnage inconnu qui força madame Bouquey à congédier les Girondins réfugiés chez elle. En effet, Bosc étoit très-lié avec Louvet, ainsi que le démontre la lettre ci-dessus. Il auroit su par lui que M. de Meynot étoit le coupable, et il ne l'aurait pas traité en ami. Madame Guadet, à plus forte raison, auroit éprouvé la même répulsion.

² Au dix-huitième siècle, les femmes ne se piquaient pas de mettre

bien desfoi pris la plume pour vous écrire mais lorsque le courage ma manqué je n'avois a vous entretenir que de chose ci triste et cregnois de vous les rappeler. Cependant j'éprouve quil est des momans ou il fait plesire de sen entretenir. Bosque avant son départ pour les Elast Unie¹ ma donné de vos nouvelle et ma dit avoir vu le Citoyen tro-card celui qui a rendu de ci grand service a mon mary. Il me depaind le besoin dans ils a trouve je lui ai ecrit il y a 4 mois et nan ait recut aucune reponce. Je lui marquois que j'esperois que mes moyens me mettres a meme de pouvoir reconnoitre le grand cervice qui a rendue à mon mary. du momant ou nous pourond toucher notre pancion, je ma quiteré de cette dette sacré.

» Bosque me marquè qu'il existé en treles mains du citoyen Trocard des mainescriit informe de mon mary.

» Un autre qui parois corecte entre les mains du citoyen Mennot commissaire du Directoire près la municipalité de Bordeaux.

» Je vous aurois une grande obligation ci vous pouvié me réunir ces diferland manuscrit. Celui qui est entre les mains du Cⁿ Mennot a pour titre *La Republique peut-elle ce soutenir en France*². il parois que Bosque la lue, ils me

l'orthographe. *Hyppolite* Clairon, qui, tout en visant au bel esprit, n'écrivait même pas son prénom correctement, a dit : « Qui sait sa langue sait l'orthographe. Je sais qu'on fait grâce aux femmes de leur ignorance sur ce point. » (*Mémoires d'Hyppolite (sic) Clairon*, p. 344.) Madame Petion avait une orthographe plus barbare encore que celle de son mari; ce n'en était pas moins une femme d'un esprit ferme et droit. Son attitude dans les interrogatoires qu'on lui fit subir lui valut l'honneur d'être comparée à Charlotte de Corday par Guffroy. « Il n'est pas jusqu'à la femme de Petion qui ne joue l'insolence quand » on l'interroge; elle a presque le ton de la Corday. Quelle vertu. » grand Dieu! que celle qui assassine les patriotes. » (*Le Franck en vedette*, de Rougyff, n^o 9.)

¹ Le départ de Bosc pour les États-Unis se place en thermidor an IV. Cette indication peut donc servir à donner une date approximative à la lettre de madame Petion. (V. ci-dessus, p. 496, note 4.)

² Voici un ouvrage de Petion qui était inconnu jusqu'ici. Il pourrait être entre les mains des héritiers de M. de Meynot.

fait leloge de cette ouvrage. ils me dit encore avoir recueilli beaucoup de fais de Trocard¹, sans man donner aucun detaille. Ci jausois vous prie vous qui ete sur les lieu, Madame de ma prandre definitivement mon sort il est encore des momant ou on me donne des esperance et que je ne put me donner les detaille que par la voie publique.

» Je desirerois que Trocard mit par ecrit tout ce quil cait sur cet affreux eveneman, et surtout cils a parut lors du proces verballe qui a été fair lorsque lon a trouvé les 2 corps dans les blé, cils a reconnu vetemant et figure. je vous avoue que ci mes moyens mavoit permis je naurois pu ressister a faire ce voiage afin de me procurer tout les renseignements car on finy toujours par vouloir savoir tous les detaille de cest malleur. donné moy de vos nouvelle Madame vous ne saurier croire le plaisir quel me ferond.

» Je suis en attendant

» Votre Consitoyene

» V^e PETION.

» Mon adresse rue Honnoré à pres le passage S^t-Roc
n^o 1454. »

¹ Bosc s'était adressé à Troquart pour avoir des renseignements sur les derniers moments des Girondins. Il pensait donc très-certainement à une publication, soit pour Louvet, soit pour lui-même. Ceci devait rentrer dans le plan formé par Louvet et la veuve de Gorsas de recueillir tout ce qui se rattachait à la mémoire des Girondins. Bosc, qui publiait les écrits de madame Roland, était leur associé naturel. Il est à regretter que les notes qu'il avait prises sur place auprès de Troquart, à une époque très-voisine des événements, n'aient pas été conservées.

Baudin (des Ardennes) à la Citoyenne Guadet,

« Paris, le 20 frimaire, l'an IV de la
République (11 déc. 1795).

« Citoyenne,

» Si j'avois sù votre adresse, vous auriez reçu directement de ma part un exemplaire que je vous devois à tant de titres et dont je vous aurois fait hommage. Si vous y trouvés l'accent de l'admiration du regret et de la douleur personne n'en est plus vivement pénétré que moi. C'étoit un déchirement pour mon cœur que de me trouver appelé à prononcer l'éloge de ceux devant qui j'avois appris à me taire et de rompre pour parler d'eux un silence que j'aurois voulu garder toujours en les écoutant. Entre beaucoup de qualités qui distinguoient mon estimable Colleague, ses amis citoient avec complaisance ses vertus domestiques et en particulier son attachement pour vous qui aviez tant de droits à son cœur. Croiés, Citoyenne, que tous ceux à qui sa mémoire est chère partagent les sentiments qu'il leur avait inspirés pour vous, et respectent en vous l'objet de la tendresse la plus fidèle et la mieux méritée. Agréez, Citoyenne, l'assurance de mon dévouement respectueux.

» P. C. L. BAUDIN (des Ardennes). »

Pierre-Charles-Louis Baudin, né à Sedan le 18 octobre 1748, de A. A. Baudin, lieutenant général du bailliage de Sedan, et de Ch^{te} L. de Lafenille, mort à Paris le 24 vendémiaire an VIII. Membre de l'Assemblée législative, de la Convention et des Anciens. Membre aussi de l'Institut.

Il présidait la Convention le 11 vendémiaire an IV (3 octobre 1795), lors de la fête célébrée en l'honneur des Représentants du peuple morts victimes de la proscription. (V. ci-dessous, p. 796.) Il prononça dans cette circonstance

un discours dont l'Assemblée ordonna l'impression. C'est évidemment à cette publication que Baudin fait allusion dans sa lettre à madame Guadet.

On y trouve en effet de nombreux et remarquables passages en l'honneur des Girondins, et un portrait de Guadet délicatement tracé.

« Rappellerai-je ici les combats qu'avait livrés pour elle (la liberté) ce Guadet, dont la dialectique était si nerveuse, l'organe si parfait, le débit si naturel. La nature lui avait prodigué toutes les qualités nécessaires pour parler en public. Mais c'étaient là ses moindres avantages. Une âme forte et brûlante, pénétrée des grands principes de la Liberté et passionnée pour elle, imprimait à tous ses discours cette marche rapide et sûre à laquelle l'auditeur essaie en vain de résister. (P. 13.) » On comprend que madame Guadet ait tenu à posséder ce discours dans lequel la mémoire de son mari était si dignement appréciée.

P. 15. — Le portrait de Vergniaud n'est pas moins remarquable. « Puis-je me taire sur cet auteur incomparable, ce Vergniaux si modeste, si simple, si parfaitement étranger à toute intrigue, dont il ignoroit les routes tortueuses, et si ravissant lorsqu'il se faisoit entendre? L'ordre lumineux des idées, le choix heureux et la facilité de l'expression, la teinte de sentiment qui se mêloit à ses discours, son geste, sa déclamation, tout le rendait entraînant, et jamais la définition de Cicéron ne fut mieux applicable qu'à lui, *c'était vraiment l'homme de bien habile dans l'art de parler*. Je me borne à vous citer cette célèbre réplique dans laquelle son talent parut au plus haut degré, et dont le sujet n'est que trop analogue à la cérémonie qui nous rassemble. »

« Robespierre, dans un discours écrit et préparé mais qui n'était pas annoncé, attaque Brissot, Guadet, Gensonné et

Vergniaux. Jamais rien de plus amer et pourtant de plus froid ne fut entendu dans cette enceinte. »

« Tous ceux contre lesquels était dirigée cette diatribe dégoûtante réclament le droit d'y répliquer à loisir. Vergniaux seul succède immédiatement à son dénonciateur, réduit à huit chefs distincts et précis une accusation délayée dans une longue déclamation, les discute successivement sans les confondre jamais, répond victorieusement à tout, sans employer ni sarcasme ni récrimination, sans se permettre de verser sur un orateur si méprisable l'horreur qu'il méritait, et il obtient le silence de l'admiration, non pas seulement de tous ses collègues, mais aussi d'un auditoire évidemment dévoué à son détracteur. »

Bosc à madame Guadet.

« Paris, 21 pluviôse an XI.

« Je vous envoie, ma bonne amie, la lettre que vous me demandez, et je souhaite plus que je n'espère qu'elle concoure à satisfaire vos vûes. Je dis plus que je n'espère, quoique je suppose Cuvier disposé en votre faveur, parce que le Gouvernement a pour système d'éloigner les enfants de leur famille, et que vous ne voudrez pas sans doute que votre seul fils s'éloigne de vous. Je tire cette conséquence de ce qu'a dit Bonaparte même, lorsqu'on lui proposoit, il y a huit à dix jours, de transférer à Marseille le petit Barbaroux, qui est ici au Pritanée. N'ébruitez pas cependant ce fait, afin que les commissaires n'en tirent pas de conséquences contraires à vos vues. Je vous le fais connoître uniquement pour vous prémunir contre cet événement, s'il doit avoir lieu, pour que vous fassiez d'avance vos dispositions en conséquence, etc...¹

» *Signé* : BOSC. »

¹ Napoléon, qui se montra si hostile aux Montagnards restés répu-

Notons le grand nom de George Cuvier, qui vient ici se mêler favorablement aux Souvenirs des Girondins.

On a vu ci-dessus, p. 774, à la note, que Guffroy reprochait à madame Petion d'avoir montré l'insolence de Charlotte de Corday dans l'interrogatoire qu'elle subit devant le Comité de Sûreté générale. M. Lot, des Archives de l'Empire, a trouvé et nous communique cet interrogatoire. C'est une pièce fort intéressante et que nous nous empressons de transcrire ici; elle montre quelle fut la fermeté, l'intrépidité même de madame Petion. Elle ose dire qu'à Caen l'opinion générale avait été favorable à Charlotte de Corday, et quand on lui demande compte de son opinion personnelle, elle répond que cette opinion lui appartient et qu'elle n'est pas obligée d'en faire part.

On est stupéfait d'entendre un pareil langage, tenu le 4 août 1793 par madame Petion, dont la mère, madame Lefebvre, monta sur l'échafaud, le 24 septembre suivant, pour un propos bien moins grave.

L'étonnement de Guffroy se comprend donc; mais comment était-il lui-même si bien informé? Sans doute par le Comité de Sûreté générale dont il faisait partie.

blicains, à ce qu'on a appelé la queue de Robespierre, était au contraire favorable aux débris de la Gironde. Mais on voit à quelles conditions, c'est que les enfants fussent élevés loin de leurs familles, sans doute pour les soustraire à l'influence de l'éducation domestique, au culte d'une autre foi politique; cependant on n'était qu'en l'an XI (1801)! Il n'était encore que Consul! et déjà des idées dynastiques apparaissent dans ses préoccupations.

CONVENTION NATIONALE.

COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE ET DE SURVEILLANCE
DE LA CONVENTION NATIONALE.

Interrogatoire de la citoyenne Lefevre, F^e PETION, du quatre aoust 1793, l'an second de la République française, une et indivisible.

D. A quelle époque étiez-vous à Caen et combien de jours y avez-vous resté ?

R. Quatre à cinq jours, et je mi étois rendue le 26 ou le 24.

D. Pendant votre séjour à Caen, avez-vous eu occasion de voir la fille Corday ?

R. Non.

D. Avez-vous entendu parler à Caen du crime de cette fille ?

R. Oui.

D. Quelle étoit l'opinion générale, à Caen, de ce crime ?

R. A cette époque on en étoit assez content.

D. Dites-nous le nom des personnes qui vous ont paru contentes de ce crime, et avez-vous vous-même partagé cette admiration ?

R. Je ne connois pas le nom des personnes. Cette opinion étoit générale ; quand à la mienne, elle m'appartient, et je ne suis pas obligée d'en faire part.

D. Lorsque l'assassinat de Marat a été appris à Caen, les députés fugitifs y étoient-ils encore ?

R. Je n'en sais rien.

D. Savez-vous si la lettre écrite à Barbaroux par la fille Corday lui a été remise ?

R. Je l'ignore.

D. A-t-on parlé de cette lettre pendant votre séjour à Caen ?

R. Je l'ignore.

D. Avez-vous eu quelque connoissance des relations qu'avoit eues la fille Corday avec les députés fugitifs, et notamment avec votre mary avant son départ de Caen ?

R. Non.

D. Je vous observe que si vous étiez à Caen lorsqu'on a pu y apprendre l'assassinat de Marat, vous avez dû vous y trouver avec votre mary et les autres députés fugitifs; quel motif peut vous porter à nous le déguiser ?

R. Je n'en aurois aucun si cela étoit.

D. Chez qui avez-vous habité à Caen pendant votre séjour ?

R. Dans un hôtel garni, hôtel d'Angleterre, rue Saint-Jean, d'après le témoignage de l'enfant âgé de dix ans.

D. Quelles sont les personnes que vous avez vues pendant votre séjour à Évreux ?

R. J'ai vu madame Vallé et j'ai trouvé madame Barbaroux.

D. N'avez-vous pas vu la femme d'autres députés ?

R. Non.

D. Quelles sont les personnes que vous avez vu à Caen ?

R. Personne.

D. Avant le départ de votre mary, aviez-vous quelque connoissance des projets de Sicion (*sic*) qu'il méditoit contre la majorité de la Convention ?

R. Non.

D. Quelles sont les personnes que vous voyez le plus habituellement à Paris ?

R. Presque tous les proscrits, attendu que comme femme je recevois les personnes qui venoit voir mon mary.

D. Les proscrits dont vous me parlez ne se réunissoient-ils pas certains jours de la semaine et quelquefois chez vous ?

R. J'ignore quel étoit leur motif. Ils se sont trouvés plusieurs fois réunis ; mais je n'étois pas admise dans leurs conférences. . . .

Fait à ce Comité, et a signé en approuvant les réponses.

Signé : LEFEBVRE, femme Petion.

(Archives de l'Empire, AA 149. 6.)

ÉPILOGUE.

Le champ des Émigrés était le but principal et marquait le terme de notre voyage. Toutefois, nous avions encore à toucher Libourne et Bordeaux.

C'est à Libourne qu'ont été organisées les mesures préparatoires qui ont préludé à la capture des Girondins; c'est là que Laye et Oré, commissaires nommés par Jullien, Lagarde, agent national du district, et l'adjudant général Mergier s'étaient concertés, du 24 au 29 prairial, pour faire *une battue* générale dans la commune et ville d'Émilion-la-Montagne, et pour que cette battue fût une chasse dans toute la vérité de l'expression¹, on avait mandé Marcon avec sa meute, appuyée des douze ardents patriotes de Sainte-Foy. Il y avait donc à espérer qu'on pourrait trouver au centre de l'action des correspondances ou d'autres pièces adressées à Libourne comme chef-lieu du District. Nous recherchions notamment le rapport de Laffargue (V. p. 148), le procès-verbal de levée du corps de Barbaroux, celui des médecins chargés de le visiter, etc...; notre espoir a été déçu: les archives de la Sous-préfecture ne possèdent plus rien, tout a dû être envoyé à Bordeaux; le greffe du Tribunal n'est pas plus riche. Seulement, au greffe de la Justice de paix, nous avons trouvé toutes les pièces originales dont les copies avaient été transmises au Comité de Salut public et que nous avons reproduites ci-dessus (p. 128 à 161); c'est

¹ Dans les départements voisins de la Vendée et dans plusieurs autres, notamment en Auvergne, où commandait le proconsul Couthon, on allait à la chasse des prêtres comme à la chasse des loups. (*Du fanatisme dans la langue révolutionnaire*, par Laharpe, an V, 1797, p. 39, à la note.)

donc là qu'il faudrait s'adresser pour avoir les minutes de ces pièces, qui présentent des variantes assez importantes quand on les compare avec les expéditions.

Les prisonniers faits à Saint-Émilion ayant été déposés dans la *Conciergerie* de Libourne (p. 133), nous avons pensé que les registres d'écrou auraient pu nous donner les signalements et par conséquent les portraits des détenus ; mais cette prison, qui, suivant l'historien de Libourne, faisait horreur à voir, a été détruite de fond en comble ; les registres ont disparu ; ceux qui existent aujourd'hui ne remontent pas au delà de 1800.

A Bordeaux, notre déception n'a pas été moins grande, nos recherches n'ont pas été plus heureuses qu'à Libourne. D'abord les pièces qu'on disait avoir été envoyées à la préfecture, et qui auraient dû se trouver dans les archives départementales, ont fait totalement défaut. Mais ce qui nous attirait surtout, c'était le fonds du Comité de Surveillance. On devait trouver là l'entrée des manuscrits de Saint-Émilion, constatée dans l'interrogatoire de Guadet père (Voir page 444 ci-dessus), et la réexpédition de ces mêmes papiers de Bordeaux au Comité de Salut public de la Convention. Malheureusement ce fonds, qui existe bien, est fort incomplet : le registre de 1793 à 1794 manque ; on nous a affirmé qu'il n'avait disparu que depuis une vingtaine d'années. Il pouvait compromettre sans doute bien des familles, dès lors cette disparition ne s'explique que trop facilement, comme tant d'autres lacunes du même genre qui existent dans nos archives¹.

¹ Nous pouvons citer à l'appui de cette observation un fait curieux qui s'est révélé récemment dans les Archives de la préfecture de police. Les registres des délibérations des Sections de Paris sont une des richesses de ce riche dépôt. Mais quand on arrive aux journées importantes de la Révolution, les feuilles manquaient, elles avaient été visiblement coupées. De là des vides qu'il paraissait impossible de combler jamais... lorsque M. Léon Labat, qui exécute dans les archives

Les Girondins n'ont pas laissé de traces dans la ville sur laquelle ils ont jeté tant d'éclat. Nul vestige ancien, nul monument moderne, pas une statue, pas un buste, pas même, pendant bien longtemps du moins, une plaque au coin d'une rue ou d'une place qui portât leurs noms, et Henri Fonfrède a pu dire avec vérité dans l'article déjà cité par nous : « Ces événements, ces hommes, ces catastrophes » locales et sanglantes, tout cela est déjà loin de nous, » oublié. . . et Bordeaux sait à peine les noms, connaît à » peine la destinée de ceux qui furent les enfants de la » Gironde par la naissance, par l'adoption, par la mort ! » Ce n'est qu'après cette réclamation d'outre-tombe qu'en 1842 les noms de Vergniaud, Guadet et Gensonné ont été donnés à trois rues secondaires de Bordeaux.

Le château du Ha et le palais Brutus ont disparu ; toutefois la petite porte des condamnés subsiste encore. Nous avons rapporté ci-dessus, page 210, le passage d'un écrivain contemporain qui en parle. Sainte-Luce Oudaille, dont le livre sur la Terreur à Bordeaux parut à la fin de 1794 (V. Quérard et Bibl. impér., LK⁷, 1142), a indiqué cette petite porte par laquelle le bourreau faisait sortir les patients que la Commission militaire livrait au bras séculier. C'est là qu'une nuée de furies les attendait pour leur faire escorte et les couvrir d'outrages. On voyait en 1867, et nous nous sommes assuré qu'on voit toujours le sinistre guichet s'ouvrant à côté du grand portail, et reconnaissable à sa situation, à sa vétusté, au vasistas grillé qui marque sa destination. La tradition est du reste formelle ; c'était bien là

confiées à ses soins habiles un vaste classement, trouva toutes ces feuilles réunies dans un cahier.

Évidemment on avait voulu protéger des noms menacés, sans cependant détruire les feuillets détachés que l'on conservait et que l'on cachait momentanément, sans doute à l'époque de la réaction thermidorienne, peut-être aussi après l'explosion de la machine infernale ou sous la Restauration.

la porte des morts (*porta libitinaría*), réservée aux sacrifices humains. C'est par elle que Salle et Guadet sortirent pour marcher à la place Nationale, où l'échafaud était établi en permanence jusqu'à ce que la guillotine à quatre tranchants pût entrer en fonction¹.

Cependant une réparation se prépare. Pour expier ces sanglants souvenirs, M. Julien Guadet, fils de l'honorable auteur des *Girondins* et de l'*Histoire de Saint-Émilion*, grand prix de Rome en 1864 pour l'architecture, a exécuté en 1868 et envoyé en 1869 à Paris le projet d'un monument à la mémoire des Girondins, destiné à la place Dauphine à Bordeaux.

« L'auteur de ce projet, nous écrit-il lui-même, a voulu

¹ « Pendant le régime de la Terreur, l'échafaud fut en permanence sur la place Dauphine... »

Bernadeau, *le Biographe bordelais*, 1844, p. 438. (Bibl. imp. LK7 1098.)

² On trouve dans l'iconographie de la Révolution des modèles de guillotine à plusieurs tranchants, mais on ignorait qu'il en eût réellement existé. M. Fabre de la Bénodière a prouvé que cette horrible invention n'eût pas restée à l'état de projet. (V. *la Justice révolutionnaire à Bordeaux*, p. 92.) L'auteur cite les registres du Comité de surveillance, séance du 3 pluviôse an III. On y lit ce qui suit :

« Le citoyen Boy, commissaire national, se présente au Comité et déclare qu'il est instruit que vers fructidor dernier on a construit à Bordeaux une guillotine à quatre tranchants,... qu'elle existe en effet chez Lanaspèse, derrière le jeu de paume... Envoi de deux commissaires. Rapport. » Ils trouvent, à leur grand étonnement, un échafaud très-considérable pour servir à une guillotine et tenant la circonférence d'une grande salle. A cet échafaud sont deux grandes portes de grange et cinq à six portes sur les côtés; plus un grand escalier de treize à quatorze marches. Sur ledit échafaud est une trappe qui paraît faite pour recevoir les cadavres et un trou pour que les têtes disparaissent. Cet échafaud est peint en rouge, et l'on a reconnu que les deux principales portes sont faites de manière à faciliter l'entrée du chariot qui doit emporter le coffre rempli de têtes et de cadavres. » A la séance du 18 ventôse on dépose sur le bureau vingt-trois pièces relatives à l'échafaudage de guillotine. La première est l'autorisation de la Commission militaire en date du 3 thermidor an II, et la onzième est l'état de ce que coûte cet échafaud.

consacrer à la fois le souvenir des Girondins et celui des grandes assemblées où ils siégèrent. En face de gradins disposés en hémicycle comme ceux d'une salle de délibérations, s'élève une tribune monumentale; au sommet des gradins, à la place même des représentants, trente-deux cénotaphes sont rangés en demi-cercle; derrière la tribune, la statue de la France qui se voile préside à la représentation funéraire de l'assemblée proscrite. — Une guirlande de bronze est déposée sur la tribune, qui porte dans trois cartouches les dates 1791, 1792, 1793; à droite et à gauche, deux bas-reliefs de bronze représentant le premier et le dernier jour où les Girondins siégèrent comme représentants du peuple, l'un avec l'inscription : *Assemblée législative, séance du 4^{er} octobre 1791, serment à la Constitution*; l'autre : *Convention, insurrection du 2 juin 1793, proscription des Girondins*. Enfin, sur les piédestaux qui terminent le monument aux deux extrémités, des inscriptions plus petites rappellent d'un côté les noms des représentants de la Gironde aux deux assemblées, de l'autre ceux des représentants proscrits au 2 juin qui purent échapper à la proscription. »

« L'auteur a pensé qu'il ne devait pas comprendre le mot *Girondin* dans un sens exclusif; mais la nature même du monument lui commandant des restrictions, il n'y a fait figurer que des représentants du peuple morts sur l'échafaud ou tués étant hors la loi : ce sont les députés proscrits de la Gironde, ceux qui furent condamnés et exécutés avec eux, enfin les autres proscrits du 2 juin, victimes de la proscription. »

« Ce monument a été conçu en vue de la place Dauphine à Bordeaux, où se faisaient alors les exécutions, et où périrent les derniers Girondins. »

L'œuvre de M. Guadet fils a été appréciée de la manière la plus favorable par la presse et notamment par M. Philippe

Burty, dans un article du *Rappel* intitulé *les Envois de Rome*. (V. le n° du 31 août 1869.)

Il faut aller voir et applaudir le majestueux et calme monument que M. Guadet propose à la mémoire des Girondins. Voilà pour la ville de Bordeaux une belle occasion de se distinguer; et dès demain le conseil municipal devrait chercher un emplacement et faire creuser les fondations. Les tombes des Girondins proscrits le 2 juin 1793 sont rangées en demi-cercle devant la tribune vide. Derrière s'élève une sorte de temple que surmonte une figure de la patrie attristée. On y lit sur le fronton : « A la mémoire des Girondins, représentants du peuple à l'Assemblée législative, à la Convention nationale, et des représentants proscrits et morts avec eux. »

M. Guadet est, m'a-t-on dit, un descendant de Guadet le Girondin. Un souffle généreux et révolutionnaire se transmet dans cette famille, et a soutenu le jeune architecte. Il a bien choisi, et il a été récompensé de son bon choix. Combien son projet semble vivant et sérieux au milieu des restaurations, fort estimables, mais peu intéressantes, qu'ont dessinées, relevées, coloriées, ses camarades d'école ! Voilà un jeune architecte qu'il ne faut pas perdre de vue. Il pressent ce qu'attendent les jeunes générations.

Le projet de M. Guadet a été exposé par lui au Salon de 1870¹. Il a obtenu une médaille.

Nous avons pensé qu'il serait convenablement placé sous le portrait de Guadet, et avec l'agrément de l'auteur, nous en avons fait graver une réduction que l'on trouvera à la planche 9.

Le 31 mai fut d'abord considéré par la faction triomphante comme un des grands jours de la République : Robespierre, dans son rapport sur l'existence de l'Être Suprême, proposa de ranger l'anniversaire de cette journée

¹ N° 5002. Julien Guadet, élève de MM. Labrousse et André. Projet d'un monument à la mémoire des Girondins pour la place Dauphine, à Bordeaux. Sept dessins.

au nombre des fêtes instituées pour rappeler l'homme à la pensée de la Divinité et à la dignité de son être. « Ces fêtes, disait l'article v du projet de décret, emprunteront leur nom des événements glorieux de notre Révolution, soit des vertus les plus chères et les plus utiles à l'homme, soit des plus grands bienfaits de la nature. » Et l'article vi portait :

« La République française célébrera tous les ans les fêtes du 14 juillet 1789, du 10 août 1792, du 21 janvier 1793, du 31 mai 1793. »

Ce discours mémorable était prononcé le 19 floréal an II (8 mai 1794).

Cependant aucune fête ne fut célébrée pour l'anniversaire du 31 mai.

Nous en trouvons la raison dans les procès-verbaux du Conseil général de la Commune de Paris, que nous citons d'après le texte même des registres conservés dans les Archives de l'hôtel de ville.

A la séance du 11 prairial an II (30 mai 1791), un membre qui n'est pas nommé¹ obtint la parole et dit :

« C'est demain l'anniversaire du 31 mai 1793. Ce jour est cher aux patriotes ainsi qu'aux amis de la liberté, de l'égalité et de l'indivisibilité de la République. C'est dans ce beau jour que la Sainte Montagne a terrassé l'hydre du Fédéralisme, dont les têtes ont depuis été tranchées par le glaive de la loi. Je demande que les membres du conseil général de la Commune de Paris se rendent demain en masse à la Convention nationale pour féliciter la République entière dans la personne de ses représentans de l'énergie avec laquelle ils ont consacré pour jamais en ce jour l'unité et l'indivisibilité de la République et consolidé son bonheur et sa gloire. »

Après discussion, l'agent national entendu², le Conseil gé-

¹ Le compte rendu publié par le *Journal de la Montagne* donne son nom. C'était le citoyen Legrand.

² L'agent national était alors Payan le jeune (Claude-François), l'un des affidés les plus intimes de Robespierre.

néral passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la Commune de Paris, qui à cette époque mémorable n'a fait que son devoir, ne doit pas s'exposer au soupçon de vouloir partager les félicitations qu'elle iroit offrir à la Montagne, qui a bien mérité de la patrie en faisant un si digne usage des pouvoirs illimités que la nation a remis entre ses mains. (Séance du 11 prairial an II.)

D'après une première rédaction, restée lisible malgré les ratures, on voit que l'agent national s'était appuyé, pour repousser la proposition, sur le décret portant que la première des fêtes nationales *serait consacrée à l'Éternel*, et c'est ce que confirme le compte rendu publié, dans lequel on lit : « L'agent national observe que depuis longtemps nous n'avons point eu de fête; que les conspirateurs, en éloignant toute idée de la Divinité, en avaient empêché la célébration; il retrace les événements de cette fameuse époque; il dit que la Convention nationale a voulu que la première fête fût célébrée en l'honneur de l'Être Suprême le 20 prairial; il demande en conséquence l'ordre du jour. . . » La fête de l'Être Suprême ! voici la véritable objection; l'hydre du fédéralisme avait peu d'importance auprès de cette restauration de la Divinité, et le grand pontife du nouveau culte aurait trouvé mauvais que l'attention publique eût été détournée par un autre anniversaire venant faire concurrence à la fête du 20 prairial et la précéder.

Le 31 mai n'eut donc pas de commémoration officielle. On n'en trouve de trace ni dans les séances de la Convention, ni dans celles des Jacobins. Il aurait passé inaperçu, sans un hymne du citoyen Aristide Valcourt, qui fut publié par le *Journal de la Montagne* du 13 prairial, et reproduit dans les *Affiches et Avis divers*.

Après un an, tu reparois,
Jour heureux, jour vengeur du crime !

31 *Mai* ! jour à jamais sublime !
 Salut, ô vengeur des François !

Du *quatorze* Juillet, à jamais mémorable,
 Le despote et sa cour avoient détruit l'effet ;
 L'aurore du *dix Août* vit punir leur forfait,
 Et malgré la ligue coupable
 Des vils partisans de Capet,
 Le *vingt-un Janvier*, de ce monstre exécrable,
 Purgea l'Univers satisfait.
 Mais bientôt le fédéralisme,
 Nous préparant des coups plus sûrs,
 Alloït par des sentiers impurs
 Nous ramener au royalisme.

Tel étoit l'espoir des tyrans
 De la Tamise, et du Rhin, et du Tibre...
 Tu renversas leurs projets impuissans,
 Tu parus !... la France fut libre !

Après un an, tu reparois, etc.

Depuis cette époque famense
 Comme tout est changé !... Le crime est aux abois.
 Chaque jour sous le fer des Loix
 Courbe sa tête audacieuse.
 Les tygres couronnés ont rugi de frayeur ;
 Et la France victorienne
 Jusques dans leurs États a porté la terreur.

Chaque jour est une victoire,
 Chaque jour annonce la gloire
 Des Soldats de l'Égalité ;
 Et chaque jour au François enchanté
 Offre un bienfait de ce Sénat auguste,
 Protecteur de la liberté,
 Et de ce Comité redoutable, mais juste,
 L'effroi des scélérats à nos pieds abattus,
 L'appui de l'innocence et l'amî des vertus.

C'est à toi, qui les fis éclore,
 Que nous devons ces dous heureux !

Des plus beaux jours tu fus l'aurore !
 31 *Mai* ! reçois nos vœux !
 Et puissent nos derniers neveux
 Dans mille ans répéter encore :
 Après mille ans, tu reparois,
 Jour heureux ! jour vengeur du crime !
 31 *Mai* ! jour à jamais sublime !
 Salut, ô sauveur des François !

Par le cit. ARISTIDE VALCOURT.

L'année suivante les choses étaient bien changées. La prétendue Révolution du 31 mai avait été remise à sa véritable place par la Révolution du 9 thermidor. Il n'y avait plus de triomphe à célébrer, il n'y avait qu'à déplorer la première et la plus affligeante des profanations exercées envers la représentation nationale.

Aussi, dès le 19 ventôse an III, André Dumont déclarait dans la Convention qu'il s'était trompé sur le 31 mai. Il demandait qu'on rapportât le décret qui avait institué une fête néfaste en l'honneur du 2 juin, et cette amende honorable, cette proposition étaient accueillies par de vifs applaudissements¹.

Le 14 prairial an III (2 juin 1795) était consacré à une cérémonie funèbre en l'honneur de Ferraud, assassiné quelques jours auparavant au pied de la tribune. La cérémonie était célébrée dans la salle même des séances de la Convention. Tous les représentants étaient en costume, armés, un crêpe au bras gauche. De chaque côté du bureau étaient placées des urnes cinéraires parsemées d'étoiles d'or sur un fond noir. Celle de droite portait cette inscription sur son piédestal :

AUX MAGNANIMES DÉFENSEURS DE LA LIBERTÉ
 MORTS DANS LES PRISONS ET SUR LES ÉCHAFAUDS
 PENDANT LA TYRANNIE.

¹ Un membre demanda qu'on fit plus, et qu'on poursuivît les auteurs de la journée du 31 mai. « Ils sont à Ham, » s'écria Bourdon de l'Oise.

Autour de l'urne étaient gravés ces mots :

ILS ONT EU LE SORT DE CATON ET DE BARNEVELDT.

Il y avait dans ces inscriptions une allusion évidente aux proscrits. Louvet, chargé de prononcer l'éloge de Ferraud, ne manqua pas de la faire ressortir... Nous avons déjà cité ses paroles page 625. Après une invocation aux mânes de ces représentants non moins courageux et non moins fidèles que Ferraud, il continue ainsi :

« C'est aujourd'hui le 2 juin ! et deux années se sont écoulées ! Ma douleur, ma douleur profonde le cède encore à mon étonnement. Quoi ! le 2 juin a pesé sur nos têtes, et ne nous a pas tous écrasés ! A travers dix-huit mois de proscriptions, de massacres et de tyrannie, la République a pu passer ! Nous vivons ! nous vivons ! Cependant que fait Marat ? Qu'est devenue l'horrible Montagne ? Que sont devenus ses complices ? Où donc est-il, le farouche Robespierre ? Dans les abîmes du néant, sous l'exécration de ses contemporains et des siècles ! Ils ont péri victimes de leurs propres fureurs, ces mortels ennemis du peuple et de la représentation nationale ; et le peuple a vaincu, et la représentation nationale est debout ! Terrible exemple pour quiconque serait tenté de les imiter. »

Lorsque Louvet fut descendu de la tribune, au milieu des applaudissements unanimes et réitérés des membres de l'Assemblée et des spectateurs, Thibaudeau se leva à son tour et fit la proposition suivante :

« Je profiterai de l'impression profonde que vous venez de recevoir pour vous proposer de donner un grand témoignage de reconnaissance, de regrets à d'illustres victimes.

» Le 31 octobre 1793 fut le jour affreux où le complot des assassins de la patrie se dévoila entièrement, où ils traînèrent à l'échafaud des représentants fidèles ; l'échafaud fut pour eux le chemin de l'immortalité ! Ombres de Vergniaud et des républicains qui l'accompagnèrent au supplice, que ce jour puisse vous apaiser ! La vertu pour laquelle vous éleviez une voix si

éloquente a enfin triomphé du crime qui vous a donné la mort. Pour nous, Représentans, nous qui les avons vus périr sans pouvoir les sauver, réparons autant qu'il est en nous ce coup fatal de l'avengle destinée; consolons des veuves, rendons à des orphelins la mémoire de leurs pères intacte et révérée. Je demande que dans toute la République il soit célébré, le 31 octobre prochain, une pompe funèbre en l'honneur des amis de la liberté qui ont péri sur l'échafaud. » (Vifs applaudissemens¹.)

Un membre propose le renvoi au Comité de l'Instruction publique et l'ajournement. Mais Breard :

« Je m'oppose à l'ajournement. La proposition de notre collègue Thibaudeau mérite d'être décrétée sur-le-champ. C'est un grand acte d'expiation et de justice qui honorerait la Convention. Je demande donc que le principe soit décrété, et que l'on renvoie au Comité pour présenter le mode d'exécution. »

Defermont parla dans le même sens, la proposition de Thibaudeau fut décrétée immédiatement en principe, et le Comité d'instruction publique fut chargé de présenter le mode d'exécution.

Quatre mois s'écoulèrent. Le sixième jour complémentaire de l'an III (22 septembre 1795), Boissy d'Anglas vint au nom de la Commission d'instruction publique proposer d'étendre à toutes les victimes de la Révolution la fête anniversaire décrétée d'abord exclusivement pour les proscrits du 2 juin, et de confondre cette fête elle-même avec celle de la fondation de la République.

La proposition, renvoyée à la Commission d'instruction publique, fut acceptée par elle et soumise en son nom, par Portiez de l'Oise, à la Convention, qui l'adopta en ces termes :

« En conformité de la loi du 14 prairial dernier, portant

¹ V. aussi Mémoires de Thibaudeau, t. I^{er}, p. 354.

qu'il sera célébré une cérémonie funèbre le 3 octobre prochain en l'honneur des amis de la liberté immolés par la tyrannie décenvirale, la Convention décrète :

» Art. 1^{er}. Le 11 vendémiaire, jour correspondant au 3 octobre 1795, vieux style, les Représentans du Peuple siégeront en costume; ils porteront un crêpe noir au bras.

» Art. II. Le Président prononcera un discours analogue à la cérémonie.

» Art. III. L'Institut national exécutera des airs et des chants funèbres en l'honneur des victimes de la tyrannie décenvirale. »

La fête fut célébrée le lendemain, 11 vendémiaire, dans le sein de la Convention. Elle était semblable à celle qui avait été consacrée à Ferraud :

« Tous les députés sont en costume; tous ont un crêpe au bras. »

Au bas de la tribune est placée une urne funéraire couverte de crêpes et de couronnes funèbres; elle est ombragée par des feuillages et des guirlandes mêlées de chêne et de cyprès; une palme la surmonte. Sur le socle on lit ces inscriptions :

« Ils ont recommandé à la Patrie leurs pères, leurs épouses et leurs enfants.

» Aux magnanimes défenseurs de la Liberté, morts dans les prisons et sur les échafauds pendant la tyrannie. »

Le Conservatoire de musique chante un hymne aux mânes des martyrs de la liberté.

HARDY : « Dans cet hymne on ne parle que de vingt-deux Représentans du Peuple, martyrs de la liberté, tandis qu'il en est tombé quarante-sept sous la hache décenvirale. »

Hardy lit ces noms, parmi lesquels on remarque ceux de Camille Desmoulins et de Phélippeaux.

La Convention ordonne l'insertion de cette liste au procès-verbal.

Le président Baudin (des Ardennes) prononce un discours dans lequel il rappelle les services rendus à la liberté par les représentants du peuple qui en ont été les martyrs, leurs vertus, leur courage constant et leur fin tragique¹.

L'Assemblée en ordonne l'impression.

La fête se termine par des marches et différents airs guerriers.

La séance est suspendue à quatre heures.

Tout n'était pas fini cependant : à la séance du soir, Ph Delleville, l'un des soixante treize², rappelant l'objet de la fête du matin, propose, par motion d'ordre, d'élever dans le lieu des séances du Corps législatif une colonne de marbre sur laquelle seraient inscrits les noms des députés immolés par la tyrannie décemvirale.

LEGENDRE, de Paris : « Je demande l'ordre du jour. La fête que nous avons célébrée ce matin n'était pas seulement pour les mânes de nos collègues, mais pour celles de toutes les victimes de la tyrannie. »

*** Le renvoi à la postérité!

DUSSAULT : « On propose, on décrète beaucoup, mais on

¹ V. à la Bibl. imp. L³e 1671-1728c.

Discours prononcé par P. C. L. Baudin, député par le département des Ardennes, président de la Convention nationale, en exécution du décret du 10 vendémiaire, dans la séance du 11 du même mois (30 octobre, vieux style), à l'occasion de la fête funèbre célébrée en l'honneur des députés morts victimes de la tyrannie.

Imprimé par ordre de la Convention nationale.

La Convention nationale décrète que le discours qui vient d'être prononcé par le C. Baudin, son président, en exécution du décret d'hier et à l'occasion de la fête funèbre consacrée à la mémoire des députés morts victimes de la tyrannie, sera imprimé et envoyé aux départements et aux armées, et distribué au nombre de six exemplaires à chaque député.

² On sait que soixante-treize députés furent mis en état d'arrestation dans une maison d'arrêt par le décret du 3 octobre 1793, art. IV, comme signataires des protestations des 6 et 19 juin contre la proscription du 2 juin. (V. *Moniteur* du 17 vendémiaire an II (8 octobre 1793), n° 47, vol. XVIII, p. 60, édit. Plon.)

exécute rarement. Peu de temps après notre sortie des cachots, j'avais demandé qu'il fût élevé un monument dont l'une des faces aurait porté cette inscription : *Aux mânes des martyrs de la liberté*. Une autre : *Miséricorde aux citoyens égarés*. Cette idée a plu généralement, car elle a été réalisée dans plusieurs départements ; mais le Comité de Salut Public, à qui elle avait été renvoyée, n'a pas encore fait de rapport. Cependant le temps fuit, nous allons nous en aller, et mon monument sera perdu. (On rit.)

THIBAudeau : Je demande l'ordre du jour sur la proposition de Philippé Delleville, et je le motive sur ce qu'une loi ne permet d'accorder les honneurs publics que dix ans après la mort des individus auxquels on les décerne¹. »

L'Assemblée passe à l'ordre du jour. (Séance du 11 vendémiaire au IV, 7 octobre 1795.)

La liste de Hardy comprenait quarante-sept noms.

Louvet en dressa une autre qui en contenait quarante-trois.

M. Julien Guadet s'est arrêté à trente-deux.

Nous allons essayer d'arriver à un chiffre fixe, en prenant pour bases les tables officielles de la proscription, c'est-à-dire les décrets qui ont prononcé la mise en arrestation des Girondins, et plus tard la mise hors la loi des uns et le renvoi des autres devant le Tribunal révolutionnaire.

Les députés mis en arrestation chez eux sur la demande de Couthon, le 2 juin 1793, sont au nombre de vingt-neuf, plus les deux ministres Clavière et Lebrun. Ils se décomposent ainsi :

¹ Le motif donné par Thibaudeau n'était pas rigoureusement exact. La loi à laquelle il fait allusion ne s'appliquait qu'aux honneurs du Panthéon ou à l'érection d'un *buste* dans la Convention, mais elle ne défendait pas un monument semblable à celui que proposait Dussault.

Indiqués nominativement		Membres de la Commission des Douze pris collectivement dans la liste.
1. Barbaroux ¹ .	11. Lanjuinais.	21. Bergoeing.
2. Birotteau.	12. Lehardy.	22. Bertrand de la
3. Brissot.	13. Lesage.	Hodisnière.
4. Buzot.	14. Lidon.	23. Boileau.
5. Chambon.	15. Louvet.	24. Gonaire.
6. Doucet.	16. Petion.	25. Gardien.
7. Gensonné.	17. Rabaut St-E.	26. Kervélégan.
8. Gorsas.	18. Salle.	27. H. Larivière.
9. Grangeneuve.	19. Valazé.	28. Mollevaut.
10. Guadet.	20. Vergniaud.	29. Vigée.

Clavière, mort en prison par le suicide, 8 décembre 1793.
 Lebrun, guillotiné le 27 septembre 1793.

2

Mis hors la loi par le décret du 28 juillet 1793.

1. Barbaroux.	11. Kervélégan.
2. Birotteau.	12. H. Larivière.
3. Bergoeing.	13. Lanjuinais.
4. Buzot.	14. Lidon.
5. Chambon.	15. Louvet.
6. Chassey.	16. Lesage (d'E. et L.).
7. Cussy.	17. Petion.
8. Defermont.	18. Rabaut St-E.
9. Gorsas.	19. Salle.
10. Guadet.	20. Valady.

Sont morts sur l'échafaud.

1. Gorsas, 7 octobre 1793.	6. Guadet, 2 mess. an II.
2. Birotteau, 24 octobre <i>id.</i>	7. Salle, <i>id.</i>
3. Cussy, 15 novembre <i>id.</i> (25 brum. an II).	8. Barbaroux, 7 <i>id.</i>
4. Rabaut St-E., 4 décembre <i>id.</i> (14 frim. <i>id.</i>).	Par le suicide.
5. Valady, 5 décembre <i>id.</i> (15 frim. <i>id.</i>).	9. Petion.
	10. Buzot.

10

¹ Nous avons dû suivre l'ordre alphabétique, indispensable dans une classification. Mais pour l'histoire il faut se reporter à l'ordre des listes originales, qui a sa signification.

	<i>Report. . . .</i>	12
Tues en se défendant.		
11. Chambon ¹ .	12. Lidon ² .	
		<u>2</u>
	TOTAL. . . .	14

Membres de la Convention compris dans l'acte d'accusation présenté au nom du Comité de Sûreté générale par André Amar, le 30 octobre 1793 (13 vendémiaire an II), et décrétés d'accusation le même jour par la Convention.

Absents au moment du jugement.

1. Andréi.	11. Hardy.
2. Bonnet.	12. Isnard.
3. Bresson.	13. Mazuyer.
4. Condorcet.	14. Mollevant.
5. Coustard.	15. Noël.
6. De la Haye.	16. De Ponteoulant.
7. Deverité.	17. Philippe Égalité ⁴ .
8. Duval (Pierre).	18. Rouyer.
9. Gamon.	19. Savary.
10. Grangeneuve ³ .	20. Vallée ⁵ .

¹ Chambon était de Limoges : c'était un homme doux, aimable, d'une figure distinguée, âgé d'environ quarante ans. Il était riche dans son pays; ce fut pourquoi il y trouva des ennemis et la mort en se défendant contre ceux qui voulaient l'arrêter.

² Lidon ou Lydon, à peu près du même âge, d'une aussi belle figure, était de Brives. S'étant traîné vers son pays natal, il écrit à un ami d'enfance pour lui demander un cheval. Cet ami porte la lettre à un Comité révolutionnaire, qui envoie des gendarmes avec ordre de le prendre mort ou vif. Lydon, trahi par l'amitié, se défend comme un héros, tue trois gendarmes, et se donne la mort. (Souffrain, *Essais sur Libourne*, t. II, p. 476.)

³ Grangeneuve, s'étant évadé, fut considéré comme hors la loi et condamné à mort par la Commission exécutive séant à Bordeaux le 1^{er} nivôse an II. V. le Supplément de l'Appendice, p. 825.

⁴ Le duc d'Orléans doit être éliminé de cette liste. Il n'y avait été porté que pour compromettre les Girondins, avec lesquels il n'avait aucun point de contact, témoin la lettre atroce de Payan, l'un des jurés du Tribunal révolutionnaire, en date du 18 brumaire an II, que nous avons rapportée dans la première partie de notre préface.

⁵ La liste officielle porte encore les noms de Moysset (député du

Condamnés le 29 octobre 1793 et exécutés le 30.

- | | |
|------------------------------|--------------------------------|
| 21. Antiboul (1). | 32. Gensonné (12). |
| 22. Boileau (2). | 33. Lacaze (13). |
| 23. Boyer-Fonfrède (3). | 34. Lasource (14). |
| 24. Brissot (4). | 35. Le Hardy (15). |
| 25. Carra (5). | 36. Lesterpt-Bauvais (16). |
| 26. Du Chastel (6). | 37. Mainvielle (17). |
| 27. Ducos (7). | 38. Sillery (Brulard de) (18). |
| 28. Du (pour de) Perret (8). | 39. Valazé (19). |
| 29. Duprat (9). | 40. Vergniaud (20). |
| 30. Fauchet (10). | 41. Vigée (L. F. S.) (21). |
| 31. Gardien (11). | |

Sur ces quarante et un députés, vingt et un ont été condamnés à mort et vingt ont péri le 30 octobre 1793.

Quatre ont été condamnés et exécutés isolément, savoir : Coustard (7 novembre 1793), J. A. Grangeneuve (24 décembre 1793), J. B. Noël (7 décembre 1793), Mazuyer (19 mars 1794).

Deux se sont suicidés : Valazé et Condorcet.

Ce qui porte le nombre total des victimes, qu'un texte précis rattache nommément à la proscription du 2 juin, à quarante.

Tel est le chiffre officiel résultant de la réunion des trois listes des mis en arrestation, des mis hors la loi et des mis en jugement.

Restent les adjonctions morales laissées à l'appréciation de chacun.

Il conviendrait d'abord, selon nous, de porter en première ligne Roland, madame Roland, Girey-Dupré¹, qu'on ne saurait séparer du parti de Brissot.

Gers) et de Saint-Prix (député de l'Ardèche). V. Arch. de l'Emp. W 296, n° 247.

¹ Girey-Dupré, le collaborateur et le continuateur du *Patriote français* de Brissot, suivit les Girondins dans le Calvados et à Bordeaux. Son talent, son admirable courage sont connus. On cite souvent ce mot

Louvet a en outre compris dans sa liste :

1° Bernard (Marc-Antoine), député suppléant du département des Bouches-du-Rhône à la Convention nationale, admis à la place de Barbaroux le 20 août 1793; dénoncé comme fédéraliste par Barbau-Dubarran, au nom des Comités de Salut public et de Sûreté générale, il fut exclu du Corps législatif, traduit ensuite au Tribunal révolutionnaire, et condamné à mort le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794). Il avait protesté contre le 31 mai; il fut réhabilité par le Conseil des Cinq-Cents le 6 fructidor an IV (18 avril 1796).

2° Dechezeaux de la Flotte (Gustave), député de la Charente à la Convention. Son opinion dans le procès du Ro est belle et juridique. Démissionnaire au 31 mai, il écrivit à ses commettants contre cette journée. Il fut condamné à mort le 29 nivôse an II (18 janvier 1794), et réhabilité en même temps que Marc-Antoine Bernard¹.

qu'il aurait prononcé devant le Tribunal révolutionnaire en parlant de Brissot : « Il a vécu comme Aristide, il est mort comme Sidney. » Ce n'est pas devant le Tribunal, c'est dans l'instruction écrite que cette réponse a été recueillie et se trouve constatée. V. Arch. de l'Emp. W 237. Dossier de Girey-Dupré. Interr. du 25 brum. an II.

« D. Lié, comme il le dit, de la plus grande intimité avec Brissot, il a dû s'apercevoir que sa conduite et ses actes n'ont pas toujours annoncé le patriotisme pur et l'amour pour le peuple.

A répondu que son intimité avec Brissot l'a convaincu que Brissot avoit vécu comme Aristide et qu'il étoit mort comme Sidney, martyr de la liberté. »

Cette belle parole est donc parfaitement authentique, ce n'est pas un de ces mots faits après coup, comme il en existe trop dans l'histoire.

¹ La veuve de Dechezeaux se présenta le 29 germinal à la Convention pour demander que la mémoire de son mari fût réhabilitée et que ses biens fussent rendus à ses enfants. Penière proposait de déclarer qu'il était mort victime de la tyrannie. Il lut devant l'Assemblée le procès, le jugement rendu contre Dechezeaux et les lettres héroïques qui avaient été la cause de sa mort. Dechezeaux fut effectivement condamné comme complice de la conspiration prétendue des 31 mai et 2 juin. L'incident se confondit avec la grande question de la restitution des biens des condamnés, qui fut discutée dans les séances des 13 et 14 floréal an III.

Cette discussion solennelle serait pour les Girondins la meilleure

Ces deux additions nous paraissent acceptables, parce que les proscriptions de Marc-Antoine Bernard et de Dechezeaux se relient d'une manière directe au 2 juin. Mais nous n'admettrions pas dans notre liste Kersaint, Manuel, Rebecqui, Camille Desmoulins, Phélippeaux, que Louvet a inscrits dans la sienne. Ces noms peuvent figurer, malgré leur diversité et même leur antagonisme, dans le cadre de Hardy, dont la proposition embrassait *tous* les martyrs de la tyrannie décenvirale. Ils ne seraient point à leur place dans la liste spéciale des députés mis à mort comme fédéralistes.

Il y aurait donc cinq adjonctions possibles aux quarante-deux proscrits de la liste officielle, d'où un total de quarante-cinq.

Cette liste elle-même doit, pour le sujet qui nous occupe, recevoir une sous-distinction et être restreinte aux Girondins proprement dits qui donnèrent le nom au parti et qui étaient envoyés à la Convention par le département de la Gironde. Ils sont au nombre de sept seulement :

- | | |
|--------------------|----------------|
| 1. Boyer-Fonfrède. | 5. Guadet. |
| 2. Ducos. | 6. Lacaze. |
| 3. Gensonné. | 7. Vergniaud. |
| 4. Grangeneuve. | ¹ . |

Des statues avaient été demandées par les contemporains pour les hommes les plus illustres de la Gironde.

des réhabilitations, si tant est qu'ils en eussent besoin. Après de nombreux discours fort remarquables, parmi lesquels nous citons ceux de Louvet, de Lanjuinais et de Doulcet de Pontécoulant, la Convention décréta que les biens des condamnés depuis le 10 mai 1793 seraient rendus à leurs familles, sans *qu'il y eût besoin de révision des procédures* (14 floréal an III).

¹ Les autres députés du département de la Gironde étaient Deleyre, Garrau, Jay, Ezmard. Nous avons déjà dit que Garrau et Jay étaient de la Montagne, Deleyre inclinait plutôt vers la Gironde. L'opinion d'Ezmard ne nous est pas connue.

Palloy avait imaginé pour eux une de ces compositions architecturales dont il était si prodigue¹.

La statue de Vergniaud avait été exécutée en marbre, sous le Directoire probablement, et placée au Luxembourg².

En 1840, lorsque l'on construisit le nouveau Palais de Justice de Bordeaux, et qu'il s'agit de placer sur les angles des avant-corps des statues qui devaient être confiées au ciseau de Maggesi, une de ces places fut revendiquée pour Vergniaud³.

Il nous semble que, pour déférer à ces vœux, M. J. Guadet pourrait introduire dans son projet deux groupes, l'un comprenant Vergniaud, Guadet et Gensonné, les trois orateurs les plus éminents du parti girondin; l'autre, Barbaroux, Buzot et Petion, tombés sur le sol de la Gironde, et devenus Girondins *par l'adoption et par la mort*, suivant l'énergique expression de Henri Fonfrède.

Des médaillons seraient consacrés aux belles figures de Boyer-Fonfrède et de Ducos, ainsi qu'à Grangeneuve et à Lacaze, s'il existe des portraits de ces deux derniers.

Les bustes de Condorcet et de Brissot, de Roland et de madame Roland pourraient être placés sur l'estrade supérieure qui domine l'hémicycle.

Ce complément, en atténuant ce que le caractère du monument aurait peut-être d'un peu funèbre pour l'intérieur d'une ville, contribuerait à lui donner toute sa valeur historique pour le patriotisme local, pour les étrangers, pour tous ceux que font palpiter ces intéressants souvenirs.

¹ On en trouve la trace dans une lettre écrite par le représentant Deverité à Palloy, le 4 fructidor an III. Il lui dit : « Je vous remercie de l'intérêt que vous avez bien voulu prendre aux députés proscrits par la plus hypocrite comme la plus sanglante tyrannie. Salut et fraternité. Deverité. »

² Ce fait nous a été attesté par un des membres de la famille. Nous n'avons pu retrouver cette statue.

³ V. le *Moniteur* du 24 mai 1840.

Mais quand ces projets seront-ils exécutés ? quand pourront-ils l'être ? combien s'écoulera-t-il d'années avant que l'apaisement des partis permette d'accomplir une œuvre de justice envers des hommes qui furent pendant leur vie et qui sont restés après leur mort en butte aux passions extrêmes ?

« La postérité, a-t-on dit, ne doit avoir pour la Gironde que des élégies et des fleurs funéraires ; mais point de protestation en pierre de taille contre le 31 mai. point de mausolée politique. Le seul qui soit possible aujourd'hui devrait être dédié : *aux victimes des discordes civiles ! à l'oubli du passé !* »

Cette pensée n'est nullement inconciliable avec le monument projeté par M. Guadet ; elle se retrouve en germe dans le discours de Baudin que nous avons déjà cité. Les paroles qu'il met dans la bouche des Girondins pourraient encore servir de devise au cénotaphe qu'on propose aujourd'hui pour eux. « Représentans du Peuple, » disait le président de la Convention le dernier jour où elle devait siéger,

« Représentans du Peuple, j'entends les ombres plaintives de nos collègues immolés qui nous demandent un sacrifice expiatoire. Hâtons-nous de nous presser autour de leur tombeau ; ne foulons qu'avec respect leurs cendres révérees, interrogeons ces morts illustres sur le choix de la victime. — Ah ! nous répondent-ils, gardez-vous de verser du sang ! Jusqu'à quand doit-il couler encore, et quand briserez-vous la faux impie qui nous moissonna ? Votre première séance fut signalée par l'abolition de la royauté ; que l'abolition de la peine de mort rende encore mémorable votre dernière journée. Les victimes qu'il vous faut immoler à notre mémoire, c'est la haine, le ressentiment, la vengeance. Que tous les hommes qui ont servi la liberté et qui ne l'ont point déshonorée par le crime sachent enfin pardonner à l'erreur, oublier les nuances d'opinion et les préventions de parti, pour ne former tous ensemble qu'une phalange étroitement serrée contre les ennemis de la République. »

C'est sous l'invocation de ces idées généreuses que devrait être placé le monument des Girondins. Point de revendication du passé, ni de vengeance rétrospective : l'oubli du mal, la mémoire du bien ; l'amnésie auprès de l'apothéose, et pour l'avenir cette grande leçon qui ressort de ces trente-deux ou quarante-cinq cercueils réunis ; l'abolition de la peine de mort en matière politique. Il n'est personne qui ne s'associe à de tels sentiments, qui n'adopte un symbole qui serait de nature à rapprocher de nous l'exécution du projet entrevu dès 1795. Nous ne pouvons, quant à nous, qu'appeler ce jour de tous nos vœux, heureux si par la publication de ces documents, par l'exhumation de ces paroles de paix et de concorde, tombées de la tribune de la Convention, nous avons pu apporter notre pierre à l'édifice et rendre moins lointaine sa réalisation.

SUPPLÉMENT DE L'APPENDICE.

V. Préface, § I^{er}. — Tragédie : *La République de Syracuse ou la Royauté abolie*, lue et représentée à Bordeaux.

Une page détachée du *Journal des Débats de la Société des Jacobins*, séance du 26 novembre 1792, donnera une idée exacte de ce qu'était à cette époque l'esprit public à Bordeaux, et aussi de l'usage qui régnait alors de traduire les événements contemporains sur la scène. Traits de mœurs à noter pour la tragédie de Salle.

« Un membre obtient la parole pour lire à la Société une lettre que lui adresse un patriote de Bordeaux. Ce patriote annonce s'être rendu, aussitôt son arrivée dans cette ville, à la séance de la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité, où il assista à la lecture d'une pièce patriotique, intitulée : *La République de Syracuse ou la Royauté abolie*.

» Cette pièce y fut parfaitement accueillie; on arrêta que le jour où elle seroit jouée, la Société ne tiendrait pas de séance, qu'une députation de six membres y assisteroit en son nom.

» Le jour de la représentation toutes les places étoient remplies de très-bonne heure: la toile se lève et le théâtre représente le palais de M. *Veto*, on lui apprend les plaintes que son peuple fait contre lui et les déprédations de Madame *Veto*; il se fâche : une insurrection le rend plus doux. Le peuple veut devenir libre, il se donne une Constitution; un général patriote est mis à la tête de la force armée; Madame *Veto* veut séduire celui-ci. Mais dans la pièce elle ne vient pas à bout de son projet comme dans notre Révolution.

» La Constitution faite, le monarque constitutionnel jure et rejure tout ce qu'on veut et ne tient rien; enfin le peuple ouvre les yeux une seconde fois, il voit que le Monarque le trompe : il attaque le château, fait prisonnier M. et Madame *Veto* et les enferme dans une tour. On leur fait leur procès.

et le Sénat de Syracuse les envoie l'un et l'autre à la guillotine.

» Là commence le cinquième acte : la guillotine sur le théâtre excite un mouvement de stupeur dans la salle; les uns disoient : Peut-on représenter des choses comme cela ! Des femmes se trouvoient mal ; enfin , au milieu du silence le plus absolu , M. et Madame Veto arrivent au pied de l'instrument fatal. Au moment où ils montent à l'échelle , un cri du peuple ordonne leur grâce et les condamne à une prison perpétuelle.

» Au cri de grâce , ajoute l'écrivain , la salle retentit d'applaudissemens , tant l'esprit public est détérioré dans cette ville ; aussi , continue-t-il , on n'y entend ni crier aux armes , ni battre la générale , enfin c'est un calme plat qui y règne.

» Le patriote Terrasson a voulu parler , dans la Société , en faveur de Marat , de Robespierre , de Danton et autres qu'on taxe de factieux , on n'a pas voulu l'écouter ; il a eu beau vouloir séparer la cause de Marat de celle de tous les autres , on n'a pas voulu l'écouter. »

*Le Ministre des Affaires Étrangères au sieur Cambon ,
Président du Comité de Salut Public. .*

Paris, le 5 juin 1793 , l'an II.

Ainsi que je vous l'avois annoncé , j'ai reçu aujourd'hui la personne de confiance envoyée auprès du général Biron. Je m'empresse de communiquer au Comité les choses importantes que j'ai apprises.

Les confidences que le général a faites se rapportent à trois points :

1. L'Angleterre ;

La Vendée ;

Bordeaux.

Ménager Bordeaux , a-t-il dit ; on m'a paru bien déterminé à ne pas se mêler des affaires de Paris , mais plus déterminé encore à conserver la Liberté , la Propriété et l'Opulence. Leur confiance dans leur députation paroît très-grande et générale.

Ils ne veulent pas de Roi ; ils veulent une République riche et tranquille.

Un parti violent n'est le vœu de personne , mais s'il se pre-

noit contre Bordeaux quelque parti sévère, il y auroit une grande explosion : ils demanderoient des services à qui pourroit leur en donner, et on ne les leur refuseroit pas.

Le général a donné à entendre que la ville de Bordeaux pourroit, en se déclarant indépendante, demander à être traitée à l'instar des villes anscatiques et se faire appuyer par les Anglois, qui ne demanderoient pas mieux. Ceci est de la plus sérieuse importance, et on ne sauroit se hâter trop de le prévenir.

Le général Biron a une autre opinion de Marseille.

*Lettre de Marc-Antoine Baudot,
au Rédacteur du JOURNAL DES HOMMES LIBRES.*

9 septembre 1793.

« Nous avons visité tous les Rois de la Gironde et leur capitale... Notre éloquence s'est réduite à quatre mots, elle forme un dialogue assez plaisant :

» LES GIRONDINS. — Quelle est votre mission ?

» LES REPRÉSENTANS. — Les subsistances et l'exécution de la Loi.

» LES GIRONDINS. — Des subsistances, nous les prendrons ; des lois, nous jurons ici la République une et indivisible.

» Mais la Loi, non ! Quels sont vos principes ?

» LES REPRÉSENTANS. — Nous sommes Républicains, nous avons voté la mort du Tyran.

» LES GIRONDINS. — Oh ! les scélérats ! il faut les pendre... »

(Journal des Hommes libres. 1793, n° 312.)

La concordance entre ces trois documents est remarquable.

On voit nettement quel était l'esprit de Bordeaux à cette

époque : on acceptait la République, on ne voulait pas de la Montagne.

Or, les Montagnards voulaient qu'on fût républicain comme eux et non autrement, sous peine de mort. C'est ce que prouvent leur guerre à outrance au fantôme du fédéralisme et ce mot de Camille Desmoulins, frappé de la fermeté que montrait Girey-Dupré en allant à l'échafaud : « *On ne meurt pas comme cela*, disait-il, *sans être républicain* ; MAIS MALHEUREUSEMENT IL NE L'ÉTAIT PAS COMME NOUS. » (*Almanach des Bizarries humaines*. Paris, chez Bailleul, l'an V de la Répub., p. 32.) On croirait entendre les casuistes des *Provinciales* discutant sur les subtilités de la grâce ! Seulement ici la discussion aboutissait non à une censure plus ou moins ridicule de la Sorbonne, mais au verdict fatal du Tribunal révolutionnaire...

P. 128. — L'adjudant général Mergier, dont il est ici question, paraît avoir été un parent de Danton : il était né à Arcis-sur-Aube. Voici son acte de baptême :

« Ce jourd'hui mercredi quatre novembre mil sept cent soixante douze George Nicolas fils de Nicolas Jean Mergé M^{re} fabricant de bas et de Marie Magdeleine Béon sa légitime épouse est né et a été batisé par moy vicaire de cette paroisse soussigné le parein Sieur George Béon anbergiste, la marcinne D^e Syre Bay épouse du S^r Louis Ludot marchand, qui ont signé le père de l'enfant absent.

» Signé : SYRE BAY femme de Ludot, G. BÉON.

» HUGUENOT GALLOT vicaire. »

Dans cette copie, où l'orthographe a été exactement reproduite, le nom de famille est écrit *Mergé* ; mais dans l'acte de naissance de la sœur de Mergé, Élisabeth-Charlotte, née le 4 novembre 1776, le nom est écrit *Merger*, et une sœur aînée qui figure comme marraine paraît signer

Merger. Enfin, d'après la nièce du général, aujourd'hui encore receveuse des postes à Arcis, la véritable orthographe du nom de famille de son oncle serait *Mergez*.

Dans l'acte de naissance d'Élisabeth-Charlotte, non plus que dans l'acte de naissance de Georges-Nicolas, le père ne figure pas à l'acte ; on ne peut donc vérifier l'orthographe par sa signature.

Page 421. — On ne savait au juste ce qu'était devenu Compain¹. Les uns disaient qu'il était mort de ses blessures, les autres affirmaient le contraire. Nous avons retrouvé l'acte de décès, grâce au concours qu'a bien voulu nous prêter M. Chesneau, ancien avoué près le tribunal de Bordeaux. Il en résulte que Compain succomba aux mauvais traitements dont il avait été victime. Voici d'abord un article du *Journal de Bordeaux* qui raconte les scènes violentes auxquelles Compain fut en butte.

JOURNAL DE BORDEAUX,

Du 16 germinal an III.

» Il y a quatre jours, exaspération par suite de la nouvelle du retour de Marat-Peyrend, d'Herval, etc.

» On annonçait aussi le retour de Compain. Ce dernier s'est montré l'un des plus zélés partisans de la Terreur. Il a pris une part active aux événements sur lesquels Bordeaux gémit ; mais on assure que sa conduite a été désintéressée, qu'il avait l'âme pure, et qu'une imagination ardente, une tête on ne peut pas plus exaltée l'avaient seules dirigé : ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a le premier attaqué Lacombe

¹ Mademoiselle Compain, d'abord danseuse à l'Opéra, devint ensuite artiste de la Comédie française. (*Correspondance de Métra*, t. IV, p. 421.) On connaît le distique qui courait sur son nom. On nous assure qu'elle était sœur de l'acteur bordelais dont il est ici question.

publiquement et qu'il paraît qu'il fut plutôt instrument de sa scélératesse, qu'il s'attacha à la démasquer sans être retenu par la terreur que son pouvoir inspirait.

» Quoi qu'il en soit, l'opinion publique poursuivait Compain, et pour son malheur il osa la braver : avant-hier, après dîner, il parut au café de la Comédie avec un de ses camarades, contre lequel il existe aussi des préventions (c'était un nommé Parmentier).

» Ils furent maltraités, assaillis, et Compain accablé de coups, percé d'un sabre ou d'une épée, fut porté expirant au Comité de surveillance.

» Le 14 germinal, le Conseil de la Commune fit une proclamation à l'occasion de cet événement. Il fit appel aux sentiments d'ordre et d'humanité...

» Séance du Comité de Surveillance du 14 germinal. — A cinq heures et demie le Comité est en séance.

» Une grande foule de peuple, quelques gens d'armes à pied et trois officiers municipaux entrent dans la cour du Comité. Ces derniers et la foule des citoyens ont bien de la peine à soustraire un particulier nommé Compain, qu'ils font entrer dans la salle des séances. Le peuple paraît agité...

» Cependant il se retire au bout d'une heure et demie. Les membres du Comité donnent et font donner à Compain, qui paraît blessé et dont la tête est couverte de sang, tous les secours en leur pouvoir. Ils envoient chercher plusieurs officiers de santé ; un d'eux arrive, visite les blessures de Compain et assure les membres du Comité que d'ici à trois heures il n'y a pas de danger, qu'alors il pourra être transporté à l'hôpital.

» A huit heures et demie du soir, le Comité fait venir des porteurs et transporter avec toutes les précautions qu'exige l'humanité ledit Compain à l'hôpital. Cette translation se fait avec prudence et sagesse.

» A neuf heures, les membres du Comité qui ont accom-

pagné ledit Compain rentrent dans la salle des séances et rapportent l'avoir déposé à l'hôpital, où on lui avait donné les premiers secours qu'exigeait son état, et qu'on se préparait après quelque moment de repos à visiter ses blessures. Ils remettent sur le bureau le reçu des portiers de l'hôpital. — Les officiers municipaux qui ont accompagné Compain ont dressé leur verbal dans la salle des séances du Comité. »

BORDEAUX. *Registre des décès. Centre. An III (1795).*

« Sont morts hier à l'hôpital civil Saint-André, de cette commune, ainsy qu'il est étably au Verbal du citoyen Lorique, administrateur et commissaire dudit hôpital, les cy-après nommés...

» 1279. *Charles COMPAIN*, âgé de trente ans, artiste du théâtre, natif de Bruxelles, Pays-Bas autrichiens, fils de Louis Compain et de *Georgéon*, époux de *Marie-Madeleine Fournier*, domicilié à Bordeaux, le dix-neuf germinal l'an trois républicain.

» Signé : *AYMÉ*, off^{er} public. »

Page 458. — LA PHRASE D'ISNARD. — Dans une brochure intitulée *Ma proscription*, Isnard raconte lui-même comment il fut amené à prononcer cette phrase devenue célèbre. Il faut lire la brochure entière. Nous nous bornons aux extraits suivants, p. 11 et 15 :

« Les projets des conspirateurs étoient au moment d'éclater, lorsque, le 16 mai soir, je fus élu Président de la Convention : je vis mon tombeau creusé sous le fauteuil; loin de m'en effrayer, je n'en devins que plus courageux à remplir mes devoirs... Je fus averti que dans l'Hôtel même de la Mairie on discutoit officiellement le meurtre des Représentans du Peuple; j'étois encore dans les premiers trans-

ports où me jettoit cette nouvelle, lorsque le Conseil municipal de Paris se présente à la barre et demande l'élargissement de son complice *Hébert*; à la vue de ces assassins de la Convention et de la France, je m'indigne, et pour leur épargner un fratricide, pour les arrêter dans la carrière du crime en les glaçant d'effroi, je leur adressai cette réponse trop célèbre, dont ils ont tant abusé pour me perdre et dont l'intention fut si pure. »

Voici l'extrait textuel du *Moniteur* qui est relatif à cette réponse :

« La Convention, qui a fait une déclaration des droits de l'homme, ne souffrira pas qu'un citoyen reste dans les fers s'il n'est pas coupable; croyez que vous obtiendrez une prompte justice; mais écoutez les vérités que je vais vous dire : La France a mis dans Paris le dépôt de la Représentation nationale; il faut que Paris le respecte, il faut que les autorités constituées de Paris usent de tout leur pouvoir pour lui assurer ce respect. Si jamais la Convention étoit *avilie*, si jamais par une de ces insurrections qui depuis le 10 mars se renouvellent sans cesse et dont les magistrats n'ont jamais averti la Convention (Violens murmures, interruptions.), si par ces insurrections toujours renaissantes il arrivoit *qu'on portât atteinte* à la représentation nationale au nom de la France entière (Réclamations en sens contraires.) je vous le déclare au nom de la France entière, Paris seroit anéanti... (Rumeurs à gauche, applaudissements à droite.) Bientôt on chercheroit sur les ruines de la Seine si Paris a existé... »

» Le glaive de la Loi qui dégoutte encore du sang du tyran est prêt à frapper quiconque oseroit s'élever au dessus de la représentation nationale. » (Voyez le *Moniteur* de 1793, n° 147, séance du 25 mai. La citation d'Isnard est scrupuleusement exacte.)

Telle est la phrase qui a servi de prétexte à tant de dé-

clamations et qu'on a appelée *le sacrilège politique d'Isnard*. Prenant au sens propre ce qui n'avait été dit évidemment qu'au figuré, on a reproché non seulement à Isnard, mais à tous les Girondins, d'avoir conspiré la ruine de Paris et d'en avoir provoqué l'anéantissement. On voit qu'il n'y a rien de semblable dans les paroles si sévèrement, si injustement incriminées. Et quand on se place en face du texte, on est stupéfait de l'ineptie du reproche ou de la mauvaise foi des accusateurs.

Si d'ailleurs l'hyperbole échappée à la fougue méridionale d'Isnard avait besoin d'une excuse, on la trouverait dans ces mots de Collot-d'Herbois, qui, accusé d'avoir proféré une parole bien autrement grave, s'en excusait en disant : « C'est une de ces *métaphores* que le sentiment inspire et qui ne sont jamais des propositions exactes. » (V. ci-dessus, p. 463.)

Il faut se souvenir aussi que le parti montagnard, qui demandait ici la mise en liberté d'Hébert, devait bientôt le faire arrêter à son tour et l'envoyer à l'échafaud.

Page 493. — Lecointre, par acte devant Monget, notaire à Versailles, du 20 pluviôse an IX, avait fait des dispositions en faveur de Jeanne-Louise Lesourt, sa femme.

Ce fut son seul testament, du moins il n'en fut produit aucun autre dans la liquidation de sa succession, qui eut lieu par-devant M^e Grelet, notaire à Paris, le 21 août 1806.

Il n'y eut pas non plus d'inventaire : avant de procéder au partage des immeubles, la veuve et les héritiers réglèrent leurs droits mobiliers par un pacte de famille, dans lequel il est déclaré qu'il n'a pas été fait d'inventaire, toutes les parties étant présentes, majeures et d'accord entre elles.

Ainsi nul espoir de retrouver mention des Mémoires des Girondins dans les papiers de L. Lecointre. Nous avons appris seulement, au cours de ces recherches, que M. Loyvet, gendre de L. Lecointre, avait publié *quelques Notices con-*

cernant son beau-père. (Lettre de M. Menager, notaire à Sèvres.) Nous n'avons pu nous procurer ces notices, et ne savons si elles contiennent quelques renseignements utiles sur le point qui nous intéresse.

Page 497. — Louvet mourut *le 8 fructidor an V* (25 septembre 1797).

Rien n'est plus variable que la date assignée à la mort de Louvet. Dans la collection Barrière et Berville, on lit, page xi, que Louvet s'éteignit... le 6 fructidor an V (21 août 1797), et quelques pages plus loin, le même ouvrage dit : « C'est le 7 fructidor que l'inflexible mort a tranché par sa faux les jours de Louvet. » Les biographies sont encore bien plus discordantes entre elles. Pour mettre fin à ces variations, nous avons dû recourir à l'acte de décès, que nous avons trouvé non sans peine, grâce au concours obligeant de M. de Saint-Johanny, directeur des Archives de l'état civil de la Seine :

« X^e arrondissement. — Du neuf fructidor l'an V de la Rép., etc. Acte de décès de J. B. Louvet, mort hier à 1 heure du matin, profession d'imprimeur, âgé de 37 ans, natif de Paris, y domicilié, rue de Grenelle, maison de Sens (*sic*), fils de Louis et de Marie Louise Louvet, marié à Marguerite Denuelle, — ses témoins, Pierre-Philippe Deherain, notaire à Paris, rue Neuve des Capucins, n^o 3, parent du défunt, et Jean-Louis Bernard, âgé de 61 ans, ancien employé, dem^t rue Bailleul, 10, lequel a dit être cousin issu de germain du défunt.

» Le corps dudit citoyen Louvet a été transporté et inhumé au domaine de Chancy, commune de Prénoy, dép^t du Loiret, le 29 g^{al} an VI, desquels transport et inhumation mention en marge a été faite, etc. »

Marie Denuelle fut enterrée plus tard auprès de Louvet; puis, en 1847, le domaine de Chancy ayant été aliéné par la

famille Louvet, les deux corps ont été transportés dans le cimetière de Montargis (Loiret).

Il n'existait aucune inscription sur le marbre qui recouvrait les cercueils en plomb, et l'inscription actuelle se borne à l'énoncé des noms.

Page 505, à la note 1. — « Le Comité ne pouvant remplir ses obligations qu'en étendant ses agents et sa correspondance partout où la sûreté générale et la surveillance l'exigent... il est nécessaire d'augmenter le nombre de ses bureaux et de ses employés en tous genres. Les dépenses d'un établissement aussi vaste qu'indispensable dans un gouvernement républicain, surtout dans le moment de crise et de convulsion qui agite l'Empire... il est donc nécessaire que les dépenses soient proportionnées à l'étendue du plan qu'il est obligé d'adopter pour être utile et qu'il puisse disposer de fonds plus considérables que ceux qui jusqu'ici ont été mis à sa disposition. — En conséquence, le Comité arrête qu'il sera demandé au Comité de Salut public de la Convention la somme de un million, dont 500,000 livres au temps le plus rapproché et 500,000 lorsque ces premiers fonds seront à moitié employés. »

Page 505, même note. — Voici un spécimen de ces caricatures; elles étaient commandées par le Comité de Salut public et exécutées par David.

On trouve d'abord sur les registres du Comité le texte des arrêtés sous ce titre : Le citoyen David, député, 13 septembre 1793.

« Le Comité de Salut public arrête que le *Député David* sera invité à employer ses talents et les moyens qui sont en son pouvoir pour multiplier les gravures et les caricatures qui pourront *réveiller l'esprit public* et faire sentir combien sont atroces et ridicules les ennemis de la Liberté et de la République. » (Arch. imp., registre AF, n, 46, p. 326.)

Puis vient l'exécution :

Le Comité de Salut public, sur la présentation qui lui a été faite par le citoyen David, peintre, de deux caricatures de sa composition, l'une représentant une armée de cruches commandée par George, mené par le nez par un dindon; l'autre représente le gouvernement anglais sous la forme d'une figure horrible et chimérique, revêtu de tous ses ornements royaux.

Arrête que l'artiste David remettra au Comité 1000 exemplaires de chacune de ces caricatures, savoir : 500 en noir et 500 colorés, et qu'il lui sera donné en indemnité un mandat de trois mille livres, à prendre sur les cinquante millions dont le Comité peut disposer.

29 floréal, an II^e.

Signé : CARNOT, C. A. PRIEUR.

Faire le mandat en conséquence.

Expédié. — L'expédition a été remise au citoyen David.

État des dépenses qu'occasionnera la gravure d'un dessin intitulé *l'Armée royale-cruche*, savoir :

Pour le graveur.	550 liv.
Pour frais d'impression.. . . .	12
Pour papier, les cent feuilles.. . . .	15
Total.	<u>577 liv.</u>
La feuille coloriée à 50 sous le cent.	250
La feuille non coloriée à 30 sous, fait le cent.	150

Explication du dessin intitulé *l'Armée royale-cruche* :

N° 1. George, roi d'Angleterre, commande en personne l'élite de son armée royale-cruche, n° 2. Il est conduit par son ministre Pitt ou milord Dindon, n° 3, qui le tient par le nez, pour mieux lui prouver son attachement. L'avant-garde de la royale armée, n° 4, reçoit un échec à la porte de ville, n° 5, qui est occasionné par la colique de quelques sans-culottes placés au haut de la porte, n° 6. Fox ou milord Oie, n° 7, ferme la marche, monté sur sa trompette anglaise qui

sonne un rappel en arrière; n° 8, artillerie anglaise nouvelle qui a la vertu d'éteindre les incendies et de délayer les fortifications. (Archives de l'Empire, A. F². 66.)

Explication du dessin intitulé *Gouvernement anglais* :

Le gouvernement anglais représenté sous la forme d'une figure horrible et chimérique, revêtue de tous ses ornements royaux; le Roi se trouve au derrière du gouvernement, lequel vomit sur son peuple une multitude d'impôts qui le foudroie. Cette prérogative est attachée au sceptre et à la couronne. (Arch. de l'Emp., *ibid.*)

Une épreuve de l'*Armée royale-cruche*, en couleur, se trouve au cabinet des estampes de la Bibliothèque impériale, collection de l'histoire de France, 1794, 1^{re}. Elle ne porte aucun nom, ni celui du dessinateur, ni celui du graveur¹.

Au bas on lit l'explication qui est rapportée ci-dessus. La gravure n'est que l'exécution trop fidèle du texte.

La gravure de la caricature n° 2 ne paraît pas avoir été exécutée. Nous n'en avons du moins trouvé aucun exemplaire.

Il n'est pas possible de douter que l'auteur de ces productions ne soit Louis David, puisque l'arrêté du Comité lui donne le titre de *Député*, et qu'il n'y avait aucun autre député de ce nom dans la Convention. C'est donc une révélation qui nous montre David sous un jour nouveau et inattendu. Il y a eu en lui deux hommes : « le Roi du savant pinceau » qui a fait *les Fils de Brutus*, *la Mort de Socrate*, *le Serment du Jeu de Paume*, et qui inspira les premières strophes connues d'André Chénier; puis il y eut l'ami de Marat, le disciple de Robespierre, qu'André Chénier renia,

¹ Une autre épreuve se trouvait dans la Collection Lajariette. Elle a été adjugée moyennant douze francs à M. Dubois-Dubais, amateur distingué de gravures, fils du membre de la Convention Dubois-Dubais.

et que Villers, dans un jour de verve, surnomma le Raphaël des Sans-Culottes. C'est à cette deuxième manière qu'appartenaient l'*Armée royale-cruche* et les détails tirés de l'arsenal du sans-culottisme.

Si David caricaturiste nous étonne, que dirons-nous de David dramaturge ? Il a cependant payé son tribut et voulu, comme tous les hommes de son temps, faire une tragédie ! Voici en effet ce qu'on lit dans l'*Orateur du peuple* de Fréron, n° 106 :

« David ayant conçu le plan d'une tragédie en vers du temps de Robespierre, on lui conseilla, vu son peu d'habitude de versifier, de livrer la partie du style à un poète.

» Cette tragédie était intitulée : *Les Thermopyles*.

» David ne put pas s'entendre avec le poète, et la tragédie en resta là. »

David ne fut donc coupable que d'une simple tentative d'essai dramatique. Il est à regretter que ce projet ne se soit pas réalisé, nous aurions eu le commentaire en vers du *Léonidas* de la main qui avait exécuté le célèbre tableau. Nous doutons que la poésie eût valu la peinture. Elle n'en eût pas moins été fort curieuse.

Mais David n'a pas eu seulement la velléité d'une tragédie, il a été l'objet lui-même d'une pièce qui, elle, a été écrite complètement jusqu'au dernier acte, et qui existe peut-être encore dans quelque carton d'amateur. C'est aux souvenirs de Vilate que nous empruntons l'anecdote qu'on va lire.

Nous la reproduisons avec d'autant plus de plaisir que nous ne la retrouvons pas dans les biographies de David, et qu'elle fait honneur à celle qui accomplit ce trait de générosité ainsi qu'au grand peintre qui l'inspira :

« J'étais hier au soir, dit-il, dans la chambre d'un prisonnier.

» ... Je le trouvai à retoucher un drame qu'il a composé sur la réunion de David et de sa femme au Luxembourg.

» Dans le premier acte, on voit l'enthousiasme du peintre sur la composition de son grand tableau du Serment de l'Assemblée constituante au Jeu de paume, à Versailles, ouvrage qui exige quatre années de travaux.....

» Il me lut le dernier acte de sa pièce, et je crus moi-même voir la femme de David, en deuil de la mort de son père, les larmes aux yeux, entourée de ses quatre enfants, disant à son mari : « Nous fûmes obligés de nous séparer par la différence de nos opinions politiques; nous eûmes des torts réciproques. Tu es dans le malheur : hier j'ai perdu mon père, qui me laisse seize mille francs de rente; tu es dans les fers, je viens t'épouser une seconde fois; que nos enfants soient le lien qui nous réunisse; je vais donner tous mes soins à te procurer ta liberté! »

» L'auteur a rendu cette scène pathétique avec toute l'expression sentimentale, avec tous les caractères de la vérité propres à honorer l'espèce humaine. »

(Des *Causes secrètes de la révolution du 9 au 10 thermidor*, par Vilate, ex-juré au Tribunal révolutionnaire; Paris, an III. — *David peintre*, c. VI, p. 20. — *Les Mystères de la Mère de Dieu dévoilés*, t. III¹.)

Page 565. — Mémoire présenté au Directoire par un ancien secrétaire du Comité de Sûreté générale.

Ce rapport n'est ni signé ni daté, mais il nous a été possible d'en retrouver l'auteur et la date. Il est de Blache, ainsi que le précédent, et il a été écrit le 15 pluviôse an IV.

¹ « Les trois recueils d'anecdotes qui ont paru sous le nom de Vilate ne sont pas de lui. Le fond à la vérité lui appartient, mais la broderie appartient au citoyen Duquesnoy, détenu dans la même prison, ex-constituant, qui se chargea d'habiller les poupées. Rien de plus vrai que le fond sur lequel on a bâti le roman, les anecdotes sont vraies. » (Papiers inédits de Courtois, Préfecture de police, aujourd'hui brûlés.) Duquesnoy serait-il aussi l'auteur de la pièce sur la réconciliation de David avec sa femme?

Voici comment nous avons pu nous en assurer. On lit à la page 28 :

« Le Comité de Sûreté générale, dont j'étais agent secretaire, me donna une Commission *ad hoc* pour faire exécuter la loi de prairial an II (qui ordonne que les meubles et effets de demeures ci-devant royales soient remis dans les garde-meubles). Le premier usage que j'en fis fut de me transporter à la Muette, puis à Choissi (*sic*). »

L'agent du Comité prétend que des détournements considérables avaient eu lieu, et il raconte longuement comment, sur son rapport, le Comité a fait mettre en arrestation à la Conciergerie la veuve *Filleul* et la femme *Chalgrin*. En nous reportant aux registres d'écrous de la Préfecture de police, nous devons trouver le nom de l'agent chargé de mettre à exécution les mandats d'arrêt ; ce nom ne s'y est pas rencontré : Amar seul y figure comme membre du Comité de sûreté générale.

Mais il existait un Mémoire se rattachant à cette affaire et que connaissait M. Léon Labat, le conservateur des Archives de la Préfecture de police, si versé dans les papiers de la période révolutionnaire, qu'il a classés et analysés avec un ordre parfait. Il nous communiqua immédiatement cette pièce, dont le titre est ainsi conçu : *Observations sur le compte rendu à la Commission des domaines nationaux* par le citoyen BLACHE, Agent Secrétaire du Comité de Sûreté générale, le 1^{er} vendémiaire de l'an III de la République. Sous la quatrième observation se trouve le récit de l'affaire Filleul et Chalgrin, en termes presque identiques à ceux du rapport sans signature acheté par la Bibliothèque impériale. Il était donc déjà démontré que l'auteur de ce rapport n'était autre que le citoyen Blache, se disant dans les deux pièces Agent Secrétaire du Comité de Sûreté générale.

Mais l'évidence devient plus grande encore lorsqu'on

ouvre le dossier du Tribunal révolutionnaire, affaire de la Muette. (Archives de l'Empire, W. 431.) On voit que toute l'instruction a été dirigée par Blache, depuis le premier procès-verbal signé de lui le duodi 2 messidor an II, à Passy, jusqu'à la comparution devant le Tribunal révolutionnaire. Blache ne fut pas entendu comme témoin aux débats, l'accusateur n'en produisit aucun. Huit condamnations à mort furent prononcées (6 thermidor an II), entre autres celle de l'infortunée madame Chalgrin, fille de Joseph Vernet, notre grand peintre de marine, et femme d'un homme distingué qui avait été architecte de Louis XVI et de Monsieur.

La seule charge relevée contre elle par l'acte d'accusation est « d'avoir possédé cinquante livres de bougie » provenant de la Muette et *dillapidé ainsi les biens de* » *la République.....* pour asservir la liberté et rétablir la » royauté en France ».

Blache fut évidemment l'agent de cette horrible affaire, qui n'est pas sans analogie avec celle de madame du Barry ; il paraît avoir eu pour spécialité le supplice des femmes marquantes. Il faut lire dans le manuscrit de la Bibliothèque sa lutte contre André Dumont, qui chercha à sauver plusieurs de ces malheureuses victimes ; il faut voir la joie féroce que Blache fait éclater lorsqu'il l'emporte et qu'il parvient à faire monter sur l'échafaud, après la *sibarite* de Louvecienne, une *servante* de Cour (madame Filleul) protégée de l'*infâme Marie-Antoinette*, et la femme de l'*architecte du Tyran* (madame Chalgrin).

Mais comment se fait-il que deux des rapports de Blache se soient trouvés dans les papiers de Charles Duval ? On voit par le second qu'il appartenait au parti de la Montagne, et qu'il était très-hostile à la Gironde. Ainsi, il reproche amèrement à L. (Legendre ou Lindet) *d'avoir refusé, étant convaincu de l'innocence de l'infortuné Goujon, de dire un mot pour faire triompher sa vertu.* En même

temps il déclame rétrospectivement contre le fédéralisme, et il semble s'inspirer de L. Lecointre, dont il invoque l'autorité. Ainsi il dit *passim* :

« La faction qui s'était promis de commencer à donner l'exemple de la destruction des grandes villes sur le territoire de la République. les projets que Roland, Petion, Barbaroux, Buzot, Brissot, Louvet et Lanjuinais n'avaient osé faire admettre que dans le silence de leurs assemblées à Paris, et qu'ils avaient adoptés comme une nécessité à Caen, lors de la formation de leur Comité d'insurrection contre l'oppression, soutenu par le général Wimpffen, et dont la nécessité vient d'être démontrée à L. Lecointre par le gouvernement actuel, dans la conversation qu'il rapporte page 8 de *son compte rendu au mois de frimaire dernier*¹. . . . »

Cette citation des écrits de Lecointre n'est pas la seule. Si on la rapproche de la sympathie exprimée par Blache pour Goujon, on s'explique ses relations avec les Montagnards post-thermidoriens, et on se rend compte de la possession par Charles Duval des deux Mémoires provenant de ce personnage, que probablement il a dû connaître.

La pièce est datée implicitement par sa référence au compte rendu de Lecointre, qui est du mois de frimaire an IV, et par l'énonciation suivante qu'elle renferme : « Aujourd'hui 45 ventôse, je vois une proclamation du mi-

¹ Il existe en effet une brochure datée du 30 frimaire an IV et intitulée : *Compte rendu par Lecointre de Versailles, etc., au Peuple françois*, et cette brochure contient bien à la page 8 une note très-longue dans laquelle Lecointre raconte une conversation qu'il aurait eue avec un *gouverneur* qu'il ne nomme pas.

Cette brochure, de trente-deux pages, est extrêmement rare. La Bibliothèque ne la possède pas, ni celle du Louvre non plus. Les collections de la Sicotière et Ch. Renard ne l'ont pas. Ce qui indiquerait qu'elle aurait été tirée à petit nombre, et cependant, chose remarquable, Blache la citait *de visu*. Il faut donc admettre des relations assez étroites entre Lecointre et lui.

nistre de la police, qui invite les patriotes et les républicains à s'armer pour repousser les Brigands, les royalistes et les assassins, etc. »

Riouffe et madame Vigée-Lebrun ont donné sur madame Chalgrin et madame Filleul, née Boquet, des détails pleins d'intérêt.

« Fille de Vernet ¹, s'écrie Riouffe, c'est là que je pleurais ta perte, toi dont le cœur se plaisait tant à s'épancher dans le mien ! Ton acte d'accusation te remplit de joie ; la sécurité animée et la gaieté reparurent sur ton visage. « Ces faits sont tellement faux qu'ils ne peuvent me condamner », disais-tu. Le bonheur de l'innocence rayonna dans tes yeux ; l'espérance, qui a des ailes, te reporta en un instant dans les bras de ton père, de ta fille, de ton ami. Je les verrai..... Non, tu ne les verras plus ! ils t'ont assassinée.....

(RIOUFFE. Fragments et correspondance à la suite des *Mémoires d'un détenu*. Collection des Mémoires relatifs à la Révolution française. *Mémoires sur les prisons*, t. I, p. 103.)

« Nous allions très-souvent, dit madame Vigée-Lebrun, mademoiselle Boquet et moi, dessiner chez Briard, le peintre, qui nous prêtait ses dessins et des bustes antiques... Nous rivalisions de beauté... Mademoiselle Boquet avait un talent remarquable pour la peinture, mais elle l'abandonna presque entièrement après avoir épousé M. Filleul, époque à laquelle la Reine la nomma concierge du château de la Muette. Que ne puis-je vous rappeler cette aimable

¹ Elle était digne d'un père aussi célèbre, dont elle parlait sans cesse avec le respect filial et l'admiration d'une âme aussi fortement éprise des beaux-arts. Elle a cru jusqu'au dernier moment que c'était le féroce *** qui la conduisait à l'échafaud. *** faire périr la fillé de Vernet ! (*Note de l'auteur.*) Les astérisques désignent David.

femme, sans vous parler de sa fin tragique ! Hélas ! je me souviens qu'au moment où j'allais quitter la France pour fuir les horreurs que je prévoyais, madame Filleul me dit : « Vous avez tort de partir ; moi, je reste ; car je crois » au bonheur que doit nous procurer la Révolution. » Et cette Révolution l'a conduite sur l'échafaud ! Elle n'avait point quitté le château de la Muette... Madame Chalgrin, fille de Joseph Vernet et l'amie intime de madame Filleul, vint célébrer dans ce château le mariage de sa fille, sans aucun éclat, comme vous imaginez bien. Cependant, dès le lendemain, les révolutionnaires n'en vinrent pas moins arrêter madame Filleul et madame Chalgrin, qui, disait-on, avaient *brûlé les bougies de la nation*, et toutes deux furent guillotonnées peu de jours après. » (Lettre II, vol. I, p. 24, édit. Amyot.)

Voici leurs écrous, tels qu'ils sont consignés sur le registre de la Conciergerie, folio 45 :

Entrée 7 messidor, Vernet, Marguerite-Émilie-Félicité, femme Chardrin (pour Chalgrin), âgée de trente-quatre ans, née à Bayonne, par ordre des Représentans du Peuple, membres du Comité de Sûreté générale, Amar et autres.

Même date, Anne-Rosalie Boquet, veuve Filleul, ci-devant concierge de la Muette, âgée de quarante ans, née à Paris. Mêmes motifs d'arrestation.

En marge : Exécutées à mort le 6 thermidor, barrière du Thrône.

Page 585. — Portrait de Buzot, en miniature, avec la biographie tracée par madame Roland.

La fixation des dates nous paraît ici très-importante. C'est à ce titre que nous citons quelques lignes du journal *l'Union* de Seine-et-Oise, du 9 mai 1863, qui déterminent exactement l'époque à laquelle se rapporte la découverte du portrait de Buzot.

Compte rendu de la Société des sciences morales, etc., de Seine-et-Oise, séance du 24 avril 1863.

« M. Vatel, après avoir rappelé quelques-uns des jugements portés sur madame Roland par les principaux historiens de la Révolution, rappelle que, sans incriminer la pureté des mœurs de cette femme célèbre, ils s'accordent à lui attribuer, sinon une passion, du moins une tendresse très-marquée pour l'un des hommes de la Gironde; mais quel était-il? Ici les historiens varient : les uns nomment Barbaroux, les autres Buzot. M. Vatel ayant acheté récemment un petit médaillon de Buzot, a trouvé derrière ce portrait une Notice sur le célèbre Girondin, notice reconnue comme étant de la main de madame Roland ¹, et comme ayant dû être écrite dans sa prison. Cette notice, dont plusieurs phrases sont identiques à celles qui se trouvent dans les Mémoires de madame Roland sur ce même personnage, paraît propre à fixer toutes les incertitudes. Madame Roland a eu pour Buzot un sentiment très-vif et très-sérieux, mais très-pur. »

Ces lignes ont été imprimées. . . . le 9 mai 1863.

Le Catalogue de M. France, contenant l'extrait des lettres de madame Roland à Buzot, n'a paru que près d'un an plus tard. . . . en février 1864.

La Relation anonyme découverte par M. Dauban, et qui prouve que le portrait des Archives est celui de madame Roland, a été publiée chez M. H. Plon. . . . en mai 1866.

La tradition qui constate l'existence d'un portrait de femme entre les mains de Buzot pendant son séjour à Saint-Émilion est consignée dans l'ouvrage de M. Guadet, remontant à . . . l'année 1841.

On voit par ces dates, rigoureusement déterminées, que la démonstration que nous avons soumise à nos lecteurs s'est

¹ C'est M. Sensier qui a reconnu l'écriture de madame Roland.

faite en quelque sorte d'elle-même, sans idées préconçues, et par le résultat de découvertes successives qui convergent au même but.

Portrait de madame ROLAND. — M. Sensier est un des hommes les plus versés dans l'histoire intime de la Révolution française; il en connaît les principaux personnages par leurs autographes, leurs portraits, leur famille. La finesse de son goût égale l'autorité de sa critique. Après l'appui qu'il nous avait prêté lors de la découverte du portrait de Buzot, c'était un devoir pour nous de lui soumettre nos conjectures sur la miniature des Archives qui en forme le pendant (V. ci-dessus p. 575-587). Il a étudié longuement cette question, qui est tout à la fois artistique et historique; puis les événements sont survenus, et nous avons perdu l'espoir de connaître son opinion à temps utile pour la publier, lorsque nous avons reçu la lettre suivante qui a été pour nous une heureuse surprise et qui ne sera pas moins bienvenue, nous le croyons, du public :

« Paris, 7 novembre 1872.

» J'ai vu et revu le portrait des Archives, mon cher Monsieur, et je n'ai aucun doute, c'est bien celui de madame Roland *vue de face*. C'est l'éclat de ses yeux bruns, la carnation rosée de son teint, le nez légèrement retroussé, et que votre gravure n'accuse pas aussi nettement que la peinture des Archives et les profils que nous connaissons; c'est encore la couleur et la profusion des cheveux; c'est aussi la construction osseuse de la tête, et qui pour moi, avec plus de puissance chez madame Roland, se retrouve dans quelques-uns de ses descendants (notamment madame Taillet, son arrière-petite-fille). Enfin, c'est bien elle, plus vivante encore que dans les portraits que la gravure nous a laissés.

» L'œuvre a été exécutée par un artiste de talent, qui a *enlevé* avec prestesse et sur nature l'image du modèle. Il y a une précipitation de travail qui accuse probablement la difficulté du moment : madame Roland, sans doute, n'avait pas de minutes à perdre au milieu de ses travaux et de ses dangers.

Puis la situation délicate où elle était placée, vis-à-vis du destinataire, dit assez que c'est une œuvre intime et *discrète* qui a dû être vivement mise à fin.

» C'est pour cela qu'un certain défaut d'ensemble s'y produit; tout le côté gauche dans l'ombre est peu en équilibre avec le côté droit, mais les coups de pinceau en lumière sont vifs, spirituels et d'un artiste qui a de la verve, de l'émotion et sait son métier.

» On m'a dit que la peinture *adhérait* au verre qui malheureusement est fendu; c'est regrettable, car cette avarie passe sur le menton et ne permet pas de l'observer nettement.

» Cette adhérence constituerait le *fixé*, « le portrait au fixé » de nos pères, peinture qui se faisait vite et bien *alors*.

» Plus j'y songe et plus l'image me reste devant les yeux comme le portrait de madame Roland, mais l'habitude est un si triste despote que je ne m'étonne pas de voir les fervents de la tradition rester incrédules devant ce visage : madame Roland ne nous est parvenue que *de profil*, frappée comme une médaille, d'après la silhouette noire faite en Suisse par Lavater, et d'après un second dessin par un artiste oublié, dont l'œuvre se trouve chez madame Chaley, petite-fille de madame Roland, au château de Rosières. Quant à Bonneville, il n'a copié que l'un ou l'autre, ainsi que tous les portraitistes de madame Roland, qui ne l'ont représentée que de profil, ce qui change la physionomie pour bien des visages.

» Madame Roland n'était pas prodigue de ses portraits; la famille, je crois, n'en a qu'un ou deux, y compris celui de Lavater. Elle en était si peu prodigue que j'en retrouve la trace dans une lettre qu'elle écrivait à l'ancien collègue de son mari au Ministère Girondin, Joseph Servan, après sa démission :

« Paris, 25 décembre an 1^{er}, neuf heures du soir.

» La date n'est pas indifférente, car j'ignore ce que doit être la journée de demain, il serait possible que beaucoup de gens de bien n'en vissent pas la fin. Il y a des projets désastreux contre Louis pour avoir une occasion d'aller jus- qu'aux Députés et de comprendre le Ministre de l'Intérieur dans le massacre. Les avis se multiplient et attestent que le complot existe.

» Les mesures de prudence le déjoueront-elles? C'est la

» question. J'ai fait partir ma fille pour la campagne et disposé mes petites affaires comme pour le grand voyage, et j'attends l'événement de pied ferme.

» M. R., qu'un érysipèle à la jambe retient depuis dix jours au lit ou dans sa chambre, se trainera dès le matin au Conseil qui siège aux Thuilleries (*sic*), et qui sera perennent tant que Louis sera hors de sa prison. Les avis d'assassinats pleuvent sur ma table, car on me fait l'honneur de me haïr, et je vois d'où cela vient.

» En conséquence, je vous envoie mon portrait, car encore faut-il laisser quelque chose de soi à ses amis. Je suis bien aise de vous dire qu'après mon mari, ma fille et une autre personne, il n'existe point pour le monde ni même le *contraire* des amis.

» Adieu, brave citoyen, je vous honore et vous aime de tout mon cœur.

» Souvenez-vous de ma fille et de mes deux *projets*. »

» Je vous laisse la peine de rechercher quel était ce jour menaçant du 26 décembre au 1^{er} de la Liberté¹, et toutes les autres découvertes à faire par ce document oublié sur madame Roland. Je finis cette trop longue lettre en vous proposant de faire examiner ce portrait précieux des Archives par notre ami Carrier, élève de Siccardi et de Prud'hon, miniaturiste consommé et très-apprécié avec raison, il y a trente ans, quand la miniature vivait encore; il vous dira en termes spé-

¹ Ces mots désignent évidemment le 25 décembre 1792. C'était le jour où Louis XVI devait comparaître devant la Convention pour la seconde fois et assister à la plaidoirie de ses défenseurs. Voici une lettre de Santerre qui explique et justifie les appréhensions de madame Roland :

« Citoyen Président (de la Convention), demain est le jour que vous avez désigné pour entendre Louis Capet. — Conformément aux ordres du Pouvoir Exécutif, toutes les mesures de sûreté sont prises pour le traduire devant vous sans inconvénients. — Il n'y a que la *nuît qui pourroit nuire*. Veuillez, je vous prie, Citoyen Président, me faire avoir aujourd'hui le décret qui me dicte mon devoir et l'heure à laquelle la Convention veut qu'il soit amené.

» *Le commandant général provisoire,*

» SANTERRE.

» Paris, le 25 décembre 1792. »

(Archives nationales, C² n^o 58. Dossier 290.)

ciaux la technique de cette peinture, son attribution et peut-être le moyen de la détacher du verre, de la faire revivre enfin pour vous permettre d'en demander une copie et d'en reproduire par le procédé de la gouache des gravures rehaussées de couleurs. Songez aussi à la chromolithographie, elle donne des spécimens presque aussi fins que les gravures coloriées à l'impression du siècle dernier.

» Je suis, cher Monsieur et ami, tout à vous et dévoué,

» ALFRED SENSIER. »

« Avez-vous vu la fille de madame de Champgneux, madame Chaley, c'est là que le portrait peut-être unique de madame Roland existe?

» La lettre à Servan étant un argument, au moins jusqu'au 26 décembre 1791, contre l'authenticité du physionotrace, voyez et décidez. En tous cas, je vais voir M. et madame Taillet, qui ne connaissent, je crois, que celui de Lavater. »

L'autorité de M. Sensier est grande à nos yeux, nous l'avons dit, mais voici un témoignage qui la dépasse encore et sur lequel nous n'avions pas compté, c'est la ressemblance entre la miniature des Archives et l'une des descendantes de madame Roland! N'ayant pas l'honneur de la connaître, nous ne pouvons que signaler le fait sans le juger.

Constatons aussi que la lettre de madame Roland à Servan est une pièce inédite ou du moins, de nous, inconnue.

Page 799. — M. Étienne-Henry Grangeneuve, né le 18 janvier 1787, fils de Jean-Antoine Lafargue de Grangeneuve, avocat au Parlement de Bordeaux après avoir été officier et magistrat. Le fils de Grangeneuve demeure à Bordeaux. Il a bien voulu nous donner sur les Girondins, qu'il avait connus, les détails suivants :

« J'étais bien jeune, mais j'ai encore conservé des souvenirs très-nets de cette époque. J'ai vu chez mon père Rebecqui, Couthon, Barbaroux. Celui-là était un joli garçon; c'était un beau brun. Je ne vais pas jusqu'à l'Antinoüs; mais c'était un charmant cavalier, voilà ce que tout le monde disait. »

Après avoir pris connaissance de la déclaration de madame Letellier-Valazé, M. Grangeneuve dit qu'elle est en tout conforme aux impressions qui lui sont restées. « Barbaroux, ajoute-t-il, ne m'a jamais pris sur ses genoux ; mais il est venu dîner à la maison. Je l'ai vu cinq ou six fois.

» Couthon était porté sur un fauteuil par des domestiques.

» Rebecqui traînait toujours un grand sabre suspendu à son cou.

» J'allais souvent aux séances de la Convention avec ma mère. Je me rappelle Robespierre à la tribune, bien poudré, avec un habit rouge ou bleu à boutons d'acier, de métal, un gilet blanc et une culotte.

» Il était pâle et maigre. C'était tout l'opposé de Barbaroux.

» J'ai vu Danton à la tribune ; c'était un taureau. Il a eu de beaux moments ; il était entraînant. On connaît son fameux mot : « De l'audace, de l'audace, » etc.

» Marat était un crapaud, un vrai crapaud,

» Il avait une mauvaise tenue affectée,

» Sale, débraillé, ses bas n'étaient pas tirés ;

» Je l'ai rencontré dans la rue, je ne l'ai pas vu à la tribune.

» Je me rappelle aussi Chabot ; mais il n'offre pour moi que l'image d'un homme insignifiant.

» Je me rappelle très-bien le 10 août. Nous demeurions rue Saint-Thomas du Louvre.

» Des boulets vinrent jusque dans les montants de la porte de l'hôtel Longueville.

» J'ai été conduit sur la place quand le combat a été fini : les baraques situées dans la cour du Louvre brûlaient encore. J'ai ramassé des morceaux de porcelaine dans la cour.

» Nous reçûmes chez nous une quantité de blessés, etc...

» J'ai vu le cortège funèbre de Le Pelletier-Saint-Fargeau passer dans la rue. Le corps était sur un catafalque très-élevé.

» Pendant la Terreur, mon père était caché à Bordeaux dans sa propre maison, située aux Chartrons-Saint-André, n° 329. Il se tenait dans une cache pratiquée sous un lit. Il fut dénoncé par un menuisier nommé Fauchet qui avait travaillé à la cachette. On vint faire une perquisition, et lorsqu'on fut dans la chambre, Fauchet frappa du pied, on leva le plancher et on trouva mon père. »

Il ne restait plus qu'à constater l'identité. En vertu d'un arrêté des Représentants du peuple, la Commission militaire était chargée de reconnaître l'identité des personnes mises hors la loi par les divers décrets de la Convention nationale et de les faire exécuter sur-le-champ. C'est ce qui eut lieu sans délai. Les considérants de la mise en accusation et ceux de la condamnation méritent d'être rapportés. Ils montrent quelle était l'inanité des griefs produits contre Grangeneuve, et leur conformité avec les incriminations imaginées contre les autres Girondins.

Il s'est enfui,

Il s'est *lâchement* caché,

Il a composé dans sa tanière des écrits déclamatoires, injurieux pour le brave peuple de Paris. Tels sont ses crimes.

« Ledit Grangeneuve est accusé de s'être rendu indigne de la confiance du peuple en violant ses droits les plus sacrés ;

» D'avoir calomnié les véritables amis de la liberté, les législateurs les plus vertueux, et d'avoir grandement contribué par sa correspondance à égarer les citoyens de Bordeaux ;

» De s'être soustrait au décret d'accusation lancé contre lui après avoir solennellement déclaré à la Convention nationale qu'il n'était pas sorti de Paris et qu'il y attendrait son jugement ;

» De s'être lâchement caché dans une tanière pour se soustraire à la poursuite des Républicains ;

» D'avoir composé des écrits, trouvés avec lui au moment

de son arrestation, dans lesquels il déclame de la manière la plus indécente contre la Convention nationale, contre les braves Parisiens, contre tout le peuple français.

» L'accusé, par ses réponses à ces diverses accusations, n'a fait qu'aggraver les crimes nombreux dont il s'était rendu coupable; il n'a pas rougi d'avancer « qu'on regardait aujourd'hui comme un crime des opinions utiles. »

» LA COMMISSION MILITAIRE, convaincue que l'accusé a comme législateur lâchement trahi les intérêts du peuple, que, de concert avec la faction girondine et brissotine, il a fait tous ses efforts pour détruire la liberté jusque dans ses fondements, qu'il s'est soustrait au décret d'accusation lancé contre lui par la Convention nationale, qu'il a, par sa correspondance perfide, irrité les Bordelais contre les braves Parisiens et les législateurs les plus vertueux, qu'on a trouvé sur lui lors de son arrestation des écrits contre la Convention nationale et le peuple français, que par ses réponses il a démontré sa haine contre le nouvel ordre de choses, ordonne, d'après l'art. II de la loi du 6 août et celle du 27 mars 1793, qu'il subira la peine de mort, que le présent jugement sera sur-le-champ exécuté sur la place Nationale, tous ses biens confisqués au profit de la République; ordonne en outre que le présent jugement sera imprimé et affiché partout où besoin sera.

» Fait et jugé en l'audience publique, lesdits jour, mois et an que dessus.

» Signés : LACOMBE, *Président*;

» PARMENTIER, MARGUERIE, MOREL, BARSE,

» *Membres de la Commission*;

» GILLEY, *Secrétaire*. »

(Bibl. imp., Jugements de la Commission militaire de Libourne et de Bordeaux. — L 541, n° 1201, p. 35.)

On trouve dans les *Mémoires d'un prêtre régicide*, ouvrage attribué à Monnel, une prétendue lettre écrite par Guadet à Gensonné du fond des souterrains de Saint-Émilion. Guadet invite Gensonné à venir partager son asile.

Ce n'est là qu'un pastiche dont la fausseté apparaît à la première lecture. Mais cette imitation est encore intéressante par le style, par les idées qui sont bien d'un contemporain, par l'esprit qui éclate dans le très-joli mot de la fin. C'est ce qui nous décide à insérer ici cette lettre :

Quelques jours après (la mort des vingt-deux), un envoyé fidèle m'apporta une lettre de Guadet; c'étaient des remerciements. Mais elle en contenait une autre pour Gensonné. Il était mort en héros ainsi que ses collègues. Voici la lettre de son malheureux ami :

« Je ne me pardonnerai jamais d'être parti avant toi si tu ne trouves les moyens de venir bientôt nous joindre. Hâte-toi, Gensonné, hâte-toi, vrai sage, espoir de la patrie, mets ta tête à l'abri du fer des bourreaux, viens partager notre asile. Arrivé à Bordeaux à travers mille dangers, j'y ai trouvé quelques-uns de nos amis, quelques-uns de nos compatriotes persécutés comme nous par ceux qui sont chargés d'étendre à toute la France la domination paternelle du divin Robespierre. Viens nous joindre, relever notre courage et nous soutenir de l'image de tes vertus.

» Par la tendresse de ma bonne sœur, nous avons trouvé un asile presque impénétrable. Te rappelles-tu l'histoire de Sabinius? Nous sommes comme lui plongés dans un souterrain, au fond d'une carrière abandonnée, et madame Bouquey, nouvelle Éponine, plus sublime que son modèle, s'est chargée de pourvoir à notre subsistance, de nous l'apporter elle-même chaque nuit, sans craindre aucun péril, et ne redoutant rien sinon de trahir notre retraite; elle est notre sœur à tous!

» A l'abri des tyrans, mon cher ami, nous reprenons haleine; notre habitation souterraine nous semble quelquefois préférable au séjour des villes ensanglantées, des campagnes corrompues par l'anarchie. L'un de nous a sculpté dans le roc un arbre de la liberté, une statue de la déesse. Nous l'honorons, et parmi nous du moins elle n'a pas besoin de se cou-

vrir d'un voile, car nos mains et nos volontés sont pures. Parfois nous discourons en sages, et alors tu nous manques, Gensonné, car ce serait à toi d'être notre président, notre maître.

» Bordeaux souffre en ce moment de la famine, et nous plus qu'aucun autre des habitants du pays. Tu conçois que, tandis que les vivres se pèsent et se calculent, il est plus difficile à ma sœur de se procurer la subsistance de plusieurs personnes, et cependant nous ne manquons que bien rarement, tant sa tendresse est active. Nous lui devons, mon ami, une belle couronne civique, mais nous ne voulons la lui donner que le jour où tu seras réuni à nous. Apporte-nous donc avec toi quelques branches de chêne, car ici nous n'en avons que les racines. » *Mémoires d'un prêtre régicide*, t. II, p. 68-70. Paris, 1829, 2 vol. in-8°, L. 33 à 82.

Les Girondins restés à Paris après le 2 juin ont été d'abord mis en état d'arrestation chez eux, et ensuite constitués prisonniers, soit au Luxembourg, soit à l'Abbaye ou à la Force, le 26 juillet 1793, en vertu d'un décret de la Convention.

Guadet, qui était informé de ce qui se passait par les journaux (V. t. II, p. 354, n., ci-dessus), n'aurait donc pu écrire à Gensonné de venir le trouver lorsque son malheureux ami était sous les verrous. La lettre ne se comprendrait qu'à une époque où Gensonné était encore dans son domicile et jusqu'à un certain point libre de s'évader, mais alors (V. p. VIII) Guadet était à Caen, puis en Bretagne, etc., il n'était pas dans les grottes de Saint-Émilion, il n'y est entré qu'en octobre, c'est-à-dire au moment où Gensonné était transféré à la Conciergerie, et à ce moment il ne pouvait dire à un homme qui allait mourir : « Apporte-nous des couronnes de chêne. » L'esprit sérieux de Guadet ne se serait guère prêté à une pareille plaisanterie.

Il y a donc impossibilité physique et morale à ce que cette lettre ait été réellement écrite *telle* qu'elle est rapportée.

Suivant Petion et Buzot, Danton et Robespierre avaient dû se réjouir plutôt que s'affliger de la mort de Marat (V. vol. II, p. 407 et 422, et vol. I^{er}, p. LIX). Ce ne pouvait être de leur part qu'une conjecture. Les papiers inédits de Courtois tendraient à prouver qu'ils avaient deviné juste. Nous y avons en effet relevé les notes suivantes avant l'incendie de la Préfecture de police :

« ROBESPIERRE.

» Le lendemain de l'assassinat de Marat, Robespierre dit à plusieurs membres de l'Assemblée : « Marat a bien fait des sottises, il était temps qu'il finît. »

» DANTON.

» Quelques jours après la mort de Marat, Danton, entendant un membre de la Montagne parler dans un sens aussi exalté que celui de Marat, dit à ses voisins : « C'est un orateur qui aspire à la survivance de Marat. » Et si ces paroles avaient besoin d'un commentaire, on le trouverait dans le rapport de Saint-Just contre les Dantonistes : « Danton faisoit le familier près de Marat, qu'il détestoit mais qu'il craignoit. » (*Histoire parlementaire*, vol. XXXII, p. 95.)

ADDITION A LA BIBLIOGRAPHIE DRAMATIQUE DE CHARLOTTE DE CORDAY, p. CCXCVI à CCCIV. — Suivant M. Édouard d'Anglemont (*Mes soirées à l'Odéon*), Constant Berrier, vivement affecté du refus de sa pièce par le Théâtre-Français, aurait perdu la raison et serait mort en répétant ce vers qu'il avait mis dans la bouche de son héroïne devant le Tribunal Révolutionnaire :

Lui, citoyen ! c'est moi qui suis la citoyenne !

(*Le Progrès de Paris*, 9^e année, n^o 44,
7 avril 1872.)

TABLE ANALYTIQUE.

- ADAM LUX, voyez LUX.
- AÉROSTATS (Mémoire sur les), par J.-B. Salle, LXXIII.
- AGAR (Mlle). Ponsard lui fait répéter le rôle de Charlotte Corday pour l'Odéon. — Joue le second acte de cette tragédie sans retranchements lors de l'inauguration de la statue de Ponsard à Vienne. — Impression qu'elle produit, CCCLXXII et CCCLXXIII.
- AIGLEMONT (D'), personnage de la *Judith moderne*, amoureux de Charlotte Corday, CCXI.
- AIGREMONT (D'), lieutenant civil au bailliage de Caen, supposé être le d'Aiglemont ci-dessus, CCXXIV.
- ALBOIZE et MAQUET, auteurs des *Prisons de l'Europe*, CLXXIV; tragédie de Charlotte Corday, attribuée par eux à Champagnieux et Adam Lux, CLXXIV; vérification, doutes, réfutation, CLXXV.
- ALFIERI, son système dramatique, résumé par lui-même, pressenti par Buzot, XLVI.
- ALLOURY (L.) (*Débats*), sur l'ouvrage de madame L. Colet, CCLXXII.
- AMAR, franc-maçon, 547.
- AMAR, grand inquisiteur du Comité de sûreté générale, XXXI, n.
- AMAR, membre du Comité de Sûreté Générale, personnage de la pièce, 1 et suiv. — Note de Courtois sur Amar. — Mot atroce sur les Noyades de Carrier à Nantes, XXXIX.
- AMERICAN Book Catalog., ne contient l'indication d'aucune traduction anglaise de la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCLXXX.
- ANTINOÛS, biographie d'après Moreri, 389, Winckelmann et Lavater, — leur opinion sur le type d'Antinoüs, 390.
- ANTONELLE, rédacteur du journal *Les Hommes libres*, 543.
- Apothéose de Marat, par Barrau, CLXXXV.
- Apothéose de Marat et Le Peletier, CLXXII.
- Appréciation de la tragédie anglaise de M. E. C. Giles, critiques et éloges, comparaison avec les pièces allemandes, CCCLVIII-CCCLX.
- A propos sur la mort de l'infortuné Marat, CLXXI.
- Armée Royale Cruche, caricature par Louis David, 816, 819.
- Arrivée (l') de Marat aux Champs-Élysées, pièce d'Hector Chaussier, CLXXXVI.
- AUGIER (Émile), strophes à la statue de Ponsard, CCCLXX et CCCLXXI.
- AYMEN, maire de Castillon, 753.
- BAILLY (Silvain), ses tragédies de *Clo-taire* et d'*Iphigénie*, LXV, n.
- BAILLY, franc-maçon, 547.
- Ballons. Mémoire de Salle sur l'*Art de diriger les ballons*, CXXXIII.
- BAMBERG (M.), cité, note, CXCV.
- BAMME (Julius), sa tragédie de *Charlotte de Corday*, CCCLXXXIV; inspirée par le demi-dialogue de J.-P. Richter, CCCLXXXIV; appréciation, CCCLXXXV.
- Banquet réformiste du Château-Rouge en 1847, à la note, CCLXXXV.
- BARBERIE SAINT-FRONT (de la), mémoire rédigé par Caille, n., CXXVI.

- BARBAROUX. Observations de Barbaroux sur la *Charlotte Corday* de Salle; lettre, 108, 109; parle de l'évasion de Louvet, 146; son séjour à Libourne, 147; caché à Saint-Émilien chez Troquart, 144-151; interrogatoire de Barbaroux, 190; son procès sur place, 192; condamnation à mort, 195; son supplice, 200; actes de Baptême et de Décès, 197; lettres de Barbaroux à Guadet et Salle, 371; Ode sur l'électricité, 374; lettre de Barbaroux à madame Bonquey, 380; à sa mère, 388; Son PORTRAIT, 389; mot de madame Roland; la comparaison avec l'Antinoüs est-elle une vérité? 389-390; contradiction de Lantard et de Granier de Cassagnac; réfutation, 392 et la n.; témoignage d'A. Clootz, 391; de F. Vaultier, 394; de madame Letellier-Valazé, 397; portraits divers de Barbaroux, 395-396, 404; preuves qu'il n'a jamais été l'amant de Charlotte de Corday, LXII; auteurs ayant admis cette légende : madame Louise Colet, CCLXXII; Ponsard, CCCXXVIII; von Appen, CCCXX et suiv.; Girndt, CCCXXXII; ses maîtresses véritables : Anna, Julia et Zélia, 478; fragment inconnu de ses Mémoires, 478; circonstances ignorées de son suicide, 708, 709, 719 à 737.
- BARBAROUX, accusé de poltronnerie par les Montagnards, CVII.
- BARBAROUX (Ogé), fils du Conventionnel, 512.
- BARBAROUX. Sa mère remariée à un sieur Chalvet, 388.
- BARERE, discours du 24 prairial an II, CCCLXXVIII.
- BARERE, se fait appeler de Vieuzac, 244.
- BARJÉE (Simon), auteur du *Journal de l'autre Monde*, n., CXVIII.
- BARRAU (de Toulouse), auteur d'une tragédie en vers sur la mort de Marat, CLXXVI.
- BARROT (Odilon), à la note, CCLXXXVI.
- BARRY (Madame du), possède un exemplaire de Shakspeare, XLVIII.
- BARRY (Madame du) attaquée dans l'*Organt* de Saint-Just, CLIX.
- BASSAL, cite les Mémoires inédits de Buzot à la tribune, 464; ses rapports avec le *Journal des Hommes libres*, 509; son intimité avec Leconte, 504, à la note; détails biographiques, 590.
- BAUDIN (des Ardennes), lettre à madame Guadet, 776; détails biographiques sur Baudin, 776; portraits remarquables de Ducos et Boyer-Fonfrède, 763; de Guadet et de Vergnand, 777; discours solennel qu'il prononce comme Président de la Convention en l'honneur des Girondins, 796; beau passage de ce discours cité p. 804.
- BEAUHARNAIS, BRACELONNE (mesdames DE) à la prison des Carmes, note, LXXXIX.
- BEAUALET, dans le rôle de Marat, son tocsin guttural, CCLXIII.
- BEAUALET, le rôle de Marat lui est d'abord destiné dans la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCXXII, n. 2.
- BELSUNCE (Henri de), de la branche des Belsunce de Macaïc, CCXCI, n.; considéré comme aimé par Charlotte de Corday : Barrau, CLXXXII; Clairville et Dumanoir, CCLXXIX; A. de Platen, CCCLXXXI.
- BELSUNCE, sa mort, CCCLXXXVII.
- BELSUNCE (Madame de), Abbessé de Caen, de la branche des Belsunce de Castel-Moron, CCXCI, n.
- BENTABOLLE, dénonce la citoyenne Montansier à la Convention pour avoir fait chanter des vers en l'hon-

- neur de Charlotte Corday sur son théâtre, cc.
- BERGOING et le *Journal des Hommes libres*, 509; caché dans les grottes de Sainte-Présentine, sauvé par une femme, 658.
- BERNARD, suppléant de Barbaroux à la Convention, sa condamnation à mort, sa réhabilitation, 801.
- BERNIER (Constant), sa tragédie de *Charlotte Corday*, ccxcvi; doit être jouée à l'Odéon, ccxcviii; retirée; mort de l'auteur, ccxcviii et 836; scènes détachées, le *Bain*, ccc1.
- BEUZEVILLE (Madame), artiste, joue le rôle de Charlotte Corday au théâtre du Luxembourg, ccclxiii.
- Bibliographie dramatique historique de Charlotte de Corday*, clxii, cccxcvi.
- BIGNON. Le rôle de Danton lui est donné dans la pièce de Ponsard, cccxxii, n.; éloge qu'il mérite dans cette création, cccxli.
- BILLAUD-VARENNES, projette une tragédie sur le 9 thermidor, xvi, n. 1.
- Biographia dramatica*, par E. Bakker, sur la *Charlotte Corday* de E. J. Eyre, cxcl.
- BLACHE (J.-B.), agent du comité de Sûreté générale, rapports contre Chauvelin, Beaumarchais, madame du Barry, 565; contre mesdames Chalgrin et Fillenl, 819.
- BLANC, Député à la Convention, accuse la phrase d'Isnard, 463.
- BLANC (Louis), cité, cclxxxv; belles paroles contre la loi du 23 ventôse an II, qui défendait sous peine de mort de donner l'hospitalité aux proscrits, 150, n.
- BOEHM, auteur d'une traduction remarquable de la *Charlotte Corday* de Ponsard, ccclxxiv.
- Bonnet à la Charlotte Corday, cclxxvii.
- BONNEVILLE (de), indemnité due aux accusés reconnus innocents; réforme demandée par Brissot, commencée par Louis XVI, réclamée éloquemment dans l'ouvrage intitulé *l'Amélioration de la loi criminelle*, 224.
- BONNEVILLE (Nicolas), ses vers sur Shakespeare, et la note, xlix.
- BOSC, tuteur de la fille de madame Roland, 772, n.; ami de madame Roland, 493; détails biographiques, 494; recherches des manuscrits des Girondins, 495; signale L. Lecointre et Vatar comme détenteurs de ces manuscrits, 500; ses lettres à la veuve de Guadet, 770-773.
- BOUGON-LONGRAIS (de Caen), ccxi; Charlotte Corday le nomme dans sa lettre à Barbaroux, passage remarquable de cette lettre, ccxi; juste induction qu'en tire M. de Senkenberg, ccxi; confirmée : 1^o par le témoignage de M. Frédéric Vautier, ccxi; de Mesnil, administrateur du Calvados, ccxi; 2^o par la lettre de Bougon-Longrais, écrite à sa mère au moment de mourir, ccxiii, ccxv; 3^o par une lettre de Charlotte Corday à Bougon, vendue en 1868, à Londres, ccxv.
- BOUGON-LONGRAIS (Portrait de), son signalement, son profil au physionotrace, ccxiii.
- BOUNIEU (Émilie), peintre, 551, offre un tableau de son père à l'Assemblée constituante, n., 550; épouse M. Raveau, 551.
- BOUNIEU, peintre du Roy, conservateur du cabinet des estampes en 1792; son talent, ses opinions, 550.
- BOUGREY (Madame), xi; son portrait moral, par Buzot, 383; son portrait physique, par Yvon, 653; son dé-

- vouement, 380-382; son admirable courage, 650 et suiv.; sa place parmi les héroïnes de la Révolution, 656; son interrogatoire, 203; son supplice, 210; procès qui en résulte; Robert Bouquey, mari de la précedente; dénonciation contre lui, 384; son portrait, 654; blason franc-maçonique, 655; condamné à mort, 210; n'a pas repoussé les Girondins fugitifs, 658.
- BOURGEOIS (A.), auteur en collaboration du mélodrame de *Sept Heures*, CCXL.
- BOYER-FONFRÈRE, son portrait moral par Baudin (des Ardennes), 763.
- BOZE, peintre célèbre, fait le portrait de Guadet, 671.
- BRETEUIL (M. le baron de). Demande à lui adressée pour autoriser l'arrestation disciplinaire de Saint-Just, CLI; pour lever la lettre de cachet contre Saint-Just, CLX, n.
- BRIOLLE (vicomte de), sa collection, 742.
- BRISAC (Duc de), V. l'*Organt* de Saint-Just, CLIX.
- BRISOT (acte de baptême), 241.
- BRISOT, prend le nom du village de Warville, 244.
- BRISOT, son enfance laborieuse, vocation littéraire, 220; placé chez un procureur de Chartres, conduit l'étude, 220; premier clerc à Paris avec Robespierre pour deuxième clerc, 222; brochures pour Linguet, 223; le *Pot-pourri*, 223; *Le sang innocent vengé*, 224; *Théorie des lois criminelles*, 224; *Bibliothèque criminelle du législateur*, etc., 225; *Le Courrier de l'Europe*, 226; *la Correspondance universelle*, 227; Brissot est mis à la Bastille pour un libelle contre la Reine dont il n'était pas l'auteur, 228, n.; ses dé-
 mêlés avec Morande, accusations calomnieuses de celui-ci, 230; Brissot entre dans la maison d'Orléans, 232; lettres sur l'histoire de Hume et de Macaulay, 233; lettres à l'empereur Joseph II, 234; il fonde une société des Amis des noirs, 235; *Recherches sur la Vérité*, 236; *Voyage en Amérique*, 236; *Visite à Washington*, 237; *Réfutation du voyage de Chastellux*, 238; le journal *le Patriote français*, fondé et dirigé par Brissot, son importance, 240; collaboration de Condorcet, madame Roland et Petion à ce journal, 240; écrits regrettables de Brissot pour défendre le Comité des Recherches, les massacres du 6 octobre, etc., 237, n.
- BRISOT, traité d'espion de police par Amar et Robespierre, 226, n.
- BRISOT, menacé d'assassinat, 248; sa lettre à la Convention, il demande à être jugé à la face de la France, 248; sa lettre à Barère, 250.
- BRISOT, ses derniers moments, xv.
- BROCARD (Mademoiselle), rôle de Charlotte Corday, CCLXIII.
- BRUNE dénonce la conspiration de la poste aux chevaux, n., CXXIII.
- BRUTUS (le poignard de), CCLXXI.
- Brutus* (les deux) d'Alfieri, XLVII.
- BRUTUS, rôle des deux Brutus dans *l'Histoire de Charlotte de Corday*, xxvi; ouvrages révolutionnaires sur Brutus, n., xxvi.
- BRY (Jean de, ou DEBRY), ami de Guadet, 765; de Ginguené, 765.
- BUFFARDIN (Sextius), tragédie de *Brutus et Cassius*, imitée de Shakspeare, n. LII.
- BURTY (M.), cité, CCXVI. Éloge du projet de monument à la mémoire des Girondins de M. Julien Guadet, 788.

- BUZOT (Opinion de) sur Charlotte de Corday, il l'admire, mais considère la mort de Marat comme utile à Robespierre et à Danton, 122; conseils de Buzot à Salle, 121; il l'engage à imiter Shakspeare, 123.
- BUZOT publie le *Compte rendu contre le crime du 2 juin*, avec Salle, xc.
- BUZOT sait la langue anglaise, liii.
- BUZOT, *Éphémérides biographiques*, 279-350; hommage rendu à son caractère par Barnave, xlv; déclarations testamentaires, 351; son séjour dans les grottes de Saint-Émilien, xxviii et 644; va habiter chez Troquart, 680; sa fuite, 702; son suicide, 710 et 755; demande d'une pierre tombale pour lui, 717; d'une statue, 803; Mémoires de Buzot copiés par Charles Duval, 600; fragments inconnus et inédits des Mémoires de Buzot, 602-607; copie de ces Mémoires et commentaire par Jullien, 608; son portrait, 825.
- CAILLE (Louis), *Détails biographiques*, 500-501.
- CAILLE rédige le *Mémoire de la Barbe Saint-Front*, ii., cxxvi.
- CANMAILLE SAINT-AUBIN, auteur des *Intrigants démasqués*.
- CAMPARDON (M.) trouve le dossier disciplinaire de Saint-Just, cxli.
- CAMPARDON (M.), son bel ouvrage sur le *Tribunal Révolutionnaire*, cité, 256-397.
- Caricatures sur le gouvernement anglais, 817-818.
- CARRA et MARAT, cclxxi.
- C. CASSAL, publie une édition de la tragédie de Ponsard en français avec des notes anglaises, ccclxxx.
- Catilinas modernes* (les), de Ferru, clxii.
- Catilinas modernes* (les), ou la mort de Marat, drame, par Ferru fils, 1794; pièce primitive, Charlotte Corday y joue un rôle; remaniement prescrit, ce rôle est retranché, clxii et cccxcv.
- CHALGRIN (Madame), accusée du vol de cinquante livres de bougie au détriment de la République, condamnée à mort, note, cxxiii.
- CHALGRIN (Madame), fille de Vernet (Joseph), accusée de vol de bougies, 823; son écon, sa mort, 824.
- CHAMBOX, considéré comme Girondin, 798.
- Champ des Émigrés, 709; sépulture de Petion et Buzot, 714.
- CHAMPAGNEUX n'a pas composé une tragédie de Charlotte Corday avec Adam Lux, démonstration, réfutation de MM. Alboize et Maquet, ccclxxxvi.
- CHAMPAGNEUX, son écon à la Force, clxxv.
- CHARLOTTE DE CORDAY, amours prétendues avec Barbaroux, réfutation de cette légende par la correspondance des Girondins, lxi.
- CHARLOTTE DE CORDAY a-t-elle aimé quelqu'un? cxxi.
- CHARLOTTE DE CORDAY, assassin de Marat, note, clxxiii.
- Charlotte de Corday*, coïncidence entre la mort de Marat et la réfutation du rapport de Saint-Just, cvii.
- CHARLOTTE DE CORDAY, descendante de Corneille, notoriété à cet égard, cccxxxi.
- Charlotte Corday*, par Salle, éditée par M. Moreau-Chaslou, cccclvii; appréciation de M. Jules Janin, viii; considéré comme biographe de Charlotte Corday, ccccx; article de M. Develay, ccccx; de M. Guardias, i; de M. Sorel, ii; de M. Sou-

- pé, III; de la *Revue de Normandie*, IV; reproduction, à propos d'auto-graphe, v.
- La Jeune Normande*, tragédie anglaise par E.-J. Eyre, représentée en 1794, CCCLXV.
- Charlotte Corday* ou la Rébellion du Calvados, tragédie allemande par H. Zschokke, CXCI; appréciation, CXCIII-CXCIX.
- Charlotte Corday*, tragédie en vers publiée en 1795 sans nom d'auteur, CCI.
- Charlotte Corday* ou l'assassinat de Marat mis en drame, pièce allemande par M. de Senkenberg, CCVI.
- Charlotte Corday* ou la *Judith moderne*, tragédie, 1797, CCXIX; pièce royaliste, anonyme; théorie de l'auteur sur l'art théâtral, CCXXI; jugement sur cette pièce par M. de Rochefort (Labouisse), CCXXIV.
- Charlotte Corday*, tragédie allemande avec chœurs, par madame Westphalen, 1804, CCXXV.
- Charlotte Corday*, tableaux dramatiques par madame Louise Collet, CCLXVI.
- Charlotte Corday*, drame du Gymnase, par MM. Clairville et Dumanoir, CCLXXVII.
- Charlotte de Corday et la solitude*, Michelet, J. Bammé, note, CCCLXXXIV.
- Charlotte Corday*, jouée ou représentée en figure de cire aux Champs-Élysées, CLXXXIX.
- Charlotte Corday* ou la mort de Marat, par F. Digand, CCCIV.
- Charlotte Corday* ou les *Girondins*, CCCVI.
- Charlotte Corday*, par Ponsard, CCCXIV-CCCLXXIV.
- Traduite en allemand par M. Bœhm, CCCLXXXIII.
- Charlotte Corday*, composition dramatique allemande, par J. Bammé, CCCLXXXIV.
- Autre* tragédie allemande, par E. Rommel, CCCXCII.
- Autre* en français, par Villiet, CCCCv; — par Prior, CCCCXIV.
- Tragédie* allemande par C. Von Appen, CCCCXVIII.
- Drame* allemand, par Girndt, CCCCXXXI.
- Charlotte Corday*, tragédie anglaise en 4 actes, par M. C. E. Giles, 1870, CCCCXXXIX.
- Charlotte Corday* (Tragédie de) de Zschokke, se trouve dans la bibliothèque de Philadelphie, CCCLXXX.
- Charlotte Corday*, tragédie en langue danoise, par mademoiselle Athalie Schwartz, 1864, CCCCXXXVII.
- Portrait de Charlotte de Corday au pastel, par Vestier, alb., 4.
- Charlotte de Corday, personnage de Shakspeare, LIV et CCCLXXXVII.
- CHARLOTTE DE CORDAY porte à Paris des exemplaires de l'*Examen de la Constitution*, par Salle, xciv.
- Charlotte Corday*, portrait attribué à David, appartenant à M. de Saint-Albin, CCLXVII.
- Charlotte Corday* présentée par le *Constitutionnel* comme l'héroïque furie du Calvados, CCXLIV.
- CHARLOTTE DE CORDAY, relations d'amitié et correspondance littéraire et politique avec Bougon-Longrais, CCXII; vingt lettres écrites par elle à Bougon-Longrais, CCXII; lettre d'elle au même possédée par sir Henri ou Hector Nottingham, CCXV.
- CHARLOTTE CORDAY représentée au Ranelagh de Londres en 1794, poursuivant Robespierre avec un poignard, CCCLXXVIII.
- CHARLOTTE DE CORDAY représentée sous les traits de la Liberté, CLXVIII.
- CHARLOTTE DE CORDAY sait par cœur la

- Mort de César* de Voltaire; cette pièce calquée sur le *César* de Shakspeare, n., LIV; personnage de Shakspeare, LIV.
- Charlotte Corday (Scène de), jouée en Angleterre en 1863 devant le prince de Galles, CCCLXXIX.
- CHARLOTTE CORDAY, son portrait en vers maratistes par Dorat Cubières, récit sur les théâtres, CLXXXVIII.
- CHARLOTTE CORDAY, vers en son honneur, Louvet, XXII; Guadet, XXIII.
- CHARLES (Philarète), plastique de Charlotte de Corday, sillon du front, CCCCLXXXIII; biographe de Charlotte de Corday, CCCCIX.
- CHARLES (Philarète), véritable orthographe du nom de Shakspeare, XLVII et CCCCLXXXVIII.
- Chasse aux Girondins avec des chiens, 162, 696; aux prêtres, 809.
- CHAUSSIER (Hector), auteur du vaudeville *l'Arrivée de Marat aux Champs-Élysées*, XVII, n.
- CHÉNIER (A.), imitation de Shakspeare, n. XLIX; à Saint-Lazare, LXX et 759.
- CHÉNIER (J.-M.), son *Timoléon*, LXIX.
- CHÉNIER (J.-M.), la tragédie plus instructive que l'histoire, n., XLII.
- Chevalier de Maison-Rouge* (Le) et *Charlotte Corday* paraissent ensemble, CCXC.
- CLAIRON (Mademoiselle), donne des leçons de déclamation à Hérault de Séchelles, n., XXVIII.
- Classification des portraits de Charlotte de Corday, alb., 5.
- CLÉRICOURT (La citoyenne) joue le rôle de Charlotte Corday, n., XVII.
- CLÉRICOURT (la jeune), artiste du théâtre de la Cité, joue le rôle de Charlotte Corday, CLXXI; vers à elle adressés, *ibid.*; son portrait, peinture attribuée à Prudhon, Alb., 8; liste de ses rôles, Alb., 8.
- CLOOTZ (Anacharsis), XIII, 112.
- CLOOTZ (Anacharsis), plastique de Barbaroux, 393; sa brochure *Ni Marat ni Roland*; son opinion sur la beauté physique de Barbaroux, 393, n.
- COLET (Madame Louise), Tableaux dramatiques en vers sur Charlotte Corday, CCLXVI; comptes rendus des *Débats*, de la *Revue Britannique*, de la *Revue Indépendante*, CCLXXII-CCLXXVI; a les honneurs de la Mode, ouvrage placé par nous en première ligne, CCCCXC.
- COLET (Madame Louise), Lettre du 26 juillet 1847, où elle réclame la priorité pour ses *Tableaux dramatiques* de Charlotte Corday, CCXCV; autre lettre sur le même sujet, CCCCIX.
- COLLOT D'HERBOIS, accusé d'avoir dit qu'il fallait tuer et non déporter les conspirateurs, 463.
- COLLOT D'HERBOIS, fait jouer une comédie imitée de Shakspeare, LIII.
- COLLOT D'HERBOIS, nom de théâtre, 246.
- Collot mitrillé* (Le), par Tallien, 616.
- Commission militaire de Bordeaux : condamnations qu'elle prononce à Libourne, 652, n.
- COMPAIN, acteur de Bordeaux, porte à Paris les manuscrits de Saint-Émilion, 417, 418, 421; sa mort, 810.
- Conards (les), ancienne confrérie d'Évreux, 280.
- Conclusion de la *Bibliographie dramatique*, CCCXCVI.
- CONDORCET, décrété d'arrestation, puis d'accusation, mis hors la loi par le décret du 23 ventôse an II, 656; sa mort, 191, n.
- CONDORCET (Madame), sa grande beauté, 766.
- Constitutionnel*, feuillet sur la *Charlotte Corday* du Gymnase, CCLXXXVI.
- Constitutionnel* (le), compte rendu de

- la *Charlotte Corday* de madame L. Colet, cclxxii.
- Constitutionnel* (le) sur le drame de *Sept Heures*, cclxiv.
- Constitutionnel* (le) sur le drame de R. d'Estourbet, cclxiv.
- CONTAL (M. le docteur), petit-fils de Salle, cxxxi.
- CORNEILLE et CHARLOTTE DE CORDAY, cclxiv; leur parenté, cclxix.
- CORNU (J.-F.), Girondin, condamné à mort, 408.
- Corsaire* (le), sur le drame de *Sept Heures*, etc., ccxlv.
- Courrier des Théâtres*, sur le mélodrame de *Sept Heures*, ccxlv.
- Courrier français* (le) sur le drame de R. d'Estourbet, cclxiv.
- COURTOIS, procès de Courtois fils contre M. Decazes pour les papiers de son père, xcvi.
- COURTOIS, son rapport sur le 9 thermidor, 617.
- COUTHON, 826.
- Critique de la pièce du Gymnase sur *Charlotte de Corday*, ccxc.
- CUBIÈRES (le chevalier de) appelé *Dorât*, puis *Marat Cubières*, note, page clxxxviii; abjure son prénom d'Autoine, clxxxviii.
- CUISINIER (Martin), officier de la garde nationale, note clxiv.
- Dames écossaises du Mont-Thabor, 553.
- DANTON accusé d'aspirer à la royauté, xxxiv; chanson royaliste; mot de Louvet; *l'Ami des Lois*, par Laya, n., xxxiv.
- DANTON accusé de lâcheté par Robespierre, lvii.
- DANTON à la tribune, 826.
- DANTON prend la particule nobiliaire jusqu'en 1790, 245.
- DANTON, Président (supposé) du Comité de Salut public, personnage de la pièce de Salle, 2 et suiv.; accusé de lâcheté par Petion, 103; par Barbaroux; subalterne de Robespierre, 113-117; opinion conforme de Buzot, 122.
- DAUBAN, son ouvrage remarquable sur madame Roland, 435, n.; publie les *Mémoires de Petion*, chez Plon, 1866, 1 vol. in-8°, 152; raconte la réapparition des manuscrits des Girondins, 515; pense qu'ils proviennent de M. A. Jullien, 432; considère leur origine comme couverte d'une impénétrable obscurité, 516; prépare la publication des *Mémoires inédits de Louvet*, 588; remarques sur la date de la deuxième partie des *Mémoires de Barbaroux*, 594; cité deux fois, 607; fragment des *Mémoires de Buzot* trouvé par lui dans les papiers de Louvet, 606; relation des derniers instants des Girondins trouvée par lui dans les mêmes papiers, 497-575; intérêt et exactitude de cette relation, 575; son avis sur le portrait de madame Roland, sollicité, 587.
- DAVID (Louis) détenu, 617, n.
- DAVID accusé d'avoir fait condamner la fille de J. Vernet, n., 822.
- DAVID, caricatures à lui commandées par le Comité de Salut public, 818; tragédie, *les Thermopyles*, projetée par lui, 819; pièce composée sur lui et sa femme, 820.
- Débats* (*Journal des*), compte rendu de l'ouvrage de madame L. Colet sur *Charlotte Corday*, cclx, cclxxii.
- Débats* (*Journal des*), sur la *Charlotte Corday* du Gymnase, cclxxviii.
- Débats* (*Le Journal des*), sur le drame de Regnier d'Estourbet, cclxi.
- Débats* (*Journal des*), sur le mélodrame de *Sept Heures*, ccxlix.

- DEGAZES (M. le duc de), saisie de papiers chez Courtois, xcvi; procès contre lui par Courtois fils, xcvi.
- DECHEZEUX DE LA FLOTTE, Député à la Convention, donne sa démission au 31 mai, mis à mort en 1794, 801.
- DEGOUGES (Olympe), biographie, 574.
- DELASALLE (Paul), lxix.
- DELASALLE (Paul), invente la légende de l'amour de Franquelin pour Charlotte Corday, cccxi.
- DELRIEU, auteur (pour les paroles) d'une scène lyrique en l'honneur de Marat, clxxiii.
- DENIARD (DE MONTÉLIMARD) (M.), possède un fragment des Mémoires de Petion, 590.
- Denis le tyran de Syracuse*, pièce allégorique de 1793, xvi et 806.
- DENUELLE (Marguerite), femme de Louvet, détails biographiques, son portrait, 501; mariée à un sieur Chollet, divorcée, 501, n.; son intelligence, dirige l'établissement de librairie de Louvet, 502; données qu'elle possède sur les manuscrits des Girondins; se joint à Bosc pour les réclamer de Lecointre et Vatar, 498-499; exactitude de ses renseignements, 502 et 520; projets de publication des manuscrits des Girondins ayant existé entre Bosc et Louvet, continués avec sa veuve, 497, 498, 775, n.
- DESGENETTES, *Souvenirs du dix-huitième siècle*, xc; portraits de Salle et Guadet, xci.
- DESMOULINS (Camille), ciii.
- DESMOULINS (Camille), accusé par Robespierre d'avoir fait lire l'*Arétin* à mademoiselle Duplay, ccclix.
- DICAND (Frédéric), auteur d'une tragédie de *Charlotte Corday ou la mort de Marat*, ccciv; analyse de cette pièce, cccv.
- DIONISIO HIDALGO, bibliographie espagnole, ccclxxxix.
- Dix août (Le)*, souvenirs de Henri Grangeneuve, 830.
- DORVAL (Madame) dans le rôle de Charlotte Corday, ccliii.
- DROHAUT (M.), cicerone des grottes des Girondins, 645.
- DROUINEAU (Gustave), cité, n., ccxxxiv.
- DRUGEON (M.), légataire de Caroline Duval, reçoit d'elle les manuscrits des Girondins et les copies exécutées par Charles Duval, 524.
- DEBARRAN craint d'être massacré dans les prisons par la réaction thermidorienne, 617, n.
- DUCANGE (Victor), auteur du mélodrame de *Sept Heures* sur Charlotte Corday, ccxl.
- DUCIS, lxix.
- DUCOS, son portrait moral, par Baudin (des Ardennes).
- DUCOS ET BOYER-FONFRÈRE, 763; leurs veuves, 763; médailles demandées pour eux, 803.
- DUCRAY-DUMINIL, ccxl et ccxli.
- DUFRAISSE, biographie, 574.
- DUMAS (Alexandre) fils, in promptu sur Marat au bain, cccxiii.
- DUMAS (René-François), jugement du Tribunal Révolutionnaire, annonce aux Jacobins la capture de Salle et Guadet; détails biographiques, à la note; veut faire guillotiner tous les hommes d'esprit, i.
- DUMOURIEZ, ccxxv.
- DUPIN (M^e Philippe), avocat du duc Decazes, xcvi.
- DUPIN (Philippe), plaidoirie contre Parquin, relativement aux papiers de Courtois et à la lettre de Salle à Saint-Just, xcvi.
- DUTASTA, agent national à Bordeaux,

- auteur des *Hommes de sang*, dénonce M. A. Jullien, comme chargé d'espionner Tallien à Bordeaux, 615 et note.
- DUVAL (Charles), député à l'Assemblée législative et à la Convention, 515, 519, 526; détails biographiques, 535, 550; assesseur de la maréchaussée, 536; membre de l'Assemblée législative, demande l'établissement en France du jury, de *medietate lingue*, 536; nommé à la Convention par sept départements, 537; vote pour la mort de Louis XVI comme organe de la Loi; discussion, 538; réfutation, 538; participe au 31 mai, 539; menacé de proscription au 9 thermidor, 540; membre de la commission chargée de l'examen des papiers de Robespierre, 540; détenteur des papiers des Girondins, 542; rédacteur du journal des *Hommes libres*, 543; membre du Conseil des Cinq-Cents, 544; ses amitiés, Ginguené, Gohier-Duplessis, 545; Vatar, la reine Hortense, Bonnier, etc., 547; fonctions de Charles Duval sous l'Empire, 548; banni en 1815, se réfugie en Belgique, 548; sa mort et son épitaphe, 549; copies des Mémoires des Girondins exécutées par lui, 525, 563; pièces lui ayant appartenu, 519, 564, 574.
- DUVAL (Caroline), fille de Charles Duval, conventionnel, 553; a possédé les manuscrits de Saint-Emilion, 552.
- DUVAL (Julie), fille de Charles Duval, 556.
- DUVAL (Madame Charles Duval), son portrait, par Sergent Marceau, 545, sa mort, 549.
- DUVAL (Georges), cité et réfuté, CCLXXXI.
- DUVAL (Pierre), Ministre de la Police en l'an VII, 500.
- DUVERGIER DE HAURANNE, note, CCLXXXV.
- Échafaud, inconvénient d'y laisser monter la foule après les exécutions, CLXXXIII.
- ÉLISABETH (Madame) s'enquiert de la mort de Marat, CCCCLXXV-CCCCLXXVI.
- Émigrés; Pétion et Barbaroux sur la liste des émigrés, 712.
- Empire (l'), hostile aux souvenirs de Charlotte de Corday, CCXXXVIII.
- Entrée de Danton aux enfers, CX-CXI; conte satirique par Salle dirigé contre Robespierre, CXVII; publié par M. Moreau-Chaslon, CXVIII.
- EON, parent de Vatar, collaborateur du journal des *Hommes libres*, 519, n.
- EON, rédacteur du journal *les Hommes libres*, 543.
- Episode de Charlotte de Corday et de l'enfant au Palais-Royal, CCXX, CCLXXXIX.
- Esprit des Lois, cité par Buzot, XIII.
- ESTAING (l'amiral d'), sa tragédie des *Thermopyles*, LXVII.
- ESTOUBET (Regnier d'), son drame sur Charlotte Corday, CCLVI; notice biographique, n., CCLVI.
- ESQUIROS qualifie lui-même son ouvrage sur Charlotte de Corday de roman, CCCIX.
- Événements du 21 juin 1791, opinion de Salle, CXXXV.
- ÉVRARD (Simonne), CLXIV.
- ÉVRARD (Simonne) reproche à Pétion d'avoir fait l'éloge de Charlotte Corday, 105.
- ÉVRARD (Simonne), accusation d'avoir fait l'éloge de Charlotte Corday, n., XXX, XXXVIII.

- ÉYRARD (Simonne), *la maîtresse de Marat*, son portrait, CCCXXIV, II. Exécutions, v. *Échafaud*.
- EYRE (E.-J.), auteur d'une tragédie anglaise sur Charlotte Corday, cxc.
- FABRE d'Églantine, origine de ce surnom, 246.
- Faublas (Lecture de) attribuée à Charlotte de Corday, ccclv; Lamartine combattu par Ponsard, ccclv; réfutation de la *Mosaïque de l'Ouest*, ccclvii; origine des calomnies de ce genre dont Charlotte de Corday a été l'objet, article de Fabre d'Églantine, publication ordonnée par la Commune de Paris, ccclviii.
- FAUCITT (Miss), tragédienne anglaise, n. lv.
- FAUGÈRE (M.), ses savants travaux, 496, n.; allié à Bosc d'Antic, dont il épouse la petite-fille, 596, n.; note sur la visite de Bosc à Saint-Émilion, 596, n., dépositaire de tout ce qui se rattache à madame Roland, cccxcviii; notamment des papiers de Champagneux, cccxcviii; atteste qu'ils ne renferment rien sur une prétendue tragédie de *Charlotte Corday*, attribuée à la collaboration d'Adam Lux et de Champagneux, cccxcviii; son attention appelée sur le portrait présumé de madame Roland, 586.
- FAVART (Mademoiselle), idéal du rôle de Charlotte Corday, cccxxii, joue le rôle de la jeune mère, cccxli; reprise projetée en 1870 en lui donnant le rôle de Charlotte de Corday, ccclxvii.
- Femmes révolutionnaires (les), xlii.
- FERRU fils, auteur des *Catilinas modernes* ou la mort de Marat, clxii, cccc, cccxcv.
- FEUILLANTS (les), leur fondation, lxxxiii.
- Figaro*, sur le drame de *Sept Heures*, article remarquable, cccxlviii.
- FILLEUL (Madame), née Boquet, 824, 825; son écou, sa mort, 825.
- FIX (Mademoiselle) remplit le rôle de Clio, dans la *Charlotte Corday* de Ponsard, cccxli, et à la note.
- FLEURY (M. Édouard), cité, clxx-clxi.
- FONFRÈRE (Henri), deux fois Girondin, 691; morceau de lui sur la maison de Troquart et les proscrits qui l'habitèrent, 690.
- FORBIN (Mademoiselle de), mise en scène par Julius Bamme, ccclxxxv.
- FORQUET (Le surintendant), possède un exemplaire de Shakspeare, n. xlviii.
- FOUQUER-TINVILLE, signale Charlotte Corday comme amie de Belsunce, cccxi.
- FOURNIER l'Américain veut assassiner Pétion, 269.
- Franc-maçonnerie. Ch. Duval A. R. francs-maçons, 546; Bailly et Guillotin, Amar et Marat francs-maçons, 547.
- FRANQUELIN, fable mise en circulation par Paul Delasalle, ccclv.
- FRANQUELIN, amour prétendu pour Charlotte Corday, légende imaginée par Paul Delasalle et amplifiée par M. de Lamartine, cccxi; adoptée par M. Gasc dans la tragédie de *Charlotte Corday*, par M. Giles, auteur anglais, réfutée par M. Léon de la Siciotière, cccxi.
- FUALDÈS. *Charlotte de Corday* et *Fualdès*, de madame Louise Colet, ccccxvi.
- GALLES (prince et princesse de), ccclxxix.

- GARAT, son opinion sur Salle, réputation de Salle pour lui, xci.
 Garde nationale (Opinion de Salle sur la), cxxxiv.
 GARNIER DE SAINTES, se fait appeler Garnier de Xanthes, 614, n.; dénonce M. A. Jullien comme agent de Robespierre et Couthon, 614.
 GARRAU, lettres au J. de P. de Castillon, 741; montagnard, 695.
 GASC (P.-C.), auteur d'une tragédie de *Charlotte Corday*, cccvi; analyse, citations, critiques, cccix.
 GASSIER SAINT-AMAND, auteur de l'*Ami du peuple* et compte rendu de la pièce, clxiv et clxv, n. clxvii.
 GAUTIER (Th.), critique de la *Charlotte Corday* du Gymnase, cclxxxviii; de Ponsard, cccxxxvii; soutient que le sujet de Charlotte Corday n'est pas propre à la scène, cccxxxvii et ccccxlii.
Gazette de France, sur le drame de R. d'Estourbet, cclxv.
Gazette de France, sur le mélodrame de *Sept Heures*, n., ccli.
 GEFFROY, sa création du rôle de Marat dans la *Charlotte Corday* de Ponsard, cccxxii-iii, n.; son éloge par Rolle, cccxl; par Hippolyte Lucas, cccxxxiv; ovation, cccxxxiv.
 GENLIS (Madame de), voyage à Londres avec Petion, couplets satiriques contre eux, 263.
 GENSONNÉ, accusé de vol par le journal *la Montagne*, clvi; sa caractéristique, par Baudin (des Ardennes), 768, n.
 GENSONNÉ (derniers moments de), xv; lettre prétendue que lui adresse Guadet, 834.
 GINGUENÉ, son écrou et son signalement, 758; compatriote et ami de Ch. Duval, 544; Épitaphe pour sa Nancy, 758.
 GINGUENÉ (Madame), son caractère aimable, — appréciée par lady Morgan, 756; fidèle aux Girondins, 756 et 764; lettres intéressantes de madame Ginguené à madame Guadet, 756 à 766.
 GIREY-DUPRÉ, 692, n.; son mot sur Brissot constaté dans l'instruction, 801; sa belle mort admirée par Camille Desmoulins, 809.
 Girondins, leur désintéressement, million à leur disposition, leur misère, n., cxxxvi.
 Girondins, n'ont pas été les instigateurs de Charlotte de Corday, preuves résultant de leur correspondance entre eux, lxx.
 Girondins, parodies qui leur sont imputées, réfutation, xiv-xv; opposés à la mort du Roi, 808; ne forment pas une coterie; leur indépendance les uns envers les autres, xxxvi; commémorations en sens divers des 31 mai, 2 juin et 30 octobre, 789, 793; fête funèbre en leur honneur, 795; proposition d'élever, dans la Convention, une colonie en marbre, où leurs noms seront inscrits, 796; leur réhabilitation, leur nombre, 797-802; classification, 800; monument commémoratif proposé à Bordeaux, 803-805.
 GIROUST, compositeur, auteur pour la musique d'une scène lyrique sur Marat, ccxxiii; Président d'une section à Versailles, ccxxiii.
 GLEICHEN (Madame Émilie von), fille de Schiller, ccxxxv.
 GOETHE, s'occupe de Charlotte de Corday, n., ccxxxiv.
 GOIZET (M.), richesse de sa bibliographie dramatique, ccccxvi.
 GORSAS, cclvii.
 GORSAS (La veuve de), sa lettre à la citoyenne Guadet, 768.

- GOT, sa supériorité entrevue dans la *Charlotte Corday* de Ponsard, n., CCCXXVII.
- GOUJON, procureur syndic de Seine-et-Oise, prononce un discours en l'honneur de Marat à la fête du 11 août 1793, CLXXIV.
- Grand nombre de pièces sur Charlotte Corday composées et publiées; petit nombre de celles qui ont été jouées; sources de ces pièces; variété des conditions sociales de leurs auteurs, CCCCLXXXIX.
- GRANGENEUVE, fils du Girondin, ses souvenirs sur Barbaroux, Couthon, Rebecqui, Robespierre, Danton, Marat, 830.
- GRANGENEUVE (Lafargue de), Député à la Convention, son arrestation, 832; son acte d'accusation, sa condamnation, 833.
- GRANVILLE SHARP, société pour l'abolition de la traite des noirs, 235, n.
- GRÉGOIRE (l'abbé), mot de Dumas sur les hommes d'esprit, 1; discours après la journée du 1^{er} prairial, 625, n.
- GRINCOURT, commissaire ordonnateur de la fête de Marat à Versailles (11 août 1793), CLXXIV.
- GUADET (Julien), 1^{er} du nom, lieutenant dans le 1^{er} bataillon de la Gironde, envoyé à Saint-Domingue, aurait été lieutenant-colonel, 747, n.; sa lettre à Louvet sur les derniers instants des Girondins, 622-745; sa pétition à la Convention, 622; sa correspondance est interceptée; intéressante pour les colonies, l'incendie du Cap,... 622, à la note.
- GUADET (Julien), 2^e du nom, petit-fils du précédent, grand prix de Rome pour l'architecture, auteur d'un projet de monument funèbre pour les Girondins, 786-788.
- GUADET (M. J.), x, n.; cité, 640, 649.
- GUADET, son acte de baptême, 189, n.; proscrit, ne peut trouver un asile, ix; repoussé par plus de trente personnes successivement, ix; accueilli chez madame Bouquey, xi; puis chez son père, xiii; y est découvert et arrêté, 131; son interrogatoire, 169; son passe-port, 183; sa condamnation à mort, 187; récit de son supplice, 198; son éloge par Bosc, par Baudin des Ardennes, par C. Nodier, 679; par Vatar Jouannet, 689; statue demandée pour lui, 803.
- GUADET accusé de concussions par les Montagnards, CLV.
- GUADET, portrait moral par Desgenettes, n., xci; côté humain de son caractère, 678; portraits physiques, 670; de la famille, du physionotrace, 671; de Boze, 671; de son passe-port, 671; récit des vers en l'honneur de Charlotte Corday, xxiii.
- GUADET représenté comme aspirant à la main de Charlotte de Corday, ccccv.
- GUADET, ses autographes rares, 667.
- GUADET (Veuve), lettre d'elle à madame Ginguené, 621; sa raison ébranlée, 622; Julien veut la faire arrêter, 622, n.
- GUFFROY accuse les vingt-deux Girondins de lâcheté devant la mort, n., LVII.
- GUFFROY ou Rougiff, auteur du journal *le Franck en vedette*, xx.
- GUILLARD (M.), archiviste du Théâtre-Français, son opinion sur l'abstention de Rachel, ccxxii, n.; son appréciation sur le quatrième acte de la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCXXV.
- GUILLAUME TELL comparé à Charlotte Corday, CCCXXX.

- GUILLOTIN, franc-maçon, 547.
 GUILLOTINE, sang-froid de Salle sur la guillotine, 200, n.; cachet de Gateau, 407, n.; cachet de Dufrasse, 574; mot de Jullien, purgatif des aristocrates, 424; guillotine à quatre tranchants, 786.
 GUIZOT (M.), préface de la traduction de Shakspeare, LI.
 GUSTAVE PLANCHE, sur la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCL-CCCLX.
 HAMEL (M^r E.), cité, CXLi et p. 245.
 HAMLET, cité par Mirabeau mourant, XLIX; Charlotte de Corday, rapprochement avec Hamlet, LIV; Eyre s'inspire d'Hamlet pour sa tragédie de *Charlotte de Corday*, CCCCLXXVII; doutes d'Hamlet prêtés à tort à Marat, CCLXXI.
 HAUSER représenté peignant Charlotte de Corday dans sa prison, CCCLXXIX.
 HERBEL (F.), auteur d'un drame allemand, n. CXCv.
 HÉBERT, son portrait par Salle, CXII; ses fourneaux, CXIII.
 HELVIDIUS PRISCUS, cité par Barbaroux, 117; réponse d'Helyidius à Vespasien, à la note, conseil de prêter cette réponse à Charlotte Corday, 118.
 HÉMANS (Félicia), CCLXXIV.
 HENDRYCKS (Rose), auteur d'un roman sur Charlotte Corday, CCCLXXIX.
 HÉRAULT DE SÉCHELLES, ses galanteries, XXVII; détails biographiques, n., XXVII; accusation de Saint-Just contre lui, XXVII; son portrait, ses ouvrages, n. XXVIII.
 HOCHÉ à la prison des Carmes, n., CLXXXIX.
 HOCHÉ, pompe funèbre, représentée sur le théâtre, n., CLXVII.
 HOFFMANN, littérateur de Hambourg, CCXV.
 Hommes de sang démasqués (Les), 615.
 HORACE, cité deux fois par Buzot, 120.
 HORS LA LOI (Mise), 150, n.; flétrie et votée par Buzot, 150; des Girondins, 192 et 798; de Condorcet, 656, n.
 HOUSSAYE (Arsène), décide l'admission de la *Charlotte Corday* de Ponsard, n., CCCXX.
 HUBAUDIÈRE (M. de la), n. 593.
 HUGHES (Victor), 534, n.
 Illyrine ou l'écueil de l'inexpérience, roman historique par madame G. de Morency, n. XXVIII.
 Intrigants démasqués (Les), pièce de Cammaille Saint-Aubin. V. ce nom.
 ISSARD, sa phrase sur les ruines de Paris, 332, 458; accusé par Blanc, à l'occasion de cette prophétie, 463; avoue l'avoir prononcée et la justifie, 464; demande à rentrer dans la Convention, dépeint les douleurs de la proscription, 619.
 Jacobins (Les) royalistes en 1791, n. LXXXII.
 JADIN, compositeur, auteur du *Siège de Thionville*, XVII.
 JABEL, citée par Charlotte Corday dans la pièce de Senkenberg, CCX; dans celle de M. C. E. Giles, CCCCLXVI.
 J. JANIN, article contre le drame de *Sept Heures, Marat et la philanthropie*, CCLIX; sur la pièce de Regnier d'Estourbet, CCLXI; critique de la *Charlotte Corday* du Gymnase, CCLXXXIII; son feuilleton sur la pièce, CCCXXXV; couplets de Ponsard sur la *Charlotte Corday* à son cher Jules Janin, CCCLXV; son feuilleton sur la *Charlotte Corday* de Salle, CCCCVIII; historique de la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCXV.
 J. JAY DE SAINTE-FOV, Député à la Convention, 161, n.

- Jeune Normande (La), Maid of Normandy*, tragédie anglaise, analyse, CCCCLXV.
- JORDAO (M.), CLXII.
- Journal de l'autre monde*, CXVIII.
- Journal des Hommes libres*, ses rédacteurs, 543.
- JOUVANTE (Mademoiselle), proposée pour le rôle de Charlotte Corday, CCCXXII, n.
- Judith*, — *Charlotte Corday ou la Judith moderne*, tragédie, CCXIX.
- JUDITH. Charlotte Corday s'en inspire, M. Esquiros, CCLXIX.
- JUDITH, sa statue à Caen par M. Esquiros, CCCVIII.
- JUDITH. Son exemple invoqué par Charlotte Corday, pièce de Senkenberg, CCX.
- Judith*, tragédie par Heibel, n. CXCV.
- JUDITH (Mademoiselle). Ponsard lui offre le rôle de Charlotte Corday, CCCXXII.
- JULIEN (M. A.), sa jeunesse, 422; sa mission, 423; ses mots sanguinaires, 424; sa culpabilité, 425-427; son excuse, 428; son cachet, 407; sa correspondance avec le Comité de Salut public relativement à l'arrestation des Girondins à Saint-Émilion, 407-418; son amitié pour Robespierre, 411; son culte pour Marat, 418; pièces patriotiques composées par lui, 418; son système d'arrestation à Bordeaux, 419; ses attaques violentes contre Robespierre tombé, 608; poursuivi par la réaction thermidorienne, 613; il est arrêté, 613; dangers qu'il court, 617; le spectre de la famille Guadet, 626; annote et veut publier les Mémoires de Buzot, 629 et suiv.; compromis dans la conspiration de Babeuf, 635; lettre de madame Ginguéné sur lui, 637.
- Justification de l'acte de Charlotte Corday, par Senkenberg, CCXVI; discussion, opinion de de Vattel, CCXVII; des conventionnels dans le procès de Louis XVI; de la Convention dans la Constitution de 1793, CCXVIII.
- KERNER (Georges), médecin allemand, ami d'Adam Lux, n. CLXXV.
- KERNER (Justinus), auteur de poésies allemandes, n. 2, CLXXV.
- KOERNER (Théodore), le Tyrtée de l'Allemagne, CLXXV.
- LACOMBE, préside la Commission qui condamne les Girondins à Bordeaux; convaincu de prévarication, sa condamnation à mort, 674, n.
- LACROIX (Albert), introduction de Shakspeare en France, LII.
- LAIGNELOT, sa tragédie de *Rienzi*, LXVI; dénomination qu'il donne au bourreau, 663, n.
- LAINÉ, plaide contre les héritiers Dupeyrat, représentants de madame Bouquey, 663.
- LALLY-TOLLENDAL, sa tragédie de *Strafford*, LXV.
- LAMARTINE, cité, n. CCLXXXV.
- LAMBALLE (Madame de), préside une loge de dames franc-maçonnes, n., 554.
- L'amour doit-il occuper une place dans une tragédie sur Charlotte de Corday, dissentiment des critiques, tableau des amoureux imaginaires prêtés à Charlotte de Corday, CCCCXIV.
- LANCEAC, articles remarquable sur la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCLXV.
- LANCLOIS, serrurier, membre de la commune de Paris, à la note, CCLXXXI.

- LAVALLÉE, son opinion sur les massacres de septembre, n. CCLXXVI.
- LAVATER (silhouette de madame Roland par), 828.
- LAVOVA, 694.
- LAVA, passage de l'*Ami des lois*, n. XXXIV et LXIX.
- LECOINTRE, son caractère, 454; possède et cite les Mémoires des Girondins, 459; possède des armes et de la poudre; 474, n.; veut se faire sauter; retenu par sa femme, 474. Voyez la table par ordre de matières, 840.
- Lecture de *Gil Blas* attribuée à Charlotte de Corday, CCCLIX.
- L'ÉCUREUX, libraire, ami de M. Alexandre Chauliac, possesseur des manuscrits des Girondins, 517.
- LECOUVÉ, *Épicharis et Néron*, pièce révolutionnaire, n. LXIX.
- LEMAITRE (Frédéric) dans le rôle de Marat, CCLIII.
- LEMIERRE, vers célèbres de son *Barnveldt*, LXIV; sa mort, LXIX.
- LE PELETIER SAINT-FARGEAU, son convoi, 826.
- LE PELETIER (Félix), rédacteur du journal *les Hommes libres*, 543.
- LEQUINIO, lettre sur le bourreau de Rochefort, 663, n.; son arrestation, 766.
- Le sujet de Charlotte Corday est-il propre à la scène? Discussion, CCCCXCH.
- LETOURNEUR, observations sur les trois unités, n. XXX.
- Le véritable ami du peuple ou la victime du fédéralisme*, drame, par Destival, étranger à Charlotte Corday et à Marat, CCCCLXXXVII.
- Liaisons dangereuses (Les)*, lecture attribuée à Charlotte Corday, CCCLIX.
- LIDON, considéré comme Girondin, sa mort, n., 799.
- LIEUTAUD (Soliman), ses travaux sur l'iconographie des portraits, possède les listes de Chrétien pour les portraits au physionotrace, 671.
- LIGIER proposé pour le rôle de Danton, CCCXXII, n.
- LINET (Robert), fait l'apologie du 31 mai, 461.
- LINGUET, prophétie à Brissot, 222; sa tragédie de *la Mort de Socrate*, n. LXV.
- Liste de proscription de membres de la Convention, 455, n.
- LITYNSKY (Alexandre), CCCLXXXI.
- LITTRÉ père, rédacteur du journal *les Hommes libres*, 543; M. Littré de l'Institut, n. 543.
- Loëns (maire de), charge de judicature existant à Chartres, 260, n.
- Logis de Mar (en Angleterre), CCCLXXXIX.
- LOISON (époux), condamnés à mort pour avoir joué ou représenté Charlotte Corday, CLXXXIX; le dossier des Archives, CLXXXIX; Mémoire de miss Eliott; Alexandre Sorel, à la note, CLXXXIX.
- LOUIS XVI, réparation accordée par lui aux accusés reconnus innocents, 224; iniquité de la condamnation formulée contre lui, 537 et 538; atrocité des motifs donnés par Robespierre et Saint-Just, 539; préférable à une légalité mensongère, 539; cause de la guerre civile, suivant Buzot, 603; pièce allégorique jouée à Bordeaux pendant son procès, 806; le peuple demande sa grâce, 807.
- LOUIS XVII, son acte de décès, LXXXVII.
- LOUIS XVIII, lutte contre la République et l'Empire, LXXXVII.
- LOUVET, strophe en l'honneur de Charlotte Corday, XXI; demande le dépôt des Mémoires de Buzot,

cités par Bassal et Lecoindre à la Convention, 466; lutte avec Lecoindre, 467 et suiv.; passage de ses notices sur la beauté et l'inconstance de Barbaroux, 481; publie les Mémoires de madame Roland et recherche les papiers des Girondins, 497-499 et 745; ses propres Mémoires inédits, copiés par Charles Duval, 587; cachette de Louvet à Penhars ou le trou de Louvet, 589; son séjour dans les grottes de Saint-Émilien, 648; récit de la vie qu'y menaient les Girondins, 650; portrait de madame Bouquoy, 650; sa fuite, racontée par Barbaroux et Troquart, 446; dénonciation de ce dernier, 146 et 151, n.; revendication en faveur des Girondins dans l'éloge qu'il prononce de Féraud, 793; liste qu'il en dresse, 801; son acte de décès, date exacte de sa mort, 815; sa signature, 815; son buste en marbre par Pierre Jullien, 500, n.; lettre adressée par lui à la Convention pour demander à y rentrer, 628; première édition de ses *Notices*, il dénonce M. A. Jullien comme auteur de la mort de la famille Guadet, 620; troisième édition, nouvelle note accusatrice contre Jullien, 621; Jullien lutte toute sa vie contre cette note, 627; elle reste ineffaçable, 637; culte de Louvet pour la mémoire des Girondins, ses regrets, 761, 766; verse des larmes sur le sort de madame Bouquoy, 771.

Lucrèce de Ponsard traduite en polonais, CCCLXXXI.

LUSSAUD (Louis), éloge historique de Guadet, 648.

LUX (Adam), XXIII; sa naissance, n., CCLVII; opinion de Barbaroux; épris de Charlotte Corday, XLI; re-

lations avec Guadet, XLI; sa lettre à Guadet, 110; véritable amoureux de Charlotte Corday suivant Barbaroux, 108.

LUX (Adam), n'a pas composé une tragédie sur Charlotte Corday avec Champagnoux; démonstration, réfutation de MM. Alboise et Maquet, CLXXIV et CCCCLXXXVI.

LUX (Adam), auteur d'une thèse sur l'*Enthousiasme*, CCXXVIII.

LUX (Adam), éconoué à la Force, CLXXV; nie être fou d'amour pour Charlotte Corday, CLXXV.

LUX (Adam), seul amant de Charlotte Corday, suivant Théophile Gautier, CCLXXXIX.

Maid of Normandy (the), tragédie anglaise sur Charlotte Corday en 1794, CXG et CCCLXV.

MAILLARD, Président du Tribunal du Peuple au 2 septembre, CCXXVII.

Maison de Lecoindre à Versailles, sa devise, 475.

MANUEL (Pierre), sur Shakspeare, n., XLIX.

Manuscrit de la tragédie de *Charlotte Corday*, par Salle, décrit par M. Jean Guadet et lui appartenant, III-V.

MARAT, deux hommes en lui, CCCXXIII, n.; son costume et son intérieur, CCCXXIII; ses ouvrages avant la Révolution et son journal, CCCXXIII; brevet de médecin des gardes du corps du comte d'Artois, CCCXXIII, n.; sa démission, CCCXXIII; son mariage verbal avec Simonne Évrard, CLXVIII; à l'imitation de Rousseau, note, CLXVIII; raconté par Guirault, CLXIX; prouvé par la promesse de Marat à S. Évrard, trouvée sous les scellés, CLXIX; texte de cette promesse, CLXX; sa

- famille de Marat ratifie cette promesse, CLXXI; franc-maçon, 547; récit de la fête donnée par Talma à Dumouriez, CCLVIII; sa démarche décrite par Fabre d'Églantine, par Harmand de la Meuse, à la note, CCCLXXV; son portrait par Fabre d'Églantine, CCCXXIII, n.; son buste porté en triomphe, à la fête du 10 août, CLXXIII; le peuple veut venger sa mort sur les prisonniers du Temple, CCCLXXV; nombreuses pièces de théâtre sur sa mort, XVII.
- Marat dans le souterrain*, de Mathelin, CLXII.
- MARAT et CARRA, à la note, CCLXXI.
- Marat (La Mort de)*, esquisse dramatique par le comte de Platen, analyse, CCCCLXXIX.
- Marat (La Mort de)*, tragédie en vers, par Bartau, CLXXVI.
- MARAT (Ve), voy. Évrard (Simonne), son mariage verbal avec Marat, CLXIX.
- MARCHANT (M.), auteur de *la Constitution en vaudeville*, XXXIV.
- Mariages analogues, roman d'Aldomen, par le citoyen Pivert, CLXIX.
- Massacres de septembre, leur apologie par la *Revue indépendante*, CCLXXV; réfutation, leur lien avec la mort de Marat, CCLXXVI.
- Massacre (Le) de la Saint-Barthélemy*, pièce par Marloë, jouée à Londres, n. XVI.
- MATHELIN, auteur de *Marat dans le souterrain*, CLXII et CCCLXXXVIII.
- MAURICE (Charles), admire le drame de *Sept Heures*, CCLIV; attaque Rose Chéri et sa création du rôle de Charlotte Corday, CCXCIII.
- MÉNÉTRIER (M.), ses communications intéressantes sur le théâtre révolutionnaire, CCCXCVI et suiv.
- MÉNÉTRIER (M.), ses vastes travaux sur le théâtre révolutionnaire, n., CLXXII.
- MERCIER, sur Shakspeare, XLIX.
- MERCIER (Sébastien), son *Timon d'Athènes*, imité de Shakspeare, à la note, 458; veut un Buffon pour écrire l'histoire des Montagnards, 458.
- Mercur de France*, sur le drame de R. d'Estournet, CCLXV.
- Mercur de France*, sur le mélodrame de *Sept Heures*, CCLI.
- MERCIER, neveu de Danton, Adjudant général, commande les troupes pour cerner Saint-Émilion, 128; ses paroles à Salle et Guadet au moment de leur arrestation, 131; requis par Jullien d'envoyer des troupes pour le transport de Barbaroux à Bordeaux, 136; son acte de naissance-baptême, 809, 810.
- Mérite comparatif des tragédies composées sur Charlotte Corday, CCCXC.
- MERMANT, graveur, auteur du frontispice de *Charlotte Corday ou la Judith moderne*, CCXIX.
- MESMER, mémoire contre lui par Salle, LXXIII.
- MESMER, combattu par Salle, CXXXII.
- MESNIL, administrateur du département du Calvados, voit vingt lettres de Charlotte de Corday entre les mains de Bougon-Longrais, CCXII.
- MEYER (Ludwig), traduit en allemand le mélodrame de *Sept Heures*, CCLV.
- MEYNOT (M. de), destitué par Tallien et traduit devant la commission militaire de Bordeaux, 659; disculpé du reproche d'inhumanité envers les Girondins fugitifs, 659-660.
- MEZERAY, cité, n. CCLVII.
- MICHELET (M.), LXVIII.
- MICHEL (Don) comparé à Marat, CCXLVIII-CCXLIX.
- MIRABEAU, comparé à Shakspeare par

- BARNAVE, XLIX; mourant cite *Hamlet*, XLIX; préfère Racine et Voltaire à Shakspeare, n. I.; passage d'*Othello* imité et embelli dans *Zaïre*, n., I.
- MIRECOURT (De), cité, CCLXVII.
- MONTASSIER (La), sa lettre à Bentabolle à propos de Charlotte Corday, cc.
- MORANDE et Brissot, leur rupture, 226-227.
- MORENCY (Madame de), voy. Quillet (madame), XXVIII.
- MURVILLE (André), auteur d'*Eumène* et *Codrus*, tragédie, n., LXV.
- MUSQUINET DE LA PAGNE, xv; cité par Barbaroux, 112; détails biographiques, à la note.
- MYSKIEWITZ, CCCLXXXI.
- NAPOLEON injurié par Lantard, 392.
- National (Le)*, sur le drame de R. d'Estourbet, CCLXIV.
- NISARD, appréciation remarquable de la *Charlotte Corday* de Ponsard lors de la réception de celui-ci à l'Académie, CCCLXII.
- NOTTINGHAM (Sir Hector), sa collection d'autographes, CCXVI.
- Nouvelle Héloïse (La)*, citée par Salle dans sa dernière lettre à sa femme, n., CXXIX.
- NUIT (La) du 8 au 9 thermidor ou la chute du tyran, à la note, XVI.
- Observations sur le rapport de Saint-Just contre les Girondins, œuvre de Salle, xcix; appréciation de Petion, xcix; appréciation de madame Roland, c; examen de cette réfutation, cii à cvii; prouve que Salle ne connaissait pas le projet de Charlotte Corday, cviii.
- Organt*, poème allégorique par Saint-Just, n., cxx; écrit probablement dans la maison Marie Sainte-Colombe, CLIX.
- ORLÉANS (LOUIS-PHILIPPE D'), CCXXV.
- ORSY donne des représentations figurées de la mort de Marat, cc.
- Orthographe véritable des noms de Belsunce, Barere, Bas (Laurent), madame de Bretheville, Charlotte de Corday, Siéyes, Petion, n., CCCVII.
- PALLOY, médailles sur la Constitution de 1791, sur les IX et X thermidor, sur le 13 vendémiaire et Letellier, 566-570; projet d'un monument pour les Girondins, 803.
- PALMEZEUX, v. Cubières, n., CLXXXVIII.
- Panthéon de l'Illustration française*, Ponsard donne pour autographe un fragment du manuscrit de Charlotte Corday, CCCLXVIII.
- PARENT DE ROSAN, érudit distingué, 509.
- PARQUIN (M^e), avocat de Courtois fils, xcvi et xcvi.
- PARQUIN (M.), avocat, cite la lettre de Salle à Saint-Just, xcvi.
- PASQUERÉE (M.), de Castillon, 732.
- PAYAN jeune, fait condamner Philippe Égalité tout en le reconnaissant innocent, n., xxx et 789.
- PÈRE DUCHESSE, v. Hébert.
- PÉNIÈRE, demande l'apposition des scellés sur les papiers de L. Lecointre, 468; belle lettre sur les Girondins morts et leurs familles, 767.
- PÉNIÈRE, détails biographiques, 489, n.
- PETION, sa lettre à Salle sur sa tragédie de *Charlotte Corday*, 101; — ses papiers, ses écrits, son portrait, 210; ses *Éphémérides biographiques* (V. table des matières, 838); fragments de ses Mémoires conservés par Lecointre, 476, copie de ses Mémoires, par Charles Duval, 589, réfugié chez Troquart, 681; projet de suicide, 686; déclaration testa-

- mentaire, 350; fuite et suicide, 702 et 710; sa sépulture, 722, accusé de dilapidation par les Montagnards, clv; dépose chez Valazé des brochures qu'il fait imprimer chez Gorsas, xc; fait l'éloge de Charlotte Corday, xxii; fait publiquement l'éloge de Charlotte Corday, 105; accusé par la veuve Marat d'avoir fait l'éloge de Charlotte Corday, xxxviii; porté sur la liste des émigrés, 712; ses descendants, 513; son portrait sur bois, par Jean Guérin, Alb., 5.
- PETION (madame), arrêtée avec son fils, 259; mesure habituelle pour les femmes des prévenus, 260; leur écrou, 277; interrogatoire qu'elle subit le 4 août 1793, 780; communiqué par M. Lot, des Archives, 780; ses réponses énergiques; curieuses sur la satisfaction produite à Caen par la mort de Marat; sur Charlotte Corday, 780; étonnement de Guffroy d'un tel langage, 779; lettre de madame Petion au Comité de Salut Public, du 26 thermidor an II, pour faire cesser sa captivité, 276; lettre de madame veuve Petion à madame veuve Guadet, 773; recherches sur le sort de son mari, 775; sur les manuscrits de Petion existant entre les mains de Troquart, 774; ouvrage inconnu de Petion ayant pour titre : *la République peut-elle se soutenir en France*, 774; rapports à ce sujet avec Bose, 774; son orthographe, celle des femmes en général au dix-huitième siècle; *mot d'Hippolyte Clairon*; 773; mort de madame Petion, 513, n.
- PEYSSAC (Madame), condamnée à mort pour avoir caché Rabaut Saint-Etienne, 657.
- Phèdre* de Racine, nombre de vers de cette tragédie, n., cccclxxiv.
- PHILIPPE ÉGALITÉ, condamné comme girondin, quoiqu'il eût établi qu'il ne l'était pas, n., xxx; lettre atroce de Payan à ce sujet, xxx; étranger aux Girondins, 799, n., 4.
- PICHOT (Amédée), son article sur la *Charlotte Corday* de Ponsard, cccclxi.
- PICOT LIMOELAN, ccxxviii.
- PIRAUT, première séance des Jacobins aux Enfers, cxix.
- PIVERT, auteur d'*Aldomen*, roman de l'an III, clxix.
- PLATEN (le comte Auguste de), ses ouvrages, auteur d'un essai dramatique sur la *Mort de Marat*, cccclxxix.
- Poème à la gloire de Marat, par Dorat Cubières, clxxxviii; récité sur la scène par des canonniers, clxxxviii; portrait de Charlotte Corday, clxxxviii.
- Police, sa surveillance sur les théâtres pendant la Révolution, n., clxxxvi.
- POMPADOUR (Madame de), possède une traduction de Shakspeare, n. xlviii.
- Pompe funèbre de Marat représentée sur le théâtre, clxvii.
- POSS (madame de), relation sur la prison du Plessis pendant la Terreur, 675, n.
- PONSARD, sa tragédie de *Charlotte Corday*, cccxiv; la commence avant 1848, cccxv; fragments publiés le 25 février 1848, cccxvii; lecture au Théâtre-Français, froideur du comité, préoccupations politiques, cccxix; réception prononcée à une voix, cccxx; Rachel rend le rôle, cccxx; lecture de la pièce chez le Ministre par Ponsard lui-même, approbation de l'auditoire, cccxx; suppressions faites à la représentation, cccxvi, n.; première représentation de la *Charlotte Corday* de Ponsard, cccxiv; affluence,

précautions de la police, cccxxiv; effet produit, cccxxv; mots divers qui circulent à ce sujet, cccxxv et suivantes; approbation de M. Boulay (de la Meurthe), Vice-Président de la République, cccxxvi; d'Alfred de Musset, cccxxvi; recettes, cccxxvii; nombre des représentations, cccxxvii; reprise projetée en 1870, cccxxvii; critique au point de vue historique, cccxxviii; comptes rendus des journaux : des *Débats* (J. Janin), cccxxv; de la *Presse* (Théophile Gautier), cccxxvii; du *Constitutionnel* (Rolle), cccxxviii et cccxxix; de l'*Union* (Merle), cccxli; de l'*Ordre* (Fortoul), cccxlii; de la *Patrie*, du *Pays*, de l'*Assemblée nationale* (d'Edouard Thierry); de la *Silhouette*, du *Dix Décembre* (Théodore de Banville), cccxliii; du *National* (Paul de Musset), cccxlv; du *Corsaire*, pièce en vers contre Ponsard, cccxlvii; le *Charivari*, l'*Illustration*, le *Journal de la République*, le *Courrier français*, le *Messager des Théâtres*, la *Revue des Théâtres*, le *Foyer*, cités, cccxlviii; le *Galignani's Messenger*, cccxlix; *Revue des Deux Mondes*, article de Gustave Planche, cccxcclx; extraits, discussion; *Revue Britannique*, cccxli; entrée de Ponsard à l'Académie, discours de M. Nisard, passage remarquable sur Charlotte de Corday, cccxliii; compte rendu de la séance, par Hippolyte Rigaud, cccxlvi; édition des œuvres complètes de Ponsard, article de M. de Langeac, cccxlvi; mort de Ponsard, discours funèbres, cccxlvi; remplacement de Ponsard à l'Académie par M. Autran, cccxlvi; inauguration d'une statue

de Ponsard à Vienne (Isère), cccxlvi; discours de M. Edouard Thierry, cccxlvi; beaux vers de M. Émile Augier, cccxlvi; représentation du deuxième acte de *Charlotte de Corday*, par mademoiselle Agar, cccxlii; projet de refaire le V^e acte de *Charlotte Corday*, cccxxx; pluralité de styles reprochée à Ponsard par Gustave Planche, réfutation, cccxli; *Scène du Banquet*, chef-d'œuvre égal à la *Scène des Triumvirs*, cccxxx; *Scène des Funeuses*, défendue contre Gustave Planche, cccxli; nombre de vers de la *Charlotte Corday*, cccxlvi; veut corriger Shakespeare par Racine et compléter Racine par Shakespeare, cccxli; couplets à J. J. sur sa *Charlotte Corday*, cccxlvi.

PONTMARTIN (M. de), article sur la *Charlotte Corday* de Ponsard, cccxli et cccxli.

Portier des *Chartreux*, lecture attribuée à Charlotte de Corday, cccxli.

Première séance des Jacobins aux Enfers, cxix.

Presse (la), feuilleton sur la *Charlotte Corday* du Gymnase, cccxxxviii, ii.

PRÉVOST-MONTFORT, auteur de *Murat au Tribunal révolutionnaire*, ii, cccxxxvi.

PRIOR (Jules), fragment d'une tragédie de *Charlotte de Corday*, cccxvi; notice biographique, cccxv.

Priorité revendiquée pour le sujet de *Charlotte Corday*, par madame L. Colet, cccxv, par Ponsard, cccxvi; même revendication par M. Constant Berrier, cccxvi.

Prise de la Bastille (la), jouée sur le théâtre de Londres, ii, xvi.

- PRIVAT (le général), la tragédie des *Vendéens soumis*, LXVI.
- Projets de massacres dans les prisons après le 1^{er} prairial, 617.
- PROVINCIALES (les), c, CVII; *Nouvelles lettres provinciales ou conversation avec un jacobin*, n., c, CVII.
- PROVINCIALES (les), Guadet en porte un exemplaire sur lui, XCIX; réminiscences dans la réfutation du rapport de Saint-Just, c.
- QUERARD, cité, CCXXV.
- QUILLET (Madame), maîtresse d'Héroult de Séchelles, n., XXVIII.
- QUOTIDIENNE, sur le mélodrame de *Sept Heures*, CCXLIX.
- RABBE et SAINT-PREUVE, rendent justice à la bonne foi et à l'inflexibilité de Salle, n., CXXVIII.
- RACHEL, Ponsard écrit pour elle le rôle de Charlotte Corday, CCCXIX; doit entendre la lecture de la pièce, CCCXIX à la note; rend le rôle après la réception de la pièce à une voix, CCCXX; motifs de son abstention, CCCXXI.
- RAFFET, *Détails biographiques*, 103.
- RAGUEL-VILLARS (Madame), petite-fille de Salle, CXXXI et n., LXXII.
- RAMEAU (Paul M.), Consul de France à Boston, CCCLXXX.
- RANSONNETTE (Pierre-Nicolas), dessinateur et graveur du temps de la Révolution, auteur de l'*Inauguration du buste de Marat*, du *Club des Femmes de la Halle*, 689; son fils grave une *Vue de la Maison Trocquart à Saint-Émilion*, 688.
- REBECQUI, 826.
- RÉCAPITULATION de la Bibliographie dramatique de Charlotte Corday, CCCXCXV.
- RÉCEPTION d'un guillotiné dans la République des morts, CXXIX, n.
- RÉCEPTION de Marat dans l'Olympe (La), CLXXXVI.
- REIFFENBERG (M. de), n'a pas composé de tragédie de *Charlotte de Corday*, CCCLXXXII; vers sur Charlotte de Corday, *sillon* du front remarqué par M. P. Chasles, n., CCCLXXXIII.
- REMI, député à la Convention, son opinion sur le tyranicide, CCXVIII.
- RESTAURATION (La), peu favorable aux drames révolutionnaires, CCCXXXVIII et CCXL.
- REVUE BRITANNIQUE (La), sur le drame de *Charlotte Corday* par L. Colet, CCCLXXIV.
- REVUE BRITANNIQUE, article sur la *Charlotte Corday* de Ponsard, CCCLXI.
- REVUE INDÉPENDANTE, sur la *Charlotte Corday* de L. Colet, CCLXXV.
- REVUE INDÉPENDANTE, publie des fragments de la tragédie de *Charlotte Corday* de Ponsard le 25 février 1848, CCCXVIII.
- RICAUD (Hippolyte), passage relatif à Charlotte Corday, CCCLXIV.
- RIOUFFE, première édition des *Mémoires d'un détenu* (à la note), xv; additions blâmées par Joubert (à la note), xv.
- ROBESPIERRE, signe avec la particule de jusqu'en 1790, 245; règlement sur le Comité de Salut public écrit de sa main, 439; anecdote, audience nocturne donnée par lui au Comité, 439, n.; accusé de lâcheté par Petion, 102; par madame Roland, 102, à la note; par Buzot, 102; *Robespierre ou les Tyrans écrasés* (à la note), XVI; Robespierre à la tribune, 826; accuse Danton de lâcheté, n., LVII; accusé de lâcheté, n., LVIII.

- ROBESPIERRE, préfère la Royauté à la République, n. 1, LXXXII.
- ROCHFORT (Labouisse de), son opinion favorable sur la *Judith moderne*, CCXXIV.
- ROEDERER, sa tragédie de *la Mort de Coligny*, LXVI.
- ROLAND, accusé du vol du garde-meuble par Fabre d'Églantine, CLV.
- ROLAND (Madame), caractère intéressant, CCCXLI.
- ROLAND (Madame), sa véracité, 481.
- ROLAND (Madame), sur Shakspeare, LIII; sur Charlotte de Corday, LX; sur la réponse des Girondins au rapport de Saint-Just, c; sa véracité, 481; son portrait, 575-587; lettre de M. Sen sier sur ce portrait, 827; lettre de madame Roland à Servan, 828; madame Chaley, sa petite-fille, 828, madame Taillet, son arrière-petite-fille, 827.
- ROMMEL (E.), tragédie historique sur *Charlotte de Corday*, CCCXCII.
- ROSE CHÉRI dans le rôle de Charlotte Corday, CCXCIII; critique de Charles Maurice, CCXCIII; appréciation plus juste de l'*Entr'acte*, CCXCIII.
- ROSIER, neveu de M. Raveau, détenteur des manuscrits de Saint-Émilion, 557.
- ROSMOESLER, graveur, auteur d'un portrait de Charlotte Corday, CCXXV.
- ROUSSEAU (J.-J.), tous les hommes de la Révolution sont ses disciples, CXXIX; le *Contrat Social* est leur évangile, LXXV; particulièrement pour Salle, qui déclare que J.-J. Rousseau est le plus grand publiciste du siècle, CXXXVI; son mariage libre avec Thérèse Levasseur imité par Marat, CLXVIII; citation de Rousseau par Salle dans sa lettre d'adieux à sa femme, CXXIX; son horreur pour le sang, humanité de ses doctrines, CXXIX.
- SAINT-ALBIN (de), portrait de Charlotte de Corday, CCLXVII.
- SAINT-ALBIN (Philippe de), portrait de Charlotte de Corday, CCLXVII.
- SAINT-BEUVE (M. de), juge au Tribunal de la Seine, 514, possède un fragment inédit des Mémoires de Buzot, 514.
- SAINT-JUST, son poème d'*Organt*, n., CXX; habite rue Gaillon, hôtel des États-Unis, XCIII; son rapport contre les Girondins, XCIX; sa longueur, son obscurité calculée, CI-CII; inanité de ses accusations contre Isnard, Brissot, Vergniaud, CII; sa détention disciplinaire dans la maison Marie, à Piepus, CXLI-C LX; appréciation de ces faits au point de vue légal, CLIII; au point de vue moral, CLIII; au point de vue politique, CLV; interrogatoire de Saint-Just, CXLIX; lettre à lui adressée par Salle, XCV.
- SAINT-JUST (madame Robinot de), lettre au chevalier d'Evry, sur la disparition de son fils avec son argenterie, CXLI; fait demander par le chevalier d'Evry l'arrestation de son fils et son incarcération à Saint-Lazare, CXLVII; lettre justificative à madame de Saint-Just, par un sieur Richardet, CXLIV; demande que son fils soit remis en liberté, CLI.
- SALLE, combat Mesmer, CXXXII; adversaire constant de Marat, XX; essai biographique, LXXII; son acte de baptême, ses brillantes études, à la note, LXXII; docteur en philosophie, LXXII; Mémoire contre Mesmer, autre Mémoire sur les aérostats, LXIII; est nommé *médecin stipendié* ou *médecin des pauvres* de la ville

de Vézélise, LXXIII; son mariage en 1787; rédige les cahiers du Tiers; est envoyé aux États Généraux, LXXIV; signe le serment du Jeu de paume, LXXIV; prend la parole dans la question du veto, LXXV; définition de l'égalité, discours sur la garde civique, LXXVIII; élève de J.-J. Rousseau, CXXXVI; le dernier mot de sa dernière lettre est une citation de la *Nouvelle Héloïse*, CXXXIX; sa bonne foi et son inflexibilité reconnues, CXXXVIII; sa détresse et son courage, CIX; il écrit le conte satirique : *l'Entrée de Danton aux Enfers* en deux mois, CIX; lettre à Saint-Just, XCVII; défend la monarchie, LXXXI; l'un des fondateurs des Feuillants, LXXXIII; son discours à la commune de Vézélise, LXXXIV; membre du directoire de la Meurthe, LXXXIV; élu Député à la Convention, LXXXV; son opinion dans le procès de Louis XVI, LXXXV; sur le Tribunal révolutionnaire, sur le Comité de Salut public, LXXXVIII; mis en parallèle avec Robespierre, par Garat, XCI; son portrait par Desgenettes, XC; porté le onzième sur la liste des Girondins proscrits, XCIII; se réfugie successivement à Chartres, à Évreux, à Caen, XCIII; publie : 1^o le compte rendu contre le 2 juin, XCIII; 2^o l'examen critique de la constitution de 1793, XCIV; 3^o lettre à Saint-Just à propos de cet envoi, XCV; réfute le rapport de Saint-Just contre les Girondins; auteur de la brochure : *Observations sur le rapport des trente-deux proscrits*, XCIX; comparaison avec les *Provinciales*, par Petion; autre appréciation de cette brochure par madame Roland, XCIX-C; Salle justifié d'avoir employé l'ironie dans

cette réfutation, CI, CIII; péripéties de sa proscription, misère de sa femme, CVIII; compose un conte satirique sur *l'Arrivée de Danton aux Enfers*, CIX; son arrestation, son interrogatoire, CXXI; sa mort, dernière lettre à sa femme, CXXV; historique de cette lettre, CXXVI; hommage rendu au caractère de Salle, n., CXXVIII; misère de sa femme à Fougères, à la note, CVIII; arrestation de Salle, CXXI; il tente de se suicider, CXXI; son interrogatoire, belles paroles, CXXII-CXXIII; Salle et Charlotte de Corday, XVIII; se sont-ils connus? XXI; la tragédie de Salle n'a pas été jouée à la Conciergerie par les Girondins, preuves, XIV-XV; liste bibliographique de ses ouvrages, CXXXII à CXL; sa fermeté sur l'échafaud, CXXIV; son portrait au pastel, détruit, V; Album, p. 1; sa correspondance avec Biquilley de la Meurthe dénoncée par Anthoine et Levasseur; il en demande et la Convention en ordonne l'impression; découverte de cette correspondance; lettre inédite du 1^{er} janvier 1793, fac-similisée. V. n^o 1 des *fac-simile*, Album, p. 8.

SALLE (Henriette), fille du député, CXXXI.

SALLE (Jean-Baptiste), deuxième du nom, fils du député, CXXXI.

SALLE (Jean), frère de J.-B. Salle, CXXIX; et n., LXXII.

SAND (Karl), assassin de Kotzebue, CCXXXVIII et CCXLVIII.

SAND (Madame George), rédige la *Revue indépendante* avec Pierre Leroux et Pascal Duprat dans le sens des idées démocratiques et de la Montagne, CCLXXV.

SANTERRE, lettre à la Convention sur la comparaison de Louis XVI, 829, n.

- SAUFRAFERLOU, *Réception d'un guil-
lotiné dans la république des morts*,
CXIX.
- SAUNIER ET DUTILH, auteurs du *Siège
de Thionville*, XVII.
- SCHWARTZ (mademoiselle Athalie), au-
teur d'une tragédie sur Charlotte Cor-
day en langue danoise, CCCCLXXXIV.
- SCHILLER, sa correspondance avec
Goethe sur une tragédie de Charlotte
Corday, CCXXXIV; projet d'écrire une
tragédie sur le même sujet, CCXXXV;
décret de l'Assemblée qui décerne à
Schiller le titre de citoyen français,
CCXXXVII.
- SCHLEGEL (W.), CCXXV et CCCLXXXIV.
- Sept Heures*, mélodrame sur Charlotte
Corday, par V. Ducange et A. Bour-
geois, CCXL.
- SENKENBERG (M. de), auteur d'un
drame en allemand sur Charlotte
de Corday, CCVI.
- SHAKSPEARE, proposé pour modèle à
Salle par Buzot, XLVII, 120; état
de l'opinion relativement à Shaks-
peare pendant la période révolu-
tionnaire — au dix-septième, au dix-
huitième et au dix-neuvième siècle,
XLIX et CCLII; voyez aussi CCCXXXVII;
véritable orthographe du nom de
Shakspeare, CCCCLXXXIII.
- SICCARDI, 829.
- SICOTIÈRE (M. Léon de la), n., CCLVI;
ses études et ses collections immenses
sur la Révolution, 398, n.; ouvrage
colossal sur la Normandie, 398, n.;
ami de madame Letellier-Valazé,
396 et 398; auteur d'une *Notice
historique sur Valazé et sur les élec-
tions de 1789 au bailliage d'Alençon*,
possède les notes de F. Vaultier,
CCXLIV, n.
- Siège de Thionville*, opéra, XVII.
- SIÈVES, attaqué par Salle relative-
ment à l'introduction des deux
chambres, n., LXXXI.
- SORQUE, son dévouement pour Bris-
sot, 249 et 250.
- Souvenirs d'une actrice*, par Louise
Fleury, femme Fusil, 765.
- Souveraineté du peuple (Fête de la),
734; comment ce mot était compris
dans les campagnes pendant la Révo-
lution, 734; anecdote racontée à ce
sujet par Buzot, 734.
- STAEI (madame de), CCCLXXXIV; der-
nier mot de Mirabeau mourant,
XLIX, n.; page de madame de Stael
sur le 9 thermidor, 675, n.
- TALLIEN et JULLIEN, 425; Tallien dis-
culpé de la mort des Girondins,
425; arrêté de Tallien à Saint-Émi-
lion, 737; connaît la présence des
Girondins dans cette ville et ne les
dénonce pas, 692; le *Collot mi-
traillé*, par Tallien, 616.
- TALMA, ses relations avec Brissot;
réunions politiques qui se tiennent
chez lui, 250, n.; fête donnée par lui
pour le retour de Dumouriez,
CCLVIII; récit de cette scène par
Marat, CCLVIII; ses amis morts vic-
times de la Terreur, 761, n.
- TALMA (M^{me}) (Julie Carreau), son esprit,
son noble caractère, 677, 761, 765.
- TELLIER, membre de la Convention,
médaille, 569; son suicide, 569.
- Terreur (la), règne de la grande épou-
vante, 735.
- TESTAMENTS POLITIQUES de Louis XVI,
Marie-Antoinette, Dietrich, Cus-
tine fils, Brissot, recommandations
de ne pas venger leur mort; de Pe-
tion et Ronsin, recommandations
contraires, 256.
- Théâtre du Luxembourg, représenta-
tion d'une pièce de *Charlotte Cor-
day* à ce théâtre, CCCLXII.

- Théorie sur l'art théâtral : le *Journal des Spectacles*, l'*Anonyme de 1795*, la *Judith moderne*, CLXVII, CCI, CCXIX.
- THÉROIGNE DE MÉRICOURT, son vrai nom est Therwagne de Marcourt, CCCLXXXII.
- THIERS, XIV et XVI, 625; tragédie de *Charlotte Corday* par Villiet à lui dédiée, CCCV; cité p. XIV, 625.
- Traduction allemande de la tragédie de Ponsard, CCCLXXIII; appréciation favorable, CCCLXXIV-XXVIII; traduction de *Phèdre* de Racine par Schiller, CCCLXXIV; traductions de Voss, W. Schlegel, etc.
- Traduction de la pièce de Ponsard sur *Charlotte Corday*; il n'en existe pas en langue anglaise, CCCLXXX, ni en italien, CCCLXXXI, ni en espagnol, CCCLXXXI.
- Tragédie de *Charlotte Corday* avec chœurs par madame Westphalen, CCXXV.
- TREMONT, lettre à Caille sur la mort de Petion (1799), 755.
- TREMONT (M. DE), amateur d'autographes, possesseur du fragment des *Mémoires de Buzot* publié par nous, 605.
- Tribunal Révolutionnaire jugé à l'avance par Salle, justesse de sa prévision, LXXXVIII; son opinion sur le Comité de Salut public, LXXXVIII.
- Triomphe (Le) de Marat au Tribunal Révolutionnaire*, pièce de Prévost-Montfort, n., CLXXXVI.
- TROQUART (J. B.), perruquier de Saint-Emilion, garnisaire de la maison Guadet, 738; reçoit chez lui Petion, Buzot et Barbaroux, 681; sa maison, 681-691; dessinée par MM. Quinsac et Léo Dupré, 688; décrite par H. Fonfrède, 690; détruite en 1845, 687; restitution par M. J. Guadet, 689; genre de mérite de Troquart, 151, n.; reçoit les proscrits moyennant cinq cents livres, 682; son dévouement apprécié, 684; perquisitions chez lui, 138; mauvaise tenue de son intérieur, 138 et 685; son interrogatoire, 144-151; détails sur l'entrée et le séjour des trois Girondins chez lui, 144-151 et 686-687; y écrivent leurs *Mémoires*; Petion et Buzot veulent s'y donner la mort, 687; ce qui les arrête, 687; fuite des proscrits, arrestation de Troquart, il donne le signalement des fugitifs, 148; ses révélations, 146-148; son incarcération, 151, n.; récompense nationale sollicitée pour lui par Louvet, 151, n.
- Un des jurés de *Charlotte Corday*, par madame Louise Colet, CCCCXVI.
- Union de Seine-et-Oise* (journal), 824.
- Usurpation de la particule nobiliaire commune et reprochable à tous les partis, 244.
- VALADY, XI et XIII.
- VALAZÉ, son salon politique, LXXXIX; sa mort, 5 et 397; conférences qui se tenaient chez lui, 399; dénoncé par Réal et Chaumette, 403; derniers moments (à la note), xv; son dernier mot avant de mourir, 397, n.; le Caton de la Gironde, 397. V. aussi 714.
- VALAZÉ-LETELLIER (Madame), ses souvenirs sur Barbaroux, 396.
- VALENTIA (Lord), dédicace de la pièce anglaise *la Jeune Normande* à lui adressée, CCCCXV.
- VARLET, XLII; cité par Barbaroux, 112; détails biographiques, à la note.
- VATAR (René), imprimeur, notice sur la famille Vatar, 503; René Vatar, imprimeur du *Journal des Hommes*

- libres*, du Comité de Salut public, 505; chargé d'imprimer les manuscrits des Girondins saisis à Saint-Émilion; les communique à Lecoindre, leur intimité, 508; saisie de ces manuscrits demandée par Bose et la veuve de Louvet, 410; détails biographiques, lutte contre Merlin sous le Directoire dans le *Journal des Hommes libres*, 529; proscription sous le Consulat, déportation à Cayenne, 531; y devient juge auditeur, sa mort en 1835, 532; son portrait, 534.
- VAULTIER (Frédéric), de Caen, détails sur Bougon-Longrais, cccxiii.
- F. VAUTHIER, son opinion sur le sang-froid de Charlotte Corday, n. cccv.
- VERGNAUD, mis en scène avec Robespierre, par Villiet, ccccv; derniers moments (note), xv; accusé de vol par Fabre d'Églantine, clvi; son portrait moral par Baudin des Ardennes, 777; statue de Vergniaud projetée, demandée, 803.
- Véritable (Le) Ami du Peuple* ou *la Victime du Fédéralisme*, pièce de la Gaieté, clxxxvii.
- VERNET (Félicité), Voyez Madame Chalgrin.
- VERNET (Madame), gardienne de Condorcet, mot sublime prononcé par elle, 656, n.
- Verroux (les)*, poème sur les prisons de Bordeaux pendant la Révolution, par Romain Dupérier, p. 18 (Lacombe, cité, le palais Brutus ou le château du Hâ), 209.
- VESTIER (Antoine), peintre, détails biographiques, son mérite, Album, 4; *Tête de Charlotte Corday* au pastel, Album, 4.
- VIARD, lxii.
- VIART (Achille), cité par Barbaroux, 411; détails biographiques, à la note.
- VILLEMAIN, popularité de Shakspeare dans l'Inde et en Amérique, li.
- VILLIET, tragédie de *Charlotte Corday*, représente Charlotte de Corday amoureuse de Marat, ccccvii.
- WARGUS, le Wargr des anciennes législations germaniques, cité par Mercier, x.
- WATTEL (de), son opinion sur le tyrannicide, cxcvii et cxcviii.
- WEDEKIND, ami d'Adam Lux, cherche à prouver qu'il est en démence, clxxvi.
- WESTHALEN (Madame), auteur d'une tragédie de *Charlotte Corday*, cxcxv.
- WIMPFEN, mis sur la scène de l'Opéra, xvii; caché par le sieur Anfray et sa sœur, 658.
- ZSCHOKKE (Henri), auteur d'une tragédie sur *Charlotte Corday*, n., cxcxi et cxcviii, ccclxxx.

TABLE DES MATIÈRES.

TOME PREMIER.

PRÉFACE.	1
§ I. — Historique du manuscrit de Salle. — Appréciation de la pièce.	XXIV
§ II. — Correspondance des Girondins entre eux.	XXXVI
§ III. — Biographie de Salle.	LXXII
Bibliographie dramatique-historique de Charlotte de Corday.	CLXI

TOME DEUXIÈME.

<i>Charlotte Corday</i> , tragédie par Salle.	1—93
Variantes.	95
Observations de Petion sur la tragédie de Salle. — Lettre adressée à Salle.	404
Observations de Barbaroux. — <i>Id.</i>	408
— de Buzot. — <i>Id.</i>	420
Arrestation de Salle et de Guadet à Saint-Émilion.	427
Découverte et arrestation de Barbaroux.	434
Perquisition chez Robert Bouquey.	436
Découverte de la boîte de fer-blanc contenant les manuscrits des Girondins.	437
Perquisition dans la maison de Troquart.	438
Nouvelle perquisition dans la maison Bouquey. — Révélations d'Anne Berard. — Souterrains où s'étaient cachés les proscrits.	439—143
Interrogatoire de J. B. Troquart.	144
Description et levée des cadavres de Buzot et de Petion.	152
Leur suicide.	155
Procès-verbal d'inhumation.	158
Actes de baptême de Petion, — de Buzot.	160
Lettre à Jay sur ces événements.	161
Lettre de la Société populaire de Castillon à la Convention.	166
Procès et mort de Guadet, Salle et Barbaroux.	167
La Commission militaire de Bordeaux.	167
Interrogatoire de Guadet.	169
— de Salle.	174
Pièces à conviction. — Passe-ports, etc.	183
Plumitif de la Commission militaire.	186

Condamnation à mort de Guadet et de Salle.	187
Actes de décès de Guadet et de Salle.	189
Acte de naissance de Guadet.	189
Procès de Barbaroux. — Son interrogatoire.	190
Transport de la Commission militaire près de lui.	191
Condamnation à mort de Barbaroux.	195
Son acte de baptême. — Son acte de décès.	197
Supplice de Guadet, Salle et Barbaroux.	198
La famille Guadet devant la Commission militaire.	200
Interrogatoire de Guadet père.	201, 202
— de madame Bouquey.	203
— de Saint-Brice Guadet.	205
Notes d'audience.	206
Défense de Saint-Brice Guadet.	207
Condamnations à mort prononcées contre la famille Guadet, etc., par la Commission militaire.	209, 211
Interrogatoire du capitaine Granger.	212
— de Blanc.	213
— de Grèze.	214
Cartons du Comité de Salut public AF II, 45 et 46.	215
Papiers de PETION.	216
Note en réponse à une fausse accusation.	217
Notice de Petion sur Brissot.	219—241
Acte de baptême de Brissot.	242
Épître de Petion à son fils.	252
Lettre d'adieux de Petion à sa femme.	258
Poursuites contre la femme de Petion. — Son fils.	259
Condamnation à mort de sa belle-mère.	259
Portrait de Petion.	261 et 264
Éphémérides biographiques sur Petion.	266
Le Rocher des patriotes.	267
Documents divers sur Petion. — Lettres de lui au 10 août 1792.	272
Lettres violentes contre Petion.	274
Lettre de la veuve Petion au Comité de Salut public.	276
Dépôt de la dernière lettre de Petion à la Bibliothèque nationale. — Lettre du père de Petion.	277
Écrou de la femme de Petion et de son fils.	278
Notes et documents sur Buzot.	279
Famille de Buzot.	280
1789. — Buzot aux États Généraux. — Son élection.	281—282
Buzot à l'Assemblée constituante.	283
Buzot pendant l'Assemblée législative.	301
Il est élu vice-président du Tribunal de la Seine et président du Tribunal criminel d'Évreux. — Son option.	301

Première liaison avec madame Roland.	302
Retour de Buzot à Évreux.	303
Honneurs qui lui sont rendus.	304
Son installation — Exercice de ses fonctions.	310
1792. — Buzot à la Convention, du 20 septembre 1792 au 31 mai 1793.	314—333
Buzot quitte Paris.	333
Buzot à Évreux.	334—335
Buzot à Caen.	336
Marche à Lisieux.	338
Fuite en Bretagne et ensuite dans la Gironde.	339
La maison de Buzot à Évreux est rasée.	342
Érection d'un poteau infamant.	343
Lettre d'un frère de Buzot.	344
Dernière lettre de Buzot à sa femme.	348
Arrestation de la veuve de Buzot.	349
Destruction du poteau infamant.	349
OBSERVATIONS sur la déclaration testamentaire collective de Petion et de Buzot.	351
DÉCLARATION testamentaire de Petion et de Buzot.	360
BARBAROUX. — Ses lettres aux trois amis.	371
Ode de Barbaroux sur l'électricité.	374
Lettre de Barbaroux à madame Bouquey.	380
Portrait de madame Bouquey par Buzot.	382
Dénonciation contre Bouquey.	384
Passe-ports des Girondins.	385
Dernière lettre de Barbaroux à sa mère.	388
Portrait plastique de Barbaroux.	389
Comparaison avec la tête de l'Antinoüs.	390
Portrait moral par madame Roland.	391
Contestations. — Opinion d'un vieux Marseillais.	392
Témoignages contraires : — d'Anacharsis Clootz, — de F. Vaultier.	393
De madame Letellier, fille de Valazé.	400
Des habitants de Castillon.	728—753
De M. Henri Grangeneuve.	825
Portraits connus de Barbaroux.	395—404
CORRESPONDANCE de Jullien avec le Comité de Salut public. Il propose de faire raser les trois maisons où logeaient les Girondins.	408 411
De placer une inscription infamante sur la sépulture de Petion et de Buzot. — De faire juger et exécuter à Saint- Émilion ceux qui les ont cachés.	412—415
Lettres pour l'envoi des papiers des Girondins.	412—417
Envoi de ces papiers par le patriote Compain.	418

Leur enregistrement au Comité de Salut public.	424
JULLIEN (Marc-Antoine). — Détails biographiques.	422
Favori et envoyé de Robespierre.	423
Sa conduite à Bordeaux. — Ses mots sanguinaires. — Vers de Despaze.	424
Accusation contre Jullien. — Sa justification mensongère.	425—426
Sa véritable excuse. — Circulaire du Comité de Salut public.	428
LES MANUSCRITS DE SAINT-ÉMILION. — Ils n'ont pas été détournés par Jullien. — Leur itinéraire. — Tableau d'ensemble.	429—432

TOME TROISIÈME.

APPENDICE.	433—637
Opinions antérieures sur l'origine des papiers publiés par France.	433—436
Réfutation. — Preuves par inductions. — L'intérieur du Comité de Salut public.	437—438
Preuves directes établissant l'apport des manuscrits de Saint-Émilion à la Commission militaire de Bordeaux.	444—445
Pièces officielles. — Entrée des manuscrits au Comité de Salut public constatée par les registres du Comité. — Extraits de ces registres.	449—452
Jullien justifié; par qui les manuscrits ont-ils été soustraits?	453
LAURENT LECOINTRE et les manuscrits de Saint-Émilion.	454
Il possède les manuscrits des Mémoires. — Première révélation.	458
Longue citation, faite par Lecointre, des Mémoires de Buzot.	459
Deuxième révélation, faite par Lecointre à la tribune de la Convention.	462
Autre révélation. — Citation des Mémoires de Buzot, faite à la Convention par Bassal. — Ses relations avec Lecointre.	464
Intervention de Lecointre. — Il cite les cahiers de Buzot.	467
Embarras de Bassal.	469
La Convention ordonne le dépôt de ces pièces. — Décret.	471
L'incident, interrompu par les événements du 12 germinal, n'a pas de suites. — Lecointre arrêté et envoyé au Mont-Saint-Michel.	472
Brochure publiée par Lecointre le 5 pluviôse an V. — Nouvelles révélations.	475
Extraits des Mémoires de Petion, cités par lui.	476
Détails sur la vie privée de Barbaroux.	477
Citation de la partie inconnue des Mémoires de Barbaroux. — Anna, Julia, Zélia.	478

TABLE DES MATIÈRES.

869

Deux points historiques établis par ces Mémoires : 1° Mas-	482
sacre de la Convention projeté le 2 juin.	
2° Nouvelle réfutation des prétendues amours de Charlotte	482
de Corday et de Barbaroux.	483
Explication de cette légende.	
Citation des Mémoires de Buzot. — Retour sur la séance	483
du 5 germinal.	485
Cahier des Mémoires de Buzot conservé par Lecointre. . .	
Dernière citation des Mémoires de Buzot. — Inconnue. —	486
Il prédit le retour de la France à la monarchie.	
Confidence finale de Lecointre. — Il déclare avoir fait copier	488
les manuscrits des Girondins par cinq copistes pour les	
publier.	
D'où tenait-il ces manuscrits? — Conjecture : Lecointre,	489—490
membre de la Commission des Douze, chargée d'inven-	
torier les papiers de Robespierre.	492
Mort de Lecointre. — Efforts tentés pour obtenir connais-	493
sance de ses papiers.	
Bosc ET LA VEUVE DE LOUVET.	493 et 494
Recherches des manuscrits de Saint-Émilion, par Louvet.	
— par la fa-	495
mille de Buzot.	496
Recherches des manuscrits de Saint-Émilion, par Bosc. .	
— par la veuve	497
de Louvet.	
Requête de Bosc au ministre de la police, du 2 nivôse	498
an VII.	
L. Lecointre et Vatar signalés par la veuve de Louvet	499
comme détenteurs des manuscrits des Girondins. —	
Saisie sollicitée.	503
Vatar, imprimeur particulier du Comité de Salut public. .	
Chargé (probablement) d'imprimer les manuscrits de Saint-	507
Émilion.	508 et 514
Rapports politiques entre Lecointre, Bassal et Vatar. . .	
Possibilité que les Mémoires des Girondins eussent été	511
remis à Lecointre par Vatar.	
Suites de la mesure sollicitée par Bosc. — Les Mémoires	512
de Barbaroux rentrent dans ses mains. — Il les rend au	513
filz de Barbaroux.	
Mémoires de Petion, recouvrés aussi par la famille. . . .	514
Fragment des Mémoires de Buzot, possédé par M. de	
Sainte-Beuve, magistrat.	514
Manuscrit de la tragédie de Salle, remis à la famille Guadet.	515
Conclusion.	515
CHARLES DUVAL.	

Silence sur les manuscrits de Saint-Émilion de l'an VIII à 1863. — Leur réapparition.. . . .	515
Ils sont vendus par un inconnu au libraire France. . . .	516—517
Disparition prétendue et découvert de cet inconnu. . . .	517
M. Alexandre Chauliac, dernier détenteur des manuscrits.	518
Possesseur de pièces prouvant que ces manuscrits proviennent de la succession de Charles Duval, membre de la Convention.	519
Coincidence : Charles Duval, parent, ami et collaborateur de Vatar.	519
Preuves que Chauliac tenait ces manuscrits du sieur Raveau.	521 et 556
Raveau (Antoine-Remi), gendre de Charles Duval.	522
Confrontation des écritures. — Une partie des manuscrits est de l'écriture de Charles Duval.	525 et suiv.
Détails biographiques sur VATAR, CHARLES DUVAL, ANTOINE-REMY RAVEAU, CAROLINE et JULIE DUVAL. . . .	529—556
M. ROSIER et les CHAULIAC.	524 et 556
Résumé général.	557
Classification des manuscrits de Saint-Émilion.	559
Liste générale.	560
Manuscrits retrouvés.	564
Manuscrits manquants.	562
Possesseurs des manuscrits retrouvés.	562
Copies des manuscrits de Saint-Émilion.	563
Pièces provenant de Charles Duval. — Manuscrits. — Médailles. — Journaux.	564—574
Portrait de madame Roland possédé par les Archives nationales.	575
Description bibliographique des manuscrits des Girondins.	587
Copie des Mémoires de Louvet par Charles Duval.	587
— Petion —	589
— Barbaroux —	594
— Buzot —	600
Fragment inédit des Mémoires de Buzot.	603
COPIE DES MÉMOIRES de Buzot par M. A. Jullien.	608
Lutte de Jullien contre les souvenirs de la famille Guadet. — Dangers qu'il court.	608—625
Projet par Jullien de publier les Mémoires de Buzot. . . .	628
Annotations et corrections de sa main.	635
Ses efforts pour se réhabiliter. — Persistance des accusations.	636—637
EXCURSION A SAINT-ÉMILION.	639
LA MAISON BOUQUEY.	644
<i>Le Puits des Girondins.</i>	643
Les grottes de Saint-Émilion.	646

TABLE DES MATIÈRES.

871

Dévouement de madame Bouquey.	650
La Terreur à Libourne. — L'échafaud y est dressé en permanence.	652
Portrait de madame Bouquey, par Yvon.	653
Portrait de son mari, par le même.	653
Comparaison de madame Bouquey avec différentes femmes de la Révolution.	656—658
Procès sur la succession de Bouquey et de sa femme. — Qui a été exécuté le premier? — Cause célèbre.	660—663
Un certificat du bourreau.	664
LA MAISON GUADET.	665
Grenier où étaient cachés Salle et Guadet.	665—666
Lettre de Guadet à son père.	668
Livres ayant appartenu à Guadet. — <i>Les Provinciales</i> . — <i>Télémaque</i> . — <i>Le Contrat social</i> . — <i>Voltaire</i>	670
Portraits de Guadet.	670—674
Portrait de Guadet père.	672
Appréciation des contemporains sur Guadet, et comme homme privé et comme orateur.	678—680
LA MAISON TROQUART. — Description.	684
Sert de refuge à Petion, Buzot et Barbaroux.	681
Genre de mérite de Troquart envers eux.	682
M. et madame Bouquey chargés de leur nourriture.	685
Occupation des Girondins chez Troquart. — Leurs travaux.	686
Projet de suicide de Petion et Buzot. — Ajournement.	686
Espoir de justification.	687
Démolition de la maison Troquart en 1845.	687
Vue de cette maison exécutée par M. Quinsac.	688
Article de Henri Fonfrède sur la maison Troquart.	688 et 690
Autre vue exécutée par M. Léo Dupré, gravée par Ran- sonnette.	688—689
DERNIERS MOMENTS DES GIRONDINS.	692
Poursuites reprises par Jullien. — Causes.	693
Moyen employé par Jullien. — Les protestants de Sainte- Foy, partisans de la Montagne, hostiles à la Gironde.	694
Simon Marcon, boucher de Sainte-Foy. — Sa meute ame- née à Saint-Émilion et lancée dans les carrières.	696
Investissement de la maison Guadet. — Découverte de la retraite de Salle et Guadet. — Arrestation des familles Guadet et Bouquey.	697
Départ des prisonniers. — Leur translation à Bordeaux.	698
<i>Témoignages</i> : M. et madame Dukers.	698
— Jean Cagnard.	699
— Madame Adiran.	700
Fuite de Petion, Buzot et Barbaroux.	702

Leur direction présumée.	703
Leur dernier repas.	704
Tentative de suicide de Barbaroux.	705
Refus de le recevoir dans diverses métairies.	706—708
Il est transporté à Castillon.	709
Suicide de Petion et de Buzot. — Le Champ des Émigrés.	710
Lieu de leur sépulture.	711
Complainte sur cet événement.	712
Petion porté sur la liste des émigrés.	712
Projet d'un monument infamant, par Jullien.	714
Respect des habitants de la campagne pour les restes des Girondins.	714
Demande d'une pierre tumulaire.	716
Déclarations de témoins sur ces faits. — Peyrat et femme Peyrat.	718
J. Lafaye. — Femme Brun. — Lavigne.	719
Femme Noë Biès. — Dartigue dit Petion. — Pierre Galineau.	720
Recherches sur place et confrontation de divers témoins pour déterminer le lieu de la sépulture de Petion et de Buzot.	722—726
Suite de l'enquête. — François Laprade.	727
Sylvestre Gros. — M. Espéron, ancien maire de Saint- Magne.	728—729
Antoine Roy. — M. Pasquerée.	731—732
M. Quentin. — Jean Fruitier.	733
Madame Brevet. — Veuve Laval. — M. Marcon, de Sainte- Foy.	735
M. Devalz.	736
PIÈCES INÉDITES. — Arrêté de Tallien à Saint-Émilion.	737
Liste des suspects à Saint-Émilion.	737
Mise en surveillance de la maison Guadet. — Gardiens.	738
J. B. Troquart, gardien de la maison Guadet.	738
Lettre de la municipalité de Castillon sur la découverte du corps de Barbaroux.	740
Lettres de Garrau, Représentant du peuple, au même sujet.	741
Lettre du district de Libourne à la municipalité de Saint- Magne, même sujet.	742
Lettre du même district au Comité de surveillance de Bordeaux.	743
Pièces publiées. — Lettre du club national de Bordeaux à la Convention.	744
Lettre de Jean Guadet à Louvet sur les derniers instants des Girondins réfugiés à Saint-Émilion.	745
Extraits de la relation anonyme découverte par M. Dau- ban, même sujet.	747

TABLE DES MATIÈRES.

873

Notes recueillies par un magistrat de la Cour de Bordeaux.	754
Lettre du citoyen Trememont à Caille sur la mort de Petion et de Buzot..	755
Archives de la famille Guadet.	756
Lettres de madame Ginguené à madame Guadet.	758—766
Lettre de Pénière à Lescure.	767
— de madame Gorsas à madame Guadet.	768
Lettres de Bosc à madame Guadet.	770, 773 et 778
Lettre de madame Petion à la même.	773
— de Baudin (des Ardennes) à la même.	776
Interrogatoire de madame Petion devant le Comité de Sûreté générale.	780
ÉPILOGUE.	783
Recherches à Libourne.	785
— à Bordeaux.	786
Le palais Brutus. — Dernier vestige.	785
Projet d'un monument à élever aux Girondins.	786
Anniversaire du 31 mai.	789
Fête en l'honneur des 31 mai et 2 juin. — Vers d'Aristide Valcourt.	790
Fête funèbre du 2 juin 1795.	792
Commémoration annuelle du 30 octobre 1793, instituée le 22 septembre 1795 par la Convention.	794
Listes des Girondins mis en arrestation.	798
— hors la loi.	798
— en accusation.	799
Adjonctions morales (Roland, madame Roland, Girey- Dupré, etc.).	800
Liste des Girondins proprement dits.	802
Projets de statues en leur honneur.	803

SUPPLÉMENT DE L'APPENDICE.

<i>La République de Syracuse ou la Royauté abolie</i> , pièce représentée à Bordeaux en 1792.	806
Opinion du général Biron sur l'esprit public de Bordeaux en juin 1793.	807
Lettre de Baudot sur le même sujet.	808
Acte de baptême. — Naissance du général Mergier.	809
Fin et acte de décès de l'acteur Compain.	810
La phrase d'Isnard. — Son texte.	812
Recherches des papiers de Lecointre. — Résultat négatif.	814
Acte de décès de J. B. Louvet.	815
Caricatures commandées à David par le Comité de Salut public.	816

<i>L'Armée royale-croche.</i> — Le Gouvernement anglais. . . .	817
Mémoire de Blache. — Affaire de la Muette.	820
Détails sur mesdames Chalgrin (née Vernet) et Filleul. Riouffe. — Madame Vigée-Lebrun.	822—824
Portrait de Buzot.	826
Portrait de madame Roland.	827
Lettre de M. Sensier sur ce portrait. — Il pense qu'il est bien celui de madame Roland.	827
Lettre de madame Roland à Servan.	828
Souvenirs de M. Et. Henry Grangeneuve.	830
Condamnation à mort de J. Ant. Laffargue de Grangeneuve. Lettre prétendue de Guadet à Gensonné pour l'inviter à se réfugier dans les grottes de Saint-Émilion.	832
Fausseté de cette lettre.	834
Opinion de Robespierre et de Danton sur la mort de Marat.	835

ERRATA.

TOME PREMIER.

- Page xvii, à la note; au lieu de : *vaudeville civil*, lisez : *vaudeville civique*.
Page xxxiv, ligne 25; au lieu de : *les Amis des lois*, lisez : *l'Ami des lois*.
Page xlii, ligne 2; au lieu de : *tracés*, lisez : *tracées*.
Page lv, ligne 22; au lieu de : *Fouquier-Tainville*, lisez : *Fouquier-Tinville*.
Page lxxii, ligne 34; au lieu de : *Raynal*, lisez : *Raguel*.
Page cxxxi, ligne 5; au lieu de : *an III*, lisez : *an IV*.
Page ccccxvii, ligne 8; au lieu de : *s'est écrié*, lisez : *s'écrie*.

TOME DEUXIÈME.

- Page 77, vers 8; au lieu de : *expliqués*, lisez : *expliqués*.
Page 112, note 4, ligne 4; au lieu de : *Musquinet de la Plagne*, lisez : *la Plagne*.
Page 132, note 2, ligne 2; au lieu de : *Salles*, lisez : *Salle*.
Page 155, ligne 27; au lieu de : *aient eu recours*; lisez : *se soient exposés*.
Page 157, ligne 17; au lieu de : *chès Pariset*, *chès Troquart*, lisez : *chès Paris et chès Troquart*.
Page 158, lignes 15 et 16; au lieu de : *ex-députés mis hors la Loy de la Convention nationale*, lisez : *ex-députés de la Convention nationale mis hors la Loy*.
Même page, ligne 29; au lieu de : *Baneyre*, lisez : *Barreyre*.
Page 161, ligne 26; au lieu de : *Sainte-Foy, village*, lisez : *Sainte-Foy, petite ville*.
Page 163, ligne 44; au lieu de : *Marcou*, lisez : *Marcon*.
Même page, ligne 25; au lieu de : *tous glacés*, lisez : *tout glacés*.
Page 164, à la note, ligne 6; au lieu de : 462, lisez : 452.
Page 165, ligne 41; au lieu de : *Julien*, lisez : *Jullien*.
Page 167, ligne 47; au lieu de : *le 6 messidor*, lisez : *le 7 messidor*.
Page 216, ligne 28; au lieu de : *madame Bouquet*, lisez : *madame Bouquey*.
Page 233, ligne 7 de la note; au lieu de : 1726, lisez : 1826.
Page 270, ligne 22; au lieu de : 29 *prairial*, lisez : 30 *prairial*.
Même page, ligne 23; au lieu de : 8 *messidor an III*, lisez : *an IV*.
Page 274, ligne 47; ajoutez : Voir le Rapport de Bailleul du 21 germinal. *Moniteur* des 26 germinal et 41 floréal an IV.

- Page 272, note 1, ligne dernière; au lieu de : *Hébert*, lisez : *Lemaire*.
 Page 315, ligne 18; au lieu de : *Gautier*, lisez : *Garnier*.
 Page 327, ligne 21; au lieu de : *Barère*, lisez : *Barere*.
 Page 333, supprimer les cinq premières lignes de la page.
 Page 337, ligne 2; au lieu de : *compte*, lisez : *compte rendu*.
 Page 352, note 1, ligne 15; au lieu de : *ils en ont préféré un*, lisez : *un troisième*.
 Page 366, note 1, ligne 2; au lieu de : *ma consciences*, lisez : *ma conscience*.
 Page 375, vers 12; au lieu de : *tel est plus fugitif encore*, lisez : *tel et plus fugitif encore*.
 Page 382, ligne 11; supprimez les mots : « Sauvée par M. Bosc, qui se cacha dans la forêt de Montmorency avec les Mémoires de madame Roland.

TOME TROISIÈME.

- Page 445, ligne 22; au lieu de : 3°, lisez : 4°.
 Page 465, note 1. Cette note se rapporte à la page 464, ligne 18.
 Page 468, ligne 14; au lieu de : *Pesnières*, lisez : *Pènière*.
 Page 535, note 1, ligne 2; au lieu de : *des soldats*, lisez : *aux soldats*.
 Page 543, ligne 10; au lieu de : *Lepelletier*, lisez : *Le Peletier*.
 Page 710, ligne 25; au lieu de : *Barbaroux*, lisez : *Buzot*.
 Page 747, à la note; au lieu de : *Julien*, lisez : *Jean Guadet*, et au lieu de : *Jean*, lisez : *Joseph Guadet*.
 Page 777, ligne 49; au lieu de : *auteur*, lisez : *orateur*.
 Page 803, note 2; au lieu de : *Nous n'avons pu retrouver cette statue*, lisez : *Mars 1872. Cette statue vient d'être retrouvée par nous tout récemment. Elle est en plâtre. Commandée sous le Consulat ou l'Empire, elle fut exécutée par Cartelier*.
 Page 829, à la note; au lieu de : *Ces mots désignent évidemment le 25 décembre*, lisez : *le 26 décembre. Dès le 25, Louis XVI avait fait son testament, qui est daté de ce jour, indice d'un danger qu'il pressentait pour le lendemain*.

ALBUM.

- Page 7, ligne 10; au lieu de : *Jean*, lisez : *Joseph Guadet*.
 Même page, ligne 14; même correction.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

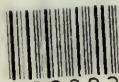
The Library
University of Ottawa
Date due

FEB 04 2002

MAR 04 2002

OCT 20 2001

OCT 20 2003



a39003 001296077b

DC 146 .C8V3 1864 V3
VATEL, CHARLES.
CHARLOTTE DE CORDAY ET

CE DC C146
.C8V3 1864 V003
C00 VATEL, CHARL CHARLOTTE DE
ACC# 1068364

